



HAL
open science

La Presse iranienne depuis la révolution islamique : les deux âges d'or 1978-1979 et 1997-1998

Nahid Pilvar

► **To cite this version:**

Nahid Pilvar. La Presse iranienne depuis la révolution islamique : les deux âges d'or 1978-1979 et 1997-1998. Sciences de l'information et de la communication. Université Grenoble Alpes, 2015. Français. NNT : 2015GREAL028 . tel-01695483

HAL Id: tel-01695483

<https://theses.hal.science/tel-01695483>

Submitted on 29 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Spécialité **sciences de l'information et de la communication** à
l'**Université de Grenoble**

Présentée par

Nahid Pilvar

Thèse dirigée par : **Philippe Bouquillion**

Préparée au sein du **Laboratoire Gresec**

Institut de la Communication et des Médias

La presse iranienne depuis la révolution islamique

Les deux âges d'or 1978-1979 et 1997-1998

Volume1

Thèse soutenue publiquement le **9 mars 2015**,

Devant le jury composé de :

**Philippe Bouquillion, professeur de sciences de l'information
et de la communication à l'Université Paris13, directeur de
thèse**

**Valérie Devillard, professeure de sciences de l'information et
de la communication à l'Université Panthéon-Assas,
rapporteuse**

**Isabelle Garcin-Marrou, professeure de sciences de
l'information et de la communication à l'Institut d'Etudes
Politiques de Lyon, rapporteuse**

**Bernard Miège, professeur émérite de sciences de
l'information et de la communication à l'Université de
Grenoble**



UNIVERSITÉ DE GRENOBLE



*Université Joseph Fourier / Université Pierre Mendès France /
Université Stendhal / Université de Savoie / Grenoble INP*

**Je dédicace cette thèse à mon époux
Keyvan qui s'est beaucoup impliqué
dans cette thèse au long de toutes ces
années et à notre fils Novin**



REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à adresser mes remerciements les plus sincères à Philippe Bouquillon, le directeur de cette thèse, qui, m'a accompagné et encouragé dans ma recherche, avec beaucoup de confiance, de bienveillance et d'amitié.

Je remercie également tous les autres membres du jury, Bernard Miège, professeur émérite de sciences de l'information et de la communication à l'Université de Grenoble, Valérie Devillard, professeure de sciences de l'information et de la communication à l'Université Panthéon-Assas, rapportrice, Isabelle Garcin-Marrou, professeure de sciences de l'information et de la communication à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, rapportrice pour leur disponibilité et leur attention à mon travail.

J'aimerais aussi témoigner de toute ma gratitude envers le GRESEC (Groupe de Recherche sur les Enjeux de la Communication), laboratoire au sein duquel j'ai pu développer cette recherche dans des conditions de travail très stimulantes. Mes remerciements s'adressent ainsi à sa directrice, Isabelle Paillart, mais aussi aux équipes pédagogiques et administratives, sans oublier les doctorants.

Merci aussi à Razika Hammache, sa secrétaire, pour son aide, sa disponibilité et sa grande gentillesse.

Je redis toute ma reconnaissance à tous ceux et celles qui, de près ou de loin, ont contribué à l'aboutissement de ce travail. Je pense particulièrement à Laurence Couillaux et Jean Bayle, ayant consacré beaucoup de leur temps à la relecture de ce travail, qu'ils trouvent ici l'expression de ma sincère et profonde gratitude.

Merci à Ali Zâmânifar, Fatemeh Abdollâhi, Catherine Novel-Soltani, Robert Herrick et Elssa Pilvar pour leur aide particulière.

Sommaire

INTRODUCTION	7
Partie I	18
CHAPITRE 1 – FONDEMENTS THEORIQUES	18
CHAPITRE 2 - HISTOIRE DE L’IMPRIMERIE ET LA PRESSE EN IRAN (1818- 1979)	62
CHAPITRE 3 - LA PRESSE AU DEBUT DE LA REVOLUTION ISLAMIQUE.	137
DU 15 JANVIER 1979 (LE DEPART DU CHAH) AU 21 SEPTEMBRE 1981 (LE DEBUT DE LA GUERRE IRAN- IRAK)	
Partie II.....	164
CHAPITRE 1 STRUCTURE POLITIQUE DES DEUX PREMIERES ANNEES DE LA REVOLUTION.....	166
CHAPITRE 2- LA SOCIETE CIVILE	258
CHAPITRE 3- LA CULTURE POLITIQUE DU PEUPLE	303
Partie III.....	317
CHAPITRE 1-LA PERIODE PRE -KHATAMI.....	317
CHAPITRE 2 LA PRESIDENTIELLE DE MOHAMMAD KHATAMI.....	348
CHAPITRE 3 - LA SOCIETE CIVILE A L’EPOQUE DE KHATAMI.....	402
CHAPITRE 4- LA CULTURE POLITIQUE DES ELITES ET DU PEUPLE SOUS KHATAMI	424
CONCLUSION	436
BIBLIOGRAPHIE	442
TABLE DES MATIERES	453
GLOSSAIRE.....	473
ANNEXES	476

Parti I

Introduction

1-1 Sujet de la recherche

Le sujet de cette recherche, au-delà d'une étude générale des facteurs qui ont causé le sous-développement de la presse en Iran, insiste surtout sur les deux périodes post révolutionnaires de relative décentralisation du pouvoir dans ce pays ; l'une dans les deux premières années après la victoire de la révolution de 1979 à 1981, et l'autre les trois premières années de la présidence de Mohammad Khâtimi.

Cette recherche essaie également d'établir des liens entre les perceptions empiriques et les approches scientifiques afin de dégager les rapports entre la construction de la société et celle de la presse. La présente thèse s'envisage dans la continuité des préoccupations et des questionnements de l'auteur au cours de ses études en journalisme, ainsi que dix-sept années de travail dans ce domaine au cours desquelles elle a créé son propre journal régional indépendant en Iran.

Les sociétés sous-développées souffrent particulièrement de l'extrême faiblesse des institutions et des infrastructures culturelles appropriées qui leur permettraient d'entrer dans la dynamique du développement et de l'établissement des relations entre les institutions. Les médias en général et la presse en particulier, en tant que partie importante de ces institutions, et en raison des circonstances particulières de la situation historique, politique, sociale et culturelle de ces pays, ne sont pas en mesure de tenir un rôle véritable et harmonieux dans le développement. C'est un fait qu'un média sous-développé est le

produit d'une société sous-développée, mais on peut constater aussi qu'il est à la fois la cause et l'effet de ce phénomène.

La presse iranienne joue un rôle particulier dans le processus de sous-développement de la société, car malgré son action efficace dans la société à certaines périodes historiques du pays, ses fonctions n'ont jamais pu être continues ni durables, cela peut-être d'une part à cause du caractère réversible et de l'incapacité de certains facteurs à s'institutionnaliser, et d'autre part en raison d'aspects du développement du pays, souvent "extra-médiatiques", comme les formes de construction et de répartition du pouvoir dans la société, l'établissement de nouvelles institutions sociales, la légalité, la liberté, etc.

Dans cette recherche, on étudiera les facteurs sociaux du sous-développement de la presse et le caractère de son développement relatif (plus exactement le ralentissement de son sous-développement) en Iran tout au long de la construction politique du pays aux fins de découvrir les origines de ce phénomène. Il nous semble en effet que par un long processus, un certain type de conditions et facteurs sociaux propres à l'histoire de l'Iran ont créé dans ce pays à la culture écrite pourtant si ancienne et si riche, des situations qui ont rendu sa presse écrite vulnérable et inefficace, et ceci même dès son apparition.

L'histoire de la presse, est l'histoire de l'influence de pensées et de réflexions "modernes" dans la société. Par conséquent, on ne peut pas bien connaître la tendance de la pensée de la société en Iran et en de nombreux pays sans passer par l'étude de l'histoire de la genèse et du développement de leur presse. Celle-ci a joué un tel rôle dans le mouvement constitutionnel en Iran, lors d'événements historiques ultérieurs ainsi qu'au début de l'installation de la République islamique, qu'elle aurait pu évoluer considérablement dans les années suivantes. Malheureusement, de sérieux obstacles sociaux ont brisé son élan. En examinant les facteurs sociaux qui sont intervenus et interviennent encore dans la construction politique et sociale de l'Iran et ont affecté et affectent encore la progression de sa presse, nous essayons, au travers de l'étude historique de cette dernière, d'en initier un modèle théorique. Et de fait,

« l'étude de l'histoire de la communication et du journalisme de chaque pays est la première étape dans la connaissance du développement et de l'extension de la science de la communication sociale de ce pays. »¹

¹- Movlânâ Hamid, Seyré Ertébâtâté Edjtémâï dar Iran, (Histoire des Sciences de la Communication en Iran), Ed. La Faculté des Sciences de la Communication Sociale, Téhéran 1979, p.10.

Entre les structures sociales spécifiques et les structures spécifiques de la presse, il y a une sorte d'affinité élective. La structure d'un pouvoir centralisé et celle d'un pouvoir décentralisé ne sont pas les mêmes ; en conséquence, chaque pouvoir adopte un système de presse différent. A l'examen des facteurs sociaux ou : politiques du sous-développement de la presse en Iran, nous constatons l'existence d'une sorte d'association et de symétrie logiques entre un régime totalitaire et une presse dépourvue de contenu politique et de langage critique, peu lue donc peu rentable. Globalement, nous allons évaluer le système politico-social de l'Iran au travers de deux époques (1979-1981) et (1997- 1998) : depuis l'apparition de son premier journal jusqu'à la victoire de la révolution islamique,.

Dans la définition de la forme du système politique et social, plusieurs facteurs entrent en jeu : la structure et la forme de concentration ou de distribution du pouvoir politique, la faiblesse ou la puissance de la société civile, la culture politique participative ou concurrentielle des élites politiques, les mécanismes juridiques et la tolérance culturelle. Il semble donc que l'ensemble de ces facteurs engendrent différents systèmes selon que le pouvoir est concentré entre quelques mains ou décentralisé [ce qui implique plus d'autonomie]. Naturellement, à chacun de ces deux schémas correspond une structure particulière pour la presse, en harmonie et en coordination avec l'ordre régnant.

Notre étude est basée sur les formes de pouvoir vécues au travers de deux époques : celle d'un pouvoir décentralisé, et celle d'un désaccord entre les détenteurs du pouvoir.

La première époque concerne la suite de la victoire de la Révolution islamique, époque au cours de laquelle le pouvoir politique manque d'uniformité et se trouve relativement partagé entre les différents groupes politiques. La société civile et les différentes organisations populaires non gouvernementales ont l'occasion de se manifester. Au cours de cette période, suite à la décentralisation du pouvoir politique et aux activités des groupes sociaux, nous remarquons également le développement de la presse. Cependant deux ans après, avec l'instauration du régime islamique et la concentration des pouvoirs par les religieux et les islamistes radicaux, le nombre de groupes sociaux qui représentent le peuple et reflètent ses demandes se réduit peu à peu. L'existence d'une telle situation politique influe négativement sur la participation du peuple aux affaires politiques et sociales du pays. Ainsi les mécanismes de tolérance et de collaboration dans les activités sociales deviennent inopérants. Outre la répression de la société civile, l'anéantissement de tout groupe situé hors de la sphère du pouvoir et l'ingérence du régime jusqu'au sein de la vie privée des gens, on constate la marginalisation de la presse elle-même.

La deuxième époque se situe pendant les deux premières années de la présidence de Mohammad Khâtami, vingt ans après l'installation de la République islamique. Une discordance sur la gouvernance du pays apparaît au sein du pouvoir monolithique du régime, en particulier entre l'administration du président Mohammad Khâtami et le chef suprême, l'ayatollâh Ali Khâmenei. Cette divergence interne crée un environnement socio-politique favorable à la manifestation d'une expression écrite et orale en Iran, bénéfique aux groupes politiques, aux organisations non gouvernementales et à la presse. Mais le gouvernement court le risque de perdre sa légitimité autant en Iran qu'à l'étranger. Il saisit cette occasion - non souhaitée au début - pour accorder aux groupes privés et à la société civile des libertés limitées, ne menaçant pas le régime, ce qui lui permet ainsi de modifier son image auprès des populations, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Selon les politiciens locaux, Mohammad Khâtami a fonctionné comme une soupape de sécurité : en accordant des libertés limitées aux partis, au peuple et à la presse, il est parvenu à empêcher l'explosion du régime. Nous traiterons ce sujet dans le troisième chapitre de cette thèse.

Cette recherche vise à démontrer le bien-fondé de l'hypothèse selon laquelle la période de concentration du pouvoir politique relevant d'un régime dictatorial s'accompagne d'un sous-développement prononcé de la presse, tandis que la période de décentralisation du pouvoir politique et d'activité des groupes sociaux est marquée par un essor évident de la presse. En somme, notre but est de montrer que dans la société iranienne, la presse est obligatoirement déterminée par les facteurs politiques et plus particulièrement par les équilibres entre les diverses instances dirigeantes du pays, tant ses rôles cachés dépassent de loin celui, évident, de transmission des nouvelles et des informations. En d'autres termes, le sous-développement de la presse n'est pas simplement un pur phénomène de presse. Comme la presse est en général partisane du changement, de l'évolution et de l'expression des idées nouvelles et des opinions différentes, dans les pays sous-développés comme l'est encore l'Iran, elle est facilement jugée préjudiciable aux règles et aux ordres traditionnels ; elle rencontre donc diverses résistances culturelles et sociales. Les obstacles placés par le pouvoir à la formation des institutions telles que les partis politiques, les syndicats, les associations et les organisations non gouvernementales et populaires ont conduit la presse à porter "officieusement" le propos politique de ces institutions et par conséquent à prendre une forme et une couleur proches de celles d'un

parti. Il est naturel que dans de telles conditions, la force comme la faiblesse de la presse soient tributaires de la forme politique du pouvoir dans la société.

1-2 L'élément majeur de la recherche

La partie majeure de cette recherche est consacrée à l'enjeu de l'histoire politico-sociale de l'Iran sur le sous-développement de la presse. Bien que depuis son apparition jusqu'à nos jours la presse iranienne ait une position plus ou moins pro-gouvernementale, la formation de "la presse en exil" avant la révolution constitutionnelle et aussi les journaux indépendants pendant l'ère constitutionnelle comptent parmi les éléments majeurs à l'origine du mouvement constitutionnel. La simultanéité et la coexistence des 'Andjomanhâyé Serri' (rassemblements secrets) avec la presse ont permis d'élargir leurs champs d'influence réciproques.

Ces rassemblements secrets "Andjomanhâyé Serri", fondements du mouvement constitutionnel, ont fonctionné grâce à la présence de journalistes en leur sein, auteurs d'éditoriaux et d'articles révolutionnaires ainsi que d'analyses des contenus d'autres publications indépendantes.

« Une des recommandations importantes de ces 'Andjomanhâyé Serri' était d'organiser une réunion quotidienne ou hebdomadaire pour lire les journaux interdits publiés à l'intérieur ou l'extérieur du pays et aussi pour discuter des sujets concernant la situation du pays ou évaluer et analyser leurs propres activités. »²

La coordination et la coopération des libéraux et des journalistes à cette période ont été source de développement et d'épanouissement de la presse en Iran.

À cette époque, le choix fait par les journaux d'utiliser un langage simple, proche de celui du peuple, mais aussi de publier des articles concernant la politique leur a gagné la faveur populaire. Ils ont également créé un nouveau style d'écriture, le journalisme populaire. Edward Browne cite ce phénomène comme un signe tangible du réveil des Iraniens :

« Le peuple s'est réveillé et il prend lentement conscience des choses. Le plus grand témoignage de cet éveil, c'est le développement et l'augmentation du nombre de journaux indépendants. Ces journaux n'ont pas le style moribond et ennuyeux du passé ; au contraire, ils sont très appréciés et sont rédigés en

²- Movlânâ H : op.cit. p.121

langage simple. Il semble qu'ici tout le monde lise le journal. Au café, au lieu de répéter les histoires épiques du Shâh Nâmeh³, les gens sont engagés dans le dialogue social et politique. »⁴

Malgré tous ces évènements et malgré son fort potentiel de croissance, la presse connaît plusieurs ruptures dans son processus de développement ; ceci prouve que des obstacles fondamentaux extra-médiatiques ont causé cette discontinuité. Évidemment, ce type d'obstacles perturbe le processus d'institutionnalisation des développements positifs de la presse dans les autres périodes historiques que nous allons traiter en détail dans cette thèse.

1-3 L'objectif de la recherche

Le but principal de cette recherche est de construire un modèle théorique pour l'étude historique de la presse iranienne en tant qu'institution influencée par la structure culturelle et politique de la société. Dans ce modèle, il faut citer tout d'abord les éléments pertinents de la structure sociale, tels la construction et la répartition des pouvoirs, la construction de la société civile et la construction culturelle ; il faut aussi dégager pour chacun de ces éléments des indicateurs descriptibles. Ensuite, ce modèle théorique sera étudié en fonction de la répartition ou de la concentration des pouvoirs dans chacune des deux périodes choisies dans cette étude. En fait, dans cette recherche, nous évoquerons l'interaction, l'influence réciproque de la construction du gouvernement et de la société civile, de la culture politique des élites et des mécanismes du système juridique et d'arbitrage d'une part, et de leur influence conjointe sur la structure de la presse d'autre part. Cette structure de la presse en termes de qualité et de quantité, de tirage et de forme de distribution, de contenu et de tendances politiques sera analysée dans cette étude au cours de deux périodes : celle des deux premières années de la République islamique et celle des premières années de la présidence de Khâtami.

Ce travail reflète essentiellement une approche analytique et critique, et non une approche purement historiographique. Autrement dit, les développements et les changements des facteurs dépendants et indépendants de ces deux époques seront observés

³ - Le Shâh Nâmeh ou Chah nameh ou encore Shâhnâmeh , ou 'Livre des rois' en persan est un poème épique, retraçant l'histoire de l'Iran (Grand Iran) depuis la création du monde jusqu'à l'arrivée de l'Islam en plus de 60 000 distiques, écrit aux alentours de l'an 1000 par Ferdosi

⁴- Browne Edward G. 'The Persian Revolution', Cambridge University press, 1910,p. 143

sous un angle stratégique et critique. Ce point de vue présente l'avantage d'étudier les variables selon des recherches historiques ciblées et de mettre en relief les questions fondamentales dans le cadre d'un modèle élaboré spécifiquement. Par conséquent, les résultats d'une telle recherche prendront une forme logique. Dans ce travail, l'histoire du journalisme en Iran est étudiée dans son ensemble, mais sous trois aspects différents.

L'aspect principal s'appuie sur l'historiographie narrée et classique concernant l'information, les textes et les observations historiques relatifs à la presse contemporaine. Le second aspect est basé sur les dépendances idéologiques et politiques ainsi que sur l'expérience de l'auteure pour développer un point de vue politique en lien avec les évolutions du journalisme du pays. Enfin, le dernier aspect, qui nous paraît avoir beaucoup d'importance dans le domaine des études fondamentales et pratiques, observe la presse comme un phénomène en relation structurelle avec les domaines politique, social et historique. Cette démarche utilise la recherche historique, le recours aux sources et aux documents pour améliorer et enrichir le modèle théorique et le cadre analytique ; elle ne cherche pas à réfuter ou à confirmer quoi que ce soit.

1-4 Les limites de l'étude

Cette étude couvre différents domaines, elle a donc un caractère interdisciplinaire. La combinaison et le chevauchement des domaines d'étude en sociologie, sciences politiques, histoire et communication, développent un large champ de discussions. L'ampleur et la diversité de ces investigations peuvent d'une part enrichir théoriquement la recherche, mais posent d'autre part la complexité du respect des limites de chacun de ses domaines.

En second lieu, à notre connaissance il n'existe pas jusqu'à présent une recherche de ce type dans le domaine de la presse ; les exemples scientifiques manquent donc en raison de la nouveauté de ce travail.

En troisième lieu, les divers thèmes et sujets indispensables à notre recherche sont dispersés dans une grande quantité de ressources ; cela a exigé l'étude d'une somme énorme de textes historiques, sociaux et de journaux autour de sujets qui ne sont pas directement liés à ce travail.

Aggravant les difficultés précédentes, les données statistiques précises en Iran sont insuffisantes, voire inexistantes, de même une chronologie historique. L'histoire de la presse iranienne a toujours souffert d'un grand nombre d'imprécisions dans le domaine des

informations statistiques et des indicateurs quantitatifs comme le tirage des journaux, leurs moyens de financement, les éditeurs, les tendances politiques etc. Il est donc évident que ces problèmes affectent la présente recherche.

Enfin, le dernier problème provient des différentes méthodes de recherche et de l'évaluation des outils de la recherche. La forme historique de cette recherche nécessite d'une part une sélection interne par l'évaluation de l'authenticité historique des documents, et d'autre part une analyse externe qui consiste à étudier les motivations et les intentions des créateurs des œuvres. Donc, lorsqu'il faut procéder ainsi pour approcher le domaine de la presse iranienne, des techniques comme l'étude purement statistique ou l'analyse du contenu ne sont pas suffisantes, car dans les structures sociales compliquées de l'Iran, ce qui n'est pas écrit est parfois plus parlant que ce qui est écrit dans les journaux.

1-5 Brève évocation de quelques théories autour des facteurs historiques du sous-développement de la presse iranienne

Dans le processus historique de la formation et de l'évolution de la presse iranienne, il nous a semblé nécessaire de considérer les différents points de vue des experts iraniens à propos des causes de ce sous-développement. Selon Kazem Motamednejad, « l'aspect imitatif et adoptif » est très important dans le phénomène du sous-développement de la presse en Iran. Selon cette hypothèse, la presse iranienne est née d'une imitation apparente de la presse occidentale, 200 ans plus tard et avec une fausse idée sur le rôle et la structure de cette dernière, sans tenir compte de l'évolution des médias en Occident au cours de ces 200 ans. Cela veut dire que « sous l'influence d'un journalisme idéologique et révolutionnaire est né un journalisme gouvernemental et autocratique. » Toujours selon cette hypothèse, dans l'histoire du journalisme iranien, « l'époque des journaux révolutionnaires et populaires, dans son sens précis en Occident, n'existait pas en Iran et la durée d'expérience de l'ère constitutionnelle et des autres expériences dans ce domaine a été très courte. Si à ces motifs défavorables, on ajoute deux autres particularités, la cause de la vulnérabilité structurelle de la presse iranienne devient plus claire : d'abord les nouveaux journaux, dès leur apparition à cause de leur soutien apporté au pouvoir despotique intérieur et sous l'influence du pouvoir colonialiste étranger, se sont positionnés contre les centres de communication traditionnels tels que les mosquées, le bazar etc. qui représentaient les liens populaires, le peuple et l'opinion publique. »

« Car, dans le journalisme imitatif, avant tout, le style de publication et les apparences occidentales étaient prises en considération et non pas le contenu et la nature." La deuxième particularité consiste en la remarquable longévité de la presse despotique en Iran, d'une durée de 70 années, jusqu'à la Révolution constitutionnelle. Ainsi, toujours selon Motamednejad, la faiblesse structurelle de la presse en Iran découle des facteurs suivants :_ Le retard historique par rapport à l'Occident dans le processus de sa formation_ La domination d'un esprit d'imitation et une mauvaise conception de l'évolution de la presse en Occident_ Le manque de liaison avec les structures de communication traditionnelles_ La lenteur du développement de la presse et la prolongation de la période de la presse despotique. »⁵

Hamid Molana⁶ renvoie l'apparition de la presse en tant que nouvelle force sociale au début de l'année 1860, lorsque la société iranienne a fait la connaissance de l'industrie de l'impression et de l'édition.

« En développant la presse, le gouvernement visait à intervenir dans les affaires de presse. Nasséréddine Shâh, en donnant l'ordre d'établir le bureau de publication gouvernementale en 1863, d'une part a employé ce bureau à "la prévention de la propagation des publications contre le gouvernement et les rites nationaux" et d'autre part il a ordonné la publication des nouveaux journaux gouvernementaux. Ce système est utilisé jusqu'à nos jours en Iran de différentes manières. Au bout de huit ans ces deux tâches ont été confiées au 'Vézaraté Entebâât' (nouveau ministère des publications). En tout cas l'attitude de la presse à cette époque était une attitude propagandiste et pro-gouvernementale, même si par la suite les 'journaux en exil' et indépendants publiés à l'étranger ont posé de sérieux problèmes à cette politique du gouvernement, à tel point que : "à la fin du dix-neuvième siècle et les années précédant le mouvement constitutionnel, il existait six journaux indépendants, publiés à l'étranger et envoyés en Iran, contre un journal d'Etat publié en Iran. »⁷

Selon Molana l'attitude propagandiste, les méthodes inappropriées de distribution des journaux, le style sophistiqué de la rédaction et le langage flatteur exagéré envers le pouvoir de la part du journalisme gouvernemental, et même l'hostilité de certains hommes d'Etat aux journaux gouvernementaux sont quelques-uns des facteurs du sous-développement de la presse en Iran avant le mouvement constitutionnel, et sont plus ou moins impliqués dans la poursuite du phénomène de sous-développement de la presse

⁵ - Môtamednejâd Kazém 'Rouznâménégâri ba Fasli Djadid dar Rouznâménégârié Moâsser' (Le journalisme avec un nouveau chapitre sur le journalisme contemporain), Ed. Sêpêhr, Téhéran 1999 pp. 460-464

⁶ - Molana H. 'Seyré Ertebâtâté Edjtémaï dar Iran' (Histoire des Sciences de la Communication en Iran) Ed. Faculté des Sciences de la Communication, Téhéran 1980, p. 10

⁷ - Movlânâ H, op.cit. pp.79,80,86

pour les époques suivantes. Mais selon lui, la relation étroite entre "les associations secrètes" et "la presse" dans la genèse du mouvement constitutionnel a été un facteur très important dans le développement de la presse populaire. Le fait que

« 20 des 54 adhérents de la première association secrète, à Téhéran, étaient des journalistes et les autres des commerçants ou des religieux »⁸, confirme cette idée.

Un autre chercheur, Ali Asadi, en insistant sur la presse comme faisant partie des indicateurs nouveaux pour mesurer le développement de la société, croit que les facteurs du sous-développement de la presse sont les suivants : "l'analphabétisme et la domination de la culture orale" en tant qu'obstacles culturels ; "l'inattention aux besoins des interlocuteurs, l'instabilité de la profession et des organisations du journalisme, le manque de sécurité de l'emploi, la faiblesse des infrastructures communicatives et de l'information dans la société" en tant qu'obstacles structureaux ; "l'étatisme et la domination du gouvernement sur tout et en conséquence la faiblesse de la presse indépendante, active et libre" en tant qu'obstacles politiques, et "l'ambiguïté juridique" en tant qu'obstacle juridique.⁹

Mahdi Mohsenian Rad, s'appuyant sur les trois étapes de l'évolution des moyens de communication collective de Marshall McLuhan, croit que le développement discordant des médias collectifs en Iran est dû au bref arrêt de la société à la galaxie Gutenberg et au passage rapide à la galaxie Marconi. Selon cette recherche, une société à structure de culture orale, qui n'a pas connu de développement convenable de la culture écrite, rejoint le monde audio-visuel. Ce qui retient l'attention, c'est que la société iranienne est entrée tardivement dans le monde de l'impression par rapport aux sociétés occidentales, et qu'elle n'y est pas restée bien longtemps. Le premier livre a été publié en Iran 318 ans après la publication du premier livre en Europe, et le premier journal 215 ans après son homologue en Europe. Mais en 1940, avec un décalage de 20 ans seulement par rapport à l'Europe, la radio a fait son apparition en Iran, ce qui était compatible avec la structure orale de la société iranienne. Mohsenian Rad cite « le contenu unilatéral et gouvernemental de la presse », « le prix élevé et l'achat des journaux imposé aux gens par le gouvernement »,

⁸ - Movlânâ H, op.cit. pp., 86

⁹ Assadi Ali, 'Tangnâhâyé Matbouât dar Iran' (Les restrictions de la presse en Iran) Ed. Markazé Motâlêât va Tahghighâté Réssaneh 1992, pp. 74-84

« la censure et la faiblesse des structures juridiques » comme facteurs importants dans l'histoire du sous-développement de la presse en Iran. Selon lui - par une allusion à la formation du bureau gouvernemental des publications par Nâsséréddin Shâh -, dès les premiers jours de la naissance d'un nouveau-né retardé, handicapé et malformé, tout est entrepris pour empêcher le bébé de recevoir un quelconque traitement ou soin. Il nous a semblé intéressant de mentionner cette approche qui – contrairement à la présente thèse - ne fait pas intervenir les facteurs politiques et sociaux parmi les causes du sous-développement de la presse parce qu'elle est encore enseignée dans les écoles de journalisme et est toujours la plus répandue en Iran.

Plan de l'étude

L'objectif de notre étude est de mettre en lumière l'articulation entre les trois forces : "pouvoir - société civile - presse" en Iran.

La première partie de cette étude sera consacrée à l'examen de quelques théories et quelques hypothèses les plus significatives pour argumenter notre analyse portant sur l'enjeu du pouvoir vis-à-vis des médias, surtout la presse écrite, l'histoire de la presse iranienne dès la parution du premier journal en Iran et la presse au seuil de la révolution islamique.

La deuxième partie sera en quelque sorte la clé d'entrée dans notre analyse, car au travers de cette partie, nous procéderons à une analyse globale de la situation de la Révolution islamique en Iran en 1979 et de l'enjeu du pouvoir vis-à-vis des médias en fournissant les éléments nécessaires à la compréhension du système. Dans cette partie, nous présenterons aussi l'impact du pouvoir sur la société civile, les mouvements sociaux et leurs journaux. Nous parlerons également du comportement des élites politiques, de leur interaction avec la presse et de leurs enjeux réciproques.

La troisième partie sera consacrée à la presse après la guerre Iran-Irak (1988-1997), à l'émergence du para militarisme au sein du pouvoir et à son ingérence dans les affaires culturelles et la presse du pays. Nous allons également étudier les enjeux du gouvernement réformiste du président Mohamad Khâtami face à la presse, à la société civile et au comportement des élites politiques.

Avertissement - Nous souhaitons avertir nos lectrices et lecteurs que certains termes employés, tels de gauche, gauchiste ; peuple, population ; islamique, islamiste ; nationaliste...n'ont pas la même signification dans le contexte iranien que dans le contexte occidental. Des éclaircissements sont donnés dans le glossaire en page 468

Partie I

Chapitre 1 – Fondements théoriques

La presse pourrait susciter et aider le développement social, mais elle peut aussi être considérée comme le produit et le résultat des structures et des systèmes sociaux. A cause de leur interaction et relation avec leur entourage, les systèmes sociaux sont constamment en train de produire de nouvelles structures¹⁰. La presse, en tant qu'élément, est donc influencée par ces changements sociopolitiques. Depuis l'avènement de la technologie et les progrès de l'Occident au XVIII^{ème} siècle, la société iranienne est influencée par ces derniers. L'arrivée de la technologie occidentale attire la société et les individus. Alors commence la période transitoire de l'Iran : le passage de la tradition à la modernité. La presse est non seulement le reflet de cette transition, mais elle en subit aussi l'influence. Un certain nombre d'événements ont rapproché ou éloigné l'Iran de l'Occident : la défaite de l'Iran dans la guerre contre la Russie, l'instauration de l'Etat de droit et la révolution constitutionnelle de l'Iran influencée par l'Occident, l'occupation de l'Iran par les Russes et les Anglais pendant la Première Guerre mondiale, l'émergence des mouvements nationaux et du nationalisme contre les occupants et donc le rapprochement entre l'Iran et l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, la nationalisation du pétrole en Iran par Mossaddegh, le coup d'état des Etats-Unis et de l'Angleterre contre son gouvernement, le rapprochement entre le Shâh d'Iran et l'Occident (surtout les États-Unis), et enfin la révolution islamique. Sous l'influence du pouvoir politique en place, la presse assure des fonctions soit de critique soit de soutien. En effet, la structure de la presse est une variable qui dépend des changements sociaux et politiques ; à l'intérieur d'une structure sociale capable de développement, elle accélère naturellement ce processus de développement (en tant que catalyseur et agent des changements sociaux, elle aide le processus du développement). Tehranian¹¹, sociologue iranien contemporain, distingue

¹⁰ -Téhranian Madjid , Sakht va naghcheh résanéha, (Structure et rôle des médias) Ed. Soroush, Téhéran 1985, pp. 34-41

¹¹ - Khâniki Hâdi , Avaméleh Edjtémaï Tosséé nayaftégui Matbouâté Iran, (Les facteurs sociaux dans le non-développement de la presse en Iran) thèse, Université Allameh, Téhéran 1994, p.62

cinq types d'attitudes du développement sur la société et la presse : théâtraux, de mélange, de raccourci, de prévention et enfin de style.

Les effets théâtraux représentent l'ensemble des phénomènes imitant les Occidentaux pour parvenir à la position de pays développé. Pour marcher sur le chemin de la civilisation avancée occidentale, les rois Qadjar reproduisent l'instauration de la presse et des imprimeries. Pour ce faire, ils portent attention aux œuvres théâtrales et publicitaires en ce qu'elles manifesteraient un attrait pour la modernité. Les rois Pahlavi accélèrent la poursuite de ce chemin.¹²

Les effets de brassage résultent de l'ensemble des efforts faits par les pays en voie de développement pour combiner, différentes influences. Dans la structure de la presse iranienne avant la révolution islamique, nous pouvons évoquer plusieurs exemples de l'interpénétration de l'influence culturelle des libéralismes anglais et français¹³, de l'espace culturel russe et des pensées défendant la justice¹⁴, de l'espace culturel ottoman et de la pensée de l'unité islamique¹⁵. Dans les chapitres suivants nous aborderons d'une manière complète les différentes pensées existant pendant les premières années de la révolution et les années de stabilisation de la pensée islamique. De même, nous étudierons l'époque de Khâtami, qui vingt ans plus tard représente la pensée de la démocratie religieuse.

Les effets de raccourci découlent des différents efforts faits pour raccourcir la période de transition.

« Dans le processus de ces efforts, qu'elle le sache ou non, la société subit des changements rapides et perpétuels imposés par la technologie. Ainsi, face à ce

¹² - Motamed- Nejâd Kâzém , Vasâéleh Ertebâte Djami, (Les médias) Ed. Université d'Allâmeh, Téhéran, 1991 Vol I, pp.445-446

¹³ - Les nationalistes et les groupes du Front national qui croyaient aux droits de l'homme et aux libertés individuelles. Ils ont un rôle dans la victoire de la révolution et influent sur une partie du pouvoir et la presse, pendant les deux premières années après l'instauration du régime de la République islamique.

¹⁴ - Les groupes de gauche et défenseurs de la justice qui étaient inspirés par l'idéologie de la gauche en Russie dont dépendaient plusieurs groupes politiques. La plupart de la presse appartenait à ce groupe pendant les deux premières années après la révolution.

¹⁵ - La pensée islamique puis l'union de monde musulman se sont formées en Egypte après l'effondrement de l'Empire Ottoman et ont été proposées comme mode de gouvernement.

déterminisme technique, la créativité des individus se détériore et la société est forcément confrontée à un avenir incertain.¹⁶ »

En Iran, l'imbrication de ces évolutions économiques, politiques et communicationnelles ajoute au raccourcissement dans le domaine de la communication de masse, entre autres la presse. A cet égard, nous pouvons citer les programmes du shâh (1920-1979) réalisés afin de situer le pays au même rang que les cinq pays les plus avancés du monde (programme des Grandes Portes de la Civilisation).

Les effets de prévention concernent les efforts de certains groupes de la société non développée pour modérer les dommages causés par le développement. En effet, le développement est toujours confronté à des oppositions et à des entraves qui l'empêchent d'aboutir. Par exemple, pendant la première décennie de l'instauration du régime islamique, la société des religieux en Iran a essayé de neutraliser les répercussions des programmes intensifs du Shâh mis en œuvre dans le but de moderniser le pays, programmes auxquels une grande partie de la société n'était pas capable de s'adapter. Et ceci sous la forme de plusieurs "initiatives" culturelles¹⁷, économiques et sociales. Brûler des livres, incendier des cinémas, séparer les écoles des filles de celles des garçons, mettre fin à la présence de femmes fonctionnaires dans les administrations et les bureaux des services judiciaires, contraindre au port du voile islamique, etc. font partie de ces "initiatives".

Les effets de style consistent en des efforts déployés lors du processus de développement afin de constituer et installer un style national adapté à la situation générale de la société. Ceux-ci n'existeraient que dans certaines étapes de l'histoire de l'Iran, d'une manière éparpillée et discontinue. A l'époque de la présidence de Khâtami (1996-2000), l'Etat a tenté d'opter pour un style et un programme de développement du pays selon l'identité et les idées culturelles, politiques et économiques de la société. Mais il n'a pas réussi son pari à cause du désaccord des forces au pouvoir sur le développement et les intérêts nationaux.¹⁸ La presse iranienne s'est donc retrouvée prise en étau (entre progressistes libéraux et réactionnaires).

¹⁶ -Voir Toffler Alvin, Choc du future, Traduit par Kâmrâni Héshmatollah, Ed, Khârazmi Téhéran, 1993

¹⁷ - Comme la révolution culturelle

¹⁸ - Khâniki H. op.cit. p.63

Parmi les rôles de la presse iranienne, spécifié en raison du "contrôle social" ci-après, nous pouvons faire état de l'information, l'enseignement, le contrôle social, les loisirs, la publicité, l'évacuation des émotions et le reflet des protestations.¹⁹ Dès sa genèse, la presse (que nous étudierons dans le chapitre consacré à l'histoire de la presse iranienne) est soutenue et financée par le roi. A part certaines époques, elle fonctionne sous l'œil du pouvoir en place. Selon Forghani,

« Le système considère les médias comme un haut-parleur. C'est pour ceci que ces derniers, et surtout la presse, agissent selon ce qu'il leur dicte. Les différents systèmes politiques n'ont jamais envisagé le rôle de surveillance du comportement de l'Etat parmi les devoirs envisagés pour la presse. Ainsi la presse commence ses activités en sachant dès le début qu'elle sera utilisée pour conforter le système. »²⁰

Dans cette recherche, les trois fonctions principales retenues pour la presse sont les suivantes : la presse en tant que moyen de pression, la presse comme élément d'enseignement et de changements sociaux, la presse comme élément de développement. La première fonction de la presse est considérée dans notre travail comme la plus importante car c'est un élément qui contrôle d'autres fonctions de la presse et en définit les limites.

1-1-Les médias comme pouvoir

La presse est d'abord qualifiée de « quatrième pouvoir » pour marquer son importance politique. Les autres médias feront plus tard partie de ce quatrième pouvoir, à la suite de l'évolution de leur influence et de leur rôle. Pourtant,

« [...] à la différence de trois autres, le quatrième pouvoir ne détient pas de légitimité autre que celle qui est donnée au savoir. Il n'a pas de base constitutionnelle, pas de mandat populaire, ne dispose d'aucune représentative officielle et d'aucune délégation explicite de pouvoir. »²¹

¹⁹ - Bahrâmpour Chaabanali, *Matbouâté Iran dar doreyé eslâhât*, (La presse iranienne lors des Réformes), Ed. Markazé Motâleâté Réssaneh, Téhéran, 2003, p. 46

²⁰ - Forghâni Mohammad, débat de 16 mars 2013 sur, *Âzâdi Masoulâneh va Tatilieh Ressaneha*, (La responsabilité de la liberté et la fermeture des médias), Agence de presse ISNA

²¹ - Lempen Blaise, *Information et pouvoir, essai sur le sens de l'information et son enjeu politique*, Ed. L'Age d'Homme, Lausanne 1980 p.93

Par l'importance de leur présence dans la société, les médias de masse (journaux, radio et télévision) ont, quelle que soit l'époque, soulevé des interrogations sur leur toute-puissance. Il convient de noter que le rapport entre les médias et l'Etat réside dans le fait que ce dernier prépare le contexte général de la loi qui dirige la presse. Mais le gouvernement, avec tous ses départements, ses institutions et ses appareils, demeure la première et principale source d'information. Notre étude porte dans ce contexte, sur une définition directe de la nature des liens entre l'information et le pouvoir. La mise au pas de la presse écrite à laquelle on aura assisté tout au long des deux derniers siècles avec les différentes formes de contrôle de la presse par les gouvernements - qu'elles soient politiques, économiques, structurelles ou autres - peut même apparaître comme le produit d'un surinvestissement dans la croyance du pouvoir de la presse par ces acteurs politiques. S'il est difficile de mesurer le rôle de la presse auprès du public iranien, on peut en revanche, à travers les tentatives répétées de reprise en main des pouvoirs publics pour neutraliser ou faire disparaître les voix discordantes, mesurer sans peine la croyance des gouvernants dans le rôle prépondérant que peuvent jouer les journaux dans la contestation.

"La généralisation du système mono partisan est allée de pair avec le monisme médiatique, la mise en place d'un monopole public (en fait ou en droit) de l'information qui coïncidera historiquement avec les premières désillusions et les graves échecs enregistrés dans la réalisation des priorités nationales. Face à des problèmes de plus en plus difficiles à masquer et à résoudre, les gouvernements cherchent alors à surveiller de près les commentaires des médias; la confiscation du droit de parole et d'expression, l'interdiction de toute critique déboucheront souvent sur de la propagande pure et simple, dans des cas sur le culte de la personnalité. »²²

Dans les systèmes politiques hégémoniques - le cas des régimes iraniens à partir de la fin du 19ème siècle -, on remarque chez les dirigeants une volonté de se confondre avec la "nation" et avec tout ce qui caractérise la notion de nation : son histoire, sa littérature, ses cultures, ses moyens de communication, ses informations ; et même en fait ses richesses naturelles. Cette confusion, due en partie à l'ambiguïté des concepts et à leurs frontières floues, se manifeste clairement dans la volonté des deux systèmes politiques qui précédèrent et suivirent la révolution de 1979 :

²² - De La Brosse Renaud , Le rôle de la presse écrite dans la transition démocratique en Afrique, Thèse de doctorat, Bordeaux 3. 1999 p.25

- La dynastie Pahlavi (1925), en se situant dans le prolongement de la culture et de civilisation de la Perse, revendiquait 25 siècles d'histoire culturelle iranienne ;

- Le régime islamique, lui, a entrepris une campagne (la révolution culturelle) pour effacer entre autres tous les symboles de "l'inanité" dans l'histoire iranienne.

La pression généralisée et prolongée aboutit inexorablement au développement d'un journalisme conservateur et dépendant de l'Etat, politiquement et financièrement (par le biais des subventions). A partir du moment où les médias sont assignés aux directives de l'Etat, leur mission d'informer se transformera en la gestion de la "non information" ou en "désinformation", même si à travers les filets de la censure quelques journaux réussiront à transmettre des informations plus véridiques.

« Pour un homme politique, le journaliste c'est ou un copain, ou un domestique, ou un adversaire... Les médias ne sont absolument pas un pouvoir et que dans ces temps d'affaiblissement du langage, il faut quand même regarder les choses en face. Le pouvoir, c'est un ensemble de contraintes, c'est la violence institutionnalisée. Les règles de la démocratie sont une camisole ou, disons, une prothèse que l'on met aux gouvernants pour limiter leur passion de dominer. Mais le pouvoir est quelque chose de très fort, et ce ne serait pas le respecter que de considérer qu'il y a partout des pouvoirs. ... Au fond, la tentation de tous les pouvoirs est de domestiquer les médias en les considérant comme un pouvoir adverse, comme un contre-pouvoir, ce qui d'ailleurs les flatte... »²³

« Les médias constituent l'espace de la constitution du pouvoir. C'est dans l'espace des médias que se décident les rapports de pouvoir entre acteurs politiques et sociaux rivaux. Presque tous les acteurs et tous les messages doivent donc en passer par les médias pour atteindre leurs objectifs. Cela leur demande de se plier aux règles du jeu des médias, ainsi qu'à leur langage et à leurs intérêts, quoique les médias des régimes autoritaires constituent bien sùr une exception à cette règle. »²⁴

Au cours du siècle passé, après le Mouvement constitutionnel en Iran et contrairement à la constitution, tous les gouvernements qui ont succédé à ce mouvement ont essayé de séduire les médias et de les contrôler pour promouvoir leur idéologie et asseoir leur pouvoir par la propagande. Si les résultats de cette méthode "douce" ne répondaient pas à leur attente, ils utilisaient alors la répression et la violence.

²³ - Rigaud Jacques, Médias, pouvoir et démocratie, Colloque international, Paris 15, 16, 17 mai 1987, p. 39

²⁴ - Castells Manuel, Communication et pouvoir, (Communication power, Oxford University Press 2009). Traduit de l'anglais par Dr Margaret Rigaud- Drayton. Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris 2013, pp. 255- 256

Selon Manuel Castells :

« La violence et le discours - les deux mécanismes principaux de la formation du pouvoir selon les théories du pouvoir - sont complémentaires et se renforcent mutuellement. »²⁵ (Nous y reviendrons dans les parties 2 et 3)

« La transmission de l'idéologie dominante vers les masses populaires s'effectue à travers trois fonctions fondamentales : l'information, l'éducation et le divertissement assigné généralement aux médias. Dans la plupart des pays en développement on y ajoute une quatrième fonction qui est la fonction du développement. Rappelons que le champ d'action de ces fonctions étant assez vague permet aux systèmes politiques, aux groupements sociaux ou aux spécialistes de la communication de déterminer eux-mêmes les zones actives de chaque fonction, selon leurs propres critères ou leurs propres usages. »²⁶

La mise au pas des médias et de l'information est, selon Raymond Aron, l'un des cinq piliers de tout système totalitaire. Ces cinq éléments, que l'on retrouve bien présents dans le système politique toujours d'actualité en Iran, sont les suivants :

« - Le phénomène totalitaire intervient dans un régime qui accorde à un parti le monopole de l'activité politique.

- Le parti monopolistique est animé ou armé d'une idéologie à laquelle il confère une autorité absolue et qui, par suite, devient la vérité officielle de l'Etat.

- Pour répandre cette vérité officielle, l'Etat se réserve à son tour un double monopole, le monopole des moyens de dissuasion et celui des moyens de persuasion. L'ensemble des moyens de communication, radio, télévision, presse est dirigé, commandé par l'État et par ses représentants.

- La plupart des activités économiques et professionnelles sont soumises à l'Etat et deviennent, d'une certaine façon, partie de l'Etat lui-même. Comme un Etat est inséparable de son idéologie, la plupart des activités économiques et professionnelles sont colorées par la vérité officielle.

- Tout étant désormais activité d'Etat et toute activité étant soumise à l'idéologie, une faute commise dans une activité économique ou professionnelle est simultanément une faute idéologique. D'où, au point d'arrivée, une politisation, une transfiguration idéologique de toutes les fautes

²⁵ - Idem, p.40

²⁶ - Kyânvar Mohamed Ali , Média et mouvements sociaux en Iran au vingtième siècle, Thèse de doctorat. Université Stendhal - Grenoble III, 1992. p. 28

possibles des individus et, en conclusion, une terreur policière et idéologique. »²⁷

En monopolisant les médias (TV, radio et journaux à grand tirage), le régime de la République islamique suit quatre objectifs fondamentaux :

- 1- Maintien et consolidation de son pouvoir politique
- 2- Propagande idéologique
- 3- Maintien de la légitimité du régime
- 4- Intérêt économique

1-1-1 Contrôle des informations dans le but de consolider le pouvoir

« Certes, le pouvoir, c'est plus que de la communication, et la communication, c'est plus que pouvoir. Mais le pouvoir repose sur le contrôle de la communication, et le contre-pouvoir sur sa capacité à déjouer ce contrôle. Potentiellement capable de toucher la société dans son ensemble, la communication de masse est influencée - et gérée - par des rapports de pouvoir qui ont leur source dans l'industrie des médias et dans la politique de l'Etat. Le pouvoir de la communication est au cœur même de la structure de la société et sa dynamique. »²⁸

Il va de soi que la démocratie politique constitue le fondement nécessaire à toute liberté d'expression, d'organisation et d'opposition. Autrement dit, la participation politique est conditionnée par ces facteurs. Or, un pays comme l'Iran où l'opposition est interdite, est bien éloigné de la notion de participation politique. Ce n'est pas en effet de bas en haut que s'exerce le pouvoir, mais de haut en bas. La politique adoptée par le pouvoir touche tout d'abord le domaine de l'information. Frappés par une censure rigoureuse et sans merci, les médias sont réduits à assurer la propagande et le soutien de la politique du régime islamique. Ils sont encadrés par le pouvoir de manière à ne pas laisser émerger des messages qui pourraient remettre en cause sa politique. Les moyens d'information en Iran ont en effet une fonction sociale essentielle sur le plan politique : ils doivent encourager chez l'individu un comportement de confiance dans les autorités, de respect à l'égard des fondements du système.

« Les messages, les organisations et les dirigeants n'existent pas dans l'esprit du public s'ils ne bénéficient pas d'une présence dans les médias. Ainsi, ce

²⁷ - De La Brosse Renaud. Op.cit. p.25

²⁸ - Castells Manuel .Op.cit. p.29

sont seulement ceux qui peuvent transmettre leurs messages à l'ensemble des citoyens qui ont une chance d'influencer leurs décisions et donc d'accéder à des positions de pouvoir dans l'Etat et ou de maintenir le contrôle qu'ils exercent sur les institutions politiques. Cela est certainement le cas pour la politique démocratique, c'est-à-dire une politique dont le mécanisme principal de l'accession au pouvoir politique dépend d'élections qui sont censées être libres et fondées sur la mise en concurrence des candidats. Mais cela est également vrai pour les régimes non démocratiques, au sens où le contrôle des médias est une forme puissante de la domination. Si les barrières organisationnelles et technologiques qui structurent l'information et la communication socialisée ne tombent pas, les chances que les choses changent sont trop faibles pour permettre une résistance efficace au pouvoir en place. »²⁹

L'histoire contemporaine iranienne montre que, lorsque le régime en place perdait le contrôle de la transmission et du flux des informations et qu'il se trouvait dans l'incapacité d'appliquer une censure, il se condamnait et conduisait souvent le pays à un changement de régime comme nous pouvons le constater avec l'avènement de deux révolutions marquantes : la Révolution constitutionnelle et la Révolution islamique. Le système médiatique dépend d'une série de facteurs, le plus important demeurant la nature du pouvoir. Parce que les lois qui précisent la fonction des médias et leur rôle dans la société sont le résultat de la structure politique au pouvoir. Pour Maurice Duverger

« Dans les régimes démocratiques, le pluralisme des moyens d'information est un élément du pluralisme, à côté du pluralisme des partis politiques. Par contre, ses médias dans les régimes autocratiques sont d'ordinaire monopolisés par L'Etat. Ils servent à diffuser sa propagande qui est avec la police, le fondement principal du pouvoir. Cette propagande tend à obtenir l'adhésion unanime des citoyens au gouvernement. »³⁰

« Le rôle de l'information dans une société quelconque peut varier considérablement selon la politique qui est suivie en ce domaine. Dans toute société, le système de communication doit s'adapter de manière organique au système politique et socio-économique de l'État, et être compatible avec ses valeurs culturelles. Ses objectifs, ses fonctions et ses politiques diffèrent suivant le degré de développement du pays et sa philosophie. Cela dit, "L'importance politique de l'information provient de l'évolution de la nature du pouvoir". Cette évolution donne à l'information un rôle primordial constituant une arme politique très puissante. Elle confère également aux médias une relation privilégiée avec le pouvoir politique. »³¹

²⁹ - Castells Manuel .op.cit. p.256

³⁰ - Duverger Maurice, Les partis politiques , Ed. Armand Colin, Paris 1967 , p.171

³¹ - Noun Jamel, *L'information et le pouvoir dans les pays arabes du Golfe*, Thèse de doctorat, Université Stendhal –Grenoble III, 1992, p.43

Le paradigme de "l'objectivité" dans l'information qui renvoie aux termes de "neutralité", "laïcité", "rationalité", et même "maturité et raison" du journaliste n'est que finalement l'acceptation par celui-ci des conditions dominantes et des rapports établis. Autrement dit, un "lieu neutre et pur d'observation", comme l'avait remarqué J.M Geng, « n'existe pas véritablement. »³²

A notre avis, la nuance dégagée par L. Quéré est significative quand il écrit :

« L'information est une science-fiction. »³³

"Dans l'ensemble, les médias ne sont pas neutres, contrairement à ce qu'affirme un journalisme "professionnel". Mais ils ne sont pas non plus l'instrument direct du pouvoir de l'Etat, quoique les médias des régimes autoritaires constituent bien sûr une exception évidente à cette règle. Les plates-formes de communication que construisent les acteurs médiatiques ainsi que les messages qu'ils produisent reflètent leurs intérêts organisationnels et professionnels particuliers."³⁴

Dans l'accomplissement normal de leur métier, voici ce qu'écrit J.L. Servan-Schreiber :

« Les Journaux impriment des mensonges solennels et officiels des institutions sans même s'apercevoir qu'ils propagent des contre-vérités. »³⁵

A notre avis, la nuance dégagée par L. Quéré est significative quand il écrit :

« L'information est une science-fiction. »³⁶

Car elle est la combinaison de deux phénomènes : la science (le fait) et la fiction (le récit). Or seul le "récrit" - qu'il soit de type narration ou dissertation -, est le lieu de différenciation de la force et du style personnel de chaque journaliste. Les trois forces sociales Etat- Capital – Peuple sont à la fois des sources et des consommateurs d'informations. Seuls l'Etat et le capital disposent en général des moyens nécessaires à la diffusion des informations, y compris de celles concernant les peuples et destinées au peuple. Dès lors, à part quelques organisations syndicales ou coopératives (pas toujours indépendantes de l'Etat ou du capital), les masses sont exclues des moyens des communications de masse.

³² - Geng J.M., Infomation Mystification, Ed. Epi, Paris 1937, p. 62.

³³ - Quéré Louis. "Des miroirs équivoques" Ed. Aubier, série RES Babel 1982, p. 157

³⁴ - Castells M. op.cit.p 256 - Voir aussi: Schudson Michael, The news media as political institution, Annual Review of Political Science Vol.5, pp.249-269

³⁵ - Servan- Schreiber Jean- Louis. op.cit.p. 354

³⁶ - Quéré Louis, Des miroirs équivoques, Ed. Aubier, série RES Babel 1982, p.157

« Dans les pays capitalistes avancés, le pouvoir financier dispose non seulement de la presse, du cinéma, des maisons d'édition ; il partage souvent avec l'Etat des médias audiovisuels, il exploite tous les espaces publicitaires possibles dans les médias quelle qu'en soit la nature. De cette façon, il participe activement à la définition des besoins sociaux ou des valeurs sociales basées souvent sur le "business spirit. »³⁷

Dans les pays en développement, en général, l'ensemble des activités médiatiques sont souvent concentrées dans la main de l'oligarchie (les religieux et les forces paramilitaires "Sépah-é Pâssdârân" en Iran). Cette force dominante détermine non seulement le contenu des informations à diffuser, mais exerce aussi une influence considérable sur la quantité des moyens (postes de radio, téléviseurs...) mis à la disposition de la population par le biais des réglementations d'une part, et sur la production des journaux ou d'autres moyens électroniques par le biais de son monopole de distribution des matières premières (papier journal, papier pour livres, etc...) Nous savons que l'information est un bien cher, rare et souvent stratégique. Sa détention par un gouvernement, par un média, par une entreprise ou par un groupe de pression lui procure inévitablement une valeur d'échange et un pouvoir. « L'information est un pouvoir » écrit M. Jullian.³⁸

Nous avons avancé que l'information est à la fois un pouvoir et une marchandise, mais il convient de souligner qu'elle n'est pas un produit comme les autres, car elle est assujettie aux règles qui dépassent la rationalité de l'offre et de la demande. L'information est un produit stockable, transformable (ou manipulable), mais elle est surtout périssable, car sa longévité dépend essentiellement de sa nature. Son offre n'est pas toujours liée à la demande ni au niveau de qualité, ni au niveau du sens. Dans la plupart des sociétés industrielles, l'information est distribuée d'une façon abondante et quasiment comme un bien de consommation courant, parfois sans être appréciée à sa juste valeur. Dans les sociétés dépendant de pouvoirs despotiques, les informations seront manipulées avec une telle intensité, une telle exagération que la majeure partie de la population les rejettera. Elle cessera de faire confiance en la validité des sources officielles et cherchera en conséquence ailleurs des sources informelles plausibles pour s'informer. C'est surtout lorsque le pouvoir en place se sent menacé par une crise politique et sociale qu'il intensifie les contrôles des diverses sources d'information. Dans une telle situation, la population, privée d'accès à des informations exactes et complètes, est obligée de s'adresser aux médias étrangers pour

³⁷ - Servan- Schreiber Jean-Louis ' Le pouvoir d'informer ' Ed. Robert Laffont, Paris 1972, p. 198

³⁸ - Jullian Marcel, La télévision libre, Ed. Gallimard 1981, p.22

tenter d'évaluer une situation donnée en procédant à des recoupements. A ce propos, nous pouvons mentionner l'écoute de la radio BBC en farsi par les Iraniens pour obtenir des informations exactes au moment de la Révolution islamique et pendant la guerre Iran-Irak.

G.Derville explique que "l'activité politique ne va pas sans communication, c'est-à-dire sans un flot continu à la fois descendant et ascendant d'information, du centre du pouvoir vers les gouvernés et vice-versa." ³⁹

En Iran, la presse a souvent servi de relais à l'action des gouvernements, le schéma de distribution de l'information étant un schéma du haut vers le bas, donc à sens unique, et le contenu-même de la notion d'information ne recouvrant souvent que tout ce qui confortait ou allait dans le sens de l'action des autorités. En Iran, la République islamique essaie fermement d'intercepter le flux naturel de l'information dirigé du haut vers le bas (du centre du pouvoir vers le peuple), monopolisant les renseignements à son avantage pour s'assurer le pouvoir. Disposant de différentes méthodes de contrôle, le régime est en mesure de surveiller facilement tous les courants d'information qui prennent leur source à l'intérieur du pays ; en revanche, les flux d'informations en provenance de l'étranger font l'objet d'une surveillance aux méthodes techniquement plus avancées. Le corps des Gardiens de la Révolution, qui dispose du réseau de communication iranien en totalité ainsi que de la technologie des télécommunications modernes, a donc toute latitude de contrôler l'ensemble des communications internes et externes au pays. Le filtrage des réseaux internes et des sites électroniques, la transmission de signaux parasites sur les récepteurs de télévision par satellite ou la confiscation de ceux-ci, la mise sur écoute des appels téléphoniques internationaux font partie des méthodes appliquées en Iran pour contrôler et surveiller les informations. Tout gouvernement désirant survivre a besoin de posséder un large éventail de renseignements sur ses gouvernés. En Iran, le régime obtient facilement ces informations sur la société iranienne grâce à divers "dispositifs" en sa possession. Donc le transfert d'informations à partir du bas (le peuple) vers le haut (le gouvernement) se réalise sans aucun obstacle. En revanche, lorsque le flux d'informations s'effectue en sens inverse, c'est-à-dire du haut vers le bas, il subit plusieurs déformations imposées par le régime. Les informations délivrées au peuple iranien par les gouvernements successifs l'ont été souvent à la manière d'un compte-gouttes, sauf dans les périodes pré ou post-révolution

³⁹ - Derville Grégory, *Le pouvoir des médias, Mythes et réalités* » : Ed. Presses Universitaires de Grenoble (PUG) 2^{ème} édition 2005, p. 108

islamique : très ciblées et bien mesurées. L'opinion publique, suspendue à toute nouvelle surtout au moment d'événements cruciaux, confrontée au contrôle strict du flux des informations par le régime, a souvent favorisé la naissance d'une sorte de rumeur qui, malgré sa différence de définition théorique avec l'information, est aussi crédible que cette dernière. On constate que dans la plupart des cas en Iran, l'origine de la rumeur est la fuite de l'information retenue par le régime.

UTILISATION DU TERME 'GUERRE DOUCE' POUR LE CONTRÔLE DES COMMUNICATIONS :

A la fin de la guerre Iran-Irak en 1988, un nouveau terme commence à être souvent utilisé dans le discours politique du régime, surtout par le Guide suprême, l'ayatollah Khâmeni : la guerre douce imposée par l'Occident, en particulier les États-Unis contre les valeurs de la Révolution islamique. Ce terme continue toujours à être utilisé par le pouvoir en place lorsqu'il a l'intention de justifier ses réactions contre les revendications légales du peuple. Mettre le pays dans un état de guerre, même une guerre douce, est un prétexte que le pouvoir exploite pour contrôler le processus naturel d'échange de l'information et de la communication, en particulier par rapport à l'étranger.

« Dans l'invasion intellectuelle, l'invasion culturelle et la guerre douce vous ne voyez pas l'ennemi en face, soyez vigilants. »

« Aujourd'hui, la priorité principale pour le pays est de faire face à la guerre douce de l'ennemi. Pour faire face à cette guerre d'une manière systématique et planifiée, il est nécessaire de procéder à une gestion centralisée de l'orientation des affaires culturelles. »⁴⁰

« La guerre douce est le plus grand complot des ennemis de la RII et de ses valeurs révolutionnaires. La guerre douce est de loin le plus grand complot que les ennemis fomentent contre la RII ; ceci étant, les techniciens iraniens du Service de renseignement de l'Armée ne cessent d'entraver la réalisation de ces complots. » Le ministre iranien de la Défense, le général Ahmad Vahidi.⁴¹

Le concept de '*Soft Power*' ou de guerre douce, fut proposé par Joseph Nye en 1990 dans *Bound to Lead*, un ouvrage écrit en réaction aux thèses qui évoquaient le déclin de la puissance américaine. Pour Joseph Nye, il s'agit d'une nouvelle forme de pouvoir dans la vie politique internationale contemporaine, qui ne fonctionne pas sur le mode de la coercition (la carotte et le bâton), mais sur celui de la persuasion, c'est-à-dire la capacité de

⁴⁰ - Fars Press, Discours du guide suprême l'ayatollah Khâmeni à propos de l'invasion culturelle, 22 août 2013

⁴¹ - 10 mai 2013 IRIB

faire en sorte que l'autre veuille la même chose que soi.⁴² Des caractéristiques inhérentes à la collecte, au traitement et à la diffusion des informations sur différents supports permettent aux acteurs de la communication de développer à différents niveaux des interventions qui pourront modifier l'information aussi bien dans ses formes que dans ses contenus.

« La censure directe ou déguisée frappe naturellement la fonction de l'information plus que d'autres fonctions des médias. Les informations subissent à la fois les contrecoups du protectionnisme, de la censure et de l'autocensure. A l'évidence, la pratique de la censure n'est pas réservée uniquement aux régimes totalitaires. Dans les périodes de crise (politique, économique, sociale, de guerre, etc...), les pouvoirs politiques et financiers dans les régimes démocratiques ont recours aux pratiques que A Mattelart qualifie de "vieilles méthodes modernisées" des méthodes qui rendent selon lui chaque fois plus fragile la mince paroi qui sépare l'information de la propagande. »⁴³

Dans certains cas comme ceux cités ci-dessous, les informations se transforment même en désinformations :

- Habillage de la vérité pour aller dans le sens que l'on veut, dénaturant ainsi l'information initiale ou sa présentation ;
- Interdiction ou attaque pour provoquer l'émotion ;
- Gonflement sans rapport avec la réalité de l'importance et du poids d'informations choisies (désinformation par exagération ou "sur-médiatisation") ;
- Regroupements intempestifs ou illogiques, etc. .

⁴² - Nye Joseph., Bound to Lead: The Changing Nature of American Power

1990.

Selon Joseph Nye, le 'soft power' ou la puissance de persuasion reposent sur des ressources intangibles telles que : l'image ou la réputation positive d'un Etat, son prestige (souvent ses performances économiques ou militaires), ses capacités de communication, le degré d'ouverture de sa société, l'exemplarité de son comportement (de ses politiques intérieures mais aussi de la substance et du style de sa politique étrangère), l'attractivité de sa culture, de ses idées (religieuses, politiques, économiques, philosophiques...), son rayonnement scientifique et technologique, mais aussi de sa place au sein des institutions internationales lui permettant de contrôler l'ordre du jour de ses débats (et donc de décider de ce qu'il est légitime de discuter ou non) et de figer des rapports de puissance au moment où ils lui sont le plus favorables... Dans les débats géopolitiques et diplomatiques hors États-Unis, l'expression "soft power" est souvent employée comme synonyme de politique d'influence (économique, culturelle, idéologique) initiée par l'État et désigne de multiples formes communication publique.

Voir aussi : Huyghe François Bernard, Maîtres du faire croire. *De la propagande à l'influence*, 2008

⁴³ - Mattelart Armand , La communication- mode, Ed. La Découverte, Paris, 1992. pp. 6 -7

- Utilisation de faux documents, etc.

Une information est le compte-rendu plus ou moins partiel d'un événement par un observateur particulier qui est en l'occurrence le journaliste (pour les informations politiques et sociales), mais il existe un risque de déviation volontaire ou involontaire, de l'observation elle-même à dégager le "sens" de l'information. Or comme le note J. Meyriat

« Le comportement de chacun envers ce sens n'est pas le même ... ce sens qu'il doit faire percevoir à son lecteur ou à son auditeur, dépend de la faculté de perception du journaliste, de son intelligence, de sa culture, de ses préjugés ou préférences ... »⁴⁴

« La réalité ne se présente jamais nue, toute crue [...] Dans le cadre de 'la réglementation sociale dominante des formes de discours' il conviendra de traiter les informations crues par un double procédé de cuisson. La deuxième cuisson n'est pas une simple retouche mais bien "une refonte" des informations précuites [...] Les opérations de découpage, de collage et de moulage de l'information ayant comme objectif l'adaptation de celles-ci aux formes des supports et aux styles des médias (sérieux, humoristiques, sensationnels, etc...) sont aussi sources d'érosion et de diversion. »⁴⁵

SITUATION DE LA PRESSE DANS LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE :

La forme politique du régime islamique peut être assimilée à une sphère comportant différentes couches protectrices qui ont toutes comme rôle de protéger et de renforcer le pouvoir du Chef suprême (Valiyé faqih) au centre de cette sphère et qui est le fondement du régime de Velayat-é faqih⁴⁶. D'une façon générale, nous pouvons classer ces

⁴⁴ -Meyriat Jean, Information VS Communication, dans, *L'espace social de la communication*, RETZ/CNRS p.79

⁴⁵ - De La Haye Yves, *Journalisme mode d'emploi*, Les éditions littéraires et linguistiques de l'Université de Grenoble III, 1985 pp. 106-107

⁴⁶ - Le Velayat-é faqih est un terme de droit musulman signifiant les tenants de la jurisprudence ou encore le gouvernement du docte, concernant uniquement le chiisme duodécimain. On peut le décomposer en deux parties pour en faciliter la compréhension : en langue arabe, wilayat signifie la "tutelle" et faqih traduit l'idée de juriste-théologien. L'expression signifie donc la tutelle qu'exercerait sur la communauté un personnage issu du clergé. Par tutelle de juristes-théologiens, on pourrait entendre soit que le juriste assume le gouvernement, soit qu'il contrôle sa gestion avec un droit de veto.

C'est un principe théologique développé par l'ayatollah Rouhollah Khomeiny et Mohammad Sadeq al-Sadr, qui confère aux religieux la primauté sur le pouvoir politique. Le faqih est le Guide suprême. Khomeiny propose que la réalité du pouvoir, ou sa gestion réelle, revienne au meilleur des juristes-théologiens, personne la plus compétente pour mener une politique proche de ce que l'Imam chiite lui-même aurait pu faire. Ce principe est une innovation de son concepteur car le chiisme lui-même est soit resté distant du pouvoir, considérant que celui-ci, après la disparition du douzième imam, est un pouvoir illégitime, un mal nécessaire, soit s'est associé au pouvoir, par exemple à l'époque safavide au début du XVI^e siècle, pour créer le premier empire chiite de l'histoire moderne. Puis, le clergé chiite s'est transformé progressivement en contre-pouvoir.

puissantes couches de protection en trois catégories⁴⁷: extra-légales (les organismes désignés par le Guide suprême), légales (les organes gouvernementaux) et non officielles (comme certains directeurs de journaux et des investisseurs privés, qui en utilisant les moyens mis à leur disposition par le gouvernement se sont enrichis ou ont pu acquérir du pouvoir). Les organisations et les institutions qui se trouvent dans ces couches protectrices du pouvoir ont aussi été autorisées à avoir leur propre journal.⁴⁸ (Fig.1)

Selon ce principe qui reçoit sa seule application dans la Constitution iranienne de 1979 avec l'instauration d'une république islamique, le Guide de la Révolution (*Valiy-e faghih*) est le Chef de l'Etat, premier personnage du régime. Ainsi le premier à porter ce titre est Rouhollah Khomeiny et l'actuel Valiy-e faghih iranien est Ali Khamenei.

Désigné par une Assemblée des experts composée de 86 dignitaires religieux, le Guide (*Valiy-e faghih*) détermine la direction politique générale du pays (et en supervise l'exécution), après consultation du Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime. Il peut décider de la tenue d'un référendum, obligatoire pour toute révision constitutionnelle, facultatif pour toute législation importante économique, politique ou culturelle ; il arbitre les conflits entre pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

⁴⁷ - Les organes extra-légaux sont des organismes dont le chef est désigné par le Guide suprême, comme le président du Conseil des gardiens, le chef du pouvoir judiciaire, et le chef de la Radio-Télévision etc.. Aucune institution n'a le droit de se renseigner sur leurs performances et leur financement. Les pouvoirs légaux sont des organes tels que les pouvoirs exécutif et législatif, élus indirectement par le peuple et dont le fonctionnement est clair pour ce dernier. Le pouvoir non officiel est composé d'individus qui ont des relations privilégiées avec les pouvoirs extra-légaux, qui, en bénéficiant de l'appui financier et politique de ces derniers, se sont enrichis et ont acquis un certain pouvoir.

⁴⁸ - Par exemple, certaines organisations et institutions gérées directement par le Chef suprême, comme : le corps d'armée des Gardiens de la Révolution avec son journal Djavân, le Conseil des gardiens avec le journal Tehran Times en anglais et l'agence de presse Mehr, le pouvoir judiciaire avec le journal Hemâyat et la Radio-Télévision avec le journal Djâmeh Djam sont actives dans le domaine de la presse afin de renforcer le régime et le pouvoir du Chef suprême (*Valiyé faqih*).

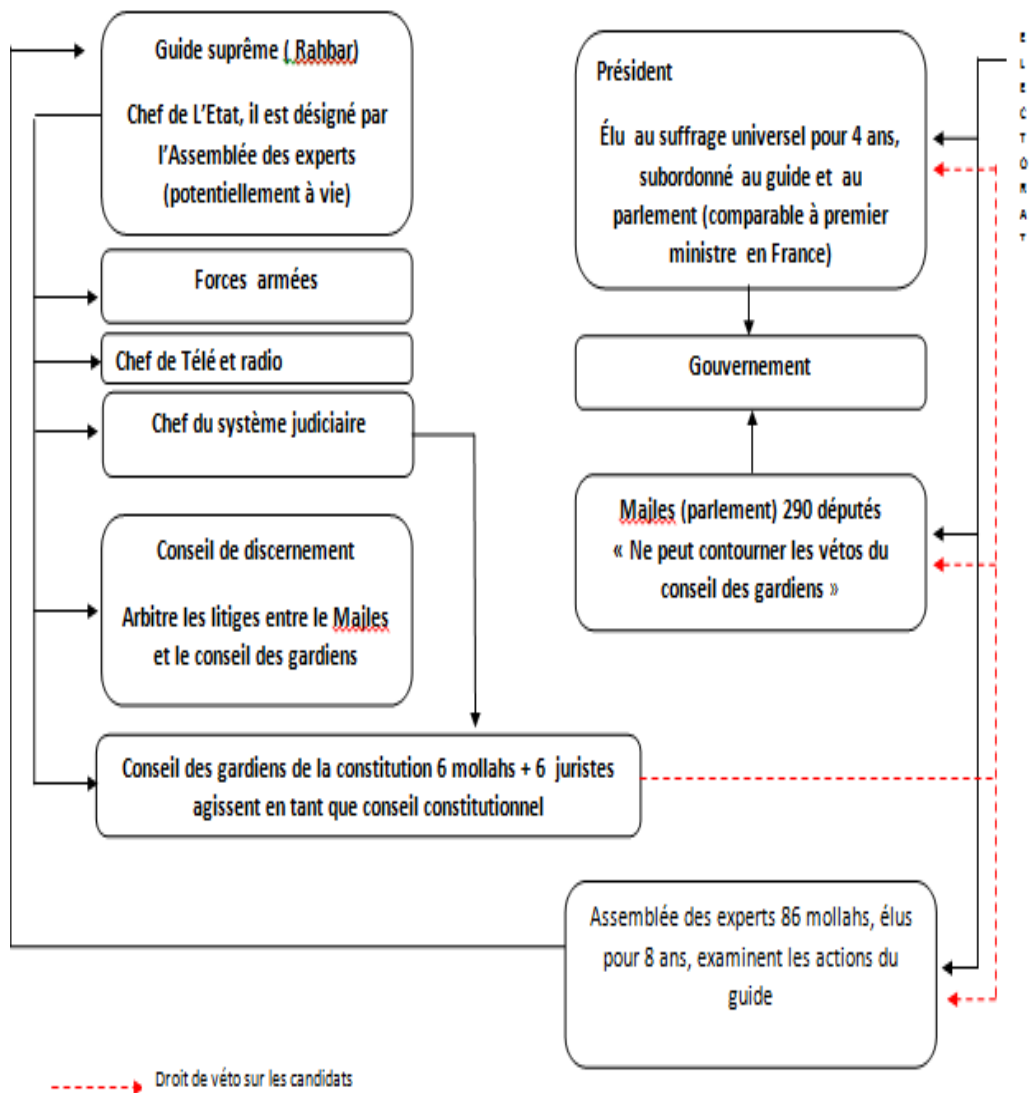


Fig1- La structure politique en Iran

1-1-2 Les médias comme un outil de la propagande ou de l'anti-propagande

« La propagande est l'action de diffuser, de propager, de faire connaître, de faire admettre une doctrine, une idée, une théorie politique. Son but est d'influencer l'opinion publique, de modifier sa perception d'évènements, de personnes, de produits, de convertir, de mobiliser ou de rallier des partisans. La propagande prend la forme de campagnes de diffusion d'informations toujours

partiales et déformées, à grande échelle, parfois insidieuses. La propagande, en tant que stratégie de communication d'un parti, d'un pouvoir politique ou militaire, est ce qu'est la publicité au secteur des biens marchands. La propagande moderne exploite les connaissances et les techniques de la psychologie et de la communication. Elle privilégie la manipulation des émotions, au détriment des capacités de raisonnement et de jugement. Contrairement aux dictatures utilisant des moyens coercitifs et le pouvoir militaire, dans les démocraties les moyens de conquête ou de conservation du pouvoir sont fondés sur la persuasion et s'appuient sur le pouvoir des médias. »⁴⁹

Les systèmes totalitaires utilisent intensivement la propagande et emploient les médias de masse (cinéma, télévision et radio) pour influencer leurs citoyens. Grâce à l'utilisation d'une propagande massive, ils imposent à tous les citoyens l'adhésion à une idéologie obligatoire, hors de laquelle ces derniers sont considérés comme ennemis de la communauté.

« C'est ainsi qu'en temps de guerre ou de période de révoltes ils mettent en place un système d'embrigadement sous forme de 'propagande d'agitation', qui cherche avant tout à provoquer l'action. »⁵⁰

En temps de crise, qu'elle soit politique, économique ou sociale, l'écart entre l'information et la propagande se resserre et devient même parfois inexistant. Au cours des cent dernières années, les impacts d'événements internationaux comme les Première et Seconde Guerres mondiales, la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, la guerre Iran-Irak ont causé d'importantes crises politiques et entraîné des changements majeurs dans la forme du pouvoir politique ; par conséquent, à plusieurs reprises l'Iran a connu une crise de l'information. Ainsi, dès son instauration, le régime de la République islamique a été confronté au problème de la répartition des pouvoirs entre les révolutionnaires, à la guerre, à la mort de l'âyatollah Khomeiny et à l'illégitimité de son successeur, à la crise de la jeunesse, à la crise engendrée par son programme nucléaire... Pour combattre ces tensions et conflits, le régime a recouru à la propagande, diffusée plus largement que l'information authentique. Durant le siècle écoulé, l'Iran a connu trois changements de régimes politiques totalitaires : le nationalisme, le modernisme et l'islamisme. Chacun de ces régimes a créé son idéologie pour l'imposer au pays et s'est donc servi des médias pour en faire la propagande dans tous les domaines, de gré ou de force. En raison de leur vaste diffusion à

⁴⁹- Définition de propagande : voir "Toupictionnaire" , le dictionnaire de politique

⁵⁰- Quel est le rôle des médias dans un système totalitaire ?. Etudier.com. Récupérée 11, 2011, à partir de <http://www.etudier.com/dissertations>.

travers le pays, de leur vitesse de transmission et de leur simplicité de communication avec le public, radio, télévision et cinéma ont été - et sont encore - des moyens de propagande plus efficaces que la presse écrite. Dans cette optique, le régime actuel a monopolisé les services de la Radio et de la Télévision dès le début de la révolution en les mettant sous le contrôle direct du Chef suprême pour s'assurer une propagande idéologique et consolider son assise.

« La guerre médiatique, à l'état naissant, utilise le pouvoir fascinant de la combinaison des images et du son. Le mélange audiovisuel est devenu une véritable drogue, à laquelle l'opinion publique s'accoutume [...]. Les dirigeants politiques ont très bien compris non seulement l'influence que le mixte information-propagande quotidiennement livré à domicile, pouvait avoir sur l'ensemble des téléspectateurs, mais aussi le rôle important que les médias audiovisuels pouvaient jouer dans une guerre. Relais plus puissant, atteignant d'un seul coup un public beaucoup plus nombreux que les médias écrits, ils ont sur eux l'énorme avantage de défiler constamment à vive allure, bousculant la logique, ne laissant pas le temps d'une réflexion soutenue, encore moins d'une critique, et enkystent libéralement leur message brut dans le subconscient. »⁵¹

Pour exercer une influence optimale et avoir un impact efficace, il est nécessaire que la propagande touche son récepteur (le public) préalablement disposé ou préparé à l'accueillir. En général, le public est prêt à recevoir et à apprécier un message ou une propagande allant dans le sens de l'intérêt et d'un besoin de la société.

« L'homme politique qui veut conquérir le Pouvoir, ou qui veut le conserver, doit nécessairement être médiatique. C'est ainsi que les conseillers en communication jouent un rôle de plus en plus important auprès des responsables politiques. Conduite à son terme, la logique médiatique fait de l'homme et du discours politiques un "produit" en tout point comparable à un autre, une "marchandise" qu'il s'agit de vendre en utilisant des méthodes éprouvées dans le domaine de la publicité et du commerce. »⁵²

Pour la première fois dans l'histoire contemporaine de l'Iran, l'idéologie nationaliste fait son apparition dans la société iranienne sous Réza Shâh Pahlavi. En effet, la présence et l'ingérence continuelles de deux superpuissances, l'URSS et le Royaume Uni, dans les affaires politiques et économiques du pays finissent par provoquer un profond mécontentement au sein du peuple : les germes de l'idéologie nationaliste ne vont pas tarder à fructifier. En 1979, la quasi-totalité du peuple se plaint des différences

⁵¹ - Chaliand Gérard ' La persuasion de masse'. Article présenté par Maurice Prestat 'De la guerre psychologique à la guerre médiatique'.Ed. Robert Laffont, Paris 1992, p45

⁵² - Schaal Jean-François, *Le Pouvoir*, Ed.Ellipses, Paris, 1994, p. 181.

économiques et culturelles entre les classes sociales de la communauté, inchangées depuis des décennies de règne de la dynastie Pahlavi. A cette situation s'ajoute le manque d'attention du régime aux croyances religieuses profondes d'une grande partie de la population. Celle-ci va donc accueillir avec ferveur l'âyatollâh Khomeiny qui prétend lui offrir un régime fondé sur une société islamique sans classe. Les techniques de propagande utilisées reposent sur les recherches conduites dans les domaines de la psychologie, de la psychologie sociale et de la communication.

« De manière plus diffuse mais non moins autoritaire, la propagande cherche à faire adhérer l'individu à un ensemble d'idées et de valeurs, à les mobiliser, bref à les intégrer dans une société donnée. On parle dans ce cas de 'propagande sociologique' ou encore 'd'intégration'. De manière schématique, elles se concentrent sur la manipulation des émotions, au détriment des facultés de raisonnement et de jugement. On parle également de désinformation. »⁵³

Le premier jour du mois de février 1979, venant de Paris après quinze années d'exil, l'âyatollâh Khomeiny foule à nouveau le sol de l'Iran et choisit habilement de se rendre aussitôt au grand cimetière de Téhéran, Béhéchté Zahra, là où un grand nombre d'opposants au régime du Shâh et de révolutionnaires sont enterrés, pour adresser son premier discours à la population. Ce discours, dont la retransmission en direct à la télévision subit quelques perturbations de la part des partisans du Shâh, témoigne d'une grande efficacité en matière de propagande. A notre avis, en ciblant les émotions des gens, par le biais d'un discours pacifiste, plein d'espoir et avec un vocabulaire simple, Khomeiny a réussi à transmettre deux grands messages au peuple iranien : dans le premier, il dénonce publiquement la cruauté et la violence du régime du Shâh ; dans le second, il déclare son opposition aux violences et aux meurtres après la victoire.⁵⁴ Il appelle alors tous les Iraniens de toutes classes sociales et de toutes familles politiques, même les généraux du régime du Shâh, à se rallier à un gouvernement islamique.

« Nous voulons vous rendre une vie matériellement prospère. En outre, nous voulons votre bien-être spirituel. Ne vous contentez pas des logements que nous vous construirons, de la gratuité de l'eau, de l'électricité et des bus ! Ne vous contentez pas de si peu de choses ! Nous vous rendrons votre grandeur spirituelle et morale. (...) Nous vous offrons la prospérité aussi bien dans ce monde que dans l'au-delà. (...) Mohammad Réza Pahlavi, ce méchant traître,

⁵³ - <http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/totalitarisme-et-neoliberalisme-137744>

⁵⁴ - Toutes bandes vidéo et audio tirées de ce discours ont été confisquées par le régime lui-même en raison de sa contradiction avec les actions du régime après la victoire.

s'est enfui, il nous a ruinés, il a ruiné notre pays ; il a rempli des cimetières. (...) La richesse [du Shâh] est le patrimoine de l'Islam, elle appartient à la nation et aux Mostazafines (les déshérités) ; j'ai donné l'ordre qu'on la donne aux Mostazafines et on la leur donnera ! » Extrait du discours de l'âyatollâh Khomeiny au cimetière de Béhéchté Zahra.

La diffusion télévisée des images de l'âyatollâh Khomeiny pendant ses discours publics, vêtu de la tenue modeste d'un religieux ordinaire, la simplicité de ses phrases compréhensibles pour le grand public - qui n'étaient souvent pas dépourvues de fautes grammaticales -, la sobriété de son mode de vie, son choix de s'installer dans un des lycées de Téhéran - par opposition aux palais du Shâh et à ceux de ses proches -, la tentative d'uniformiser la tenue vestimentaire des gens, en particulier celle des femmes en leur imposant de porter un foulard... , font partie des éléments qui ont répondu à de véritables attentes de la société après la victoire de la Révolution.

« Le discours parlé doit être simple. Il faut utiliser un vocabulaire limité, la langue de "base", manifester un respect bien calculé pour les lieux communs en vogue et les tabous du moment, se contenter de dire, sans chercher à démontrer. »⁵⁵

Une grande partie de la propagande du régime islamique s'est appliquée à donner une image surnaturelle à l'âyatollâh Khomeiny : un Saint-Sauveur qui, malgré son essence divine, est d'une modestie et d'une humilité sans pareil. Le régime met en œuvre le culte de la personnalité de Khomeiny comme moyen de propagande, en lui attribuant même le nom d'« Imam » utilisé jusqu'alors pour les seuls douze imams 'immaculés', les descendants du prophète pour les chiïtes. Pendant la guerre Iran-Irak, le régime utilisait également une propagande qui visait les croyances, la superstition d'un public islamiste et à la culture superficielle. La manipulation mentale exercée par le régime sur ces croyants était tellement efficace qu'ils considéraient leur départ pour le front et le fait d'y être éventuellement tué comme une occasion exceptionnelle de progression vers le paradis. La puissance de la propagande aux fins de remplacer la raison par l'émotion est allée si loin qu'on mettait à la disposition de chaque combattant une clé en plastique, accrochée au cou, pour qu'il puisse ouvrir la porte d'entrée du paradis après sa mort en martyr. Le régime de la République islamique agissait avec une telle habileté pour produire des émotions autour du caractère sacré de l'âyatollâh Khomeiny que, dans la plupart des ses réunions, son

⁵⁵ - Chaliand Gérard .op.cit.p.47

discours suscitait les pleurs de ses auditeurs. En montrant aux téléspectateurs ce genre de scènes, les professionnels de la propagande et de l'audiovisuel étaient capables d'obtenir un effet maximal, surtout du côté des téléspectateurs croyants.

« Le message passe comme une lettre à la poste quand le système d'éducation et les médias sont contrôlés dans leur totalité et que les érudits sont des conformistes. »⁵⁶

Dans le cas de la propagande politique, les objectifs principaux de ceux qui l'utilisent sont généralement :

1- la conquête du pouvoir,

2 - l'instauration d'un système économique ou politique particulier,

3 - le maintien au pouvoir,

4 - la pérennisation d'un système économique ou politique (ce qui n'empêche pas son évolution, comme le démontrent par exemple les changements sans rupture profonde survenus dans les pays communistes après la mort de Staline),

5 - l'extension géographique d'un pouvoir, d'un système économique ou politique.⁵⁷

Certains de ces objectifs peuvent être dissociés, mais pour beaucoup d'acteurs de la politique, la conquête du pouvoir, le maintien au pouvoir, l'instauration d'un nouveau régime et souvent l'extension géographique d'un système économique ou politique font partie d'un même objectif.

« La propagande, écrit-il, est à la société démocratique ce qu'est la matraque à l'État totalitaire. »⁵⁸

L'utilisation de la propagande dans le but de renforcer le régime islamique, fondée sur les sentiments religieux et les croyances de la classe moyenne, a été efficace jusqu'à la fin de la guerre Iran-Irak, mais peu à peu elle a perdu son effet sur les Iraniens, d'une part en raison de la divergence des messages traditionnels du régime avec les besoins réels de la société, et d'autre part à cause de la divergence entre les paroles et les actions du régime.

⁵⁶ - Noam. Chomaky & Robert W.Mc Chesney. Propagande, médias et démocratie Ed .écociété Montréal 2002 p. 40

⁵⁷ Voir Domenach Jean-Marie ' La Propagande politique' Paris : Presses universitaires de France, 1979

⁴⁸ - Bongrand Michel, 'Le Marketing politique' Paris : Presses universitaires de France, 1993

⁵⁸ - Noam. Chomaky & Robert W.Mc Chesney, op.cit p.

La crise économique provoquée par la guerre et la pénurie de produits de base, la découverte de la corruption massive et des détournements de fonds dont se sont rendus coupables les proches du régime, leur comportement démagogique : ils prétendaient vivre simplement mais s'enrichissaient, et la grande différence entre le niveau de vie des religieux et celui des gens ordinaires font partie des éléments majeurs qui ont provoqué la perte d'effet de la propagande d'un régime qui insistait sur sa pureté, sa dévotion et son opposition à la richesse et à une vie dans le luxe.

« La vérité est profondément enfouie sous les couches accumulées de mensonges. »⁵⁹

Suite à la baisse progressive de l'effet de la propagande, le régime a renforcé son emprise sur le peuple. Sa propagande audiovisuelle sur les sentiments religieux et les croyances des gens n'étant plus en mesure d'obtenir le même résultat que par le passé, le régime fut obligé pour sa propre survie d'user de violence contre ses opposants et de leur faire peur. La divulgation de l'assassinat en masse, gardé secret, de près de 4 700 prisonniers politiques de l'OMPI pour délit d'opinion (Organisation des Modjahédines du Peuple Iranien, groupe de gauche de la lutte armée contre le régime) en été 1988 pendant qu'ils purgeaient leur peine de prison - pour certains d'entre eux leur peine touchait à sa fin -, a tellement paniqué et terrorisé la société que même les familles des exécutés n'ont jamais eu le courage d'en parler.⁶⁰

Mis à part la terreur qui constitue en elle-même un acte de propagande,

"la force de la propagande totalitaire repose sur sa capacité à couper les masses du monde réel." ⁶¹.

La terreur et le mirage de la nouvelle "réalité" se justifient alors mutuellement aux yeux de certains :

"Quand les fins sont grandes, l'humanité use d'une autre mesure et ne juge plus le "crime" comme tel, usât-il des plus effroyables moyens." ⁶²

⁵⁹ - idem p.41

⁶⁰ - Le nombre de victimes de ce massacre, selon différentes sources varie entre 2.500 et 5.000 personnes. La plupart des prisonniers gauchistes exécutés ont été enterrés dans des fosses communes à Téhéran et le régime n'en parle jamais

⁶¹ - Arendt Hannah, *Le Système totalitaire(1951)*, trad. J-L Bourget, R. Darvreu et P. Lévy. Ed. du Seuil, coll. Points Essais ».2001', p. 80.

« Les moyens de créer cette nouvelle “réalité” passent alors obligatoirement par la contre-vérité non vérifiable, le mélange vrai-faux, la désinformation du vrai, la modification du contexte, l'estompement avec sa variante : les vérités sélectionnées, le commentaire appuyé, l'illustration, la généralisation, les parts inégales, les parts égales. »⁶³

Avec la perte d'influence de la propagande religieuse, le régime commence peu à peu à changer sa stratégie de propagande en utilisant le besoin de la société iranienne à être présentée comme une société à part entière sur la scène internationale. Cette fois-ci, la propagande vise l'esprit nationaliste des Iraniens, ce nationalisme dont il avait été interdit de parler pendant les premières années de l'installation du régime islamique. La propagande est basée sur ce principe que l'Iran est une grande puissance dans la région et qu'il faut que les grands pays du monde le considèrent comme telle. Soulever la question du droit de l'Iran à "acquérir" l'énergie nucléaire a contribué précisément à poursuivre cette même stratégie. Il y a près de quinze ans que ce discours est exploité comme propagande par le régime islamique.

1-1-3 -La légitimité

La légitimité est la capacité d'une personne ou d'un groupe à faire admettre sa domination, son autorité sur les membres d'une communauté ou d'une société. La légitimité a donc un sens plus large que la légalité. La légitimité d'actions politiques sortant de la légalité (désobéissance civile, tyrannicide, révolution, terrorisme, coup d'État...) peut devenir l'un des enjeux du débat politique. L'économiste et sociologue allemand Max Weber (1864-1920) distingue plusieurs types de dominations légitimes :

- la légitimité charismatique liée à une autorité exceptionnelle. Ex : héros, demi-dieu, prophète, grand tribun

- la légitimité traditionnelle fondée sur une tradition considérée comme immémoriale et incontestable. Ex : dynastie monarchique ou féodale, patriarcat religieux ou civil.

⁶² - Nietzsche Friedrich, *La Volonté de puissance*, (tome II)', traduit par Geneviève Bianquis, Paris : Gallimard, 1995, p. 234.

⁶³ - Volkoff Vladimir, *La Désinformation, arme de guerre*, Paris : Julliard / L'Âge d'Homme, 1986, p. 2

- la légitimité rationnelle-légale qui s'appuie sur des règles impersonnelles et universelles. Dans ce cas, l'autorité qui est reconnue est liée à la fonction et non à la personne qui la représente.

Dans une démocratie ou dans un parti fonctionnant démocratiquement, un responsable politique tire sa légitimité de son élection, tandis que dans les États non-démocratiques et totalitaires la source de la légitimité n'est autre que le sondage universel.

« La démocratie est actuellement la forme la plus répandue de la concordance entre les pouvoirs politiques et la légitimation sociale. »⁶⁴

« Il (le régime totalitaire) est tout à fait prêt à sacrifier les intérêts vitaux immédiats de quiconque à l'accomplissement de ce qu'il prétend être la loi de l'Histoire ou celle de la nature. Son défi aux lois positives est, assure-t-il, une forme plus élevée de légitimité qui, s'inspirant des sources elles-mêmes, peut se défaire d'une légalité mesquine. La légitimité totalitaire se vante d'avoir trouvé un moyen d'instaurer le règne de la justice sur la terre, à quoi la légalité du droit positif, de son propre aveu, ne pourrait jamais parvenir. »⁶⁵

L'histoire politique de l'Iran jusqu'au 20ème siècle nous montre que la plupart des régimes au pouvoir étaient des régimes autoritaires et qu'ils ont été chassés et remplacés de façon violente par d'autres régimes tout aussi autoritaires. A leur début, ces changements étaient souvent associés à la satisfaction du peuple, celui-ci espérant retrouver la victoire sur la tyrannie, le développement économique, la sécurité économique et le bien-être. Ainsi l'association du peuple à la nouvelle personne ou au nouveau gouvernement capable de renverser le régime totalitaire précédent leur donnait une légitimité. Les rois de la dynastie Qâdjar, avec l'appui des religieux, prétendaient qu'ils étaient l'ombre de Dieu et que leur légitimité était divine. Historiquement, la légitimité d'un système gouvernemental autre qu'un système monarchique était inconcevable. Selon la classification proposée par Max Weber, on peut considérer ce genre de légitimité comme de la légitimité traditionnelle. Mais après l'effondrement de la dynastie Qâdjar et la montée de la dynastie Pahlavi, à la source de la légitimité divine du roi en tant qu'ombre de Dieu, la devise Dieu-Shâh-Patrie a été ajoutée.

⁶⁴ -Liazeau Claude, L'Islam de l'Occident, Paris Ed. Arcantèse, 1989, p.83

⁶⁵ - Hannah Arendt, op.cit. p.250

Au déclenchement de la Première Guerre mondiale et lors de l'occupation de l'Iran par l'armée britannique, l'achat massif de produits alimentaires du pays par l'occupant pour ravitailler ses soldats a causé la grande famine qui a duré de 1917 à 1919.⁶⁶ Cette grande famine, ainsi que l'ingérence de longue date du Royaume Uni comme du gouvernement russe dans les affaires politiques de l'Iran, ont préparé le pays au développement de l'idéologie nationaliste. Rézâ Shâh, le fondateur de la dynastie Pahlavi, en s'appuyant sur l'idéologie nationaliste et patriotique, et avec le consentement du peuple, a su donner une légitimité à son règne. Sous le règne de son fils, Mohammad Réza Shâh, la légitimité du régime a faibli pour diverses raisons (dont nous parlerons dans les chapitres suivants), ce qui a finalement conduit le peuple à suivre l'âyatollâh Khomeiny dans le renversement du Shâh et la suppression du régime monarchique. Certaines promesses de l'âyatollâh Khomeiny formulées pendant la Révolution, comme la fondation d'une société islamique sans classe, la participation du peuple aux affaires du pays, la liberté d'expression pour tous et l'acceptation de toutes les idéologies lui ont donné une légitimité politique. Après la victoire de la Révolution islamique, la source de la légitimité du régime a été définie par la religion et le républicanisme, la participation du peuple aux affaires politiques. (Fig.2)

⁶⁶ - Cette famine a causé la mort de 40% de la population iranienne, autrement dit, de 8 à 10 millions de personnes sur une population totale de 20 millions.

Concepts Période	La culture politique	La source de légitimité	Le discours dominant dans les médias
1906	Participative	La loi - Le peuple	Démocratique
1933	Ordre-Soumission absolue	Patrimoniaire	Nationaliste Totalitariste
1941	Ordre-Soumission relative	Patrimoniaire	Moderniste
1951	Participative	La loi - Le peuple	Indépendance Liberté
1973	Ordre- Soumission	Patrimoniaire	Moderniste de Pahlavi- Rénovation
1979	Participative	La loi - Le peuple	Indépendance Liberté
1981	Ordre- Soumission	Religion	Islamiste
1998	Participative	La loi - Le peuple	Démocratie religieuse
2000	Ordre- Soumission	Religion	Islamiste

Fig. 2

La réussite d'un personnage tel que Khomeiny venait surtout de son charisme de rassembleur. La structure sociale hétérogène de la société incita Khomeiny à bien adapter ses discours qui comprenaient beaucoup d'éléments, sans jamais mettre l'accent sur un thème particulier risquant de dévoiler son penchant pour tel ou tel groupe social ou politique.

« En parlant ainsi de "tous" les aspects de la société, il voulait réunir toutes les fractions politiques de l'opposition dans toute leur diversité sociale. Il avait pour but d'engendrer de cette façon l'idée selon laquelle l'islam, et plus précisément le gouvernement islamique qu'il proposait, était la cause commune du mouvement. Les fractions politiques les plus variées y participaient, des islamistes radicaux aux libéraux séculaires, des réformateurs modérés aux socialistes du Toudeh ou aux maoïstes révolutionnaires. »⁶⁷

Son radicalisme et son courage plaisaient beaucoup à une génération qui vivait toujours sous l'influence nostalgique de son chef charismatique Mossadegh. Une génération qui n'avait vu que l'étouffement de toute tentative de protestation et qui était envahie d'une inquiétude causée par la peur et la violence. Khomeiny obtint une légitimité sociopolitique aussi incontestable qu'absolue en dénonçant l'illégitimité d'un régime dans lequel les gens vivaient en silence leur quotidien, en le présentant sous les formes les plus élémentaires d'une rhétorique politique. Au début de l'installation de la République islamique, la presse et les journalistes, comme la plupart des gens ont accepté la légitimité du régime et ont occupé en tant que l'un des symboles de la légitimité du régime leur place habituelle dans la société. Dans le système politique de la République islamique d'Iran, deux pouvoirs apparemment séparés mais collaborant en fait étroitement dirigent le pays. Chacun d'eux tire sa légitimité d'une source différente mais, pour la survie du régime, ils sont interdépendants. Le premier est le Chef suprême qui prétend tirer sa légitimité de Dieu dont il est en fait le représentant jusqu'à la réapparition du douzième Imam, descendant du prophète, disparu il y a mille ans selon la croyance chiite. Le second est le Président de la République qui reçoit sa légitimité par élection.

LA CRISE DE LÉGITIMÉ

Vingt-quatre heures après la mort de *l'âyatollâh Khomeiny*, l'Assemblée des experts désigne le 4 juin 1989 Ali Khâmeneï, alors Président de la République, comme Guide de la Révolution (Rahbaré enghélab). Ce nouveau Guide n'a ni le charisme du fondateur du régime islamique, ni son autorité religieuse. Il n'est même pas réellement âyatollâh et ne portait, jusqu'il y a quelques années encore, que le titre modeste de hojjat-ol-eslam.⁶⁸ Sa carrière est essentiellement politique et il n'a ni l'expérience ni l'âge (né en

⁶⁷ - MOLAJANI Akbar 'Sociologie politique de la Révolution iranienne de 1979' Ed.L'Harmattan, Paris 1999, pp.258-259

⁶⁸ - Un titre honorifique signifiant "preuve de l'Islam" ou "autorité sur l'Islam". Il est donné aux clercs chiites qui sont mujtahid. À l'origine, ce titre était appliqué seulement aux penseurs principaux, mais depuis le début du XX^e siècle, il est utilisé pour tous les mujtahid après la création du titre d'ayatollah pour les penseurs

1940) nécessaires pour faire partie du haut clergé et prétendre au statut de marja-e taqlid (source d'imitation) qui, selon l'article 109 de la Constitution, doit avoir les "compétences scientifiques et vertus nécessaires pour se prononcer sur les problèmes et les références de la religion". Pour permettre l'accession de Khamenei au pouvoir suprême, cet article a été amendé et le Guide n'est plus nécessairement l'autorité religieuse suprême du pays. La désignation d'une telle personnalité au sommet du pouvoir en République islamique signifie paradoxalement une sorte de séparation de fait entre l'autorité religieuse et le leadership politique, entre le *marja'iyat* et le *rahbar'iyat*. Cette situation porte atteinte à la légitimité et aux fondements même du système politique mis en place par Khomeiny, système qui octroie un rôle central au faqih, à la fois chef spirituel et chef d'État. Pour essayer de renforcer sa position de nouveau Guide, Ali Khâmeneï va user d'une double stratégie. D'une part, sur le plan politique, il s'implique très activement dans la vie du pays, sans toutefois parvenir, comme son prédécesseur, à devenir l'arbitre suprême dans les luttes acharnées que se livrent les factions cléricales rivales. Par ailleurs, sur le plan religieux, il mène une véritable campagne afin de renforcer son autorité au sein du clergé. Ainsi en 1994, après le décès de l'âyatollâh Ali Araki, dernier grand marja accepté par la hiérarchie chiite, Khâmeneï essaye de se faire reconnaître comme l'un de ses successeurs possibles, mais sans succès. Pour sauver la face après cet échec, il va prétendre qu'en cherchant le statut de "source d'imitation", il visait en réalité à garantir la prééminence de l'Iran sur les communautés chiites de l'étranger. Ne pouvant en définitive investir le champ religieux par le haut, il va employer une nouvelle tactique : investir l'institution religieuse par l'État dont il est le premier personnage. Cet exercice consistera essentiellement à contourner le haut clergé - qui d'ailleurs ne cherche pas à s'impliquer dans la politique - en s'appuyant sur le clergé intermédiaire, soit en l'intégrant dans l'appareil d'État soit en le regroupant aux seins de diverses associations et réseaux, subventionnés et soutenus par le gouvernement. Mais cette mainmise de l'État, cette tentative de fusion complète de l'institution cléricale et de l'État, rencontre l'opposition du haut clergé ainsi que des écoles religieuses. Ce qui aboutit au renforcement de la répression, à la multiplication des arrestations et des mises en résidence surveillée dont sont victimes les membres récalcitrants du clergé. Même si Khameneï parvient à s'imposer ainsi dans le contexte iranien, ce qui est encore loin d'être achevé, rien n'indique que l'ensemble du monde chiite admette sa position de guide.

islamiques remarquables. De nos jours, et particulièrement en Iran ce titre peut être donné à n'importe quel clerc de rang mineur, même ceux qui n'ont pas atteint le rang de mudjahid.

"La démocratie est actuellement la forme la plus répandue de la concordance entre les pouvoirs politiques et la légitimation sociale." ⁶⁹

On pourrait donc dire que dans des cas tels que l'Iran, le pouvoir politique s'est exercé dans une sorte de rupture avec le social. C'est ce que nous appelons "une crise structurelle de légitimation". Une telle rupture avec le politique pousserait le social à chercher dans la politique les moyens "illégaux" d'agir et de s'extérioriser pour contester le monopole étatique illégitime de l'exercice de la contrainte physique. Cette différenciation nous aide à distinguer la légitimation de la légalité.

« La première renvoie à un processus social rendant possible la reconnaissance volontaire des membres de la société à l'égard du pouvoir en place. La deuxième se réfère à ce qui est conforme aux lois, celles-ci pouvant être établies par l'État malgré la volonté de la société. » ⁷⁰

« Cela fait que, dans les sociétés en crise structurelle de légitimation, on pourrait imaginer au premier abord deux champs politiques : Le premier est officiel, dominé par le pouvoir politique en place qui a le monopole de l'exercice, pourtant illégitime, de la violence, tout en disposant d'une organisation institutionnelle et de corps armés. Le deuxième champ politique est latent, et l'exercice de la violence s'y prépare et s'y organise illégalement mais en même temps légitimement aux yeux de ceux qui sont à la base de tout sens de légitimité, c'est-à-dire le peuple, ce dernier signifiant, dans ce cadre précis, les classes sociales autres que celles qui constituent effectivement le corps de l'élite au pouvoir. » ⁷¹

LA PRESSE ET LA LÉGITIMITÉ SOUS L'ÂYATOLLÂH KHAMENI (GUIDE SUPRÊME)

La légitimité du Guide suprême est mise en cause par certaines élites politiques et sociales suite à son ingérence et à ses partis pris lors d'événements tels que les élections présidentielles ou législatives. Après la guerre contre l'Irak, les critiques de ces élites concernant la légitimité du Guide suprême sont présentées dans la presse d'une manière indirecte. Certains points abordés sont les suivants : le processus de l'élection d'Âyatollâh Khameneï l'ambiance politique fermée dans le pays et surtout dans la société civile, l'humiliation sociale des citoyens, le manque de sécurité économique dans la société et l'incompétence du système. Lors des élections présidentielles de 1998, les Iraniens ont voté à 70% pour Mohammad Khâtami, dont la politique et les points de vue n'étaient pas

⁶⁹ - Liazeau Claude, L'islam de l'Occident, Paris Ed. Arcantése, 1989, p.83

⁷⁰ - Ce qui constitue, selon. Eric J.Braude, le champ de la science politique même et qu'il appelle "les modes de production des injonctions socialement légitimes". BRAUD Philippe, Science politique, Paris, Ed. PUF, 1986. p.12

⁷¹ - Tezner Nicolas, La société dépolitisée, Paris, éd .PUF, 1990 p. 57

confirmés par Khameneï. Ils ont ainsi montré leur désaccord avec ce dernier. Le résultat de cette élection a mis en lumière la rupture entre le pouvoir et la légitimité. Après la victoire de Khâtimi à l'élection présidentielle, il s'est instauré un climat politique relativement ouvert, favorisant l'éclosion d'une presse réformatrice qui a saisi cette occasion pour remettre en cause la légitimité et les compétences scientifiques et religieuses du Guide suprême, franchissant ainsi la ligne rouge. Parmi les journaux qui ont attiré beaucoup de lecteurs à l'époque, nous citerons Khordad, dont le rédacteur en chef est Abdollah Nouri, un religieux et l'ex ministre de l'intérieur évincé à l'époque de Khâtimi. C'est son journal qui présente le plus d'articles et de points de vue critiques sur ces sujets. Leurs auteurs ne sont autres que des érudits croyants et les enseignants des écoles religieuses. Les discussions à propos des articles et des interviews de ce journal portant sur le Velayat Faqih et sur la légitimité du Guide suprême font leur entrée dans les meetings politiques des étudiants dans les universités : ce sont des sujets qu'on osait à peine évoquer auparavant.

Après la naissance des journaux réformateurs, ceux des conservateurs qui soutiennent le Guide suprême deviennent très actifs. En lui apportant leur appui, ils considèrent la mise en cause du statut du Velayat Faqih et sa délégitimation comme un appel au renversement du régime. Estimant que les journaux réformateurs contribuent à discréditer le Guide, le parti conservateur commence à les interdire. Ces arguments sont repris par les sympathisants conservateurs qui obtiennent du Guide l'arrestation des journalistes réformateurs. La plupart d'entre eux sont contraints à cesser leurs publications. A l'annonce du verdict du tribunal le condamnant à cinq ans de prison, Abdollah Nouri se défend en ces termes : « Mon approche est réformatrice. J'attends que des réformes rendent à la République islamique sa véritable autorité, sa légitimité et sa souveraineté politique. La présence d'un islam clément et raisonnable et l'adhésion des différentes couches de la population ne seront possibles que dans le cadre de réformes méthodiques effectuées par l'Etat. » Ainsi, pendant le premier mandat du président Khâtimi, la presse des réformateurs a réussi à remettre en question la légitimité politique et religieuse du Guide en critiquant ses actes. Elle établit pour la première fois une frontière entre la légitimité du Guide et celle de l'État et parvient à séparer l'une de l'autre.

LE DÉBAT SUR LE VÉLÂYAT-É FAQIH

La question clé du débat actuel est le rôle du Guide, donc du concept de Vélâyat-é faqih. Si la fonction de Guide disparaît, ou bien si son détenteur se contente d'être un

"théocrate constitutionnel", laissant le président élu gouverner et le parlement légiférer, alors rien n'empêche la démocratie de fonctionner pleinement à partir de l'actuelle Constitution. Par contre, si le Guide est toujours celui qui dit la vérité en dernière instance, il restera la garantie que l'ordre religieux est au-dessus de l'ordre politique, même si, on l'a vu, lui-même est un produit de l'ordre politique. Les conservateurs s'efforcent de penser la fonction du Guide comme transcendant même les conditions de sa nomination. Le Guide, comme docteur de la loi, défend un système de droit, le fiqh, qui ne peut faire l'objet d'un débat démocratique. "S'il y a bien des laïcs authentiques, qui ont du mal à se faire entendre, le défi le plus profond pour les conservateurs vient des tenants d'une "société civile religieuse", car ils sont eux aussi les héritiers de la révolution islamique. Sans prôner la laïcité, ils défendent une "démocratie islamique" où la place de l'islam serait déterminée en dernière instance par la volonté populaire. Le débat interne aux héritiers de la révolution oppose donc les partisans de la "démocratie religieuse" et ceux du vélâyat-é faqih. Alors que les premiers soulignent la souveraineté du peuple et l'absence de centralité de la position du Guide, les seconds cherchent à lui donner une légitimité absolue et à le mettre au-dessus du peuple, même s'il est élu, au second degré, par le peuple. L'âyatollâh Mechkini, l'imam du vendredi de la ville sainte de Qom, va jusqu'au bout de cette sacralisation de la fonction :

"Les pouvoirs du faqih ne sont pas limités par la Constitution. Il dispose des mêmes pouvoirs que le Prophète et les imams immaculés." ⁷²

1-1-4 L'intérêt commercial

Dans les régimes qui permettent un multipartisme et une liberté médiatique limités, le gouvernement exerce un pouvoir juridique et des pressions indirectes à travers la loi sur la presse, l'orientation et le conseil, le financement ou la censure. Dans cette optique, l'information est un moyen de gouverner, car elle consolide l'autorité du pouvoir en propageant ses idées politiques. Ainsi, les moyens d'information répandent habituellement les décisions et les opinions des responsables, quel que soit leur domaine d'activité. Le régime de la République islamique, comme son prédécesseur, considère qu'il est de son droit de s'approprier les moyens de communication comme la radio, la télévision, l'agence

⁷² - Khosrokhavar Farhad et Roy Olivier, *Iran - Comment sortir d'une révolution religieuse*, Ed. Seuil, 1999. pp. 93-94

nationale de presse et les journaux pour les asservir au pouvoir. Les moyens audiovisuels étant des vecteurs de large diffusion et d'importance cruciale appartiennent au pouvoir. La responsabilité du fonctionnement et de la production de ces grands médias est assumée et exercée par le gouvernement. Laissant en partie la presse écrite au secteur privé, le régime définit des limites que ce secteur doit respecter. Ceci dit, il y a ainsi reconnaissance d'un secteur privé, mais dépendant du pouvoir à des degrés différents. En guise de conclusion au sujet de ce rapport étroit entre l'information et le pouvoir, les médias ne prennent en considération en général que ce qu'approuve le gouvernement, et ils n'agissent que sur la base des orientations qu'ils reçoivent. La presse iranienne d'après la Révolution voit alors baisser son niveau de qualité et perd ainsi son lectorat. En voici les raisons : impossibilité de critiquer le pouvoir en place, censure et autocensure, manque d'expérience professionnelle des journalistes, manque de diversité informationnelle à cause de la non accessibilité à des sources variées, et enfin production des informations à partir d'une source unique, majoritairement l'agence officielle de l'État. Dans ces conditions, le tirage et les revenus des journaux baissent, ceci étant l'une des raisons pour lesquelles la durée de vie des journaux est courte en Iran. Il n'est donc pas rentable d'investir dans la publication d'un journal. D'un autre point de vue, la présence de grands groupes de presse d'État capables de gros investissements par rapport à la presse privée limite la formation d'une concurrence digne de ce nom et l'investissement dans ce domaine d'activité. D'ailleurs, comme les banques ne sont pas assurées de récupérer leur mise de fonds, elles ne sont pas intéressées à la mise en œuvre d'un projet avec les propriétaires des journaux. De plus, ces derniers font toujours l'objet de menaces physiques. En conséquence, le climat politique et économique conduit l'État à investir dans ce secteur et c'est ainsi que les détenteurs du pouvoir deviennent propriétaires des journaux. En s'assurant l'exclusivité des journaux, l'État tire non seulement profit des professions très rentables de la publicité, mais il met aussi la main sur des imprimeries modernes et sur les industries de l'impression et de la publication. Ainsi, toute personne extérieure au cercle du pouvoir n'a aucune possibilité de le concurrencer.

Un regard sur l'histoire de la presse iranienne nous mène à un constat : les journaux qui datent sont ceux qui ont vu le jour sous les dictatures. Par exemple, les groupes de presse tels que le journal Ettelaat (Les informations) créé en 1927 ont été soutenus par Reza Shâh ; le journal Keyhân (L'univers) créé en 1942 à l'époque de Mohammad- Réza

Shâh a été soutenu financièrement par lui ; HamShâhri (Le citoyen) conçu en 1992 et Iran en 1995 lors de la présidence de Rafsanjani continuent d'être publiés.

1-2 Le rapport direct entre le développement du système politique et le développement de la presse

Pendant les 190 années de son histoire, la presse iranienne ne s'échappe des mains du pouvoir et de son instrumentalisation qu'à quatre reprises, dans des conditions que nous étudierons dans les chapitres suivants. A chaque fois, elle s'oppose au pouvoir en place. Dans cette thèse, nous prêtons particulièrement attention aux raisons pour lesquelles cette presse qui critique le pouvoir, qui soutient le développement de la politique sous une forme pluripartite dans laquelle coexistent l'ensemble des groupes politiques pour gérer le pays, qui souhaite l'épanouissement de la société civile, qui défend une culture de la participation et la tolérance réciproque des élites politiques, réussit à exister.

Le développement de la presse dans une société est le produit d'un processus où l'accès aux sources du pouvoir ne critique pas l'opposition ni la participation du public. La presse en tant que reflet des opinions et des observations des différents groupes sociaux détient le pouvoir d'exprimer des critiques politiques et a la capacité d'améliorer aussi la culture de la critique. Ainsi, le développement de la presse suit le développement de la politique, ses règles et ses buts. Si le but du développement de la politique consiste à améliorer la participation de groupes sociaux divers se concurrençant dans la vie politique, les buts de la presse deviendront les mêmes.

« La participation et le pluripartisme des groupes sociaux et politiques en tant que but du développement politique exigent en effet la réalisation de certaines conditions. En voici les plus importantes : la formation et l'organisation des groupes et des forces politiques, la liberté de ces organisations dans la participation et la compétition politique, l'existence de mécanismes de résolution des différends à l'intérieur de la structure politique, la suppression de la violence dans la vie politique, la séparation entre la religion et la politique afin de permettre la stabilité politique et enfin, la légitimation des organisations et des organismes du pays ainsi que la légitimation de la loi afin de résoudre les différends et d'arriver à une négociation politique. »⁷³

Ainsi, lorsque des groupes sociaux pluripartites participent à la vie politique et expriment leur opposition, les publications de presse s'efforcent de tempérer le pouvoir en

⁷³ - Bachiriyé Hossein, Mavané Tosséyé Siassi Dar Iran, (Obstacles au développement politique en Iran).Ed GâmeH No Téhéran 2009.p.12

place et parviennent à former une sphère d'influence qui pèse sur l'autorité politique. Étant constaté que le développement de la presse dépend du développement de la politique, il semble nécessaire ici de présenter les nouvelles théories relatives au développement de la politique. Durant les dernières décennies, les spécialistes des sciences politiques ont cherché à présenter une théorie empirique concernant la genèse du processus du développement de la politique. Leurs études considèrent l'environnement (social, culturel, économique) comme un élément important de ce développement. Autrement dit, ce dernier ne s'effectue pas dans le vide, mais dans un contexte d'éléments historiques, sociaux, économiques et culturels précis. On distingue deux modèles principaux : en premier lieu, le modèle de corrélation qui consiste en une vision empirique de la sociologie ; en second lieu, le modèle déterministe qui dépasse les limites du premier modèle.

- Dans le premier modèle, les différents éléments du système social sont considérés comme interdépendants. Donc le système politique se développe en corrélation avec les autres éléments de la société. Autrement dit, il y a une forte interaction entre l'ensemble des composantes de la société, qui vise une situation d'équilibre ou corrélation. Nous évoquerons ci-après quelques chercheurs qui ont utilisé le modèle de corrélation pour étudier le développement de la politique :

S.M. Lipset, sociologue politique américain, a montré dans un article (1959) qu'il existe une corrélation entre le développement de la politique (au sens de la démocratie) et les éléments sociaux et économiques. Il compare des pays en utilisant différents indices économiques comme le revenu national, la production industrielle, le niveau de l'éducation et celui de l'urbanisation. Il en déduit que les politiques développées et non développées présentent de grandes différences.⁷⁴

Dans son étude comparant 75 pays en 1960, J. Coleman montre qu'il existe une corrélation positive entre le niveau économique et le développement politique.⁷⁵

De son côté, Ph. Cutright présente ses argumentations dans un article (1963), argumentations selon lesquelles il existe une corrélation entre le développement de la politique (au sens de la démocratie européenne) et le développement du système éducatif,

⁷⁴ - Lipset Seymour Martin , Some social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy , American Political Science Review (March 1959) pp. 69-105

⁷⁵ - Coleman J, conclusion ,The Politics of Developing Ares (Priaceton University Press. 1960 pp. 532 -579

les institutions économiques, les systèmes communicationnels, le niveau de l'urbanisation et la façon dont les forces du travail sont distribuées.⁷⁶

Un autre chercheur, D. Simpson, montre en 1964 que la corrélation existe entre le niveau du revenu, le niveau de l'éducation et la participation politique.⁷⁷ Ces théories n'étaient cependant pas incontestables, car il n'était pas évident que les sociétés cultivées et riches préparassent, la participation et la concurrence des groupes sociaux, politiques et de la presse.

Le modèle de corrélation s'étant finalement avéré incomplet, des théories scientifiques ou déterministes ont été présentées afin de parvenir à un modèle plus adéquat.

Daniel Lerner, que l'on peut considérer comme le précurseur du rôle de la communication dans tout développement, a fait des recherches sur la transition des sociétés traditionnelles et sur la modernisation des pays du Tiers monde (la Turquie, le Liban, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, la Grèce et l'Iran) dans son œuvre classique intitulée *Transition de la société traditionnelle* parue en 1956. Selon ses arguments, le modèle de développement de l'Occident est un modèle mondial ; le développement des médias, de l'alphabétisation, de l'urbanisation, la progression du niveau de l'éducation et du revenu aboutissent finalement à la participation politique.⁷⁸ Mais après la révolution islamique en Iran, il revoit sa théorie et ajoute un autre constat. Il précise qu'après ce processus, les demandes des citoyens augmentent dans ces pays et aboutissent à la déception, à l'agressivité ou même à la régression si l'État ne parvient pas à y répondre.⁷⁹

Précisons aussi que d'autres théoriciens comme D. Mc Crone et C. Crutten montrent que le développement de l'urbanisation conduit au développement de l'éducation dans la société. Ce dernier participe au développement de la communication et le résultat final aboutit à un développement politique.⁸⁰ La vision déterministe considère donc que le

⁷⁶ -Cutright P « National Political Development ; Social and Economic Correlates “ in N.Polsy et al (Boston; Houghton- Mifflin, 1963

⁷⁷ -Simpson D “ The congruence of political , Socila and Econolie A spects of Development” International Development Reviwe (June 1964)

⁷⁸ - Khâniki H .op. cit. p.17

⁷⁹ - Voir. D , Lerner, *The Passing of Traditional Society Society : Modernizing the Middle East* (New York; Free Press, 1956)

⁸⁰ - Bachir iyé H. op.cit. p. 17

Voir, D;MC Crone & C. Crutten « Toward a Communiacion Theory of Democratic Political Development : A Casual Model ,” American Poilitical Science Review (March 1967) PP 72- 79

développement politique est tributaire du développement de l'urbanisation, de l'économie urbaine ou d'autres éléments. Cependant, il faut noter que certains chercheurs la critiquent, en expliquant qu'il est possible qu'une société parfaitement développée du point de vue politique soit développée également du point de vue économique, mais que l'inverse n'est pas forcément vrai : une société qui est développée économiquement n'est pas obligatoirement développée du point de vue politique : à titre d'exemple, les états modernes industriels à la structure totalitaire.

Les visions déterministes considèrent que le développement politique nécessite d'autres éléments que la politique : le développement économique, social, culturel et communicationnel. Il est évident que ces éléments sont importants dans la réalisation du développement politique, mais cette vision ignore le rôle des éléments politiques, la structure du pouvoir, l'État et la bureaucratie. C'est pour ces raisons qu'elle ne peut pas être considérée comme une vision exacte et convaincante. Pour répondre aux arguments déterministes, certains théoriciens avancent l'argument suivant : le développement politique dépend non seulement des évolutions de l'environnement (économie, société, culture, etc.), mais il est directement lié aux caractéristiques de la structure du pouvoir et de l'espace politique.

Dans l'histoire de l'Iran, que ce soit avant ou après la Révolution islamique, le développement politique n'a pas été concrétisé, malgré la réalisation de certains éléments présentés par les modèles cités. À l'époque de Réza Shâh et de son fils Mohammad Réza Shâh, la participation politique n'a pas progressé malgré le développement de l'urbanisation, les efforts d'alphabétisation et l'augmentation des niveaux d'études et de revenu, comme Lerner le prétend. Pendant ces époques, le pouvoir essaye de construire une société aux apparences de société moderne et développée à l'occidentale sans prêter attention à la participation et au développement politiques. Après la fin de la guerre contre l'Irak, la République islamique, elle, se concentre sur le développement économique.

Vu l'inefficacité des théories déterministes et de corrélation, de nouvelles théories sont présentées. En insistant sur le rôle des éléments environnementaux comme l'économie, le social, et le culturel dans le développement politique, elles mettent en lumière les caractéristiques structurelles de l'État comme l'un des éléments de formation ou d'empêchement du développement politique.⁸¹

⁸¹ - Bachiriyé H. op.cit. p.19

Le développement économique et social provient du développement politique, qui installe un environnement propice au développement dans d'autres domaines. R. Pride fait une comparaison entre 26 pays entre les années 1940 et 1960. Il montre dans son étude que le développement politique (dans le sens de la participation et du pluralisme politiques) n'est réussi que dans les pays où la structure du pouvoir accepte l'évolution politique.⁸²

Barrington Moore croit à la priorité du développement du régime politique sur le développement économique. Il estime que le développement économique et social commence par le changement politique et la formation d'une structure politique efficace⁸³. Dans cette recherche, nous considérons que le développement de la presse est en lien direct avec le développement politique ; il est donc nécessaire d'aborder la structure et les caractéristiques du pouvoir politique afin d'étudier les différents raisons sociales du développement de la presse ou de son absence. Ceci dans la mesure où le pouvoir politique est un élément déterminant dans le développement de la presse.

Nous avons montré que d'un côté, le développement politique est défini comme la possibilité et l'augmentation de la participation et du pluralisme politiques. D'un autre côté, le développement de la presse est le résultat de cette évolution et aboutit à la mise en œuvre de la participation et du pluralisme dans le domaine de la production et de la consommation des produits intellectuels et journalistiques. La question que nous posons est la suivante : pourrait-on prétendre que le développement relatif de la presse en Iran, qui n'a eu lieu qu'en quatre courtes périodes depuis 100 ans, est dû à un développement de la politique ? Serait-ce grâce au changement de la structure du pouvoir qu'un tel développement est survenu ?

Pour répondre à cette question, nous nous servons du modèle d'Erik Olin Wright⁸⁴ présenté par H.Khaniki. Nous considérons que l'absence de développement politique et celle du développement de la presse en Iran sont en lien direct avec quatre éléments principaux : la concentration du pouvoir, l'affaiblissement de la société civile, la culture politique non-participative des élites et des citoyens et enfin, le manque de structures juridiques compétentes.

⁸² - Idem p.20

Voir ; Richard Pride, *Origins of Democracy :A Cross-National Study of Mobilization, party Systems and Democratic Stability* , Sage Professional Papers ,no 01-012 1970

⁸³ - Voir Barrington Moore, *Richéhayé Edjtemaïé Dictatori va Toséé*,(Social Origins of Dictatorship and Democracy Lord and Peasant in the Making of the Modern World) Traduit par Bachiriyé H. Ed Markaz' nachreh Danechgah 2006

⁸⁴ Erik Olin Wright, sociologue américain dont les travaux traitent principalement de l'étude des classes sociales avec pour objectif de moderniser le concept marxiste de classe.

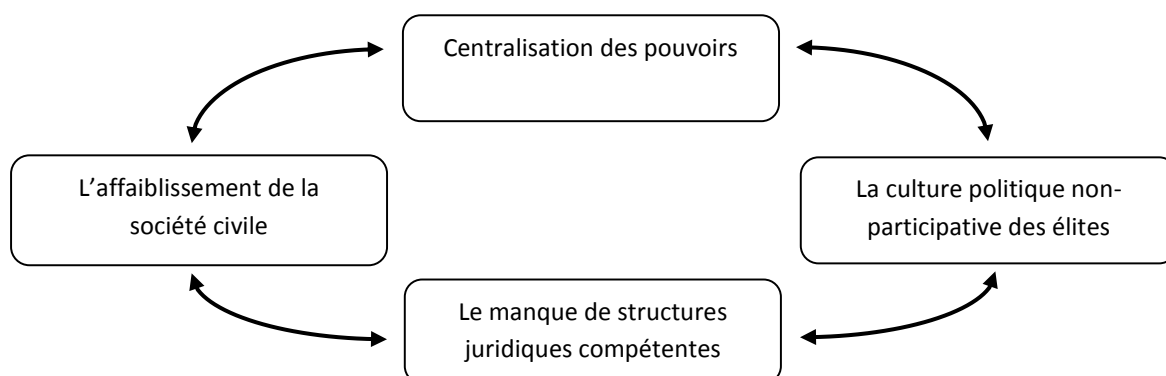


Fig. 3

Nous étudions ces quatre éléments selon les quatre hypothèses suivantes

Première hypothèse : Le pouvoir politique est depuis toujours un pouvoir despotique et dictatorial, il nie la participation et le pluralisme et possède l'exclusivité de la ratification des lois et des règles.

Le sens du pouvoir est plus vaste que la notion de l'Etat. Il englobe certaines actions et comportements politiques qui se déroulent non seulement dans le cadre de l'Etat (dans le nouveau sens) mais aussi dans d'autres domaines du régime politique et social. Il semblerait qu'il existe une relation directe entre la manière dont le pouvoir est partagé et le développement de la presse : lorsque le pouvoir politique est partagé ou réparti, la structure de la presse est plus développée, et au contraire, quand il est centralisé et despotique, la presse est moins développée.

Selon cette hypothèse, nous pouvons distinguer différentes périodes dans l'histoire contemporaine de l'Iran d'après la révolution constitutionnelle. Ainsi, nous étudions l'influence du pouvoir sur la presse qui fait partie du nouvel ordre social et dont le destin dépend du rapport de force. Toujours selon cette hypothèse, entre les deux grands changements socioculturels, à savoir la révolution constitutionnelle et la révolution islamique, nous pouvons distinguer quatre périodes différentes en renonçant à certaines différences ou changements de courte durée.

La première période commence par la révolution constitutionnelle jusqu'au coup d'état de Réza Shâh en 1920. C'est la période de la répartition du pouvoir politique.

La deuxième période débute avec ce coup d'état et s'achève par la chute de Réza Shâh en septembre 1941. Il s'agit de la période de centralisation du pouvoir et du despotisme politique.

La troisième période se déroule entre la chute de Réza Shâh et le coup d'état contre le gouvernement nationaliste de Mossaddegh en août 1953. C'est la période de la répartition et de la distribution du pouvoir politique.

La quatrième période enfin, initiée par ce coup d'état et se terminant par la Révolution islamique et la chute du Shâh après le septembre 1978 : une fois encore, une période de centralisation et de despotisme du pouvoir politique.

Nous pouvons généraliser les résultats de cette distinction à d'autres périodes semblables car ces résultats se fondent sur la structure politique et étatique plus que sur d'autres facteurs. Autrement dit, avec cette hypothèse nous avançons que, lors de l'absence d'un pouvoir social équivalent à celui de l'Etat, les structures qui forment les institutions sociales (dont la presse) ne peuvent pas s'établir. Par conséquent, l'Etat peut créer une presse à sa volonté ou interdire celle qui le dérange. Les études historiques montrent que la presse est plus évoluée lorsque le pouvoir despotique est affaibli. Ainsi, lorsque le pouvoir politique ne veut pas ou ne peut pas agir en tant que pouvoir despotique et concentré, la presse se développe quantitativement et qualitativement ; au contraire, lorsque le despotisme progresse, le développement quantitatif et qualitatif de la presse s'arrête. Il est évident que pour chacune de ces différentes périodes, nous sommes amenées à nous intéresser aux différents niveaux de la dispersion et de la centralisation du pouvoir, et le niveau du développement ou son absence est en relation avec ces niveaux. Dans la première période étudiée dans cette recherche (1979-1981), les différents partis et groupes politiques interdits à l'époque de Shâh ont l'occasion de s'exprimer via leur presse. Ceci parce que la République islamique ne s'est pas encore bien installée. Pendant cette période, nous constatons l'émergence d'un nombre important d'organes de presse et de journaux de partis, mais avec une durée de vie courte. Pendant la deuxième période (1997et1998), la rupture entre le guide suprême et l'État aide au développement qualitatif de la presse.

Deuxième hypothèse : Le développement de la presse dépend de l'instauration de la société civile dans la mesure où, pendant les périodes de véritable vie politique de la société civile, la structure de la presse est plus développée. Au contraire, en l'absence ou l'affaiblissement de la société civile, la structure de la presse est moins développée. En

conséquence, plus la société civile est forte, plus la presse est développée, et plus elle est affaiblie, moins la presse est développée. Une relation est ainsi révélée entre les variables société civile et pouvoir. Pendant la première période (1906-1920) où le pouvoir est réparti, nous constatons plusieurs formes de la société civile traditionnelle, comme les réseaux d'érudits religieux, les corporations (Assnâf), les associations religieuses, littéraires et artistiques, le couvent des derviches (Khânéghâh) et le gymnase des sports traditionnels (Zourkhâneh). À côté de nouvelles formes de la société civile comme les associations nationales clandestines et plus tard les partis politiques, les formes traditionnelles de la société civile contribuent à la distribution du pouvoir, mais aussi à l'empêcher de se concentrer. Ces institutions ont des activités journalistiques à cause de l'absence de structures indépendantes de presse. Avec l'instauration de l'état centralisé et despotique dans la deuxième période (1921-1941), ces institutions traditionnelles sont réprimées ou dépréciées. Les nouvelles institutions ne peuvent pas se créer d'une manière indépendante. Par conséquent, la chute de la société civile entraîne une paralysie du développement de la presse. Cette variable influence surtout le rôle critique de la presse ; en d'autres termes, lorsque la société civile est forte, la presse possède un pouvoir de surveillance et de critique, alors qu'avec l'affaiblissement de la société civile, elle perd ces qualités ou n'en conserve que l'apparence.

Pendant la première période étudiée (1979-1981), nous constatons la formation de la société civile sous forme de partis et de groupes politiques, de syndicats ouvriers, etc., et ceci d'une manière autonome et sans l'intervention de l'Etat. Pendant la deuxième période (1997 et 1998), où le pouvoir est relativement partagé, la société fait une place au pluralisme des idées sous forme de groupes et de partis politiques, de groupes d'étudiants et de corporations, etc. Mais tous sont obligés de demander une autorisation de l'Etat. Si la société civile est normalement représentée par les groupes sociaux qui se forment en fonction des différents intérêts idéologiques, politiques ou autres sans intervention de l'Etat, en Iran les groupes sociaux n'ont pas le droit d'exercer leurs activités sans la présence d'un représentant de l'Etat.

Troisième hypothèse : Compte tenu des deux hypothèses précédentes concernant les facteurs influençant le développement de la presse en Iran, il semblerait que la culture politique des élites joue également un rôle important sur le processus du développement de la presse. Ainsi, dans une culture politique hostile à la participation et au pluralisme, la presse est moins développée ; au contraire, lorsqu'elle favorise ou autorise au moins la

participation et la pluralité d'idées politiques, la presse est plus développée. Étant donné qu'en Iran la presse est lue plutôt par les élites politiques et par la population urbaine diplômée, cette hypothèse cherche à étudier les facteurs renforçant ou affaiblissant les deux variables du pouvoir et de la société civile. Ces facteurs sont importants dans la mesure où pendant certaines périodes historiques, le développement relatif de la presse, ou plus exactement, le ralentissement du processus de son non-développement, est le résultat des conflits et des contradictions dus aux évolutions politiques, sociales et culturelles de l'époque. Certains facteurs nécessaires au développement de la presse comme la liberté et la critique peuvent donc régresser à cause de l'affaiblissement des structures de la société. Par ailleurs, les conditions particulières politiques, sociales et économiques de l'Iran font que la plupart des organes de presse s'appuient directement ou indirectement sur les personnes dont dépend leur vie ou leur mort. La culture politique et son efficacité peuvent renforcer ou affaiblir ces facteurs. Il est évident que plus un pouvoir despotique est concentré, plus l'indifférence, la méfiance et l'opportunisme prennent de l'ampleur tandis que la participation à la vie politique et la divergence des idées politiques baissent. La baisse du niveau de cette culture renforce à son tour le pouvoir centralisé et affaiblit la société civile. À l'inverse, lorsque le pouvoir politique est décentralisé, la participation à la politique est vivante et dynamique et prépare ainsi l'affermissement de la présence de la société civile et l'équilibre des pouvoirs.

L'étude de l'histoire contemporaine de l'Iran montre qu'à cause d'une culture politique hostile au pluralisme et à la participation, l'absolutisme réussit à supprimer les opposants ou à les rallier en les compromettant. Pendant de courtes périodes, ces élites ont eu l'occasion de s'exprimer et donc de contribuer à augmenter le niveau de la culture politique des citoyens (dont les raisons sont abordées au troisième chapitre de la deuxième partie). Mais à cause de l'absence de culture de la tolérance et du pluralisme des opinions, elles n'ont pas réussi.

Quatrième hypothèse : Il semblerait que l'absence ou l'affaiblissement des institutions judiciaires intensifie l'absence du développement de la presse. Pendant la période de centralisation du pouvoir politique, le non-respect des lois et l'impuissance ou l'incapacité des institutions judiciaires et professionnelles fragilisent la structure déjà fragile de la presse. Le développement et la longévité de la culture despotique en Iran et leur lourde conséquence sur la production d'œuvres d'écrivains et artistes, sont à l'origine de la primauté de la culture orale sur celle de l'écrit. En réalité, l'attrait pour la métaphore

et l'allusion dans la langue parlée comme écrite, ou encore le fait que "le silence" est si important dans la perspective sociale de l'Iran, pourraient venir de la volonté de fuir de périlleuses positions politiques. Dans ces conditions, la presse ne peut pas être le miroir des opinions et des événements de la société. On s'éloigne donc des caractéristiques du développement. Même si cette faiblesse structurelle perdure aux différentes époques de l'histoire, on constate une grande différence entre la période de centralisation du pouvoir politique et la période où le pouvoir est décentralisé. Ceci s'ajoute à d'autres faiblesses de la structure sociale non développée de l'Iran, paralysant ainsi le développement de la presse.

À titre d'exemple, nous évoquons ici le différend survenu le 5 mars 1979 entre le premier président de la République islamique, Abolhassan Banisadr, et le président du parti République islamique. Ce jour-là, des éléments soutenus par le parti République islamique empêchent le président de tenir son discours à l'université de Téhéran, ce qui oblige celui-ci à porter plainte contre le parti. Ce dernier porte à son tour plainte contre le président pour se défendre d'accusations jugées infondées. Mais ces deux plaintes ne sont pas examinées, car il n'existe pas encore de structures judiciaires indépendantes et compétentes. Plusieurs mois plus tard, le 10 novembre 1980, Banisadr critique dans le journal Enghelabé-eslami le fait qu'il n'est toujours pas donné suite à sa plainte :

« [...] Le système judiciaire n'a pas été indépendant. Mohammad Béhéshti, le secrétaire général du parti République islamique, en tant que président du pouvoir judiciaire, était à la fois plaignant, témoin, juge et exécuteur du verdict. Autrement dit, le système judiciaire a agi comme un levier exécutif pour le parti République islamique. »

En protestant à l'intention de Mohammad Béhéshti contre l'arrestation de ses sympathisants au cours de son discours, il continue :

« Si le procureur rend le verdict, possède des forces armées et envoie ces forces arrêter les individus sans que personne ne puisse en connaître les raisons, alors les trois pouvoirs ne sont plus nécessaires dans ce pays. »⁸⁵

Dans le cadre de ces hypothèses, nous répondrons aux questions posées ci-dessous dans les parties II et III :

⁸⁵ - Le journal, Enghelâbé Eslâmi, (La Révolution islamique) 10 novembre 1980

1 - En quoi consiste la structure politique du pouvoir pendant les périodes étudiées ?

2 - Quelles sont les caractéristiques de la société civile pendant les périodes 1979-1981 et 1997-1998 ?

3 - En quoi consiste la culture politique des élites et quelles sont ses orientations pendant ces deux périodes ?

4 - Quelles sont les institutions judiciaires et les mesures législatives prises afin de diminuer ou résoudre les conflits sociaux et politiques pendant ces périodes ?

5 - Quelles sont les caractéristiques de la presse sur les plans de la quantité, du tirage, du moment et du lieu de publication ?

6 - Comment se situe la presse du point de vue de la qualité, de la tendance politique et de l'attitude critique ?

Chapitre 2 - Histoire de l'imprimerie et la presse en Iran (1818-1979)

Dans ce chapitre, nous nous intéresserons aux rapports de la presse écrite et du journalisme iraniens avec les dirigeants du pays, surtout les monarques, depuis leur genèse jusqu'à la victoire de la Révolution islamique, c'est-à-dire durant 160 ans. La presse avait-elle la possibilité de s'exprimer de façon indépendante, ou bien la possibilité de s'exprimer était-elle limitée et dictée par la volonté des rois et des gouvernements ? Nous nous pencherons également sur les mouvements des idées tout au long de ces années. Il est généralement admis que l'histoire de la presse iranienne est divisée en cinq périodes correspondant chacune à une politique gouvernementale spécifique :

1- La création d'une presse d'Etat soutenue par la Cour impériale date de l'apparition du premier journal jusqu'au début du mouvement constitutionnel (18 -1901). Durant cette période, la presse entretient des liens étroits avec la Cour et est financée par l'Etat. La vente des journaux est imposée à la bourgeoisie comme aux autorités gouvernementales. Les articles témoignent d'une absence d'esprit critique et l'actualité n'est pas traitée. Soulignons également l'inexistence d'un réseau de distribution.

2- La période constitutionnelle (1901-1921) : la presse est influencée par les partisans de l'instauration d'un régime constitutionnel. Ses articles reflètent la prise de conscience qu'il existe un autre système politique (loi, liberté, justice) et que le peuple prend un poids accru dans la vie sociale et politique.

3- Réza Shâh (1921-1941) : pendant son règne, la presse est soumise à la censure. La concentration des pouvoirs, la restriction des libertés, la répression de la société civile marquent sa politique.

4- La période après la Deuxième Guerre mondiale avec les douze premières années du règne de Mohammad Réza Shâh (1941-1953) : tirant profit du désordre causé par la fin du règne absolu de Réza Shâh et par l'arrivée au pouvoir de son jeune fils, inexpérimenté, la politique et la presse connaissent une relative liberté qui se traduit par une décentralisation des pouvoirs favorisant l'évolution de la société civile, de la presse, ainsi que l'émergence de différents courants politiques. En 1953, le coup d'Etat contre Mossadegh met fin à cette période d'ouverture et donne naissance à une nouvelle vague de répression.

5- Période post Mossadegh allant jusqu'à la destitution de Mohammad Réza Shâh (1953-1979) : cette époque est caractérisée par la consolidation des pouvoirs, le retour officieux à un régime monarchique absolu, l'absence de pluralisme politique et de la liberté de la presse. Le pouvoir autoritaire contrôle les institutions civiles.

2-1 Premières périodes : Création d'une presse d'Etat

L'apparition de la presse en Iran remonte au 18^{ème} siècle, époque à laquelle ce pays découvre le développement et le progrès du monde occidental. En 1789 précisément, date à laquelle le prince Abbâs Mirzâ⁸⁶ - protecteur des sciences et des lettres et grand amateur d'histoire et de récits de voyage - est nommé gouverneur de l'Azerbaïdjan⁸⁷ par Fath Ali Shâh⁸⁸. Pendant son règne, deux guerres - considérées comme guerres saintes par le haut clergé - opposent l'Iran à la Russie⁸⁹.

Décidé à regagner les provinces Caucasiennes de l'Iran prises par les Russes, Abbâs Mirzâ réalise qu'avec les moyens, les méthodes de son temps et les tactiques de défense traditionnelles il ne peut guère avoir l'espoir de gagner la guerre. Il refonde l'armée en faisant venir des instructeurs militaires français et britanniques. Il rassemble autour de lui un grand nombre de savants, d'hommes de lettres, de traducteurs et d'industriels ; les travaux entrepris sont gagnés par l'effervescence. Dans un premier temps, des experts sont envoyés en Europe pour apprendre les arts et techniques nécessaires et observent l'importance des progrès technologiques réalisés là-bas. Des groupes de spécialistes et d'étudiants rejoignent alors le projet d'introduire de nouvelles techniques en Iran, par exemple l'imprimerie, l'un des grands pôles d'intérêt. Avec les encouragements d'Abbâs Mirzâ, des entrepreneurs importent à Tabriz⁹⁰ des imprimeries typographiques pour la

⁸⁶ - Le dauphin 1789-1833. Fils de Fath Ali Shâh, considéré comme un véritable pionnier réformateur de l'Iran moderne. (Les descendants des rois Qâdjâr portaient la mention Mirzâ apposée à leur prénom.)

⁸⁷ - Province d'Azerbaïdjan située au Nord-Ouest de l'Iran.

⁸⁸ - 2^{ème} roi de la dynastie Qâdjâr entre: 1797-1834. Shâh (roi en Persan)

⁸⁹ - Les deux guerres avec la Russie durent plus de dix ans. La première de 1807 à 1813. Malgré l'héroïsme de l'armée iranienne, l'armée russe, plus moderne et en nombre supérieur, lui inflige une première défaite. L'Iran conclut la paix avec les Russes par le traité de Golstan en abandonnant ses prétentions et en reconnaissant l'annexion de la Géorgie à la Russie (1813). La deuxième de 1823 à 1828. Une deuxième défaite oblige l'Iran à signer le traité de Turkamanchâï (1828) par lequel l'Iran abandonne l'Arménie et l'Azerbaïdjan d'aujourd'hui. Ces deux traités (Golestan et Turkamanchâï) sont considérés comme l'un des événements les plus sombres de l'histoire de l'Iran.

⁹⁰ - Tabriz est la capitale de la province de l'Azerbaïdjan oriental, au nord-ouest de l'Iran (Azerbaïdjan iranien). Elle se trouve sur le cours de la rivière Talkheh (aussi appelée Aji-Châï), près du lac d'Ourmia, à proximité des frontières de la République d'Azerbaïdjan et de l'Arménie. La ville devient résidence princière (de l'Héritier du Trône) sous la dynastie Qâdjâr.

reproduction de textes à l'aide de caractères mobiles en plomb en relief, et lithographiques pour la reproduction par impression de dessins ou de textes tracés sur une pierre calcaire. A la fin de l'année 1818, Mirzâ Sâleh Shirâzi - l'un des cinq membres du second groupe d'étudiants envoyés en Europe à l'époque de Fath Ali Shâh - profite de son séjour d'étude du français et de l'anglais pour acquérir des connaissances dans le domaine de la fabrication des caractères et de leur casse, de la gravure et de la préparation de l'encre. Dès qu'il apprend qu'il doit quitter Londres pour rentrer en Iran, il décide de mettre ses nouvelles compétences au service de l'Etat. Il pense depuis longtemps déjà à une presse d'imprimerie et à des équipements pour graver des caractères sur du cuivre ; dans ce but, il se met d'accord avec un imprimeur - qui avait imprimé la Bible en persan, hindou, arabe, syriaque et d'autres langues - pour apprendre à manier cette technique dans son imprimerie à raison de deux heures de travail par jour. A la fin de son apprentissage, le jeune homme achète avec l'aide de son maître les équipements nécessaires à une petite imprimerie et rentre en Iran. Il installe ses machines probablement à Tabriz. Lors de voyages ultérieurs à Londres et à Saint-Pétersbourg, il rapporte d'autres équipements. La presse d'imprimerie rapportée d'Angleterre et installée à Tabriz par Mirzâ Sâleh est la première à imprimer des livres en persan, comme par exemple l'histoire d'amour de Leili et Madjnoun et les poèmes de Saadi. L'idée de Mirzâ Sâleh est de publier un journal dans lequel seraient communiquées diverses informations relatives à l'actualité afin d'établir un rapprochement entre le peuple et le Shâh. Mohammad Shâh finit par accepter ce projet. Ses débuts, marqués par une absence de dialogue, ou plutôt par un monologue de la part du Shâh, sont cependant encourageants pour l'établissement d'une communication entre le régime et le peuple via un journal. Soixante-dix ans plus tard, lors du mouvement constitutionnel, le peuple a su se servir de ce moyen de communication afin de se faire entendre.

L'APPARITION DU PREMIER JOURNAL EN PERSAN – KÂGHAZEH AKHBÂR

Dix-huit ans après son retour de Grande-Bretagne, Mirzâ Sâleh fonde sa maison d'édition et son journal. Avant de publier celui-ci, il sort un numéro spécial le lundi 1er mai 1837, dans lequel il évoque longuement la nécessité d'éduquer la population par l'information. Suit l'éloge du roi, Mohammad Shâh⁹¹, pour la façon dont il traite ses sujets, en particulier ceux qui s'efforcent de faire progresser le pays et de le rendre indépendant de l'étranger en créant des usines et des manufactures. On peut lire dans ce numéro spécial :

⁹¹ - Troisième roi de la dynastie Qâdjâr de 1834 à 1848 – fils du prince Abbas Mirzâ

« Ce numéro est publié à l'intention des résidents des pays bien protégés de l'Iran. Il ne pourrait leur rester caché que la volonté impériale a décidé qu'il fallait les éduquer. Et comme la plus grande part dans l'éducation revient à la connaissance de tout ce qui se passe dans le monde, un "papier des nouvelles" va donc être publié par ordre impérial, qui comprendra les nouvelles de l'Orient et de l'Occident et sera expédié de part et d'autre du pays.. » (Traduction , extrait de la revue Téhéran).⁹²

Ce numéro spécial comporte deux pages et nous ignorons si d'autres numéros sortiront par la suite de l'imprimerie sous cette forme. Trois mois plus tard, le lundi 1er mai 1837, paraît le journal de Mirzâ Sâleh (Kâghazeh Akhbar)⁹³ : c'est la première publication imprimée en persan sur le sol iranien. En ce qui concerne sa forme et son contenu, il s'agit d'un journal d'Etat mensuel à la dimension "d'une grande feuille". Selon Mirzâ Sâleh, la qualité de l'impression par lithographie n'est pas excellente. Le verso de la feuille est laissé blanc, au recto figure l'inscription :

"Imprimé dans la capitale Téhéran" ainsi que des nouvelles de la ville de Téhéran, de villages de l'Anatolie et de l'Arménie. Selon l'ouvrage Histoire des journaux et des revues en Iran, l'ensemble compte au total 217 lignes, titres des articles compris." ⁹⁴ Ali Moshiri a examiné deux exemplaires de ce journal. Il les décrit ainsi dans un article publié dans la revue Sokhane :

« Ce journal, de dimensions 40 x 24 cm, sortait en deux pages, les titres étaient imprimés avec des caractères typographiques et les articles avec des caractères lithographiques; le journal était dépourvu de nom. La première page était consacrée aux nouvelles des pays orientaux et la seconde à celles des pays occidentaux. En haut de la page figure l'emblème du lion et du soleil [celui de l'Iran jusqu'à la Révolution islamique] de dimensions 5 x 2 cm et d'épaisseur 5 cm. Plus bas, à gauche, est écrit en caractères typographiques "imprimé dans la capitale". Du "papier des nouvelles" ⁹⁵ (La Gazette)," c'est à dire du premier journal publié en Iran, il ne reste que trois numéros. » ⁹⁶

⁹²- Ahrar Ahmad , Do gharn Farâz va Nashibé Matbouât va Siassat dar Iran ,(Two Centuries of Highs &Lows in Iran's Media& Politics) Ed. Ketab Corp. Los Angeles U.S.A 2009 ,p.3

«

⁹³ - Le nom de journal (le papier des nouvelles en français) est inspiré, de la traduction du mot News paper en anglais-Gazette en français et Gazetta en italien.

⁹⁴ - Sadr Hâchemi Mohammad, Târikh Jarayed va Madjalaté Iran, (Histoire des journaux et des revues en Iran), Ed. Kamâl-Ispahan 1984, volume 2 p. 304.

⁹⁵ - Traduction littérale du mot anglais "news paper". Tout au long du règne de Fath Ali Shâh ainsi qu'au début de celui de Nâsséréddin Shâh, l'expression ("papier de nouvelles") "gazette" était en usage mais elle fut peu à

Le Shâh et la Cour utilisent toujours la presse pour justifier la légitimité du régime, présenter positivement leurs actions, cacher leurs faiblesses et le marasme économique du pays. Or, l'actualité du pays est dominée à ce moment-là par le mouvement indépendantiste de Hérat (l'Afghanistan d'aujourd'hui) qui milite pour (son détachement de l'Iran) faire sécession. La Grande-Bretagne soutient les séparatistes. Après échec sur échec, Hérat finit par obtenir gain de cause et se détache de l'Iran. Cet événement marquant caché par le Shâh à la population a pour conséquence d'interrompre le financement du journal de Mirzâ Sâleh. C'en est fini de la parution du journal.



Fig 4- Kaghazê Akhbar, dimensions : 40x24, bibliothèque du musée de Grande- Bretagne, Lander.

Le journal est publié pendant trois ans et son dernier numéro paraît en 1840.

peu remplacée par le mot rouznâmeh (le mot rouz signifiant le jour et nâmeh, le courrier ou la lettre en français). A l'époque de Nâsséréddine Shâh, le mot rouznâmeh fut désormais considéré dans son sens actuel et sa signification ancienne devint inusitée.

⁹⁶ - Nabi Ahmad Seyyed Gholam, 'Târikhé va Tahavol Rouznâmé négâri dar Iran' (Histoire et évolution du journalisme en Iran), l'Été 2003, no 18

C'est le premier échec de la presse iranienne. Il faut attendre onze ans et le début du règne de Nâsséréddin Shâh avec le ministère d'Amir Kabir pour observer la réapparition de journaux.

2-1-1 Nâsséréddine Shâh⁹⁷ et la réapparition des journaux

Il monte sur le trône avec l'aide d'Amir Kabir⁹⁸ qui deviendra son Premier ministre. Celui-ci met en place de nombreuses réformes en Iran. C'est lui qui fonde "Dar-al-Fonoun", la première université inspirée d'un modèle européen en Iran. Il soutient la fondation du premier journal hebdomadaire iranien, Vaghâyé-é-Ettéfâghiyeh, que l'on pourrait traduire par "L'Évènement" ou "Le journal des Évènements". On peut le considérer comme le premier vrai journal de l'histoire de la presse iranienne.

Le premier numéro de Vaghâyé-é-Ettéfâghiyeh sort le 8 janvier 1851 et son tirage atteint mille exemplaires par semaine ; il compte entre quatre et douze pages. En haut de la première page figure l'emblème du lion et soleil, l'emblème de l'Iran jusqu'à la Révolution islamique. Dans sa partie consacrée aux nouvelles intérieures, il rapporte des nouvelles de la capitale, de la Cour, les voyages du roi, les congédiements et les nominations de dignitaires, les remises de décorations et de distinctions.⁹⁹ Parmi les articles qui paraissent dans ce journal, on peut citer les rapports de nouvelles et d'événements dans les provinces, les annonces de la mise en vente de nouveaux livres. Il publie également de nombreux articles concernant l'enfance et la jeunesse, par exemple des informations régulières sur la grande école Dar-al-Fonoun, sur la vie des enfants en Europe, la liste des livres publiés pour les enfants, des rapports sur les maladies enfantines en Iran et sur les vaccinations, sur la délinquance et la criminalité chez les enfants. Dans la partie consacrée aux nouvelles de l'extérieur, on trouve des articles sur des événements politiques et économiques en Europe,

⁹⁷- Quatrième monarque de la dynastie Qâdjâr. Né le 16 juillet 1831 à Tabriz. Shâh d'Iran du 13 septembre 1848 jusqu'à sa mort le 1er mai 1896. Il est assassiné à Téhéran alors qu'il est venu prier au mausolée d'un saint au sud de Téhéran. Les premières tentatives iraniennes de modernisation du pays commencent sous son règne grâce à son Premier Ministre Amir Kabir. Il est le premier monarque perse à visiter l'Europe. Au cours de ses voyages, il est impressionné par la technologie qu'il découvre là-bas. Nâsséréddin Shâh introduit des innovations occidentales en Iran, dont un système de poste moderne, le transport ferroviaire, un système bancaire et la publication de journaux.

⁹⁸- Mirza Taghi Khan Farahani surnommé Amir Kabir (le plus grand Commandant en persan). Né en 1807 et assassiné le 9 janvier 1852, il réforme le système fiscal, renforce le contrôle central de l'administration, encourage le commerce et l'industrie et réduit l'influence du clergé chiite et des puissances étrangères. Il est assassiné sur ordre du Shâh, influencé par les complots de certains membres de la Cour qui craignaient pour leurs privilèges : on lui coupe les veines du poignet.

⁹⁹- Les rois de la dynastie Ghâdjâr décernaient des titres de distinction aux grands hommes d'Etat qui servaient le pays dans le domaine politique, scientifique, etc...Ces titres se terminaient par les mots Doleh (l'état) ou Molk (le pays), Mamâlek (les pays) ou encore Saltaneh (la royauté).

extraits des journaux européens traduits en persan. Le journal utilise une écriture simple et facile à comprendre, ce qui est rare à l'époque.

« Le premier encart publicitaire paru dans le journal Vaghâyé Ettéfâghiyé concernait les marchandises importées de l'étranger telles que le parapluie, la boîte musicale, le papier de couleur et les bracelets en or. Ces publicités ne comportaient aucune image. »¹⁰⁰

Les publicités portent essentiellement sur les marchandises fabriquées en France parce que les lecteurs de journaux sont lettrés et aisés.

LES PROBLEMES

Pendant ses dix années de publication, ce journal n'a pas grand succès. Les principaux facteurs à l'origine de la faiblesse de son lectorat et de son tirage sont :

- L'analphabétisme : à cette époque, l'Iran compte environ 9 millions d'habitants. La population est composée pour moitié d'une société rurale, analphabète et complètement indifférente aux événements, et pour une autre moitié, d'une société tribale et rurale qui n'a pas un grand nombre de lettrés et d'individus instruits.,

- Le type de langage : plus d'un tiers des pages du journal parlent du roi et ses activités avec un vocabulaire ampoulé et un langage excessivement flatteur, conduisant à des affirmations, aberrantes, telles que les conditions météorologiques favorables à Téhéran, ou que la prospérité du pays résultent de l'existence du roi.

- Le prix : chaque numéro coûte cinquante Dinars (3 kilos de viande en coûtent 100). Pour pouvoir écouler son journal dès son premier numéro, le chancelier Amir Kabir rend obligatoire son achat par les administrés aux revenus élevés. Les préfets expédient le journal aux hommes d'affaires et aux négociants ayant la capacité financière de le payer. Ainsi, les lecteurs du journal deviennent des interlocuteurs sélectifs. Des hommes d'affaires vont attribuer un nom satirique au journal, un jeu de mots en persan : "rouznâmé" et "zournâmé", qui signifie littéralement; "la feuille de force". Un seul kiosque à Téhéran vendait le journal au détail. Le journal tirait à 1.000 exemplaires.¹⁰¹

¹⁰⁰ Iran dans Les quatre galaxies de communication p 923

¹⁰¹ -Mohseniân Râd. 'Iran in Four Communication Galaxies' (Iran dar Tchahar Kahkachané Ertébâti) Ed Soroush -Téhéran 2011 vol. II p. 910.

FIN DE VAGHÂYÉ-É -ETTEFÂGHIYEH- APPARITION D'AUTRES JOURNAUX.

A partir de sa 471^{ème} édition, le journal change de nom et s'appelle désormais Rouznameh Dolateh Elliyeh Iran (Le Journal de l'éminent Etat d'Iran). Cette modification fait suite à l'amélioration de la qualité du journal avec l'ajout d'images pour attirer plus de lecteurs. Il est décidé que chaque numéro doit comporter des dessins montrant le Shâh et des personnalités importantes. Un peintre, formé en France, dessine donc des images qui montrent également des scènes de chasse du Shâh et des châteaux. Le journal s'enrichit de publicités sur les livres écrits en français comme la vie de Napoléon, et aussi sur les livres médicaux traduits en persan. Sa publication s'arrête au 519^{ème} numéro. Après la destitution d'Amir Kabir, son fondateur, les réformes stagnent, mais trois ans plus tard un autre Premier ministre réformateur prend le relais. En 1872, le roi nomme Mirzâ Hosseïn Khân Sêpah Sâlâr¹⁰² à la fonction de Premier ministre. Celui-ci essaie de faire progresser le pays et soutient la publication des journaux. Deux ans après sa nomination, il est congédié de son poste par le Shâh, influencé par des membres de son entourage qui trouvent la plupart des projets réformateurs de Sêpah Sâlâr contraires à l'intérêt du pays et plutôt favorables aux intérêts britanniques. Mais le Shâh le garde à ses côtés en lui donnant le portefeuille des Affaires étrangères. Parmi les journaux publiés sous son gouvernement et financés par l'Etat sous la responsabilité des personnes désignés par ce dernier, citons :

- **Iran**, publié 3 fois par semaine. Ce journal publie également des actualités insolites du monde. Dans un de ses numéros, il annonce que l'on envisage de construire un chemin de fer dans le ciel de Paris. La troisième année de la parution du journal coïncide avec la visite du Shâh en France. Le carnet de voyage est décrit dans ce journal. La première nécrologie y paraît aussi.

- **Charaf** publie des photos de la France qui étonnent les Iraniens, ils ont l'impression d'être à la traîne du monde industrialisé. Un numéro du journal est consacré à l'Exposition de 1900, à la tour Eiffel et aux bénéfices que la France va en tirer. La première photo d'une femme non voilée parue dans ce journal est celle de la Reine des Pays-Bas.¹⁰³

¹⁰² - Mirzâ Hosseïn Khân Ghazvini surnommé par le Shâh Moshir-o-Doleh (le conseiller d'état), puis Sêpah Sâlâr (le grand chef d'armée) fut l'homme politique réformateur iranien sous le règne de Nasséréddine Shâh. Il occupa pendant une vingtaine d'années différentes fonctions diplomatiques en Inde, en Russie et dans l'Empire ottoman et devint l'ambassadeur d'Iran à Istanbul. Pendant ses douze années de séjour à Istanbul, il est témoin des efforts des intellectuels ottomans pour établir un régime constitutionnel dans leur pays. En 1862, il est nommé ministre de la Justice par le Shâh, puis Chef d'état-major de l'armée.

¹⁰³ - Op.cit. vol.II p. 1021

A cette époque, les journaux apportent non seulement des nouvelles et des informations, mais ils publient également des articles dans lesquels on rencontre parfois les mots loi, égalité, liberté et libéralisme que l'on n'utilisait pas auparavant. Une touriste italienne, Carla Serena, fait partie des rares femmes étrangères à avoir visité l'Iran du temps des Qâjâr. Dans son carnet de voyage paru en 1883 à Paris, elle écrit :

« Le journal et le journalisme sont partout des voix qui reflètent l'opinion publique, luttent contre les gouvernements et renversent les empereurs. Mais en Iran, le journal ne joue aucun rôle et sa place et plus bas que le bas, il n'est même pas autorisé à s'exprimer sur la politique étrangère de façon à ne pas gêner les ambassadeurs en poste en Iran. De plus, il n'est pas autorisé à parler des affaires intérieures, car il est possible que les dirigeants du pays se sentent vexés. Le journal ne peut pas annoncer des nouvelles reçues par télégrammes, car informer le peuple de certaines informations est nuisible au gouvernement. Il ne peut que couvrir les visites du chah, les histoires de sa chasse et surtout la naissance du lion du roi. »¹⁰⁴

LE JOURNAL BILINGUE EN PERSAN-FRANÇAIS VATANNE. (LA PATRIE)

Au fur et à mesure que les relations entre l'Iran et l'Occident (France et Grande-Bretagne) s'améliorent, le Shâh visite de plus en plus de pays européens et davantage d'Européens voyagent en Iran et décrivent les us et coutumes des Iraniens, le harem du Shâh, etc.. Nasseréddine Shâh se rend compte que ces carnets de voyage critiquent sa gouvernance. Afin de contrer cette vague négative, il décide de faire publier un journal bilingue en persan et en français. Dans ce but, lors d'un voyage en France, il achète un équipement d'imprimerie pour la publication d'un journal en français. Il confie la publication d'un journal bilingue persan –français à son ministre des Affaires étrangères, Mochiroddoleh et son édition en français au baron de Normand (belge). Le 5 février 1876, le premier numéro de Vatanne (La Patrie) voit le jour. Dans son éditorial, il parle du progrès, de la liberté de la justice et de l'égalité. Cet éditorial contredit tellement les exigences et les opinions du Shâh que ce dernier donne immédiatement l'ordre d'interdire la publication du journal et de saisir tous ses exemplaires. Vatanne a donc la vie la plus courte dans l'histoire de la presse iranienne. Voici l'extrait de cet éditorial en persan que nous avons traduit en français :

¹⁰⁴ - Op.cit. p.912

« ...Jusqu'à ce jour, l'Iran ne possédait pas de journal correct, capable de le présenter comme il le faut aux pays étrangers, et aussi de défendre ses intérêts d'une façon appropriée. Les journaux iraniens sont écrits uniquement en persan, c'est la raison pour laquelle ils ne sont pas diffusés très largement et sont peu connus en dehors de l'Iran. Nous souhaiterions résoudre ce problème essentiel, ce qui nous permettrait ensuite d'informer nos collègues européens des affaires politiques ou publiques importantes se rapportant à l'Iran. Quelle est la raison du choix de cette appellation Vatanne(La Patrie) ? Parce que le patriotisme est une des plus grandes vertus de l'homme. Pour être fidèles au choix de ce nom, nous serons toujours, quelle que soit notre situation, les défenseurs des droits du peuple et de la patrie... »¹⁰⁵

« ...Pour ce qui concerne les affaires internes, nous en parlerons avec une totale liberté d'expression. En aucun cas, nous ne protégerons qui que ce soit, nous n'avons signé aucun pacte avec qui que ce soit, nous n'avons aucune obligation. Nous sommes pour le progrès et nous le soutiendrons. Nous ne mettrons jamais les pieds sur la voie de la flatterie de l'ignominie et nous n'adulerons pas le pouvoir... »

« ...Notre programme et notre slogan sont la lutte contre l'oppression et les oppresseurs de toutes sortes, le respect de la religion et de la monarchie, le progrès et la justice... »¹⁰⁶

A ce propos, Carla Serena écrit :

"Bien que le journal Vatanne s'arrête après la parution de son premier numéro et que tous ses exemplaires aient été détruits, le phénomène 'Journal en exil' émerge vite. Les journaux en exil envahissent le pays. Ces journaux étaient imprimés à l'étranger mais distribués à l'intérieur." ¹⁰⁷

Sous le règne de Nâsséreddine Shâh, le pouvoir a pour objectif d'augmenter, même artificiellement, le nombre de journaux vendus, mais sans chercher à rentabiliser les coûts d'impression et de personnel, puisqu'ils sont nettement supérieurs à la recette dérisoire obtenue par la vente extrêmement limitée de ces journaux. Le régime poursuit en fait une logique à double effet : en premier lieu, il s'agit d'une démarche hégémonique et de prestige pour améliorer son image auprès du monde extérieur et plus particulièrement auprès des dirigeants des pays voisins. D'ailleurs, un journal en langue française, "l'Echo de la Perse", va être créé et consacré entièrement à faire l'éloge du régime iranien et à répondre aux critiques de la presse internationale. En second lieu, pour accroître le nombre

¹⁰⁵ - Âdamiyat Fereydoun. , Andichéyé Taraghi va Hokoumaté Ghanoun, (Pensée, progrès et gouvernement légitime), Ed. Kharazmi, Téhéran 1972, p.391

¹⁰⁶ - Op. cit. p. 401

¹⁰⁷ - Mohseniân Râd M. op.cit. p.914

de ses lecteurs et donc de journaux, le pouvoir va entreprendre de vulgariser la presse, évidemment dans un cadre défini par le régime lui-même.

« [...] Mais l'échec des journaux gouvernementaux avait d'autres origines: le refus de certains leaders religieux et de leurs disciples qui considéraient le journal comme un produit occidental et laïc et deuxièmement l'insuffisance du contenu des journaux ; en effet ces journaux souffraient terriblement d'un vide d'information. Les articles rédigés dans un langage difficile, métaphorique, euphorique et lourdement influencé par la littérature arabe, les informations secondaires ne couvrant que les cérémonies protocolaires, les chasses ; les visites et les pèlerinages royaux avec quelques articles historiques et scientifiques de qualité médiocre n'avaient guère d'intérêt pour le lecteur. »¹⁰⁸

LE MINISTÈRE DES PUBLICATIONS ET LES PREMIÈRES CENSURES.

Certains facteurs tels le développement de l'éducation, l'accès possible aux études, le développement de l'imprimerie, la traduction des publications étrangères, commencent à former une génération avertie et surtout protestataire. Une nouvelle vague de pensée commence à créer des soucis et de l'inquiétude au roi. Malgré ses tendances réformistes, Nasséreddine Shâh a un style de gouvernement plutôt dictatorial. En 1863, il décide de centraliser l'édition du journal officiel, des livres et diverses publications au sein d'un organisme Etatique appelé Edareh-yé-Matbouâté-Dolati (Administration d'Etat des Publications), qui deviendra ultérieurement le Ministère des Publications. La surveillance et le contrôle de l'activité des ateliers d'imprimerie font également partie des fonctions de ce ministère, et pour les mener à bien, il dispose de l'aide et de la coopération de la police. En 1879, le comte de Montfort (autrichien), en mission en Iran en qualité de directeur de la police, est chargé par le Shâh de rédiger pour la première fois un code pénal dans lequel des articles doivent s'appliquer aux publications et à la presse sur la demande du souverain. Les premières règles formelles de la censure de la presse en Iran sont établies en l'an 1884. Nasséreddine Shâh ordonne la formation d'un Service de la censure aux fins de superviser les livres publiés en persan, qu'ils proviennent de l'Iran ou de l'étranger. Peu après, ce Service sera rattaché au Ministère des Publications Vezarateh Entébâât chargé de contrôler tous les types de publications. Dans un tel climat, il n'y a pas de place pour une presse d'information et d'opinion libres. Une nouvelle ère sombre s'ouvre dans l'histoire de la presse iranienne. Des intellectuels refusent de céder à la pression et à la censure et quittent leur pays pour s'installer à l'étranger et y publier des journaux en persan. Ainsi se forme la presse iranienne en exil.

¹⁰⁸ - Âdamiyat F. op.cit. p.387

2-1-1-1 La presse iranienne en exil

Sous le régime despotique de Nasséréddine Shâh, une vingtaine de journaux libéraux sont publiés à l'étranger. Le Service de la censure du Ministère des Publications travaille activement au contrôle de l'ensemble des ouvrages et journaux en persan édités à l'étranger et importés par des canaux divers. Les créateurs des journaux iraniens de l'étranger sont généralement des exilés politiques et des émigrés de plein gré, à la recherche de matériels techniques, d'une terre d'accueil favorable à leurs activités médiatiques, mais aussi d'un mode et d'un niveau de vie meilleurs. Ces derniers se sont installés le plus souvent dans les grandes capitales européennes, Paris, Londres, Berlin, Genève, tandis que leurs confrères persécutés par la monarchie absolue sont sortis clandestinement de leur pays et se sont établis dans des pays plus proches : l'Empire Ottoman, l'Irak, l'Égypte, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Inde... Certains diplomates iraniens en poste ou sans portefeuille à l'étranger se rallieront à ces vagues d'expression indépendante. Les activités politiques et journalistiques des intellectuels iraniens en exil ont contribué considérablement à la construction psychologique et pratique du journalisme iranien. Elles ont formé aussi des bases importantes pour le lancement de mouvements de libération. L'expérience des quatre journaux suivants fondés à l'étranger peut nous servir de clés pour comprendre le dynamisme de cette presse : 1- 'Akhtar' à Istanbul ; 2- 'Orvat-ol-vothgha' à Paris ; 3- ' Ghânoun ' à Londres ; 4- 'Habl-ol- Matine ' à Calcutta.

1- Akhtar à Istanbul : Les péripéties du journal Akhtar sont révélatrices. C'est un journal politique, économique et d'information dont les articles sont écrits dans un style nouveau par rapport à la rédaction traditionnelle iranienne. Son contenu privilégie des sujets portant sur la liberté, le progrès, la société... Il critique le régime iranien pour son inertie, ses incompétences et ses injustices. Il dénonce les journaux officiels, complices de l'Etat et loin des aspirations populaires. Il critique aussi la politique colonialiste des pays européens en Iran. Son succès auprès des intellectuels et des forces progressistes est incontestable. Ses articles témoins et provocants se heurtent à la fois à la désapprobation du régime et au refus des religieux conservateurs si bien que le roi Nasséréddine Shâh va signer un décret spécial pour interdire l'entrée du journal en Iran. Quant aux religieux, ils vont boycotter le journal en l'accusant d'être le père d'une nouvelle religion, "l'akhtarisme". En 1885, un autre décret royal réaffirme l'interdiction du journal et rend systématique le contrôle sur les colis postaux. Dès lors, l'entrée du journal en Iran ne sera possible que clandestinement. Dissimulés dans les chargements de marchandises ou de coton, les

journaux vont franchir les frontières avec la complicité de négociants d'import-export. Le journal Akhtar sera définitivement arrêté en 1896 par le gouvernement turc, son imprimerie, l'ensemble des livres, ses documents et ses archives seront confisqués et mis en vente. L'expérience de l'Akhtar dans le domaine du journalisme et de la lutte médiatique présente de nombreux intérêts : le premier relève de la déontologie journalistique. En effet, c'est la première fois qu'un journal est réalisé par des intellectuels en personne sans aucune contribution de l'Etat. De ce fait, le journaliste est libéré de toute connivence avec le régime, il n'est plus dans l'obligation de céder ni aux intimidations des leaders religieux, ni aux injonctions arbitraires de traditions régressives. Le second intérêt présenté par cette publication à l'étranger est de l'ordre du symbole et du vocabulaire. En effet, le journaliste à l'abri de toute censure commence à employer des concepts et des mots neufs qui étaient jusque-là interdits, voire méconnus. Le troisième intérêt concerne la création à Istanbul d'un réseau à l'esprit de coopération et de coordination entre opposants à la monarchie absolue pour harmoniser et ajuster leur lutte, à l'initiative du fondateur d'Akhtar. Enfin, en dernier lieu, ce qui nous semble essentiel dans la diffusion légale ou clandestine de l'Akhtar en Iran, c'est l'établissement d'un axe de communication et d'échange d'informations entre ce pays et une capitale étrangère. La dynamique enclenchée va entraîner rapidement l'apparition d'autres axes médiatiques entre l'Iran et l'Europe, l'Asie et l'Afrique du Nord.

2- Orvat-ol-vothgha à Paris : C'est un journal politique écrit en arabe, avec pour objectifs de toucher un public plus large parmi la population des pays musulmans et aussi, par un choix délibéré de son fondateur Afghani dont les ambitions dépassent les problèmes iraniens, de s'intéresser aux difficultés d'un monde plus étendu qui est le monde musulman. Dans la doctrine panislamiste d'Afghani, l'Iran n'est qu'un Etat à l'intérieur du royaume de l'Islam. Ceci dit, il ne faut pas penser qu'Afghani va renoncer définitivement à l'Iran pour se consacrer à l'Islam. Au contraire, il voyage en Iran, adresse des lettres de critiques et de propositions au roi - il critique énergiquement le régime monarchique qu'il considère illégal. Il dénonce les Ulémas iraniens pour leur imprévoyance et leur négligence du monde extérieur.

« Les critiques brûlantes d'Afghani de la politique coloniale de la Grande-Bretagne vont irriter sérieusement le gouvernement de ce pays qui avait des intérêts politiques et économiques vitaux surtout dans deux pays : l'Égypte et l'Inde. C'est alors qu'on décide d'interdire l'entrée de Orvat-ol-vothgha dans ces deux pays. Après le dix-huitième numéro, la publication du journal sera

stoppée, mais les activités politiques d'Afghani continueront à l'étranger et en Iran. Ce journal dépendait financièrement et spirituellement des Frères musulmans et du Mouvement islamique d'Égypte. Créé suite à la chute de l'Empire Ottoman, les Frères musulmans s'étaient fixé pour objectif d'unir les pays formés après la chute des Ottomans, comme la Jordanie, la Syrie, l'Égypte, la Tunisie, etc. contre la Royaume-Uni. »¹⁰⁹

3- Ghânoun "La Loi", à Paris

Le journal Ghânoun est créé en 1890 par Melkem Khan,¹¹⁰ ambassadeur d'Iran à Londres, qui perdra son portefeuille et tous ses titres en raison de la publication de Ghânoun. Dès le premier numéro, le journal met en cause la structure anarchique de la justice sociale en Iran et l'absence quasi totale de la notion de "loi" dans la gestion de la société. Or dans la monarchie iranienne, il y a ni place, ni raison pour la loi. Désormais, prononcer le mot "loi" est un délit. Mais au niveau de la population, le succès est total, d'autant plus que le journal est écrit dans un langage éloquent, simple, accessible à tous et attrayant.

« Pour démontrer explicitement l'intérêt et la nécessité de la loi pour régler les rapports sociaux, Melkem Khan va publier les lettres de ses lecteurs, victimes soi-disant d'injustices. Ces lettres ne sont en effet que des lettres fictives préparées par lui-même, mais les problèmes posés sont des problèmes réels. Cette démarche, peu orthodoxe, va provoquer la colère chez le roi et ébranler sérieusement le régime. »¹¹¹

« Les critiques de Melkem-Khan accusaient ouvertement mais habilement le roi et son entourage pour leur impiété et leur manque de sens de responsabilité. »¹¹²

Le slogan et l'en-tête du journal Ghânoun est : Union-Justice-Progrès. Voici l'extrait de l'un de ses articles :

« Un grand nombre d'Iraniens ont quitté leur chère patrie pour différentes raisons et se sont installés à l'étranger. Parmi ces émigrés, il y a des sages qui, voyant le niveau de progrès dans ces pays d'accueil, l'ont comparé à celui de

¹⁰⁹ - Film documentaire ' Histoire des Frères musulmans', Arte mars 2013

¹¹⁰ - Melkem Khan (1833-1908) (Nazem-al-dowla) fils d'un Arménien d' Ispahan , converti à l'Islam. Etudes supérieures en droit à Paris. Dès son retour en Iran, il devient l'interprète spécial et l'ami du roi Nâsséréddine Shâh. Influencé par Auguste Comte et J.S. Mill, réformiste, franc-maçon.

Voir aussi Armanjani Y. 'Iran'INC.USA 1972 pp. 110-120

¹¹¹ - Sadr Hâchemi M., Tarikhé Djarayed va Majallaté Iran ; (Histoire des journaux et des magazines iraniens). Vol. IV p. 97

¹¹² - Voir :Kiânvar ,op.cit.,pp. 78-84

Ghaffari-Farhangi. , Communications traditionnelles et mouvements révolutionnaires en Iran ; Thèse de doctorat de ParisVII Jussieu.1991.

l'Etat iranien actuel et se demandent depuis longtemps par quels moyens secourir les gens pauvres piégés en Iran. Après de longues réflexions et recherches, ils se sont accordés sur l'idée que rien ne serait plus efficace qu'un journal libre pour aider la population à évoluer. En Iran, les dons du Ciel sont abondants, mais l'absence de lois interdit d'en profiter. Personne n'est propriétaire parce qu'il n'y a pas de loi correspondante. Le gouvernement est désigné sans loi, le général d'armée révoqué sans loi, les gens sont emprisonnés sans loi. Le Trésor public est bradé sans loi, les gens sont éventrés sans loi ... »¹¹³

Plus loin il ajoute :

« Les pensées isolés, perdues dans un coin, n'auront aucun résultat. Les pensées utiles tireront leur force de leur réunion et l'unification des pensées ne peut être réalisée que par un journal. Pour rassembler les opinions et ressusciter la dignité d'un peuple, le monde ne connaît pas de cri plus fort que la voix d'un journal libre ... »¹¹⁴

4 – Hable-ol-Matine, à Calcutta : Quarante ans de publications mouvementées et plus de quarante fois interrompues par le gouvernement indien, interdites en Iran, en Irak, en Turquie et en Afghanistan. L'histoire de Hable-ol-matine se confond avec l'histoire de la révolution de la Constitution iranienne.

« Le Hable-ol-Matine est un journal iranien, le plus important jamais paru à l'étranger, d'abord par son tirage à 35.000 exemplaires¹¹⁵, puis par sa zone d'influence : la plupart des pays du Proche et du Moyen-Orient¹¹⁶, et par son audace et son impact. »¹¹⁷.

¹¹⁴ - Ahrâr A .op.cit. pp.8,9.

¹¹⁵ - Sadr Hâchemi op.cit. p.206 vol. II

¹¹⁶ - Idem

¹¹⁷ - Selon Kasravi « Le journal hebdomadaire, le plus grand et le plus distingué de cette époque » Kasravi Ahmad. 'Tarikhé Machrouté Iran' Ed. Amir-Kabir, 16^{ème} édition, Téhéran 1984, vol. I p.

L'objectif fixé par son fondateur Moayyed-ol-Eslâm, un homme d'affaires intellectuel iranien, est de faire de Hable-ol-Matine, un journal populaire à but non lucratif.

« Il protestait contre la politique économique du Shâh et avait la conviction que l'instauration d'un régime de droit en Iran pourrait limiter le pouvoir du Shâh sur l'économie malade du pays. C'est ainsi que le commerce pourra se développer en Iran. »¹¹⁸

En réalité, avec son ami Melkem-Khan, il partage la même conviction que seule la presse est capable d'éveiller la population et de la mobiliser contre le régime despotique des Qâdjârs. Chaque semaine, cinq mille exemplaires de Hable-Ol-Matine sont distribués gratuitement aux Ulémas en Iran et en Irak. Beaucoup de leaders religieux progressistes et partisans de Hable-Ol-Matine recommandent publiquement à leurs disciples la lecture du journal. Hable-Ol-Matine va devenir un moyen redoutable de lutte antimonarchique pendant et après la Révolution constitutionnelle.

« Moayyed publiera Hable-ol-Matine en anglais, en ourdou et en bengali à côté des autres périodiques. »¹¹⁹

« L'une des raisons de l'essor de ce journal était due à la fortune de Hâj Zein al-Abedin Taqiev, un intellectuel iranien vivant dans le Caucase. Il avait fourni une somme faramineuse à Moayed al-Islam pour qu'il envoie le journal gratuitement aux Ulémas de Najaf et d'autres villes. Ainsi s'est formée une alliance entre ces derniers et le journal. De grands Ulémas de l'époque comme Cheikh Hassan Mamqâni et Fâzel Charbyâni ont fait l'éloge du journal. »¹²⁰

Les correspondances font l'objet d'une surveillance particulière de la part du Service de la censure qui va d'ailleurs consacrer une unité spéciale à la Poste. Celle-ci doit remettre à la disposition de l'unité de la censure toutes publications en persan provenant de l'étranger, et ce dès leur réception. Après inspection et vérification pendant le laps de temps nécessaire - un jour pour les journaux, quatre jours pour les livres -, l'unité de la censure rend les publications à la Poste mais retourne immédiatement à l'expéditeur celles contenant des articles reconnus contraires à l'intérêt de l'Etat. Les journaux en exil sèment ainsi le grain de la révolution à l'intérieur du pays, qui portera ultérieurement ses fruits pendant le règne de Mozaffarédine Shâh avec l'émergence du mouvement constitutionnel,

¹¹⁸ - Ghâssemi Seyyed Farid.' Histoire de la presse en Iran' (Tarikhé Matbouaté Iran) Ed. Sânieh, Téhéran 2011, p.48

¹¹⁹ - Sadr- Hachemi.op.cit. p.200 vol.1

¹²⁰ - Magasine "Porsséç" (L'interrogation) n° I Téhéran, Mordad 1385 (Août 2006)

puis la ratification du régime constitutionnel par ce dernier. Ces journaux possèdent en général trois caractéristiques :

- Leurs articles abordent souvent des sujets sociaux, des commentaires politiques, l'actualité gouvernementale ainsi que des informations internes et étrangères.
- Les auteurs des articles sont tous des libéraux, désireux de renverser le régime despotique et d'établir un régime constitutionnel.
- Impressionnés par les systèmes sociaux et politiques des pays européens, surtout du Royaume-Uni, de la France, de la Belgique et de la Suisse, leurs éditorialistes montrent au travers de leurs articles qu'ils souhaitent l'établissement en Iran d'un régime gouvernemental calqué sur ces pays.

2-1-1-2 Les Chab-Namehs,¹²¹ ces journaux clandestins

Les journaux clandestins constituent la troisième force de poids dans la propagation des informations. Lue à la fois par les intellectuels, par les forces réactionnaires, y compris par les agents de l'Etat, cette presse émergente est la conséquence logique de l'absence ou de l'insuffisance d'une véritable presse de l'information. En effet, en raison des obstacles tendus à l'encontre des journaux provenant de l'étranger et de la censure des journaux nationaux, les moyens clandestins vont devenir l'ultime recours pour la circulation des informations et la divulgation des idées. Rapidement ces Chab-Namehs vont dépasser leur objectif initial pour devenir ainsi des moyens redoutables de la lutte entre les groupes.

« Beaucoup de journalistes, poètes et écrivains vont tenter cette expérience. Des "Anjomans" (associations) clandestins sont créés pour préparer des journaux, rédiger des articles spectaculaires, révélateurs ou incitateurs pour alimenter ces journaux. Certains dignitaires religieux ont coopéré à la rédaction des articles destinés aux Chab-Namehs. »¹²²

Etant donné leur clandestinité et l'anonymat de leurs auteurs, ces publications sont exposées aux aléas de toute radicalisation qui peut aller jusqu'à l'absurde : diffamations, insultes... Les journaux clandestins ne sont pas non plus à l'abri des risques d'amalgame et

¹²¹ - Chab-Nameh (lettre nocturne) par opposition à Rouz-Nameh qui signifie en iranien : le journal est distribué pendant la nuit ou envoyé par la poste ou collé sur les murs.

¹²² - En particulier l'ayatollah Seyyed Mohammad Tâbâtabâi (Cohen Goel .op.cit. p. 230 vol. I

de contrefaçon perpétrés par leurs adversaires. Ainsi, chaque journal essaie de préserver avec beaucoup de soin son propre style pour favoriser l'identification de son empreinte.

« Shâh-savan" est le journal iranien clandestin le plus ancien fondé à Istanbul en 1881. »¹²³

Pour déjouer la censure, les copies du journal sont envoyées d'abord à Paris ou à Londres d'où elles sont réexpédiées ensuite par la poste vers l'Iran aux adresses des domiciles des gens. Le style du journal est de traiter les problèmes avec ironie et humour, ce qui est très apprécié par ses lecteurs.

« De nombreux journaux clandestins ont été créés dans les villes iraniennes, les plus célèbres d'entre eux sont "Rouznameh - Gheybi" et le journal anonyme de Malek ol-Mottakallamin »¹²⁴, imprimé à Saint- Saint-Pétersbourg et expédié vers l'Iran.

« Le style du journal est de soulever par des "questions- réponses" les problèmes sociaux et politiques du pays pour les rendre compréhensibles à tout le monde, une démarche simple mais très efficace. »¹²⁵

La délivrance de licence aux journaux, ses rédacteurs, le champ de leurs compétences, leur surveillance avant et après parution, la ligne rouge à ne pas franchir, l'arrestation de journalistes et de distributeurs de prospectus, les verdicts rendus sont ordonnés directement par le chah. Pendant cinquante ans jusqu'à la fin du XIXème siècle, l'Etat et les bureaucrates membres du gouvernement vont monopoliser la publication des journaux à l'intérieur du pays.

« Nasseréddine Shâh a été le pionnier d'un organe étatique de la presse qui existe toujours en Iran malgré des hauts et des bas. »¹²⁶

2-2 Deuxième période - la période constitutionnelle

Mozaffaréddine Shâh¹²⁷ est un homme faible et maladif. Il est considéré dans l'histoire de l'Iran comme un dirigeant manipulable et commode qui se repose sur son chancelier (équivalent du Premier Ministre) pour diriger le pays à sa place. Un roi

¹²³ - Un journal antimonarchiste et anticléricaliste fondé par Talebof A.R. Et Chabéstari M.

¹²⁴ -Membre de l'association clandestine d'Ispahan qui va jouer un rôle prépondérant dans l'histoire contemporaine iranienne.

¹²⁵ -Kiânvar M.A. op.cit. pp.90-91

¹²⁶ - Ghassemi S . F op.cit. p.18

¹²⁷ - Cinquième roi de la dynastie Ghâdjâr du 1 juin 1896 au 1907. Fils de Nasséréddine Shâh

favorable au changement réformiste, mais d'une façon progressive et dans la continuité du régime en place. Aucune exception pour l'évolution ou la répression des idées, et pendant ses onze années de règne, la situation de la presse est directement liée au tempérament et à la façon de gouverner de son chancelier. Après le décès de Nassereddine Shâh et au début du règne de Mozaffareddine Shâh, l'Iran accélère sa marche vers une révolution politique. Une classe moyenne qui s'est dissociée de la monarchie se développe partout dans le pays. La vague intellectuelle qui s'est répandue dans le pays grâce aux journaux en exil a fait connaître à la population des concepts tels que la loi, la liberté, les réformes, l'égalité et la justice. Les intellectuels qui rentrent d'Europe organisent des débats pour critiquer la dictature et parler de la nécessité d'instaurer la Loi. La population se réunit dans les villes, voire les villages, pour écouter les gens lettrés qui leur lisent les journaux. Ensuite, ils se mettent à discuter des affaires du pays. Les intellectuels révisionnistes rejettent le passé et critiquent le présent. Cependant, ils mettent tous leurs espoirs dans l'avenir et se fixent pour objectif de légaliser le Shâh.

« Les associations et les partis politiques clandestins étaient bien convaincus que le régime au pouvoir était au bord de la faillite et les forces militaires étaient impuissantes. Tout un chacun s'attendait à une révolution. »¹²⁸

Dans cette révolution, les intellectuels sont en première ligne, expliquant des notions telles que la liberté et la loi au peuple dans la presse. Celui-ci est convaincu que le constitutionnalisme va leur apporter le bien-être et l'égalité. Avec une telle représentation du constitutionnalisme, les masses populaires – appuyées par les religieux – se joignent aux révolutionnaires en demandant la formation d'une assemblée. Les religieux apportent leur soutien à la révolution constitutionnelle par crainte de perdre leur part du pouvoir. Le clergé et les Ulémas sont en mesure de financer des journaux grâce aux khoms¹²⁹ qu'ils font payer au peuple. De plus, ils font partie de la couche lettrée de la société.

« En outre, les documents officiels du gouvernement indien ainsi que ceux du ministère britannique des Affaires étrangères ont révélé que, de 1850 à 1968,

¹²⁸ - Bijani Maryam ,Fékré Azadi Matbouât, (La pensée de la liberté de la presse) Ed. Markazé Tahghighâté résâné , Téhéran ,2005 .p.22

¹²⁹ - 'Khoms' ce système fiscal islamique est perçu sur les revenus d'un croyant.

Voir A. Khomeiny, Pour un gouvernement islamique, traduction, M. Kotobi et B. Simon Ed. Fayolle Paris 1979 p. 30 p. 139

quelque 600 Ulémas et religieux ont été rémunérés par les ambassades du Royaume-Uni à Téhéran et à Bagdad. »¹³⁰

« Un rapport rédigé par le chargé d'affaires britannique en Iran à l'adresse du ministre britannique des Affaires étrangères mentionne qu'un chef religieux de Téhéran lui avait demandé une aide financière pour faire éclater des émeutes et fomenter une révolution. Un groupe de religieux de l'époque du mouvement de constitutionalisme a demandé à l'ambassade britannique à Téhéran de l'argent pour contribuer à la révolution constitutionnaliste. »¹³¹

« J'ai reçu un message d'un haut religieux de Téhéran disant que le peuple était prêt à faire tomber le régime et que c'était le meilleur moment pour que le gouvernement britannique les aide s'il le veut. »¹³²

« L'ambassade de la Grande Bretagne à Téhéran a envoyé de nombreux documents concernant la demande d'aide politique et financière anglaise. »¹³³

En raison de l'aide financière du Royaume-Uni aux religieux et de leurs liens d'amitié, leurs journaux reçoivent aussi une aide secrète du Royaume-Uni. L'affaiblissement des piliers du régime du Shâh sous la charge des problèmes financiers, des voyages coûteux en Europe et de l'endettement envers les pays étrangers, l'insécurité et l'agitation dans les villes en raison du marasme économique et de la hausse des prix à la consommation, l'absence de fonds dans les caisses de l'Etat et l'augmentation des impôts poussent le pays vers de nouveaux changements. Son premier chancelier Amine-o-Soltan applique une politique dure et répressive vis-à-vis de la presse et de la liberté d'expression. Il interdit l'entrée dans le pays de la presse iranienne éditée à l'étranger. La situation économique de l'Iran est mauvaise et le peuple mécontent. Face à la vague de mécontentement du peuple soutenu par les écrits protestataires et révoltés des journaux en exil, le Shâh est contraint de remplacer le chancelier par un réformiste intéressé à l'évolution de la presse et de la culture. Amine-o-Doleh, second chancelier du Shâh, crée des écoles et multiplie le nombre de journaux. La publication du premier journal indépendant et non gouvernemental édité en Iran a lieu sous son gouvernement. Sous son gouvernement également, les journaux publiés à l'étranger peuvent être importés plus librement que sous son prédécesseur. Cependant, les seuls à pouvoir être distribués légalement sont les journaux officiels ou semi-officiels. L'anarchie provenant de

¹³⁰ - Rayyn Ismaël ,Hoghough bégiran enguélis dar Iran, (Les salariés de l'Angleterre en Iran) Ed. Elmy,Téhéran 1994 p.103

¹³¹ - Idem p.377

¹³² - Idem p. 378

¹³³ - Idem

l'attribution de cette liberté d'expression suivie par la publication des tracts, des pamphlets et des journaux protestataires au langage sans concession vis-à-vis du pouvoir obligent le Shâh à rétablir l'ordre et à révoquer son chancelier - au bout d'une année de gouvernement - qu'il remplace par son prédécesseur. De retour aux rênes du pouvoir, Amine-o-Soltan interdit la publication de tout journal, qu'il soit indépendant ou pro-gouvernemental. De même qu'il interdit l'entrée en Iran de la presse iranienne publiée à l'étranger. Son successeur Eïnodoleh se montre encore plus répressif envers les journaux et les journalistes libéraux. De nombreux journalistes critiques sont emprisonnés ou chassés en exil. La rigueur envers la presse devient tellement excessive que même lire un journal à Téhéran est considéré par l'Etat comme un quasi délit. Son gouvernement marque une des périodes les plus sombres de la pré-constitution en Iran. La crise économique du pays, l'augmentation des prix des denrées de première nécessité, la fermeture du Bazar - l'artère de l'économie à Téhéran depuis toujours -, les diverses concessions aux pays étrangers,¹³⁴ les nombreux voyages du Shâh en Europe¹³⁵ sont parmi d'autres, des facteurs déclencheurs d'un vaste mouvement populaire général dans presque tout le pays contre la politique du Shâh et de son chancelier. Le châtiment par flagellation en public de quelques grossistes de sucre dans le Bazar de Téhéran suscite les critiques des religieux. Les discours prononcés par les religieux devant le peuple font l'effet de bombes en l'absence des journaux. Les religieux se sont ouvertement joints au mouvement constitutionnel qui prend progressivement une autre tournure et s'achève par la demande d'abolition du régime despotique et d'établissement d'un régime constitutionnel parlementaire. Mozaffaredine Shâh, d'une nature pacifiste, cède à la volonté des intellectuels et des religieux libéraux et leur accorde une constitution et un parlement (23 juillet 1906). L'Iran devient ainsi le premier pays musulman à se doter d'une Constitution et d'un Parlement légiférant. La loi fondamentale écrite par l'Assemblée constitutionnelle "empruntée à la Loi constitutionnelle française et belge"¹³⁶ sera ratifiée par le Shâh cinq mois plus tard. Le Shâh, affaibli et malade, la signe (29 décembre 1906) et meurt dix jours plus tard. La loi fondamentale est signée également

¹³⁴ - La concession de pétrole à W.N.D'Arcy (1901) donnant le contrôle effectif des réserves de pétrole iraniens en Grande-Bretagne pour 60 ans.

¹³⁵ - Il voyage trois fois en Europe et visite la France, la Grande Bretagne, la Russie, la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Yougoslavie et l'Empire Ottoman. La crise économique du pays ne permettant pas d'assumer les frais de ses voyages, l'état fait deux emprunts en Russie. Il introduit le cinéma en Iran en 1900 après une visite à Contrexéville en France.

¹³⁶ - Grâce aux bonnes relations culturelles et politiques de l'Iran avec la France et la Belgique, mais aussi à la maîtrise de la langue française par une majeure partie de l'élite et des intellectuels. La France était considérée par ces derniers comme un modèle de progrès.

par le premier héritier du trône (Mohammad Ali Mirzâ) et par le chancelier (Moshiro-Doleh). Bien que Mozaffareddine Shâh ait commis des erreurs pendant son règne, la promulgation de la Constitution grave son nom dans l'histoire de l'Iran comme un partisan de la démocratie. Le mouvement constitutionnel provoque naturellement l'augmentation du nombre et du tirage des journaux, lequel résulte aussi d'un taux de participation plus élevé de la population à la vie sociale et politique. Avec l'adoption de la Constitution par le Shâh, la presse entre dans une nouvelle ère d'ouverture. Les journaux s'adressent désormais au peuple, cependant le ministère de la Publication surveille les imprimeries. Des associations publiques prennent forme. Pendant une durée de soixante-dix ans jusqu'à 1906, il n'y avait que 73 titres de journaux. Or pour cette seule année de 1906-1907, le nombre de titres parus est de 92 et l'année suivante de 45 (voir le graphique ci-après). Cette augmentation est très significative, car elle met d'abord en évidence l'existence d'un désir intense chez les intellectuels soumis longtemps au silence de trouver des moyens pour pouvoir s'exprimer. Ensuite, elle est la démonstration même d'une réalité : la répression ou tout autre obstacle à une libre manifestation de la pensée poussent les hommes à l'extrême et à l'excès. Le deuxième élément important dans cette évolution est l'accroissement du tirage de certains journaux, par exemple le Sour-Esrafil va dépasser 24 000 exemplaires et ses numéros sont vendus directement et uniquement dans les rues par de jeunes crieurs. Autrement dit, dans cette phase, la production du journal commence à sortir de sa logique promotionnelle et de son prestige pour entrer dans une logique commerciale de recherche de rentabilité. Cette logique a aussi une autre interprétation : désormais, les gens achètent le journal, même s'ils ne sont pas personnellement en mesure de le lire.

« L'euphorie de la première année va disparaître naturellement du fait de la saturation du marché et de la retombée de l'enthousiasme. A noter également l'effritement sensible des journaux en exil et des journaux étatiques qui ont perdu leur influence et une bonne partie de leurs lecteurs au profit de la presse indépendante naissante, mais aussi en raison de leur retard considérable pour couvrir les événements internes qui sont en pleine effervescence et de leur circuit en principe plus long. »¹³⁷

Les noms choisis ont souvent des nuances optimistes, nationalistes ou radicales : Taraghi (progrès)-Bidâri (éveil), Vatanne (patrie)-Adamiyat (humanisme), Ettehâd (L'Union ou l'Unité ?), Assreh No (L'Ere moderne), Nedâyé Vatan (La voix de la Nation),

¹³⁷ - Kiânvar , op.cit., p.122-124

Sour Esfrâfil (La Trompette d'Israfil), Mosâvât (Egalité) et Rouhol Ghodos (Le Saint-Esprit)... Ces journaux d'intellectuels critiquent le régime. Ils sont financés par des hommes d'affaires qui commercent avec d'autres pays dans le monde. Ces journaux sont accueillis chaleureusement par le peuple et l'on peut dire que cette période marque le début de la parution de la presse privée iranienne. Ces publications jouissent d'une liberté absolue de contenu et la simplicité de leur écriture est compréhensible pour tout le monde, raisons pour lesquelles elles se vendent bien ; leurs ventes couvrent tous les coûts et sont même bénéficiaires. La population est d'une curiosité insatiable, elle désire comprendre les changements en cours et à venir et les journaux lui en donnent les moyens. Les gens se sont habitués à lire les journaux ou à se réunir autour des lecteurs de journaux dans les rues pour se mettre au courant des affaires. Conséquence de la formation de l'Assemblée consultative nationale, la censure de la presse est abolie, la poésie et la satire font leur apparition. Les journaux opposants exilés commencent à regagner le pays. L'obtention du droit de publication devient facile et dépourvue de formalités compliquées.

« En maintenant la loi, le pouvoir passait du Shâh au Parlement, aux journalistes, aux intellectuels et aux activistes politiques et sociaux. Un magazine ou Chab-Nâmeh se publiait en moyenne tous les trois jours. »¹³⁸

Au total, 83 journaux sont publiés rien qu'à Téhéran. Dans d'autres grandes villes telles Meshed et Bouchehr paraissent aussi des journaux grâce à la Révolution constitutionnelle. Les journalistes sont devenus populaires auprès du peuple et tenus pour des réformistes et non des laquais du gouvernement.

TARBIAT, LE PREMIER JOURNAL PRIVE

Le journalisme non gouvernemental est né avec la parution du premier numéro du journal "Tarbiat"¹³⁹ le 17 décembre 1896 à Téhéran.

« Tarbiat est le premier magazine qui se publiait et se distribuait régulièrement chaque matin à Téhéran. Avec la parution de ce journal, le gouvernement commençait à aider financièrement les journaux. »¹⁴⁰

¹³⁸ - Ghassemi Seyyed Farid, op.cit. p.51

¹³⁹ - Tarbiat (L'Education), un quotidien ; à partir de son 130ème numéro, il devient hebdomadaire et s'arrête en 1907 en raison des problèmes de santé de son fondateur.

¹⁴⁰ - Ghassemi S. F op.cit. p.38

Ce journal obtient officiellement du "Ministère des imprimés" son autorisation de publication. Ce qui veut dire entre autres qu'il est soumis comme l'ensemble de la presse iranienne aux mesures de contrôles directs de l'Etat et de ce point de vue, on ne peut pas dire qu'il est réellement libre. Néanmoins, son apparition au sein de la société est un début de modification du comportement journalistique marqué par l'euphorie, la louange et la complaisance vis-à-vis de l'Etat et des autres forces répressives dans la société.

« Hadid et Ehtiyadj, respectivement les deuxième et troisième journaux non gouvernementaux iraniens, sont publiés à Tabriz en 1898 puis en 1899 ; tous deux se battent pour le changement et la révolution. D'ailleurs, ils entament leur combat dès la parution de leur premier article et sont censurés, Hadid dès son troisième numéro et Ehtiyadj à son septième numéro. »¹⁴¹

« Pour la première fois, une association des écrivains a été formée. Ces écrivains rédigeaient des articles pour les journaux et ils ont été rémunérés. »¹⁴²

« Pendant ces années-là, les vendeurs de journaux ambulants désormais se réunissaient dans un endroit précis. Autrefois, c'étaient les vendeurs qui cherchaient des lecteurs et maintenant les lecteurs se déplaçaient pour acheter les journaux. »¹⁴³

LE RÔLE DE LA GRANDE-BRETAGNE¹⁴⁴ ET DE LA RUSSIE DANS LE MOUVEMENT CONSTITUTIONNALISTE

Les Anglais et les Russes rivalisent directement et indirectement en Iran. De ce fait, les politiciens, les élus et les journalistes iraniens s'associent à ces rivalités. Appuyés par la Grande-Bretagne, les Constitutionnalistes et plusieurs religieux critiquent le Shâh et la Russie, leur attribuant toutes les difficultés du pays. A l'inverse, les journaux pro-russes et pro-Shâh reprochent à la Grande-Bretagne d'avoir occasionné le retard du pays. L'Angleterre et la Russie s'immiscent dans ces rivalités politiques et médiatiques et ordonnent même la fermeture des journaux qui les critiquent. A titre d'exemple,

¹⁴¹ - Kianvar op.cit. p.89

¹⁴² - Ghassemi op.cit. p. 45

¹⁴³ - Idem, p. 46

¹⁴⁴ - Au 18^{ème} siècle, avec la colonisation de l'Inde par la Grande-Bretagne, l'Iran devient une sorte de pays voisin de cet Empire. Les Anglais, qui considéraient l'Iran comme une éventuelle menace contre leurs intérêts coloniaux en Inde, vont entreprendre une politique d'affaiblissement du pouvoir iranien en influençant matériellement les personnages importants du pays et de la Cour. Par exemple, Mirzâ Abol-Hassan Khâné Iltchi le ministre des Affaires étrangères de Fath-Ali Shâh, pendant 35 ans de 1810 jusqu'à la fin de sa vie a perçu mille Roupies par mois de la part du gouvernement britannique. (Râyyn E. op.cit. p.18)

La lutte politique entre les deux puissances britannique et russe en Iran a débuté au 17^{ème} siècle, à l'époque de Shâh Sultan Hossein Safavide et elle a atteint le sommet pendant le règne de Nâsséréddine Shâh (idem p. 451)

Voir Yakemtchouk Romain ,L'Iran face aux puissances, Ed. L'Harmattan2007 p 7 et 8

l'ambassadeur de Russie à Téhéran exige du Shâh qu'il ferme le journal Hablolmatine et le Shâh l'interdit. Avec l'aide des Constitutionnalistes, la Grande Bretagne cherche à accroître son influence contre la Russie.

« Pendant ces jours-là, les relations entre le gouvernement britannique et certains Ulémas de Téhéran, les libéraux de diverses villes iraniennes ainsi que les expatriés iraniens étaient amicales. A Londres, le professeur Browne et plusieurs membres de la Chambre des Communes du Royaume-Uni ainsi que certains politiciens et journaux britanniques s'alliaient avec les Constitutionnalistes. En général, le gouvernement britannique ne voyait pas l'Iran d'un bon œil parce que le Shâh penchait pour la Russie. »¹⁴⁵

« Les Constitutionnalistes et les opposants au Shâh ont toujours bénéficié du soutien financier et moral des politiciens et libéraux anglais. »¹⁴⁶

En effet la Russie veut mettre l'Iran sous sa tutelle en raison des deux traités signés entre les deux pays. La Russie ne tient pas à ce que le régime iranien change et elle soutient le Shâh et la monarchie. Avant le constitutionnalisme, on constatait aussi que les journaux d'opposition se publiaient à Londres et dans les pays occupés par le Royaume-Uni, telle l'Inde. Le Royaume-Uni les soutenait indirectement en leur fournissant l'imprimerie et le papier journal. Mais en Russie, aucun journal pro-constitutionnalisme n'était publié. Après l'instauration du constitutionnalisme en Iran, le Royaume-Uni réussit à s'immiscer dans la politique interne iranienne par le biais des élus pro-constitutionnalistes et de leurs journaux. Aucun document n'est disponible sur les soutiens financiers fournis par le Royaume-Uni aux journaux iraniens, ces dispositions ayant fait l'objet de tractations secrètes.

2-2-1 Mohammad-Ali-Shâh¹⁴⁷ et l'opposition au régime constitutionnel

Bien qu'au tout début de son règne il se montre favorable à la Constitution, par la suite il s'y oppose. Mais contraint et forcé, Mohammad-Ali-Shâh signe, le 11 février 1907, la promesse de constitution faite par son père. Le premier Parlement est mis en place deux mois après son accession au trône. Il est constitué par des représentants de toutes les couches sociales. De la famille royale aux petits commerçants, tous peuvent choisir leurs

¹⁴⁵ - Bahar- Malek-o- Choarâ ' Tarikhé Ahzâbé Siassié Iran' (Histoire des partis politiques en Iran) Ed. Amir-Kabir Téhéran, vol.I p.35

¹⁴⁶ - Idem, p. 5

¹⁴⁷ - Né le 21 juin 1872 à Tabriz, mort à San Remo (Italie) le 8 avril 1925. Sixième roi de la dynastie Qâdjâr du 8 janvier 1907 au 16 juillet 1909.

députés et représentants. Les membres du Parlement sont élus par les corporations de métiers. Toute union a un représentant à l'Assemblée et certains de ces élus sont illettrés. Seuls les paysans qui travaillent pour les propriétaires terriens n'y sont pas représentés. Le 9 mars 1908, le Parlement vote la loi sur la presse, empruntée à la loi française de 1881 et composée de 51 articles. Mohammad Ali Shâh, au tempérament de dictateur, s'est toujours opposé à la presse. Des associations clandestines se sont formées pour défendre la liberté de la presse. L'hostilité du Shâh envers la presse est telle qu'il n'invite aucun rédacteur en chef le jour de son investiture. Le Shâh est obligé de céder face à la pression des associations de défense de la liberté de la presse et des élus qui soutiennent le journalisme et son action pour le développement de la société. Le ministère de la Publication chargé de censurer les journaux est dissout et le ministère de la Science et de l'Enseignement est chargé de s'occuper des affaires concernant la presse et les imprimeries. Avec l'abolition de la censure et l'adoption d'une loi anti-censure, les journaux n'ont plus besoin de l'autorisation gouvernementale. La presse expérimente la liberté pour la première fois. Pourtant, en raison de leur manque d'expérience, certains périodiques dépassent les limites en injuriant même le Shâh qui s'était mis en colère contre eux. Les religieux sont également irrités parce que les journaux remettent en question les directives islamiques comme le port du voile pour les femmes. (L'inattention) Le manque d'attention de la presse aux instructions islamiques suscite la critique de certains religieux qui finissent par qualifier le Constitutionnalisme d'anti-islamique. Ceci concourt à provoquer l'hostilité tant du Shâh que des religieux à la presse et au constitutionnalisme. Au début, les religieux ont apporté leur soutien aux constitutionnalistes, mais après l'adoption de la Constitution, ils s'y opposent en raison de sa conformité avec les lois occidentales qui ne respectent pas l'Islam. Ils préconisent une Constitution religieuse issue de l'Islam. Ils veulent que la rédaction des lois tienne compte de la religion et surveillent la presse pour éviter des contenus anti-islamiques. Certains religieux essaient en vain d'opposer le peuple aux constitutionnalistes. Cheikh Fazlollah Nouri, un religieux représentant Téhéran à l'Assemblée, se mit à publier le journal islamique Cheikh Fazlollah pour contrer la Constitution. Les journaux tirent alors à 60 000-80 000 exemplaires alors que le pays compte 10 à 12 millions d'habitants. Les journaux de cette période-là sont financés par des éditeurs pour la plupart des hommes d'affaires, familiers de l'étranger et de la démocratie. D'autres hommes d'affaires se sont abonnés à certains journaux pour les soutenir financièrement et les distribuer ensuite gratuitement aux petits négociants. Suite à la formation de l'Assemblée, les premiers journaux liés aux partis politiques paraissent.

« Au moins 19 pour cent des journaux de cette période-là étaient liés au parti démocratique ou le soutenaient. Le parti démocratique promouvait les pensées occidentales alors que l'Assemblée était dominée par les modérés qui favorisaient la politique russe. De nombreux religieux dans le Parlement faisaient partie du parti des modérés. »¹⁴⁸

La prise de position commune entre le Shâh et un groupe de religieux fournit au monarque une bonne occasion d'ignorer la loi et de faire pression sur les journaux et les journalistes qui le critiquent. Les révélations faites par les journaux sur le Shâh et les opposants à la Constitution débouchent sur l'interdiction des journaux suivants par le ministère de la Culture : Sour Esrâfil, Mossâvât, Habl-el-Matyn et Rouh-al-Ghodoss. Mohammad-Ali Shâh condamne à l'exil huit journalistes, dont quatre rédacteurs en chef. Le Shâh resserre l'étau autour de la presse et finit par faire bombarder l'Assemblée et exécuter un grand nombre de journalistes. La Constitution est jetée aux oubliettes et presque tous les journaux sont interdits.

« Mohammad-Ali Shâh suivait la politique russe et les Russes le soutenaient. »¹⁴⁹

¹⁴⁸-Mohseniân Râd op.cit. p.1107

¹⁴⁹-Mohammad-Ali-Shâh est- au début- rassuré par des grandes puissances occidentales favorables au maintien d'un régime absolutiste à Téhéran. Il fait donc tout ce qu'il peut pour abroger la constitution et dissoudre le parlement. Cependant, le 31 août 1907 l'Angleterre et la Russie -prétendument alliés du Shâh et défenseurs de son pouvoir- signent un accord qui partage l'Iran en 3 zones : une zone d'influence russe au nord, une zone d'influence anglaise au sud et une zone neutre au centre. L'autorité de Téhéran n'est alors plus que symbolique. Les nationalistes libéraux d'Iran cessent de considérer les Anglais comme des défenseurs de la liberté et de la démocratie. Le Shâh entame de son côté un processus de normalisation des relations avec le Parlement. Il signe la Constitution et son complément le 28 octobre 1907 et se présente en personne au Parlement pour jurer de rester fidèle à ses textes. Cependant, à Tabriz, la rébellion s'amplifie et les manifestants crient plus fort que jamais pour demander la destitution du Shâh.

Au même moment, le Parlement, galvanisé par la signature de la Constitution prépare des lois limitant les privilèges de la famille Qâdjâr et envisage la création d'une armée nationale, ainsi que de milices pour se défendre contre un éventuel coup d'Etat.

Le 14 décembre 1907, le Shâh organise une manifestation acharnée et hétéroclite devant le Parlement, contre les députés. Les députés résistent et tiennent bon, finalement la foule se disperse. Le Shâh revient au Parlement le 16 décembre et jure à nouveau de respecter la Constitution.

Les choses s'enveniment en février 1908 : un terroriste, qui en voulait à un prince, blesse le Shâh. Tous les ponts sont rompus entre le Shâh et son Parlement. Et le 23 juin 1908, le Shâh dissout le Parlement. Un des moudjahidines pro-constitutionnels lance une grenade sur la garnison des cosaques. Le colonel russe Liakhov investit Téhéran avec ses troupes et prend l'initiative de bombarder le bâtiment du Parlement pour en chasser les parlementaires qui refusaient de s'en aller. Le Parlement est pris et pillé par les troupes russes. Le Parlement éliminé, le Shâh retrouve le pouvoir absolu. Il gouverne dorénavant par décrets. Téhéran est dans les mains des cosaques de Liakhov qui prend ses ordres directement auprès de la légation russe.

La première raison de l'échec du Mouvement constitutionnel est due à la discordance entre intellectuels laïcs occidentalisés et religieux. La deuxième raison s'explique par le fait que les laïcs, s'inspirant du modèle européen pour la rénovation du pays, estimaient que la démocratie pourrait être atteinte avec une Assemblée et une Constitution. Ils s'étaient trompés dans leur calcul hâtif, ignorant que la démocratie exige de préparer la formation des institutions issues du peuple. La troisième raison provient de la négligence par les laïcs du rôle des religieux et des mosquées. Les religieux sont profondément enracinés au sein du peuple depuis des siècles et les mosquées sont les plus grandes et les plus influentes institutions de la population de l'époque.

2-2-2 La presse de l'ère constitutionnelle

La Révolution constitutionnelle d'Iran est le premier événement du genre au Moyen-Orient. Elle ouvre la voie à des changements importants et à une ère moderne en Iran. Elle vit une période de débats sans précédent dans une presse bourgeonnante. Durant les deux années suivantes, une centaine de journaux sont publiés en Iran. Chaque fois que le pays connaît une ouverture politique et que le pouvoir passe au peuple, le dynamisme politique et économique resurgit. La presse n'est pas oubliée.

« Avec 7 tomans, on pouvait lancer un journal : 4 tomans pour le papier journal russe et trois tomans pour l'imprimerie. Les journaux comptaient quatre pages au maximum et la plupart d'entre eux n'étaient pas imprimés chaque jour. Leur publication ne coûtait pas cher et la majeure partie des patrons de journaux rêvaient d'être élus au Parlement en se faisant connaître par leur propre journal. »¹⁵⁰

Les journaux de renom tirent de 3 000 à 10 000 exemplaires, les plus forts tirages étant atteints par Sour Esrâfil à Téhéran et Majles à Tabriz. L'Iran compte alors environ 10 millions d'habitants. Les groupes qui s'opposent au pouvoir politique impriment dans leurs ateliers clandestins des pamphlets, des tracts et des journaux. Durant cette période, plus de deux cents publications sont lancées en Iran et un certain nombre d'entre elles vont acquérir de la réputation, entre autres :

¹⁵⁰ - Idem ,p.59

HABL-EL -MATYN, édité par SAYYED-HASSAN KASHANI

La publication de ce quotidien de quatre pages commence le 29 avril 1907. Il est renommé pour ses écrits dénonçant la politique coloniale russe et britannique en Iran. Il s'oppose également au clergé conservateur, à tel point qu'un numéro du journal est dédié entièrement au rejet de Cheïkh Fazlollah Nouri, un clergé contre la Constitution.

« Dans ses articles bien documentés et dans les articles traduits des journaux étrangers, il expose explicitement les différents modes de pouvoir dans les pays développés. Il fait l'éloge de l'Etat républicain. »¹⁵¹

Ce journal publie la liste comparative des revenus et appointements dont bénéficient les chefs d'Etat dans différents pays du monde pour attirer l'attention sur le caractère excessif de l'indemnité accordée au roi iranien. Après le bombardement du Parlement, sa publication est suspendue, mais elle sera reprise en 1909 avec le rétablissement de la Constitution.

MOSSAVATE, (L'égalité)¹⁵²

Son premier numéro paraît le 13 octobre 1907 à Téhéran, puis à Tabriz à partir de janvier 1909. Ahmad Kassravi, fondateur de ce journal, publiait des Chab-namehs clandestins avant la démocratie. Grâce à la liberté d'expression, il peut publier son journal légalement. En effet, il est très sensible à la notion de liberté et d'égalité. Surnommé désormais "Monsieur Mossâvâte", il est l'un des neuf membres du Comité national de la Révolution qui est chargé de coordonner et diriger les activités libérales. Il s'agit d'un journal révolutionnaire, attaché à la Constitution toute neuve. Très audacieux, il publie l'histoire et le destin de Louis XVI en France, "roi qui n'a pas échappé au châtimeut populaire et il craint que le même sort attende le roi iranien et son entourage."¹⁵³ Les articles de Mossâvâte utilisent un vocabulaire extrêmement vulgaire et injurieux envers le roi et ses courtisans. Il écrit même un jour une pétition sur la soi-disant légèreté de mœurs de la mère du roi et l'apporte au Bazar de Téhéran pour la faire signer et certifier par les gens présents. Ahmad Kassravi¹⁵⁴ critique la moralité de certains articles de Mossâvât et

¹⁵¹ - Habl-el-Matyn No 4, 22 avril 1908.

¹⁵² - Mossâvâte (Egalité) fondé par Sayyed Mohammad Réza Chirazi-Mossâvât.

¹⁵³ - Kassravi Ahmad, Târikhé Machrouteh Iran, (Histoire de la Constitution en Iran) Ed. Amir-Kabir, 16ème édition, Téhéran 1984, vol. 2. p.571-572

¹⁵⁴ - Ahmad Kassravi, né le 30 septembre 1890. Écrivain, historien, linguiste, chercheur et avocat contemporain. A cause de ses opinions et de ses écrits contre les superstitions dans l'Islam chiite, il a été accusé par la branche radicale du groupe des fidèles de l'Islam d'hérésie et d'apostasie. Il a été assassiné avec

les considère l'une des raisons du rapprochement entre Mohammad-Ali-Shâh et les Russes. Mossavate sera député de la deuxième à la cinquième législatures du Parlement et également l'un des dirigeants du parti Démocrate populaire et plus tard, du parti Socialiste. Après le bombardement du Parlement, le journal est interdit et Mossâvâte s'enfuit à Tabriz. Après la prise de Téhéran par les Constitutionnels. Mossâvâte reprend ses activités à Téhéran. Ce journal avait un fort tirage pour son temps (30 000 exemplaires).

SOURE-ESRAFIL, ¹⁵⁵ (La trompette de l'ange Raphaël)

C'est un hebdomadaire plus radical auquel ont collaboré des personnalités célèbres comme Djanahngir Khan, écrivain et chercheur, Déhkhodâ,¹⁵⁶ écrivain et chercheur, Taghi-Zâdeh,¹⁵⁷ journaliste et politicien. Au début du mouvement menant à la Révolution constitutionnelle, Djahânguir Khân rejoint un certain nombre de groupes souterrains de révolutionnaires et devient l'un des piliers de la Révolution. Influencé par le socialisme d'Auguste Comte, il défend les paysans.

« La terre doit appartenir à celui qui la cultive. » ¹⁵⁸

Beaucoup de ses articles visent et exposent le despotisme, la dépendance de l'étranger, la corruption de la monarchie et les vues traditionnelles du clergé réactionnaire. Attaché aux vertus de liberté, d'égalité et de fraternité, ¹⁵⁹ Soure-Esrafil demande au roi de ne plus intervenir ni avec le bâton ni avec des raisonnements éthiques dans l'orientation de la presse.

« La seule chose que nous vous demandons est de nous laisser choisir nous-mêmes la voie qui nous semble la plus opportune. » ¹⁶⁰

C'est le premier journal à employer la langue ordinaire et populaire au lieu de l'approche littéraire didactique traditionnelle utilisée à l'époque dans les cercles littéraires par les érudits. Il s'identifie aux masses, peut être compris par elles et dans ce sens, il joue

son secrétaire dans le bâtiment du palais de Justice à coups de couteaux par 9 membres de ce groupe. Ce crime est resté impuni dans l'indifférence et le silence des gouvernements et des intellectuels (11 mars 1945) "Histoire de la Constitution" est la plus importante de ses oeuvres.

¹⁵⁵ - Soure- Esrafil fondé à Téhéran à l'initiative de Mirzâ Ghâsseem Khân Tabrizi 30 mai 1907

¹⁵⁶ - Ali Akbar Dhékhodâ , auteur de nombreux ouvrages dont sa grande Encyclopédie de la langue persane. Il publie plus tard Sour-Esrafil en Suisse.

¹⁵⁷ - Seyyed Hassan Taghi-Zâdeh , auteur de nombreux ouvrages .

¹⁵⁸ - Soure-Esrafil No 19 1907

¹⁵⁹ - Les trois mots sont indiqués sur le cliché de la première page du journal.

¹⁶⁰ - Soure-Esrafil No 7 1er juillet 1907

non seulement un rôle politique important, mais il crée également un nouveau modèle d'écriture simple et de journalisme moderne en Iran. Soure-Esrâfil est le premier du genre à se vendre au coin des rues où passent des enfants, des petits fournisseurs et des marchands ambulants. A la suite du coup d'Etat réussi de Mohammad-Ali-Shâh , Djahânguir -Khân est arrêté et exécuté. Il partage ce destin simultanément avec son semblable Malek al Motékallemine. Les exécutions ont lieu dans Bâghé-Shâh (le jardin du Shâh) à Téhéran, dont Mohammad Ali Shâh s'est occupé en personne (juin 1908.). Soure-Esrafil a tiré à plus de 24 000 exemplaires.

ROUH-AL-GHODOSS, (Le Saint-Esprit)

« Un autre journal antimonarchique et anticlérical, radical, commence sa publication après l'attentat meurtrier du chancelier Amin-o-Soltan en janvier 1907. Rouh- al-Ghodos rend hommage à cette action 'héroïque' qu'il qualifie de ' justice est faite'. » ¹⁶¹ Il déplore la bureaucratie naissante et les ingérences injustifiées des Ulémas réactionnaires : « Avant, avec un seul roi on a beaucoup souffert, aujourd'hui que l'on a affaire à quelques milliers de sultans en parure ou en turban, qu'est-ce qui nous attend ? » ¹⁶²

Il se plaint également de l'inertie de la population :

« Vous qui êtes en retard par rapport à la caravane de progrès et de culture, n'attendez pas que les autres viennent à votre secours...» ¹⁶³

Son directeur et fondateur Slotan Allameh Kordestani a pu sortir au total 23 numéros de ce journal. Il est traduit devant le tribunal par le ministère de la Justice sur l'ordre de Mohammad Ali Shâh à cause de la publication d'articles téméraires contre la royauté et d'autres dictateurs du régime. C'est le premier procès de l'histoire de la presse iranienne engagé par le ministère de la Justice.

'ROUZNAMEH CHEÏKH FAZLOLLAH', LE JOURNAL DES ANTI CONSTITUTIONNALISTES

Nous avons constaté que le contenu de la presse, visiblement occidentalisée, ne reflète pas qu'une partie de la pensée iranienne dans cette phase mi- révolutionnaire. D'autres courants de pensée ne sont pas suffisamment présentés par cette presse. Le courant grandissant représentatif provient d'une fraction des Ulémas dont les aspirations sont déçues après

¹⁶¹ - Rouh-ol-Ghodos No 5 février 1907

¹⁶² - Idem

¹⁶³ - Rouh-ol-Ghodos No 17février 1908

l'instauration de la Constitution. Leur leader Cheikh-Fazlollâh Nouri, utilisant habilement un jeu de mots, revendique la Machrouâ, c'est-à-dire la conformité à la Charia, au lieu de la Machrouta qui signifie la constitution et excite ainsi la division. Il s'oppose à la Constitution et plaide en faveur d'un régime religieux islamique dans lequel le pouvoir serait dans la main des religieux et du clergé. Il considère la loi constitutionnelle comme un mode de gouvernement occidental, non adapté à l'Islam. Leur voix passe inaperçu dans l'euphorie révolutionnaire qui règne dans le milieu des intellectuels et des bazaris. Mécontents, les partisans de la Machrouâ et leur leader Nouri vont prendre le sanctuaire de Shâh-abdol-Azim au sud de Téhéran, d'où ils vont mener une lutte acharnée contre le Parlement et contre les journaux indépendants. Leur moyen de communication se fait au travers d'une série de publications qu'ils appellent Layehéh (proposition). Ils évitent en effet d'employer le terme 'journal' à propos de leur Layehéh parce que cette notion est importée de l'Occident. Cependant cette 'revue' va être reconnue comme Le journal de Cheïkh Fazlollah. Chacun de ses numéros est consacré à un sujet social ou politique précis. Pour comprendre cette dérive de la société vers un nouvel ordre qui va se reproduire soixante-dix ans plus tard avec la Révolution islamique, Kianvar dans sa thèse choisit pêle-mêle des protestations et des revendications significatives publiées dans ces Layehéh.¹⁶⁴

- Pourquoi le mot 'islamique' ne figure-t-il pas dans la dénomination du Parlement ?¹⁶⁵:

« ...Ceci est la preuve que dès le départ ce Madjlés est envahi par des gens insolents, irresponsables, athées ou reconnus comme des anciens Bâbis¹⁶⁶ et qui font la guerre contre Dieu... »¹⁶⁷

- Contre l'article 8 de la Constitution qui stipule l'égalité entre tous les Iraniens, quelle que soit leur religion :

« Comment mettre sur le même plan de droit un croyant et un impie ? »¹⁶⁸

¹⁶⁴ - Kianvar , op.cit., p.131

¹⁶⁵ - Layehéh No 18

¹⁶⁶ - Le Babisme ou la foi babie est un mouvement religieux réformateur fondé en Iran le 23 mai 1844 par un jeune commerçant de la ville de Chiraz nommé Sayyid □Ali Moḥ ammad Shirâzi (1819- 1850) et surnommé le Bâb (la Porte en arabe).Ce mouvement messianique fut la cause d'un grand bouleversement dans la société persane du XIX^e siècle. Le babisme se répandit rapidement à travers la Perse, touchant toutes les couches de la population, du plus humble paysan au plus éminent lettré. Le clergé chiite associé au gouvernement persan réagit par une persécution féroce en martyrisant des dizaines de milliers de Bâbis.

¹⁶⁷ - Kianvar ,Idem

- Protestation contre l'école obligatoire et gratuite et contre la laïcisation des enfants :

« ...L'école obligatoire est contraire à la Charia... »¹⁶⁹

Cheïkh Fazlollah est partisan de l'interdiction de toute la presse écrite :

« Il ne faut pas donner l'occasion de parler aux éloquents pour que leur langue sèche dans leur bouche. »

Il est également opposé à la scolarisation des filles, à l'étude des langues étrangères, de la chimie et de la physique. Il considère ces études comme une atteinte à la croyance religieuse des élèves. Il justifie le régime despotique de Mohammad Ali Shâh en lui donnant une légitimité religieuse. Dans une lettre adressée à son fils, Cheïkh Fazlollah écrit :

« La liberté d'expression est une vraie catastrophe, qu'est-ce qui va se passer si on accorde la liberté de pensée ? »¹⁷⁰

Après la conquête de Téhéran et la destitution du Shâh, le Cheïkh est capturé et condamné à mort. Il est pendu sur la place principale de Téhéran le 13 juillet 1909.

MADJLES¹⁷¹, "LE PARLEMENT"

Ce journal est consacré à la publication intégrale des débats parlementaires, des discussions du Budget, de la dette extérieure, de l'équilibre des exportations et des importations, etc. Ces débats passionnent les milieux intellectuels et les couches sociales aisées, tandis que les couches populaires sont de plus en plus perplexes et déçues.

L'EVOLUTION DU JOURNALISME

« Avec l'apparition des dizaines de journaux indépendants (Fig. 4) et des centaines de journalistes amateurs ou professionnels, le journalisme en tant que métier intellectuel va se confirmer et trouver une image honorable dans la

¹⁶⁸ - Discours de Cheïkh Ali Lahidji le 16 août

¹⁶⁹ - Idem

¹⁷⁰ - Kassravi A. op.cit.,p.293-294 vol.I

¹⁷¹ - Sous la direction de Mira Mohammad- Sâdegh Tabât-Tabâi 25 novembre 1906 à Téhéran

société. Les répressions futures ne parviendront plus à effacer cette image imbriquée définitivement dans les mœurs iraniennes. »¹⁷²

. Issus de la bourgeoisie, éduquée en Iran ou en Europe, les journalistes vont majoritairement adopter comme source d'inspiration la culture occidentale et le libéralisme politico-économique. Dès lors, il y a une inflation de notions et de concepts importés auxquels les journalistes vont ajouter selon leur goût des colorations orientales ou islamiques. Or les changements sociaux et structurels sont tellement rapides qu'à l'exception de quelques journalistes très audacieux, la plupart des personnes impliquées dans ces aventures sont complètement dépassées par les événements, elles suivent avec retard les changements et sont dans l'obligation de se repositionner en permanence. Ce phénomène explique aussi l'insatiabilité de certains journalistes et journaux qui veulent afficher durablement leurs tendances. Cette ambiguïté de position des journaux nous interdit de faire une classification significative. Il faut rappeler qu'en Iran, le clivage gauche-droite, surtout au niveau du peuple, n'existe pas et n'existe toujours pas réellement. Ici, l'opposition engendre pratiquement l'ensemble des mécontents, quelle que soit leur situation sociale. Le vrai clivage se trouve plutôt entre les religieux traditionalistes et des laïcs d'ailleurs peu nombreux. La position des journaux reflète grosso modo cette situation. Avec la démocratie, des journalistes s'impliquent directement dans la politique. Élus députés, ils bénéficient d'une expérience démocratique au sein du Parlement. Certains assument des fonctions politiques ou diplomatiques dans divers gouvernements.

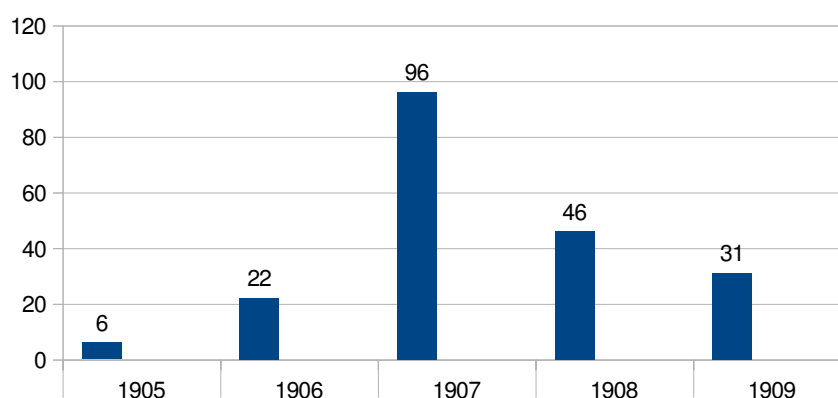


Fig. 4- Evolution du nombre de journaux

¹⁷² - Kianvar op.cit.. pp. 124,125

LA DESTITUTION DE MOHAMMAD ALI SHÂH EN 1909

Après la prise du Parlement, les partisans du retour à la constitution reprennent la lutte. Des personnages comme Sardâr-Assaad , Sattâr Khân et Bâgher Khân, de puissante tribus comme les Bakhtiari et des villes comme Tabriz jouent des rôles significatifs dans ce mouvement. Le 16 juillet 1909, les pro-constitutionnels prennent Téhéran. L'heure n'est plus aux tergiversations. Le Shâh va trouver asile, pour lui et sa suite, dans la résidence d'été de l'ambassadeur de Russie. Les constitutionnels prennent la décision de respecter la légitimité dynastique et la constitution. Le Shâh abdique donc en faveur de son fils aîné, Ahmad Mirzâ, alors âgé de 12 ans. Ceci fait, Mohammad Ali Shâh et sa famille gagnent Bakou, puis Odessa (Russie). En attendant la majorité d'Ahmad Shâh, la régence est proclamée et l'ancien Premier Ministre, Nasser-el-Molk, est nommé régent

2-2-3 Ahmad Shâh – La fin de la dynastie Qâdjâr

Né le 21 janvier 1898, il monte sur le trône après la destitution de son père à l'âge de 12 ans (31 juillet 1909). Azad-al-Molk un chef de la famille Qâdjâr est élu vice-roi par un conseil composé de parlementaires du premier Parlement et de chefs de la Révolution constitutionnelle. Les partis politiques se forment. Les journalistes et la presse reprennent leurs activités. L'élection législative a lieu et la deuxième Assemblée parlementaire est constituée. Après sa formation, le vice-roi meurt. Nasser-al-Mol , un autre chef de la famille Qâdjâr est élu vice-roi. De nature despotique, il durcit sa position vis-à-vis de la presse et de la liberté d'expression. Il interdit formellement aux imprimeries d'éditer des livres, des annonces, des articles ou des journaux sans accord préalable du "Bureau d'Etat de l'Edition". Lorsque la deuxième Assemblée arrive à son terme (1911), il refuse de délivrer l'ordre permettant d'élire la troisième Assemblée parlementaire. En juillet 1914 à sa majorité (16 ans), Ahmad Shâh, qui n'avait joué aucun rôle jusqu'alors dans la gestion du pays, se fait couronner et le vice-roi quitte discrètement le pays pour s'installer en Europe. Ahmad-Shâh est un roi libéral. La décentralisation du pouvoir pendant son règne permet aux journalistes de s'exprimer et d'afficher librement leurs tendances politiques et aux journaux interdits par son prédécesseur de reparaître. En raison des tensions internes et de la présence des gouvernements russe et britannique en Iran, quatre Premiers ministres se succèdent sur une courte période. Alâ-al-Saltané, Eyn-al-Dolé, Samsâm-al-Saltané et

Vosough-al-Dolé adoptent chacun des politiques différentes envers la presse. Alâ-al-Saltané lui impose la censure et il interdit des journaux pendant ses six mois au pouvoir. Son successeur est aussi intransigeant vis-à-vis de la presse mais celle-ci ne cesse de critiquer le régime. Le gouvernement finit par tomber. C'est alors qu'éclate la Première Guerre mondiale. Malgré la neutralité déclarée de l'Iran, les forces militaires britanniques et russes installées quelques années auparavant dans le pays refusent de partir. En même temps que la chute d'Eyn-al-Dolé, les Russes quittent l'Iran à cause de la Révolution russe et le Traité de 1907 est déclaré nul et non avenu. En revanche, la Grande-Bretagne renforce son influence en Iran. Les tensions internes fournissent une bonne occasion au gouvernement d'interdire les journaux. Seul le journal semi-officiel 'Iran' est épargné. Le journal pro-anglais 'Raad' paraît pour défendre la politique de Vosough-al-Dolé. La pression sur la presse baisse d'un cran. Petit à petit, les journaux émergent, mais lorsqu'ils se mettent à critiquer le Traité de 1919, une nouvelle vague d'interdiction survient et des journalistes sont incarcérés. Seuls les journaux soutenus par le gouvernement britannique sont autorisés à paraître. En passant en revue les événements politiques iraniens à l'intérieur et à l'extérieur, on remarque que le Royaume-Uni a toujours payé des journalistes et des politiciens pour mettre à exécution sa stratégie en Iran. Quant à la Russie, elle a toujours usé de violence envers l'Iran et elle a toujours poursuivi ses plans en passant par le Shâh. La Russie n'a guère soutenu les journaux et il est clairement établi que ce pays a contribué à leur fermeture et à l'arrestation des journalistes iraniens.

En général, on peut dire que le Shâh, le gouvernement et les pays étrangers apportent de l'aide aux journaux de l'époque. Cependant, l'économie iranienne repose toujours sur la corruption et le bakchich et n'est donc pas libre. Par voie de conséquence, les journaux iraniens peuvent difficilement échapper à ce système : leurs chiffres d'affaires n'ont jamais été clairs. Ahmad Shâh est un dirigeant peu efficace pour faire face à des troubles internes et à des intrusions extérieures, en particulier russes et britanniques. En 1917, la Grande-Bretagne utilise l'Iran comme point de départ de son offensive visant à déstabiliser la Russie après la Révolution russe de 1917. Enfin, avec la complicité de Sayyéd-Ziaëddin-Tabatabaï, homme politique et directeur du journal Raad ('le Tonnerre'), les Britanniques organisent un coup d'Etat militaire mené par Réza Khân contre Ahmad-Shâh. Celui-ci quitte le pays avec sa famille pour aller en France sous prétexte d'y faire soigner sa maladie. Le cinquième Parlement iranien légitime la création de la nouvelle dynastie, la dynastie Pahlavi, par 115 votes pour, 5 contre et 30 abstentions.

Rézâ Khân, devient Rezâ Shâh Pahlavi, c'est la fin de règne de la dynastie Qâdjâr (1923). Ahmad Shâh meurt le 21 février 1930 à Neuilly-sur-Seine aux portes de Paris, des suites d'une maladie rénale.

LE PREMIER JOURNAL POUR LES FEMMES : 'DANÉCHE ' (LA CONNAISSANCE)

L'apparition du premier journal destiné aux femmes (1910) est l'événement sans précédent dans le monde de la presse de cette époque. Il est contesté par des Mullahs réactionnaires qui tiennent pour un pêché le fait qu'une femme lise. Le mouvement réformiste constitutionnel, lui, autorise les femmes à faire des études dans les écoles publiques et à travailler en qualité d'enseignante, de médecin ou d'infirmière alors qu'auparavant, les jeunes filles suivaient des cours privés chez elles. Grâce à la Révolution constitutionnelle, une femme du nom de Danéche lance le premier journal pour les femmes à Téhéran. Le journal, qui porte le nom de sa fondatrice, est un hebdomadaire. Danéche est en même temps la première femme ophtalmologue iranienne formée chez des missionnaires américains dans la ville *d'Hamedân*. Elle finance elle-même son hebdomadaire qui porte sur les questions de santé et d'éducation des enfants. Un même bâtiment abrite son cabinet médical et son journal qui comporte aussi des publicités sur les marchandises de luxe importées destinées aux femmes. Dans son premier numéro, Danéche fait savoir qu'elle n'a pas l'intention de se lancer dans la politique et qu'elle préfère aborder des sujets sur la santé des femmes. Les droits des femmes sont également évoqués dans son journal : par exemple, les femmes domestiques devraient bénéficier d'un jour de congé par semaine. Mais en raison de problèmes financiers, le journal s'arrête après son 30^{ème} numéro.

2-3 Troisième période - la période de Rézâ Shâh Pahlavi ¹⁷³

Fondateur de la dynastie Pahlavi et Shâh d'Iran de 1925 à 1941. Pendant les trois premières années de son règne, pour se rendre populaire surtout auprès des intellectuels, il se montre libéral et indulgent vis-à-vis des critiques, car les partis politiques sont très actifs, surtout le parti communiste d'Iran. Il ménage aussi les religieux. A la fin de cette période, son comportement change. Le droit civil de pays est adopté au parlement. Avec l'adoption de cette loi, "les religieux", jusqu'alors l'autorité judiciaire du pays, sont

¹⁷³ - Né le 15 mars 1877 au nord de l'Iran à "Mazandaran" - mort le 26 juillet 1944 en exil à Johannesburg (Afrique du Sud) Réza qui était un enfant orphelin passa sa petite enfance dans la pauvreté. Adolescent, il rejoint l'armée et y monte progressivement en grade jusqu'à sa nomination à la tête de l'armée.

contestés. Beaucoup d'historiens croient que, pour gouverner le pays, le régime a basculé d'un régime constitutionnel dans un régime despotique et dictatorial en seconde partie du règne de Rézâ Shâh. Pour affermir son pouvoir absolu, il ferme les journaux indépendants. Il retire aux députés leur immunité parlementaire et impose ses choix aux élections législatives. Il dissout les partis politiques, ne tolère aucune critique et opposition à son égard. Plusieurs de ses opposants sont assassinés à cette époque, des chefs de tribu, des poètes, des hommes de lettres, des journalistes, des députés et même quelques ministres. Ayant acquis le pouvoir absolu, il entreprend des réformes sociales. Elles montrent qu'il envisage un Iran sans l'influence des religieux, sans les complots des étrangers, sans les soulèvements et les conflits de tribus ethniques. Il veut instaurer des institutions pédagogiques modernes de style européen. Des femmes modernes qui auront la possibilité de travailler à l'extérieur de leur foyer comme les hommes. Voici les réformes effectuées par Réza Shâh :

- 1- Création d'une nouvelle administration de la justice.
- 2- Préparation et approbation de la première loi sur le droit civil en Iran.
- 3- Sédentarisation des tribus.
- 4- Formation d'une armée unique.
- 5- Création de la banque nationale d'Iran, la Bank Melli Iran
- 6- Construction de chemins de fer nationaux iraniens
- 7- Construction de nouvelles routes
- 8- Dévoilement obligatoire des femmes
- 9- Création de la radio d'Iran, le 24 avril 1940 et de l'agence de presse Pars, le 10 août 1934.
- 10- Création de l'université de Téhéran
- 11- Développement de l'industrie
- 12- Création de l'Académie iranienne
- 13- Passage du calendrier officiel jusqu'alors lunaire au solaire.

Neutre au début de la Seconde Guerre mondiale, l'Iran est envahi par les Alliés en août 1941, qui prennent le contrôle de toutes les voies de communication iraniennes pour établir leur 'pont de la victoire' entre le golfe Persique et le Caucase. Rézâ Shâh Pahlavi,

réputé pour être le défenseur des intérêts de l'Axe, est contraint par le Royaume-Uni d'abdiquer en faveur de son fils, Mohammad Rézâ. Il part en exil à Johannesburg en Afrique du Sud et y mourra trois ans plus tard.

Rézâ Shâh Pahlavi est face à à une contradiction : il souhaite le développement du pays, qui s'accompagne inévitablement du développement des activités liées à la presse, tandis que sa dictature ne peut se passer de surveillance et de censure policière. C'est pourquoi il décide de confier à la police la surveillance de toutes les imprimeries. Elles doivent obtenir un permis pour imprimer la moindre feuille. Un commissaire spécial de la police vérifie les textes à imprimer, et pour autoriser leur impression, il y appose un cachet qui atteste leur conformité au règlement en vigueur. Sous le règne de Rézâ Shâh, de nombreux ouvriers imprimeurs sont emprisonnés et le Conseil d'administration du syndicat des imprimeurs est obligé de dissoudre ce syndicat sous les pressions de la Cour et de la police. Lorsque Réza Shâh a pris le pouvoir en 1921, plus de 150 journaux circulaient en Iran. Leur nombre était réduit à 50 quand il a quitté la scène politique en 1941. Il faut rappeler que, parmi ces 50 journaux, à l'exception de quelques quotidiens modérés, conservateurs ou apolitiques, on n'en trouve pratiquement pas issus de la Révolution constitutionnelle. Même les journaux nouvellement créés, pourtant conformes aux critères drastiques de la loi sur la presse et à ceux du "Conseil supérieur de la presse" vont cruellement sentir le poids de la censure, puis des mesures imposées par l'organisation idéologique conçue par l'Etat. Autrement dit, un processus de dépolitisation de la presse est mis en pratique selon deux axes : l'élimination des journaux non conformes et l'encadrement des journaux nouveaux.

Réza Shâh : « J'ai l'intention d'interdire tous les journaux, même le journal Ra'ad, et de garder un seul journal, Iran, et je donnerai 1 000 tomans par mois à ce journal. »¹⁷⁴

A l'évidence, même en réduisant à néant la presse idéologique, l'Etat ne peut pas enrayer la progression des idées démocratiques qui s'infiltrèrent désormais en Iran par le biais des journaux étrangers, des livres ou d'autres moyens de communication moderne comme le cinéma ou la radio, et ce d'autant que des mouvements démocratiques continuent d'exister clandestinement à l'intérieur du pays et ouvertement en exil. Conscient de cette situation, l'Etat va prendre des mesures préventives et offensives pour éviter toute réorganisation de nouveaux mouvements socio-politiques.

¹⁷⁴ - Bahâr op.cit. p. 91

ORGANISATION DE L'EDUCATION IDEOLOGIQUE.

« Avec les recommandations de ses conseillers allemands, le gouvernement va mettre en œuvre une politique volontariste pour modifier la mentalité et la façon de penser chez les individus. »¹⁷⁵

Cette offensive idéologique commence avec la création en 1937 de "Sâzemené Parvareché Afkar" (S.P.A), l'Organisation pour l'éducation de la pensée.

« Sa tâche officielle est d'harmoniser les forces, de valoriser les activités sportives et créatives, de développer chez les jeunes le sentiment patriotique. »¹⁷⁶

« Mais selon les observateurs, cet organisme gigantesque qui va couvrir bientôt l'ensemble du territoire iranien, n'est qu'une énorme machine idéologique monolithique. Elle ne vise qu'à créer des modèles de pensée pour les Iraniens, à forger une culture capitaliste et à endoctriner la population, plus particulièrement les jeunes, selon un nationalisme autoritaire similaire à celui de l'allemand. »¹⁷⁷

Dans cette logique, l'appareil éducatif et les mass-médias sont les moyens privilégiés de la S.P.A pour aboutir à ses objectifs. Les multiples commissions seront chargées d'élaborer des programmes spécifiques et de gérer les différents secteurs d'activité sociale.

La commission du cinéma est chargée de contrôler les salles de cinéma, de sélectionner les films, surveiller les scénarios et supprimer les scènes politiques ou immorales. La commission de la musique et du spectacle a pour tâche de faire composer des musiques, d'écrire des pièces patriotiques et d'assurer les programmes musicaux pour la radio. La commission de la radio doit étudier l'extension des installations radiophoniques. La commission des conférences va jouer un rôle de relations publiques en organisant des conférences et des colloques. Elle va préparer des bulletins, des manuels à l'intention des fonctionnaires, des élèves, des étudiants et des professeurs. La commission de la presse va s'occuper des médias écrits et concevoir des modèles pour le type de presse que l'Etat souhaite développer en Iran. Cette commission a pour responsabilités de guider la presse du pays en l'obligeant à publier certains articles, de fusionner des journaux, de prendre des mesures pour améliorer la situation de l'imprimerie dans le pays et d'utiliser la publicité comme levier d'encouragement ou de menace de la presse.

¹⁷⁵ - Kianvar op.cit. p.170

¹⁷⁶ - Sadré Hachemi op. cit. P. 326-330 .vol 1

¹⁷⁷ - Arâsteh Rézâ ,Education and social Awakening in Iran, Ed. J. Brill, Leiden 1962, p.107

« Afin de renforcer la presse pro-gouvernementale et de surveiller son contenu, dans huit chefs-lieux les journaux locaux ont été fusionnés pour former des journaux pro-gouvernementale. »¹⁷⁸

« Ces journaux bénéficiaient d'avantages tels que le papier journal, la possibilité d'utiliser une messagerie télégraphique d'au moins 2 000 mots par jour, l'envoi des articles par l'Organisation du développement intellectuel, la coopération des bureaux culturels, des centres de santé et agricoles pour la rédaction des articles, la coopération des bureaux des gouverneurs et des maires dans le domaine de publicité. L'Organisation du développement intellectuel faisait publier plus d'un millier d'articles dans ces journaux. »¹⁷⁹

Cette commission va d'ailleurs publier "Irané Emrouz"¹⁸⁰ une revue littéraire et de propagande très haut de gamme.

« C'est un des magazines les plus somptueux jamais publiés en Iran. »¹⁸¹

Cette revue de luxe dirigée par un éminent écrivain iranien¹⁸² doit servir non seulement comme modèle pour les journaux légaux, mais elle a la tâche de mettre en valeur les progrès réalisés par Rézâ Shâh en Iran. Dans son éditorial intitulé "Notre devoir" Irané Emrouz écrit :

« Notre devoir consiste à accroître autant que possible les connaissances de nos lecteurs et de soulever chez eux le sentiment d'aimer le Shâh et d'aimer la patrie... »¹⁸³

« L'abonnement à ce magazine sera obligatoire pour les fonctionnaires de l'Etat dont le salaire mensuel dépasse mille Rials par mois. »¹⁸⁴

2-4 Quatrième période

Après la Deuxième Guerre mondiale, au début du règne de Mohammad Rezâ Shâh Pahlavi¹⁸⁵ En dépit de ses effets destructeurs directs sur l'économie, la guerre a des

¹⁷⁸ - Organisation des documents nationaux (Markazé Assnadé Melli), Assnadé Âmouzéch va Parvarech .Rapport Téhéran 1940.

¹⁷⁹ - Âchnâ Hessâmédine. „Siassaté Matbouâti va Matbouaté Hokoumati dar Iran, (La politique de la presse et la presse d'Etat en Iran) , Trimestrielle de Réssâneh , n° 1 ,Printemps' Téhéran 1992 p. 57

¹⁸⁰ - "Irané Emrouz" (Iran d'aujourd'hui) créé à Téhéran le 15 mars 1939

¹⁸¹ - Sadré Hâchemi op.cit. Vol. I p. 330

¹⁸² - Mohammad Hedjazi, écrivain romancier, il va plus tard regretter d'avoir collaboré avec Irané Emrouz Sadre Hâchemi op.cit. p. 330

¹⁸³ -"Irané Emrouz" N° 1, 15 mars 1939

¹⁸⁴ - Sadre Hâchemi op.cit. p. 327

¹⁸⁵ - Mohammad Réza Shâh Pahlavi, né le 26 octobre 1919 à Téhéran et mort le 27 juillet 1980 au Caire, Il était le deuxième et dernier monarque de la dynastie Pahlavi

répercussions importantes sur la situation socio-politique de l'Iran. On peut déjà souligner le départ de Rézâ Shâh sous la pression des Alliés¹⁸⁶, cela après vingt ans de pouvoir sans partage. Bien que l'occupation de l'Iran par les Alliés durant la guerre ait eu des effets économiques négatifs, le pays a connu l'ouverture politique au profit de partis gauchiste, droitiste, démocratique et nationaliste. La suspension du pouvoir vertical, la libération des prisonniers politiques ainsi que l'allégement de la répression sur la presse et sur les activités sociales et politiques vont donner lieu au développement des espaces publics. Pendant la phase postrévolutionnaire de 1906, les Britanniques soutenaient les constitutionnalistes tandis que les Russes préféraient le statu quo en Iran. Désormais leurs politiques respectives sont inversées. Les Soviétiques soutiennent les mouvements révolutionnaires tandis que les Anglais essaient de maintenir inchangée la situation. Au-delà de leurs aides directes aux mouvements marxistes, les Soviétiques vont publier à travers leurs légations des bulletins, des journaux d'information et de propagande. Ainsi par exemple les journaux Dousté-Iran (L'Ami de l'Iran) et Sétâreh Sorkh (L'Etoile rouge) à Téhéran. Quant aux Britanniques, pour combattre plus efficacement les communistes, ils vont provoquer les religieux, persécutés, désorganisés et écartés de la vie politique depuis les deux décennies de pouvoir de Rézâ Shâh. Les Britanniques comme les Soviétiques publient également une série de revues plus ciblées à destination des femmes, Âlamé Zannan (L'Univers des femmes), Now Nahâlân (Les petits enfants), un magazine littéraire et de propagande, Cheypour (Le Clairon). Contrairement à son père, le nouveau roi est un homme croyant et se montre favorable au retour des Ulémas (Fig 5). Une politique de réhabilitation des Uémas et de ré islamisation de la société avec la coopération de la Grande-Bretagne est ainsi entamée : La Mecque est ré-ouverte aux milliers de pèlerins iraniens. L'ayatollah Ghômi exilé par Rézâ Shâh revient triomphalement dans le pays. L'école théologique de 'Sepahsâlâr' à Téhéran devient une faculté théologique. La radio de Téhéran débute ses programmes quotidiens par des versets du Coran. Le paradoxe apparaît lorsque les Ulémas, anticommunistes, sont aussi contre l'occidentalisation de la société, et en reprenant progressivement leur place dans la société, certains d'entre eux vont se retourner contre les Européens et contre les "Européanisés". Les Américains commenceront leurs activités médiatiques surtout après la guerre.

¹⁸⁶- Voir De Villiers "Shah d'Iran" Ed. Plon, Paris 1975, p. 106-110 communiqué des Anglais et des Soviétiques : "vous feriez mieux d'être raisonnable. Partez. Transmettez votre trône à votre fils, nous supprimons purement et simplement la monarchie et établissons un duumvirat anglo-russe sur l'Iran." Idem p. 107



Fig. 5- Le Shâh et ses deux fils, accompagnés de quelques religieux de hauts-niveaux, au cours d'un pèlerinage religieux.

2-4-1 La liberté d'expression et l'expansion de la presse de 1941 à 1953

Pendant les douze premières années du règne du jeune roi (1941-1953), la presse iranienne connaît une période de relative liberté d'expression grâce à l'abolition des restrictions imposées à l'époque de son père. Le nombre des journaux augmente considérablement par rapport à l'époque d'avant l'abdication de Réza Shâh. Les prisonniers politiques sont libérés. Les intellectuels, les libéraux, et les écrivains propagent leurs idées par le moyen de la presse. Divers partis politiques apparaissent, de la droite radicale à l'extrême gauche. Les réunions et rassemblements de toute sorte, jusqu'alors interdits sont autorisés. Le jeune roi a comme but d'une part d'apaiser la colère et le mécontentement des intellectuels dus au régime oppressif de son père et d'autre part de consolider son règne et d'assurer la continuation de la monarchie. C'est l'ère de la réconciliation politique. Sous le règne de Rézâ Shâh, 50 journaux sont publiés en Iran, dont la plupart d'entre eux à Téhéran. Suite à l'exil de Réza Shâh à l'Île Maurice, les journaux qui le soutenaient en le flattant se mirent à le critiquer. Bénéficiant d'une nouvelle ouverture politique, un certain nombre de journaux lance une vague d'insultes contre sa famille. D'autres paraissent, dont les rédacteurs en chef sont des figures importantes de la politique, des membres des partis influents ou des propriétaires des journaux interdits sous le règne de Rézâ Shâh. Les journaux évoquent surtout la libération des prisonniers politiques et la liberté d'expression. Mohammad-Ali Foroughi, Premier ministre du nouveau Shâh, présente un projet de loi au Parlement pour mieux contrôler la presse, mais les élus le rejettent. La presse connaît des hauts et des bas en 1942 et 1943 en raison du bras de fer entre le gouvernement, les élus et la presse. En 1944, la nouvelle assemblée désignée est dominée par les députés nationalistes et indépendants dont la présence ouvre le chemin de l'activité politique à la presse et aux partis. Nédâyé Mellat est l'organe du Parti de l'Unité nationale, ultérieurement renommé le Parti du Peuple. Quelque temps après, le Parti du Peuple publie

un journal plus radical, Sedâyé Mardom. Le Parti démocratique Vatan publie le journal Radé Emrouz, le Parti Hamrâhân est représenté par le journal Emrouz o Fardâ, et le Parti de la Justice édite Bahrâm, Nedâyé Edâlat, Mehré Iran et Ghiâmé Iran.

2-4-1-1 L'importance des mouvements de gauche

Au niveau national les deux composantes essentielles de la gauche sont deux partis puissants, le parti "Toudeh" (Parti de la Masse) et le parti démocratique du Premier ministre Ghavâm.¹⁸⁷ Au niveau régional, ce sont les deux partis démocratiques d'Azerbaïdjan et du Kurdistan qui ont une structure solide. Les journaux tendant à gauche représentent environ 26% de l'ensemble de la presse.

1 – LE PARTI "TOUDEH" ET SES PUBLICATIONS.

Fondé seulement quelques jours après le départ de Rézâ Shâh en 1941, ce parti va devenir bientôt le mouvement populaire le plus important en Iran.¹⁸⁸ Pour contourner la loi de 1931 qui interdit toute activité communiste en Iran¹⁸⁹, le Toudeh ne revendique pas son appartenance au communisme. Comparé aux autres mouvements de cette époque, son programme est beaucoup plus progressiste et concret. Pour mener ses combats en faveur du socialisme et pour présenter ses options sur l'ensemble des aspects de la vie sociale, économique, artistique et littéraire, le Toudeh crée ses propres publications et obtient la sympathie de nombreuses revues politiques ou thématiques. Son organe principal, le quotidien "Rahbar"¹⁹⁰, est le plus important des journaux engagés en Iran. Son tirage varie de 3 000 à 5 000 exemplaires et occupe une place prépondérante dans la presse en circulation. Mardom, organe du Comité Central, fournit des analyses pertinentes sur la mutation de la société iranienne. L'Union du prolétariat iranien, liée au parti Toudeh publie son journal Zafar (La Victoire) à Téhéran et ses branches dans les villes relativement industrialisées ont leurs propres organes. L'Organisation de la Jeunesse du Toudeh édite quant à elle Bachar (L'Être humain) et Razm (Le Combat). L'Organisation

¹⁸⁷ - Ghavâm-ol-Saltaneh Ahmad, Premier ministre en 1921, 1941, 1945 à 1947.

¹⁸⁸ - Le nombre de ses militants 30.000 en 1944 dépasse 100.000 en 1946. Arasteh Rézâ, "Education and social Awakening in Iran " Ed. J. Brill, Leiden 1962 ,p.108

¹⁸⁹ - Wilber Donald D.N," Reza Chah Pahlavi", The resurrection and the reconstruction of Iran, U.S.A. 1975, p. 131

¹⁹⁰ - "Rahbar" (Le Guide), son directeur Iradj Eskandari, prince Qâdjâr, ancien étudiant de droit à l'université de Grenoble, va occuper en tant que premier secrétaire la direction du parti entre 1970 et 1978 en clandestinité (mort en exil en R.D.A. En 1985).

des Femmes au Toudeh publie Bidârié Mâ (Notre Eveil) tandis que la revue Zâbâné Môalem s'adresse aux instituteurs.

« Néanmoins, dans la presse Toudeh de cette période on ne trouve pas de publications destinées au monde rural, cela pour des raisons techniques et tactiques. Techniques : en raison de illettrisme plus répandu dans les campagnes que dans les villes et de l'insuffisance des moyens de transport. Tactiques : parce que Toudeh, comme d'autres mouvements sociaux apparus dans les villes, ne croit pas à la maturité des paysans pour s'adapter aux mutations démocratiques modernes. »¹⁹¹

L'influence de Toudeh va décliner, d'abord en raison de ses prises de position inconditionnelles en faveur de l'URSS dans l'affaire du pétrole du nord¹⁹², et ensuite de ses rapports ambigus avec des mouvements nationalistes et islamistes. Mis en cause dans l'attentat manqué contre le Shâh¹⁹³, ce parti est déclaré hors la loi et nombre de ses journaux affiliés sont contraints de cesser leurs publications. Cependant, en dépit de tous les revers infligés au parti, celui-ci va survivre en semi-clandestinité et réapparaître au début des années cinquante pour combattre au côté de Mossadégh contre les Britanniques dans le conflit du pétrole.

2- AUTRES MOUVEMENTS DE GAUCHE.

Humanistes, antifascistes, nationalistes ou patriotiques, la plupart des mouvements se réfèrent à la démocratie et s'identifient les uns par rapport aux autres par des nuances parfois minimes. Les moyens médiatiques employés sont proportionnels au poids social de chaque mouvement et à sa capacité financière. "Le parti démocrate" est créé sur mesure par le chef du gouvernement Ghavâm et dispose d'une large panoplie de moyens médiatiques :

¹⁹¹ - Kianvar op.cit., p.185

¹⁹² - Le parti Toudeh soutenait l'octroi de la concession du pétrole du nord du pays aux Soviétiques. voir De Villiers G. op.cit. p. 147-

¹⁹³ - En février 1948, le Shâh survit à une tentative d'assassinat pendant sa visite à l'université de Téhéran. L'auteur de cet attentat est tué sur le champ. Alors que son vieux pistolet s'est déchargé de toutes ses balles et on peut facilement l'arrêter et l'interpeller pour connaître les commanditaires de l'attentat.

L'auteur de cet attentat est déclaré officiellement membre du parti *Toudeh* (parti communiste pro soviétique) sans aucune preuve tangible. Cet attentat n'est toujours pas élucidé, mais le parti *Toudeh* est dorénavant déclaré illégal, ses dirigeants sont emprisonnés ou s'enfuient. Pour certains, le rôle joué par les Britanniques en tant que manipulateurs de l'attentat qui a mis sérieusement en difficulté les partis de gauche n'est pas négligeable.

En 1950, le gouvernement du Premier ministre, le général Ali Razmârâ, impose de nouvelles restrictions aux activités de la presse et des imprimeries. La liberté de la presse commence à gêner le gouvernement et le pouvoir politique.

« Le journal "Démokrâte Iran" son organe officiel et le journal "Diplomat," l'organe du Comité Central, jouent un rôle de porte-parole pour le gouvernement. Les journaux ciblés sont: "Kâr-Garânéh Iran"(Les Travailleurs d'Iran) pour les travailleurs, "Peyamé Djavânân" (Le Message des Jeunes) pour les jeunes et de nombreux journaux locaux dans les provinces. Parallèlement aux journaux engagés, Kianvar dans sa thèse a recensé plus de cinquante quotidiens, hebdomadaires et mensuels indépendants à tendance de gauche.»¹⁹⁴

3- LES REPUBLIQUES AUTONOMES D'AZERBAÏDJAN ET DU KURDISTAN.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Azerbaïdjan d'abord, puis la région du Kurdistan cessent de se soumettre aux autorités du gouvernement central et prononcent chacune leur autonomie en créant successivement la République Démocratique d'Azerbaïdjan et la République Démocratique du Kurdistan. Pour le gouvernement central et pour beaucoup d'observateurs iraniens, seul l'expansionnisme de l'URSS et la présence de l'Armée rouge à la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Iran expliquent ces actes qui portent gravement atteinte à l'intégrité du pays.

En quête de légitimité, le gouvernement d'Azerbaïdjan publie une dizaine de périodiques politiques éducatifs et littéraires dans la langue azérie à Tabriz et dans d'autres villes d'Azerbaïdjan à travers lesquels le gouvernement autonome réaffirme sa fidélité à l'intégralité de l'Iran et sa solidarité avec d'autres mouvements démocratiques qui luttent pour la liberté.¹⁹⁵ La section arménienne du parti démocrate d'Azerbaïdjan publie son propre journal "Veradznund" (La Renaissance). La République démocratique du Kurdistan fait paraître un journal politique "Kordestan" et quelques revues littéraires en langue kurde.

Avec la disparition des deux Républiques démocratiques en Azerbaïdjan et au Kurdistan, l'ensemble de la presse azériphone et kurdophone disparaîtra pendant plusieurs années.¹⁹⁶

¹⁹⁴ - Kianvar op.cit., p. 179

¹⁹⁵ - Azerbaïdjan Demkrat, organe officiel du parti, Azad Mellat, organe du parlement local, Ghalaba (Vaincre), organe du prolétariat Djevanlar (Les Jeunes)

¹⁹⁶ - Les tractations internationales dans lesquelles seront mêlées les États- Unis, la Grande- Bretagne et l'URSS finiront par la désolidarisation de l'Armée rouge des mouvements d'Azerbaïdjan et du Kurdistan. En 1946, l'armée iranienne entrera triomphalement à Tabriz, puis à Mahabad. Sablier E., Iran, Ed.Rencontre 1962.p.43

2-4-1-2 Le front populaire de Mossadégh¹⁹⁷

Parallèlement à son dynamisme interne qui est la force motrice de chaque mouvement social ou politique, ce sont les facteurs exogènes qui interviennent et modifient l'évolution de celui-ci. Ces facteurs peuvent aussi bien contrarier son développement que l'impulser en avant ou consolider sa position. La combinaison de ces paramètres endogènes et exogènes se manifeste indéniablement dans le mouvement lancé par Mossadegh. Emportés par les événements aussi bien internes qu'externes, une dizaine de partis et d'organisations politiques ou syndicales aussi divers que contradictoires, d'extrême gauche à l'extrême droite, vont se retrouver derrière un front commun pour lutter pour une cause commune : combattre l'impérialisme anglais, d'où l'appellation "Front national" (Djhbéyé Melli). Malgré sa durée de vie assez courte, le Front national va collecter des moyens médiatiques assez importants puisque chaque membre de la coalition mettra à son service son propre organe de presse et les journaux qui lui sont liés. Les membres du Front national font de grands efforts au profit de la liberté de la presse, d'une élection libre et de la tenue des rassemblements. Avec l'arrivée au pouvoir du premier ministre Razm Arâ et la tentative d'assassinat manquée contre le Shâh à l'Université de Téhéran le 6 décembre

¹⁹⁷ - Mohammad Mossadegh - né à Téhéran en 1882, fils d'un haut fonctionnaire au ministère des Finances de Nassereddine Shâh et d'une princesse Ghâdjâr. Il est élu en 1925 à la cinquième assemblée du Parlement iranien, au sein de laquelle il s'oppose à la nomination du Premier ministre, Réza Khân en tant que nouveau monarque d'Iran. En 1942, il siège de nouveau au parlement dans les rangs des nationalistes. Le nationalisme est de retour en Iran à cette époque, alors que l'influence des puissances étrangères notamment celle du Royaume-Uni est à son apogée. Le pétrole, dont l'Iran était le plus ancien et principal producteur au Moyen-Orient, échappe à l'emprise du gouvernement qui ne perçoit que des redevances octroyées par la toute puissante Anglo Iranian Oil Compagny (AIOC). Après être devenu Premier ministre le 29 avril 1951 et avec l'appui des factions religieuses (conduit par l'ayatollah Abolghassem Kâchâni), Mossadegh nationalise l'Anglo Iranian Oil Compagny. Il entreprend alors une politique anti britannique en fermant les consulats, tout en expulsant le personnel britannique de la compagnie pétrolière. L'hebdomadaire américain Time Magazine lui décerne le titre d'"homme de l'année 1951". En juillet 1952, un conflit constitutionnel avec le Shâh provoque la démission de Mossadegh. Le Shâh refuse en effet d'accorder le contrôle de l'armée au gouvernement, Mossadegh démissionne. La foule descend alors dans la rue pour exiger le retour de Mossadegh. Le Shâh cède après trois jours d'émeutes et le renomme Premier Ministre le 20 juillet. Le 15 août 1953, le Shâh, convaincu du soutien des Américains, signe un décret impérial démettant Mossadegh et le remplaçant par le Général Zahedi. Ce décret fut porté par le commandant de la garde impériale, que Mossadegh fit arrêter, croyant à une falsification. Le Shâh, croyant avoir échoué, s'enfuit alors à l'étranger. La publication par la presse de copies du décret impérial déstabilisa le régime de Mossadegh en créant des émeutes renforcées par la participation de faux militants du parti Toudeh, financés par la CIA dans le cadre de l'opération Ajax. Le 18 août, une nouvelle tentative est lancée et le Général Zahedi devient Premier ministre en faisant arrêter Mossadegh et ses partisans. Le Shâh rentre au pays quelques jours après. Le but de cette opération était, en remplaçant le Shâh sur le trône par un coup d'état, de préserver les intérêts occidentaux dans l'exploitation des gisements pétroliers iraniens.

Condamné à trois ans d'emprisonnement, il sera ensuite assigné à résidence dans son village ancestral où il décédera en 1967. Durant l'administration du président Bill Clinton en 2000, suite à un rapport publié, la secrétaire d'état Madeleine Albright a reconnu officiellement le rôle des États-Unis dans l'organisation et le soutien financier du coup d'état de 1953.

1948, les conditions deviennent plus dures pour la presse. Au début, le gouvernement déclare la loi martiale partout en Iran. Tous les journaux opposants au Shâh sont fermés par le gouvernement, des journalistes sont arrêtés et jugés. Le Parlement vote un nouveau Code de la presse qui prive la presse de toute liberté. Mais l'élection de Mohammad Mossadegh au poste de Premier ministre met fin à cette loi inflexible. Mossadegh se consacre à la liberté de la presse et des partis politiques, à l'amélioration de l'économie nationale et à la nationalisation de l'industrie pétrolière. Au gouvernement de Mossadegh l'interdiction du parti Toudeh a été suspendue. Le parti publie le quotidien 'Bé Souyé Ayandé' (Vers l'Avenir) et fonde l'Association nationale des journalistes démocratiques, l'Association des Iraniens pacifistes et l'Association nationale pour lutter contre la société pétrolière impérialiste.

« A cette époque-là, la plupart des caricatures qui paraissaient dans les journaux liés à la Cour contre Mossadegh à Téhéran venaient de Washington et passaient par l'ambassade américaine à Téhéran avant d'être remises aux journaux. »¹⁹⁸

« Certains journaux bénéficiaient de l'ouverture politique pour exercer chantage et vengeance. Face à ces circonstances, le gouvernement de Mossadegh fut obligé de réformer le Code de la presse, et ainsi les journaux devaient recevoir l'autorisation du ministère de l'Intérieur. »¹⁹⁹

Sur quelque 373 journaux, 70 s'opposent à Mossadegh, tous publiés à Téhéran.²⁰⁰ Ils attaquent librement Mossadegh et son gouvernement.

« Les journaux ne seront pas traduits en justice pour m'avoir insulté »²⁰¹, dit Mossadegh en 1951.

Au bout du compte, les propagandes négatives contre Mossadegh à l'intérieur du pays, la colère du Royaume-Uni contre la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne sous la houlette de Mossadegh, et l'impuissance du Shâh débouchent sur la chute de Mossadegh par un coup d'Etat orchestré par les Etats-Unis.

¹⁹⁸ - Bijani Maryam ' La pensée de liberté de la presse'(Fekré Azadié Matbouat) Ed. Centre des études et recherches médiatiques du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique, 2005- p.82

¹⁹⁹ - Idem

²⁰⁰ - Idem, p.83

²⁰¹ - Idem , p.78

2-4-1-3 La droite nationaliste et l'extrême droite

Le parti conservateur "Erâdeh Melli" (La Volonté nationale), mouvement le plus important après le parti Toudeh, est une organisation solide qui bénéficie de l'appui de nombreux journaux nationalistes et anticommunistes. D'ailleurs le leader du mouvement Seyyed Ziâ²⁰² est un anticommuniste farouche et entretient des relations privilégiées avec les conservateurs britanniques.²⁰³ La plate-forme du parti rapproche sensiblement les points de vue de la droite classique en Occident et affiche son attachement aux valeurs nationales et religieuses, à la santé et à la justice publiques ainsi qu'à l'accélération de l'industrialisation. Dès sa création, Erâdeh-Melli trouve un accueil favorable parmi les périodiques nationalistes et de droite ; certains de ces journaux vont devenir son organe ou ses satellites. Une vingtaine de journaux, essentiellement politiques, éparpillés dans les régions du pays vont soutenir les programmes de Seyyed Ziâ . Ce mouvement contrôle "l'Union nationale de la presse", ce qui lui procure une marge de manœuvre assez confortable dans ses actions médiatiques. Eradeh-Melli n'est pas le seul parti qui se situe à droite, d'autres mouvements comme Djebhéyé Esteghlal (Le Front pour l'Indépendance) ou Melliouné Iran (Les Nationalistes iraniens), qui se sont développés à la fin des années trente et dans les années quarante, se rapprochent aussi de la droite. Une dizaine de journaux militent en faveur du nazisme, au nombre desquels Âftâb (Le Soleil), Irané Bâstân (L'Iran Antique), Âtach (Le Feu) défendent des idéologies racistes et aryennes.

2-4-1-4 Les particularités de la presse

La vie politique très mouvementée à ce moment, aggravée par les problèmes engendrés par la seconde Guerre mondiale, crée de graves difficultés dans le pays, sujets des plus importants et fréquemment abordés par les journaux. D'une façon générale, on peut classer la presse politique de l'époque en 3 catégories :

- La presse à tendance occidentale (Royaume-Uni).
- La presse influencée par les pays d'Europe de l'Est (sous domination soviétique)
- La presse indépendante et impartiale.

Un des points remarquables de cette époque est l'affrontement et la bagarre entre les partisans de journaux opposés dans les rues, qui s'achèvent quelquefois par l'attaque nocturne d'imprimeries ou de locaux d'édition. On frappe les éditeurs ou les compositeurs

²⁰² - Seyyed Ziâeddin Tabâtabâi, coauteur avec Rêzâ Shâh du coup d'État de 1921 qui a mis fin à la dynastie Ghâdjâr.

²⁰³ - Armajani Y . "Iran" Prentice – Hall, INC. Nj. USA 1972, p.136

de l'imprimerie, on casse tout. On dérobe les pages des journaux imprimés et même parfois, on met le feu au bureau du journal.

Un autre point digne d'attention concerne les particularités de cette presse :

- La prolifération explosive d'une série de journaux superflus et éphémères ne tirant pas à plus de 2 000 exemplaires. On constate ainsi qu'en quatre ans à partir de 1944, plus de 330 titres ont paru auxquels il faut ajouter les 250 autres créés auparavant. La plupart de ces journaux disparaissent rapidement.²⁰⁴

- L'apparition des journaux affiliés aux partis et groupes politiques, aux cercles de grands personnages politiques, courtisans ou membres de gouvernement, qui est le résultat de regroupement des idées et la polarisation des objectifs. Les journaux indépendants sont assez nombreux, mais chez certains, l'indépendance n'est qu'apparente.

- Le développement de la presse écrite dans les domaines de la rédaction, de la technique et de l'évolution du journalisme professionnel. A Téhéran, l'imprimerie Tâbân est la première imprimerie privée qui se dote de machines et d'équipements modernes automatiques. Le groupe de presse Ettelâât, qui possédait une grande imprimerie dès août 1941, modernise ses usines. De même pour l'imprimerie de la banque Melli d'Iran qui renouvelle ses équipements.

- La diversité des styles d'écriture

- L'absence de contrôle gouvernemental et de censure.

- L'accroissement de la corruption et du chantage par la multiplication des publications à propos diffamatoires et révélateurs.

2-5 Cinquième période (post Mossadegh)

La presse après le coup d'Etat de 1953.

Le coup d'Etat de 1953 marque la fin d'une relative liberté de la presse. Mohammad Réza Shâh s'arrange pour museler la presse et instaurer un régime policier, ce qui provoque une véritable crise pour le domaine de l'édition. De nombreuses imprimeries font faillite et la police impose un régime de censure très rigoureux à la presse et aux activités des imprimeries. Le Shâh maintient de bonnes relations avec les Etats-Unis, mais son

²⁰⁴-Kianvar, op.cit., p. 178

gouvernement est critiqué pour sa corruption et les pratiques violentes de la SAVAK²⁰⁵, ce qui provoque des protestations en Iran et suscite la condamnation de nombreux membres de la communauté internationale. Le Dr. Hossein Fâtemi, ministre des Affaires étrangères de Mossadegh et directeur du journal Bâkhtar-e-Emrouz (aujourd'hui ouest ??) est exécuté le 10 novembre 1954 après un procès à huit clos devant un tribunal militaire. Amir Mokhtâr Karim Pour Shirâzi, directeur du journal Shouresh (l'Emeute) et militant politique pro nationalisation de l'industrie pétrolière est arrêté à cause de ses écrits critiques contre le Shâh et la famille royale. Après avoir été torturé, il est abattu et brûlé vif dans la cour de la prison (le 10 novembre 1954). L'ombre de la Savak pèse sur l'ensemble de la presse et des autres médias en Iran. Le pays devient le terrain d'une presse adulatrice du Shâh, laquelle presse reçoit en contrepartie des subventions importantes. Ce que sachant, des journaux sans lecteurs vont être publiés pour profiter d'une subvention... Pendant cette période, l'Iran est témoin de l'apparition de journaux et de magazines divertissants.

La Savak a des pouvoirs quasiment illimités d'arrestation et de détention. Elle opère dans ses propres centres de détention, comme la tristement célèbre prison *d'Evine*. Il est de notoriété publique qu'elle soumet régulièrement ses détenus récalcitrants à la torture physique. En plus de ses activités domestiques, le Service se charge aussi de la surveillance des Iraniens vivant à l'étranger, dont les étudiants ayant obtenu une bourse du gouvernement pour étudier hors du pays, en particulier en France, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

2-5-1 L'industrialisation et la normalisation de la presse

En Iran, les années soixante et soixante-dix sont marquées par le développement d'un capitalisme d'Etat et par l'essor rapide d'une bourgeoisie industrielle puissante, à la recherche de plus de profit. Les projets ambitieux du Shâh pour réaliser sa "grande civilisation" qui devaient impulser l'Iran dans le rang des cinq plus grandes nations, sont mis en chantier dans le cadre d'un plan de réformes général connu sous le nom de la

²⁰⁵ Le Service de la sécurité et du renseignement d'Iran appelé brièvement la Savak (Sâzmâné Ettelâât va Amniyaté Kechvar) est créé au milieu des années 1950 avec l'assistance de la CIA et du Mossad, avec pour mission de protéger le Shâh, Mohammad Réza Pahlavi, et de contrôler l'opposition.

"Révolution Blanche"²⁰⁶.. Le puissant clergé chiite est mécontent de voir que les réformes du Shâh lui enlèvent la plupart de ses pouvoirs traditionnels dans les domaines de l'éducation et des lois familiales, mais aussi que sa forte autorité dans les milieux ruraux se trouve diminuée. En juin 1963, l'Âyatollâh Rouhollah Mousavi Khomeiny, un dirigeant religieux de Ghom,²⁰⁷ est arrêté après un discours dans lequel il attaquait directement le Shâh ; s'ensuivent trois jours d'émeutes dans tout le pays, les plus violentes depuis la chute de Mossadegh une décennie auparavant. Le Shâh réprime violemment ces émeutes, et le gouvernement, en apparence, semble triompher de ses opposants. L'application d'une telle transformation sociale imposée par le sommet, nécessite au préalable l'adhésion de la population aux objectifs de ces réformes. Cela implique nécessairement d'ouvrir une campagne d'explication et de justification qui doit être assurée par les mass-médias et en particulier par la radio et la télévision. Dès lors, l'Etat, à travers trois de ces modes d'intervention, va affecter profondément le paysage des médias du pays : en tant que plus grand détenteur des moyens de communication ; par le démantèlement des médias adverses ou soupçonnés de lui nuire ; par le soutien concret aux médias pro-gouvernementaux. Si le processus des réformes mis en œuvre par l'Etat en vue de moderniser la société et l'inciter à brûler les étapes perdues du développement n'a pas produit les résultats promis et

²⁰⁶ - La Révolution Blanche (Enghelabeh Sefid) est une série de réformes à grande portée, lancée en 1963 par le Shâh.

Le Shâh voulait que ces réformes soient une régénération non violente de la société iranienne à travers des réformes économiques et sociales, avec pour objectif à long terme de transformer l'Iran en une puissance économique et industrielle mondiale. Il introduit des concepts économiques novateurs comme la redistribution des profits aux ouvriers et initie des projets d'industrie lourde financés par le gouvernement, ainsi que la nationalisation des forêts, des pâturages et des ressources en eau. Le plus important, cependant, est la réforme agraire qui fait perdre aux grands propriétaires terriens la plupart de leur influence et de leur pouvoir. Socialement, la Révolution Blanche accorde plus de droits aux femmes, permet le développement du corps médical, et injecte des fonds dans l'éducation, particulièrement dans les zones rurales. S'appuyant sur la confiance acquise auprès de tous par le programme de redistribution des terres, le Shâh organise un référendum en janvier 1963 par lequel il soumet six mesures à l'approbation du peuple :

- La réforme agraire ;
- Le partage des profits industriels par les ouvriers du secteur privé ;
- La nationalisation des forêts et des pâturages ;
- Un amendement de la loi électorale permettant une représentation plus large des employés et des fermiers ;
- La vente de certaines usines nationalisées afin de financer la réforme agraire ;
- La création du Sepah-e Danesh (l'Armée du savoir) un nouveau corps regroupant les hommes et les femmes faisant leur service civil pour partir alphabétiser les populations rurales dans les villages.

Le Shâh appelle cet ensemble de réformes la Révolution Blanche et annonce une majorité de 99 % de votants en faveur de ce programme. En plus de ces réformes, il annonce également en février 1963 l'extension du droit de vote aux femmes.

²⁰⁷- Situé à 150 km au sud-ouest de Téhéran. Aujourd'hui, Ghom compte parmi les centres les plus importants du chiisme, à la fois en Iran et dans le monde. Son centre théologique (Hawza), où les musulmans chiites viennent suivre les leçons de leurs maîtres, les ayatollahs et le mausolée de Hazrat Ma' soume, soeur de l'Imam Reza (784- 816) sont les caractéristiques essentielles de cette ville.

attendus, en revanche, il a débouché sur une situation nouvelle : l'émergence d'une couche sociale importante composée des classes moyennes et supérieures, consommatrices de biens manufacturés. Cette nouvelle fragmentation sociale, propice cependant au développement de la production industrielle y compris dans le domaine culturel, a résulté de trois facteurs :

- une politique d'industrialisation rapide et l'injection massive par le gouvernement de ressources financières importantes dans l'économie pour permettre l'absorption de la production.

- la politique de la "dépolitisation sociale", condition préalable à la stabilisation de la situation.

- le rôle crucial joué par les médias de masse dans la divulgation des normes sociales et culturelles de la vie moderne.

L'évolution de ces médias se caractérise par trois tendances :

- dépolitisation

- concentration

- centralisation,

ces trois tendances étant toutefois étroitement liées les unes aux autres.

2-5-1-1 la dépolitisation

La politique occupe désormais une place marginale dans la presse écrite : seulement 6,7% du contenu textuel de l'ensemble des magazines et périodiques parus en 1971-1972, ainsi que le révèle une étude effectuée par le Centre des Statistiques Iranien. Compte tenu de la faible place consacrée à la politique, on remarque par ailleurs une nette absence des informations concernant les mouvements sociaux. Comme le note Paul Vieille :

« ... Depuis 20 ans, nul n'a jamais lu ni entendu parler d'une revendication des travailleurs soutenue par le syndicat... »²⁰⁸

²⁰⁸ - Vieille Paul et Bani Sadr, "Pétrole et violence" 'Ed. Anthropos, Paris 1974, p. 104

Dans le contenu des deux quotidiens les plus importants de Téhéran, 'Keyhân' et 'Ettelaât', la part de la publicité dépasse la barre de 50%. Les fig. 6 et 7 ci-après précisent le contenu en pourcentage des deux quotidiens Keyhân et Ettelaât,

Calculé sur un mois du 23 Juillet au 22 Août 1972²⁰⁹

Contenu	Keyhân	Ettelaât
Publicité	54,47	50,84
Reportages +informations +bourse + économie	38,13	47,78
Faits divers	4,11	3 ,06
Les arts	3,29	2 ,34
Total	100	100

Fig. 6

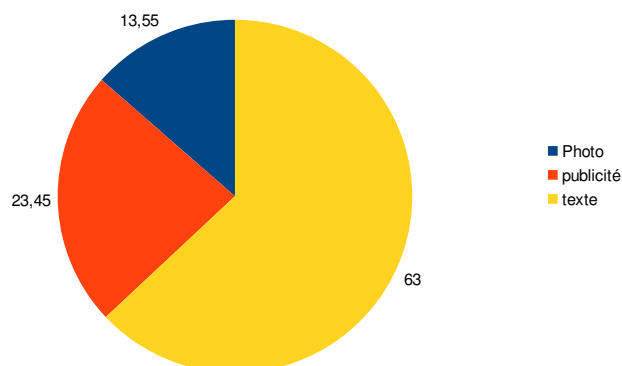


Fig. 7

Graphique de répartition en pourcentage du contenu de l'ensemble des magazines selon

²⁰⁹ - Conseil supérieur de la culture et de L'Art centre d'Etude d'Harmonisation culturelle 1971 p. 40

leurs sujets pour l'ensemble de l'année 1350 (21 mars 1971-20 mars 1972).

Source : Kétâb va Matbouât dar Iran (Livre et Presse en Iran) 1973 Téhéran.

« Les valeurs mercantiles et spéculatives dominent les pages des journaux et l'argent occupe une place centrale dans les discours des médias de masse. La pression économique devient aussi redoutable pour la presse que la censure directe. A partir des années soixante avec l'amélioration de la situation du pays, les forces hégémonique sociales vont disposer d'un nouvel instrument de régulation et de pression : celui de l'argent. Désormais pour intimider les médias, l'Etat pratique la politique de la carotte et du bâton. »²¹⁰ (Fig. 8)

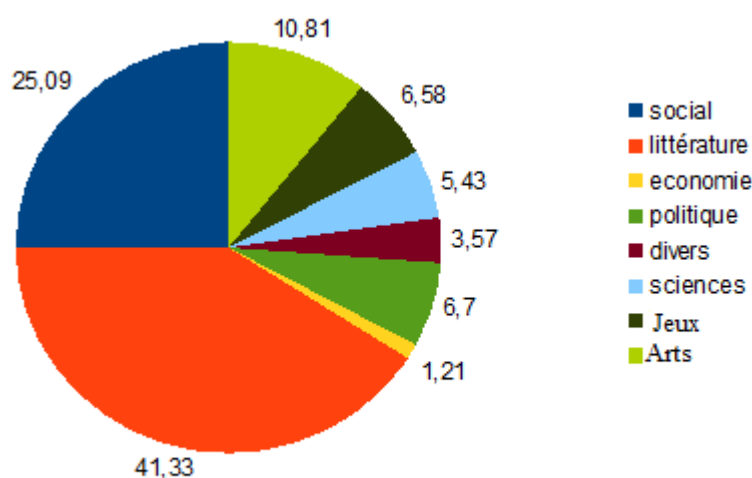


Fig. 8

Cette forme nouvelle de répression s'opère aussi bien en amont qu'en aval. En amont, plusieurs obstacles sont dressés pour dissuader les personnes "non conformes" à disposer d'un journal. L'attribution de "l'autorisation de publication" de la presse est soumise à de nombreux examens très poussés sur la personnalité du candidat, le but étant l'emploi de "the right man in the right place", l'acquéreur de l'autorisation doit assurer une publication régulière de son journal avec un tirage qui ne doit pas être inférieur à 3 000 exemplaires. Le dépôt d'une forte caution est demandé pour valider l'autorisation. Une cellule de la SAVAK est installée systématiquement à l'intérieur afin de contrôler de près non seulement les mouvements internes de l'entreprise mais aussi de surveiller le comportement individuel de chaque employé. Les journalistes virulents seront mis à l'index et leur embauche sera interdite par l'ensemble des groupes de presse.

²¹⁰ - Kianvar op.cit., p.225

- Chaque journal doit déposer une copie de sa publication au ministère de l'Information avant sa distribution. Un bureau spécial chargé de la presse examine scrupuleusement la forme, le contenu, les photos et même les messages publicitaires.

- Les journaux susceptibles de contrarier d'une façon ou d'une autre la politique de l'Etat sont purement et simplement supprimés, dans le meilleur des cas leurs autorisations seront rachetées par l'Etat.

« L'Etat va exercer une pression considérable sur les journaux par le biais de ses différents modes d'allocations accordées à ceux-ci : par l'aide directe aux petits journaux économiquement incapables de survivre, par la distribution des annonces publicitaires administratives, par les directives gouvernementales sollicitant les grandes entreprises publiques et privées à apporter leur soutien aux journaux pro-gouvernementaux, cela naturellement par la location de pages publicitaires, Avec la création au milieu des années soixante du ministère de l'Information, la censure va alors frapper durement la presse. Une centaine de journaux indépendants ou politisés seront supprimés. Face à cette répression généralisée et pour éviter les risques de perdre le soutien financier de l'Etat, le processus de censure va progressivement se déplacer de l'extérieur pour s'installer à l'intérieur du journal. C'est ainsi que l'autocensure sera concrètement établie. »²¹¹

« Réduits aux "feuilles émaciées", la plupart des journaux vont devenir le porte-parole du gouvernement et se garnir d'articles de louanges et de publicités commerciales. »²¹²

2-5-1-2 Concentration de la presse

En 1975-76, les deux principaux quotidiens Keyhân et Ettelaât contrôlent plus de 80% de la part de marché de la presse. Ettelaât, le plus ancien quotidien conservateur, qui n'a jamais été véritablement inquiété par la censure, publie en dehors de ses éditions régionales une dizaine de journaux, de magazines, de mensuels en farsi, en français, en anglais et en arabe. Rien que le tirage de ses trois magazines filiales Djavânân, Haftégui et Bânovan totalise environ 500 000 exemplaires par semaine. Pour apprécier l'importance de ce chiffre, il faut rappeler que le nombre total de magazines vendus sur le marché atteint à peine 900 000 exemplaires. Keyhân, un autre groupe de presse, dirige cinq revues dont Keyhan international, quotidien en anglais, et Zané rouz, magazine féminin dont le tirage dépasse 200 000 exemplaires. A l'exception d'une revue religieuse mensuelle régionale,

²¹¹ - Idem, p.227

²¹² - Mohamed Nejad Kazem " Information et Pouvoir en Iran" Annuaire du Tiers Monde, 1979, Berger-Levrault avec le concours du CNRS, p.190

Maktabé Eslam,²¹³ dont le tirage plafonne à 60 000 exemplaires et qui regrette de ne pas disposer de moyens techniques supplémentaires pour répondre à une demande potentielle qui, selon sa propre estimation, dépasserait la barre des 200 000 par mois, le tirage de la plupart des magazines indépendants n'atteint pas 10 000 exemplaires.²¹⁴

Le journal Ayandégan (Génération Future), quasiment le bulletin d'information du gouvernement avec plus tard Rastakhiz (La Résurrection), l'organe officiel du parti unique Rastakhiz créé par le Shâh, vont maintenir un tirage de prestige de 30 000 exemplaires par jour pour une demande qui n'atteint guère plus de 2% de la part du marché. Comment expliquer cette concentration massive de la presse à la suite de trois quarts de siècle de développement discontinu de milliers de petits journaux éphémères ? Les deux notions "pouvoir" et "profit" étant compatibles et convergentes peuvent apporter une réponse à cette question. Désormais la fonction de l'information des médias de masse se marginalise de plus en plus pour s'orienter vers les objectifs mercantiles et idéologiques. Pour comprendre le mécanisme de la concentration, nous avons retenu deux approches :

-A partir du dynamisme interne

-A partir des interventions directes ou indirectes de l'Etat

-Le dynamisme interne. Les progrès techniques, l'emploi de l'économie d'échelle et la répartition inégale des moyens de production sont à l'origine de la concentration de la presse et de la distorsion du marché. A cet égard, il convient de souligner que la tendance à la concentration de la presse en Iran coïncide avec la même tendance constatée dans les pays développés, c'est parce que les technocrates et les industriels iraniens comme d'ailleurs dans d'autres pays à forte capacité financière se forcent à adopter les derniers modèles du développement appliqués en Occident ou d'importer les technologies les plus modernes en la matière. En Iran, la mise en place d'une énorme machine de production est réalisée grâce au processus d'accumulation massive et rapide des capitaux par le secteur privé ou paraétatique. La mise en exploitation d'investissements de cette importance dans le domaine des médias a permis aux deux quotidiens Keyhân et Ettelaât non seulement d'augmenter d'une façon spectaculaire leur tirage mais aussi de diversifier leurs produits et

²¹³ - Maktabé-Eslam (L'Ecole de l'Islam) créé par Nasser Makârémé Chirâzi à Ghôm. Un mensuel religieux modéré, ses exemplaires sont vendus au double ou au triple de son prix affiché, au marché noir." Kianvar op.cit. p. 229

²¹⁴ - Assadi et les autres "Naghché Rassaneh-ha dar Pochtibanié Tosséyé Farhanghi Iran" Ed. Pajouhechkadéyé Oloumeh Ertebati va Tosséyé Iran" Téhéran ,1976, p.152-153

de maintenir leur régularité et leur qualité. Les autres facteurs internes qui ont influé sur la concentration de la presse sont :

- la monopolisation par les deux groupes de l'ensemble des réseaux de l'information interne par l'emploi des correspondants, des envoyés spéciaux dans les villes et grâce aussi à leurs relations privilégiées avec les autorités administratives et exécutives du pays.

- la diversification des services proposés.

- la compensation des filiales déficitaires par celles excédentaires.

- la concentration des entreprises d'impression dotées des moyens de production des journaux sous contrôle de quelques grands financiers et professionnels à Téhéran.

- LES INTERVENTIONS DIRECTES OU INDIRECTES DE L'ETAT

On constate une volonté remarquable de la part de l'Etat de concentrer les activités médiatiques autour de quelques groupes privilégiés par des hommes de confiance et capables de relever le défi de la modernisation. Cette volonté se manifeste de façon multiple soit par des actions directes, soit à travers des réformes socio-économiques mises en œuvre et que nous avons déjà évoquées.

Les interventions directes :

- La suppression des mouvements d'opposition et de leurs journaux, cette mesure va se traduire sur le marché par un déficit de l'offre et va profiter partiellement aux groupes de presse capables d'accroître assez rapidement leur production.

- Le rachat et l'annulation par l'Etat du droit de publication accordé précédemment aux journaux qui n'atteignent pas la barre des 3 000 exemplaires.

Les soutiens apportés aux journaux conformes par le biais de crédits bonifiés, l'exonération des impôts...

Les conséquences des autres politiques sociales sur la concentration des médias

L'exode rural, encouragé dans les années soixante par le processus d'industrialisation accélérée et concentrée, notamment dans les pôles de développement urbain, a été transformé rapidement en une véritable ruée des provinciaux vers le centre. Le processus d'urbanisation résultant d'une telle évolution a été, comme le montre D.

Lerner,²¹⁵ fortement favorable au développement du comportement de consommation, en particulier des produits de communication chez les habitants. Seuls les groupes dominants ayant la capacité de s'adapter à la situation et d'offrir une gamme de produits variés et à bon marché peuvent bénéficier convenablement de cette évolution. La lutte contre l'analphabétisme et la forte augmentation de la population éduquée due à l'amélioration du système éducatif et à l'évolution démographique rapide vont créer de nouveaux lecteurs et des demandes plus variées. Avec la recentralisation générale des affaires administratives et médiatiques, désormais non seulement le siège de la radiotélévision se trouve à Téhéran, mais la production des films, l'impression des magazines, la création des annonces publicitaires, les terminaux des agences internationales de presse et même la production des programmes de la radio et de la télévision vont dépendre de Téhéran.

Les journaux régionaux caractérisés par une structure archaïque vont être doublement affectés par cette politique :

- par la suppression de certains d'entre eux par l'Etat, surtout ceux en langues locales.

- par une concurrence inégale avec les éditions de Téhéran, plus solides et supérieures dans leur forme et dans leur qualité. Il en résulte :

- un appauvrissement et une déculturation des régions par le fait de l'exode des journalistes, des écrivains, des artistes vers le centre pour s'y intégrer, éventuellement dans les grandes sociétés médiatiques.

- une aggravation de la disparité entre le centre et la périphérie dans le domaine du journalisme.

A titre d'exemple, en 1972, parmi les 15 capitales régionales, seules huit d'entre elles disposent encore d'un ou de deux quotidiens politisés et faiblement implantés.²¹⁶ Les tableaux ci-dessous montrent les hauts et les bas connus par la presse en Iran pendant ces cinq périodes successives depuis sa genèse jusqu'à la Révolution islamique.

²¹⁵ - Lerner Daniel. "The Passing of Traditional Society", Modernizing the Middel East, The Free Press, New York, 1958

²¹⁶ - Voir ,Kianvar op.cit.,p 227 -232

Marché de la presse 1975-1976 et la position hégémonique des groupes Keyhan et Ettelaât

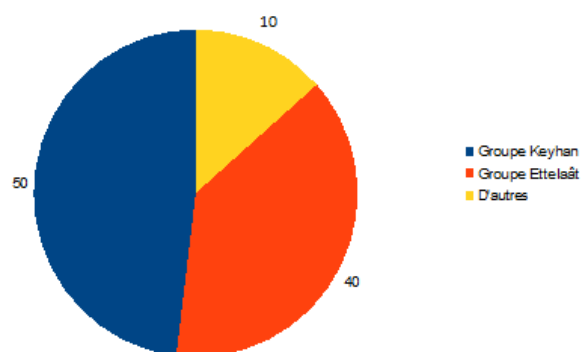


Fig. 9- Répartition du marché des journaux, environ 20 titres et environ 500 000 tirages

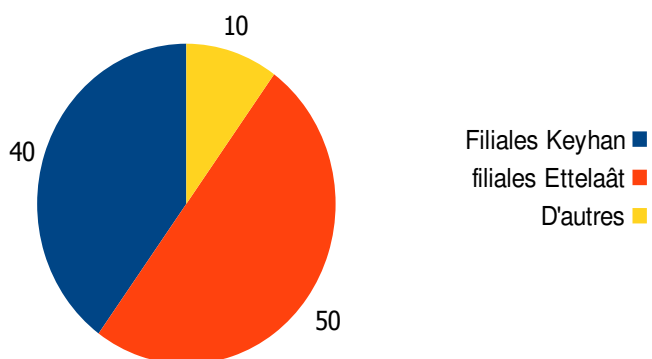


Fig.10 - Répartition du marché des magazines, hebdomadaires environ 100 titres et environ 850 000 exemplaires.

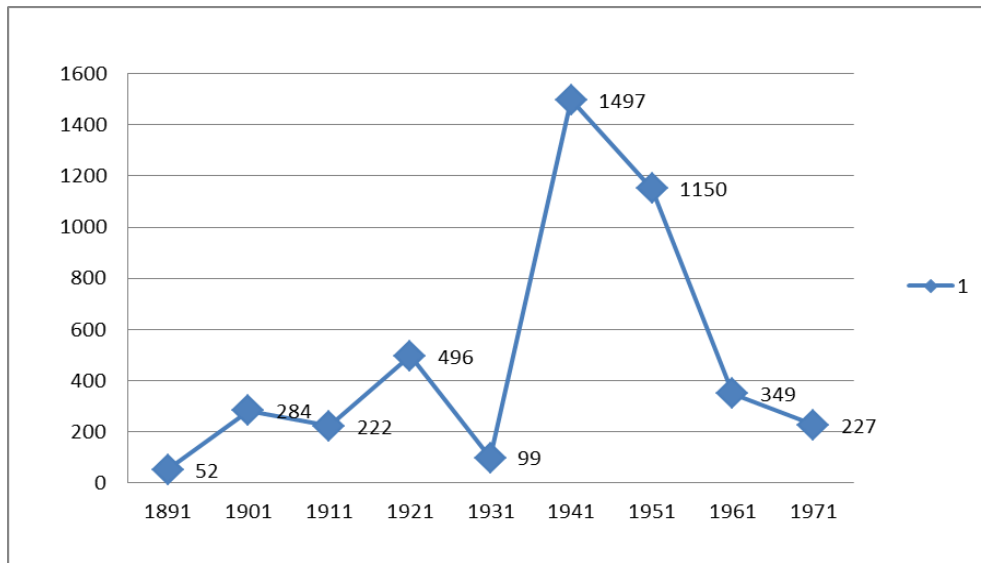


Fig 11

Tableau des parutions de la presse (durant les décennies comprises) entre 1891 et 1971

Ce tableau représente la presse iranienne depuis les 10 années précédant la Révolution du Constitutionnalisme jusqu'à 1971 (Fig.11), soit sept ans avant la Révolution islamique. Sur ce diagramme, on voit les trois périodes correspondant à un essor de la presse. La première période commence en 1901, au début du mouvement du constitutionnalisme, avec 284 journaux. La deuxième a lieu en 1921 avec 496 journaux lors du chaos provoqué par le passage de la dynastie Qadjar à la dynastie Pahlavi. La troisième se produit en 1941 lors de l'envoi en exil de Réza Shâh et de sa succession par son fils Mohammad Réza Shâh : on comptait alors 1497 journaux. Peu après, le nombre de journaux chute.

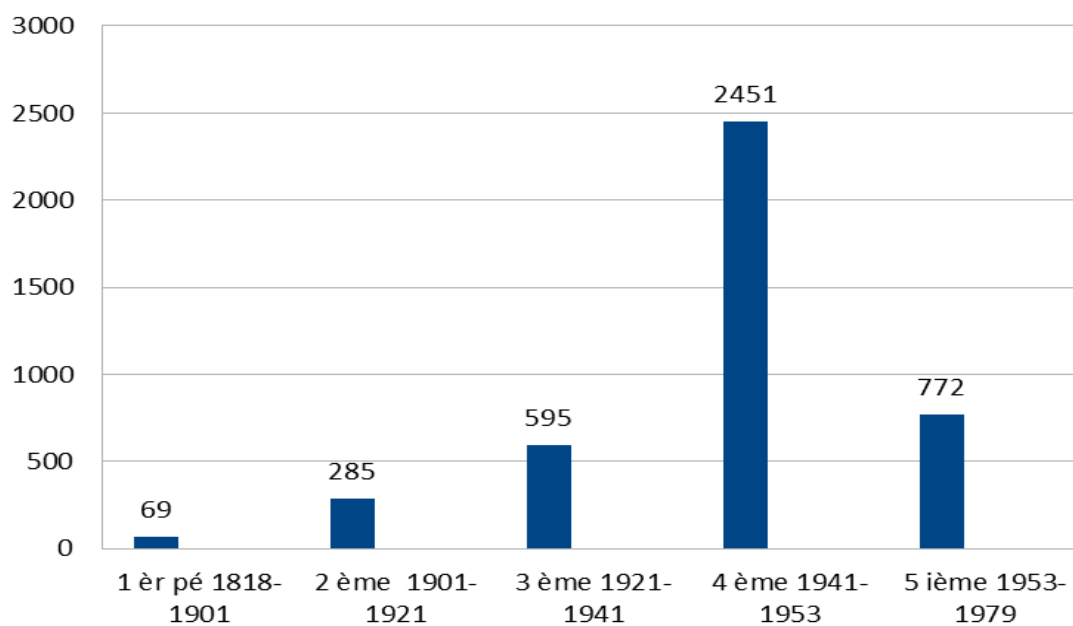


Fig. 12 -Tableau des parutions de la presse écrite sur les cinq périodes de son histoire

Ce tableau indique le nombre de journaux durant les cinq périodes :

Première période : époque de la presse gouvernementale 1818-1901

Deuxième période : époque du Constitutionnalisme - Première Guerre mondiale
1901-1921

Troisième période : règne de Réza Shâh - début de la Deuxième Guerre mondiale
1921-1941

Quatrième période : règne de Mohammad Réza Shâh - Mossadegh - fin de la
Deuxième Guerre mondiale 1941-1953

Cinquième période : du coup d'Etat à la Révolution islamique 1953-1979

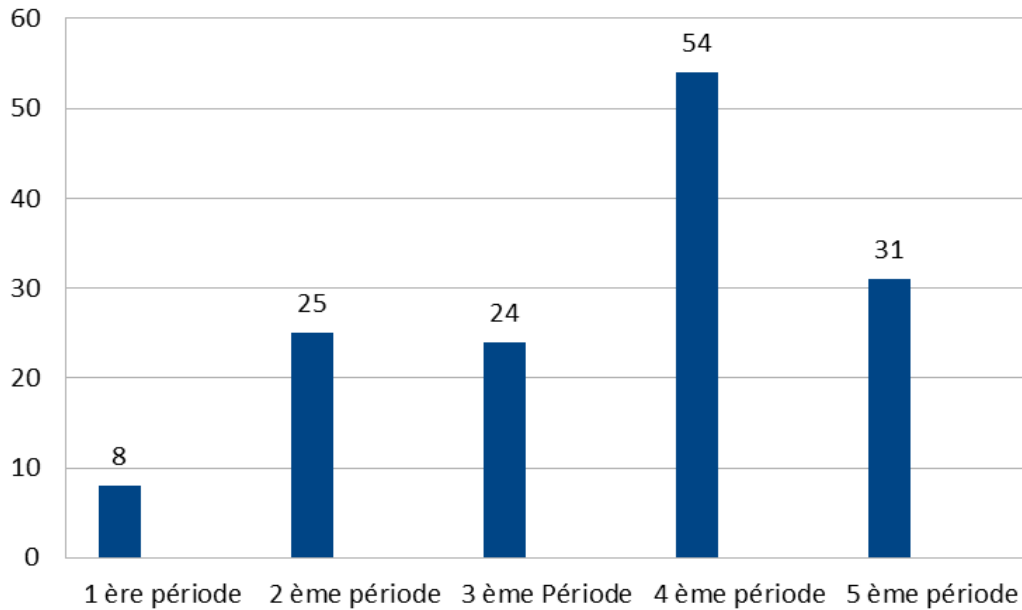


Fig 13- Tableau du nombre de villes éditant leur propre journal durant les cinq périodes

2-5-2 La presse iranienne au seuil de la révolution islamique (1979)

Vers la fin du régime du Shâh, en 1978, l'Iran a en tout 88 titres de presse très diversifiée :

« 10 quotidiens, 6 journaux hebdomadaires, 18 magazines hebdomadaires, 31 magazines mensuels, 3 journaux hebdomadaires destinés à l'étranger sont tous publiés à Téhéran. Les villes de Tabriz, Chiraz, Kermân, Racht publient chacune un quotidien et la ville de Machhad en publie deux. 14 hebdomadaires sont publiés à Rézaieh, Esfahan, Abâdân, Ahvâz, Chiraz, Sanandadj, Racht, Sâri, Hamedân, Yazd... Le quotidien Ettlâât tire en moyenne de 60 à 120 000 exemplaires, Keyhân de 80 à 160 000 et les quotidiens indépendants du matin (indépendants d'un parti politique) de 2 à 4 000. Le tirage global des hebdomadaires atteint 175 000 exemplaires, celui des hebdomadaires 314 000 et celui des mensuels 51 000. »²¹⁷

Six importants journaux (Kayhân, Ettlâât, Ayandégân, Rastâkhiz, Peyghâm Emrouz et La Bourse) sont publiés en Iran ces années-là. En raison des relations étroites entre le gouvernement et les journaux, les organes de renseignement n'ont pas eu à établir des agents dans les bureaux des journaux. Les rédacteurs en chef de la plupart des journaux

²¹⁷ - Mohssenian Rad. M, Engelâb, Matbouât va Arzechhâ, (Révolution, Press&Values).Ed.Sâzmâné Madâréké Farhanguié Enghélâbé Eslâmi, Téhéran, 1996 p.198

à grand tirage sont en contact direct avec les responsables du Renseignement et observent la politique de censure de la façon la plus rigoureuse. Les journalistes qui contrent la position du gouvernement courent le risque de perdre leur emploi et de se voir imposer de lourdes amendes. Lorsque Jimmy Carter met les droits de l'Homme au centre de sa politique et qu'il exhorte les pays amis des Etats-Unis de prendre des mesures pour démocratiser leurs sociétés, le Shâh remplace en juillet 1977 son Premier ministre Amir-Abbas Hoveïda après 14 années de soumission à son service par Jamshid Amouzégâr, un technocrate qu'il croit capable de gérer les réformes politiques et sociales qu'il a l'intention d'instaurer en Iran pour répondre aux exigences de Jimmy Carter. En ce qui concerne la presse, Amouzégâr souligne que les journaux ont une liberté totale d'expression, sans aucune mesure de censure de la part du gouvernement - alors que la vérité est différente et que les journalistes sont toujours contraints de se conformer aux règlements illégaux de la censure -. En réponse à cette affirmation mensongère, 190 journalistes signent en mars 1977 une pétition adressée au Premier ministre, dans laquelle ils l'accusent, malgré ses discours sur la liberté d'expression de la presse, de faire appliquer la censure par son gouvernement. Les signataires demandent l'abolition de la censure et la création d'un espace politique ouvert.

« En ce qui concerne la presse iranienne, depuis la prise de pouvoir par votre gouvernement, non seulement la liberté absolue n'a pas été accordée à la presse, mais aussi la censure a pris de l'envergure. Auparavant, les rédacteurs en chef des journaux étaient obligés d'envoyer des extraits de ce qui allait être publié aux responsables de la censure au sein du ministère des Renseignements pour que ces derniers décident là-dessus. Mais maintenant, depuis l'attribution de la prétendue liberté absolue à la presse, les responsables des journaux n'ont pas d'autre choix qu'exercer la censure par crainte de perdre leur emploi. »²¹⁸

Dans la lettre, les signataires soulignent les cinq requêtes suivantes :

1- Le respect total de la Constitution et son addendum sur la presse et les journalistes

2- L'abolition totale de la censure comme le préconise la Constitution, carte blanche pour les journalistes de faire des révélations dans le cadre de la loi et la non-ingérence des responsables de l'Etat dans les affaires de la presse

²¹⁸ - Safari Mohammad-Ali, Ghalam va Siâssat, (La plume et la politique) Ed. Nâmak, Téhéran 1994, vol 3. p 140

3- L'obligation de tous les responsables gouvernementaux à Téhéran et dans les autres villes de respecter les droits des journalistes, correspondants et photographes

4- La suppression de la falsification de l'actualité dont la publication nuit aux intérêts nationaux et le respect des personnalités nationales et sociales comme cela est le cas actuellement

5- La liberté d'obtenir l'autorisation de publier un journal conformément à la loi.

A ces revendications le gouvernement réagit en interdisant à deux rédacteurs d'Etéllâât et de Keyhân d'écrire, car ils avaient joué un rôle primordial en collectant les signatures de leurs collègues. Leur interdiction durera jusqu'à la nomination de Djafar Sharif-Emami au poste du Premier ministre. Les journalistes d'Ayandégan s'arrêtent de travailler pour protester contre cette réaction du gouvernement. La grève s'étend à d'autres grands journaux comme Kayhan et Ettéllâât. Les protestations menées par des Khomeinistes se multiplient un peu partout dans le pays. Le gouvernement ordonne à la presse de publier ses articles et nouvelles sur les événements en coordination avec le commandement militaire de Téhéran. Un article va mettre le feu aux poudres : le 7 janvier 1977, le quotidien Etéllâât publie un article dans lequel il donne tort à Khomeiny. Il le traite d'aventurier lié à la puissance coloniale britannique, d'ambitieux d'origine indienne et pas claire, d'opposant à la liberté des femmes. Cet éditorial est attribué à Daryoush-Homâyoun, ministre de l'Information et du Tourisme dans le gouvernement d'Amouzegâr. Deux jours après sa publication, des manifestations de protestation ont lieu dans la ville Sainte de Ghom.

« Le jour même où l'agence de presse officielle du pays, PARS, communique la nouvelle, des émeutes antinationalistes éclatent. Les vitrines des magasins et des banques sont cassées, le siège du parti Rastâkhiz à Ghom et un certain nombre de voitures du commissariat de police principal de la ville sont endommagés. Selon cette nouvelle, lorsque les manifestants ont pris d'assaut le commissariat, la police a tiré sur les émeutiers, faisant 6 morts et 9 blessés. Suite à cet événement, d'autres manifestations auront lieu dans d'autres villes. Le quarantième jour de la mort de chaque victime d'une manifestation sera célébré (selon la coutume chiite). »²¹⁹

²¹⁹ - Safari Mohammad-Ali, Ghalam va Siâssat, (La plume et la politique) Ed. Nâmak, Téhéran 1994, vol. 3 p.120

Amouzegar ne parvient pas à réaliser sa promesse de créer un espace politique ouvert dans le pays. La SAVAK intensifie sa pression sur la presse. Le Shâh lui-même, attaque dans deux de ses discours le comportement de la presse vis à vis du gouvernement, et la traite d'anti-régime. Certains journalistes sont encore interdits d'écrire. En signe de protestation contre le comportement du gouvernement vis-à-vis de la presse, les plus importants journaux du pays, à savoir Keyhân, Etêlâât et Ayandegân se mettent en grève le 9 octobre 1977. Incapable d'affronter les émeutes, Amouzegar démissionne et le Shâh désigne l'un de ses précédents Premiers ministres, Djafar Sharif-Emâmi pour le remplacer. Le ministre de l'Information entreprend des négociations avec les représentants des journalistes grévistes. Ils signent un accord dans lequel le gouvernement, sous l'appellation de "gouvernement de la Réconciliation nationale", s'engage à garantir l'application de la liberté d'expression et de la presse comme elle est indiquée dans la loi constitutionnelle. L'appel à la liberté de la presse sous le mandat du Premier ministre Jamshid Amouzegâr reçoit une réponse positive sous le mandat de Sharif Emâmi. La Charte de la liberté de la presse est approuvée par le gouvernement de Sharif Emâmi le 15 octobre 1978. En quoi consistent les articles de la Charte de la liberté de la presse ?

- Les représentants des grévistes appelant à l'annulation totale de la censure de la presse, le gouvernement garantit la liberté de la presse dans le cadre de la Constitution.

- En insistant sur l'acceptabilité de la politique de la liberté de la presse, le gouvernement promet de ne pas s'ingérer dans les devoirs légaux des journalistes.

- Le gouvernement garantit la sécurité professionnelle à tous les collaborateurs de la presse, mais tout délit médiatique sera transmis aux autorités judiciaires dans le cadre de la loi.

Le lendemain, après 5 jours de grève, les journalistes reprennent le travail. Voici quelques titres de journaux, au lendemain de la signature de l'accord, montrant leurs réactions à l'obtention de la liberté : Ayandégân du soir : "L'ingérence des gouvernements dans le fonctionnement de la presse écrite (a pris fin) est à son épilogue. Hier soir à 19 heures, la grève de la presse a pris fin avec succès". Keyhân : "La presse retrouve sa liberté. Fin d'un siècle de censure." Etêlâât : "La grève de la presse est complètement finie." Rastâkhiz (organe du parti Rastâkhiz) : "La grève des rédacteurs et de l'ensemble du personnel de la presse de Téhéran a pris fin. Les manifestations font plus en plus de victimes, mais la presse publie librement ses reportages sur les événements."

Le 4 novembre, un accrochage sanglant a lieu devant l'université de Téhéran entre la police et les manifestants. Le lendemain, le journal *Etéâât* consacre son premier titre à cet accrochage et *Keyhân* titre : "8 heures de combats sanglants devant l'Université de Téhéran". Le soir même, des agents de la SAVAK se rendent au domicile des journalistes soupçonnés et les mettent en garde à vue. La liberté d'expression de la presse a duré seulement 20 jours. Le gouvernement de la Réconciliation nationale vient d'échouer. Le 6 novembre, le Shâh désigne le général Azhâri en qualité de Premier ministre. La deuxième grève de la presse pour protester contre la mise en garde à vue des journalistes sous le gouvernement de Sharif-Emami démarre sous le gouvernement militaire d'Azhâr et dure 62 jours. Le but recherché dans la seconde grève n'est pas d'apporter un soutien aux Khomeinistes qui cherchent à renverser le régime du Shâh, mais de s'opposer à la censure des militaires pour protéger la liberté de la presse. Cette dernière revendique l'application de la charte signée entre ses représentants syndicaux et le gouvernement de Sharif-Emami quelques jours auparavant. La seconde grève de la presse a, dès le début, une minorité de journalistes opposants. Voici leur argument : "Le pays est dans une situation délicate, la grève de la presse empêcherait le peuple d'être informé de ce qu'il s'y passe et ça, ce n'est pas justifié." Ces opposants ne se rendent pas compte que, dans les conditions imposées par le couvre-feu, la presse ne serait pas capable d'informer librement la société de ce qu'il se produit réellement dans le pays. Le syndicat des journalistes en grève essaie de publier les informations les plus importantes du pays dans un Bulletin quotidien, tiré à quelque trente mille exemplaires. A Paris, Khomeiny tâche de relier la grève de la presse à son mouvement. Dans un discours adressé aux chefs de prière inactifs, soulignant l'importance de la grève de la presse, il dit :

« Même les journalistes du régime commencent à protester, pourquoi ne bougez-vous pas ? »²²⁰

Quelques semaines après le début de la grève, certains commerçants du Bazar de Téhéran qui avaient des liens avec Khomeiny à Paris, prennent contact avec le syndicat des journalistes et propose de leur faire un don dans l'intention d'établir un lien entre la grève et Khomeiny. Pour conserver son indépendance, le syndicat refuse cette proposition. La radio BBC (en farsi) de Londres diffuse la nouvelle de telle façon qu'elle met les grévistes

²²⁰-Histoire de la Révolution

<http://www.roshd.ir/Default.aspx?tabid=602&SSOReturnPage=Check&Rand=0>

en colère : "L'ayatollah Khomeiny a fait un don de un million de dollars aux grévistes." Le Conseil d'administration du syndicat réagit à cette nouvelle mensongère et fait la déclaration suivante en farsi, anglais et français, mise à la disposition des agences de presse

:

« Monsieur Khomeiny n'a fait aucun don aux grévistes et même, s'il a l'intention de le faire, conformément à la législation syndicale, il ne sera pas accepté. »²²¹

« Hossein Mahdiân et Mahmoud Mâniân, tous les deux leaders de la Société des Négociants de Téhéran, annoncent suite à leur rencontre avec le Conseil d'administration du syndicat que les marchands sont prêts à financer le syndicat pour que sa grève ne se solde pas par un échec. Le Conseil d'administration du syndicat rejette cette proposition, en disant que les grévistes n'acceptent que des petites aides du peuple sans avoir besoin de l'assistance des partis, organisations et personnes importantes. »²²²

Voici ce que Noushabé Amiri, journaliste à Keyhan à l'époque, a confié à l'auteur de cette thèse :

« Cette aide financière proposée par les marchands a été portée sur le compte du Syndicat des journalistes. Son montant était de 60 millions de rials, mais les *journalistes n'y ont jamais touché.* »

Les journalistes de Keyhân et d'autres journalistes grévistes ont été payés par leur organe. Keyhan et Ettéllâât étaient suffisamment prospères pour se passer du financement des groupes politiques. Le montant de l'aide financière fournie par les marchands proches de l'âyatollâh Khomeiny reste intact dans le compte bancaire du Syndicat jusqu'à sa saisie par le régime islamique en 1980. En outre, le régime islamique s'empare de tous les avoirs et biens du syndicat. Rien n'a jamais transpiré sur le sort des avoirs.

CHÂPOUR BAKHTIÂR REMPLACE LE GÉNÉRAL AZHÂRI

Le gouvernement d'Azhâri ne tient que deux mois. Il ne parvient pas à maîtriser les émeutes et démissionne. Le Shâh joue sa dernière carte et propose à Châpour Bakhtiar, un nationaliste, du rang de ses anciens opposants et compagnon de Mossadegh, de former le

²²¹ - Namir.info/Neuer%20Ordner/02-Zeile%20Oben/01-%20Dr.%20Bakhtiar/080213-matbuat-bakhtiar-talei.htm

²²² - Citations de Javad Tâleï, chef du Syndicat des journalistes en 1978

nouveau gouvernement. Javâd Taleï – membre du Conseil administratif du syndicat de la presse (1976-1979) - parle dans son livre²²³ de la réunion du syndicat avec Bakhtiar : le 4 ou le 5 janvier, le syndicat reçoit un message de la part de Bakhtiar qui souhaite rencontrer le Conseil d'administration du syndicat chez lui, avant l'annonce officielle de sa nomination. Cette rencontre a lieu le 7 janvier :

« Au début, il a brièvement expliqué les raisons pour lesquelles, dans cette situation critique, il a accepté la proposition du Shâh. Il a expliqué que le pays est en train de tomber entre les mains des mollahs, et que le bruit des babouches des mollahs est plus infernal que celui des militaires. Il a essayé de nous convaincre que si les religieux chiites s'emparent du pouvoir, puisque l'idéologie chiite est fondée sur l'imitation, Monsieur Khomeiny aura le dernier mot et celui qui lui résistera sera anéanti. Ainsi l'Iran tombera du piège de la dictature royale dans le piège de la dictature religieuse, qui est plus horrible et plus dangereuse. Il nous a dit que, pour accepter le poste de Premier ministre, il a posé quatre conditions au Shâh : la dissolution de la SAVAK, la libération de tous les prisonniers politiques, la liberté de la presse et que le Shâh quitte le pays. Voici la dernière phrase de feu Bakhtiar qui nous a favorablement disposés pendant les négociations : "Demain, j'annoncerai la prise de mes fonctions de Premier ministre et j'aimerais que cette annonce soit publiée dans une presse totalement libre. Je vous soutiendrai. Il a souligné : N'oubliez pas, si les mollahs prennent le pouvoir, vous serez leurs premières victimes..." Avec la garantie de la liberté de la presse par Bakhtiar, la grève a atteint son objectif. Le syndicat ne cherche pas un changement de régime, d'autant que les signes de recherche d'un pouvoir absolu par les mollahs chiites sont apparus. Toutefois, à la fin de la réunion, nous avons dit à Bakhtiar que nous allions étudier sa proposition de mettre fin à la grève avec d'autres membres du syndicat. Après une réunion avec les journalistes, un grand nombre d'entre eux comme du personnel des quotidiens Keyhân, Ettelâât, Ayandegan et Rastâkhiz ont voté à l'unanimité la reprise du travail. Ensuite, après une brève réunion avec le conseil d'administration, nous avons décidé de mettre fin à la grève. Le 6 janvier 1978, des centaines de membres de la famille de la presse, satisfaits de leur grève victorieuse de 62 jours, retournent au travail.»²²⁴

²²³ - Taleï Javâd , Matbouâté Iran zir Manguénéyé do Nezâm, Article : (La presse iranienne sous la pression de deux régimes) The Syndicate of Press Writers and Reporters of Iran -p.79 ;

²²⁴ - Taleï Javâd, Extrait de : "Réponse au centre des documents de la Révolution islamique", 1387 Source : <http://www.dw-world.de/dw/article/0,,4008102,00.html>

Avec la grève, la presse entre dans une nouvelle phase. Le tirage des journaux aux premiers jours suivant la grève se multiplie : un million d'exemplaires pour Ettelâât, 1,6 millions pour Keyhân et 350 000 pour Ayandégân. A la fin de la grève, le tirage et la vente de la presse augmentent. La raison en est bien claire : les journaux réapparaissent après deux mois de grève, donc d'interruption, dans une société assoiffée d'information.

Avant leur grève, les journaux couvraient en effet les événements de la Révolution et avaient gagné la confiance du Peuple. Ils étaient convaincus qu'ils ne lui cachaient rien. De plus, l'arrestation de journalistes à cause de leurs articles avait suscité la colère du peuple. La coïncidence de la fin de la grève des journalistes et du départ du Shâh - qui était un événement marquant de la Révolution iranienne - avait poussé le peuple à acheter les journaux pour s'informer. En outre, la radio et la télévision étaient sous la houlette de l'Etat et les journaux, la seule source d'informations indépendantes et fiables.

La dernière raison de la hausse du tirage de la presse pourrait être attribuée au fait que les journaux devenaient de plus en plus réalistes. Étant donné que Keyhân et Ettelâât étaient tous les deux des journaux "riches", ils ne dépendaient pas du gouvernement pour publier.

LE SILENCE DE LA PRESSE À PROPOS DE SON ACCORD AVEC BAKHTIAR

Le titre du journal Keyhân au lendemain de la reprise de travail de la presse est une citation de Khomeiny : "Messieurs les journalistes, retournez à votre travail !" sans aucun mot sur la réunion avec Bakhtiar. Le choix de ce titre fait croire que l'arrêt de la grève était l'obéissance aux ordres de Khomeiny. Bien que 30 ans après la Révolution, certains membres du syndicat de l'époque, actuellement exilés à l'étranger, démentent formellement aujourd'hui leur attachement d'hier à Khomeiny et à son mouvement islamiste, et attribuent la publication de ce titre à l'acte isolé d'une personne liée à l'âyatollâh Khonssary, proche de Khomeiny, il nous est difficile d'admettre que le silence absolu et la non-dénonciation de la part de la presse après l'apparition de cette fausse nouvelle, aient été innocents. En analysant les événements, on peut expliquer pourquoi les paroles de *l'âyatollâh Khomeiny* ont fait la une des journaux le 4 janvier 1979:

1 -Avant le meeting des journalistes avec le Premier ministre Chapour Bakhtiar, le syndicat des journalistes se réunit à la demande du chef de la SAVAK. Ce dernier leur demande de couvrir l'actualité de la Révolution sans exagérer. Il leur annonce que le Shâh va bientôt quitter l'Iran (pour en savoir plus, voir la partie II : Pouvoir et Conseil de la

Révolution). Quelques heures après cet entretien avec le chef de la SAVAK, le syndicat des journalistes se réunit à l'appel des religieux qui font partie du Conseil de la Révolution. Dans cette réunion, l'âyatollâh Béhéshti - qui fonda le parti de la République Islamique après la Révolution -, demande aux journalistes de se concentrer sur l'actualité des dirigeants religieux et de limiter leur couverture des groupes gauchistes. Les religieux étaient en effet convaincus que le leader de la révolution était un religieux soutenu par les révolutionnaires. Beheshti les convainc aussi que la Révolution islamique est en train de s'acheminer vers la victoire et que les journaux devraient y consacrer 90 % de leur contenu. Ces deux entretiens encouragent les journalistes à écrire sur les détails de la Révolution.

« Les journalistes de l'époque étaient pour la plupart des laïcs, mais à l'instar de beaucoup d'autres, ils suivaient l'âyatollâh Khomeiny en raison de leur haine envers le régime du Shâh. »

« Les journalistes ne connaissaient guère l'âyatollâh Khomeiny et ils ne le considéraient pas comme un intellectuel ou un théoricien. Ils estimaient que Khomeiny était la seule personne à pouvoir faire tomber le régime du Shâh. »²²⁵

Durant les derniers mois du règne du Shâh, l'âyatollâh Khomeiny était connu en qualité de religieux. Les journalistes de l'époque, pour la plupart gauchistes et nationalistes, s'imaginaient d'instruction supérieure à celle de Khomeiny. Certains d'entre eux avaient même caché leur appartenance au parti Toudeh. Ils s'activaient au profit d'une révolution mais pas d'une révolution islamique. La une de Keyhân après 62 jours de grève était inacceptable. A ce propos :

« Il y avait un Conseil qui décidait des titres des journaux. Dans cette période sensible suite à 62 jours de grève des journalistes, il était inacceptable qu'un journaliste du service économique choisît le titre de la une sans avoir consulté le Conseil. Mais la plupart des journalistes voulaient que le régime du Shâh tombât. Consacrer la une au discours de Khomeiny obtint l'aval définitif du Conseil. Alors, maintenant qu'ils sont convaincus que le régime dictatorial de la République islamique s'oppose à leur libéralisme de l'époque, les journalistes nient leur participation à l'affaire. »²²⁶

²²⁵ - Nouchabé Amiri, Entretien avec la thésarde en 2012

²²⁶ - Idem

Face au Shâh, Khomeiny commence à prendre du poids tandis que le Shâh, dépassé par l'ampleur des émeutes, s'affaiblit. Est-ce que la presse, en gardant le silence et en faisant la sourde oreille face à cette situation inusitée qu'elle surnomme aujourd'hui "la grande falsification", n'a pas fait son choix en se rapprochant au camp du plus fort ?

LE DEPART DU SHAH

Le mardi 26 janvier 1978, le Shâh quitte le pays. Le soir même, Ettelâât, l'un des deux quotidiens du soir, publie la nouvelle en première page, avec le plus gros et le plus court titre de l'histoire de la publication journalistique en Iran : large de 10 colonnes et haut de 13 cm, il contient simplement deux mots, " Shâh raft" (Le Shâh est parti), sans les titres du souverain habituellement employés lorsque l'on parlait de lui - à la troisième personne - : Sa Majesté Impériale le Roi des Rois, Soleil des Aryens. Radio Iran a diffusé la nouvelle avec un respect relatif vis-à-vis du Roi, en utilisant simplement le titre de Roi des Rois.

2-5-2-1 Les moyens de communication utilisés par Khomeiny avant la victoire de la Révolution

La lutte de Khomeiny contre la dynastie Pahlavi en utilisant la publication de messages comme moyen de communication remonte à bien avant 1978. Dans son livre publié en 1943 sous le règne de Réza Shâh (le père de Mohammad-Réza Shâh), Kashf-ol-Asrâr (A la découverte de secrets) le présente comme un dictateur de contrebande dont les ordres sont des paroles déplacées sorties du cerveau d'un soldat illettré qui ne valent pas un sou. Dans ses tracts publiés à Ghom avant son exil (de 1963 à 1978), il attaquait Mohammad-Réza Shâh. Khomeiny n'a réussi à promouvoir ses idées que dans quelques livres, distribués dans les écoles coraniques. Plus tôt sous le règne de Mohammad-Reza Shâh, Khomeiny critique en 1962 la Révolution Blanche qui accorde le droit de vote aux femmes et ordonne les réformes agraires pour distribuer des fermes aux paysans. Khomeiny attaque le Shâh dans un discours dans la ville sainte de Ghom ; il se fait entendre dans les mosquées et lors de ses cours religieux. L'âyatollâh Boroujerdi, la référence des Chiïtes en Iran, meurt et l'âyatollâh Khomeiny profite de l'occasion pour se faire connaître. En critiquant le Shâh pour son ignorance de l'Islam, Khomeiny entend prendre la place de l'âyatollâh décédé. Il s'oppose également au projet de loi qui autorisait les prévenus à jurer sur n'importe quel livre saint dans les tribunaux. Le 9 octobre 1962, l'âyatollâh Khomeiny s'adresse au Shâh dans une lettre, jugeant le projet de loi anti-islamique. Le Shâh fait fi de ses critiques, ce qui suscite la colère des religieux et des

croyants. Puis Khomeiny tient de plus en plus de discours à Téhéran et à Ghôm dirigés contre le Shâh. Dans une déclaration publiée en 1963, il insiste sur le fait que le Shâh viole et piétine continuellement la loi constitutionnelle et ses serments. Il attaque la dépendance du Shâh des puissances étrangères, surtout des Etats-Unis, et également la dispense des Américains résidant en Iran de se conformer à la législation iranienne (la capitulation).²²⁷ La SAVAK s'en prend à des religieux dans les écoles coraniques de Ghôm au printemps 1963. Le chaos se propage dans la ville et quelques religieux sont tués. L'âyatollâh Khomeiny déclare un deuil national et appelle à la chute du régime du Shâh qui l'envoie en exil en Turquie. Après son départ, il continue de publier ses opinions sous forme de tracts. Ces papiers sont distribués clandestinement en Iran, surtout dans les mosquées et d'autres milieux religieux. En 1967, dans une lettre ouverte destinée à Hoveïda, le Premier ministre, il attaque fortement celui-ci et le Shâh pour leur violation du droit islamique. Il l'avertit qu'un jour il serait contraint de répondre de ses actes. Plus tard, il considérera que les festivités de la célébration du 25ème anniversaire de la fondation de l'Empire Perse ont été une dépense coûteuse, stupide et futile du régime. Dans ses publications, il attaque également l'établissement du régime uni partite (parti Rastakhiz) et considère ce parti comme traître à la nation et à l'Islam. Suite au soulèvement du 5 juin 1963, l'âyatollâh Khomeiny est condamné à 15 ans d'exil. A l'expiration de cette période,, il veut rentrer en Iran, mais le Shâh s'y oppose. En revanche, Khomeiny a renforcé son opposition au régime du Shâh. Cela coïncide avec la politique de transparence que le Shâh a mise à exécution à la demande du président américain Jimmy Carter. L'âyatollâh décide finalement de se rendre en France, Paris étant devenu le centre de l'opposition iranienne. Depuis sa résidence de Neauphle-le-Château non loin de la capitale, Khomeiny poursuit sa lutte contre le Shâh. Dans son éditorial du 7 janvier 1979, le journal Ettelâât qualifie Khomeiny de réactionnaire, d'ambitieux et d'agent de l'URSS. Il écrit aussi que Khomeiny est d'origine indienne. Cet ensemble suscite la colère des religieux et entraîne des manifestations à Ghôm et dans d'autres grandes villes iraniennes. Après 15 ans d'absence, Khomeiny défraye de nouveau la chronique. Grâce à l'ouverture politique accordée aux journaux par le Premier ministre Sharif Emâmi, Keyhân, Ettelâât et Ayandégân annoncent l'actualité de la révolution et des manifestations, des grèves et des déclarations de l'opposition. À partir de ce moment-là, les journaux publient autant les discours de

²²⁷ Voir : Nahavandi Firouzeh , Aux sources de la révolution Iranienne, .Ed ; L'Harmattan 1988
Khosrokhavar. Farhad *L'Utopie sacrifiée* : sociologie de la révolution iranienne, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1993

Khomeiny que l'actualité des manifestations et des grèves. Les journaux servent à l'âyatollâh de relais écrit. La presse publie même son image. Suite à une rencontre avec le leader du Front national, Ayandégân titre le 6 novembre à la une 'L'âyatollâh Khomeiny et le Front national s'unissent contre le régime, le vénérable âyatollâh Khomeiny appelle les factions à l'unité', 'la capitale hors de contrôle', 'la protestation se généralise', 'les forces de l'ordre attaquent les manifestants'. Les photos des violences sont également publiées. Cependant, le régime du Shâh ne tolère pas cette liberté de la presse et il interdit la distribution d' Ayandégân le 6 novembre. Cinq journalistes sont arrêtés par la SAVAK. Cette arrestation suscite une deuxième vague de grève des journalistes qui dure 62 jours et ne s'achève qu'avec l'arrivée du nationaliste Chapour Bakhtiar au pouvoir. Pendant la grève des journaux, le Service persan de la BBC est devenu le journal de la Révolution.

« La BBC fut d'une certaine manière le porte-voix de Khomeiny pour se faire entendre par les Iraniens et également la source d'information en laquelle ils faisaient le plus confiance pour être au courant des événements. Le rôle que jouait cette radio dans la communication des informations était tellement important qu'il a poussé le Shâh à protester contre les méthodes et les stratégies utilisées par cette dernière auprès de l'ambassadeur britannique en Iran. Il lui a demandé d'empêcher cette radio de devenir le porte-parole de Khomeiny et le gouvernement britannique lui a répondu que, dans son pays, les médias sont libres et que le gouvernement ne peut en aucun cas leur imposer de méthodes. Une autre démarche utilisée par Khomeiny pour communiquer avec les Iraniens était d'enregistrer ses messages parlés sur cassettes audio, qui étaient ensuite transmis par téléphone à ses partisans à Téhéran, lesquels, à leur tour, les enregistraient de la même façon pour les diffuser dans les différentes villes du pays. »²²⁸

Le texte transcrit des cassettes est ensuite distribué dans les mosquées. A cette époque, les communications téléphoniques directes à l'international, sans passer par le central téléphonique, venaient d'être établies entre Téhéran et certains pays étrangers, mais les autres villes du pays n'y avaient pas encore accès.

« Comme la Révolution constitutionnelle a été une révolution de télégramme, la cassette audio a été un symbole de la Révolution islamique. »²²⁹

²²⁸ - Mehdi. Mohsenian Rad, Iran dar Tchahar Kakhchané Ertébatî, (L'Iran dans les quatre galaxies de la communication) op.cit. p.1611

²²⁹ - Idem, p.194

Écrire des graffitis sur les murs des villes devient une culture véhiculant un ou des messages politiques.

« Sur les murs de hauts bâtiments, sur les cabines téléphoniques, sur les panneaux de signalisation, voire sur les véhicules de transports publics, on constatait des messages de l'âyatollâh Khomeiny. La raison de ce mouvement était le nombre grandissant de gens lettrés dans les villes, la croissance démographique et la participation du public. Le peuple était bien conscient du sens des slogans. »²³⁰

« Une autre chose frappante : on constatait de temps en temps l'actualité de la BBC sur les murs. On lisait par exemple sur les murs 'la BBC annonce la démission du Premier ministre'. Les graffitis étaient rapportés par une centaine de journalistes iraniens et étrangers. »²³¹

CONCLUSION

Le mandat de 38 jours du Premier ministre Bakhtiar et les quelques semaines qui s'ensuivent marquent toujours la période de la plus grande liberté de la presse depuis le coup d'Etat de 1953. Trois facteurs importants ont laissé le champ libre pour que les journalistes puissent s'activer de manière professionnelle :

- La dissolution du ministère de l'Information et du Tourisme
- La dissolution de la SAVAK par Chapour Bakhtiar
- La fuite des propriétaires ou rédacteurs en chef des journaux qui s'entendaient bien avec le Shâh.

L'affaiblissement du régime du Shâh et sa chute ont fourni une bonne occasion aux journaux d'expérimenter une nouvelle période de croissance à l'instar de celle de l'ère du Constitutionnalisme. A chaque fois que le régime a été puissant en Iran, la presse s'est toujours tue par crainte et s'est adonnée à la flatterie pour plaire. Et à chaque fois que le régime s'est affaibli, la presse l'a vivement critiqué.

²³⁰ - Idem, p. 1612

²³¹ -.Idem, 1617

Chapitre 3 - La presse au début de la Révolution Islamique

Du 15 janvier 1979 (départ du Shâh) au 21 septembre 1981
(Début de la guerre Iran-Irak)²³²

Dans ce chapitre, nous allons examiner la situation de la presse pendant les 18 mois suivant la victoire de la Révolution et la mise en place de la République Islamique d'Iran. A cette époque, la tension existante entre les différents groupes politiques révolutionnaires, qui se battent entre eux pour gagner plus de pouvoir et imposer leur idéologie politique, crée le désordre et déstabilise politiquement le pays. Chaque tendance politique revendique sa part de pouvoir, et pour ce faire, elle ne trouve pas de meilleur outil qu'un journal pour atteindre l'opinion publique et se rendre populaire. La particularité de cette époque est la présence de tous les groupes sociaux sur la scène politique et sociale du pays, avec des journaux de tendances politiques différentes, surtout de gauche. Par conséquent, il nous faut étudier tout d'abord la situation socio-politique du pays à cette époque de changements pour mieux connaître son influence sur la presse. À cette fin, nous avons choisi de nous pencher sur le journal Keyhân qui détient alors le plus grand tirage. Quels sont les groupes politiques au pouvoir et de quelle façon s'en sont-ils emparés ? Quels effets ont les détenteurs du pouvoir sur la presse ? Nous allons également étudier le comportement et la culture politique de divers groupes politiques en éclaircissant leurs actions et leur interaction sur la scène politique.

3-1-La presse après le départ du Shâh – 45 jours avant la victoire de la Révolution.

PLUS D'AUTORISATION PREALABLE POUR PUBLIER UN JOURNAL

Comme nous l'avons rappelé dans les chapitres précédents, avec la pression et la censure exercées sur la presse par les agents de la Sécurité de l'État (la SAVAK) et par les gouvernements successifs au cours du règne du Shâh, celle-ci ne pouvait pas s'acquitter de son rôle comme il se devait. Mais un mois et demi avant la révolution, c'est-à-dire immédiatement après le départ du Shâh, elle retrouve quasiment son rôle dans la vigilance, le suivi des violations de la loi, la divulgation d'informations, reflétant les désirs et les exigences du peuple. Ce souffle d'ouverture en Iran permet aux journalistes de publier des journaux sans autorisation du gouvernement.

²³² Annexe n°3

- 'TCHEH BAYAD KARD' ? (TRADUCTION ?), PREMIER JOURNAL PUBLIE SANS AUTORISATION

Le premier numéro de cet hebdomadaire est publié par le parti des Travailleurs Socialistes quatre jours après le départ du Shâh. Sa publication se poursuivra pendant les 13 mois suivant la victoire de la révolution.²³³ L'article, dont traduction ci-dessous, est tiré du premier numéro :

« L'agonie de la monarchie et les devoirs des socialistes révolutionnaires : l'heure de la nouvelle révolution approche, ses hautes vagues vont (arriver) déferler, l'une encore plus haute et plus (vaste) ample que la précédente. La nouvelle vague qui témoigne de la présence de la couche ouvrière de l'Iran va transformer l'île stable de l'impérialisme en épicerie mondiale d'un tremblement de terre. L'Iran est actuellement au seuil d'une ère qui a placé à son ordre du jour la purification de la société de toutes les formes de tyrannie et de la réaction. Notre devoir le plus important est de mobiliser nos efforts pour renverser l'ensemble de la monarchie et toutes les institutions politiques et sociales qui forment les piliers de son pouvoir. »²³⁴

- 'Nabrdé Mellat' (Le Combat du Peuple), publié six jours avant la victoire de la Révolution, est un hebdomadaire d'information socio-politique et religieux. Dans son premier éditorial, il écrit ceci :

« La légende d'un pouvoir de paille et le seuil de la civilisation (allusion aux discours du Shâh : nous sommes au seuil de la grande civilisation) sont emportés par du vent destructeur. Grâce au grand courage des musulmans dévoués et à la conduite d'un guide en fer, lumineux et dévoué qui se réjouit de la source du pouvoir divin, les bastions de l'oppression et de la répression sont effondrés les uns après les autres, et avec l'aide de Dieu Tout-Puissant, les autres s'effondreront aussi. »²³⁵

- JOURNAUX NES ET PUBLIES DANS LES PREMIERS JOURS APRES LA VICTOIRE :

²³³ - Mohsenian Râd M. Revolution, Press & Values P279

²³⁴ _

²³⁵ _

. 'Peyghamé emrouz' (Le Message d'aujourd'hui)

Ce quotidien est publié à Téhéran 16 jours après la victoire. C'est un journal d'information, politique, social et économique à tendance gauchisante. Dans son premier éditorial, il écrit ceci :

« Nous croyons à la lutte acharnée contre l'impérialisme et le système néo-colonial qui sont à notre époque les plus violents agresseurs et ennemis de la souveraineté et du droit des nations. Loin de tout sectarisme, dogmatisme religieux, ethnique et social. Avec une telle foi et dans une telle situation qui nous préoccupe, sur un champ de bataille qui nous est encore crépusculaire, nous saluons le peuple combattant d'Iran. »²³⁶

. 'Mardé Emrouz' (L'Homme d'aujourd'hui), hebdomadaire paru 20 jours après la victoire. C'est un journal d'information, politique, social et littéraire à tendance politique gauchiste, avec pour premier titre :

« Au moins 10 000 personnes devraient être pendues

Il faut essayer d'arrêter sans pitié tous les criminels et les voleurs. Ils doivent passer devant les tribunaux révolutionnaires et être châtiés pour leurs actes. Ces gens ne méritent pas la compassion ni le pardon. Cette grande épuration et liquidation nationale doivent être appliquées à au moins 10 000 personnes. »²³⁷

. 'Mardom' (Le Peuple), publié 31 jours après la victoire à Téhéran, est un quotidien d'information, socio-politique et économique, porte-parole du parti communiste Toudeh (Le Peuple).²³⁸ Dans son premier numéro, on peut lire :

« Salut à la Révolution du Peuple !

²³⁶ _

²³⁷-

²³⁸ - op. cit. p.281

Aujourd'hui, les masses iraniennes se réveillent contre l'impérialisme et la tyrannie. Elles se sont levées et sont prêtes à moderniser la société. Les masses populaires urbaines et rurales ont des croyances religieuses et dans leur combat, elles se font aider par les doctrines philosophiques et sociales de l'Islam. Cela ne serait pas un obstacle à l'unification de la diversité des masses populaires. En ce moment, nous essayons de créer un front populaire uni pour que les promesses sociales et économiques faites par l'âyatollâh Khomeiny, comme les devoirs de la République Islamique soient réalisés par notre gouvernement. En un mot : nous sommes pour l'unification. »²³⁹

. 'Kâr' (Le Travail), hebdomadaire extrême-gauche paru 37 jours après la victoire, organe de "Sazmâné Tcherikhâyé Fadaïyé Khalghé Iran" (L'Organisation des Guérillas du Peuple iranien), publie dans son premier éditorial :

« Il est nécessaire d'éditer un journal

On doit étudier les origines des raisons pour lesquelles on vit une situation telle qu'un petit nombre de personnes peut exploiter le travail de toute une population. Comment arrivera-t-on à anéantir complètement le capitalisme en Iran ? Il faut que, dans un premier temps, le peuple tout entier et à sa tête les travailleurs s'engagent dans une lutte anti-impérialiste afin de renverser le capitalisme. »²⁴⁰

Un regard sur les éditoriaux des journaux nés après le départ du Shâh d'Iran montre qu'ils sont gauchistes, insistant sur l'impérialisme, le peuple, l'unité du peuple, la lutte anticapitaliste, les masses populaires, la classe ouvrière, la lutte de la nation et la chute de la monarchie. Ceci témoigne du contexte et montre la solidité des groupes de gauche en Iran.

239-

240_

- DENOMINATION DES JOURNAUX AU COURS DE LA PREMIERE PERIODE DE LA REVOLUTION

A ce moment, on trouve une relative diversité dans le choix des noms. Certains journaux mentionnent la raison de leur choix. Djang (La Guerre) fait partie de ce groupe. Il écrit à la fin de l'éditorial de son premier numéro : « ...Alors que nous détestons la guerre et les conflits, nous combattons cependant (tous les phénomènes) toutes les manifestations qui s'opposent à la religion et à la coutume de l'Etat et du peuple. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi le nom de "La Guerre" pour notre journal.»

Une étude plus attentive montre que cinq thèmes prédominent dans le choix des noms. Les voici répertoriés dans l'ordre du plus au moins fréquent, tout en remarquant qu'ils peuvent se combiner entre eux : en liaison avec la communication ; la lutte et le combat ; les ouvriers ; la révolution ; la liberté. Beaucoup de noms ont été créés par la combinaison de deux mots, par exemple la Révolution islamique ou les Travailleurs musulmans.

.. Thèmes liés à la communication : ainsi Peyâmé Daneshdjou (Le Message de l'Etudiant), Peyâmé Khalgh (Le Message du Peuple), Sédâyé kargar (La Voix du Travailleur), Sédâyé Moâssère (Voix contemporaine), Peyâmé Azâdegân (Le Message des Libéraux)- Faryâdé Vatane (Le Cri de la Patrie)

Noms liés à la lutte et au combat : Nabardé Mellat (Le Combat du Peuple), Nabardé Dâneshamouz (Le Combat du Lycéen), Peykâré Zann (La Bataille de la Femme), Zané Mobârez (La Femme Combattante), Razmandé (Le Combattant)

Noms liés aux (ouvriers et aux travailleurs) couches laborieuses : Kârgar (Le Travailleur), Kârgarâné Khalghé Mosalmân (Travailleurs Musulmans), Etéhâdé Kâregar (L'Alliance Ouvrière), Sédâyé Kâregar (La Voix des Travailleurs), Djonbêshé Kâregary (Le Mouvement Ouvrier)

Noms liés à la Révolution : Enghélâbé Eslâmy (La Révolution Islamique), Enghélâbé Farhangui (La Révolution Culturelle), Bâzouyé Enghélab (Les Bras de la Révolution), Ghiyâm (Révolte).

Noms liés à l'Islam : Sétâréyé Eslâm (L'Etoile de l'Islam), Enghélâbé Eslâmy (La Révolution islamique).

De plus, les noms attribués aux journaux au début de la Révolution indiquent que la plupart d'entre eux sont associés à la gauche. Pour sa part, le régime du Shâh réprimait

surtout les groupes gauchistes. Suite à la fin de cette répression et à l'ouverture politique, les gauchistes s'impliquent plus que d'autres groupes dans les affaires politiques et médiatiques.

3-2- Contenu des journaux au cours de la première période de la Révolution

Les contenus thématiques des journaux parus au cours des 18 premiers mois de la République Islamique peuvent être divisés en 12 catégories.²⁴¹

1- Transcription de l'histoire contemporaine

La Révolution donne l'occasion aux journaux de réécrire certains événements antérieurs dont ils ne pouvaient pas parler véridiquement dans le passé en raison des pressions et des contrôles du gouvernement du Shâh. Au nombre des sujets les plus importants dont la presse se gardait de parler sous le régime du Shâh, nous citerons par exemple le coup d'État du 28 mordâd 1332 (18 août 1953) fomenté par la CIA américaine contre le Dr. Mossadegh et en faveur du Shâh nommé par le précédent régime. Le soulèvement national du 28 mordâd est désormais surnommé "le coup d'Etat honteux du 28 mordâd". Suite à cet événement et à l'incarcération de Mohammad Mossadegh, la presse se voit interdire d'écrire à son propos. Mais dans les années menant à la Révolution islamique, la presse et les groupes politiques parlent beaucoup de lui, de ses attitudes et de son caractère. Les photos de Mossadegh tenues par les manifestants sont plus nombreuses que celles de l'âyatollâh Khomeiny (Fig.14). Aux yeux de l'opinion publique et des groupes nationalistes et gauchistes islamistes, la Révolution islamique est la poursuite des luttes de Mossadegh. Suite à la victoire de la Révolution, la principale avenue de Téhéran est baptisée du nom de Mossadegh. Cependant, quelques mois plus tard, les religieux vont changer le nom de cette avenue, ils ne baptiseront plus de rue, même pas une ruelle à son nom par crainte d'une nouvelle émergence du nationalisme. Avant la Révolution, les journaux n'étaient pas autorisés à laisser parler des guérilleros par des gauchistes et marxistes d'Iran, à critiquer les USA dans la guerre du Vietnam, à mettre en cause l'achat d'armes par le régime du Shâh aux Etats-Unis, ni à interpréter la victoire de Zulfikar Ali Bhutto aux élections présidentielles du Pakistan ou l'émergence de la charia islamique ayant entraîné la fermeture des casinos et des cabarets, ni enfin d'évoquer des mots tels que le communisme, le sionisme, l'impérialisme, l'idéologie, la démocratie et le blackout.

²⁴¹

- op.cit. pp.229-240

Autre exemple, les journaux ont été obligés de qualifier de ‘saboteurs’ les membres de l’Organisation des Fâdaiyân Khalgh qui ont été tués dans les accrochages avec la SAVAK ; mais après la Révolution, les morts ont été honorés et les affrontements qualifiés "d'épopée". Les écrivains de gauche dont les journaux ne pouvaient même pas citer le nom auparavant ont été qualifiés d’intellectuels et des extraits de leurs livres publiés dans les journaux après la Révolution.



Fig. 14

2- Révélations sur la vie à la Cour des Pahlavi et la débauche du Shâh et de sa famille

La presse publie beaucoup d’articles, de photos et même de caricatures à ce sujet. Certains magazines publient des photos sans aucun article ou commentaire dans le seul but commercial d'attirer l'attention des lecteurs. Par exemple, en dernière page de sa première édition, le journal Erâdehyé Âssiâ (La volonté de l’Asie) publie une photo de la princesse Ashraf, la sœur jumelle du Shâh, en robe décolletée, surmontée d'une seule phrase en guise de commentaire : "Que vaut-il mieux : le voile islamique ou bien ce corps imbibé de poison ?"

3- Propagation des idéologies

Diverses idéologies politiques se propagent, surtout l’idéologie gauchiste. Parmi les 253 journaux publiés dans la première période de la Révolution, 200 d'entre eux sont

affiliés à divers partis, groupes ou organisations politiques, dont 160 à tendance de gauche. Certains journaux attaquent directement d'autres idéologies. Dans sa 2ème édition, 'L'Elève" écrit : « Monsieur Marx ! Monsieur Lénine ! Levez-vous et regardez l'opium des peuples ! »²⁴²

4- Déclarations et points de vue des groupes politiques

La publication du texte intégral des déclarations et des opinions exprimées par les différents groupes à propos des questions à résoudre constitue une partie du contenu de la presse à cette époque. Par exemple, les Modjâhediné Kalghé Iran (Les Combattants du Peuple iranien) décrivent dans la 5ème édition de leur journal Payamé Khalgh (Le Message du Peuple) leur attente de la part de la République Islamique à propos de l'armée, des ouvriers, des paysans et de la nationalisation...

5- Discussion au sujet des problèmes sociaux postrévolutionnaires

Les problèmes sociaux majeurs de ces années sont de deux ordres : d'une part la perte d'emplois qui touche plus de trois millions de travailleurs, d'autre part l'inflation et la hausse des prix.

6- Opposition à la politique de la propagande islamiste et monopolistique de la Radio-Télévision.

Vu le niveau d'instruction des lecteurs à cette époque, la presse audiovisuelle (Radio-Télévision), aux mains du pouvoir religieux, bénéficie d'une portée médiatique beaucoup plus large que la presse écrite, lue par une petite minorité de la population. Malgré la différence d'impact de ces deux types de médias sur la population, la presse écrite ne cesse de montrer son mécontentement en protestant par des articles contre l'application de la censure et contre les programmes de la propagande à la Radio-Télévision. En voici quelques extraits :

Premier numéro de 'Ârmân '(L'idéal): "La censure au nom de qui ? Sur ordre de qui ?- A propos de l'application de la censure à la radio et la télévision"

15ème numéro de 'Payâmé Khalgh' (Le message du peuple) qui titre "Le fascisme dénudé frappe à la porte" et poursuit : " ...l'attaque honteuse de la Radio-Télévision et de certains milieux monopolistiques lancée contre la presse du pays..."

²⁴² - Bijani M. po.cit. p.99

2ème numéro du 'Golfe Persique' : " ...Réponse à Sadégh Ghotb-Zâdeh (président de la Radio-Télévision), l'inventeur des contre-révolutionnaires : Si vous connaissiez bien l'origine et les racines de la Révolution iranienne, vous n'accuseriez pas les journaux...»

7ème numéro de 'Sépèhr' (Le ciel) qui écrit sous l'intitulé "Monsieur Télévision"

« Vous vous présentez derrière le cadre éducatif, culturel ou distrayant de ce kaléidoscope du vingtième siècle et vous parlez des Mosstazafines (des déshérités). Vous parlez de votre nation et de votre peuple en vous déclarant appartenir au rang des pieds nus. Que savez-vous de la douleur du peuple de ce pays et de ce qu'il veut ? Vivant à l'étranger, par quel moyen avez-vous pu le connaître ?...Vous avez même retiré à ces familles Mosstazafines le plus simple et le moins cher des divertissements visuels. Qui défendez-vous ?...Est-ce que la télévision est un héritage paternel ? N'est-il pas vrai qu'elle est construite avec l'argent public et faite pour le peuple ? Alors vous devez montrer ce que les gens désirent voir... »

Des journaux expriment leur désaccord sous forme de caricatures. La première parution de Âhangar (Le forgeron) présente la caricature de Ghotb-Zâdeh assis sur une caméra de télévision, recouvrant son objectif avec ses mains. Dans sa deuxième édition, le même journal publie trois caricatures humoristiques de Ghotb-Zâdeh et des programmes télévisés. Le second numéro de Sanguar (La barricade) caricature le logo de la télévision iranienne : deux lions dos à dos tenant chacun une fleur - ajout après la victoire de la Révolution -. Les fleurs sont fanées et la gueule de chaque lion est fermée par un cadenas.

7- Critique des actions et des programmes du gouvernement provisoire

Les critiques journalistiques d'un grand nombre de personnages importants de la Révolution commencent seulement quelques jours après la victoire de la Révolution, sous la forme de caricatures et d'humour. Soixante-cinq jours après la victoire, le journal 'Âhangar' publie à la une de son premier numéro une caricature en couleur montrant deux joueurs d'échecs devant un échiquier. L'un des deux est coiffé d'un chapeau aux couleurs du drapeau des États-Unis et joue avec des pions nommés "consultant, tortionnaire, CIA, Banisadre, Ghotb-Zâdeh et Ebrahim Yazdi". L'autre joueur, manches retroussées, porte le mot "le peuple" sur sa poitrine et joue avec des pions appelés "agriculteur, dévoué, moudjahid et étudiant". En page 4, le même numéro affiche une caricature de Banisadre, Ghotb-Zadeh et Yazdi intitulée 'le trio des BYG' (des bons à rien) à partir de la première

lettre de leur nom. Ce journal continuera à publier des caricatures de ce style. D'autres journaux également critiquent plus ou moins un certain nombre d'actions et de projets du gouvernement provisoire et des personnages du régime révolutionnaire.

8- L'information

Les journaux du moment peuvent être globalement divisés en deux catégories :

- Les journaux comportant une diversité de sujets, d'articles et d'informations nationales et internationales, plutôt rares parmi les nouvelles parutions. Certains d'entre eux comme Mizâne (La Balance), Bâmdâd (Le Matin), Enghêlâbé Eslâmi (La Révolution Islamique) et Djomhourîé Eslâmi (La République Islamique) en constituent l'exception.

- Les nouveaux journaux dépourvus de cette diversité. Ceux-ci abordent souvent un seul sujet mais sous différents rapports et angles d'éclairage. Par exemple, Kârgar (Le Travailleur) publie dans son vingtième numéro une dizaine de récits sur les grèves, les conflits et les affrontements des travailleurs dans les centres industriels et agricoles du pays.

9- Attaque orale d'autres pays comme les États Unis d'Amérique, Israël et l'Union Soviétique

Une partie du contenu des journaux de cette époque critique et attaque un certain nombre de pays tels les États-Unis d'Amérique, Israël et l'Union Soviétique. Ces attaques prennent la forme d'articles, de caricatures et même de dessins humoristiques. Par exemple, le journal Djéraghé (L'Étincelle) publie sur un quart de page dans son premier numéro un dessin représentant un ours noir qui plante ses crocs sur la carte de l'Irak et les griffes de ses deux pattes de part et d'autre sur l'Afghanistan et l'Irak ; à la partie supérieure du dessin est écrit "Moscou". Un confrère, 'Payâmé Shâhid' (Le Message du Martyre), fait paraître également dans son premier numéro une grande caricature de Saddam Hussein avec un physique exagérément robuste et musclé, debout sur un tas de crânes et d'ossements. Sur un de ses bras est écrit le mot "Mossad", sur l'autre le mot "CIA" et à la partie inférieure du dessin, cette phrase : "Saddam Hussein, l'homme fort d'Irak et le dangereux espion du sionisme."

10- Interviews

Certains nouveaux journaux publient des interviews de dirigeants de partis et de groupes politiques, ou de personnalités importantes de la Révolution.

11- Slogans

Après la victoire de la Révolution, de nombreux journaux publient des slogans en bas ou en haut des pages, en grands caractères, qui occupent souvent toute la largeur de la page, ce qui permet de connaître le plus souvent les opinions de l'éditeur de presse.

En raison de leur multiplication et de leur portée, quelques-uns de ces slogans sont cités ci-après :

Ârmân (L'Idéal) : L'effondrement de toutes les bases de l'impérialisme est la condition essentielle de la révolution nationale et démocratique en Iran

Ettéhâd (L'Union) : En avant pour la préparation de la plus magnifique manifestation du Premier Mai !

Erâdéyé Âssiâ (La Volonté de l'Asie) : Le peuple approuve la République Islamique.

Andichéyé Âzâd (La Libre Pensée) : La censure, ennemi de la créativité - Défendons la liberté de pensée et d'expression !

Bulletin de l'Association des prisonniers politiques : Il ne faut jamais arrêter quelqu'un pour ses idées libérales. Le droit de tous les peuples iraniens doit être pris en compte par la loi constitutionnelle – la liberté de pensée, d'expression et de plume sont les garants de la victoire de la Révolution.

Peykâr (Le Combat) : Joyeux Premier Mai ! - La journée internationale du travailleur - Forte solidarité avec les forces révolutionnaires du peuple - A bas les restes de la réaction et de l'impérialisme !

Peykâré Khalgh (Le Combat du Peuple) : En avant pour la création du parti Communiste !

Djéraghé (L'Étincelle) : Mort aux traîtres dirigeants du Parti Toudeh

Tcheh Bâýad Kard (Que Faire?) : Une Assemblée constituante doit être établie au Kurdistan - Non à la souveraineté du clergé, oui à la souveraineté du peuple.

Khalgh (Le Peuple) : La classe ouvrière est la classe la plus révolutionnaire dans la société contemporaine.

Sarbâz va Enghêlâb (Le Soldat et la Révolution) : Le soldat doit savoir pourquoi il appuie sur la détente - Interdis l'inquisition dans l'armée ! - La nouvelle armée révolutionnaire n'a plus besoin des consultants étrangers - Non à l'obéissance aveugle, oui à la discipline lucide !- Sans armée révolutionnaire, c'est un nouveau coup d'Etat honteux comme celui du '28 mordad' qui menace la Révolution.

Shâhâb (Le Météore) : Le chauvinisme, une nouvelle introduction au fascisme.

Nabard (La Bataille) : La solution pour les opprimés est l'union et l'organisation - Vive la République démocratique du peuple !

12- Petites annonces et publicité

A la victoire de la Révolution, comme avant, les annonces publicitaires continuent à être publiées dans les journaux à grand tirage de cette époque, mais en nombre moins important du fait du désordre économique, de la fuite des patrons et des dirigeants d'entreprises en raison de la situation révolutionnaire qui règne dans le pays. Au début même de la victoire de la Révolution Islamique, de nombreux directeurs des relations publiques des ministères et des instituts du gouvernement ont été remerciés ou ils ont démissionné, et les Bureaux des Relations publiques sont plongés dans le désordre. En même temps, les entreprises privées ne peuvent plus faire publier leurs annonces commerciales dans les journaux en raison de la stagnation de leurs activités. Consécutivement à la fuite des capitaux et à la fermeture des usines et industries, la production tombe à zéro et la demande dépasse l'approvisionnement. Ceci pousse le peuple à faire des provisions de denrées de base par précaution. Ne pouvant plus subvenir aux besoins économiques du peuple, le régime entreprend de critiquer le consumérisme et de promouvoir la simplicité. Le consumérisme est devenu un antivaleur. Après la Révolution, un grand nombre d'industries sont nationalisées et la concurrence ne signifie plus rien. Dans les mois suivants, le journal Keyhân paraît parfois avec huit pages sans aucune publicité, alors qu'il était à grand tirage avec au moins 12 pages de publicité avant la Révolution. Dans les journaux à fort tirage, mis à part la nécrologie et la liste de condoléances habituelles, la publication des annonces de vœux de bienvenue à l'intention de l'Âyatollâh Khomeiny, le leader de la Révolution, est très répandue. Par exemple, au lendemain de la victoire, le journal Keyhân publie 43 annonces de félicitations destinées à

Mehdi Bâzargân et 26 annonces souhaitant la bienvenue à Khomeiny, émanant de différentes sociétés et entreprises. Mais on peut également lire dans ce numéro une annonce relative à l'inscription pour le deuxième trimestre à l'Institut Culturel franco-iranien et une autre mentionnant la conversion d'un Sikh à l'Islam. En ce qui concerne les 253 nouveaux journaux visant un lectorat sélectif et par conséquent à faible tirage, la plupart entre eux paraissent sans inclure aucune annonce.

3 -3 La hausse des publications de gauche et ses origines

Pour mieux connaître la raison de l'intérêt que portait le peuple à la presse gauchiste, il faut étudier la situation politique du pays au cours de ces années. Les mouvements de gauche avaient commencé leur lutte contre le régime du Shâh trois décennies avant la révolution. Pendant la Révolution, ils se sont ralliés à l'Âyatollâh Khomeiny dans le but de renverser le Shâh dans un premier temps, et de s'emparer du pouvoir par la suite. Ils étaient tellement en accord avec le régime qu'ils confirmaient même des nombreuses exécutions sans procès ni formalités juridiques appliquées par le régime de Khomeiny. Le moment le plus marquant de cette corrélation avec la politique menée par l'Imam Khomeiny est leur coopération avec les forces islamiques radicales, neuf mois après la Révolution, le 3 novembre 1979, dans l'attaque contre l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et la prise en otage des diplomates américains. Ces groupes ont des attitudes différentes, de l'extrême gauche marxiste aux groupes de gauche islamistes. Ils sont populaires chez la jeunesse urbaine et instruite, à l'époque généralement gauchisante. L'étude des caractéristiques des journaux publiés après le départ du Shâh et la victoire de la Révolution montre qu'ils (ont principalement des tendances gauchistes) sont orientés principalement à gauche. On peut trouver la raison de la diversité des publications de gauche après la victoire dans :

1- Les luttes politiques que les différents groupes de gauche ont engagées depuis des dizaines d'années auparavant contre le régime du Shâh. La répression du régime pesait plus sur les mouvements de gauche, et la plupart des prisonniers politiques ont été des gauchistes. Donc, après l'ouverture de l'espace politique au début de la Révolution, les mouvements de gauche ont saisi l'occasion pour propager leur idéologie politique dans le peuple au travers de journaux et de publications. Ainsi, plusieurs livres et publications interdits pendant l'ancien régime ont vu le jour. De telle sorte

« Que lors de la première année de la Révolution, parmi 200 publications appartenant aux différents partis politiques, 160 d'entre elles avaient une tendance gauchiste. Ces publications sortaient la plupart du temps de façon irrégulière, sous des identités inconnues et incertaines. »²⁴³

2- Les partisans des groupes de gauche, d'un niveau d'éducation et culturel généralement relativement élevé, avaient une bonne capacité de compréhension des théories politiques. En particulier, la découverte des théories gauchistes et communistes leur était plus nouvelle et plus attrayante que les théories et les principes religieux.

3-4 *Le journal Keyhân (l'Univers)*

Dans ce chapitre nous allons étudier plus en profondeur ce journal en raison de son poids dans l'histoire de la presse en Iran, particulièrement son incidence sur les événements au seuil de la Révolution en tant que premier journal à grand tirage du pays. Nous nous attacherons à mesurer également l'impact de chaque changement de pouvoir dans le pays sur l'orientation de ce quotidien et les particularités de chacun de ses dirigeants successifs_ et de son équipe de rédaction afin de nous permettre de mieux connaître les coulisses et la configuration politique du pouvoir au début de la Révolution, son idéologie à propos de la liberté d'expression de la presse, le niveau de son attachement à l'instauration de la démocratie et, en conséquence, le rôle d'outil médiatique indiscutable tenu par Keyhân. Depuis le départ du Shâh jusqu'au déclenchement de la guerre Iran-Irak, période qui a duré dix-huit mois, le journal s'est remis quatre fois entre les mains de quatre pensées politiques différentes.

Nota : Dans l'annexe 3, nous abordons également les titres majeurs des premières pages du journal, qui présentent la situation politico-sociale de l'époque).

CREATION ET HISTOIRE DE KEYHAN

Après avoir obtenu un doctorat en droit de la Sorbonne en 1940, Mostafa Messbâhzâdeh (1909-2006), futur fondateur du journal, retourne en Iran. Au début il choisit le métier d'avocat, mais avec l'idée de créer un journal quotidien indépendant, plus moderne qu'Ettelâât (L'Information), né en 1926 et seul quotidien important à grand tirage d'alors. C'est la Seconde Guerre mondiale, l'Iran est occupé par les forces des Alliés. Rézâ Shâh, qui entretenait une relation privilégiée avec l'Allemagne nazie, est forcé par les Anglais d'abdiquer en faveur de son fils Mohammad-Réza et de s'exiler. Le pays traverse

²⁴³ - Bijani M. op.cit. p.99

une période de turbulences et de chaos. Les différents mouvements politiques d'opposition, auparavant réprimés par le régime, publient des journaux qui leur servent plutôt d'outil de propagande et de critique du régime que de vrais journaux d'information. Le jeune roi démocrate, âgé de 22 ans, qui désire se distancer de la politique autoritaire et dictatoriale de son père, ressent le manque d'un journal quotidien indépendant dans le pays, qui arriverait à concurrencer Ettelâât, réputé en Iran comme un journal conservateur et proche de la Cour. La rencontre entre le Shâh et Messbâhzâdeh a lieu par l'intermédiaire du capitaine Hossein Fardouste, ami d'enfance et confident du roi. Messbâhzâdeh partage avec le Shâh l'idée de créer un journal professionnel libre et indépendant et il lui demande un soutien financier.

« ...Le Shâh en personne fut notre seule aide financière. Il nous a aidés en deux étapes. La première, une contribution de cinquante mille Toumans, nous a servi à lancer la publication du journal ; et la seconde a été de cent cinquante mille Toumans, lorsque Sa Majesté nous a aidés pour l'achat d'une imprimerie. Cet argent nous avait été apporté en espèces par le capitaine Hossein Fardouste, la personne de confiance du Shâh...» ²⁴⁴

Avec la collaboration de son ancien professeur de lycée, Abdolrahmân Farâmarzi (1897-1975), grand écrivain et journaliste libéral comme le rédacteur en chef, Messbâhzâdeh sort le journal Keyhân (L'Univers), dont le nom est inspiré du journal français Le Monde. Le premier numéro sort en 4 pages avec un Comité constitué de 6 personnes. Tout en profitant du soutien de la Cour, Messbâhzâdeh essaye toujours de maintenir l'indépendance de Keyhân et d'exercer son métier d'une façon juste et professionnelle. En quelques années, il réussit à attirer un large éventail d'intellectuels, même parmi les opposants au Shâh, de grands écrivains et les meilleurs journalistes. Keyhân devient en peu de temps un quotidien du soir rentable à grand tirage. Pendant toutes les années de sa publication, Messbâhzâdeh respecte l'indépendance du rédacteur en chef de l'équipe de rédaction et n'intervient jamais directement dans leur travail. Avant l'année 1953, pendant les turbulences provoquées par le mouvement nationaliste et le conflit entre le gouvernement de Mohammad Mossadegh et la cour, Keyhân essaye de suivre une politique modérée et impartiale et évite de prendre des positions extrémistes. Après le coup d'Etat américain du 19 août 1953 contre Mossadegh, lorsque l'instauration de l'état de siège dans le pays impose une pression intense sur les journaux non étatiques, Keyhân parvient à refléter le mécontentement du peuple d'une façon douce et modérée.

²⁴⁴ - Entretien avec le Dr. Messbâhzâdeh. Collection de l'Histoire orale. Fondation des Etudes de l'Iran.

Deux ans avant la Révolution, Messbâhzâdeh quitte l'Iran et s'installe à Paris, laissant la direction de Keyhân à son fils. Le dernier rédacteur en chef du journal au seuil de la Révolution s'appelle Amir Tâhéri. A la victoire de la Révolution, le groupe de presse Keyhân est confisqué par le gouvernement. De son lieu d'exil, Messbâhzâdeh publie l'hebdomadaire Keyhân de Londres en farsi, hostile à la République islamique qui est impliquée dans nombreux articles critiques. Il décèdera en 2006 à l'âge de 97 ans dans un hôpital de la ville de San Diego en Californie. Il est connu comme le père du journalisme moderne en Iran, mais sans aucun doute la plus importante action de sa carrière est la création à Téhéran de la première Ecole Supérieure du Journalisme qui offrira plus tard à la société iranienne de grands journalistes. Pendant les mouvements révolutionnaires de 1978, une nouvelle équipe de rédaction est formée sous la direction de Rahmân Hatéfi ²⁴⁵ et le journal joue un rôle important dans la lutte pour la liberté d'expression et comme reflet des protestations populaires. (Voir le chapitre précédent : La presse iranienne au seuil de la Révolution.) A cette époque, le journal tire à 1 million 300 mille exemplaires, un record sans précédent dans l'histoire de la presse iranienne.

L'ECOLE SUPERIEURE DU JOURNALISME

Dans l'histoire du journalisme en Iran, les premiers journalistes étaient pour l'essentiel des écrivains, des poètes ou des secrétaires de la Cour qui avaient la capacité d'écrire. Mais peu à peu, certains activistes politiques qui en avaient le talent se sont joints à la presse. En 1940, l'Organisation du développement intellectuel du ministère de la Culture a tenu des cours de journalisme pour les passionnés de cette profession. Hélas, ces cours ont été de courte durée : au bout d'un an, ils ont été suspendus suite à l'abdication de Réza Shâh. En 1955, le journal Ettlâât assurait des cours de journalisme pour les journalistes de profession. Ce sont deux Américains qui enseignaient le journalisme. Le 13 octobre 1956, le Conseil de l'Université de Téhéran donne son feu vert à l'instauration du journalisme comme discipline ; c'est la première fois que le journalisme devient une discipline universitaire. Cependant, le projet prend fin dix ans après, faute d'un nombre de candidats suffisant. En 1965, l'Institut Keyhân met sur pied la Haute Ecole des Communications sur le modèle de l'enseignement de la communication en France. On y

²⁴⁵ - Né en 1941, il était un éminent journaliste et militant politique. Il est devenu membre du Parti Toudeh en 1973 et a créé le groupe clandestin d'Âzarakhsh (la Foudre) affilié à ce dernier. Il était également membre du comité éditorial de Keyhân. Au moment de la Révolution, il a joué un rôle important dans la publication de ce journal. Il a été licencié pendant les purges au printemps de 1979 et arrêté le 27 avril 1983 à Téhéran. Les détails de sa détention et de son interrogatoire ne sont pas connus. Selon ses co-accusés, il est décédé sous la torture ou s'est donné la mort en mordant ses veines quelque part entre le 27 avril et le 10 juillet 1983.

enseigne le journalisme et les relations publiques. Les fondateurs de cette Ecole sont diplômés de Communication des universités françaises. "Dans cette Ecole, on enseignait les théories [du journalisme] en cours, complétés par des stages." Plusieurs des diplômés de cette discipline ont rejoint la presse. Mais après la victoire de la Révolution, le journalisme s'est trouvé éliminé des disciplines universitaires dans le cadre de la Révolution culturelle.

Douze ans après, avec la prise de fonction du président Akbar Hachémi Rafsandjâni, la discipline du journalisme reprend à l'Université Allâmé Tabâtabâï. La plupart des enseignants de cette discipline n'ont pas étudié le journalisme à l'université, mais ils l'ont appris au cours de leurs activités professionnelles dans le journal Keyhân. Actuellement, la plupart des universités en Iran proposent l'enseignement du journalisme.

3-4- 1 Keyhân après la victoire de la Révolution

(La parade des groupes politiques)

Parmi les grands groupes politiques influents et puissants dans le contexte politique de l'époque, il y en a deux qui ont l'intention de s'approprier le journal. Le premier fait partie du courant proche des leaders religieux de la Révolution et le second est représenté par Abolhassan BANISADRE, le futur premier Président de la République. BaniSadre abandonne finalement ce projet et préfère publier son propre journal, La République Islamique. Les leaders religieux, quant à eux, choisissent dans l'immédiat de s'introduire indirectement dans les affaires de Keyhân. Malgré son soutien à la révolution et au mouvement de l'ayatollâh Khomeiny, le journal subit des pressions à la victoire. Immédiatement après celle-ci, les journalistes désignent un comité de direction pour gérer le journal. La plupart des membres de ce comité sont des gauchistes qui n'osaient pas auparavant, sous le régime du Shâh, montrer leur penchant politique. Quelque temps après, alors que le comité directeur du journal est toujours en fonction, Hossein Mahdiân, un pont de l'acier proche du groupe des Mollahs Combattants, est désigné par deux partis au centre du pouvoir, le Front National et le parti de la République Islamique, pour prendre la direction de Keyhân. Il fonde tout d'abord, comme c'est courant à l'époque, un conseil islamique,²⁴⁶ composé d'ouvriers de l'imprimerie et d'employés subalternes des bureaux

²⁴⁶ - Les conseils islamiques (Andjomanhayé éslami) étaient composés d'extrémistes religieux, souvent des ouvriers et des subalternes qui avaient la bénédiction de l'ayatollâh Khomeiny. Au début de la révolution, ils siégeaient dans toutes les entreprises d'état et les administrations. Leur rôle était d'une part de surveiller la conformité des entreprises aux règles islamiques et d'autre part de purger les éléments qu'ils considéraient comme antirévolutionnaires.

pour surveiller et islamiser les cadres de l'entreprise. Ce conseil dès le début montre son désaccord avec la façon de diffuser les nouvelles et les informations traitées par les journalistes appartenant aux groupes politiques de gauche, en particulier.

« ...Les membres du conseil islamique de Keyhân avaient l'intention de s'emparer totalement du journal. Tous les jours, ils organisaient des manifestations dans la cour et criaient que le journal n'était pas islamiste. Ces gens-là travaillaient dans l'imprimerie et n'étaient pas membres de la rédaction. A 10 heures du matin, ils se rassemblaient dans la cour et criaient des slogans par haut-parleur. Une fois même, j'ai empêché l'un d'eux de jeter un cocktail Molotov sur la presse d'imprimerie. Je lui ai dit : Si vous désirez que nous partions, nous allons partir. Pourquoi endommagez-vous le journal ? »²⁴⁷

Dans la littérature du début de la révolution, l'utilisation de certaines locutions comme *Mofssedé fél arz* (corrupteur de la terre), *Tâghouti* (proche de l'ancien régime), *Mostaz'af* (deshérité), *Pâbérahneh* (va-nu-pieds) *Mostakbar* (opresseur), sont très répandues et à la mode. L'ayatollâh Khomeiny utilise souvent ces termes dans ses discours, jusqu'alors méconnus de la majorité du peuple. Il insiste toujours sur le fait qu'il faut soutenir les miséreux et les deshérités en considérant la Révolution comme une nourriture pour eux. Le symbole du *Mostaz'af* est un type mal rasé, habillé négligemment, avec un mode de pensée spécial, convaincu que les droits des deshérités ont été violés et piétinés à l'époque du Shâh par des gens aisés, instruits, cultivés et élégants représentant le terme révolutionnaire *Mostakbar*. Encouragés par Khomeiny, les *Mostaz'afs* s'avèrent être les véritables maîtres de la révolution et pour cette raison, ils s'autorisent d'intervenir dans toutes les affaires dans lesquelles ils tiennent leur intervention pour nécessaire. Ceci d'autant plus qu'au début de la Révolution, certaines personnes au pouvoir estiment que pour occuper un poste ou avoir une responsabilité, c'est l'engagement pour l'Islam qui prime sur toute autre compétence et qualification. S'appuyant sur l'idée que la politique suivie par les journalistes de Keyhân ne va pas dans le sens de l'Islam, les ouvriers de l'imprimerie du quotidien se permettent de se révolter contre les journalistes. En mai 1979, Keyhân ne tire plus qu'à 500 000 exemplaires, en forte baisse par rapport aux 1, 3 millions

²⁴⁷ - "Keyhân avant et après la révolution". Entretien avec M.Bolouri, ancien membre du Syndicat des journalistes. Site Internet "Histoire de l'Iran."

d'exemplaires d'avant la révolution. L'Association islamique attribue cette baisse à la tendance gauchisante ou aux sympathies gauchisantes du journal.

« Au cours de leur premier entretien avec les journalistes de Keyhân, les membres de l'Association islamique leur ont demandé de s'adapter aux exigences de la nation musulmane et de tirer des leçons de la chute du tirage du journal pour éviter la fermeture de l'Institut Keyhân qui nourrissait un millier de personnes. Les groupes de pression hors du journal et les employés pro-régime du journal ont estimé que la baisse du tirage du journal montrait le désintérêt des couches musulmanes pour les contenus du journal [...] Les noms de certains journalistes avaient été donnés aux manifestants anti-Keyhân pour que ces derniers appellent à les tuer. »²⁴⁸

3-4-1-1 Licenciement de 20 journalistes par le conseil islamique

Dans les deux mois suivant la victoire de la Révolution, étant donné que les journalistes de Keyhân sont généralement disposés favorablement au courant de gauche, les nouvelles et les interviews venues du parti Toudeh et d'autres groupes gauchistes occupent un large espace dans les pages du journal. Ceci va donner au conseil islamique un prétexte pour prendre des mesures contre les journalistes et les membres de la rédaction.

« ...Les membres du conseil islamique tenaient toujours les gauchistes et les communistes pour des impies. Ils disaient que des impies (qui ne croient pas à l'existence de Dieu) et des incroyants écrivent dans le journal... »²⁴⁹

« ...La présence d'un nombre important de sympathisants du Parti Toudeh dans le journal procurait un grand potentiel d'action pour les groupes politiques proches de leurs convictions. Leur appartenance aux idéologies de gauche ne s'arrêtait pas au simple mode de pensée, mais ils essayaient d'apporter leur propre monde sur les pages du journal. On entendait souvent leurs opposants dire que l'ensemble des 12 pages de Keyhân sont dans les mains des communistes... »²⁵⁰

« Au lieu d'être un média indépendant et professionnel, le journal était devenu une plateforme pour la mise en œuvre de certains objectifs sociaux et politiques des partis de gauche. La présence des partisans (du parti) de Toudeh, peu apprécié par presque toutes les autres forces politiques représentées à la rédaction, et surtout l'exercice de leur influence sur le contenu du journal était un des facteurs qui ont entraîné la baisse de popularité et en conséquence la diminution progressive du tirage de Keyhân [...] Par exemple, à la tête du soulèvement antiroyaliste du peuple, Nouredin Kianouri et d'autres dirigeants

²⁴⁸ - Chahidi Hossein. p.42

²⁴⁹ - Entretien avec Amiri N.

²⁵⁰ - Djavânmardi Yousof –le pseudonyme de l'auteur, "Tasskhiré Keyhân" (La conquête de Keyhân), p. 111

du parti Toudeh voyaient leurs opinions publiées plus souvent dans le journal que l'ensemble de tous les autres groupes et organisations politiques confondues. »²⁵¹

Un autre évènement soulève une vague de protestations des islamistes contre la politique de Keyhân : c'est la façon dont il couvre, dans sa 10 654ème édition du mardi 6 mars 1978, la déclaration de la formation d'un nouveau groupe politique, le Front Démocratique National d'Iran²⁵² par Hédâyatollâ Matine Daftari, petit-fils du Dr. Mossadégh, pendant l'immense rassemblement populaire qui a lieu sur la tombe de ce dernier.

« ...Les journalistes de Keyhân, soit par confusion soit en raison de l'importance du sujet, ont publié les revendications du Front National Démocratique d'Iran en sous-titre en premier page, le texte intégral de la déclaration en deuxième page, et enfin le discours de H. Matine Daftari en troisième page de journal. Pour protester contre cette publication, des groupes d'opposition se sont rassemblés devant l'entrée du journal. Cela a été l'un des chefs d'accusation qui a été ajouté au dossier volumineux de Keyhân... »²⁵³

« ...Petit à petit, nous étions confrontés à de petits groupes de pression qui venaient manifester et crier devant le journal sous le prétexte que, par exemple, nous avons publié un article écrit par Massoud Radjavi (Modjâhedine du peuple) ou nous avons organisé un interview avec Kiânouri (parti Toudeh). Ils disaient : - Keyhân comporte des éléments communistes et athées, il doit être nettoyé. Ils criaient : -Honte aux communistes ! Quittez Keyhân ! [...] En même temps, un autre évènement important, abordé largement par Keyhân se produit dans le pays. C'est le débat sur le port obligatoire du foulard et de la tenue islamique par les femmes. Keyhân qui couvrait toutes les informations à propos des manifestations des femmes contre cette obligation, a été accusé par des islamistes de remettre en question les paroles de l'Imam Khomeiny. [...] Pour défendre le quotidien, Mehdi Sahâbi, l'un des membres politiquement neutre du conseil de la rédaction, a été désigné pour parlementer avec les groupes de pression. On n'a obtenu aucun résultat. [...] Les membres du conseil islamique du journal encourageaient les manifestants rassemblés à l'extérieur du journal d'entrer à l'intérieur. [...] Nous étions un mois après la révolution, mais on entendait déjà des murmures sur la division et la séparation entre différents groupes politiques du pays... »²⁵⁴

²⁵¹ - Chahidi Hossein op.cit. p.117.

²⁵² - Un des partis politiques nationalistes (séparé du Front National) mené par H. Matine Daftari crée en 1978. Selon K. Sindjâbi le leader du Front National à cette époque, la création de ce mouvement a été un des facteurs qui avait causé l'affaiblissement de ce dernier. Le F.D.N d'Iran avait appelé ses partisans à voter contre, lors du référendum sur l'installation de la République Islamique d' IRAN. Un de ses désaccords avec le régime était l'introduction du mot Islamique dans la République. Ensuite, ce mouvement rejoint le Conseil National de la Résistance (Shorâyé Mellî Moghâvémat) et coopère avec lui jusqu'en 1997, un an après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Mohammad Khâtami.

²⁵³ - Djavânwardi Yousof op. cit, p.109

²⁵⁴ - Badi Minou, la journaliste licenciée de Keyhân, Article publié sur le site Internet : Târikhé Irani

Ces tensions entre la rédaction et les islamistes se poursuivent jusqu'au 13 mai 1979, le jour où le journal *Âyandégân* est désapprouvé par Ayatollâh Khomeiny (Nous aborderons ce sujet dans le chapitre consacré aux détenteurs du pouvoir en Iran). Les islamistes saisissent cette occasion pour se débarrasser des journalistes de gauche.

« ... Suite à une phrase prononcée par l'imam Khomeiny, 'Je ne lirai plus jamais *Âyandégân*', ce journal est dès lors implicitement sanctionné. En signe de protestation, *Âyandégân* sort en 4 pages, dont 3 blanches, et à la une, un seul article. Ce numéro est saisi par le régime.

Compte tenu des tensions au sein du comité de rédaction de *Keyhân* et de l'Association islamique du journal, *Keyhân* décide de reprendre un numéro du journal *Ayandégân* interdit par le régime. Cette décision sème la zizanie au sein de *Keyhân*. Les rédacteurs envoient les copies d'*Ayandégân* à l'imprimerie dont les ouvriers faisant partie de l'Association islamique refusent de s'occuper. Les articles controversés d'*Ayandégân* sont enfin publiés dans le journal *Keyhân* dans des circonstances tendues.

Le lendemain, les ouvriers et les employés islamistes de *Keyhân* entament une grève. Les grévistes font référence à la décision de l'ayatollâh Khomeiny de boycotter *Ayandégân* en reprochant au comité de rédaction de *Keyhân* d'avoir ignoré le décret de Khomeiny. Les manifestants font un 'sit-in' à l'entrée du bâtiment qu'occupe *Keyhân* et scandent des slogans contre les journalistes.

Dans une telle atmosphère et de telles conditions, *Keyhân* publie intégralement le texte qui a paru la veille dans *Âyandégân*. C'est comme si *Keyhân* venait de recevoir une balle en pleine tête. Désormais aucun compromis avec la rédaction n'était plus possible... ²⁵⁵

« ...Le mardi 14 mai au matin à l'entrée de *Keyhân*, vingt journalistes sont repoussés par les gardiens du local, qui remettent à chacun d'eux une enveloppe contenant une lettre de deux ou trois lignes avec une signature inconnue, disant : 'Conformément à la décision du personnel, le journal *Keyhân* s'excuse de ne plus pouvoir continuer à travailler avec vous.'

Ce groupe, qui sera connu plus tard sous le nom de Groupe des 20, est composé de 2 membres du conseil supérieur de la rédaction ayant plus de 15 ans d'expérience, 7 journalistes comptant de 6 à 10 ans et 9 journalistes de 1 à 3 ans d'expérience. Si on ne tient pas compte de la période de deux mois et demi pendant laquelle les deux membres du conseil supérieur de la rédaction occupèrent des postes de direction, ni des deux autres journalistes qui occupèrent quelques temps le poste de directeur de service, les autres ne

(Histoire de l'Iran), juillet 2012

²⁵⁵ - Askarilleh Mahmoud, l'ancien chef du conseil islamique de *Keyhân* Article publié sur le site Internet

faisaient partie ni des supérieurs hiérarchiques de la rédaction ni de ceux du personnel administratif. Les critères et les principes utilisés pour choisir ces vingt journalistes sur la bonne centaine travaillant à Keyhân, et les noms de ceux qui les ont choisis restent des énigmes extrêmement intéressantes dans cette affaire; les efforts déployés et les enquêtes menées pour trouver la réponse se poursuivent encore... »²⁵⁶

« ...Un jour, même, en signe de la protestation contre le manque d'islamisation des membres de la rédaction, les ouvriers de l'imprimerie sont venus à la rédaction, ils ont occupé les sièges et les bureaux des journalistes et les ont empêchés de travailler... »²⁵⁷

« ... En signe de protestation contre l'expulsion de nos confrères dans le but d'empêcher l'édition du journal, nous nous sommes tous mis en grève. En rassemblant le responsable du télex et quelques commerciaux du Service Publicité, le conseil islamique a réussi à publier le journal, mais d'une qualité médiocre. Ils ont simplement recopié des informations reçues de l'agence Pârs par télex, les ont composées et imprimées... »²⁵⁸

Keyhân est imprimé sur quatre pages et titre à la une : "Keyhân est publié aujourd'hui grâce à des ouvriers et à des employés". Le titre comporte des fautes d'orthographe. On explique dans le journal pourquoi il n'y a que quatre pages.

« ...Le soir même, les membres de ce conseil islamique sont allés rencontrer l'âyatollâh Khomeiny qui a exprimé son soutien à leurs agissements et les a encouragés à poursuivre cette action révolutionnaire. Une telle action de la part du conseil islamique a conduit les journalistes à poursuivre leur grève qui a duré un mois. »²⁵⁹

« Malgré notre grève, la publication du journal continuait et nous entendions le conseil islamique dire partout que les personnels licenciés étaient des agents de la SAVAK et des athées. Nous nous sommes retrouvés ainsi absolument isolés [...] Lors de leur rencontre avec Khomeiny, les membres du conseil islamique lui ont demandé d'envoyer du personnel à la rédaction pour les aider à publier le journal. Le lendemain, dépêché par l'âyatollâh Khomeiny, un groupe d'inspection accompagné d'un religieux s'est rendu au journal. Ce dernier y est resté comme journaliste et, à son tour, il a amené quelques personnes, pour la plupart des étudiants en droit, pour travailler à la rédaction.

Plus tard, le journal est remis à Bonyâdé Mostazafan (Fondation des opprimés) et Hossein Mahdiân devient officiellement son directeur. Dans l'impossibilité de continuer la publication du journal avec une telle équipe de rédaction et dans de telles conditions de travail, ce dernier appelle tous les personnels, sauf

²⁵⁶ - Djavânwardi Y. op. cit. p.173

²⁵⁷ - (Entretien de N. Amiri, ancienne journaliste licenciée de Keyhân avec N. Pilvar)

²⁵⁸ -M.Badî, op., cit

²⁵⁹ - Idem

les 20 expulsés, à reprendre le travail ou à quitter le journal en touchant une indemnité de licenciement. Ainsi, environ quatre-vingt-dix pour cent des journalistes ont quitté Keyhân [...]. Un mois plus tard, lorsque Mahdiân lui-même reprend Keyhân, le journal Etêlâât écrit dans un article ‘ Un grand pont de l'acier rachète le journal Keyhân’ ... »²⁶⁰

L'Association islamique de Keyhân ne peut attirer plus de lecteurs islamiques en raison de la campagne de purge. Ce journal est le favori des groupes non religieux de la classe moyenne. Même l'islamisation du journal ne débouche pas sur une hausse de son tirage, qui bien plus va chuter à 200 000 exemplaires.

« ... Mais le journal n'a pas été vendu. Les autorités judiciaires de l'époque ont conclu que les deux institutions, Keyhân et Etêlâât, appartenaient aux personnes qui soutenaient l'ancien régime et que leurs biens devaient être confisqués. Ainsi, ces deux institutions ont été confisquées et mises à la disposition de Bonyâde Mostazafân... »²⁶¹

TENTATIVE D'ASSASSINAT DU DIRECTEUR DE KEYHÂN

Le 25 août 1979, H. Mahdiân et Mehdi Arâghi, directeur financier de Keyhân et son fils, sont victimes d'une fusillade revendiquée par le groupe armé Forghân.²⁶² M. Arâghi et son fils sont tués sur le coup, mais Mahdiân blessé, survit à l'attentat.

Après leur arrestation, les auteurs de l'assassinat déclarent dans un communiqué qu'ils ont voulu tuer Mahdiân parce que c'est un capitaliste qui collabore avec la mollarchie et Arâghi parce qu'il est proche des milieux réactionnaires et du régime de la République islamique.

Mahdiân reste à son poste de directeur encore 7 mois après l'attentat et est remercié le 27 avril 1980. Son inefficacité, le déclin du tirage du journal et la diminution du soutien des détenteurs du pouvoir sont les principaux arguments avancés pour l'évincer de son fauteuil.

²⁶⁰ - Idem

²⁶¹ - Mahmoud DOÂÏ, directeur de Etêlâât depuis le début de la révolution, interview avec l'agence presse

ISNA

²⁶² - Groupe des Détenteurs de la Vérité du Coran, une organisation terroriste composée d'anciens étudiants des écoles religieuses de Ghom, apparue en 1975 et dirigée par le mollah Akbar Goudarzi. Ce groupe était pour un Islam sans mollahs et était l'auteur de plusieurs attentats particulièrement meurtriers contre les autorités de la République Islamique. Il a été démantelé le 8 janvier 1980, soixante-dix personnes appartenant à ce groupe ont été arrêtées et 25 entre elles ont été exécutées.

CHANGEMENT DE DIRECTION - KEYHÂN PROVISOIEMENT AUX MAINS DES NATIONALISTES

Les religieux au pouvoir n'apprécient pas la présence d'un capitaliste comme Mahdiân, même avec ses tendances religieuses, à la tête du premier journal du pays, parce que tôt ou tard, il pourrait acheter le et appeler des journalistes qualifiés à travailler avec lui, et dans ce cas-là, leur vieux rêve de prendre possession de Keyhân ne serait jamais réalisé. Le 27 avril 1980, Ebrâhim Yazdi est mandaté par l'ayatollâh Khomeiny pour prendre la direction du quotidien. Dans sa lettre de nomination, Khomeiny écrit :

« Vous qui avez des compétences et des capacités de gestionnaire confirmées, vous êtes nommé administrateur de Keyhân, un des organes liés aux opprimés, pour réformer et diriger cette affaire cruciale avec l'aide de son personnel respectueux et engagé, de la manière que vous jugerez appropriée et conforme à l'islam et la République islamique. »

Le Dr. Ebrâhim Yazdi a un penchant nationaliste ; il faisait partie des opposants au régime du Shâh. Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement provisoire de Bâzargân, il a démissionné avec le gouvernement après la prise d'otage du personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran par les étudiants *suivant la ligne de l'imam*, en signe de protestation contre cette action. Un an après la révolution, il est élu député de Téhéran lors de la première élection législative. Pour quelles raisons Khomeiny le nomme-t-il alors que des désaccords politiques ont commencé à surgir quelques mois après la victoire ? Khomeiny s'est en effet dressé contre presque tous les autres courants politiques du pays, en particulier les nationalistes Mossadéghistes avec lesquels lui-même et ses proches religieux sont obligés de partager provisoirement le pouvoir. La prématurité de la victoire n'a pas donné assez de temps à Khomeiny et à ses mollâhs pour se préparer à diriger le pays. Les mollahs n'ayant pas encore la capacité et la compétence nécessaires pour occuper les postes clés du pays, ceci oblige Khomeiny à choisir provisoirement ses cadres parmi les gens qui ont une expérience antérieure des fonctions d'administration. Dans l'immédiat, les nationalistes opposants au Shâh, de confession islamiste, répondent bien à ses exigences. Par la suite, les mollahs vont s'introduire petit à petit dans tous les organismes d'Etat sous l'apparence de simples religieux de prime abord, avec des responsabilités indéfinies, mais en fait, ils visent à se familiariser avec la gestion d'une administration ou d'une entreprise publique.

Huit jours après sa nomination au poste de directeur, dans un éditorial intitulé "*Ligne d'interface et témoin*", Yazdi écrit ceci :

« ... Les groupes de gauche et les moudjahidines, comme d'autres groupes, ont eu un rôle et une part dans la victoire de la Révolution. Je pensais dès le début qu'ils devaient eux aussi, dans une telle liberté politique, proportionnellement à leur part dans la Révolution, participer à l'administration du pays... »

Pendant sa présidence, il essaye de donner à tous les groupes politiques la possibilité de s'exprimer tout en étant leur porte-parole. Les anciens journalistes sont invités à reprendre leurs fonctions précédentes et à travailler. La relation professionnelle entre les anciens journalistes et les jeunes journalistes révolutionnaires s'améliore. Au septième mois de sa présidence de Keyhân, il écrit une série d'articles intitulés "Il faut surveiller la Loi constitutionnelle". Trois de ses articles sont publiés du 10 au 12 novembre, mais le 15, il est démis de ses fonctions de directeur par un décret émanant de Khomeiny. Dans ses articles, il critique ouvertement la théorie du 'régime dictatorial convenable' proposée par l'âyatollâh Behéhti, membre du conseil de la Révolution et Secrétaire Général du parti République Islamique. Il la considère en effet comme l'infrastructure d'un régime autoritaire et dictatorial. Ces articles sont dirigés contre le point de vue du parti République Islamique et contre celui de l'âyatollâh Khomeiny à propos du Velayat-e-faghih (souveraineté de l'érudit islamique) qui a été adopté avec le soutien du Parti dans la Constitution. Après sa mise à l'écart de toutes les fonctions de l'Etat, Yazdi sera emprisonné à plusieurs reprises pour divers motifs futiles. La dernière fois en octobre 2010, il sera accusé d'avoir organisé un rassemblement et un complot contre la sécurité du pays et condamné à huit ans de prison. Actuellement, à l'âge de 83 ans, il est le prisonnier politique le plus âgé d'Iran.

3-4-2 Keyhân aux mains du parti République Islamique

Lorsque Yazdi part le 15 novembre 1980, un religieux membre du parti République Islamique et député de la ville d'Ardakân au Parlement du nom de Mohammad Khâtami le remplace à Keyhân en qualité de représentant de l'âyatollâh Khomeiny (valiyé-faghih). La prise de ses fonctions au quotidien coïncide avec le début de la guerre Iran-Irak. Khâtami reste 10 ans à la tête de Keyhân (de 1980 à 1990) et, selon les journalistes qui ont travaillé avec lui, grâce à son esprit de tolérance et à son adaptabilité, différents groupes politiques ont la possibilité de s'exprimer dans le journal. La page six du journal est consacrée à la publication de poèmes et d'articles de différents groupes idéologiques comme de nombreux

poètes et écrivains modernistes, révolutionnaires et gauchistes. Le journal retrouve lentement sa popularité d'autrefois et son tirage dépasse la barre des 500 000 exemplaires.

PUBLICATION DU DISCOURS INACHEVE DE MEHDI BÂZARGÂN A L'ASSEMBLEE DE KEYHAN

Lorsque Khâtami était le directeur de Keyhân, les deux groupes nationalistes, le Front national et le Mouvement pour la liberté avaient été écartés du pouvoir et s'étaient engagés dans l'opposition.

Mehdi Bâzargân (le Premier ministre démissionné) était un des opposants élus au Parlement en qualité de député de Téhéran. Le 6 octobre 1981, dans un discours prononcé au Parlement, il critique la situation politique du pays et la façon dont les religieux l'administrent. Les députés islamistes radicaux scandent alors 'A bas Bâzargân !' et l'agressent physiquement, l'empêchant de poursuivre son discours. Mais le lendemain, Khâtami décide de publier ce discours inachevé dans Keyhân. Cet acte de Khâtami conduit Bâzargân à lui envoyer un message dans lequel il le loue pour son courage et son esprit libéral. Un an après sa nomination à la direction de Keyhân, on lui confie en outre le ministère de la Culture *et de l'Orientation islamique* qu'il gardera pendant les 8 années du gouvernement de Hossein Moussavi durant la guerre Iran-Irak, puis les 4 années du gouvernement de Akbar Hâchémi- Rafssandjâni.

3-4-3--Début d'une accalmie à Keyhân deux ans après la Révolution

Les changements successifs à la direction du journal nous montrent quelle bataille pour le pouvoir existait à l'époque entre les différents groupes politiques ; et lorsque le moment lui semblait opportun, chaque groupe essayait de faire du quotidien son propre porte-parole. Dans les premiers jours de la victoire, lorsque le pouvoir est partagé et pas encore détenu par un groupe défini, le journal est géré par un conseil de direction aux opinions hétérogènes. Deux mois plus tard avec l'appui de Khomeiny, les islamistes prennent de l'influence, entrent dans le cercle du pouvoir et avec la création des conseils islamiques, ils écartent d'autres groupes, en particulier les groupes de gauche qui sont politiquement bien organisés et disposent d'un large éventail d'écrivains et d'intellectuels sympathisants. Avec la démission de Bâzargân et de son gouvernement provisoire, les nationalistes seront à leur tour écartés du pouvoir. Le déclenchement de la guerre Iran-Irak en 1980, un an et demi après la Révolution, va permettre aux religieux et au parti République Islamique (PRI) d'éliminer tous les autres groupes politiques sous le prétexte d'éviter les divergences d'opinions et de maintenir l'unité du peuple. Ainsi, un an et demi

après la Révolution, le PRI réalise son vieux rêve en s'emparant des trois principaux pouvoirs du pays : le judiciaire l'exécutif et le législatif. Deux mois plus tard, Mohammad Hâtai, membre du parti, est nommé par Khomeiny pour diriger Keyhân. Le pouvoir étant entièrement entre les mains du PRI, les désaccords politiques et par conséquent les remaniements au niveau des hauts responsables du pays sont moins fréquents. C'est ainsi que le calme revient au journal et permet à Khâtami de rester 10 ans à sa direction.

Conclusion

Ce chapitre confirme l'influence du pouvoir politique sur la presse. A tel point que les partis de gauche au pouvoir pendant les premiers mois de la Révolution, appuyés par une presse active, ont été marginalisés par la suite et leurs journaux fermés. Par notre choix de Keyhân, journal iranien à grand tirage, nous avons cherché à faire la lumière sur les événements liés à la presse tout au long de la Révolution Islamique.

Partie II

La presse pendant les deux premières années de la Révolution Islamique (1979-1980)

L'évolution de la presse iranienne a toujours été liée à l'évolution politique du pays. Par conséquent, dans cette étude nous définissons l'évolution politique comme la résultante de l'union entre quatre facteurs socio-politiques endogènes : la structure sociale, la structure politique, la culture politique et le comportement politique. Pendant les deux années 1979-1980, en raison de la diversité idéologique des groupes révolutionnaires et de la lutte menée par chacun d'eux pour s'emparer du pouvoir, le pays se trouve dans une situation confuse et politiquement instable. Les différentes formations politiques utilisent leurs journaux comme outil de communication pour s'attirer une popularité et gagner la faveur de l'opinion publique. Ainsi, les différents journaux de l'Iran témoignent de la présence de toutes sortes d'opinions sur la scène sociopolitique. Depuis la naissance du premier journal en 1851 sur ordre du roi, le destin de la presse iranienne est resté lié à la position et au

comportement des centres de décision du pouvoir en place. La presse critique est opprimée par les pouvoirs autoritaires et dictatoriaux, elle paraît périodiquement, même parfois de façon anarchique lors d'un affaiblissement de ces derniers, ou bien au moment de l'instauration d'un gouvernement démocratique. Il nous paraît nécessaire d'analyser le comportement de chaque groupe politique détenant une partie du pouvoir dans les deux premières années de l'installation du régime islamique pour démontrer qu'en Iran, la presse a été toujours dépendante de la structure et de la situation politiques et qu'une évolution politique a été souvent suivie de son épanouissement.

Dans cette partie, divisée en trois chapitres, nous étudierons tout d'abord la structure politique, la formation des milieux du pouvoir et également leurs répercussions sur la presse. Dans le deuxième chapitre, nous nous pencherons sur la situation de la société civile, de l'espace public, des groupes et des partis politiques et des organisations non étatiques (ONG) présentes sur la scène politique avec leurs journaux. Enfin, nous consacrerons le troisième chapitre à l'examen du comportement et de la culture politique des activistes politiques, des dirigeants et hauts fonctionnaires du pays et des élus du peuple, leur interdépendance ainsi que l'influence de la presse sur cette culture.

Chapitre 1 - Structure politique des deux premières années de la Révolution (1979-1980)

"La République Islamique est un système intégré, profondément cohérent, dans lequel chaque institution est en mesure de relayer la volonté du centre. La pluralité et l'unité y cohabitent, et se renforcent l'une et l'autre. La structure de pouvoir de la République Islamique reflète l'organisation traditionnelle bâtie autour de la doctrine de "l'ordre dans le désordre", Nazme dar bi nazmi, éclatement protecteur qui multiplie les centres de décision pour les rendre invulnérables à un quelconque joug autoritaire sans pour autant altérer leur solidarité."²⁶³

Le chiisme, religion majoritaire en Iran, devient religion officielle au 16^{ème} siècle sous la dynastie des Safavides (1502-1722). Les rois safavides font entrer les oulémas chiïtes dans le pouvoir politique et ces derniers, en retour, reconnaissent la légitimité de cette dynastie. Pendant cette période, les oulémas obtiennent aussi des titres en théologie et multiplient la rédaction de traités religieux. Cependant, la dignité des Chiïtes reste à conquérir, car Najaf, qui abrite le tombeau de l'imam Ali (le premier imam des Chiïtes) et Kerbela, où repose l'Imam Hossein (le Troisième Imam), se trouvent dans les territoires de l'Empire Ottoman, le Califat Sunnite. Les villes saintes chiïtes deviennent ainsi l'enjeu de guerres entre les Safavides et les Ottomans qui se soldent par l'échec de l'Iran.²⁶⁴ L'islam chiïte prend une allure plus politisée à partir du début du 20^{ème} siècle et il s'ingère activement dans la politique. De plus, les règles canoniques commencent à avoir force de loi.

La dernière tentative du régime iranien de conquérir les villes saintes date de 1982 : après avoir repoussé l'invasion du territoire iranien par les Irakiens, Khomeiny rejette la trêve proposée par Saddam Hussein et lance l'ordre de "libération des villes saintes occupées par les mécréants bassistes", mettant en péril la vie de dizaines de milliers de jeunes Iraniens.²⁶⁵

« Cette politisation, sur la défensive, faisait suite à des pressions et des menaces nées du modernisme. Essentiellement dans toutes les religions, là où le modernisme a menacé la religion et le modus vivendi ancien, la réaction

²⁶³ - Tellier, Frédéric, *L'heure de l'Iran*, Ellipses.Edition Marketing, Paris 2005, p 49

Mohamad Delfani, *L'école théologique des Chiïtes à Najaf en Irak et la question de L'Etat -*

²⁶⁴

moderne en Iran (1919-1925), Eur Orient No 11, 2002, p .85-11

²⁶⁵ - Voir, Nikki R. Keddie (avec une partie par Yann Richard), *Modern Iran, Roots and Results of Revolution*, newHaven, yale University Press, 1981 (nouvelle édition en 2003)

naturelle a été l'intensification du zèle religieux et le retour à la religion et ses principes primaires, ce qui est connu aujourd'hui sous le nom de fondamentalisme. De façon générale, l'islam recèle des caractéristiques totalitaires, c'est-à-dire, il s'autorise à contrôler divers aspects de la vie individuelle, sociale et politique. Il a prescrit des instructions précises sur divers aspects de la vie.

Par conséquent, ce serait impossible de diviser la vie par ses divers aspects. On ne pourrait pas par exemple distinguer le domaine privé du domaine public ou le secteur politique du secteur religieux. Dans l'islam, le canon et la religion ont force de loi sur toute la vie et le gouvernement est obligé de sauvegarder et mettre à exécution la religion.

L'Islam a défini des règles pour l'exercice des rituels religieux comme le pèlerinage à la Mecque et la prière collective. Dès le début, l'islam ne se concentrait pas exclusivement sur la rédemption individuelle, et il a eu pour objectif d'assurer la solidarité sociale.

Tout ce qu'on dit généralement sur l'islam se fait sentir de manière plus ostensible dans le chiïsme. Selon les règles du chiïsme, les oulémas règnent au nom des prophètes et le leadership politique appartient aux oulémas (le principe de *velâyaté faghîh*).

Face à l'entrée des pensées occidentales et à la croissance du modernisme en Iran au début du 20^{ème} siècle, les oulémas se sentent obligés de réagir, mais leur prise de position passe de la défensive face à de nouvelles pensées politiques mettant en cause la religion, à l'offensive sous le régime de Réza Shâh. Sous Mohammad Réza Shâh Pahlavi, le renforcement du modernisme en Iran a élargi le gouffre entre les religieux et le régime au pouvoir, et les religieux, dirigés par l'imam Khomeiny, adoptent une position offensive et déclarent l'islam comme la seule loi valable pour la gestion du pays. »²⁶⁶

1 -Les détenteurs du pouvoir et leur influence sur la presse

Pendant ses trois mois d'exil à Paris, l'Imam Khomeiny décide à l'initiative et sous la présidence de l'Âyatollâh Morteza Motahari la formation d'un Conseil de la Révolution,²⁶⁷ constitué au début de six religieux, ayant la responsabilité de mener dans un premier temps la Révolution vers la victoire, et par la suite, de prévoir la désignation d'un

²⁶⁶ - Hossein Bachirié 'Obstacles au développement politique en Iran' (Mavané Tosséyé SiassDar Iran).Ed GâmeH No Téhéran 2009

Pour plus d'info sur les racines du totalitarisme, voir: Lawrence B., Defenders of God ; the Fundamentalist Revolt against the Modern Age, (London: Tauris; 1990
Enayat H., Modern Islamic Political Thought, London ; 1982

²⁶⁷ - Le Conseil de la Révolution a été formé le 12 janvier 1979 à Paris. Ses six premiers membres sont des religieux : Mohammad Béhéhti, Djavad Bâhonar, Akbar Rafssandjâni, Moussavi Ardébili et Ali Khâménéï

gouvernement provisoire. Au début de la Révolution, différents groupes politiques de l'opposition, sensibles à l'éloquence et à la rigueur morale de l'âyatollâh Khomeiny, voyant en lui l'incarnation d'un leader spirituel capable de réussir la révolution en unifiant tout le monde, contribuent à son succès. Ainsi au lendemain de la victoire, chaque groupe revendique sa part dans le partage du pouvoir. Au début, l'Imam Khomeiny qui a besoin de tous ces groupes politiques pour pouvoir établir et consolider son nouveau régime encore fragile, leur accorde une participation relative au pouvoir. Sept jours avant la victoire, il nomme Mehdi Bâzargân – un libéral démocrate mossadéghiste - en qualité de Chef du Gouvernement Provisoire (Fig.15) afin de réaliser les missions suivantes : gouverner le pays, instituer des organes législatifs, organiser un référendum sur le passage du régime monarchique à celui d'une République Islamique, former l'Assemblée constituante et préparer des élections législatives. Une fois nommés, les membres du Gouvernement Provisoire rencontrent plusieurs problèmes : les rouages économiques du pays sont à l'arrêt; des révoltés envahissent les casernes militaires et s'emparent de milliers d'armes à feu; l'armée, qui obéissait seulement au Shâh, son commandant suprême, n'a plus de chef ; les divers courants politiques comme les libéraux laïques, les marxistes et les religieux détenant un certain pouvoir ont des opinions divergentes et se disputent sur l'écriture de la future loi constitutionnelle. Un sentiment d'insécurité se répand rapidement à travers le pays. Les autorités locales, les mollahs et les comités révolutionnaires, agissant en toute autonomie, arrêtent des gens qu'ils accusent, à tort ou à raison, d'être des corrupteurs sur terre et confisquent leurs biens. Harcèlements et persécutions visent des minorités religieuses telles les juifs, les chrétiens ou les bahaïs. Quelques jours avant le retour d'exil de l'âyatollâh Khomeiny, les mollahs forment des comités d'accueil dans les mosquées qui seront transformés à la victoire, en comités de la Révolution islamique -les bras du pouvoir judiciaire et militaire de la Révolution- et même quelques mois plus tard, en exécuteurs de la loi. Les membres de ces comités comportent un nombre considérable de voyous, d'islamistes et de gauchistes extrémistes.



Fig. 15

SITUATION DES MEDIAS ÉCRITS

En dépit des graves problèmes économiques et sociaux, conséquence de plusieurs mois de grèves, la désorganisation de l'appareil administratif et productif ainsi que la passion pour la politique et la révolution vont rester vives dans la population. Le black-out instauré par le gouvernement sur décisions du conseil de la révolution attise la soif de s'informer. "Le peuple veut savoir", écrit le quotidien Keyhân.²⁶⁸ L'exacerbation de la population en quête d'informations trouve sa justification dans le fait que cette période est riche en transformations sociales et en événements : les débats politiques sur l'avenir de la révolution, les conflits autonomistes, les activités contre-révolutionnaires, les excès des gardiens et des comités, les manifestations des femmes pour le droit à l'égalité avec les hommes et contre le hidjab, les protestations des intellectuels et le mécontentement des travailleurs. Les moyens de communication de masse doivent répondre à cette demande d'information accrue. Or, la radio-télévision, recadrée par la nouvelle direction, n'est plus en mesure d'offrir la moindre information sur la société. Seules trois catégories de la presse reflètent, chacune selon leur propre point de vue, la société et son évolution :

- Première catégorie : les revues politiques et idéologiques. Elles sont nombreuses et variées, d'un islamisme militant à un marxisme extrême ; la presse politique engendre toutes les tendances : socialiste, nationaliste, libérale, anti-communiste, autonomiste, etc. ... Certaines d'entre elles réussiront à se forger une véritable audience et une certaine popularité. "Âyandégân" dans sa nouvelle formule devient le quotidien le plus remarqué et

²⁶⁸ - Keyhân 25 février 1979

le plus demandé de cette période, cela surtout pour ses prises de position anti-cléricales et ses articles écrits par des intellectuels célèbres (universitaires, magistrats, avocats, membres de la ligue des Droits de l'Homme, etc...) Ce journal ne peut pas satisfaire toute sa clientèle, à cause de ses limites techniques et des sabotages perpétrés dans son usine et dans sa distribution par les intégristes. "Peyghamé Emrouz" (Le Message d'aujourd'hui), journal d'extrême gauche, partisan des groupes armés "Fadayan Khalgh" (Les dévoués du peuple), défend les intérêts des couches les moins favorisées, ouvriers, chômeurs,... Ce journal ne cache pas ses sympathies pour des mouvements autonomistes : le peuple kurde revendique à l'unanimité son autonomie.

- Deuxième catégorie : ce sont les journaux traditionnellement conservateurs comme Keyhân et Ettelâat et leurs filiales. Un comité de rédaction composé par des éléments de la gauche laïque prend le contrôle de Keyhân (après la fuite de son directeur et de son rédacteur en chef à la fin du régime monarchique). Dès lors, le journal soutient les mouvements démocratiques et le gouvernement provisoire de M. Bazargan. Dans ses éditoriaux et dans ses rubriques d'information, le journal condamne le conseil révolutionnaire, les excès des pasdarans et la brutalité des comités et des tribunaux révolutionnaires, la censure, les atteintes aux libertés individuelles, etc. Avec la création des nouveaux comités à l'intérieur de l'entreprise, appuyés par des chefs religieux fondamentalistes, le conseil met la main sur l'ensemble des journaux et de leurs filiales. Le nouveau "keyhân Âzâd" (keyhân libre) créé par le comité de rédaction démissionné est aussitôt suspendu ; le même sort est réservé à l'autre quotidien Ettelâât.

- Troisième catégorie : les magazines à sensation et à scandale. En profitant du contexte favorable, cette presse va exploiter les documents ou les photos (parfois érotiques) sur la vie privée de l'ex-shâh, de sa famille et de son entourage à des fins mercantiles. Entre autres : "Téhéran Mossavar" (Téhéran en image), "Djavan"(Jeune), "Djavanan" (La jeunesse) ...

LE REFERENDUM

Lors des préparatifs du référendum, Bâzargân déclare ceci : " ...Le peuple dira Oui ou Non à l'instauration d'une République Démocratique Islamique..." Mais au cours d'un discours, Khomeiny l'appelle implicitement "le Diable" et déclare : "... La République Islamique, ni plus, ni moins ..." Et le 13 mars 1979, deux semaines avant le référendum, il déclare :

« ...Ne prêtez pas attention à ceux qui parlent de démocratie. Ils sont contre l'Islam et cherchent à détourner le peuple de sa voie. Nous cassons les plumes empoisonnées de ceux qui parlent de certaines choses comme le nationalisme et la démocratie ... »²⁶⁹

Le jour du référendum, le peuple qui venait de renverser le régime du shâh, doit faire un choix entre la monarchie ou la République Islamique. Tout en ignorant le contenu de la nouvelle loi constitutionnelle qui n'est pas encore rédigée, et sur la seule confiance qu'ils accordent à l'Imam Khomeiny et à ses partisans, les Iraniens approuvent à 98 pour cent l'instauration d'une République Islamique en Iran. Pourtant quelques groupes politiques, comme le Front National Démocratique d'Iran, l'Organisation Fadaiyan du Peuple Iranien, le Parti Démocrate du Kurdistan boycottent ce référendum. Une ambiance euphorique d'après victoire règne dans le pays, mêlée à une totale confiance en Khomeiny comme leader spirituel et sincère, qui empêchent les Iraniens de réfléchir au sens de certains mots et phrases prononcés au sujet du régime qu'il a l'intention d'établir en Iran. Parfois même, certaines élites et intellectuels retouchent ses mots ambigus pour leur donner un sens qui soit démocratique. Bien que par sa personnalité éminente, Khomeiny représente le symbole incontestable de la Révolution et du pouvoir en Iran, différents courants politiques - jadis unifiés pour la victoire - débattent entre eux pour s'approprier plus de pouvoir en éliminant ou en ralliant d'autres idéologies et se servent de leurs journaux ou de leurs publications comme outils de communication redoutables. C'est ce référendum qui déclenche un conflit ouvert entre les autorités islamiques et l'ensemble des journaux qui vont afficher leur hostilité à l'égard du référendum et de ses modalités. Les critiques de la presse vont se focaliser sur le contenu méconnu de la République Islamique et sur les risques virtuels de dégénérescence en une nouvelle forme de totalitarisme.

« Tant que le contenu d'une République Islamique ne sera pas élucidé, procéder à un référendum est inutile. »²⁷⁰

« Gouverner est une science humaine, en lui donnant une coloration divine, ce sera plus critiquable. »²⁷¹

« L'inconnue nommée République Islamique »²⁷²

²⁶⁹ - Le premier avril 1979- sept semaines après la victoire de la révolution

²⁷⁰ - A. Birachk 'Ayandégân' 2 février 1979

²⁷¹ - 'Ayandégân' 1er février 1979

« La tragédie de l'après Révolution est en route »²⁷³

« Pourquoi ne pas proposer au peuple différents modèles de républiques ? »²⁷⁴

Si les inquiétudes des journaux sont fondées, nous avons cependant constaté en examinant la plupart d'entre eux du 11 février au 15 Novembre 1979 que, curieusement, ils ignorent l'existence d'un programme "Velâyaté Fagih" décrit par A.Khomeiny dans son livre "Pour un gouvernement islamique" et publié en 1969 à Nadjaf , programme dans lequel l'État est assujetti au pouvoir suprême des ulémas . Face à cette inquiétude, A. Khomeiny maintient sa détermination :

« Demain, c'est le jour du référendum, c'est le jour où soit l'islam l'emportera, soit l'impunité. Le oui vous apportera du bonheur et le non sera le retour en arrière... Avec ce oui, votre pays sera indépendant. Avec ce oui, vous serez libres. »²⁷⁵

1-1 L'âyatollâh Khomeiny

Le pouvoir commence à se cristalliser autour du personnage de Khomeiny en 1963 lorsqu'il ose critiquer d'une façon menaçante le shâh, sa politique et sa Révolution Blanche et réussit à soulever des mollahs conservateurs et certains islamistes opposés au régime. Cette révolte est rapidement et violemment réprimée par le régime et l'âyatollâh Khomeiny, expulsé du pays, part en exil. Mais la montée spectaculaire de sa puissance spirituelle arrive à son point culminant lors de son combat acharné et victorieux pour le renversement du shâh. Quelques mois avant la victoire, il réussit à être considéré non seulement comme "Mardja Taghlid" (Source d'imitation religieuse), mais aussi comme leader d'un mouvement révolutionnaire, nationaliste et fondamentaliste religieux, si bien que plus personne n'a le droit de prendre une décision dans les affaires concernant la Révolution sans son accord préalable. L'application d'un tel pouvoir absolu est non seulement poursuivie par Khomeiny à son retour en Iran et après la victoire, mais elle prend en outre des dimensions de plus en plus considérables au fil du temps, et on la retrouve dans ses prises de décision à propos des organismes officiels du pays, du Conseil de la Révolution et du gouvernement.

²⁷² - 'Ayandégan' 7 mars 1979

²⁷³ - 'Ettelaât' 2' février 1979

²⁷⁴ - Keyhân' 28 mars 1979

²⁷⁵ - Kyanvar Mohamad.op.cit. pp.316- 317

« Les limites du pouvoir et du devoir du gouvernement provisoire, ainsi que de tous ses membres, ont été définis par Khomeiny et il intervenait régulièrement dans leurs prises de décision. Il recevait une fois par semaine le Premier ministre et les membres du gouvernement, et aussi séparément le Premier Ministre et chaque ministre pour leur donner des directives. »²⁷⁶

Mehdi Bâzargan dit lors d'un entretien en 1982 :

« ...C'était lui qui déterminait des lignes principales de la politique du gouvernement et on lui demandait de donner des instructions au sujet des affaires importantes et essentielles... En raison de la détermination des membres du clergé dans l'application des sentences islamiques et des jugements révolutionnaires, les exécutions, les occupations de lieux et les confiscations de biens leur ont été confiés officiellement par Khomeiny en tant que leur première responsabilité, indépendamment du gouvernement dans les affaires d'état... »²⁷⁷

« ...Le gouvernement a été dans l'obligation de s'adresser à lui pour le consulter sur toutes les questions juridiques relatives à la législation. Dans toutes les affaires du gouvernement, les ministres s'occupaient des préparatifs, mais enfin c'était Khomeiny qui prenait la décision définitive ... »²⁷⁸

Tout de suite après la victoire et la formation du gouvernement provisoire, Khomeiny met en place un système de gouvernement dans le gouvernement. Il envoie des inspecteurs et des représentants spéciaux dans les administrations et les entreprises étatiques ou privées, en particulier les organes sensibles comme les préfectures de police, l'armée et l'éducation nationale, pour les purger des personnes qu'ils trouvent contre-révolutionnaires, pour éduquer le personnel selon l'idéologie islamique ou pour intervenir dans l'organisation de ces entreprises d'une façon souvent illégale, indépendamment de l'avis de leurs dirigeants. Il donne des ordres en contradiction avec la loi constitutionnelle, et même parfois illégaux, lorsqu'il les juge dans l'intérêt de l'Etat. Khomeiny confie également la gestion des nouvelles fondations et des institutions financières créées par la confiscation des biens des proches de l'ancien régime aux mollahs auxquels il fait confiance. À propos de l'ingérence de Khomeiny dans toutes les affaires de l'Etat, nous nous référons à la théorie du despotisme iranien proposée par le sociologue iranien Nâsser Kâtouziân :

²⁷⁶ - Jafari M. 'La prise d'otage et les héritiers de la Révolution' (Géroganguiri va Djanéchinan Enghélab)

Ed.Barzavand 2007 Allemagne p. 8

²⁷⁷ - Idem,p.. 47

²⁷⁸ - idem

« ...Le renversement d'un régime dictatorial ne changera pas forcément le régime, si les critères de ce mécanisme ne sont pas réunis. En d'autres termes, l'élimination d'un régime dictatorial se fait par un autre régime absolutiste plus fort. Bien que l'effondrement d'un système dictatorial reconforte les gens pendant une courte période, et leur donne de l'espoir pour l'avenir, en peu de temps cela finira par l'établissement du chaos et de l'anarchisme ; dans de telles circonstances, le public souhaite l'instauration d'un système autoritaire qui soit capable de remettre de l'ordre dans la société... »²⁷⁹

L'âyatollâh Khomeiny considère ses paroles comme se situant au-delà de la loi.

« La méthode de Monsieur Khomeiny consistait à soumettre ou éliminer quiconque devenait populaire dans le pays et qu'il ne pouvait pas supporter. L'âyatollâh Passandidé, frère de l'âyatollâh Khomeiny, a dit : " Ayant regardé le film dans lequel le peuple saluait Banissadr , je lui ai transmis un message en le prévenant qu'une telle popularité montrée à la télévision risquerait d'éveiller la jalousie de l'âyatollâh Khomeiny. »²⁸⁰

Analysant la crise venant des divergences entre les chefs des différents décideurs au gouvernement, l'âyatollâh Khomeiny déclare entre autres :

« Monsieur Banissadr est très fier de ses 11 millions de voix. Sur ces 11 millions, si 500.000 d'entre elles ne sont pas musulmanes, le reste est musulman. Je délivre une fatwa et on limogera le président. »²⁸¹

« Plutôt perdre la moitié de l'Iran que voir Banissadr gagner dans le combat »²⁸²

« Il se peut que j'aie dit une chose hier, que j'en dise une autre aujourd'hui et encore une autre demain. Ça n'a aucun sens que je campe sur ma position d'hier. »²⁸³

« Même s'il est possible, du fait d'un individu sur un million, que le prestige de l'islam soit en danger du fait de telle ou telle personne, nous sommes obligés de l'empêcher d'agir de toute notre force. Nous faisons fi de ce qu'on dit contre nous, par exemple que ce pays est le pays des mollahs et que son régime est

²⁷⁹ - Khaniki, H. 'Les facteurs sociaux dans le non développement de la presse en Iran' thèse Université AllamehTéhéran 1994, p 31

²⁸⁰ - Djafari M. 'Rencontre de deux lignes' op.cit. p. 319

L'ayatollah Khomeiny, cité par son petit-fils Hossein

²⁸¹ - Idem, p. 337

²⁸² - Idem, p. 254

²⁸³ - Djafari M. 'Paris et la révolution iranienne, de la liberté à la tyrannie' p. 339, Ed Barzavand, Allemagne 2005

dirigé par les mollahs. De tels propos cherchent à nous marginaliser mais nous ne céderons pas. »²⁸⁴

« L'Etat iranien est islamique, donc tout ce qui va dans le sens de l'affermissement de cet Etat est pour le bien de l'islam, même s'il faut parfois ignorer la charia, c'est-à-dire l'islam. »²⁸⁵

« L'âyatollâh Khomeiny ne voulait pas qu'une autre personne que lui-même devienne populaire dans le pays afin de pouvoir éliminer ses adversaires dès qu'il le voudrait. Il se tenait pour le guide tout-puissant de la révolution, guide suprême et exécuter du régime islamique. Sa pensée se fondait sur l'Islam autoritaire et il se tenait à cette attitude. Il appelait tout le monde à satisfaire ses exigences. Plus particulièrement, il se méfiait des groupes laïques et surtout des nationalistes et des partisans de Mossadegh ». ²⁸⁶

1-1-1- L'impact de l'âyatollâh Khomeiny sur la presse

Dès les premiers jours de la victoire, Khomeiny invite dans ses discours les journalistes et les intellectuels à marcher dans la direction d'un peuple qui a donné son sang et ses enfants pour l'Islam et le Coran. Ses partisans, persuadés également de la nature purement islamique de la Révolution, ne se montrent intéressés que par les publications et la presse islamiques. Parmi les impacts les plus importants de la volonté de l'âyatollâh Khomeiny de contrer la liberté de la presse, nous pouvons citer la formation des conseils islamiques au sein des journaux à grand tirage de l'époque (Ettelâât et Keyhân), son soutien indirect porté aux conseils islamiques pour effectuer la purge des journalistes, sa critique du journal Âyandégân, suivie de la fermeture définitive de ce dernier, et ses ordres aux organes juridiques pour contrôler la presse. L'âyatollâh Khomeiny, qui veut instaurer le "velâyat-é faghih", est désireux de voir la presse servir de moyen de propagande pour l'établissement d'un tel régime. À ce propos, dans toutes ses prises de position, il exige de la presse qu'elle apporte son soutien à l'Islam et au régime islamique, sans accepter qu'elle critique le régime. Au début de la Révolution, les partisans du régime qui désirent s'entretenir avec l'âyatollâh Khomeiny sont reçus par lui dans le cadre de groupes venus de diverses villes, et il s'explique sur les affaires de l'Etat. Dans la plupart de ses discours, il met en garde les critiques de la presse. Par ce biais, Khomeiny poursuit la stratégie d'étouffement des journaux. Dans ses discours, il exprime ce qu'il attend d'eux tout en autorisant ses soutiens, qui sont des gens ordinaires et qu'il appelle la nation, à se mobiliser

²⁸⁴ - Op. cit .p. 282

²⁸⁵ - Tellier Frédéric op.cit. p. 34

²⁸⁶ -Idem, p. 454

pour commettre des actes illégaux : mise à feu de kiosques à journaux, attaque de bureaux de presse, violence à l'égard de journalistes. Toutes ces actions illégales sont effectuées sous le nom d'actions volontaristes, et la justice n'a jamais arrêté les agresseurs. Voici des extraits de certains de ses discours à propos de la presse :

5 avril 1979 :

« La liberté d'expression ne signifie pas que n'importe qui est libre de s'exprimer contre les intérêts du pays, contre la révolution pour laquelle le peuple a donné son sang. De telles libertés n'auraient pas de raison d'être... »²⁸⁷

« Quand nous constatons que certaines personnes, des agents de l'étranger qui cherchent à mener notre pays à la destruction, écrivent dans les journaux et que dans le même temps, on n'écrit pas de façon correcte sur l'Islam [...] nous ne pouvons pas respecter de tels journaux. »²⁸⁸

27 juillet 1979 :

« Je tiens à faire savoir à la presse et aux médias de masse qu'il faut distinguer la liberté du complot, et que l'on évitera sérieusement les complots ourdis contre les intérêts du pays, contre l'islam et la nation. Si je pressens un danger, je tiendrai ma nation bien-aimée au courant pour que la nation courageuse prenne la décision qui s'impose. Elle a toujours pris des décisions fermes. »²⁸⁹

Deux semaines après ce discours de l'âyatollâh Khomeiny, vingt journaux, dont le quotidien à grand tirage Ayandégân, ont été interdits en même temps sur ordre du Parquet de Téhéran.

28 août 1979 :

« La presse est tenue d'éviter des titres qui pourraient inciter ou affaiblir le peuple et de s'adapter au chemin de la révolution, et également de se garder de publier des articles qui portent atteinte à la révolution et sèment la discorde, lesquels constituent des complots. »²⁹⁰

28 avril 1980 :

²⁸⁷ - Sahifeh Nour (Ecritures de Lumière) en 22 volumes, comprennent des "déclarations, messages, interviews, les lois, les autorisations juridiques et des Lettres" par l'âyatollâh Khomeiny avant le 15 mai 1342 jusqu'à la fin de sa vie. Vol. 8 p.40

²⁸⁸ - Idem, p. 192

²⁸⁹ - Idem, p. 22

²⁹⁰ - idem, p. 22

« Étant donné le rôle de la presse dans la société et un an après l'établissement de la République islamique, on voit toujours que de nombreux journaux ne suivent pas la ligne de la révolution, et il leur faut des réformes fondamentales pour que les gens corrompus qui sont derrière ces déviations soient mis à l'écart de ces médias. »²⁹¹

4 février 1981 :

"Ces journaux qui s'opposent l'un à l'autre et dont chacun s'efforce de critiquer le pays et la République islamique, ces groupes ou individus, sont tous des démons et leurs plumes sont entre les mains de démons. Il faut que les journaux et la presse soient à la disposition de la nation et de l'islam." ²⁹²

1er avril 1981 :

« Tous les prédicateurs, en public ou en privé, et tous les écrivains doivent se garder de dire ou écrire quoi que ce soit qui risque de semer la discorde, car aujourd'hui, les différends sont comme des poisons mortels pour la communauté islamique [...] Certaines paroles sataniques attribuées à l'islam paraissent dans les journaux. Qu'ils sachent que la Révolution Islamique ne les supporte plus et qu'elle les punira tous. » ²⁹³

1-1-2 Formation des conseils islamiques

Les conseils islamiques (Andjomanhayé éslami) sont formés dans les journaux comme dans d'autres organismes contrôlés par l'Etat presque immédiatement après la victoire. Dirigés la plupart du temps par des ouvriers et des subalternes ou des islamistes radicaux, ces conseils islamiques ont pour programme prioritaire de purger l'entreprise de ses cadres non islamistes et contre-révolutionnaires, de faire appliquer la loi islamique et l'islamisation des réglementations administratives. Agissant sur leur lieu de travail, les membres des conseils islamiques, des employés de bureau, connaissent donc l'ensemble du personnel, les convictions religieuses de chacun et saisissent cette opportunité pour prendre des décisions, voire régler leurs comptes. Certains fondateurs de ces conseils sont islamistes, mais il y a aussi ceux qui, profitant du chaos post-révolutionnaire, se font passer pour des islamistes dans le but d'acquérir une part du pouvoir. Les mollahs, membres très actifs de ces conseils, s'emploient, dans une première phase de réalisation, à organiser des prières collectives obligatoires au sein des établissements. Ils participent activement à toutes les réunions professionnelles et extra professionnelles de l'entreprise. Au départ, les

²⁹¹ - idem, vol.12 p. 63

²⁹² - idem, vol. 14 p.40

²⁹³ - idem, p.157

conseils ne sont pas structurés, ils sont créés en fonction du lien existant entre leurs dirigeants ou leurs membres et l'un des centres de décision du régime, et profitent du soutien de ces derniers. Accompagnés du personnel de l'entreprise, ils organisent des rencontres collectives avec Khomeiny pour bénéficier de son appui afin d'appliquer ses volontés, même illégales, dans l'entreprise.

Dans la Partie I, au point 3-4-1-1, nous avons évoqué les rapports entre les conseils islamiques et la presse, en particulier le licenciement de 20 journalistes par le conseil islamique du journal Keyhân. En conséquence, le comité de rédaction se met en grève pour protester et apporter son soutien à ses collègues, et le Keyhân de 15 mai 1979 est publié par les ouvriers de l'imprimerie et les employés du service administratif.

Voici ce que titre ce numéro :

- "En raison du manque de coopération de la part de certains membres du comité de rédaction, Keyhân paraît aujourd'hui grâce aux ouvriers de l'imprimerie et aux employés du service administratif"
- "Nettoyage à Keyhân"
- "Mise en examen de 13 suspects au tribunal révolutionnaire de la ville de Sabzévâr"

Le même jour, l'âyatollâh Khomeiny reçoit les membres du conseil islamique de Keyhân. Le lendemain, on peut lire à la une du journal :

- "Audience accordée par l'âyatollâh Khomeiny aux employés de Keyhân dans la ville de Qom"
- "Le journal doit être conforme aux voix de la nation"
- "La presse doit écrire ce que la nation souhaite"
- "J'espère que vous gérez le journal vous-mêmes"

(L'âyatollâh Khomeiny)

Avec la fuite des investisseurs et des grands industriels et la saisie de leurs biens par le régime islamique, l'économie semi-étatique de l'Iran devient entièrement étatique et les conseils islamiques s'activent dans l'ensemble du pays afin de réaliser les objectifs de la République Islamique. Deux ans plus tard, certains membres de ces conseils rejoindront le

ministère des Renseignements. A la fin de la guerre avec l'Irak, ces conseils deviennent des bureaux de relations publiques

1-1-3 Le quotidien Âyandégân (La génération future) critiqué par Khomeiny

Le premier désaccord de Khomeiny et des révolutionnaires radicaux avec la presse se manifeste deux mois et demi après la victoire, par des attaques contre un journal bien précis : Ayandégân. C'est le troisième quotidien à grand tirage de l'époque après Keyhân et Ettelâât, et le premier journal du matin. Âyandégân a été fondé en 1967 avec l'Etat comme actionnaire majoritaire. Ce journal est alors indépendant, détaché des groupes et des partis politiques de l'époque. Étant le premier quotidien du matin, il attire dès sa parution un grand nombre de lecteurs. Sa mise en page diffère de celle des autres journaux, il livre des articles sociaux et culturels plus intéressants, son équipe de rédaction est constituée de journalistes plus jeunes, plus actifs et mieux formés que ses deux autres concurrents, et il vise un lectorat cultivé. Après la chute du shâh et le départ de ses directeurs, un conseil de rédaction constitué de 5 journalistes prend la direction du journal. Malgré leur tendance politique de gauche, pour préserver l'indépendance politique du journal, les journalistes d'Âyandégân s'abstiennent de soutenir les organisations de gauche. Cette attitude ne plaît ni à certains groupes gauchistes, surtout au Parti Toudéh, ni au gouvernement islamique dont le Premier ministre Méhdi Bâzargân accuse le journal de suivre le Parti Toudeh.

- KHOMEINY NE LIT PLUS ÂYANDEGAN

Ce qui provoque la colère des conseils islamiques et en particulier celle de l'âyatollâh Khomeiny contre le journal Âyandégân est la publication d'un rapport analytique détaillé sur l'assassinat de l'âyatollâh Morteza Motahari, l'un des plus fidèles disciples et partisans de Khomeiny le 2 mai 1979. Le groupe 'Forghân', dont le nom est tiré du Coran et signifie 'discerne le bien du mal', qui avait revendiqué auparavant l'assassinat du Général Mohammad Gharani, Chef d'Etat-major des armées, revendique également ce nouvel assassinat. Au début, le régime fait courir une rumeur attribuant ces attentats aux groupes gauchistes qui se cachent derrière une identité et un nom islamiques. Ainsi, deux jours après l'assassinat de l'âyatollâh Motahari, lors d'une cérémonie commémorative en son honneur en présence de Khomeiny, l'Hodjat-al-islam Rafsandjâni un autre proche de Khomeiny, accuse les gauchistes au cours de son discours :

« Après avoir indécentement boycotté l'élection et le référendum et attaqué des établissements publics les armes à la main, cette fois ils ont assassiné Monsieur Motahari ... »²⁹⁴

Rafsandjâni traite également les opposants à la République Islamique de "lâches désespérés" qui s'opposent au vote du peuple à 99 pour cent pour l'instauration de la République Islamique. La présence de Khomeiny pendant ce discours est traduite par une confirmation implicite de sa part au sujet de la nature gauchiste de cet attentat. Une semaine plus tard, le jeudi 11 mai au matin, le quotidien Ayandégân sort son numéro habituel avec en première page et en gros titre ceci : "L'Âyatollâh Khomeiny dans une interview au journal français 'Le Monde' a déclaré :

« Les mouvements de gauche ne sont pas du tout mêlés à ces crimes... les assassinats du général Gharani et de l'Âyatollâh Motahari sont le travail des agents de l'Amérique qui sont cachés derrière la fausse identité religieuse du nom de 'Forghân. »²⁹⁵

Dans les pages intérieures du journal on trouve un rapport détaillé sur le groupe 'Forghân'. Cet article le présente comme un groupe partisan d'un Islam sans religieux, qui emploie dans ses publications des termes dégradants comme "mollâh" ou "âkhound" pour désigner les hauts dignitaires chiites. Il le considère comme "le soutien des propriétaires terriens et des capitalistes" et le traite de "dictateur" et de "réactionnaire". D'après ce rapport, ce groupe est pour le combat armé et révolutionnaire et n'a aucune estime pour les diverses formes de manifestations politiques pacifistes comme les rassemblements et les marches de protestation.

« Cet article trouvait étonnant que Monsieur Bâzargân, le Premier ministre, et Monsieur Rafsandjani, lient ce groupe aux groupes marxistes tandis que ces derniers considéraient que les théories islamistes avancées par 'Forghân' étaient encore plus fanatiques que les théories répandues dans l'Islam chiite.

Le journal évoquait aussi dans sa première page une agitation générale qui régnait dans tout le pays : au cours de la cérémonie commémorative de l'Âyatollâh Motahari dans la province de Fars on a crié des slogans anticommunistes ; à Ispahan et en Azerbaïdjan l'armée des Pasdaran (les gardiens de la révolution) a désarmé des gens qui portaient des armes et des fusils automatiques ; dans la province de Guilan les journalistes exigent que le gouvernement arrête et châtie les assassins de 'Rahbar', le correspondant du journal 'Etélaat' tué quelques jours auparavant dans la ville de 'Âbâdân',

²⁹⁴ - Javanrudi Y. 'La conquête de Keyhân' 1980, pp.195- 196

²⁹⁵ - Idem

demandent qu'il assure la protection des journalistes contre les attaques des 'porteurs de massue' (groupes d'oppression) et garantisse l'application de la liberté individuelle et sociale, comme elle est mentionnée dans le pacte international des droits de l'homme. »²⁹⁶

Le 10 mai au matin, avant même qu'Âyandégân arrive aux kiosques des vendeurs de journaux de Téhéran, la Radio Iran annonce : « Le cabinet de l'âyatollâh Khomeiny a déclaré dans un communiqué que : Tout ce que le journal Âyandégân a publié à propos des gens impliqués dans l'assassinat du maître Motahari est de pur mensonge. Ce journal qui a joué dès le début de la *Révolution jusqu'à maintenant un rôle pervers contre les intérêts du peuple musulman* n'a pas été et n'est pas approuvé par les dévots musulmans révolutionnaires. L'Imam déclare que désormais, il ne lira plus jamais ce journal. »²⁹⁷

Tout au long de la journée du jeudi et du vendredi, ce communiqué est diffusé à plusieurs reprises à la radio et est souvent suivi par de violents commentaires. Vraisemblablement, ce qui aurait provoqué la colère de Khomeiny à propos d'Âyandégân serait la publication de son interview avec le journal 'Le Monde', mais on n'a pas su quelle partie de cet entretien avait pu le rendre aussi furieux. Plus tard dans la journée, son cabinet annoncera dans une autre communiqué que

« La décision de l'Âyatollâh Khomeiny n'est pas prise spécialement à cause de la publication de cette article, mais plutôt pour une série d'informations et de propos. »²⁹⁸.

Nous pensons que la vraie cause de cette colère a été la publication de l'interprétation irréfléchie et simpliste de Khomeiny dans son interview avec le journal 'Le Monde', attribuant les attentats aux Américains, contredisant le discours de Rafsandjani prononcé quelques jours auparavant et en sa présence, au cours duquel il avait accusé les groupes de gauche d'être les auteurs des deux assassinats. Ce jour-là, de nombreux bureaux du quotidien dans tout le pays sont saccagés. Les journalistes d'Âyandégân organisent rapidement une réunion extraordinaire pour analyser la situation et prendre une décision pour le sort du journal. Le 12 mai, il paraît en quatre pages dont trois blanches, avec un éditorial en première page intitulé "Âyandégân doit-il continuer ?". Le tirage de ce numéro

²⁹⁶ - Marzbân .F 'C'était la guerre entre la plume et la baïonnette' (Djangué Ghalam boud va Sarneïzeh), article no 2, publié sur la site internet 'Peyké Iran'

²⁹⁷ - Idem

²⁹⁸ - Shahidi H. 'Le journalisme en Iran' 2005 pp. 58-61

spécial connu sous le nom de "Âyandégân blanc" atteint un record historique et sans précédent de 500 000 exemplaires. L'éditorial de 'Âyandégân blanc' parle des grèves de cadres du journal avant la Révolution contre la censure imposée par les dirigeants du journal, de l'engagement de ces derniers à publier, après la victoire, un journal indépendant pour "combattre les forces de la réaction, de l'impérialisme, de la coercition et de la répression" qui avait tellement provoqué la colère de ceux qui "ne pensaient qu'à leurs propres intérêts personnels" qu'ils ont menacé de tuer nos journalistes ou ont empêché la distribution du journal à Qom et dans certains quartiers de Téhéran. La vague de protestation "organisée et générale" contre le journal dans plusieurs villes du pays est provoquée après la déclaration de Khomeiny. Le bureau du journal à Chiraz est attaqué par des hommes armés ; celui de Boushéhr est incendié ; à Dézfoul, on note les noms des acheteurs d'Âyandégân. L'éditorial souligne :

« Si, comme on le dit, la publication d'un rapport inexact sur l'interview de l'âyatollâh Khomeiny avec 'Le Monde' dans notre journal a provoqué sa colère, il faudrait dans ce cas démentir le rapport qui a été publié dans 'Le Monde' et pas Âyandégân qui l'a simplement transmis. Les agitateurs nous ont demandé de définir notre position ; nous ne sommes pas un parti politique pour donner des directives et nous ne nous en considérons pas compétents. Nous sommes conscients d'avoir le devoir et la responsabilité envers un Islam révolutionnaire dont un tel mouvement s'est manifesté de refléter sans aucune occultation ce qui se passe dans les rues, les villes et les villages de notre pays. Nous publions des informations et des articles qui peuvent plaire ou déplaire à certaines personnes. La lutte contre les incidents désagréables ou pour la réalisation des réformes sociales ont besoin de l'unité et de l'action politique de tout le monde. Briser le miroir et la censure ne peuvent pas corriger les défauts. »²⁹⁹

Le journal reprendra sa publication le 20 mai, une fois apaisée la furie des passions à son encontre. Dans son numéro du 20 mai 1979, paru une semaine après sa fermeture, dans un article intitulé " Que retiendra l'Histoire de cette révolution " Âyandégân met clairement un point final à la liberté en confirmant l'échec de la révolution par ces termes :

« ...Dans dix ans ou vingt ans, ces sombres poussières se déposeront, cet écran aveuglant de fanatisme tombera et l'histoire, sans aucune considération pour qui que ce soit, rendra son vrai jugement sur cette révolution. On écrira que

²⁹⁹ - Marzbân F., *C'était la guerre* entre la plume et la baïonnette, article no 3, publié sur le site internet ' Peyké Iran

certaines opportunistes se sont emparés de cette révolution ; paradant et galopant ils l'ont monopolisée. Ils ont réussi à soulever chez une certaine masse populaire peu consciente, une excitation incontrôlée et une passion pour la vengeance. Ils l'ont envoyée sous la forme d'un fort groupe de pression dans les rues, les ateliers et les établissements ; exploitant l'innocence et la sincérité de cette masse, ils lui ont fait faire tout ce qu'ils voulaient. ... L'histoire écrira que des fanatiques, des dogmatiques et des bornés ont commencé à prendre d'abord petit à petit la place des cadres compétents, des idéologues et des intellectuels dans les entreprises et puis les ont expulsés totalement du cercle de décideurs. Pour faire peur aux libres penseurs et pour les étouffer, ils ont mis en avant d'abord la souveraineté incontestée des autorités respectables, puis leur propre nom ; et dans une ambiance de terreur et de panique, ils ont établi la souveraineté d'une classe sociale sur d'autres. »³⁰⁰

En même temps, le ' Front Démocratique National ' écrit dans une lettre ouverte en signe de protestation contre la déclaration de Khomeiny à propos d'Âyandégân qui a cessé sa publication depuis une semaine :

« Excellence, vous avez quelquefois parlé de la liberté d'expression et dit que personne ne doit s'opposer aux journaux, mais dans la République Islamique dont vous êtes pratiquement le dirigeant politique, certains groupes mobilisés au nom de l'islam et sous sa bannière importunent les journaux, menacent les journalistes et les écrivains, empêchent la distribution des journaux, mettent le feu aux bibliothèques, dans les écoles et les universités, écartent les professeurs de leurs fonctions et les empêchent de travailler en raison de leur idéologie, perturbent les rassemblements pacifistes des gens et font en sorte qu'ils se transforment en bagarres et accrochages sanglants. Si on veut répondre à la logique et à la raison par la violence, la terreur et la menace, laissez-nous nous sacrifier tous pour la jeune pousse de la justice et la liberté fructifiée. »³⁰¹

Le ministre de la Culture et de la Propagande, Nasser Minatchi, déclare dans un entretien avec le journal Keyhan :

« Âyandégân peut continuer son activité comme avant ; le Guide de la Révolution dit que 'moi je ne le lirai plus', il ne dit pas que le journal ne doit plus être publié. »³⁰²

Âyandégân continuera à sortir encore quelques semaines avant d'être saisi et fermé définitivement par le procureur de la Révolution. Grâce à son indépendance, ce quotidien a parlé librement des problèmes présents dans le pays et a reflété les doléances et les

³⁰⁰ - Site internet 'Âyandégân' 2006

³⁰¹ - Safari Mohammad Ali. 'La plume et la politique' édition Nâmak, 1999, vol 4

opinions des gens, ce qui déplaisait à Khomeiny et à son entourage. Âyandégân a également critiqué la façon dont la loi constitutionnelle a été rédigée par les membres du parti de la République islamique, sans aucune participation des autres courants politiques. Il a déclaré :

« Une telle loi constitutionnelle qui a été rédigée à la va-vite derrière des portes fermées, sans présence des vrais représentants du peuple, et qu'ensuite on met au vote, sera boycottée. »³⁰³

1-1-4 Confiscation de Keyhân et Ettelâât, deux grands groupes de presse

Lorsque les dirigeants et les propriétaires de ces deux groupes ont quitté l'Iran après la victoire de la Révolution, leurs biens ainsi que la totalité de ces deux grandes entreprises ont été confisqués au profit de Bonyâde Mostazafân (la Fondation des déshérités). Les deux quotidiens à grand tirage Keyhân et Ettelâât continuent alors à paraître sous le contrôle direct de Khomeiny, à tel point que c'est lui-même qui nomme les directeurs de ces journaux. L'âyatollâh et ses partisans peuvent ainsi s'emparer des deux plus grands journaux du pays, et ils vont désormais les utiliser comme outils de propagande pour le nouveau régime. Suite à la confiscation de ces deux grands organes et au licenciement de 20 journalistes de Keyhân par la nouvelle équipe de direction, un groupe d'ouvriers, employés et membres du conseil islamique du journal poursuivent sa publication. Ils copient, souvent avec des fautes d'orthographe, les dépêches des agences de presse reçues par télex. En même temps, les membres du conseil islamique de Keyhân demandent à Ahmad Khomeiny, fils de l'âyatollâh Khomeiny, de leur envoyer des journalistes. Après avoir consulté l'âyatollâh Mohammad Behehti, président du parti de la République islamique, Ahmad Khomeiny envoie un groupe de diplômés en jurisprudence islamique au comité de rédaction du quotidien. Ces nouveaux journalistes sont ravis de pouvoir écrire dans les journaux, mais ils n'ont aucune expérience en la matière. Le journal Ettelâât a subi le même sort.

« Quand je suis entré à Ettelâât, j'étais en contact avec Mohammad Behecheti, le président du parti de la République islamique, avec Ali Khameneï (l'actuel guide suprême iranien), alors secrétaire politique du parti de la République islamique, et avec Akbar Hachémi Rafsandjâni, membre de haut rang du parti. Je leur demandais de l'aide et Monsieur Behecheti m'a présenté des employés du service des Relations publiques du Conseil de la Révolution et du journal Jomhourî Eslâmi. Durant la révolution culturelle, des forces islamistes étaient

³⁰³ - Idem

venues nous aider parce que les universités restaient fermées. Après avoir suivi une formation, ces forces ont mis sur pied beaucoup d'autres journaux. La purge au sein de Keyhân était survenue avant celle d'Ettéllâat. Sur proposition de Monsieur Behecheti, le président du parti de la République islamique, le rédacteur en chef du journal Jomhourî Eslâmi fut parmi les premiers à nous donner des conseils. On se réunissait de temps à autre et on nous a présenté de nouveaux candidats. L'âyatollâh Khomeiny exerçait son contrôle sur la presse dans le cadre de conseils, de promotions et de notes. Depuis sa mort, ses conseils gèrent toujours le journal Ettéllâat [bien qu'il soit] actuellement sous le contrôle d'Ali Khameneï, actuel guide suprême iranien...»³⁰⁴

« Avec l'instauration du régime islamique, les journaux ont fait face aux défis financiers parce que leurs patrons avaient quitté le pays. Les deux grands journaux de l'époque ont connu un maelstrom financier et administratif à tel point que les revenus des journaux de publicité étaient tombés à zéro en raison de la stagnation économique qui résultait de la grève et de la fuite des industriels du pays. Malgré la stagnation économique dans le pays, ces deux grands organes de presse ont réussi à poursuivre leur publication durant les deux années tumultueuses postrévolutionnaires grâce à leurs gains déjà acquis. Or, certains jours, ces deux journaux ont dû paraître en huit pages et sans publicité. »³⁰⁵

Les journalistes expérimentés sont remplacés par des personnes proches du régime, qui n'ont en majorité aucune expérience journalistique. Outre la saisie de ces deux organes (Keyhân et Ettéllâat) par le nouveau régime au pouvoir, le journal Ayandégân est confisqué huit mois après l'instauration du régime de la République islamique. Le bâtiment dans lequel est fabriqué Ayandégân est mis à la disposition du nouveau journal Sobhé Azâdegân qui appartient aux Islamistes. Quelque temps après, les journaux Abrâr, Bachir et Jahân-e Islam démarrent leur activité dans le même bâtiment. Le 27 mai 1979, le journal Jomhourî Eslâmi naît dans le bâtiment du Centre de distribution provinciale de Keyhân. Le bureau de Enghelâb Eslâmi, le journal du premier président iranien Abolhassan Banissadr, est saisi suite à son limogeage en 1981. Deux ans après, le bâtiment est donné au journal étatique Iran qui dépend du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique. Le bureau et le bâtiment hébergeant Bâmdâd, un journal à grand tirage et critique envers le régime, est saisi par le Parquet de la révolution huit mois après la victoire de la révolution islamique. Le bureau du Syndicat des journalistes est fermé en 1980 et ses avoirs et comptes bancaires

³⁰⁴ - Les jumeaux Ettéllâat et Kayhân ; entretien du web site du Centre des recherches politiques et sociales en 2011 avec Mahmoud Doâï, rédacteur en chef d'Ettéllâat en 1979

³⁰⁵ -Javanrudi.Y 'La conquête de Keyhân' 1980, p. 113

confisqués. Les rédacteurs en chef des journaux interdits sont pour la plupart mis derrière les barreaux. À titre d'exemple, Mohammad Jafari, rédacteur en chef de Enghelâb Eslâmi, est condamné à une peine de prison. On voit des journalistes changer de métier pour garantir leur sécurité. Les autres journaux, qui appartiennent au régime, refusent de les recruter. Après la fin de la guerre avec l'Irak en 1988 et sous Akbar Hachémi Rafsandjâni, certains d'entre eux sont autorisés à travailler pour les revues spécialisées parce qu'il s'est avéré après enquête qu'ils ne sont pas contre-révolutionnaires. Avec la montée en puissance de Mohammad Khâtami, ils vont reprendre l'exercice de leur profession dans les journaux politiques et sociaux.

« Au début de la révolution, une nouvelle génération passionnée de journalisme a rejoint la presse. Ils se sont rendus compte toute de suite que la passion ne suffisait pas pour progresser dans ce métier. En 1980, le premier cours de journalisme, de petite durée, a été tenu par le gouvernement pour les nouveaux journalistes. Les journalistes professionnels de l'avant et l'après-révolution ont été divisés en plusieurs groupes. Un groupe a été contraint de quitter le journalisme en raison de ses divergences idéologiques avec le régime, un autre groupe a poursuivi l'exercice du journalisme à l'étranger, et le troisième groupe n'avait qu'à coopérer avec les novices du journalisme. »³⁰⁶

1-1-5 L'âyatollâh Khomeiny, la radio et la télévision

Voici le premier message lu sur la radio iranienne après la victoire de la Révolution islamique :

"Attention ! Attention ! Voici la voix vertueuse de la nation iranienne, la voix de la révolution !" ³⁰⁷

Ce message a suscité une vive émotion dans un lycée où l'âyatollâh Khomeiny s'installait. Hachémi Rafsandjâni le commente :

« À ce moment-là, l'imam nous a demandé pourquoi on a dit 'la révolution vertueuse', et a déclaré qu'il fallait dire 'la révolution islamique d'Iran'. Cette vigilance de l'imam dès le début de la révolution était importante parce qu'il n'a pas laissé la révolution changer de direction et il l'a protégée. »³⁰⁸

³⁰⁶ - Ghassèmi.F. 'Histoire de la presse en Iran ', Ed. Sanieh, 2011, p .14

³⁰⁷ - Article intitulé, Qui a dit "c'est la voix du peuple iranien" ?, publié sur le site Assré Iran16/12/ 1392

³⁰⁸ - Rafssandjâni Akbar. Entretien avec le site d'information, Târikhé Iran, 07 /:01/2013

Au lendemain de la victoire de la révolution, Sadegh Ghotbzâdeh est nommé provisoirement par l'âyatollâh Khomeiny à la tête de la radio et de la télévision. Sept jours après, Ghotbzâdeh adresse le message suivant :

"La télévision doit servir de voix aux va-nu-pieds (deshérités)" et il ajoute que la radio et la télévision resteront aux mains du guide suprême.³⁰⁹

La radio et la télévision désormais 'halal' (licites) vont entrer dans une logique inédite et totalement différente de la conception habituelle. La radio et la télévision, déclare A. Khomeiny

« ...sont autorisées, si elles servent à diffuser des informations ou des sermons, à inculquer une bonne éducation, à faire connaître les produits et les curiosités de la planète ; mais elles doivent prohiber les chants, la musique, les lois anti-islamiques, les louanges des tyrans, les paroles mensongères, les émissions qui répandent le doute et ébranlent la vertu... »³¹⁰

Après la victoire de la révolution, la direction de la télévision se heurte au défi suivant : il faut qu'elle produise le programme qu'on lui ordonne de diffuser à l'antenne ; il n'est pas non plus possible de rediffuser des programmes mis aux archives en raison du revirement politique dans le pays. Or produire de nouveaux programmes conformément à la politique de la révolution nécessite du temps et un budget. Et l'ambiance tendue qui a envahi la radio et la télévision empêche la production de nouveaux programmes. Même s'il est possible de parvenir à les produire, il faut au moins quelques mois pour les réaliser et en attendant, la télévision ne peut pas arrêter la diffusion de téléfilms et de feuilletons. La seule solution possible est d'utiliser la voix plus que l'image. Avant la victoire de la révolution, on n'entendait guère de discours, sauf dans les actualités de la télévision nationale iranienne, alors que durant les trois mois qui suivent la révolution, trois à quatre pour cent des programmes télévisés sont consacrés aux discours.

« L'insuffisance des moyens de production de programmes télévisés a diminué la nature télévisée des programmes qui ressemblaient désormais aux programmes de radio. De là provient la 'télévision radiophonique'. »³¹¹

³⁰⁹ - Mohseniân Râd, M. 'Iran in Four Communication Calaxies' vol 3, Ed. Sorushe 2011, p 1641

³¹⁰ - Kinvar M.H op.cit.319

³¹¹ - Mohseniân Râd, M. op.cit. p.1654

Pendant les deux années suivant la révolution, la radio et la télévision sont entièrement contrôlées par le parti de la République islamique et son directeur est nommé directement par l'ayatollah Khomeiny. Dans ces années-là, l'ayatollah Khomeiny qualifie la radio et télévision d'université publique censée faire la propagande au profit de l'islam. Conséquence de l'idée de l'ayatollah Khomeiny d'islamiser la société iranienne à l'aide de la radio et de la télévision, ces médias de masse sont dirigés par les religieux et le parti de la République islamique. Il y a même des programmes consacrés à l'interprétation du Coran.

« ...C'était la mise en chantier d'une révolution culturelle qui aura comme objectifs la purification et l'endoctrinement islamique de la société. Approuvée le 29 décembre 1980 par le Parlement, avec son statut et sa plate-forme, la société indépendante de l'IRIB (Islamic Republic of Iran Broadcasting) remplaça la RTNI et sera désormais le seul organisme autorisé sur le territoire iranien à pouvoir diffuser des programmes de radiotélévision [...]

Un conseil de surveillance constitué des représentants des trois pouvoirs, législatif, judiciaire et exécutif sera chargé de veiller au bon fonctionnement de l'IRIB. L'IRIB en succédant à la RTNI héritera entre autre de l'ensemble des installations matérielles et techniques, des réseaux de diffusion, des studios et des équipements de production. Dès lors, le fonctionnement technique de l'IRIB ne sera que le prolongement de la RTNI. Après une période de stagnation, voire de recul de la radiotélévision pendant et après la révolution, on constate une reprise significative des activités à partir de 1980-1981. Le renversement de la tendance se manifeste à travers l'évolution du budget de l'IRIB³¹² qui est désormais assuré à cent pour cent par les fonds publics. Son budget après une chute spectaculaire de 36,5 milliards de rials entre 1978 et 1980 (23,3 milliards de rials en 1978 et 14,8 en 1980) va s'accroître sensiblement à partir de 1981 (18,2 milliards de rials en 1981 et 23,6 en 1986). »³¹³

1-2 Le Conseil de la Révolution

Le début de la formation du Conseil de la Révolution remonte à deux mois avant la victoire, lorsque l'ayatollah Khomeiny était à Paris. Ce Conseil a été formé à Téhéran sous la direction de l'ayatollah Mortézâ Motahari, avec pour mission de diriger les préparatifs de la Révolution à l'intérieur du pays.

³¹² - Son titre en persan : 'Sazémané Séda va SimayéDjomhourié Eslamié Iran' (L'organisation : la voix et l'image de la République Islamique de l'Iran). Le sigle IRIB adopté par l'organisation pour ses correspondants et ses relations avec l'extérieur.

³¹³ - Kianvâr A. Op.cit. pp. 326- 327.

« Pour le choix des membres de ce Conseil, Khomeiny avait imposé certaines conditions :

- Pas de membre du Front National,

- Pas de partisan de Mohammad Mossadegh,

- Obligation de se soumettre aux opinions de Khomeiny et des cinq religieux qui constituent le noyau principal de ce Conseil. »³¹⁴

« Malgré la présence de certaines personnes comme Mehdi Bâzargân - ancien membre du Front National - au sein des membres du Conseil, dans l'intérêt de la politique du moment de l'âyatollâh Khomeiny, la majorité des membres était toujours constituée des religieux les plus proches de Khomeiny. »³¹⁵

Avant la victoire de la Révolution, ce Conseil s'est employé à organiser des manifestations, à faire des déclarations et à programmer l'avancement de la Révolution depuis l'Iran. Abol-Hassan Banissadr, premier Président de la République après la Révolution, déclarera :

« La composition des membres du Conseil montrait que Khomeiny avait désigné des personnes qui ne le contrariaient pas, la plupart du temps le Conseil prenait des décisions mais il cédait lorsque Khomeiny les refusait, personne n'osait lui dire que notre décision était juste. »³¹⁶

Mehdi Bâzargân, Premier ministre par intérim après la victoire, dira :

« Mes amis et moi-même ignorions ce qu'ils nous feraient subir plus tard. On m'a désigné provisoirement comme membre du Conseil, pour gagner la confiance des Iraniens et des étrangers et rendre une crédibilité à la Révolution. »³¹⁷

Mehdi Bâzargân était ami de Chapour Bakhtiâr, dernier Premier ministre du shâh, tous les deux étaient Mossadeghistes, anciens membres du Front National et combattaient

³¹⁴ - Djafari M. 'La prise d' otages' et les héritiers de la Révolution' éd Barzavand 2007 Allemagne p. 6

³¹⁵ - Yazdi Ebrahim, Evolution de la Révolution, de la démocratie à la dictature, p. 4

³¹⁶ - Djafari M. 'Rencontre de deux lignes ou le coup d'Etat de Khordad, p. 34 Ed Barzavand 2007 Allemagne

³¹⁷ - Djafari M.'La prise d'otages et...op.cit. p. 4

le régime du shâh. En nommant Bâzargân Premier ministre par intérim alors que le gouvernement de Bakhtiâr est encore en fonction, le régime de la République islamique réussit dans un premier temps à transférer le pouvoir en douceur, évitant de laisser apparaître le changement remarquable que le pays connaîtra quelques mois plus tard. Après la victoire, le Conseil de la Révolution s'applique à toute la programmation et à la planification du pays, prend toutes les décisions concernant la gouvernance du pays. Avant les élections législatives et la formation du premier Parlement, ce Conseil a joué également le rôle d'Assemblée Nationale pour approuver ou rejeter les actions du gouvernement. Il est constitué de dix membres, dont sept âyatollâhs : Tâléghâni, Montazéri, Mottahari, Béhécti, Bâhonar, Khâméneï, Rafssandjâni et Mehdi Bâzargân, Abol-Hassan Banissadr et Sâdegh Ghotbzâdéh.

- LA PRESSE ET LE CONSEIL DE LA RÉVOLUTION

Mohammad Bolouri, journaliste et président du conseil d'administration du quatorzième syndicat des journalistes parle de sa rencontre avec l'âyatollâh Behécti, président du parti de la République Islamique et membre éminent du Conseil de la Révolution.

« ...Quelques semaines après la victoire de la Révolution, le Conseil de la Révolution a appelé à une réunion avec le conseil d'administration du syndicat des journalistes. Cette rencontre avec l'âyatollâh Béhécti - accompagné de quelques religieux - a eu lieu en présence de trois journalistes représentant le syndicat. En premier lieu, l'âyatollâh Béhécti a évoqué dans son discours le rôle important que la grève de la presse a pu jouer pour faire avancer la Révolution. Ensuite, il nous a demandé : "Messieurs, à votre avis quel est le pourcentage de personnes qui suivent Khomeiny ?" Les membres du syndicat ont répondu : mis à part les partisans de la monarchie, la quasi-totalité. Béhécti a dit : "Nous disons quatre-vingt pour cent, vous en êtes d'accord ?" Après avoir entendu notre assentiment, Béhécti a ajouté : "Donc il est juste que quatre-vingts pour cent des pages et colonnes de journaux soient attribués à l'Imam Khomeiny et à ses disciples. Le reste ira aux autres groupes. »³¹⁸

1-3 Le parti de la République Islamique (PRI)

La création de ce parti est annoncée dès le lendemain de la victoire de la Révolution. Cinq religieux, Mohammad- Djavâd Bâhonar, Mohammad Behecti, Ali

³¹⁸ - Tâleï Javad ' La Presse iranienne sous la pression dans deux régimes' Site internet du syndicat des écrivains et des rapporteurs de la pré Révolution 2010

Khamenei, Abdol Karim Moussavi Ardebili et Akbar Hachemi Rafssandjani en sont les fondateurs. Comme ils sont en même temps membres du Conseil de la Révolution, leur parti dirige les trois organes du pouvoir : le Conseil de la Révolution, le pouvoir judiciaire, et le pouvoir législatif. Les membres de haut rang sont nommés par l'âyatollâh Khomeiny au sein des organisations importantes comme le Conseil de la Révolution, le Conseil de l'approbation de la Constitution, mais aussi à la tête de la Cour suprême et du Parquet de l'Etat. Les membres de ce parti sont également massivement présents au sein du parlement et du gouvernement. Il possède un pouvoir supérieur à celui du gouvernement et fait pression sur le Premier ministre du gouvernement provisoire. Le parti de la République Islamique est la plus grande organisation islamique révolutionnaire pro-religieuse parmi d'autres organisations politiques telles le Mouvement pour la Liberté de l'Iran, le Parti Toudéh et les différents groupes gauchistes ou nationalistes dans la première décennie de la République Islamique. Le Secrétaire général du parti, Mohammad Béhéhti, a été nommé par l'âyatollâh Khomeiny chef du pouvoir judiciaire lorsqu'il qu'il était à la tête de l'Assemblée pour la ratification de la nouvelle loi constitutionnelle. Dans un premier temps, le parti a introduit ses représentants dans les différents bureaux et les organisations gouvernementaux en apparence pour faire appliquer des préceptes proprement religieux comme, par exemple, organiser les prières collectives, surveiller l'application des règles islamiques dans les entreprises et dans la gestion des entreprises, mais en réalité, c'est pour se familiariser plus ou moins avec la gestion des entreprises dans le but de s'emparer plus tard du pouvoir exécutif du gouvernement. Akbar Hachemi Rafssandjani, un des fondateurs de ce parti, déclarera :

« On nous faisait craindre les fonctions exécutives dans les ministères, mais lorsque nous nous sommes occupés de ces fonctions nous nous sommes aperçus qu'elles n'étaient pas si difficiles, et étaient très simples à exercer. »³¹⁹

Au début de la révolution, ce parti qui contrôlait le pouvoir judiciaire prononçait des verdicts aussi bien légaux qu'illégaux, comme une condamnation à mort par contumace, la saisie des biens, le licenciement de directeurs exécutifs, et procédaient à des actes extra-légaux comme la prise d'assaut des rassemblements, le saccage de bureaux de journaux et de centres culturels dans le but de concentrer le pouvoir dans les mains des islamistes radicaux. De plus, les membres de ce parti dominant la première assemblée postrévolutionnaire aidaient les islamistes avec l'adoption des lois à leur profit.

³¹⁹ - Djafari M., Rencontre de deux lignes, op.cit. p. 46

Conformément à l'idée de formation du gouvernement islamique sur la base du principe du vélâyat é faqih promu par l'ayatollâh Khomeiny, le parti de la République islamique mettait à exécution la stratégie d'intimidation et de peur, de condamnation à mort, de fermeture de journaux, de détention de journalistes, de saisie des biens des journaux interdits, de tenue de rassemblements organisés contre les journalistes devant les bureaux des journaux, de mobilisation du peuple contre les journalistes et les élites politiques et culturelles, avec l'aide des imams des mosquées partout dans le pays.

Ce Parti va jouer un rôle important dans le rejet, l'exclusion et la répression des courants communistes, de la gauche islamiste comme Sazmâné Modjahediné khalgh (l'organisation des Moudjahidines du Peuple), des groupes nationalistes comme le Front National, également dans la démission forcée du Premier ministre du gouvernement provisoire, Mehdi Bâzargân, et enfin dans la marginalisation du Mouvement pour la Liberté de l'Iran.

Le parti de la République islamique, qui contrôle la justice, peut facilement attaquer n'importe qui en justice et le faire condamner. Ce parti a même porté plainte contre le président de l'époque Abolhassan Banissadr. En 1980 et au moment de la montée de la tension sur les affaires politiques entre le parti de la République islamique et le président Banissadr, Ce dernier, qui faisait toujours des révélations en public afin d'affaiblir le parti de la République islamique, a vivement critiqué le parti dans son discours du 5 mars dans l'université de Téhéran. Des heurts éclatent dans la rue après la fin du discours.

Deux jours après, le parti de la République islamique publie un communiqué dans lequel il reproche à Banissadr d'avoir provoqué des émeutes. Le parti appelle la justice à faire la lumière sur les allégations du président. "Le parti de la République Islamique ne peut pas rester indifférent face à un groupe qui scande 'Mort à Béhecti' au lieu de 'Mort aux Etats-Unis'", peut-on lire dans le communiqué. La plainte déposée par ce parti est examinée et les partisans du président de l'époque sont convoqués par la justice pour provocation et port d'armes. De plus, le procureur de la Révolution accuse le président d'abus de pouvoir, de provocation du peuple, de désobéissance et de division au sein des forces armées.

« À partir de décembre 1980, la prise d'assaut lors de discours, le passage à tabac d'orateurs situés en dehors du parti de la République Islamique et de leurs auditeurs – actions organisées par le parti de la République Islamique et les religieux autoritaires – se sont intensifiés... De faux incidents comme la destruction de photos de l'âyatollâh Khomeiny dans la ville sainte de Meched le 15 décembre 1980 et des rassemblements provoqués ont fourni un prétexte au Corps des gardiens de la révolution islamique pour intervenir. On entendait

de plus en plus des slogans complaisants envers les autorités. La télévision diffusait des images truquées de calomnies contre l'âyatollâh Khomeiny." ³²⁰

Le 6 novembre 1980, Sadegh Ghotb-Zadeh qui faisait partie des hommes proches de l'âyatollâh Khomeiny au début de la révolution (Fig. 16), ministre des Affaires étrangères ainsi que président de la radio et de la télévision, change de position. Pendant un débat télévisé, il critique le parti de la République islamique, en déclarant : "Le parti de la République islamique n'est pas un parti issu du peuple, c'est un instrument aux mains de Monsieur Béhechti, et le peuple n'y est pour rien." Suite à ces propos de controverse, le Procureur du tribunal révolutionnaire, qui fait partie du parti de la République islamique, ordonne son arrestation. Ghotb-Zâdeh est arrêté à son domicile le soir même du débat.



Fig. 16

Sadegh Ghotbzâdeh, qui se dit fils spirituel de l'âyatollâh Khomeiny, à côté de l'âyatollâh aux premiers jours de la révolution.

- LA PRESSE CRITIQUÉE PAR LE PRI, PARTI DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

En raison de désaccords entre les différents groupes participant à la Révolution avec le parti de la République Islamique, et de la prise de position de certains journaux dans les querelles politiques, comme l'incident du journal Âyandégân, le régime

³²⁰ - op.cit. pp. 256-256

commence à faire pression sur la presse. Le 11 mai 1979, une organisation religieuse nommée association des Religieux militants de Téhéran (Djameh yé Rohaniyaté Mobârezé Téhéran) publie une déclaration critique dans laquelle elle condamne les journaux qui complotent contre les intérêts de la Révolution Islamique. Dans cette déclaration signée par plus de 100 religieux, figurent les noms de dirigeants du parti de la République Islamique comme M. Béhécti, A. Rafssandjâni, M.R Mahdavié Kani, M. Karrouybi, M.Dj. Bâhonar. Ces religieux exigent également du gouvernement de déterminer des règles pour la presse et de rédiger rapidement la loi sur la presse dans l'intention de la contrôler. Quelques jours plus tard, le vice-ministre de la Culture pour les affaires de la presse a préparé le projet de loi sur la presse. La méthode politique appliquée par le PRI vis-à-vis de la presse peut être qualifiée de totalitaire. Le gouvernement totalitaire est un gouvernement dans lequel presque tous les aspects de la vie publique et privée du peuple sont contrôlés. Le totalitarisme est le système politique des régimes à parti unique. Il n'admet aucune opposition organisée, l'État tend à contrôler la totalité des activités de la société, les possibilités de pensée, d'expression, de création, de recherche, de réunion, allant même jusque dans la sphère privée des familles et des citoyens. Imposant à tous les citoyens l'adhésion à une idéologie obligatoire, hors de laquelle ils sont considérés comme ennemis de la communauté, les systèmes totalitaires utilisent intensivement la propagande et emploient les médias de masse (cinéma, télévision et radio) pour influencer leurs propres citoyens et les nations du Tiers-Monde.³²¹ C'est la méthode du PRI.

« Le gouvernement totalitaire est un gouvernement dans lequel presque tous les aspects de la vie publique et privée du peuple sont contrôlés. Voici les traits saillants des gouvernements totalitaires en Iran :

- Censure stricte dans tous les domaines, dont l'information, les médias, la presse et l'édition de livres ; incarcération des critiques
- Grand nombre d'exilés politiques vers d'autres pays,
- Economie étatique
- Leadership d'un guide puissant à la tête d'un gouvernement charismatique
- Existence d'une idéologie officielle qui sert de critère général

³²¹ - Bahrâmpour Chabânali. 'matbouâté Iran dar doréyé Khâtami'(La presse iranienne à l'époque de Khâtami) Ed Markazé Réssaneh Téhéran 2005, p.46

- Répression des droits des minorités politiques, religieuses et ethniques
- Monopole du régime sur les médias de masse, comme la radio et la télévision
- Sacralisation des idéaux officiels du régime au pouvoir
- Répression brutale des opposants
- Dépendance du pouvoir militaire
- Fermeture des journaux critiquant le régime
- Restriction des libertés individuelles. »³²²

Cette idéologie considère l'importance de la présence des partis totalitaires pour instaurer l'autorité et la discipline indispensables au développement des pays du tiers-monde. Mohammad Béhechti a été tué avec 75 autres membres du parti deux ans après la Révolution, le 28 juin 1981, au siège du parti lors d'une explosion terroriste. Le régime a attribué cet attentat non revendiqué aux Moudjahidines du Peuple.

- APPARITION DU JOURNAL " DJOMHOURI ESLAMI "

Le parti de la République Islamique, qui a découvert le rôle important qu'un journal peut jouer dans la réussite de sa stratégie de monopoliser le pouvoir, va publier 109 jours après la victoire le journal Djomhourî Eslami (la République Islamique) sous la direction de Mir Hossein Moussavi, ultérieurement Premier ministre. Ce journal, distribué dans toutes les instances révolutionnaires et les entreprises d'Etat, malgré son petit tirage, est transformé en porte-parole officieux des dirigeants les plus influents du pays qui se présentent par ce biais comme les seuls vrais interprètes des valeurs pures et des principes originaux de la Révolution. Avec la dissolution du parti en 1987 sur l'ordre de l'âyatollâh Khomeiny en raison de conflits internes, le journal continue à être publié sous la direction d'Ali Khâménéï, le chef suprême actuel du pays. Dans l'éditorial de son premier numéro, on peut lire ceci :

« Les mots dans le journal sont comme des balles qui sortent de l'arme du journaliste ; elles peuvent être tirées également dans le cœur de la contre-révolution ou de la révolution. Un journaliste qui n'a pas d'idéologie

³²² - Jafarzade, Alireza, The Iran threat: President Ahmadinejad and the Coming Nuclear Crisis,. Palgrave Macmillan 2007. pp. 52-53

(islamique) n'est pas moins dangereux que les fusils-mitraillettes des officiers de Mohammad Rézâ Khân (le Shâh). Au cours de ces trois derniers mois, les rédacteurs du journal Rastâkhiz du régime d'hier, devenus aujourd'hui des pseudo-révolutionnaires, ont visé, plus que les officiers vendus du shâh, les cœurs des guerriers de notre nation. »³²³

- LES GROUPES DE PRESSION

Ces groupes apparaissent sur la scène politico-révolutionnaire du pays vers la fin du gouvernement provisoire. Ils sont souvent composés d'islamistes radicaux dogmatiques qui reçoivent de l'argent pour former des groupes de manifestants protestataires sur les lieux où ils mènent leurs actions. Les cibles privilégiées de ces gens sont souvent des lieux culturels comme les sièges des journaux, les universités, les librairies, les salles de cinémas, les rassemblements culturels, les salles de conférences et les sièges des partis politiques. Après avoir scandé des slogans révolutionnaires, ils attaquent et saccagent ces endroits sous divers prétextes, battent et blessent des personnes, cassent des objets, déchirent livres et documents et confisquent les cassettes de musique. Ce genre d'actions d'intimidation est souvent efficace. En dépit d'une apparente autonomie et spontanéité qu'ils désirent affirmer, ce sont les affidés des religieux au niveau supérieur du régime, en particulier des dirigeants au pouvoir du PRI qui les utilisent à chaque fois qu'ils veulent imposer la volonté et les idées du pouvoir aux opposants.

« La crainte d'être attaqué par ces groupes était si forte qu'à Téhéran, certains journalistes pour se protéger publiaient de fausses identités sur le nom de l'imprimerie et sur l'adresse du journal ; le simple numéro d'une boîte postale remplaçait l'adresse du bureau du journal ; un journal publiant à Téhéran donnait une fausse adresse à Tabriz. Dans les provinces, la situation n'était guère meilleure, certains journalistes de la rédaction, surtout ceux des journaux de gauche, pour ne pas être importunés, travaillaient discrètement dans des endroits insolites à l'extérieur de la ville, comme dans la montagne ou bien dans des jardins. »³²⁴

A titre d'exemples d'actions entreprises par ces groupes, nous citerons la manifestation de l'un d'eux pendant une semaine devant le siège du journal Keyhân pour protester et réclamer le changement du directeur et des journalistes qu'ils considéraient comme des agents de l'ancien régime, de surcroît non islamistes. Une autre de leurs opérations marquantes, alors que le port du hijab islamique n'est pas encore officiellement

³²³ -30 Mai 1979

³²⁴ - Ghâssémi Farid-entretien avec le site internet : Histoire iranienne, août 2012

obligatoire pour les femmes, sera d'attaquer les femmes non voilées et parfois de les asperger d'acide (le port du hijab devient obligatoire en 1980, un an après la victoire de la Révolution). Ainsi, les groupes de pression défendent l'islam, la Révolution et les valeurs islamiques d'une façon extra-légale en semant la terreur, sans être entravés dans leur action par une justice qui est elle-même dans les mains des membres du PRI. Lorsqu'il est à la tête de la radio et de la télévision iranienne, Sâdégh Ghotb-Zâdeh, exécuté quelques années plus tard par ses propres compagnons de la Révolution Islamique, est l'un des personnages à avoir entrepris un combat acharné et une vaste propagande, dès le début de sa prise de fonction, à l'encontre des journalistes libéraux, des forces politiques indépendantes, des organisations et mouvements populaires et, surtout, contre les communistes. Il va consacrer une partie du budget destiné à la radio et à la télévision au financement de groupes de pression nommés Hezbollah. Mohammad Djafari, rédacteur en chef du journal Enqelâb Eslâmi à l'époque écrit : *L'âyatollâh Moussavi Ardebili, procureur général de l'époque, convoque le 17 mars 1980 dans son bureau les rédacteurs en chef des journaux Enqelâb Eslâmi, Mizân, Kayhân, Ettéllâât, Jomhourî Eslâmi et Sobhé Azâdegân pour y discuter de la ligne politique de la presse. Après un débat détaillé, l'âyatollâh Moussavi Ardebili présente une proposition qui est finalement approuvée par les représentants de la presse. Voici le texte de cette proposition :*

« Nous, les représentants de la presse du pays – Enghelâb Eslâmi, Mizân, Kehyân, Jomhourî Eslâmi, Ettéllâât et Azâdegân – nous engageons à respecter le Code de la presse à partir d'aujourd'hui, 17 mars 1980, et nous nous engageons moralement et légalement à protéger ce cadre."

"À la fin de la séance, j'ai demandé à l'âyatollâh Moussavi de dire si les actions des milices, à propos de leur prise d'assaut après le discours du président, vont profiter ou nuire à l'islam et à la révolution. Il a répondu : "Ceux qui font ça sont très pratiquants, ils ont déjà été en prison et torturés. Qu'est-ce qu'on peut faire de mieux?" Je lui ai répliqué que par son discours d'il y a quelques semaines, il était en train de légitimer les milices ; je lui ai demandé de dire clairement si les "porteurs du bâton" (tchomâghdârs) vont profiter ou nuire à l'islam. Il a répondu qu'ils nuisaient à l'islam. Je lui ai demandé pourquoi personne ne les empêchait d'agir. Il a répondu : "Si nous voulons donner suite à cette question, elle va entrer dans une phase critique." Il m'a fait comprendre implicitement que Monsieur Khomeiny allait être saisi de l'affaire et qu'aucune suite n'était donc possible. »³²⁵

³²⁵- Djafari M., *Rencontre de deux lignes*, op.cit. p. 323

1-4 Les tribunaux de la Révolution

Quatre jours après la victoire de la révolution, plus de 20 généraux de l'armée sont jugés, condamnés à mort par les tribunaux à huis clos et exécutés. Méhdi Bâzargân, premier ministre, déclarera qu'il a été informé de ces exécutions par les journaux. Les tribunaux de la Révolution ont été créés immédiatement après la victoire. Les comités de la révolution identifient puis arrêtent les collaborateurs de l'ancien régime et les présentent aux tribunaux. Les exécutions arbitraires et expéditives qui ont commencé dans tout le pays soulèvent les protestations de la communauté internationale, mais l'âyatollâh Khomeiny les justifie en déclarant :

« Pourquoi nous critiquer si nous voulons nous débarrasser de nos ennemis ? Nous sommes sûrs de leur culpabilité, il faut seulement prouver leur identité ; une fois celle-ci établie, nous les tuerons. »³²⁶

Deux semaines après la victoire et les tueries massives et illégales ordonnées par les tribunaux, l'âyatollah Khomeiny désigne deux religieux, Sâdegh Khalkhali en qualité de juge religieux, et Méhdi Hâdavi de procureur général de la Révolution. En moins de 40 jours, Sâdegh Khalkhâli va condamner à mort et faire exécuter des centaines de personnalités politiques, militaires et agents de renseignement du régime du shâh. La plus controversée de ses condamnations est l'exécution de Amir Abbas Hoveïda, ex Premier ministre du shâh pendant 13 ans, le 6 mars 1979. L'accélération de ces procès arbitraires conduisant à la mort est critiquée non seulement par des opposants à la Révolution, mais aussi par le Premier ministre M. Bâzargân. Il proteste contre les exécutions sommaires des généraux et des personnalités politiques de l'ancien régime, qu'il considère comme "la présence quotidienne de l'anarchie dans le pays, préjudiciable au fonctionnement du gouvernement provisoire."

Tout en protestant contre le mode de fonctionnement des tribunaux révolutionnaires, le Gouvernement provisoire demande l'établissement d'une réglementation pour ces tribunaux, qui est acceptée par l'Imam Khomeiny mais refusée par le Conseil de la Révolution. Les tribunaux continuent ainsi à faire exécuter des gens sans aucune réglementation officielle. À ce jour, aucun chiffre précis n'a été publié sur ces tueries. L'objectif de ces tribunaux, qui fonctionnent indépendamment du ministère de la

³²⁶- Djafari M., *La révolution iranienne de...*, op.cit. Vol. 2, p. 10

Justice et du gouvernement, est d'étendre l'emprise de la Révolution de Khomeiny par la création d'un climat de peur, de terreur et d'horreur. Ces tribunaux qui devaient mettre fin à leurs activités un an après la Révolution sont, en ce mois d'août 2014 au cours duquel ces lignes sont écrites, toujours actifs et étudient les dossiers des délits liés au renseignement, aux contre-révolutionnaires et aux journalistes qu'ils considèrent souvent comme tels. La campagne d'intimidation et de terreur, le massacre et l'exécution des dissidents et critiques du régime de la République islamique essuient le feu des critiques de la part du Président Banissadr. Dans ses discours, celui-ci critique le parti de la République islamique qui contrôle la justice. Ses révélations paraissent dans des journaux tels qu'Enghelâbé Eslami et Mizân.

« Cette minorité [le parti de la République islamique] a déjà essayé d'établir sa souveraineté et essaye toujours de prendre le leadership des organes révolutionnaires. Elle s'efforce tant bien que mal de prendre le contrôle de la radio, de la télévision et des journaux pour éviter que les journaux d'opposition continuent à paraître. »³²⁷

« La torture, n'est-elle pas interdite par la Constitution et déclarée harâm [mot religieux désignant l'interdiction] ? Où dans le monde, dans quelle religion, où dans l'islam, où dans un pays musulman dirigé par un gouvernement islamique, y a-t-il six catégories de prisons ? Pourquoi ne sont-elles pas fermées ? Pourquoi tout responsable et tout organe a-t-il sa propre prison ? Il faut les fermer. La civilisation islamique repose sur la confiance. Arrêtez de construire tant d'installations, parce qu'aucun organe ne sera mis sur pied pour gérer ces diverses prisons. Pourquoi, sous le régime islamique, l'homme et sa vie sont-ils devenus sans valeur au point qu'on puisse facilement condamner quiconque sans que personne ne le sache... Comment se fait-il qu'on arrête des gens et qu'on les jette derrière les barreaux pour les faire disparaître ? Arrêtez tout ça ! Notre système judiciaire doit être neutre et indépendant. Il ne faut pas le laisser se diviser et devenir l'instrument du pouvoir politique. Qui au sein de la justice accepterait qu'insulter le président soit applaudi ? Qui accepte que quelqu'un soit arrêté et traduit en justice pour s'être exprimé à l'antenne, tandis que des gens cagoulés qui attaquent les journaux sont applaudis ? »³²⁸

Le procureur général de la Révolution réagit aux paroles du président Banissadr et justifie les exécutions lors d'une interview télévisée :

« On remet en cause les exécutions, on remet en cause la saisie des biens ! Qu'est-ce qui reste alors dans ce pays ? Qu'est-ce qui va plaire au peuple ? Nous avons honte devant la nation iranienne à cause du faible nombre

³²⁷ - Extraits des paroles de Banissadr, le 8 septembre 1980

³²⁸ - Extraits du discours d'Abolhassan Banissadr, président, le 19 novembre 1980, place Azâdi

de personnes tuées et nous lui demandons pardon. On dit que Lénine a tué 8 millions de personnes au cours de sa révolution ; mais les condamnés à mort par les tribunaux de la Révolution ces derniers mois s'élèvent à peine à 337 ... Iraniens, Iraniennes! Nous avons honte devant vous parce que nous avons été gentils avec les ennemis de l'Islam. »³²⁹

Les divergences politiques, surtout entre le président Banissadr et le PRI (parti de la République islamique), et vis-à-vis de certaines actions de l'âyatollâh Khomeiny, considérées comme illégales par le président (comme la nomination des membres du PRI à la tête du Parquet et de la Justice) poussent le président à faire des révélations dans les journaux. En même temps, les exactions commises par certains organes révolutionnaires comme le Corps des gardiens de la Révolution et les comités de la Révolution, la condamnation à mort sans procès et la mise à mort publique se poursuivent, le régime n'ayant aucun scrupule à ce sujet. La publication dans les premiers jours et mois de la révolution des photos de l'assassinat et du meurtre de personnalités qui occupaient des postes officiels sous l'ancien régime dans les quotidiens Kayhân et Ettéllâât présente deux aspects importants de la presse et de la République islamique : d'un côté, la publication de ces photos augmente le tirage des journaux de façon significative parce qu'elle apaise le sentiment de vengeance des révoltés contre le shâh. D'un autre côté, la plupart des journalistes qui travaillaient à la victoire de la Révolution pour les deux quotidiens à grand tirage de l'époque (Keyhân et Ettéllâât) faisaient partie des groupes politiques de gauche opposés au régime du shâh. Les journalistes gauchistes, en particulier les communistes prosoviétiques, partisans de l'application de la violence et de la terreur, vont concourir à l'établissement du régime en publiant volontairement ces horribles photos à la une de Keyhân et d'Ettéllâât. Il est aisé de constater qu'une des stratégies essentielles du régime au début de la révolution a consisté à renforcer sa position en intimidant la population, surtout les royalistes - avec l'aide concrète de ces deux journaux.

« On ne peut échapper à cette impression de transparence de l'image, l'image nous rendrait la réalité telle qu'elle existe... On peut contester cette transparence ; mais il est difficile d'aller contre cette croyance populaire dont nous sommes tous partie prenante : l'image reproduit fidèlement la réalité. Mais l'image produit également un effet d'évocation et déclenche dans notre mémoire personnelle et collective des souvenirs d'expériences passées sous la forme d'autre image. Ce pouvoir d'évocation de l'image vient perturber son effet de transparence, car on voit que nous interprétons et ressentons celle-ci à

³²⁹ - Djafari M. , *Rencontre de...* op.cit. p.252

la fois, selon la façon dont elle nous est montrée et selon ce qu'est notre propre histoire individuelle et collective. »³³⁰



Fig. 17 - A la une de Keyhân du 15 février 1979

Trois jours après la victoire de la Révolution, quatre généraux de l'armée sont exécutés. Les complices de l'ex-shâh sont exécutés. (fig 17)

³³⁰ - Charaudeau.Patrick "Les medias et l'information", Ed de Boeck 2005 . p 214, 215



Fig 18 - Le quotidien Keyhân du 13 mars 1979

Fig 19- Ettelâât du 7 avril 1979 - A. Abbas Hoveïda, ancien Premier ministre du shâh

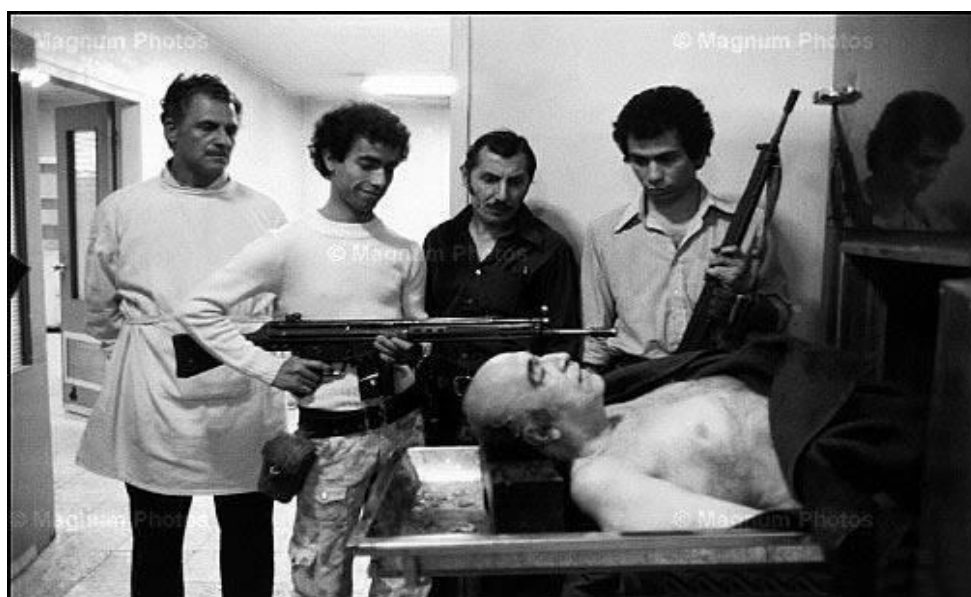


Fig 19



(Fig. 20)

12 personnes reconnues coupables de censure, de massacre et d'assassinat sont exécutées.

Le quotidien Keyhân 14 mars 1979 (Fig. 20)

Légende photo : Les généraux iraniens aux ordres du shâh ont été exécutés sur ordre du Tribunal de la révolution

(Légende) N. B. Ces photos des exécutés ont été prises dans la morgue médico-légale.

- PREMIER DÉCRET POSTRÉVOLUTIONNAIRE SUR LA SUSPENSION DES JOURNAUX

L'ordre de fermeture de certains journaux libéraux est émis au moment où les diverses formes d'intimidation du régime, y compris l'intervention des groupes de pression, n'ont pas réussi à se montrer suffisamment efficaces pour que les journalistes s'appliquent eux-mêmes une autocensure dans leurs publications. Ainsi, le pouvoir judiciaire se met en action et le 27 juillet, soit six mois après la révolution, le premier journal à grand tirage du matin, Âyandégân, est saisi sur l'ordre du procureur de la Révolution. Deux jours avant l'intervention de la justice, 258 membres du personnel de la presse écrivent une lettre ouverte de protestation contre le projet de loi établi par le gouvernement pour réglementer l'obtention de la licence de publication d'un journal, et relèvent par ailleurs que cette

proposition est basée sur une loi constitutionnelle non encore ratifiée. Deux semaines après la fermeture d'Âyandégân reçue comme un choc par la presse dans la première année de la Révolution, sur l'ordre du procureur de la Révolution islamique, 22 autres journaux accusés d'atteinte à la sécurité nationale, de conspiration et de publication de fausses informations sont également saisis.

- LE POUVOIR DES ORGANISATIONS PARAMILITAIRES

Au moment de la victoire de la Révolution et de la prise d'assaut des casernes militaires et des commissariats de police par des assaillants, de nombreuses personnes, surtout des jeunes révolutionnaires, sont armés. Par ailleurs, les meneurs de la Révolution qui craignent un coup d'État contre la Révolution mené par l'armée du shâh, prévoient de se servir de ces jeunes révolutionnaires armés pour mettre en place une structure paramilitaire. C'est ainsi qu'une organisation paramilitaire se forme en parallèle à l'armée officielle existante. Cette organisation est constituée de deux institutions : 1 - Les Comités de la Révolution (Comité-hâyé Enghélâb) 2- L'Armée des gardiens de la Révolution (Sépâhé pâsdârân-é Enghélâb) ³³¹

331_

Dans les premiers jours de la Révolution, à cause de l'effondrement de l'armée et de la police, le gouvernement provisoire ne disposait pas des outils nécessaires pour imposer sa souveraineté ; il a donc créé, avec l'accord de l'Imam Khomeiny, une sorte de force militaire, dénommée la Garde nationale.

La Garde nationale avait comme but de maintenir la discipline dans les villes et villages, d'arrêter les complots contre les révolutionnaires, de prévenir le vandalisme dans les établissements d'Etat, privés, dans les lieux publics et les ambassades, d'empêcher la pénétration antirévolutionnaire dans les rangs du peuple et de mettre en application les décisions du gouvernement et des tribunaux islamiques (Radio Farda, émission en persan : Des Ruines de la Savak à une grande quasi-armée, 26 juillet 2007).

Pendant le premier mois de la Révolution, quatre autres groupes armés se sont spontanément constitués parallèlement à la Garde nationale.

Pour prévenir les affrontements de ces groupes armés entre eux, qui auraient pu être causés par leur présence simultanée, le Conseil de la Révolution décida les fusionner en une armée, celle des gardiens de la Révolution.

En avril 1979, à l'occasion de leur rencontre avec l'âyatollah Khomeiny à Qom, les chefs de cette armée paramilitaire lui ont demandé d'accorder l'indépendance de cette armée par rapport au gouvernement. Après l'accord de Khomeiny, Sépâhé Pâsrdârâné Enghélab débuta ses activités conformément aux exigences du Conseil de la Révolution et du Parti de la République Islamique.

"...Sépâhé Pâsdârân pendant deux ans après la révolution - du début de sa formation jusqu'au déclenchement de la guerre Iran -Irak- était une organisation triangulaire chargée de trois objectifs : politique, idéologique et militaire-sécuritaire.

1- Côté politique : ses activités concernaient la défense de la politique du régime contre les opposants, à l'intérieur et à l'extérieur du pays,

2- Côté idéologique : il s'agissait de renforcer la légitimité du régime fondé sur un islam de Faghih (suprématie des religieux),

3- Côté militaire-sécuritaire : cet objectif consistait à maintenir le régime islamique par la voie militaire.

Avant le déclenchement de la guerre Iran-Irak, les côtés politique et idéologique de Sépâhé pâsdârân étaient dominants, mais avec le commencement du conflit entre ces deux pays, le côté militaire-sécuritaire a pris le dessus... " (Ghoutchani Mohammad ' La deuxième génération de Sépâh est sur la route ', article publié dans le journal Shargh).

Les Comités de la Révolution se sont formés dans les mosquées et sous la direction des mollahs et des imams de ces lieux. Après la victoire de la Révolution, une vague d'insécurité et de chaos envahit le pays. Outre l'exécution des ordres des tribunaux révolutionnaires pour l'arrestation des contre-révolutionnaires, les Comités prennent en charge le rétablissement de la sécurité dans les quartiers. Quelques mois après la victoire, une partie du personnel de ces Comités se rallie à l'armée des gardiens de la Révolution en cours de formation et lors de leur dissolution à la fin de la guerre Iran-Irak, une autre partie rejoint la police. Les Comités et le Corps des gardiens de la Révolution islamique servent à la justice et au parti de la République islamique d'organes exécutifs pour procéder à l'arrestation des journalistes et à leur agression en pleine rue, et à organiser des attaques contre les bureaux de journaux ainsi que contre les kiosques de journaux avec une autorisation légale.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la stratégie d'intimidation et de terreur dans la société et obligent des journalistes à travailler dans l'anonymat ou à changer de métier. Les assaillants n'ont jamais été poursuivis par la justice et certains d'entre eux ont même été promus.

1-5 L'influence des gouvernements postrévolutionnaires sur la presse

Suite à la révolution islamique et au moment où tous les groupes politiques opposants au shâh cherchaient leur part du pouvoir en raison de leur rôle dans les luttes contre la monarchie, les rivalités politiques enflaient. En nommant un gouvernement par intérim dirigé par Mehdi Bâzargân (à la fois nationaliste, religieux, technocrate et modéré), l'âyatollâh Khomeiny réussit à mobiliser tous les groupes politiques en sa propre faveur afin de renforcer sa mainmise sur le pouvoir, pour procéder à la transition du pouvoir du

Le guide suprême désigne le chef de l'armée des gardiens de la révolution. Sépâh est composée de trois armées (de terre, de l'air, de mer), qui fonctionnent parallèlement avec une armée traditionnelle existante, beaucoup moins importante.

Les activités de Sépâh durant les deux premières années de la révolution ont été :

- La participation à la prise d'otages du personnel américain de l'ambassade des États-Unis,
- La participation à la mise en place de la Révolution culturelle des universités,
- L'arrestation des personnes, surtout des femmes dont la tenue vestimentaire n'était pas conforme aux règlements imposés par le régime,
- L'attaque de librairies, de bureaux de journaux et d'éditions,
- La perturbation des rassemblements et des conférences organisés par les groupes d'opposition à la République islamique et l'arrestation des participants,
- La confiscation des biens appartenant aux dignitaires de l'ancien régime,
- Une présence dans les villages et les milieux ruraux pour aider les agriculteurs et assurer aussi la propagation de la Révolution parmi les paysans,
- La formation de groupes de pression.

régime du Châh vers le régime islamique, et de conforter son groupe de religieux étape par étape. Cette passation du pouvoir a duré deux ans durant lesquels trois gouvernements ont été nommés. Les conditions auxquelles la presse iranienne a été confrontée après la Révolution ont suivi la situation politique et la structure du pouvoir. Ici, on va étudier l'impact de divers gouvernements sur la presse.

1-5-1 Le gouvernement provisoire

Avec le retour de Khomeiny de son exil à Paris, en février 1979, alors que Chapour Bakhtiar, dernier Premier ministre du shâh, (membre du Front National et allié de Bâzargân) se réclame toujours du pouvoir Mehdi Bâzargân, membre du Conseil de la Révolution islamique (CRI), est nommé Premier ministre du Gouvernement provisoire le 4 février 1979 et chargé de former un gouvernement. Bâzargân, dont le gouvernement va rester au pouvoir pendant 8 mois, a des ministres de toutes les tendances, islamique, libérale et nationale, et aux idées politiques diverses. Bâzargân a été nommé Premier ministre pour les raisons suivantes : sa crédibilité politique grâce à ses luttes contre le régime du shâh, son emprisonnement et son passé dans le gouvernement de Mossadegh. C'est un homme modéré, réformiste, démocrate, qui favorise une politique étape par étape, et les actes révolutionnaires ne lui plaisent guère. Le désaccord entre cette politique et les méthodes du PRI (Parti de la République islamique) qui veut des changements rapides et révolutionnaires, éclipsent l'union politique et l'unité qui s'étaient formées grâce à la chute du régime de Pahlavi. Par la suite, les divergences de vue se muent en rivalité politique. Deux mois après la révolution, Bâzargân se dispute avec Khomeiny sur la rédaction de la Constitution et sur l'approbation du principe de "velâyat-é faghih" (la suprématie du religieux). Le CRI joue alors le rôle de Parlement et le Premier ministre doit lui présenter pour approbation ses propositions de nomination de ministres. Le Conseil examine le dossier des ministres pressentis dont les noms, une fois approuvés, reçoivent l'aval du Premier ministre et de l'âyatollâh Khomeiny. Le gouvernement par intérim s'occupe essentiellement des affaires exécutives du pays, de l'examen du budget et des dépenses courantes, conformément aux avis du Conseil et de l'âyatollâh. Après avoir démissionné de son poste, Bâzargân déclarera :

« Même pendant le régime autocratique de Pahlavi, les conditions n'étaient pas telles qu'elles sont maintenant. Sous le règne du shâh, après l'approbation par

le parlement des ministres proposés, seul le premier ministre donnait son aval aux ministres et puis le gouvernement se présentait au shâh. »³³²

Le CRI et Bâzargân se disputent à propos des conditions que les ministres doivent remplir. Bâzargân exige qu'ils soient compétents pour diriger leur ministère, mais le CRI insiste plutôt sur leur engagement vis-à-vis de Khomeiny et estime que l'inexpérience d'un ministre peut être compensée par la nomination d'un adjoint compétent. Le gouvernement provisoire s'oppose aussi à la modification du projet de Constitution par les religieux et à l'insertion du principe du "velâyat-é faghih" en affirmant qu'une gouvernance par les religieux s'acheminerait vers une théocratie. Cette prise de position du gouvernement suscite la colère de Khomeiny qui le qualifie ensuite de "traître". Huit mois après sa mise en place, le gouvernement se dit "être un couteau sans manche", ou en d'autres termes, totalement démuni face à l'opposition farouche du CRI et du PRI (parti de la République Islamique). Le gouvernement de Bâzargân présente sa démission le 4 novembre 1979 en signe de protestation contre la prise d'assaut de l'ambassade des États-Unis par les étudiants, suivant la ligne de l'imam Khomeiny. Ces étudiants sont sur la même ligne que le PRI. Quelques mois après sa démission, Bâzargân lance le journal Mizân (L'Équilibre), de tendance nationale et libérale. Il critique la politique des tribunaux révolutionnaires et du PRI ainsi que le monopole de l'âyatollâh Khomeiny.

« Mizân n'appartient pas à un parti ou à groupe spécifique. Mizân est bien équilibré, sans pencher ni à gauche ni à droite... Bien que Mizân bénéficie de la coopération de nos frères au sein du Mouvement pour la Liberté en Iran, il s'évertue à se garder de prendre parti... Tout en apportant des expériences et des services honnêtes, nous sommes venus expérimenter la moralité et la piété médiatiques. Ce qui compte pour nous, c'est l'islam et la moralité. »³³³

L'expulsion des journalistes du quotidien Keyhân par l'Association islamique de cet institut a suscité la critique du gouvernement par intérim. Le ministre de l'Orientation nationale de l'époque se rend au bureau de Keyhân pour négocier le retour des journalistes mais l'Association n'est pas revenue sur sa décision. Nasser Minachi, ministre de l'Orientation nationale, donne son feu vert à la réouverture de Âyandegân après une semaine de fermeture, en disant dans une interview à ce journal :

³³² - Jafari M. 'La prise d'otage et ...' op.cit. p. 9

³³³ - Premier numéro de Mizân du 7 Septembre 1980.

« Le journal Âyandegân pourra reprendre son activité comme auparavant. Le guide suprême a dit que il 'ne le lira plus' sans toutefois en demander la fermeture. »

Le soutien apporté par le gouvernement par intérim à la réparation d'Âyandegân souligne sa volonté de coopération avec tous les groupes politiques, et d'adoption d'une stratégie de tolérance afin d'éviter toute action purgative et radicale contre la presse. Trois mois après la Révolution islamique, tous les partis et les groupes politiques ont un ou plusieurs journaux. Le pays compte alors plus de 300 journaux qui paraissent sans avoir besoin de l'autorisation de l'Etat. Jusqu'à la chute du régime du shâh et lors de l'instauration de la République islamique, l'Iran comptait 105 journaux.

- LE PREMIER CODE DE LA PRESSE

Compte tenu de l'existence de divers courants politiques, le ministère de l'Orientation nationale invite les journalistes de toutes tendances à s'exprimer au sujet du Code de la presse qui va être rédigé. Or, le Bureau des Affaires de la Presse, lié au ministère de l'Information et du Tourisme, est chapeauté par le ministère de l'Information et de la Propagande et par le ministère de l'Orientation nationale. Mehdi Momkène, qui a passé trois ans dans les prisons du régime du shâh avant d'être nommé vice-ministre de l'Orientation islamique chargé des affaires de la presse, s'oppose au début à ce que le gouvernement délivre une autorisation pour toute demande de parution de journal. Hélas, peu de temps après, il se rend compte que cette autorisation est nécessaire, car "l'infrastructure intellectuelle" n'est pas prête à accueillir une société libre et les opportunistes cherchent à semer l'insécurité en vue de détruire la cohésion du pays. Les politiciens et les décideurs de la presse sont suffisamment tolérants pour accepter que les journalistes rédigent le projet de loi de la presse. Cependant, leurs voix ne réussissent pas à se faire entendre. Le gouvernement décide de réunir les représentants de divers groupes de presse pour décider du sort du journalisme.

« Les premiers entretiens au printemps 1979 montrent que 13 groupes dominaient la presse en Iran. Les journaux des marxistes étaient plus nombreux que d'autres groupes. Le Bureau de la presse domestique invita les représentants des 13 groupes à assister à une réunion à laquelle participerait le ministre de l'Orientation nationale, son adjoint chargé des affaires de la presse, et le directeur général de la presse domestique Certains de ces représentants qui étaient des activistes politiques étaient à la fois les investisseurs et les directeurs d'un journal ou simplement représentaient le groupe ou le parti politique auquel appartenait le journal. Le jour J arrive. Les invités se

retrouvent dans le bâtiment qui logeait le bureau de la presse. Puisque les directeurs de journaux étaient en majeure partie des activistes politiques, ils s'appliquaient à critiquer la politique des uns et des autres au lieu de parler de la presse. La réunion débuta avec une guerre verbale et cinq minutes après, la réunion s'acheva en pugilat entre les représentants de la presse. »³³⁴

Le gouvernement provisoire s'est évertué à faire participer tous les 13 groupes politiques à la rédaction du Code de la presse, mais le manque de cohésion entre ces groupes pousse le ministère de l'Orientation nationale à rédiger la loi tout seul. Dans le même temps, les unions islamiques et les groupes de pression intensifient leurs agissements contre les journalistes. Le gouvernement publie le projet de loi sur la presse le 4 juin 1979 pour que les journalistes puissent s'exprimer à ce sujet. Ce projet exige de la presse qu'elle précise sa couleur politique en en-tête de chaque page imprimée.

« Cette mesure vise à déjouer la ruse des journaux qui se réclament faussement de la Révolution islamique. Il y a ceux qui cherchent à imposer leurs points de vue sous couvert de l'islam, c'est la ruse que nous essayons de prévenir. Par conséquent, les journaux islamiques et non islamiques doivent préciser leur position. Comme ça, si par exemple un journal de gauche publie un article contre les principes islamiques, le lecteur s'en rendra compte [...]

...Ce ministère n'a nullement l'intention d'agir comme auparavant et de censurer et contrôler la presse. La seule chose qu'il va faire sera d'attribuer l'autorisation de publier. Chaque journal a le droit de s'exprimer librement quelle que soit son orientation politique. Cependant, il n'est pas acceptable d'obliger le peuple à se soumettre à l'orientation politique et sociale de tous les journaux...»³³⁵ Ainsi s'exprime le ministre de l'Orientation de l'époque.

Ce projet de loi interdit à tous ceux qui avaient servi le régime du shâh de publier un journal. Son examen attentif va montrer l'existence d'une loi ayant pour objet de contrôler la presse, ce qui va soulever l'opposition. En réponse, le gouvernement provisoire, qui soutient la liberté de penser et d'expression, estimera que le Code de la Presse est nécessaire, même dans les pays libres.

³³⁴ - Ghassemi F .op.cit. p. 140

³³⁵ - Journal Etemâd Melli, le 15 juillet 2009

« Tous les pays libres du monde et même les pays socialistes ont un article dans leur Constitution, selon lequel les délits médiatiques sont bien précisés. »³³⁶

Le Syndicat des journalistes et des correspondants propose le remplacement de cette loi par un "Ordre de la presse" pour lutter contre le chaos et toute tentative d'abuser la liberté d'expression. En un mot, laisser les gens de la presse s'occuper des affaires de la presse. Le 15 juillet, le quotidien Ettelâât publie une lettre ouverte signée par le Centre des Ecrivains Iraniens à l'adresse de Bâzargân, jugeant le projet de loi comme une atteinte à la liberté d'expression et de la presse.

« Le nouveau projet de loi parle essentiellement de ce qui est interdit à la presse d'écrire et il ne parle guère de ce que la presse a le droit d'écrire », écrit le quotidien Mardom. »³³⁷

- ARTICLES DU CODE DE LA PRESSE

Les journalistes et les activistes politiques s'en sont pris à plusieurs articles du premier Code de la Presse édicté depuis la Révolution islamique. Parmi eux figure l'article 9 : "Dans le cas où le directeur de la publication d'un journal n'est pas titulaire de la nationalité iranienne, s'il perd sa "passion politique" et son "intégrité morale" ou décède, le détenteur de la licence est obligé de désigner une autre personne au ministère de l'Orientation. Sinon, le journal se verra interdire." Cet article ne définit pas bien "attache politique et intégrité morale" et les organes décisionnaires pourront l'interpréter comme il leur plaira pour interdire un journal - si nécessaire -.

L'article 2 interdit à l'ensemble des anciens Premiers ministres, ministres, gouverneurs, généraux en charge de l'Armée, de la police et de la gendarmerie, patrons des sociétés étatiques, présidents des banques, membres du Parlement, ambassadeurs, maires de Téhéran, membres de la SAVAK et des personnes liées au régime du shâh de publier un journal. Cet article est également critiqué parce qu'il contient des phrases ambiguës. Dans l'article 22 du Code de la Presse, outrager le guide suprême équivaut à la fermeture du journal. Pourtant, l'article 9 est salué parce qu'il interdit toute censure : "Tout employé du Gouvernement qui essaierait de faire pression sur la presse pour y faire publier un article, ou chercherait à censurer ou à contrôler la presse se verra condamner à la réclusion

³³⁶ - Minatchi, le ministre de l'Orientation nationale, le 12 juin, 1979

³³⁷ - Mardom(peuple), l'organe du Parti Toudéh, le 11 juin

criminelle allant de six mois à deux ans et perdra définitivement l'occupation d'un poste de fonctionnaire de l'Etat."

L'interdiction de la censure et les prévisions de pression de la part du gouvernement sont deux nouveautés, absentes sous le régime du shâh. Ce Code de la presse autorise ainsi des critiques, mais seulement dans le cadre des principes islamiques et des intérêts de la société. Chacun pourrait interpréter cet article à son gré. Le Code ne prend pas en compte des droits tels que la liberté de publication, la continuité de publication, l'obtention de l'information et la sécurité de l'emploi pour les journalistes. En ce qui concerne le droit de publication, la presse est toujours obligée d'obtenir l'autorisation du gouvernement. S'agissant du droit de continuité, certains journaux sont suspendus en raison de leurs critiques envers le régime islamique et de la perturbation prétendue de l'opinion publique. Pendant les premiers mois de la révolution, il est plus facile d'obtenir les informations en raison de présence de tous les groupes politiques. A ce moment-là, les divers groupes politiques s'examinent à la loupe et font des révélations les uns sur les autres. Le flux de l'information est libre. A propos de sécurité d'emploi, tous les groupes politiques et sociaux se sont mis à publier des journaux pendant les premiers sept mois de la révolution. Aucun journaliste ne se trouve en prison pour avoir critiqué les autorités. Mais, quelques mois après son arrivée au pouvoir, le nouveau régime commence à sévir contre la presse et les journalistes. En raison du chaos qui venait de s'abattre sur le pays, le gouvernement n'adopte aucune loi sur l'inculpation des journalistes qui, pour la plupart, n'ont pas droit à un procès équitable. À partir de ce moment-là, les arrestations des journalistes, la suspension comme la fermeture des journaux vont se faire sans tenir compte de la loi. Aucun procès n'est tenu pour la presse, les tribunaux rendent des verdicts conformément aux principes islamiques. Le Code de la Presse demande que les délits commis par la presse soient examinés devant un tribunal en présence d'un jury. Hélas, cette loi ne sera jamais appliquée. Le Code sert en réalité plutôt les droits du régime que ceux des journalistes ; il précise comment le gouvernement peut contrôler la presse et l'utiliser comme instrument de communication pour promouvoir ses projets et son idéologie. En généralisant, on peut dire que la presse est totalement sous le contrôle du ministère de l'Orientation nationale : le ministre de l'Orientation nationale est en position d'accorder ou non l'autorisation à un journal et d'ordonner la suspension ou la fermeture d'un journal selon son désir. Le projet de loi de la presse a été approuvé le 11 août 1979 par le CRI avant même l'adoption de la Constitution. D'après cette loi, les journaux ont besoin de

l'autorisation du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique. Pour cela, il fallait que la publication du journal soit entérinée d'abord par une commission formée des représentants de la Cour suprême, des éditeurs et des écrivains, des professeurs de l'Université de Téhéran, des âyatollâhs et des juristes. Le Code de la presse a été entériné par le parlement, mais la justice a toujours refusé de mettre à exécution cette loi, et même les actions de la justice ne se conformaient pas pour la plupart à cette loi. Le Code de presse avait prévu expressément la présence d'un jury dans les tribunaux de la presse mais aucun procès n'était tenu pour la presse et les journaux ont été fermés en masse sur simple ordre du procureur de la Révolution, pour avoir porté atteinte à l'unité nationale, perturbé l'opinion publique, insulté les religieux respectables, créé des tensions dans la société, etc. Les journalistes ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison sans avoir accès à un avocat. Le Code de la Presse prévoyait également la formation du Syndicat des journalistes, mais la justice a fermé et interdit l'union des journalistes un an après l'adoption de la loi, et ses biens ont été saisis par le régime. Un groupe de 258 journalistes ont écrit une lettre ouverte affirmant que le Code de la Presse était rétrograde pour la presse. L'Association des Ecrivains iraniens va s'adresser ainsi dans une lettre à Bâzargân :

« Non seulement votre gouvernement ne fait aucun pas vers la protection et la survie de la Révolution, mais encore il tente tant bien que mal de réparer les chaînes et de créer de nouvelles restrictions devant le peuple. »

En même temps, d'autres groupes radicaux islamistes accusent le Gouvernement provisoire de compromission, en décrétant que cette loi de la presse ne peut pas faire avancer fermement les projets de la Révolution. Au début de son travail, la commission dont on a parlé a traité 350 dossiers sur 800. Elle a donné l'aval à 270 d'entre eux et rejeté les autres. Le 20 août 1979, deux semaines après l'approbation du Code de la Presse, *l'âyatollâh Azari Ghomi*, procureur du Tribunal révolutionnaire de Téhéran, ordonne la suspension des 22 journaux suivants : Paykâr, Kâr, Mardom, Javân, Kârgar, Javanan, Bohloul, Haji Baba, Ahângar, Mash Hassan, Azâd, Omid Iran, Téhéran Pictorial, Armân, Youldash, Azarbaijan, Que faut-il faire ?, Téhéran, Azâd, Azâdi, le Rapport du jour et Djoshan. "Ces journaux prennent le chemin inverse du parcours tracé par la nation, ils fournissent de la fausse actualité à la population et ourdissent des complots", dit le juge. Le ministère de l'Orientation islamique s'en prend à la fermeture des 22 journaux ordonnée sans aucune procédure judiciaire. Le Gouvernement est convaincu que le tribunal a agi de

façon arbitraire sans respecter la loi de la presse. L'âyatollâh Khomeiny apporte son soutien à la décision du procureur, écartant ainsi les objections du Gouvernement.

« Nous avons un Code de la presse et nous agissons conformément à cette loi. Le Parquet de la révolution a ses propres principes qui pourraient être en contradiction avec les nôtres. Ce qu'il a fait pendant ce dernier mois à propos des journaux n'est pas approuvé par nous. »³³⁸

Une semaine après, l'âyatollâh Khomeiny demande au Parquet d'enquêter sur tous les journalistes et les journaux. Le Parquet de la révolution exige de tous les chefs d'édition qu'ils lui envoient une copie de leur journal.³³⁹ La tension monte entre le Gouvernement provisoire d'un côté et les révolutionnaires et le parti de la République Islamique de l'âyatollâh Khomeiny de l'autre. Comme précédemment indiqué, le gouvernement se dit être un "couteau sans manche", autrement dit : complètement démuné. Le 5 novembre 1979 le Gouvernement provisoire présente sa démission, acceptée par l'âyatollâh Khomeiny le lendemain.

Résumons les événements liés à la presse qui se sont déroulés pendant la première année de la Révolution :

- Chute du tirage des quotidiens Keyhân et Ettelâât de l'ordre de 1 million d'exemplaires ?
- Altercation entre les employés de Keyhân et les journalistes et l'expulsion de 20 d'entre eux
- Publication du journal '*Keyhân libre*' par les journalistes licenciés le 8 août 1979
- Parution du quotidien Âyandegân en 4 pages avec un éditorial et 3 pages blanches
- Suspension d'Âyandegân et d'une vingtaine d'autres
- Tentative d'assassinat des directeurs de Keyhân le 26 août 1979
- Présentation d'un projet de loi pour la presse par Mehdi Bâzargân
- Formation du Conseil des Ecrivains et des Artistes
- Parution d'une dizaine de journaux, par ex. La Révolution Islamique (Enghélabé Eslami), Le Journal du Matin (Bamdâd Emrouz), Tehran Times (anglais), La République Islamique (Djomhourîé Eslami), Keyhân Libre (Keyhané Azad), etc.
- Explosion dans le bureau du journal Bâmdâd

³³⁸ -Le vice-ministre de l'Orientation nationale chargé des affaires de la presse.

³³⁹ - Extrait d'un article ' Il y a 30 ans jour pour jour, le Code de la presse passé', Etemâd Melli, numéro du 12 juillet 2009.

- Formation de l'Assemblée générale du Syndicat des Ouvriers de l'Imprimerie
- Rédaction de l'arrêté relatif à l'établissement des agences de presse et des bureaux pour agences étrangères en Iran
- Rédaction de l'arrêté relatif à l'établissement et à la surveillance des activités des centres de publicité
- Rédaction de l'arrêté relatif à l'impression et à la reliure de la presse étatique
- Rédaction de l'arrêté relatif aux bureaux de distribution des journaux
- Saisie de plusieurs institutions de presse comme Keyhan, Ettelâât et Âyandegân
- Appel du ministère de l'Orientation Nationale au Parquet de Téhéran à suspendre 22 journaux démunis d'autorisation.

1-5-2 Le gouvernement de Banissadr

- APPARITION DU JOURNAL ENGHELAB ESLAMI (LA REVOLUTION ISLAMIQUE)

Abolhassan Banissadr, un économiste, accompagnait l'âyatollâh Khomeiny pendant son exil à Paris avant la révolution. Trois jours après son retour en Iran, Banissadr a prononcé pendant dix jours des discours à l'université de technologie Sharif (auparavant Ariâmehr). Il se fait connaître alors comme intellectuel religieux (nationaliste islamique) qui cherche à relier le monde islamique avec le monde civilisé de l'Occident sur la base des principes coraniques. Les débats entre Banissadr et les groupes politiques montrent l'image d'un homme couronné de succès. Quelque temps après, il rejoint le CRI. Il se fait connaître comme un individu qui propose à tout problème une solution idéologique basée sur l'islam. Il est l'auteur des livres "Économie monothéiste" et "Caractéristiques " et aussi d'une centaine d'articles sur la République islamique. Le 3 août 1979, il est élu à l'Assemblée des Experts pour la rédaction de la Constitution. Au sein du Gouvernement provisoire, Banissadr occupe les postes de ministre de l'Économie et de ministre des Affaires étrangères. Avec la démission de ce gouvernement et l'adoption de la Constitution le 3 août 1979, Banissadr - alors soutenu par l'âyatollâh Khomeiny et les religieux - se présente aux élections présidentielles. Le 25 janvier 1980, il remporte le scrutin avec 76 pour cent des voix et devint ainsi le premier président de l'histoire de l'Iran. N'ayant obtenu que 4 pour cent des voix à l'élection présidentielle, le candidat du PRI (parti de la République Islamique) va, dès sa défaite, se consacrer avec son parti à l'opposition au président Banissadr pour que l'ensemble des trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire

soient aux mains du PRI.³⁴⁰ Cent vingt-neuf jours après la victoire de la Révolution, Banissadr publie son journal Enghelâb Eslami. Dans l'éditorial du premier numéro du journal, on lit :

« La métamorphose des faits sert de moyen d'incitation. Les journaux ont choisi le langage de l'incitation. Malgré les efforts entrepris ici et là pour remplacer le langage de l'altération de la vérité par l'écriture de la critique constructive, la langue des journaux reste toujours celle de l'ancien régime. »

Banissadr sait exploiter son journal dans sa campagne présidentielle. Après son élection à la présidence, il consacre une chronique à rendre des comptes au peuple. Il parle de ses divergences de vue avec l'âyatollâh Khomeiny et avec les comités de la révolution. Cette chronique déplâit à Khomeiny et au PRI parce que ce dernier est convaincu que tenir le peuple au courant des conflits du pouvoir risque de perturber son unité. Lorsque Banissadr devient président, l'Iran est confronté à 4 problèmes majeurs :

- la crise de la prise en otage des diplomates américains et les désaccords entre les autorités iraniennes

- l'embargo économique consécutif à la prise d'otages

- la rivalité de Banissadr avec le PRI et les nouveaux organes comme le Corps des gardiens de la Révolution islamique, les CRI (Comités de la Révolution islamique) et les tribunaux révolutionnaires

- le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak et ses conséquences économiques.

Après avoir remporté le scrutin présidentiel, Banissadr se penche sur la réorganisation des centres de décision, s'emploie à marginaliser les gardiens de la Révolution, les tribunaux de la Révolution et les comités pour les fondre au sein des organes étatiques, à affaiblir l'influence des religieux, à développer l'économie et à reconstruire le pays. Pour sa part, Khomeiny le nomme également commandant en chef des forces armées pour le soutenir. Or, Banissadr se débat contre les religieux et les membres

³⁴⁰ - En même temps, Mohammad Behehti, le président du parti de la République islamique, avait l'intention de se déclarer candidat à la présidentielle. Mais son ambition se heurtait à l'opposition de l'âyatollah Khomeiny qui avait dit que "les religieux ne doivent pas devenir président" (Journal Kayhân, le 30 décembre 1979). L'âyatollah Khomeiny avait peur de la personnalité de l'âyatollah Behehti, il le considérait comme un politicien chevronné et cela explique bien son opposition à sa candidature. Or, un an après, il approuvait la candidature d'Ali Khamenei, encore un religieux.

du PRI qui cherchent à faire de lui un président symbolique et rien d'autre. De telles divisions vont peser lourd sur son mandat présidentiel. Il voudrait dissoudre les tribunaux de la Révolution, le Corps des gardiens de la Révolution islamique et les CRI qui sont tous devenus des instruments militaires aux mains du PRI. Ce qui donne lieu à des différends entre lui et le PRI, suivis de l'apparition de tensions au sein de la direction du régime. Avec l'intensification des tensions politiques et le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak, l'ayatollah Khomeiny, qui s'inquiète de la chute de popularité de la République Islamique, demande la fermeture de trois journaux influents : Jomhourî Eslâmi, organe du PRI, Mizân, organe du Mouvement pour la Libération de l'Iran et Enghelab Eslâmi, l'organe de Banissadr.

« Dans une réunion avec les directeurs de la publication des journaux, l'ayatollah Khomeiny dit que, en temps de guerre, il préférerait que seuls Keyhân et Ettelâât, dont les directeurs de la publication étaient nommés directement par le Guide suprême, soient publiés et que d'autres journaux cessent leur publication afin de calmer le jeu.

Lors de la réunion, Banissadr a dit exactement le contraire, ajoutant qu'il fallait que de nombreux journaux soient publiés pour tenir le peuple au courant des développements de la guerre. »³⁴¹

Dans le premier scrutin législatif le 15 mars 1980, le PRI (parti de la République Islamique) gagne 139 sièges sur 240, et il intensifie son opposition au président. Cette élection législative, dont le deuxième tour se tiendra le 9 mai 1980, est semble-t-il entachée de fraude. Le parlement a rejeté les candidats pressentis par Banissadr pour le poste de Premier ministre et le bras de fer se poursuit pendant un mois. Le PRI fait pression pour la nomination d'un de ses membres, Mohammad-Ali Rajai. Sous cette pression, Banissadr le choisit enfin en août 1980 comme Premier ministre et le parlement l'approuve. Mais les relations entre le gouvernement et le parlement tournent mal. Parmi les ministres de Banissadr figurent des nationalistes et des religieux comme Akbar Hachémi Rafsandjâni, ministre de l'Intérieur, et Ali Khamenei, ministre de la Défense. Détenir des postes ministériels constitue un tournant pour les religieux, qui sont novices en la matière. Deux mois après la formation du gouvernement et le début du bras de fer entre le parlement et le président, l'Irak envahit l'Iran.

³⁴¹ - Entretien avec Djafari Mohammad, directeur de la publication du journal Enghelâb Eslami.

« Cette minorité (parti de la République islamique) veut s'emparer du régime, éliminer tous les dissidents afin de pouvoir exécuter ses programmes sans aucun obstacle. Je ne le (Mohammad-Ali Rajai) reconnais pas et je ne me soumetts pas à lui. »³⁴²

Le 31 octobre 1980, le président Banissadr écrit une lettre à l'âyatollâh Khomeiny, en qualifiant le Conseil des ministres d'incompétent et constituant une menace encore plus grande que l'invasion par l'Irak. Dans sa lettre, Banissadr se plaint que ses avertissements à propos de l'aggravation des conditions économiques et du manque de cohésion des forces armées ont été ignorés. Cette lettre et l'opposition de Banissadr à la prise d'otages dans l'ambassade américaine à Téhéran suscite la colère du parlement dominé par les membres du PRI. La politique de guerre adoptée par Banissadr se heurte à l'opposition farouche des ministres et des parlementaires. Au début de la guerre, l'Iran a gagné du terrain grâce à Banissadr. Mais le PRI a peur que la victoire finale de l'Iran dans la guerre avec l'Irak fasse du président un homme plus populaire que Khomeiny, et voilà pourquoi les programmes et la politique de Banissadr ont été toujours combattus. D'autres groupes politiques comme le Mouvement pour la Liberté de l'Iran, le Front national, l'Organisation des moudjahidines du peuple, le parti Randjbarân vont apporter leur soutien à Banissadr après sa victoire. En conséquence, les groupes radicaux islamistes, le PRI (parti de la République islamique) et l'âyatollâh Khomeiny lui-même se retrouvent dans le même camp, opposé au camp réunissant les groupes islamiques de gauche, les nationalistes et les libéraux, qui soutiennent Banissadr. La presse est également divisée en deux groupes : les partisans de Banissadr et ses opposants. Les journaux Keyhân, Ettelâât, Jomhuri Eslâmi et Sobhé Azâdegân soutiennent fermement le PRI et l'âyatollâh Khomeiny. En revanche, les journaux Enghelâb Eslâmi (appartenant à Banissadr), Mizân (organe des nationalistes religieux), Modjahed (l'Organisation des moudjahidines du peuple), Payâmé Djebhé Melli (organe du Front national), ... cautionnent Banissadr. Mais comme l'âyatollâh Khomeiny et le PRI forment un large pouvoir central en contrôlant la justice, le parlement, la radio et la télévision, le président Banissadr, les groupes de gauche et les nationalistes, au pouvoir moins étendu, cherchent à tenir tête au PRI par le truchement de discours dans les rassemblements et par le biais de leurs journaux. Le président est connu pour sa résistance à l'âyatollâh. Il révèle les actions illégales de Khomeiny dans des lettres ouvertes adressées à l'âyatollâh, qui paraissent dans les journaux qui le soutiennent.

³⁴² - Banissadr en septembre 1980

« Après la nomination de Mohammad Behecti, secrétaire-général du parti de la République islamique, à la tête de la Cour suprême, et la nomination de l'âyatollâh Moussavi Ardebili, membre du parti, comme procureur général, Banissadr a écrit une lettre à l'âyatollâh Khomeiny en lui faisant savoir que ces nominations à la tête de la justice étaient illégales parce que ces personnages appartenaient au parti de la République islamique. »³⁴³

La révélation par le journal Enqelâb Eslâmi de l'existence d'une cassette dans laquelle certains membres du parti de la République islamique proposaient un coup d'état contre le président a conforté leur hostilité à l'égard de l'espace public et leur coupure de la population. Voici ce qu'écrit le journal :

« Le projet de coup d'état rampant ne vise qu'à s'emparer de tous les leviers du pouvoir au profit de l'âyatollâh Behecti et de ses alliés. »³⁴⁴

Banissadr profite de toute occasion pour évoquer la torture dans les prisons, la prise d'assaut des journaux par les groupes de pression, l'arrestation des journalistes, le monopole d'expression du PRI (parti de la République islamique) à la radio et à la télévision, les nominations illégales au sein de la justice, le déficit budgétaire de 1 000 milliards de rials, l'instauration de méthodes d'étouffement et de terreur, la répression des libertés politiques et économiques, la souveraineté "de la matraque", la fermeture des écoles et des universités, et pour susciter la résistance contre les islamistes radicaux et autoritaires.

Il attribue les mesures répressives indirectement à l'âyatollâh Khomeiny et à ses partisans, et de leur côté, les journaux pro-Banissadr tels Mizân, Ârmâné Méllat, Djébhé Mélli ...mettent en valeur les sujets à propos desquels ils s'adressent aux Iraniens.

« La population de ce pays se sert des journaux pour communiquer. Il faut que les journaux donnent des informations correctes et donc il faut abolir toute censure des journaux. Il semble que les journaux s'imposent des censures en se prenant pour les tuteurs de la population, eux seuls savent quels types d'information lui conviennent ou non. Il faut que ce comportement s'efface des journaux. Le régime doit faire confiance à sa population et le tenir au courant de tout. A ce propos, je pense surtout au rôle de la presse, de la radio et de la télévision. Je suis convaincu que les médias de masse devraient faire part à la

³⁴³ - Djafari M. 'Rencontre de deux lignes' op.cit. p. 325

³⁴⁴ - idem, p. 221

population de tout avec précision et la mettre au courant de toute vérité. Nous n'avons rien à cacher, nous ne devons rien cacher de notre nation. »³⁴⁵

« Il est de notre devoir de marginaliser les groupes autocrates qui se prennent pour les souverains du pays. On ne peut pas faire accepter un discours sous la menace des armes. Nous devons pouvoir nous asseoir ensemble et discuter. Dans le but de mettre sur pied une société libre, saine et politisée, nous devons mettre les moyens de communication de masse à la disposition de la société. Les moyens de communication de masse ne devraient être monopolisés par un ou plusieurs groupes. Il faut que tout se passe en présence de la nation. Pourquoi avez-vous peur de l'émergence de cette nation ? On ne pourra établir une société politique et développée qu'avec l'abolition de la censure et avec la liberté d'expression. Cela dépend du parlement. »³⁴⁶

- LA RÉVOLUTION CULTURELLE ET LES UNIVERSITÉS

Aux yeux du peuple, le régime islamique doit sa légitimité à l'islam et dans les premiers jours, il s'est employé à créer des organes qui lui apporteraient de la légitimité.

Dans le but de contrôler l'opinion publique et de mobiliser la société à son profit, la République islamique lance une campagne de purge dans les universités, les écoles et au sein de la télévision. Pendant ces années- là, des étudiants de diverses tendances politiques tiennent des meetings politiques dans les universités et le régime craint que les universités ne deviennent un lieu pour les partis d'opposition. Le régime et les religieux sont convaincus que, tant que les universités seront ouvertes, ils ne pourront pas monopoliser le pouvoir. La République islamique commence alors à purger les dissidents pour éviter l'émergence de pensées critiques dans les universités et la presse. La révolution culturelle survient un an après la Révolution alors que Banissadr est président. Le régime ferme les universités afin de bloquer l'activité politique des étudiants et des jeunes. La révolution culturelle s'empare du système d'enseignement supérieur en Iran de 1980 à 1983 ; les universités sont fermées pour les débarrasser des professeurs et des étudiants accusés par la République islamique d'être "pro occidentaux" et "gauchistes". La révolution culturelle est connue sous le nom d'islamisation des universités.

³⁴⁵ - Ettelâât, le 5 février 1980, extrait du discours de Banissadr à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution

³⁴⁶ - Extrait du discours de Banissadr dans la première réunion du Congrès de la Révolution islamique, le 16 février 1980

Suite à la révolution culturelle, appuyée par l'ayatollah Khomeiny et le PRI, les universités sont alors fermées pendant trois ans, des centaines de professeurs et un millier d'étudiants dissidents, de gauche et libéraux sont remerciés et 8 000 professeurs – soit la moitié des professeurs en Iran – quittent l'Iran. La production de pensée dans les universités, le nombre des articles dans les journaux scientifiques et la lecture des journaux chutent. Seules les pensées islamiques sont autorisées à être publiées et promues. Pendant cette période, les manuels scolaires sont passés au peigne fin par le Conseil suprême de la révolution culturelle et les théories extrémistes de gauche et libérales sont effacées des livres universitaires. A partir de ce moment-là, les professeurs doivent se soumettre à des enquêtes scientifiques, idéologiques et politiques. Avec la réouverture des universités, des comités de sélection sont mis sur pied pour examiner la tendance politique et idéologique des étudiants. Les gauchistes et libéraux sont pour la plupart interdits dans les universités. Dans son message du Nouvel An en mars 1980, l'ayatollah Khomeiny apporte son soutien à la révolution culturelle en déclarant :

« Il faut que toutes les universités en Iran mettent en pratique la Révolution islamique pour que les professeurs liés à l'Ouest ou à l'Est soient purgés et que les universités deviennent un lieu propre à l'enseignement des sciences islamiques. »

L'ayatollah Khomeiny et le PRI sont aux prises avec Banissadr sur la fermeture des universités que ce dernier ne cesse de critiquer dans ses discours comme dans son quotidien Enghélâbé Eslâmi (La Révolution Islamique).

« N'ayez pas peur de la présence des tendances politiques dans les universités. Mettez un terme au langage de la force et déchaînez le langage de l'initiative ! »³⁴⁷

« On constate la fuite des cerveaux tous les jours. Ces cerveaux quittent notre pays au lieu d'y rester. C'est facile de dire qu'il faut les laisser partir, mais nous sommes responsables. Il faut que nous promouvions le statut du savoir dans la République islamique pour éviter la fuite des cerveaux et faire revenir ceux qui sont déjà partis. »³⁴⁸

³⁴⁷- Banissadr, discours du 13 novembre 1980

³⁴⁸-Journal Enghélâb Eslâmi, le 4 décembre 1980

« Une société qui fait fuir ses cerveaux ne développera jamais. J'ai déjà mis en garde contre la fuite des cerveaux. »³⁴⁹

« La révolution culturelle n'a pas besoin de créer une vague de fermeture dans la société. Par contre, il faut réanimer les cerveaux fermés. »³⁵⁰

Après la fermeture des universités, Banissadr ne décolère pas et poursuit en ces termes :

« Qu'est-ce qu'ils ont fait dans le cadre de la révolution culturelle ? Ils ont dit que 10 pour cent sont musulmans, 10 pour cent sont anti-islam et 80 pour cent sont indifférents. Donc, si on nettoie les universités des 10 pour cent anti-islam, les 80 pour cent d'indifférents vont suivre. Il restera les 10 pour cent de musulmans et ensuite on pourra rouvrir les universités. Est-ce que ces 80 pour cent sont du bois sec ? On ne peut pas promouvoir l'Islam comme ça. »³⁵¹

Mais l'ayatollah Khomeiny ne peut accepter cette attaque et s'exprime ouvertement contre les cerveaux du pays :

« On parle de la fuite des cerveaux. Laissez fuir ces cerveaux pourris ! »³⁵²

Quelques temps après, Khomeiny évoque ainsi la fermeture des universités :

« La fermeture des universités a suscité des réactions de certains hauts responsables. On a déjà constaté quels animaux sont sortis des universités quand elles n'étaient pas sous notre contrôle. »³⁵³

Banissadr et son quotidien Enqélâb Eslâmi ont essuyé le feu des critiques du Corps des gardiens de la révolution islamique et des étudiants suivant la ligne de l'ayatollah Khomeiny. Dans un communiqué publié le 16 novembre 1980, les gardiens de la révolution déclarent :

« Quand les journaux Enqélâb Eslâmi et Mizân, appuyés par les forces qui ne suivent pas la ligne de l'imam, écrivent une dizaine d'articles contre la fermeture des universités et la révolution culturelle, on peut s'attendre à ce que les contre-révolutionnaires fassent étalage de leur force. »³⁵⁴

Pour leur part, les étudiants suivant la ligne de l'ayatollah Khomeiny publient aussi un communiqué :

³⁴⁹ - Même Journal le 22 avril 1980

³⁵⁰ - Même Journal, le 4 mai 1980

³⁵¹ - Même Journal, le 15 novembre 1980

³⁵² - Le 4 mars 1981

³⁵³ - Radio Koutché, ' la Moitié cachée de la révolution tragiquement culturelle...'.Berlin 17 novembre2013

³⁵⁴ - Idem

« Nous condamnons l'avis du journal Enghélâb Eslâmi sur la révolution culturelle. La révolution culturelle, désirée par l'imam, est mise en question et interprétée comme un complot en raison des idées sorties de l'imagination d'un individu. »³⁵⁵

Le Conseil suprême de la révolution culturelle est toujours actif. Il s'ingère dans les affaires des universités sous l'autorité directe du guide suprême et prend des décisions culturelles et éducatives pour le pays. Depuis sa montée en puissance, le régime islamique a toujours cherché à imposer sa légitimité à la population par le biais de son contrôle sur les médias et sur le système éducatif. Il a toujours bloqué toute émergence d'une dissidence.

- ALTERCATION AVEC LE SERVICE DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION

Dans la Constitution de la République islamique d'Iran, le service de la radio et télévision est contrôlé par l'Etat et plus précisément par le guide suprême qui en choisit le patron. Pendant la présidence de Banissadr, la radio et la télévision sont dirigées par Mohammad Mousavi Khoeiniha qui faisait partie du PRI. La télévision n'a que deux chaînes et chacune diffuse moins de sept heures de programmes. La télévision est le seul porte-parole du PRI. Banissadr est convaincu que la télévision est contrôlée par le régime. En février 1980, il accorde une interview à la télévision mais l'interview n'est pas diffusée. Le président demande alors des explications au patron de la télévision, qui lui répond que les questions posées par le correspondant de la télévision n'ont pas l'aval de la télévision. Quelques jours plus tard, s'adressant à la première réunion du Congrès de la révolution islamique, Banissadr déclare :

« Le directeur de la télévision censure les paroles du Président de l'Etat. Pour qui se prend-t-il ? Partout ailleurs dans le monde, le Président et le Premier ministre ont le droit de s'adresser au peuple. Je mets en garde contre les restrictions sur la liberté d'expression. N'oubliez pas que ce serait bien de limiter la liberté d'expression par des coups de matraque et de l'entraver. Comme le dit l'Article 9 de la Constitution, l'indépendance et la liberté ne font qu'une... La radio et la télévision doivent servir de lieu où s'entrechoquent les points de vue. Il ne faut pas qu'un ou plusieurs groupes se servent de la télévision et de la radio pour leurs propres intérêts. »³⁵⁶

³⁵⁵ - Idem

³⁵⁶ - Discours du 10 février 1981

Le président Banissadr ne put jamais se servir de la télévision pour s'exprimer.

- INTERDICTION DES JOURNAUX DES PARTIS POLITIQUES

Le 5 mars 1981, jour anniversaire de la mort de Mohammad Mossadegh, une cérémonie de commémoration a lieu dans l'université de Téhéran. Le président Banissadr prononce un discours diffusé en direct à la télévision (Fig20) . Au début de la cérémonie, ses partisans scandent les slogans suivants : - "Stop au bâton, stop à la matraque, stop à la torture !" ; " Libérez les prisonniers politiques !" ; "Débarrassez la radio et la télé du monopole d'une faction !" Sur les pancartes brandies, on peut lire : " Vive Mossadegh ! Vive la Liberté !" ; "Mort aux matraqueurs !" ; "Banissadr ! Banissadr ! Dites-nous tout ! A bas Béhechti !" Au milieu de son discours, le président fait état de l'identité de plusieurs personnes qui viennent d'être arrêtées pendant le cours-même de la cérémonie, et après l'annonce des arrestations, Banissadr est applaudi par ses partisans qui clament : "Mort à Béhechti, chef des matraqueurs !" Des heurts éclatent entre les partisans et les opposants de Banissadr et la télévision diffuse tout en direct. Vingt personnes seront blessées et les journaux du lendemain en font la une. Dans un éditorial du quotidien Enghelab Eslami du 6 mars 1981, Banissadr accuse Béhechti et le PRI d'avoir orchestré les émeutes : "Mais reste à savoir pourquoi les avertissements ne se sont pas avérés effectifs et les matraqueurs ont fait tout ce qu'ils voulaient. Ça s'explique par le laxisme des autorités envers eux, et par leur soutien à ces matraqueurs," écrit-il. Les journaux Mizân, Armâné Mellat, Djebhé Melli, Mardom et Edâlat qui s'opposent eux aussi au monopole du Parti de la République islamique critiquent de même les "matraqueurs".³⁵⁷ Cet incident, analysé par les journaux de gauche, montre à quel point le pays est agité par les divergences de vues entre le président et le parlement. Dans son éditorial, le journal Enghélâb Eslâmi écrit : "Je reste ferme et je ne courberai pas l'échine devant l'injustice, coûte que coûte." Deux jours après l'événement du 4 mars, le PRI va publier un communiqué dans lequel il reproche à Banissadr d'avoir provoqué les émeutes. Le parti appelle les organes judiciaires et sécuritaires à s'occuper des allégations de Banissadr et à établir la vérité :

³⁵⁷ - Voir :

Sâzmâné Modjâhédiné Khalgh, peydâi tâ Fardjâm (L'organisation des Modjahédins du Peuple , de la genèse à la fin) . Un groupe d'écrivain, Ed. Moasésséyé Motaléat va Pajouhéche hâyé siassi, Vol.II, Partie 3 Téhéran ,2006

Youséfi -Echkévâri Hassan, Dar Takâpouyé Âzâdi, (Dans la lutte pour la liberté) Ed. Ghalam, Téhéran, 2000, Vol II, p.502

« Le parti de la République islamique ne peut rester indifférent face à un groupe qui scande 'À bas Béhecti !' au lieu de 'À bas les USA !' Ceux qui se sont rassemblés le 4 mars dans l'université de Téhéran font partie de l'Organisation des moudjahidines Khalgh, du Front National, de la SAVAK et de groupes prétendument de gauche. »³⁵⁸

L'âyatollâh *Sâdegh Khalkhâli*, membre du parlement et procureur général des tribunaux révolutionnaires, accuse pour sa part Banissadr de trahison et de violation de la Constitution. Pour montrer sa haine vis-à-vis de Banissadr, il déchire un exemplaire du journal Enghélâb Eslâmi devant les parlementaires et fait savoir qu'il ne renoncera à aucun effort pour s'opposer au président, au risque de mettre en danger sa situation et son siège de député. D'autant plus que le pays est en guerre, plongé dans le marasme économique et sous le coup des sanctions. L'âyatollâh Khomeiny intervient en personne, interdisant au président, au premier ministre, au président du parlement et au président du pouvoir judiciaire de prononcer des discours.

« Le président avait l'interdiction de prononcer des discours en public et faisait l'objet d'une censure totale, mais le journal Enghélâb Eslâmi avait atteint un tel poids et un tel tirage qu'il compensait, à lui seul, tous ces obstacles. Le journal avait attiré le public. Il tirait à 350 000 ou 450 000 exemplaires par jour. Il aurait pu porter son tirage à un million d'exemplaires s'il y avait eu suffisamment de papier journal et d'autres produits nécessaires. La confiance du peuple dans le journal Enghélâb Eslâmi, partout dans le pays, indiquait bien son inquiétude vis-à-vis de la situation du pays. »³⁵⁹

³⁵⁸ - Journal "La République islamique" du 7 mars

³⁵⁹ -Djafari M. 'Rencontre de deux lignes' op.cit. p. 378



Fig. 21- Le président Banissadr à la cérémonie de commémoration anniversaire de la mort de Mohammad Mossaddegh

Trois semaines après, un comité à trois mis sur pied par l'âyatollâh Khomeiny est chargé de s'occuper des désaccords. Il tient ainsi une réunion avec les directeurs des journaux Mizân et Enghêlâb Eslâmi et leur demande d'aider au maintien du calme dans la population. Le comité met alors en garde les journaux de publier des choses qui pourraient déclencher le chaos. L'âyatollâh Khomeiny ordonne aussi à son représentant de s'intéresser à la presse et aux médias de masse pour les amener à se corriger. Il demande aussi au procureur général de la République islamique d'instruire les délits des médias avec neutralité et conformément aux principes islamiques et légaux. Pendant cette période-là, le journal Mizân qui milite pour la liberté et est considéré comme le cadet du journal Enghêlâb Eslâmi, dénonce le totalitarisme et la dictature. Il prend parti pour Banissadr contre les partisans de l'âyatollâh Khomeiny. Ignorant l'ordre de l'âyatollâh Khomeiny de garder le silence sur les affaires de l'Etat, Mizân publie deux articles controversés intitulés "Le pacte" et "De l'imam à la ligne de l'imam" les 27 et 28 mars. Suite à la parution de ces articles, son rédacteur en chef est arrêté et le journal suspendu. Dans l'article 'Le pacte', le journal critique le marasme social et l'abus de cette situation par les factions liées à l'Est et à l'Ouest. L'article fait référence au parti Toudeh (pro soviétique) qui soutient des slogans du Bloc de l'Est et les violences exercées par le régime à la manière marxiste-léniniste, sous le couvert de la ligne de l'imam. L'article 'De l'imam à la ligne de l'imam' met en

avant le fait que certains prétendent suivre la ligne de l'imam alors qu'ils ne cherchent qu'à cacher leurs ambitions politiques, et il s'inquiète de la présence de ces individus au sein du pouvoir. Dans un éditorial intitulé 'Soigner un mal de dents par des coups de poing et la matraque', Mizân va vivement condamner l'arrestation de Sâdegh Ghotbzâdeh, membre du Conseil de la révolution, pour avoir mis en cause dans un débat télévisé le comportement du parti de la République islamique :

« Comment se fait-il que nos dirigeants autocratiques ne se sont pas encore rendu compte que leurs actions discréditent la Constitution et font s'insinuer un sentiment d'insécurité dans la population... Quand un membre compétent du Conseil de la révolution, qui est également un ancien PDG de la radio et de la télévision et un ancien ministre des Affaires étrangères, est arrêté si facilement, qu'est-ce qui reste encore du prestige de l'islam et de la révolution ? »³⁶⁰

Dans son quotidien Enghélâb Eslâmi, Banissadr demande la mise en liberté de Ghotbzâdeh en ces termes :

« Cette action du Parquet a discrédité l'islam et la révolution et a laissé une tache de honte indélébile sur le pouvoir judiciaire. »³⁶¹

Banissadr écrit également une lettre au procureur général, en qualifiant la mise en garde à vue du rédacteur en chef de Mizân comme l'un des signes du mauvais fonctionnement de l'organe judiciaire. Face aux pressions de la part de divers organes politiques, le tribunal révolutionnaire est obligé de lever l'interdiction du journal deux semaines après sa suspension. En réaction à la circulaire de l'âyatollâh Khomeiny interdisant aux chefs des trois pouvoirs de la République islamique de prononcer des discours, Banissadr, qui n'a pas d'accès à la radio et la télévision et dont les discours publics sont le seul moyen de s'exprimer, lui écrit le 7 avril 1981 la lettre de protestation suivante :

« Le niveau actuel de la liberté de la presse ne sera jamais aussi nuisible que l'étranglement de la presse. Et si l'objectif principal est de me faire taire, on n'aura pas besoin de tant de préparation. Ils contrôlent la radio, la télévision, le parlement, l'hôtel, ... alors que je suis interdit de m'exprimer. Les journaux et surtout le journal Enghélâb Eslâmi sont suspendus. Si dans cette ambiance d'étranglement une vague d'assassinats est lancée, personne n'osera plus parler et le pays va être frappé par le malheur. Je suis convaincu que ces restrictions à la liberté de la presse et la propagation de l'assassinat révèlent de grands

³⁶⁰ - Le journal Mizân des 27 et 28 mars

³⁶¹ - 27 Mars le journal Enghélâb Eslâmi

dangers pour la Révolution et je ne peux pas me taire à ce sujet. Je suis prêt à rappeler le Corps des gardiens de la révolution islamique à l'ordre pourvu que vous me souteniez. Il ne faut pas accorder autant de liberté aux bandits. Je vous demande solennellement de ne pas laisser piétiner la liberté de la presse au nom de la réconciliation. »

A ce moment-là, l'Organisation des moudjahidines du peuple, à laquelle l'âyatollâh Khomeiny avait interdit de se présenter à l'élection présidentielle, qui avait recouru aux actions armées contre le régime, a rejoint les partisans de Banissadr. Plus l'écart entre Banissadr et l'âyatollâh Khomeiny ainsi que le PRI s'agrandissait, plus le conflit armé entre les moudjahidines et les militants islamistes prenait de l'ampleur. Le 2 mai 1981, le journal Mizân publie un article écrit par Mehdi Bâzargân sous le titre '*Mes chers enfants combattants et cultivés*'. L'article critique à la fois la gauche marxiste (moudjahidines du peuple) et les militants islamistes. Bâzargân explique à Massoud Radjavi et à ses partisans d'un côté, aux jeunes islamistes de l'autre qu'ils partagent de nombreux points de vue.

« Les moudjahidines (marxistes islamistes) sont nombreux et ils exercent une lourde influence sur les lycéens, lycéennes, étudiants et étudiantes. Les Hezbollâhis (militants islamistes) forment l'épine dorsale de la révolution. Ils sont braves, nombreux et bien organisés", lit-on dans la lettre. Bâzargân leur demande de cesser les hostilités et de se tendre la main. Si les moudjahidines du peuple campent sur leur position révolutionnaire et islamique, et si leur idéologie est enracinée dans le marxisme, votre idéologie à vous, islamistes, a aussi produit des fruits marxistes parce que vous favorisez la force, la vengeance et l'annihilation qui ne sont pas du tout adaptées à l'islam. Vous êtes hostiles au management et aux affaires du secteur privé. Vous auriez résilié tout contrat et détruit tout capital pour rendre le pays tout entier étatique si vous en aviez l'autorité. »³⁶²

En mai 1981, les relations entre le président et le parlement étant tendues, le pays en guerre avec l'Irak et l'économie en stagnation, Banissadr estime que la seule solution pour sortir l'Iran de l'ornière est de tenir un référendum sur la Constitution afin d'accorder plus de liberté au président. Cette proposition est accueillie favorablement par les gauchistes et nationalistes. Les journaux pro-Banissadr comme Mizân, Edâlat (l'organe des ouvriers, à gauche), Nâmé Mardom (l'organe du parti Toudeh, pro soviétique), Armâné Mellat (l'organe du Front National) et Modjahed (l'organe de l'Organisation des moudjahidines du peuple) soutiennent la tenue d'un référendum pour faire sortir le pays de l'impasse politique. Le 27 mai 1981, l'âyatollâh Khomeiny s'oppose au référendum par ces mots :

³⁶² - Le journal Mizân du 2 mai 1981

«... Même si toute la nation, soit 35 millions d'Iraniens, est d'accord, je m'y opposerai toujours... La Constitution a éclairci l'autorité du président. S'il veut aller un pas au-delà, je vais m'opposer à lui. Vous vous trompez ! Vous n'avez pas le droit de dire que vous n'acceptez pas cette loi. C'est cette loi qui ne vous accepte pas. Il faut que tout le monde se soumette à cette loi même si elle ne vous plaît pas... Il faut accepter ce que le parlement adopte et le Conseil des gardiens confirme. Acceptez la loi si vous ne voulez pas être écarté." ... Dès le lendemain du discours de l'âyatollâh Khomeiny, les groupes soi-disant issus du peuple ont intensifié leurs assauts contre les journaux Enghêlâb Eslâmi et Mizân. Un correspondant d'Enghêlâb Eslâmi a été passé à tabac et les kiosques qui vendaient ces journaux ont été saccagés par des assaillants non identifiés. »³⁶³

Mehdi Bâzargân est convaincu que les méthodes autocratiques de l'âyatollâh Khomeiny menacent le pays. En réponse au discours du 27 mai de Khomeiny, Bâzargân lui adresse une lettre ouverte le 6 juin. Dans cette lettre, Bâzargân blâme sévèrement Khomeiny pour son soutien au PRI (parti de la République islamique) et à la faction totalitaire dans le pays au moment où la violence et la terreur déferlent sur la nation. Les journaux Enghêlâb Eslâmi et Mizân ont publié la lettre de Bâzargân en intégralité au lendemain de sa publication. Le quotidien Mizân dans son numéro du 15 juin fait paraître certaines déclarations de Khomeiny :

« Je suivrai mon propre chemin et je n'ai peur de rien." "Je n'ai pas peur d'être jugé comme un dictateur et un opposant à la liberté." "Si 35 millions de personnes disent oui, je dirai non." »³⁶⁴

Suite au décret de l'âyatollâh Khomeiny au comité à trois, le procureur de Téhéran annonce le 8 juin 1981 la suspension des journaux suivants, les accusant d'avoir publié des articles créant des tensions et remettant en question les principes islamiques et de droit public, et d'avoir créé une atmosphère empoisonnée ayant suscité la protestation de la population:

- le quotidien Armâné Mellat, organe du Parti de la Nation Iranienne dirigé par Daryoush Forouhar
- le quotidien Enghêlâb Eslami, organe du Président Banissadr
- l'hebdomadaire Jebhé Melli, organe du Front National de l'Iran
- le quotidien Mizân, organe de Bâzargân

³⁶³ - Djafari M. 'Affrontement de deux lignes' op.cit. p. 395

³⁶⁴ - Le quotidien Mizân du 15 juin

- le quotidien Namé Mardom, organe du parti Toudeh d'Iran
- l'hebdomadaire Edâlat, organe du Parti des Travailleurs.

Quelques jours après, le journal Modjahéd (marxistes islamistes) est aussi fermé.

Akbar Hachémi Rafsandjâni, alors président du parlement, raconte dans ses mémoires :

« J'ai eu un rendez-vous avec l'imam ce jour-là (le 27 mai). Avant mon entretien, le Conseil judiciaire suprême avait été reçu par lui... Je suis arrivé au moment où ils étaient en pleine rencontre. On parlait de notre prise de position vis-à-vis de l'opposition et des libéraux. On a abordé des sujets intéressants et de bonnes décisions ont été prises sur la fermeture des journaux contre-révolutionnaires. »³⁶⁵

La façon dont la presse et les partis ont été traités par le régime pourrait indiquer que le Conseil suprême judiciaire et l'âyatollâh Khomeiny auraient discuté de l'action judiciaire contre les journaux qui critiquaient le régime. La fermeture des journaux gérés par les partis politiques montre bien que le régime favorisait un système monopartite. Même le journal Mardom, l'organe du parti Toudeh, qui soutenait la politique de l'âyatollâh Khomeiny et approuvait les exécutions et les violences commises par les tribunaux révolutionnaires a été fermé. Nous allons passer en revue des articles extraits des journaux qui ont été fermés par le procureur du tribunal révolutionnaire de Téhéran.

- LE QUTODIEN ENQÉLÂB ESLÂMI (APPARTENANT À BANIS SADR)

L'article controversé ayant entraîné la fermeture de ce journal critiquait la justice pour son refus de se saisir de 800 dossiers de corruption financière au sein de la Fondation des déshérités :

« Comment se fait-il que le juge d'instruction de la ville de Machhad ordonne l'exécution de 17 personnes en deux jours, et que, lorsque les prisonniers provoquent des émeutes pour protester contre le verdict, le juge déclare que ces émeutes rappellent les discours de Banissadr à ses partisans ? Pourquoi, au milieu du discours de Hachémi Rafsandjâni dans la ville de Toyserkân, des gens qui avaient scandé le slogan 'Vive Banisadr !' ont été emprisonnés, huit ont été flagellés et limogés et restent toujours en prison ? Pourquoi, quand dans la ville d'Ispahan le discours de Banissadr a été hué et quand le président demande une action contre de tels agissements, la justice refuse de prendre les

³⁶⁵- Hashémi-Rafssandjani, A., Obour az bohran, (Traverser la crise) Ed Office de la publication et de l'éducation de la République islamique, Téhéran 2007 p. 130

mesures nécessaires ?... Est-ce que les mêmes conditions existent partout dans le pays ?... Quand la justice n'est pas compétente, du sang est versé injustement. »³⁶⁶

Le numéro de la veille de ce journal avait annoncé le passage à tabac d'Ahmad Salâmatiân, membre du parlement lié au groupe des nationalistes religieux, par les groupes de pression et les milices islamistes. Les milices l'ont forcé à scander 'Mort à Banisadr !' On dit que Salâmatiân, blessé, s'est rendu au parlement avec des vêtements déchirés pour crier "*Je dis 'Mort à la dictature !' corps et âme'.*"

- LE JOURNAL MARDOM (PARTI TOUDEH)

Organe du parti Toudeh, ce journal soutient la politique de l'ayatollâh Khomeiny, y compris les violences et exécutions ordonnées par les tribunaux de la révolution. Or, il a été fermé parce que le régime suivait la politique d'interdiction des journaux des partis politiques pour établir un système monopartite. Dans son numéro 528 du 4 juin - et dernier numéro -, Mardom titre :

« La victoire définitive et finale de la révolution est liée à l'unité de toutes les forces du peuple" ; "Document sur 18 années de soutien du parti Toudeh à la ligne anti-impérialiste et populaire de l'imam Khomeiny. »³⁶⁷

Dans un autre article, le journal avait réagi à la proposition faite par Banissadr d'organiser un référendum suite aux divergences entre le président et le parti de la République islamique, le parlement et la justice, en écrivant :

« La tenue d'un référendum ne fait pas partie de l'autorité du président, elle est aux mains du parlement. »³⁶⁸

LE JOURNAL ARMÂNÉ MELLAT (NATIONALISTE)

Financé par le parti nationaliste Mellaté Iran, ce journal s'adresse ainsi dans son dernier numéro au régime :

³⁶⁶ - www.iran-archive.com/sites/default/files/sanad/gunagun-nashrie-enghelabe-eslami-553.pdf

³⁶⁷ - Site web du parti Toudeh

³⁶⁸ - Site web du parti Toudeh

« Que ces bédouins, ces nouveaux riches et leurs supporters sachent que lutter contre la culture iranienne leur fera subir le même sort qu'ont déjà souffert leurs prédécesseurs et que le monde entier a déjà vu. »³⁶⁹

Dans son avant-dernier numéro, le journal dit :

« Sachez que si quelqu'un était censé gouverner à coups de matraque et par la force, c'était Âriâmehr (le shâh) avant vous. »³⁷⁰

Le journal mettait en avant la culture nationaliste iranienne, il s'opposait à l'islamisation et critiquait les violences commises par le régime islamique. Le bâtiment qui logeait le parti Mellaté Iran a été saisi par le régime après la fermeture de son journal.

- L'HEBDOMADAIRE JEBHÉ MÉLLI (FRONT NATIONAL)

Organe du Front National, ce journal a dénoncé les tribunaux révolutionnaires partout dans le pays, le chaos créé par les actions arbitraires des gardiens de la révolution et les comités de la révolution islamique, l'islamisation des bureaux et le renforcement des associations islamiques dans les organes étatiques, la saisie des bureaux des partis, groupes politiques et journaux par le régime islamique. Il qualifiait les auteurs de ces actes d'agresseurs et de porteurs de matraque. Le 18 février 1981, il va désapprouver l'accord conclu entre le premier ministre Mohammad Ali Rajâï , issu du PRI et les Républicains pro américains pour la mise en liberté des otages américains détenus en Iran sans l'aval du président. Le journal note que l'acceptation par l'Iran de dédommager les Etats-Unis équivaut à la saisie illégale des biens du peuple iranien. Il apporte aussi son soutien au président qui a attaqué en justice les signataires de l'accord. L'hebdomadaire avait auparavant indiqué que la prise d'otages portait atteinte aux intérêts nationaux, qu'il fallait juger publiquement les preneurs d'otages. L'insécurité et le chaos se répandent. Aux yeux du Front National, le pays est devenu irresponsable et impitoyable et le massacre du peuple reste impuni. Le Front National appelle tous les dirigeants du régime à rejeter le projet de loi présenté par le gouvernement au parlement sur la loi du talion et à laisser le peuple s'exprimer à ce sujet. Par cette décision, le procureur de Téhéran veut faire taire les voix des groupes mettant au défi l'âyatollâh Khomeiny et le PRI. Le jour même de l'interdiction massive des journaux, l'Organisation des Moudjahidines du peuple publia un communiqué disant :

³⁶⁹ - Journal Armane Mellat du 25 Avril 1981

³⁷⁰ - Journal Armane Mellat du 20 Mai 1981

« Le complot de fermeture des journaux indépendants, surtout le journal Enghélâb Eslami, est un pas vers l'élimination du président Banissadr et n'aura pour conséquence que plus d'étranglement, la satisfaction des ennemis de la patrie, et également le massacre et la répression à l'intérieur. »³⁷¹

Neuf membres du Parlement, dont Mehdi Bâzargân, Ahmad Salâmatiân, Yadollah Sahâbi et Kazem Sâmi condamnent la fermeture massive des journaux par le procureur, la jugeant illégale. Ces parlementaires annoncent en outre qu'ils refuseront d'assister aux séances ouvertes du parlement

« en raison de l'insécurité, de l'existence de la censure et de l'interdiction de quelques journaux. »³⁷²

- DESTITUTION DE BANISSADR

Suite à la fermeture de journaux importants par le procureur de la révolution le 9 juin 1981, Banissadr écrit la lettre suivante à l'âyatollâh Khomeiny

« Vous ne voulez pas que la Constitution soit mise à exécution. Vous préférez un président faible, un gouvernement incapable, un parlement soumis et un système judiciaire qui menacerait et anéantirait les dissidents. Le parti de la République islamique détruit la religion et la nation [...] Vous vous êtes suicidé peu à peu. Avec l'instauration d'une censure complète, vous avez rendu impossible la présence du peuple dans les affaires politiques [...] Le système judiciaire n'est pas indépendant. Le chef de la Cour suprême et le procureur général ont été nommés en toute violation de la Constitution. Trois membres du Conseil suprême judiciaire ont été nommés contre la Constitution. Seule une moitié des membres du Conseil des gardiens ont été nommés légalement. L'élection législative a été truquée et le parlement est un instrument aux mains du parti de la République islamique. Le gouvernement et le premier ministre ont été imposés. Dans l'affaire de la prise d'otages, le pays a été trahi. De même avec la signature de l'Accord d'Algérie³⁷³ et la loi n'a jamais été exécutée. »³⁷⁴

³⁷¹ - 9 juin 1981

³⁷² - Radio Koutcheh , *Banissadr n'était plus seul*,

³⁷³ - Les discours de Banissadr inquiétaient Khomeiny parce qu'il avait peur que le président parle des actions illégales, surtout de l'Accord d'Algérie conclu entre l'Irak et les USA sur les otages à l'insu du président. (Djafari M. p. 326)

Grâce à son plan d'action et à son influence, Banissadr a réussi à forcer l'Irak à se retirer de l'Iran pendant la guerre. En avril 1981, l'Irak accepte le cessez-le-feu suite à des consultations entre les pays membres de la Conférence islamique dans le cadre des conseils de médiation de paix.

Or, le parti de la République islamique et les religieux au pouvoir ne voulaient pas que la guerre soit terminée par Banissadr par crainte de voir sa popularité augmenter au sein de l'armée, ce qui le renforcerait contre toute action organisée par les durs du régime. Voilà pourquoi l'âyatollah Khomeiny refuse de signer le cessez-le-feu, et pourquoi la guerre durera huit ans. (Idem, p. 354)

L'âyatollâh Khomeiny démet le 10 juin 1981 Banissadr de son poste de chef suprême des forces armées de la République islamique d'Iran. Le 12 juin, Banissadr envoie un message à l'adresse de la population. Ce message est publié par le journal clandestin Modjâhed :

« Les journaux ont été fermés et les voix se sont tues. L'avenir sera pire encore. Un groupe a renforcé sa mainmise sur le pouvoir et ce groupe a recours aux moyens d'étranglement, il perd sa crédibilité aux yeux du peuple. Ce groupe finira par tomber victime de son comportement. »³⁷⁵

Le 15 juin, durant une audience accordée à un groupe du peuple, l'âyatollâh Khomeiny critique ouvertement Banissadr et qualifié d'apostats les membres du Front national en raison de leur opposition au projet de loi sur le talion. "Ils sont tous apostats. A partir d'aujourd'hui, le Front national est apostat. Que l'on saisisse les biens des apostats !" Il demande aussi au Mouvement pour la Liberté de l'Iran, proche du Front national, de s'en distancier et de présenter ses excuses devant le peuple. Le 16 juin, des heurts violents éclatent entre les partisans et les opposants du président Banissadr à Téhéran et dans plusieurs autres villes. Le 19 juin, le président appelle ses partisans à descendre dans la rue pour protester contre le régime. Le lendemain, de violentes manifestations éclatent dans diverses villes. A Téhéran, quelque 500 protestataires se heurtent aux partisans du régime. Dans les affrontements autour de l'Université de Téhéran, quelque 50 personnes trouvent la mort, 200 sont blessées et 1 000 autres arrêtées. Au cours de ces combats de rue entre les milices islamistes pro-régime et les partisans de Banissadr, un groupe de partisans de l'Organisation des moudjahidines du peuple qui distribuaient le journal interdit Modjahéd aux manifestants est arrêté. Les personnes arrêtées sont pour la plupart des jeunes filles : l'Organisation des moudjahidines pensait en effet que le régime ne les soupçonnerait pas. Plusieurs détenues sont envoyées au peloton d'exécution sur ordre du procureur de la

Si Banissadr était sorti vainqueur de la guerre, les moudjahidines et divers groupes, surtout les nationalistes, auraient pu arriver au pouvoir et épurer les religieux. C'est pourquoi Khomeiny entre en action pour éliminer Banissadr et s'assurer que le pouvoir restera aux mains des religieux. (Id. p. 374)

Banissadr apoursuivi en justice les signataires de l'Accord d'Algérie, conclu secrètement en novembre 1980 entre l'Iran et les USA. Les Républicains américains, dont le candidat à la présidentielle était Ronald Reagan, s'étaient engagés à lever des sanctions économiques contre l'Iran en échange de la mise en liberté de leurs diplomates retenus en otage en Iran.

La Constitution voulait que l'accord soit conclu avec l'aval du président, mais tout s'est passé à son insu. L'âyatollah Khomeiny, le premier ministre, le parlement et le parti de la République islamique étaient au courant de l'accord et l'ont signé. La justice ne donna pas suite à la plainte déposée par le président.

³⁷⁴ - Djajari M. op. cit.p.423

³⁷⁵ - Le 12 juin 1981

révolution le jour-même de leur arrestation. Au lendemain (20 juin 1981), le quotidien Ettelâât publie dans une édition spéciale les photos des jeunes filles exécutées. Il s'agit d'un avis d'identification sur ordre du procureur. Le procureur du tribunal révolutionnaire appelle les parents des fusillées de se rendre à la prison d'Evine pour récupérer la dépouille de leur enfant (Fig. 22). Le journal publiera les photos des autres fusillés jour après jour.



Fig. 22

Nonobstant l'interdiction du journal Modjahid sur ordre du procureur, l'Organisation des moudjahidines continue à le publier clandestinement et ses membres sont obligés de le distribuer eux-mêmes dans les quartiers très fréquentés de Téhéran. Au lendemain des manifestations sanglantes, le 21 juin, le parlement destitue Banissadr par 177 voix. Seuls 12 députés ont voté en sa faveur et un s'est abstenu. Le lendemain, Khomeiny confirme la destitution du président et ordonne son arrestation pour trahison et complot contre le régime. Le jour même, Banissadr quitte l'Iran clandestinement et s'installe en France. Six jours après sa destitution, une bombe explose dans un bâtiment qui loge le PRI (parti de la République islamique). Le secrétaire général du parti, l'âyatollâh Mohammad Béhecti, qui est en outre président du pouvoir judiciaire, 72 hauts

responsables iraniens, dont 4 ministres et 23 députés, sont tués. La République islamique tient les Moudjahidines du peuple pour responsables parce que ces derniers ont appelé à la lutte armée contre le régime en faveur de Banissadr. Un millier de sympathisants des Moudjahidines sont pendus. Ceux-ci n'ont jamais revendiqué cet attentat à la bombe et 30 ans après, Banissadr affirmera que la bombe a été posée à l'initiative du régime, et avec l'aval de l'âyatollâh Khomeiny. Il est vraisemblable que Khomeiny a eu peur que l'âyatollâh Béhechti lui vole le pouvoir.

Durant sa présidence pendant la deuxième année de la révolution, Banissadr n'a rien pu faire de significatif pour la presse. Pendant le mandat du premier gouvernement postrévolutionnaire, elle a connu un essor. Sous le gouvernement de Banissadr, les journaux qui ont émergé durant le gouvernement intérimaire s'affrontent sur la scène politique. En 1980, 40 journaux, pour la plupart de gauche et d'extrême-gauche (marxistes), sont suspendus par le procureur de Téhéran. Suite à la fermeture de six quotidiens et hebdomadaires politiques sur ordre du procureur du tribunal révolutionnaire, seuls quatre quotidiens en langue persane, dont deux journaux du soir Ettlâât et Keyhân et deux journaux du matin, Jomhuri Eslâmi et Sobhé Azâdegân, sont autorisés à paraître. Parmi huit autres hebdomadaires Soroush, Javânâné Emrouz, Ettlââté Haftégui, Rahé Zeinab, Zané Rouz, Ommat, Etlââté Mardom, les trois derniers seront interdits quelques mois plus tard. Après ces événements, un journalisme basé sur la propagande pour le régime islamique rend impossible la naissance d'un journalisme professionnel. Aucune diversité politique et intellectuelle n'est proposée dans les kiosques à journaux puisque la presse de gauche est interdite. En revanche, les gauchistes vendent leurs journaux illégalement dans la rue. De temps en temps, les distributeurs des journaux et leurs opposants s'invectivent dans la rue. Les agents des CRI, comités de la révolution islamique en arrêtent quelques-uns, les tuent même. Le déclenchement de la guerre avec l'Irak durant la deuxième année de la Révolution a eu pour conséquence majeure d'obliger la presse à abandonner toute critique du pouvoir et à devenir son outil de propagande pour défendre le régime et le pays. A cause de la guerre, la justice a eu carte blanche pour suspendre tout journal qu'elle jugeait anti-régime.

1-5-3 Le gouvernement de Rajai

Mohammad-Ali Rajai est élu président deux mois après la destitution de Banissadr. Il remporte la présidentielle du 24 juillet 1981 avec 13 millions de voix sur 14 millions. Le 30 août 1981, Rajai est assassiné en même temps que son Premier ministre Mohammad

Javâd Bâhonar et d'autres membres de son gouvernement dans un attentat terroriste commis à son bureau à Téhéran. Il est le second président élu d'Iran, après avoir occupé le poste de Premier ministre de Banissadr. Rajaï fut aussi ministre des Affaires étrangères pendant cinq mois. C'est un fervent partisan de la Révolution iranienne et l'un des meneurs du mouvement visant à purger les universités iraniennes des influences américaines et européennes, ultérieurement appelé Révolution culturelle. Au bout d'à peine un mois de présidence, il nomme à la tête du ministère de la Culture et de l'Orientation nationale Abbas Douzdouzani, chef des gardiens de la révolution à Téhéran, ouvrant ainsi aux milices le chemin du secteur culturel. L'intensification des actes terroristes par les groupes d'opposition comme les Moudjahidines du peuple et Forghân servent au régime de prétexte pour sévir contre les groupes politiques, et le régime attribue alors tous les pouvoirs aux Islamistes. Mahmoud Doâï est désigné à la tête du journal Ettelâât, Mohammad Khâtami à la tête de Keyhân et Mir-Hosseïn Moussavi à la direction de Djomhourî Eslami. Tous font partie du PRI. A la fin de 1981, le nombre total de journaux ne dépasse pas 62.³⁷⁶

1-6 Les milices et la presse pendant les trois premiers gouvernements de la Révolution

Le gouvernement par intérim

Sous le règne du gouvernement par intérim de Bâzargân, les milices entrent en action de façon illégale pour imposer leurs idées par la force. Grâce à l'ouverture de l'espace politique dans le gouvernement de Bâzargân, tous les groupes sont présents sur la scène politique. Ils sont contraints de se tolérer les uns les autres, d'autant qu'il leur est interdit de faire sortir l'un d'entre eux de la scène politique. C'est pourquoi ils vont avoir recours à des groupes de pression qui se font passer pour indépendants. La prise d'assaut des bureaux de journaux et des imprimeries par des groupes de pression afin de prévenir la publication de journaux, et leurs attaques contre des kiosques à journaux font partie de leur ingérence dans le secteur culturel. Le gouvernement intérimaire manque d'une police bien organisée et les milices se cachent sous l'anarchie. Mais aucun milicien ne figure dans le gouvernement de Bâzargân et les milices sont tenues à l'écart des journaux. Sous l'administration de Banissadr, les rivalités politiques atteignent leur niveau le plus élevé, les organes militaires comme les CRI (comités de la révolution islamique) et les gardiens de la Révolution sont plus disciplinés et plus puissants. Étant donné le bras de fer entre les détenteurs du pouvoir et le recours des groupes aux actions armées pour éliminer leurs

³⁷⁶ -Bijani Maryam, op.cit. p.101

rivaux, la présence des organes de type milices et des organes de sécurité comme les gardiens de la Révolution et les CRI se fait de plus en plus sentir. Toutefois, les milices se montrent moins et ne prennent guère d'assaut les bureaux des journaux. Avec l'arrivée au pouvoir de Rajai en troisième année de la Révolution, des gardiens de la révolution vont être nommés pour la première fois aux postes importants et culturels : le chef des gardiens de la révolution à Téhéran devient ministre de la Culture et de l'Orientation nationale. Trois ans après la révolution, Ali Khamenei, qui était ministre de la Défense de Banissadr, est élu président. Khamenei choisit ses ministres chez les miliciens et promeut les commandants des gardiens de la Révolution aux postes-clés politiques, culturels et économiques.

En analysant ces trois gouvernements, on peut observer qu'avec la chute de la légitimité du régime aux yeux du peuple, la présence des milices aux postes-clés devient plus importante. Au début de la Révolution, le régime jouissait d'un haut niveau de légitimité et l'atmosphère politique et culturelle était plus ouverte, expliquant ainsi la relative discrétion des milices. Durant l'administration de Banissadr, la légitimité des Islamistes chute en raison de leurs ambitions autoritaires, et la présence des milices sur la scène politique devient plus légale. Mais celles-ci sapent la légitimité du régime en pratiquant terreur et assassinat. Le régime connaît une chute brutale de souveraineté sous la présidence de Rajai en raison des exécutions inévitables et injustes, du marasme économique, de l'inefficacité du gouvernement islamique à apporter bien-être et sécurité au peuple, en raison aussi des tensions politiques et des morts qui s'ensuivent. Afin de se protéger, le régime a recours aux forces militaires et aux milices. Toute critique de la part du peuple et des groupes est sanctionnée avec fermeté. Les journaux ont été les premières victimes parce que le régime les a étouffés afin d'éviter sa propre chute. On peut simplement conclure que la chute de légitimité du régime a été en relation directe avec la fermeture des journaux et avec l'installation des militaires et des milices aux détenteurs du pouvoir. Au début de la Révolution, les milices n'étaient pas bien organisées mais petit à petit, elles vont épauler efficacement les religieux dans leur mainmise sur le pouvoir. Aux milices ont été octroyées des sommes faramineuses afin de conforter leur structure. Actuellement encore, les gardiens de la Révolution contrôlent l'économie, la sécurité, la culture et la politique. La formation de groupes militaires nombreux au début de la Révolution confirme bien la théorie de l'américain Samuel Huntington dans son livre 'Political order in changing societies' (New Haven Yale university press, 1969) Il est

convaincu que les sociétés désagrégées dépendent toujours du monopole du pouvoir pour survivre. À son avis, l'essentiel dans de telles sociétés consiste à établir l'ordre politique et non pas la liberté. La première nécessité dans les sociétés en voie de développement est de centraliser le pouvoir.

« La première question dans ces sociétés consiste à instaurer l'ordre politique légitime et non la liberté. L'homme pourrait vivre dans l'ordre sans avoir la liberté, mais le contraire ne marche pas. »³⁷⁷

Il affirme que la force paramilitaire est l'organe le plus moderne dans les sociétés en voie de transition. Il faut renforcer le pouvoir et centraliser les sources du pouvoir au sein du régime afin de sauvegarder l'ordre politique du moment.

« Dans de telles sociétés, il faut tout d'abord qu'un puissant organe exécutif et bureaucratique efficace soit mis sur pied sans ingérence du parlement. Ensuite, des organes politiques puissants, durables et flexibles pourraient être créés par les élites politiques afin d'attirer divers groupes sociaux. Sans un organe exécutif puissant, la demande de participation croissante de la part de groupes sociaux va perturber l'ordre politique dans le pays, comme une tempête. »³⁷⁸

Plus de trois décennies après la victoire de la Révolution islamique en Iran, cette théorie qui met en avant la centralisation du pouvoir et l'utilisation des forces militaires pour établir l'ordre dans une société transitoire, s'oppose toujours en Iran à la présence de divers groupes politiques et sociaux dans la gestion des affaires de l'Etat. Au contraire de cette dernière orientation, elle s'attache à établir l'ordre dans le but de centraliser toujours plus le pouvoir. On peut donc dire que le régime maintient en permanence la société et le pays dans un état révolutionnaire. On constate que, systématiquement, des tribunaux 'révolutionnaires' jugent des personnes qualifiées de 'contre-révolutionnaires' ; on constate aisément que le Corps des gardiens de la révolution islamique et les organes paramilitaires sont renforcés, des opposants au régime arrêtés, des journaux interdits, des activistes politiques et des journalistes arrêtés.

Rappelons que la première année de la révolution était caractérisée par une ouverture politique - au sein du gouvernement par intérim figuraient des ministres

³⁷⁷- Bashiriyet Hossein 'Les obstacles au développement politique en Iran' (Mavaneyé toséyé siassi dar Iran) Ed Gâmé No, Téhéran 2003.p 24

³⁷⁸ - Op.cit. pp.22-25

nationalistes, laïcs et islamistes - et le pouvoir était divisé entre les groupes, favorisant l'éclosion de journaux. Lorsque Banissadr est arrivé au pouvoir, les partis politiques ont commencé à rivaliser entre eux, mais les nationalistes et les islamistes ont malgré tout formé ensemble le gouvernement. L'atmosphère politique du pays a incité la presse à se rapprocher des partis, tandis que le président s'est consacré essentiellement à conforter son pouvoir. On peut dire que la présidence de Banissadr est témoin du bras de fer entre les partis politiques, et que la presse a servi de porte-parole aux partis. Banissadr a plutôt soutenu le principe de la liberté d'expression, il ne s'est pas occupé de la rédaction ou de la correction de la loi sur la presse ni de questions plus marginales à ce propos. Le PRI, parti de la République islamique qui tenait la justice contrôlait aussi la presse. Les principaux journaux liés aux partis politiques (Mizân, Mardom, Armân et Enghelâb Eslami) ont été fermés. La presse influente ainsi que la radio et la télévision étaient contrôlés par le Parti de la République islamique.

« Mohammad Béhechti, le leader du Parti de la République islamique, présenta Assadollah Lajevardi, procureur du tribunal de la révolution, à l'ayatollâh Khomeiny. Le procureur ne prononçait aucun verdict sans avoir consulté Béhechti. Il lui arrivait d'ignorer l'opinion de l'ayatollâh Khomeiny. Il prenait ses ordres exclusivement de Béhéshti. »³⁷⁹

Quand Rajaï devient président, tous les postes-clés ainsi que les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont attribués au PRI. Pour la première fois, un religieux, Mohammad-Javad Bâhonar, est nommé Premier ministre. L'attitude autoritaire des Islamistes et la purge des groupes politiques poussent ces derniers à la lutte armée. Rajaï ne reste à son siège que pendant un mois, puisqu'il est victime d'un attentat à la bombe avec son Premier ministre. Ce gouvernement se distingue par son désir de contrôler la presse : les journaux sans autorisation permanente sont obligés de solliciter l'autorisation du ministre de l'Orientation nationale pour faire paraître tout numéro. Après Rajaï, le pouvoir reste exclusivement aux mains des religieux et des membres du PRI. Ali Khameneï, issu de ce parti politique, devient le nouveau président et restera à ce poste pendant deux mandats consécutifs de quatre ans chacun. A cette époque, sur 358 journaux publiés, 253 sont de nouvelles parutions et 105 des anciennes. Une étude réalisée sur ces 253 journaux montre

³⁷⁹ - Entretien avec Mohammad Jaafari, directeur du journal Enghelâb Eslami

que c'est en 1979 qu'ont émergé de nouveaux journaux : 16 sont nés en février, 27 en mars, 30 en avril et 34 en mai.

Mois	Nombre de créations	Total cumulé
Février 1979	16	16
Mars 1979	27	43
Avril 1979	30	73
Mai 1979	34	107
Juin 1979	29	136
Juillet 1979	24	160
Août 1979	14	174
Septembre 1979	12	186
Octobre 1979	5	191
Novembre 1979	14	205
Décembre 1979	12	217
Janvier 1980	3	220
Février 1980	10	230
Mars 1980	5	235
Avril 1980	4	239
Mai 1980	4	243
Juin 1980	4	247
Juillet 1980	1	248
Août 1980	4	252
Septembre 1980	1	253

Fig. 23 Nombre de journaux publiés de février 1979 à septembre 1980

On peut voir que sur la période entre la victoire de la Révolution islamique en février 1979 et août 1979 où le gouvernement intérimaire a adopté le premier Code de la presse, les créations de journaux sont en hausse grâce à moins de restrictions et plus de liberté. A partir d'août 1979, à la fermeture de journaux par le tribunal de la révolution, le nombre de naissance de journaux s'oriente à la baisse. Trois mois après, le gouvernement

par intérim démissionne. Cette démission aggrave la baisse des créations journalistiques, qui atteignent le niveau le plus bas – une seule création – au déclenchement de la guerre entre l’Iran et l’Irak.

1-7 Le contrôle de la presse

Quelques mois après la victoire de la Révolution islamique, les révolutionnaires commencent à lutter pour s'emparer du pouvoir. Les conflits politiques entre les révolutionnaires, le départ des spécialistes et des financiers, la paralysie de l'économie à cause des sanctions, l'inflation et le chômage galopant ont déçu le peuple vis-à-vis du régime islamique. Les religieux ont donné l'impression de n'avoir voulu que détenir le pouvoir au lieu d'apporter le bien-être au peuple. Dans cette ambiance conflictuelle qui mettait en avant l'inefficacité du régime islamique, la légitimité de l'ayatollah Khomeiny a été revue à la baisse en raison de décisions autoritaires, comme l'approbation du principe de "velâyat faghih", la tenue d'un référendum sans consultation, les exécutions en masse sans application régulière de la loi, et son ingérence dans les décisions prises par le Conseil de la Révolution et par le gouvernement par intérim. Le régime devint plus sévère à l'encontre de la presse, en imputant les problèmes du pays et le conflit à la direction des journaux. Le régime, qui cherchait de regagner sa légitimité, n'autorisa plus que la presse qui lui servait de porte-parole. Des groupes politiques qui n'avaient pas acquis leur part du pouvoir ou avaient été marginalisés par l'ayatollah Khomeiny critiquaient dans leurs journaux l'administration du pays par lui et ses disciples au sein du parti de la République islamique. Pour eux, la Révolution avait échoué. Alors que le peuple était déçu de la Révolution et du régime islamique, l'ayatollah Khomeiny a tenté de gagner les cœurs et les esprits. Le contrôle strict ou la suspension de la presse faisaient partie des moyens les plus importants de l'ayatollah Khomeiny pour reconstruire la légitimité du régime. Les médias étaient contrôlés selon les manières suivantes :

- . extralégale : ordre indirect de l'ayatollah Khomeiny
- . légale : par les tribunaux, surtout le tribunal de la révolution
- . illégale : recours aux groupes de pression
- la corruption: aides financières à la presse.

1-7-1 Le contrôle extralégal de la presse

L'âyatollâh Khomeiny définit des critères pour la presse dans ses discours (des extraits de ses discours sont disponibles dans le chapitre : l'âyatollâh Khomeiny au centre du pouvoir). En vissant l'étoupe autour de la presse, Khomeiny a l'intention tout d'abord de lui ordonner de cesser de critiquer. Mais cette solution ne parvient pas à étouffer la presse parce que les groupes politiques cherchent leur part du pouvoir par ce biais. Dans les jours menant à la victoire de la révolution islamique, divers groupes politiques, sauf les monarchistes, figuraient dans le cercle de Khomeiny. Mais après la victoire de la révolution et l'instauration de la République islamique, ces groupes politiques se sont distanciés petit à petit de lui, qui refusait de leur donner des parts du pouvoir. Ces groupes se sont mis à faire des révélations dans leurs journaux sur l'exercice de la violence par le régime naissant dans le but de faire vibrer la fibre nationaliste des Iraniens, dans l'espoir de gagner le soutien de l'opinion publique en vue de se faire une place dans le pouvoir. À part les groupes islamiques proches du régime, les groupes politiques importants de l'époque sont le Front national avec les journaux *Armâné Mellat* et *Payâmé Jébhé Melli*, le Mouvement pour la liberté d'Iran avec le journal *Mizân*, l'Organisation des moudjahidines du peuple avec le journal *Modjahéd*, l'Organisation des Fadaïân Khalgh avec le journal *Kâr* et le parti Toudeh avec le journal *Mardom*. Mis à part le parti Toudéh et une branche de l'Organisation des Fadaïân Khalgh, d'autres groupes critiquent le régime d'une façon ou d'une autre. Le Front national, qui était partisan du régime de Khomeiny au début de la révolution et dont plusieurs membres faisaient partie du Conseil des ministres dans le gouvernement par intérim, est marginalisé par l'âyatollâh Khomeiny. Dans ses journaux, le Front national met en avant le nationalisme, le respect des droits de l'homme et des droits internationaux. Il alerte aussi les Iraniens contre l'islamisation. Le Front national critique les tribunaux révolutionnaires partout dans le pays, les centres d'inquisition connus sous le nom d'associations islamiques dans les bureaux et ministères, les départements politico-idéologiques dans toutes les organisations militaires et policières, l'idéologisation du système éducatif et la prise d'otages des diplomates américains à Téhéran. En juin 1981, le Front national lance un appel au peuple dans ses journaux *Payâmé Jebhé Melli* et *Armâné Mellat* pour qu'il descende dans la rue et manifeste contre le projet de loi sur le Code pénal islamique. Quelque 500 000 personnes descendent dans la rue et scandent des slogans hostiles au régime. Les forces de l'ordre ouvrent le feu sur les manifestants, faisant des morts et des blessés. Suite à cette manifestation, de hauts responsables du Front national

sont arrêtés et leurs biens saisis. Plusieurs membres de haut rang de ce parti politique s'enfuient. Les relations entre l'Organisation des moudjahidines du peuple et l'âyatollâh Khomeiny se détériorent, car ce dernier s'oppose à la candidature de Massoud Radjavi, leader de cette Organisation, à l'élection présidentielle. En conséquence, les moudjahidines rejoignent le président Banissadr dans ses critiques du PRI, (parti de la République islamique), des tribunaux révolutionnaires et de l'entrave aux actions présidentielles faite par les Islamistes. Alors que le désaccord entre Banissadr et le parlement et la justice atteint son niveau le plus élevé, l'Organisation des moudjahidines du peuple propose l'idée d'un référendum, idée saluée par d'autres groupes critiquant le régime. Mais l'idée de référendum se heurte à l'opposition farouche de l'âyatollâh Khomeiny. Dans le même temps, des groupes de pression et des forces paramilitaires attaquent régulièrement les discours du président et des heurts éclatent entre les partisans de Banissadr et les milices. En 1981, les Corps des gardiens de la révolution islamique et l'Organisation des moudjahidines du peuple finissent par s'affronter manu militari dans Téhéran. Au début du conflit armé, l'âyatollâh Khomeiny invite les moudjahidines à déposer leurs armes et à dialoguer, mais ils refusent. Ils ont l'intention de s'emparer du pouvoir avec l'aide de Banissadr, appuyé par l'armée. Ce dernier étant destitué, le régime s'adonne alors au massacre des moudjahidines partout dans le pays. À partir de ce moment-là, ceux-ci révèlent l'assassinat de leurs camarades par le régime. Leurs informations sont fiables du fait que certains membres de leur Organisation s'étaient joints aux organes clés du régime au début de la révolution. L'Organisation avait réussi à gagner le soutien de nombreux lycéens et jeunes. En publiant des titres révolutionnaires et de nature à susciter l'émotion, ils vont appeler les Iraniens à descendre dans la rue pour renverser le régime.

A la une du numéro 127 du journal Modjahéd du 23 juin 1981 :

"Plus de 500 000 Téhéranais ont manifesté contre le coup d'Etat ; les mercenaires armés du régime réactionnaire ont ouvert le feu" ; "Exécution de plus de 20 membres braves et innocents du Peuple par les réactionnaires sangsues au pouvoir" ; "Les gardiens du régime réactionnaire visent les manifestants à coup de mitraillettes et leur arrachent le cerveau et le cœur" ; "Violente attaque des milices contre la cérémonie commémorant Chariati" ; "Massacre en masse de Téhéranais ce 20 juin : soit une tache indélébile pour le régime réactionnaire".

Le journal Modjahéd va poursuivre sa politique de divulgation pendant les deux années suivant son interdiction en 1981. Ce journal est distribué en ville, mais plusieurs de

ses distributeurs sont arrêtés et exécutés sans délai. Khomeiny et ses alliés demandent au gouvernement provisoire d'adopter une loi pour contrôler la presse alors que la Constitution n'est pas encore été adoptée. Mais le Code de la presse que le Conseil de la Révolution et le gouvernement intérimaire ont rédigé pour la presse n'est pas suffisamment précis et applicable. Le comportement extralégal de Khomeiny envers la liberté d'expression et la presse apparaît au grand jour lors de la saisie du quotidien Âyandegân (voir "L'âyatollâh Khomeiny et le pouvoir" Parti II point 1-1) : Reconnu coupable d'être contre la Révolution, le journal est interdit par le tribunal de la révolution. Trois jours après la fermeture d'Âyandegân et l'appel de certains partis à une manifestation, l'âyatollâh qualifie d'erreur la chance qu'il avait donnée à l'opposition, qu'il juge désormais corrompue :

« Si après avoir fait tomber le régime vénal du shâh, nous avons agi de façon révolutionnaire en cassant la plume des journalistes mercenaires et en fermant tous les journaux corrompus, en jugeant leurs chefs d'édition, en bannissant les partis corrompus et châtiant leurs leaders, en érigeant des potences sur les grandes places et en écartant les corrompus et les corrupteurs, nous n'aurions jamais tant de mal. Si nous étions révolutionnaires et n'avions pas laissé ces groupes se faire connaître, si nous avions interdit tous les partis et fronts, et avions mis sur pied le seul parti Hezbollah pour les déshérités, nous n'aurions pas tant de mal. Je me repens d'avoir commis cette erreur. »³⁸⁰

Khomeiny promet d'agir de manière révolutionnaire et demande au procureur de la Révolution d'interdire tous les journaux qui ourdissent des complots et de juger leurs contributeurs. Il demande aussi la même action contre les partis et leurs chefs. Le procureur général, l'âyatollâh Ahmad Azari Qomi, exécute cet ordre quatre jours plus tard. Il arrête tout d'abord le premier secrétaire du Front Démocratique national, Hedâyatollâh Matine Daftari, petit-fils de Mohammad Mossadegh, et fait saisir ses biens. Le Front a toujours soutenu le journal Âyandegân et appelé à une manifestation contre sa fermeture. Puis c'est au tour du parti démocratique du Kurdistan en Iran d'être interdit par le Conseil de la Révolution. L'intolérance du régime face à la critique transforme petit à petit la volonté des dirigeants au pouvoir en loi. On en constate l'exemple dans l'affaire du quotidien Âyandegân. Les intérêts nationaux et la sécurité nationale supplantent les intérêts individuels, et toute critique de Khomeiny équivaut à un acte sacrilège et d'ignorance des intérêts nationaux. Un autre exemple d'ingérence extralégale de Khomeiny remonte à 1985. La distribution du journal Resâlat (organe du Bazar) sur le champ de bataille avec

³⁸⁰ - Journal Ettelâat du 18 Août 1980

l'Irak a été interdite par Khomeiny parce que le journal promouvait l'économie de marché libre et opposait l'économie gauchiste au régime. La lecture de Resâlat a apparemment donné lieu à des conflits entre les soldats.

« Durant la guerre, le journal Resâlat s'était fait connaître en tant que voix de l'opposition. Il critiquait les politiques exécutives du pays et du gouvernement. Les champs de bataille avaient besoin de calme, voilà pourquoi la distribution de tels journaux qui mettaient en évidence les conflits au sein du régime a été interdite. »³⁸¹

Un autre facteur à l'origine de la fermeture des journaux à l'époque est la mythification de personnages révolutionnaires à laquelle ils se sont adonnés. Cela contrariait l'âyatollâh Khomeiny de voir d'autres personnes que lui devenir des héros, et c'est pourquoi il sévit contre les journaux qui mythifiaient d'autres que lui. Le journal Enghelâb Eslami fut l'une des victimes de son manque de tolérance à ce sujet. Banissadr, premier président d'Iran après la Révolution, acquit une telle popularité que Khomeiny et le PRI, parti de la République islamique, dressèrent des obstacles sur son chemin. En revanche, Banissadr avait consacré une chronique dans son journal pour parler de son conflit avec l'âyatollâh Khomeiny. Le tribunal avait accusé le journal de semer la zizanie. Par son attitude autoritaire, le guide suprême a voulu faire de lui-même l'incarnation de la loi. Les actions extralégales entreprises par l'âyatollâh Khomeiny et ses alliés pour contrôler la presse commencèrent avec la prise d'assaut des bureaux des organisations politiques, la fermeture des journaux et des universités, l'arrestation, l'emprisonnement et le meurtre d'un grand nombre de dissidents.

1-7-2. Le contrôle légal de la presse

- L'autorisation de publication - Le Code de la presse adopté le 11 août 1979 par le Conseil de la révolution interdit la publication des journaux sans avoir eu l'autorisation du gouvernement. Le Code de la presse exige que les journaux obtiennent leur autorisation de publication du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique. Après l'adoption de cette loi, certains journaux n'ont pas pu obtenir l'autorisation et ont été fermés par le tribunal de la révolution.

³⁸¹ Doâï M. le site histoire iranienne, le 4 juillet 2012

- Le Tribunal révolutionnaire - Les tribunaux, surtout le tribunal révolutionnaire, entrent en action contre les journaux politiques qui critiquent le PRI, parti de la République islamique et la politique de l'âyatollâh Khomeiny. Les tribunaux sont contrôlés par Khomeiny et le PRI. En août 1979, 20 journaux sont fermés sur l'ordre du procureur de Téhéran (cf. Parti II, point 1-4 " Les tribunaux et le pouvoir"). Il a ordonné aux huissiers de se rendre dans les bureaux des journaux qui perturbent l'opinion publique, ourdissent des complots contre le régime islamique d'Iran et entravent l'ordre public, et de sceller leur porte. Trente-sept jours plus tard, la journaliste italienne Oriana Fallaci interroge l'âyatollâh Khomeiny sur la fermeture des journaux liés au communisme ou à la gauche :

« La liberté ne pourrait être interprétée comme liberté de complot et de corruption, répondit Khomeiny. »³⁸²

La fermeture des journaux, la suspension de leur licence et le licenciement des journalistes ne se limitent pas aux journaux Keyhân, Ettelâât et Âyandégân. Bohloul, le premier journal satirique après la révolution islamique, sera interdit le 22 juillet 1979.

« Avec l'intervention des tribunaux, le nombre des journaux qui s'était élevé à 253 durant quelques mois après la révolution a été ramené à 62 en un an. »³⁸³

1-7-3. Le contrôle illégal de la presse

Les groupes de pression ont toujours été des moyens efficaces aux mains de la République islamique. Ils ont toujours été payés par les dirigeants pour descendre dans la rue, pour scander des slogans, s'attaquer à des gens, saccager des bâtiments et propager la peur. Le pouvoir judiciaire a toujours fait semblant de condamner les actions de ces groupes, mais elle ne les a jamais attaqués en justice. Parmi leurs actes illégaux en 1979 figurent notamment la prise d'assaut des bureaux du Front démocratique national et du Front des Fadâiyân Khalgh, les attaques contre les universités, la communauté kurde à Téhéran, les locaux des barreaux et des écrivains indépendants. L'occupation arbitraire de l'imprimerie d'Âyandégân, l'arrestation illégale des journalistes, la fermeture des journaux imprimés dans l'imprimerie d'Âyandégân, comme de Nedâyé Azadi et Keyhân Azâd, et la

³⁸² - Keyhân du 27 septembre 1979

³⁸³ - Bijani Maryam ; *Fekré Azadié Matbouat* ; (La pensée de liberté de la presse) Ed. Centre des études et recherches médiatiques du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique, 2005 p. 100

suspension du journal Peyghâm Emrouz comptent au nombre des opérations lancées en vue de contrôler la presse par l'intimidation. Suite à l'interdiction du journal Peyghâm Emrouz, son comité de rédaction annonce dans un communiqué :

« Ce journal qui a rempli son devoir médiatique pendant des mois malgré les menaces et l'intimidation des groupes de pression se trouve à un stade où il ne peut plus fermer les yeux sur les dangers physiques et financiers qui menacent les ouvriers de l'imprimerie. Le comité de rédaction cesse de publier Peyghâm Emrouz en signe de protestation contre les conditions de travail insupportables et dangereuses. »³⁸⁴

Au début de la Révolution, certains journaux ne révélaient pas même leur adresse afin de se prémunir des attaques des groupes de pression. Le 16 mars 1980, une explosion survient dans le bureau du journal Bâmdâd au petit matin. Il n'y a eu ni victime ni blessé parce que personne n'était encore arrivé.

1-7-4 Le contrôle de la presse par la distribution de pots-de-vin

Un des piliers d'un gouvernement démocratique est le développement économique et le soutien du gouvernement en faveur des entrepreneurs pour la création d'emplois et la croissance économique. Un gouvernement démocratique a besoin du peuple, d'impôts et de production pour subvenir à ses besoins financiers. Donc, il est obligé de prêter attention à leurs opinions afin de faire fonctionner l'économie. Mais en Iran, riche en pétrole et en gaz, le gouvernement ne dépend pas du peuple pour son budget et il ne prête guère attention à ses points de vue. En Iran, le peuple est en quelque sorte l'employé du gouvernement. L'existence d'une telle structure économique et l'indépendance économique du pouvoir vis-à-vis du peuple a des répercussions sur la presse. Le pouvoir se prend pour le propriétaire des médias et il estime qu'accorder l'autorisation est une bénédiction pour le journal. Le régime islamique autorise le gouvernement à s'ingérer dans les affaires de la presse pour faire de la propagande positive en sa propre faveur. Les médias privés sont dépourvus de toute immunité. En Iran, deux ans après la révolution, le régime réprime la presse d'opposition et il n'autorise que les journaux qui défendent les politiques et les programmes du régime. Le régime est allé jusqu'à s'ingérer dans l'importation du papier journal et sa subvention afin de pouvoir mieux contrôler la presse.

³⁸⁴ - Ghasemi.F.op.cit.p.143

Dans les premiers mois de la Révolution, les propriétaires des journaux à grand tirage ont plus d'impact que d'autres entrepreneurs en matière politique. Par conséquent, ils se voient confisquer leurs biens. Après la révolution islamique, les équipements d'imprimerie saisis par le régime représentent plus de 90% de l'industrie de l'imprimerie du pays. En s'emparant de cette industrie, le régime devient le plus grand actionnaire de ce secteur. Les imprimeries confisquées sont mises sous contrôle du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique. Les journaux étatiques comme Keyhân et Ettelâât, qui bénéficiaient déjà d'aides financières du gouvernement, sont dotés d'imprimeries. Ainsi, le secteur privé n'a plus aucune chance de rivaliser avec les journaux étatiques. L'ingérence du gouvernement dans les affaires financières de la presse se manifeste au début de la guerre lorsqu'il leur propose du papier pour un prix dérisoire. Le gouvernement fournit aux journaux la devise étrangère nécessaire aux taux de change officiel pour qu'ils puissent s'acheter du papier à l'étranger. Par conséquent, les journaux commencent à dépendre du gouvernement pour le papier. Le bas niveau du prix de vente des journaux par rapport à leur coût réel pousse le gouvernement à mettre le papier journal sur la liste des marchandises de base, fortement subventionnées en Iran. À ce propos, le gouvernement doit consacrer chaque année une part du budget à l'importation de papier journal, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique étant chargé de fournir du papier subventionné aux journaux. C'est de ce ministère que dépend l'octroi ou non de papier aux journaux. De plus, le gouvernement accorde des prêts à bas taux d'intérêt, des lots de terrain et des bureaux aux journaux afin d'en faire ses obligés. Sa politique de fourniture de facilités aux journaux n'a jamais été claire, elle lui sert à faire pression sur la presse. S'agissant de la presse indépendante, le gouvernement la maintient toujours dans une situation fragile. La presse pro-gouvernementale bénéficie, elle, toujours d'une marge de sécurité. Elle poursuit son travail sans aucune inquiétude par rapport à son lectorat, ni au sujet de sa qualité. Le pouvoir iranien utilise la presse et les médias comme instruments pour réaliser ses propres objectifs et mobiliser le peuple en cas d'urgence. La presse n'a pas d'autre tâche à accomplir. En outre, la domination du pouvoir sur toutes les affaires concernant la presse ne laisse aucune place pour la formation d'un organe indépendant de

³⁸⁵ - Djafari Mehrnouché, *Rahbordé Toseyé Matbouat*, (Stratégie du développement de la presse) Ed.

Réssaneh .Téhéran 2005 pp. 26-28

la presse. La presse est conditionnée par le gouvernement, ce qui débouche sur plus d'exigence de la part de celui-ci.

« De 1979 à 1981, 175 journaux au total ont été interdits au total. »³⁸⁶

Bien que le Code de la presse ait rejeté la censure et la pression sur la presse, rien ne s'est passé ainsi dans la pratique. La fermeture de journaux, l'intimidation et le licenciement de journalistes, l'interdiction de publication et de distribution, et d'autres ingérences sont constatées dès les premières années de la Révolution. Tout cela pour faire pression, censurer et contrôler la presse. Étant donné l'ingérence indirecte d'individus puissants dans les affaires de la presse, il était impossible de désigner des responsables bien définis pour pouvoir les attaquer en justice. Les articles 30-39 prévoient l'instruction des délits de presse dans un tribunal en présence d'un jury. Mais ces articles n'ont pas été appliqués. Le Code de la presse reconnaît l'union de la presse mais le régime a interdit au Syndicat des journalistes de se réunir. Le premier Syndicat de journalistes et de correspondants commencera ses travaux 17 ans après la Révolution islamique.

1-8 Le journalisme au début de la Révolution

Durant les sept premiers mois de la Révolution, la plupart de ceux qui travaillent pour les journaux à grand tirage sont des journalistes professionnels sans aucun attachement au régime islamique. Mais suite à la mise en œuvre d'un monopole du pouvoir sur la presse, seuls les journalistes liés au régime sont autorisés à travailler. Pendant cette période-là, de nouvelles personnes sans aucun passé dans le journalisme rejoignent les journaux grâce à leur seule proche relation avec le régime. Ces deux générations vont bien coopérer pendant la première année de la Révolution. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique organise même en 1980 le premier cours intensif de journalisme dans le bureau d'un des journaux du matin de Téhéran. Par la suite, la plupart des journaux perdent leur professionnalisme, ils deviennent les porte-parole des partis politiques. Par leurs propos agressifs, ils s'avèrent être plutôt des révélateurs de la situation que des moyens d'information. Les journalistes professionnels de l'avant-révolution sont divisés en trois groupes au début de la Révolution : ceux qui disent adieu au journalisme, ceux qui se rendent à l'étranger pour exercer leur profession et ceux qui s'adaptent aux nouvelles

³⁸⁶ - Chahidi H. op.cit. p. 50

conditions et coopèrent avec les nouveaux venus de la Révolution. Un certain nombre d'anciens journalistes restés en Iran malgré l'interdiction qui leur est faite de travailler avec de grands journaux vont lancer des revues spécialisées.

- LE TIRAGE DES JOURNAUX

Les données précises concernant le tirage des journaux dans les premières années de la Révolution sont indisponibles. Seul le quotidien Keyhân a indiqué des chiffres, entre 100 et 300 000 exemplaires par jour.

- LE PRIX DE VENTE DES JOURNAUX

La plupart des journaux ne mentionnent pas leur prix et ne fournissent pas de renseignements sur leur abonnement. Sans doute certains d'entre eux étaient-ils distribués gratuitement. L'hebdomadaire Macheverat (Consultation), publié par les leaders des ouvriers combattants mentionne "coopération 10 rials" au lieu d'indiquer le prix réel. Un petit nombre de journaux annoncent la totalité des aides financières qu'ils reçoivent. La revue Tché Bayad kard ? (Que faut-il faire ?) annonce dans son 11^{ème} numéro qu'elle dépend de l'aide financière de ses lecteurs.

Quelque dix mois après la Révolution islamique, les prix d'importation des matériels nécessaires au journalisme et du papier journal augmentent. Certains journaux décident alors de répercuter cette augmentation sur leur prix, comme l'écrit Âvayé Mâzandaran dans son éditorial du 24 novembre 1979. Le journal Enghelâb Eslami venait auparavant de publier une annonce (le 25 juin 1979) demandant du papier journal. Certains journaux de gauche sont soutenus financièrement par l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques).

« L'URSS apportait son soutien financier aux journaux de gauche en leur envoyant du papier journal en camion. Le journal Mardom, appartenant au Parti Toudeh était plus influent que d'autres journaux de la gauche. Mais en 1980, le régime islamique commence à confisquer les camions qui importaient du papier de Russie. »³⁸⁷

³⁸⁷ Entretien avec l'écrivain Iraj Mesdaghi, été 2012

Pendant un an et demi après la Révolution, la propagation des messages par les journaux est importante. Les journaux ne contiennent pas de publicité parce que la Révolution islamique exige de lutter contre le consumérisme ; en outre, les propriétaires des usines étant partis, la production entrainait en stagnation. La seule façon de compenser les coûts des journaux était dorénavant de les vendre. On ne parlait plus de l'abonnement mensuel ou annuel.

- FRÉQUENCE DES PUBLICATIONS

Sur 253 journaux étudiés, des informations précises sur la fréquence de publication de 107 d'entre eux sont disponibles. La plupart des journaux publiaient irrégulièrement, mais quelques-uns publiaient régulièrement. Par exemple, le numéro 4 de la revue hebdomadaire Sétaré Eslam (L'Etoile de l'Islam) paraît 128 jours après le numéro 3. Selon notre enquête, 60 pour cent des journaux étaient des hebdomadaires, 29 pour cent bihebdomadaires, 11 pour cent des quotidiens, 7 pour cent des mensuels, 2 pour cent trihebdomadaires et un pour cent paraissait tous les trois jours. Ceci montre que la principale préoccupation des journaux était de faire passer leur message.³⁸⁸

- LES SIÈGES

Soixante-treize pour cent des journaux examinés étaient basés à Téhéran, et les autres dans les villes des provinces. Plus de 9 journaux paraissaient dans la ville de Sanadaj à l'ouest de l'Iran, seconde ville d'Iran pour le nombre de sièges de journaux, suivie par Tabriz (au nord-ouest), Ahvaz (au sud-ouest) et Racht (au nord).

- NOMBRE DE PAGES

Le nombre de pages change d'un journal à l'autre : 35 pour cent comportaient 4 pages, 34 pour cent 8 pages, 13 pour cent 6 pages, 8 pour cent 12 pages, 4 pour cent 16 pages, 3 pour cent 23 pages, 2 pour cent 2 pages, 2 pour cent 14 pages et 2 pour cent 20 pages.

- LONGÉVITÉ DES JOURNAUX

Seul l'accès aux premiers numéros de 60 journaux a été possible. Sur 253 journaux, en moyenne 15 numéros sont sortis. Pour 24 journaux, un seul exemplaire de leur premier numéro a été retrouvé. Seuls 16 journaux ont publié plus de 50 numéros.

³⁸⁸-Idem

- LES DIRECTEURS D'ÉDITION

Durant les premiers six mois de la Révolution, aucun journal ne demande une quelconque autorisation au ministre de la Culture parce que les journaux peuvent paraître sans l'accord du gouvernement, avant que le Code de la presse ne soit adopté. La première autorisation pour la parution du journal est donnée en octobre 1979. Sur 253 journaux qui étaient actifs avant l'adoption du Code de la presse, seuls 27 d'entre eux vont demander l'autorisation. Les autres cessent de paraître ou continueront clandestinement. Les directeurs des journaux auxquels le droit de publier un journal est accordé par le gouvernement se classifient en trois groupes :

- Les membres du Conseil de la Révolution et les hauts responsables de la Révolution islamique comme Abolhassan Banissadr, premier Président du régime islamique et Mehdi Bazargan, Premier ministre du gouvernement par intérim. Banissadr publiait Enghelab Eslami et Bazargan publiait Mizân.

- Les responsables des partis politiques comme l'âyatollâh Ali Khamenei du parti de la République islamique. Il publiait le journal Jomhourî Eslami avant de devenir Président puis Guide suprême.

- Les journalistes prérévolutionnaires comme le rédacteur en chef de Bâmdâd.

-L'AIDE FINANCIÈRE AUX JOURNAUX

Durant les derniers mois du régime du shâh, l'économie du pays était en état d'instabilité, la plupart des investisseurs avaient quitté l'Iran, ou les usines avaient été arrêtées. Pourtant, les ouvriers ont fait grève pour entraver toute production dans le pays. Les usines et les centres industriels appartenaient pour la plupart aux proches du shâh. En raison de la récession économique, les journaux connaissaient une forte baisse de revenus. Le quotidien Keyhân ne paraissait plus que sur 8 pages. L'importation du papier journal était devenue difficile. Pour pouvoir poursuivre leurs publications, les journaux de gauche lancèrent un appel à l'aide et ouvrirent un compte bancaire pour que les volontaires y versent une contribution financière. Il est prouvé que des gens ont aidé les journaux, bien qu'il n'y ait pas de chiffres précis disponibles. Le quotidien "Révolution islamique" paru le 20 juin 1979 a même pu mettre sur pied une imprimerie grâce aux aides des volontaires. Dans son numéro 101 du 23 octobre de la même année, le journal se penche sur ses déficits financiers, en écrivant :

"Puisque les dépenses et les revenus ne s'équilibrent pas, nous proposons les solutions suivantes : - Diminuer le coût de la distribution sans qu'elle soit entravée.

- Diminuer les dépenses courantes.

- Avoir recours à l'aide de la population."

-L'AIDE FINANCIÈRE AU SYNDICAT DES JOURNALISTES

Six mois avant la révolution, les journalistes iraniens cessent de travailler en raison de l'ingérence des militaires dans leurs affaires. Leur grève ajoute à leurs problèmes financiers. Le Syndicat des journalistes ouvre un compte bancaire pour que les volontaires puissent aider les journalistes. En quelques jours, 60 millions de rials ont été versés sur le compte.³⁸⁹

- INFLUENCE GRANDISSANTE DE LA PRESSE PAR RAPPORT À LA RADIO ET À LA TÉLÉVISION

1. Au début de la Révolution, il n'y a que deux chaînes de télévision et une chaîne de radio, toutes contrôlées par le pouvoir. La Constitution iranienne interdit l'établissement de radios et de télévisions privées, seule la presse privée est autorisée. A cette époque, la télévision ne diffuse que sept heures de programmes par jour. Toujours selon la Constitution, la radio et la télévision sont, elles, sous le contrôle direct du guide suprême et toute enquête sur les organes contrôlés directement par le guide suprême est interdite.

2. L'accès aux journaux est facile pour tout le monde, et chacun peut emprunter le journal de quelqu'un d'autre.

3. Les messages transmis par les journaux sont plus durables que ceux diffusés à la radio ou à la télévision.

4. Les programmes télévisés se penchent surtout sur les questions sociopolitiques alors que les journaux peuvent également consacrer des pages à d'autres sujets.

5. Les programmes de la radio sont consacrés essentiellement à la religion. Les émissions musicales et de divertissement sont interdites. Par conséquent, la radio et la télévision ne sont guère attractives.

³⁸⁹ - "Chronologie de la révolution", le 29 novembre 1978, Saïd Bashirtash, Ebrahim Nabavi

Conclusion

En Iran, la presse est devenue plus instable et inefficace, et son mode de fonctionnement s'est éloigné de l'indépendance chaque fois que le régime s'est ingéré dans ses affaires. Dans cette situation, les journaux deviennent indifférents à la vie quotidienne de la population iranienne, car ils n'obéissent qu'au régime. Quand le pouvoir se concentre, le journalisme se limite à écrire l'actualité du régime. Il n'y a donc plus de place pour les critiques alors qu'une presse indépendante et libre est censée critiquer le pouvoir. La liberté de la presse a une relation inverse avec la centralisation du pouvoir politique. A chaque fois que le régime a été fort, il a imposé plus de restrictions à la presse. Sous le régime du shâh, la presse était sous pression et censurée. Avec la victoire de la révolution islamique, la presse n'a été autorisée à s'exprimer librement que pendant 8 mois. La liberté relative dont la presse a bénéficié aux premiers mois de la Révolution est due à l'ouverture politique résultant de la faiblesse du gouvernement central. Autrement dit, si durant les deux premières années de la Révolution le régime islamique était une théocratie, petit à petit une autocratie absolue a pris le relais. On peut définir trois périodes pour la presse sur les deux premières années de la Révolution :

1- Entre le départ du shâh en janvier 1979 et le mois d'août 1979

Les journaux publient librement sans avoir besoin d'autorisation. Aucun contrôle ne s'exerce sur la presse. Les différents groupes politiques publient 253 journaux pendant cette période.

2- Du 24 juillet au 11 août 1979

Avec l'adoption de la loi exigeant que la presse obtienne l'autorisation de publier, le nombre des journaux baisse. En même temps, l'esprit monopoliste du parti de la République islamique et des alliés radicaux de l'âyatollâh Khomeiny resserre l'étau autour de la presse d'opposition. Le nouveau Code de la presse fait baisser le nombre de journaux.

3- Du 11 août 1979 au début de la guerre Iran-Irak en septembre 1980

Les journaux d'opposition sont fermés. Le journal Eghelâb Eslami du Président Banissadr est interdit. Avec le déclenchement de la guerre, le pouvoir se concentre aux mains des Islamistes. Des journalistes quittent l'Iran ou sont remerciés.

SOMMAIRE DES THÉORIES SUR LA CONCENTRATION DES POUVOIRS EN IRAN

La structure politique de l'Iran, après la révolution islamique de 1979, correspond bien aux théories conçues par Samuel Huntington, Max Weber et Nâsser Kâtouzian (la théorie de l'autocratie iranienne). Selon la théorie de Huntington, le gouvernement procède à la répression sur le court terme pour obtenir une légitimité et le développement du pays. Au début de la Révolution islamique, le régime islamique d'Iran bénéficie du chaos de l'époque pour réprimer et purger les groupes politiques d'opposition en vue d'instaurer de l'ordre dans la société. Après la répression, le développement économique prime sur le développement politique. La République islamique d'Iran a procédé à la répression, aux menaces, au massacre et à l'imposition de la monophonie sur la société. Ces politiques correspondent bien à la théorie de totalitarisme marxiste. Après son arrivée au pouvoir, la République islamique a bien profité de la faiblesse de la solidarité politique et des bras de fer internes afin de monopoliser toutes les sources du pouvoir telles que l'armée, les organisations administratives, les organes éducatifs et légaux ainsi que les médias de masse sous divers prétextes comme l'instauration de l'unité nationale. Le régime renforçait sa mainmise sur le pouvoir en l'absence des organes civils. L'établissement du parti de la République islamique a aussi aidé le régime à centraliser le pouvoir et réduire la rivalité et la participation politique et sociale de la population.

Dans la sociologie de Weber, qui est d'ailleurs la sociologie de la domination, le gouvernement est une structure politique qui contrôle le pouvoir de façon légitime mais avec l'aide de vigiles. C'est le gouvernement qui décide des limites concevables du droit à l'usage de la force à accorder au peuple et aux groupes. C'est pourquoi la participation à la politique est donnée comme synonyme de la contribution au pouvoir. Weber fait une différence entre le pouvoir et la domination afin de mieux expliquer le rôle du gouvernement dans diverses sociétés. A ses yeux, le pouvoir représente une inégalité s'inscrivant dans le cadre d'une relation sociale, que les groupes ou individus peuvent imposer à autrui malgré toute résistance, mais la domination consiste à l'acceptation volontaire d'un individu par un groupe. La différence entre le pouvoir et la domination s'inscrit dans la différence entre les motifs d'obéissance. La domination est l'occasion qu'a un individu de trouver des personnes déterminables prêtes à obéir à un ordre de contenu déterminé. Dans ce cas, la force dominante cherche à persuader les obéissants de reconnaître sa légitimité. Selon Weber, la domination s'appuie sur trois types de légitimité : la domination traditionnelle qui prend sa légitimité de la régularité intrinsèque des

coutumes et des traditions, la domination charismatique dont la légitimité vient de l'autorité personnelle du chef ou de la force héroïque d'une personne, et la domination rationnelle légale dont la légitimité vient du respect de la loi. La domination ne distingue pas entre les affaires publiques et les affaires privées des obéissants, le pays et la société sont considérés comme la propriété privée de l'individu au pouvoir et les avis de ces derniers ont la force de loi. Dans un tel système, ce n'est pas la loi qui nomme ou limoge des responsables parce que ces derniers sont tous des proches de l'homme au pouvoir ou de sa garde rapprochée. Les citoyens sont comme ses serviteurs et ils reçoivent toujours des ordres de leur supérieur. Dans le système patrimonial de Weber, les organes administratifs et les organisations militaires sont les principaux outils utilisés par le gouvernement dans la gestion des affaires. La formation des forces militaires est aux mains de l'homme au pouvoir et c'est lui qui procède aux limogeages et aux nominations quand il le désire. Le gouvernement est le fief de l'homme au pouvoir et par conséquent, le capitalisme ne croît pas suffisamment. C'est ainsi qu'après la victoire de la Révolution islamique, l'âyatollâh Rouhollah Khomeiny, une figure charismatique, supplante la loi pour créer l'unité dans la société. En raison des croyances religieuses de la population, le caractère religieux et charismatique de l'âyatollâh Khomeiny a mis sur pied la domination façon Weber et même accordé la légitimité à son pouvoir. Le chercheur iranien Hossein Bachirié qualifie les gouvernements iraniens d'autocratiques et de patrimoniaux. Il est convaincu que dans un tel système, les organes administratifs et militaires sont plus puissants que les ressources économiques, tandis que le gouvernement, s'appropriant la légitimité, cherche à sauvegarder sa légitimité et sa "sainteté" tout en bénéficiant des médias et du secteur de l'éducation afin de garantir sa survie. En Iran, chaque fois qu'il y a eu un gouffre entre le pouvoir politique et la sainteté de l'homme au pouvoir, le régime a perdu sa légitimité. A ce propos, Khomeiny s'efforçait de garder son monopole sur le pouvoir par le biais du contrôle des médias, des organes administratifs et du secteur éducatif qui renforçait sa sainteté.³⁹⁰

³⁹⁰ - Bachirié H. op.cit.pp. 105-124 - Voir aussi :

- Bachirié H. 'Les racines sociales de la dictature et le développement' (Richéhayé Edjtemaïé Dictatori Va Tosséé). 1989, Université de Téhéran

- Nik-Gohar Abdol-Hossein .La sociologie de Marx Weber, traduit. l'édition Niâkân, Téhéran, 1983

- Katouzian Homayoun. Les concepts politiques et économiques d'Iran, Ed. Markaz, 1993,

Homayoun Kâtouzian a évoqué la théorie de l'autocratie iranienne. Selon lui, les gouvernements en Iran n'ont jamais représenté les classes sociales et ils se sont toujours emparés du pouvoir pour s'approprier la légitimité. C'est la raison pour laquelle il n'a jamais existé un cadre pour contrôler les décisions prises par le gouvernement dont les avis ont force de loi. Dans une telle société où tout est sous le contrôle du gouvernement, les classes sociales s'en détachent. Ces groupes détachés obéissent au gouvernement au pouvoir et le fustigent en cas de faiblesse, tentant alors de le faire tomber. Dans une telle société autocratique, connue sous l'appellation de "la société pre-law", les promotions et les déclassements se font rapidement et n'importe qui peut obtenir un poste élevé du pouvoir. Sous un tel régime politique, la chute de l'autocratie n'entraînera jamais la chute de la dictature parce qu'il n'existe aucun mécanisme légal pour la transition du pouvoir et qu'un pouvoir supplante l'autre.

-
- Miller W G. "Political Organization in Iran; From Dowreh to Political Party" Middle East Journal , vol.23,
 - Jams Bill. the politics of Iran; Group, Classes and Modernization (New York. 1962)
 - Zonis M. The Political Elite of Iran (Princeton : Princeton University Press, 1961)
 - Huntington S. P. Political Order in Changing Societies .(New Haven Yale University Press, 1969)

Chapitre 2 - La société civile

Le pouvoir politique et la société civile sont deux variables indépendantes qui influencent la qualité et la quantité de la presse. C'est lorsqu'il y a équilibre et distinction des pouvoirs et qu'une variété d'organisations civiles a été formée, que la presse se développe. Et lorsque le pouvoir politique est centralisé et les institutions civiles affaiblies, la presse se développe moins. Dans les systèmes de développement, les plus importants facteurs sociaux modérateurs du pouvoir politique du gouvernement sont la participation et la concurrence des différents groupes de personnes dans la communauté afin d'élaborer la base de la société civile. De plus, l'augmentation des organisations de la société civile et des groupes locaux (espace public) permet également d'accroître la participation de la population dans tous les domaines. Parallèlement à ce développement, la presse fonctionne comme outil de communication dans l'espace public entre le pouvoir et le public. Et en retour, ce mouvement et ce dynamisme au sein de l'espace public ont une influence qualitative et quantitative sur la presse.

« Selon les sociologues, la société civile, ou espace public, se situe entre la zone d'Etat et l'espace privé, là où les citoyens prennent des décisions collectives, surveillent le pouvoir et imposent leur volonté. En d'autres termes, la société civile est un ensemble d'institutions et d'organisations actives dans différents domaines, le commerce, le social, la politique... qui sont indépendantes et ont leurs propres règles. Par leur libre opinion, elles sont un intermédiaire entre le pouvoir et le peuple. Ces institutions sont le garant de la liberté et du développement de la participation populaire, que contrôle et exploite un pouvoir autoritaire. »³⁹¹

Dans une autre définition de la société civile, nous lisons qu'elle est constituée par les organisations syndicales indépendantes de la société civile, sociale et politique, les groupes de toutes les couches et classes sociales qui d'une part, définissent les opinions des membres de l'organisation, et d'autre part reflètent les exigences et les vues du système politique et de la société. Leurs décisions sont réellement efficaces sur le système social et politique. Ces groupes sociaux ne sont pas affiliés au gouvernement, mais ils ont un rôle

³⁹¹ - Sepehr Massoud 'La place de la presse dans la réalisation de l'espace publique iranien' (djaygah matbouat dar tahaghoghé djaméyé madanié irani) Extrait des articles du second séminaire sur la presse. Ed makazé Motaleaté Ressaneh Téhéran 2012, p. 56

décisif dans l'élaboration de leur pouvoir politique, ils sont accessibles au public qui a le choix de sa participation. « La tâche de cet espace public est de démocratiser le pouvoir de l'Etat et d'empêcher la monopolisation du pouvoir entre les mains du gouvernement. Quand la société civile trouve une cohérence qui n'est pas seulement l'indépendance par rapport au pouvoir politique, ou son autonomie, elle exerce en plus une influence sur l'exercice et le contrôle du pouvoir... »³⁹²

« La société civile qui est un espace public, une relation entre le gouvernement et le peuple, se concrétise dans les institutions parlementaires, les partis et la communication de masse. En règle générale, on peut dire que les parlementaires, les partis, la presse et les médias sont les moyens classiques de communication entre le gouvernement et la société civile. La définition des institutions civiles retient plusieurs critères : - L'adhésion volontaire (un système ouvert) - L'indépendance par rapport au gouvernement - L'autonomie - Un but non lucratif aux fins d'utilité publique. »³⁹³

Cette section tentera d'abord de définir l'espace public entre le gouvernement et la vie privée. Nous allons étudier dans quelle mesure l'espace public a été élargi ou restreint depuis la création de la République Islamique en 1979 et comment l'espace public a réussi à étendre son territoire dans la vie privée du peuple. Dans le gouvernement de la République Islamique, l'espace public est très réduit. Après s'être approprié cet espace, le gouvernement s'immisce dans la vie privée des gens, au point de décider pour eux, de la façon de s'habiller, par exemple.

« De plus, on observe un échange d'informations entre les groupes communautaires dans l'espace public, entre eux, et aussi entre ces mêmes groupes et la presse. Les relations bilatérales se développent dans cet espace. La presse retrouve alors ses fonctions d'informer le peuple et s'autorise à critiquer le pouvoir. Enfin, en raison de la présence des institutions populaires dans l'espace public, le peuple retrouve sa confiance et peut exercer une surveillance sur le gouvernement. Cette confiance du public est une source de renforcement de sa présence et de génération d'activités dans l'espace public.

³⁹² - Bashiriyeh Hossein ' Les leçons de la démocratie pour tous' (darshayé démocrassi barayé hameh) Ed. Négahé Moâsser, Téhéran 2002 p. 93

³⁹³ - Ghâssemi Yar Mohammad, Rabétéyé dolat va jamééyé madani dar Iran az manzaré jaméé chenassi Tarikhi, (Le rapport du gouvernement et de la société civile en Iran au point de vue de la sociologie historique. Revue trimestrielle des sciences sociales, 7ème année, Université Ferdossi, p.100

En conséquence, le gouvernement cède l'espace public, en plus de son propre espace. »³⁹⁴

2-1 Les médias et la société civile³⁹⁵

Si on accepte que parmi les indices les plus importants de la démocratie il y a la présence et le rôle de la société civile et des médias, celui de la fonction de la presse reste supérieur. Car la presse, dans la culture politique, est considérée comme l'un des piliers de la démocratie. Avec cette interprétation, la présence de divers médias aux opinions différentes qui représentent les pensées de la population et ses préférences politiques, permet aussi de préserver le droit à la vie privée, et la liberté des individus et des groupes sociaux en même temps. Autoriser le public à obtenir des informations et à donner et publier son opinion est le signe le plus important de l'existence de la démocratie. Grâce à la liberté de la presse, la société civile devient plus dynamique, plus solide, plus développée et renforcée. Dans une véritable société civile, les médias sont nombreux et variés, avec des points de vue différents. Autrement dit, dans une telle société, les médias et la presse reflètent différents propos qui indiquent les souhaits, les besoins, les intérêts, les perspectives et opinions différents. Dans cet espace existe la possibilité de discussion, de dialogue, et on favorise la tolérance sociale au bénéfice d'une compréhension par le langage et la culture et au détriment de la pratique de la violence. On peut dire que la presse, dans l'espace public, favorise l'atmosphère de libération, participe à la croissance et à l'expansion des libertés individuelles et au respect mutuel de chacun. Dans cette société, la propagation de l'expression devient un caractère de masse et le peuple s'exprime massivement dans cet espace public. Cependant, si les médias sont monopolisés par un groupe gouvernant qui a l'argent et le pouvoir, ce groupe utilise l'énergie des médias pour créer des conflits afin d'en profiter pour rester le dominant. Dans une telle société, la distribution du pouvoir et également des avantages économiques sociaux et culturels sont sévèrement limités ; de ce fait, les mécanismes de compréhension et d'empathie sont paralysés et deviennent inefficaces.

³⁹⁴ - Cf. Milâni Abbas, Dolat va jamééyé madani, ('Le gouvernement et la société civile') (dolat va jamééyé madani) Ed. Akhtarâ, Téhéran 2005

³⁹⁵ - Cf. Nâmvar Ali-Reza. 'L'apparition et le déclin des premières sociétés civiles' (zohour va ofoulé avaline jamééhayé madani) Université de Téhéran 1993.
- Kâtouzian Mohammad-Ali. 'Neuf articles sur la sociologie historique de l'Iran' (noh maghâleh dar moredé - Jâmééchenâssi târikhié iran) Ed. Markaz.2004.

Dans cette situation, la détention d'une autorité sur la publication de la presse, qui devrait être un droit social pour la participation au développement national, est considérée comme un outil et un privilège pour certains groupes gouvernants. Dans ce cas, la presse devient un objet de répression, et cette situation entraîne la suppression des droits individuels et sociaux. La structuration d'un système médiatique pluraliste et diversifié est considérée comme un outil précieux et important de la démocratie et de la société civile. Les études historiques ont également confirmé le fait que dans différentes périodes, la croissance des institutions civiles était exactement proportionnelle au nombre de diffusions de la presse libre et indépendante. À l'inverse, de tout temps, le pouvoir politique a été tenté de réprimer et de supprimer les institutions civiles. Il a alors procédé à l'arrestation de journalistes et à des saisies et fermetures de la presse. Le point remarquable sur ce thème, c'est que chaque fois qu'une institution civile indépendante spontanée et populaire est anéantie, le gouvernement en crée une nouvelle, mais factice celle-là, comme les syndicats et les groupes attachés au gouvernement qui sont uniquement là pour combler l'espace public et sont vides de toute présence des différentes couches sociales. On voit aussi qu'en même temps, dans cet espace, les journaux indépendants et non affiliés ont été fermés tandis que les journaux dépendant du gouvernement ont vu augmenter leur nombre. Ils ont pris la place des journaux indépendants. Par exemple, après les sept derniers mois de la victoire de la Révolution islamique, le tribunal révolutionnaire a fermé 20 journaux parce qu'ils étaient contre la Révolution islamique et critiquaient les intérêts du nouveau régime islamique. Alors que à cette période, nous avons vu que le régime lui-même a publié différents journaux comme Jomhori Eslami, Enghelabé Eslami et que ces nouveaux journaux ont remplacé ceux qui ont été fermés. De même après la première année de la Révolution islamique, nous avons noté que, pour monopoliser le pouvoir, le régime a commencé à saisir puis à fermer les différents journaux d'opposition, avant de se tourner ensuite vers diverses associations et organisations populaires pour les fermer également, entre autres le Syndicat des Travailleurs et l'Union des Ecrivains et des Journalistes.

« La structure de la société civile est parallèle à celle des médias. La diversité des médias et l'ouverture du système des médias pour la constitution d'une société civile et pour le renforcement de celle-ci est un facteur indéniable de développement ; mais la qualité, le contenu, la performance, le type et l'ampleur de leur impact sur le public sont aussi des déterminants importants. Il est presque certain qu'aucun gouvernement ne peut prétendre à reconnaître et à répondre aux droits de son peuple sans l'ouverture et la démocratisation de la publication de la communication de presse. Si on accepte que la communauté

de la société civile soit rationnelle, le peuple connaît ses droits et les droits de l'État, les règles à respecter ; une logique, une compréhension par le dialogue, l'accession à la dignité humaine, et une morale préservent les vertus dans un climat de tolérance. Dans cette ambiance, les médias et la presse apportent de réels services, et favorisent la croissance de ces principes. »³⁹⁶

En d'autres termes, si la qualité de la presse est superficielle, si ses articles sont inconsistants, le public connaît une régression intellectuelle, et cela entraîne une paralysie de la société civile. La presse doit utiliser sa liberté afin de développer et d'élargir les différentes capacités de la société. Dans le cas contraire, la présence de la presse est une présence perturbatrice dans la société civile. En sens inverse, dans le cadre de l'application de programmes gouvernementaux et impératifs, il n'est pas possible d'avoir une qualité et un contenu favorables au développement de la société civile. La société civile abandonne peu à peu sa dépendance traditionnelle et se détache de l'autorité du gouvernement pour se diriger vers une société plus mûre et plus avertie dans laquelle chaque individu connaît ses droits. Parallèlement, les médias suivent le même chemin que la société civile. Si on reconnaît que la société civile permet la découverte et favorise la créativité de nouveaux talents, il faut admettre qu'en l'absence de société civile, la population n'a pas la possibilité, ni l'occasion, de présenter et de développer ses capacités, ni de faire l'expérience d'une vie libre. Dans une étape de transition, on remarque les manques et les faiblesses de ce cadre social. Toutefois, il n'y a pas d'étape de préparation, c'est au fur et à mesure de l'avancée qu'on rencontre les difficultés à surmonter afin d'arriver à développer et à améliorer la capacité et la créativité de la société civile. La presse va surmonter petit à petit ses faiblesses et ses problèmes et, surtout avec la participation plus active de la société civile dans le domaine des médias, les cadres et le personnel de la presse progressent intellectuellement et élèvent leur point de vue.

« Cependant comme la presse et les médias indépendants, dynamiques, informateurs, rendent la société civile solidaire et plus vaste, la presse commerciale, superficielle et sans contenu peut ralentir la construction et perturber le processus de naissance et maturité de la société civile. Dans cette situation, le rôle des organisations civiles comme les associations de presse et autres organisations professionnelles, scientifiques et culturelles est d'aider au développement de la multiplicité et de la diversité des médias d'un côté, et de l'autre côté, de fournir de meilleures conditions pour la croissance et la qualité de leur contenu. Ces organisations peuvent aider les médias sans détruire leur indépendance. Elles n'attendent aucun avantage en retour, et ne profitent pas du

³⁹⁶ - Maréfat Hâdi. Article intitulé 'civiles, Matbouât, dolat va nahâdhâyé Madani, 'La presse, le gouvernement et les institutions civiles' Second séminaire de la presse iranienne.

pouvoir de la presse. Un tel syndicat doit connaître les responsabilités et les devoirs de chaque média, peut les aider financièrement et peut contribuer à une meilleure qualification des journalistes. Le syndicat protège les journalistes et la presse de tout dogmatisme issu du pouvoir. »³⁹⁷

Nous avons vu que la quantité et la qualité des divers médias ainsi que leurs contenus sont la base d'une société civile à plusieurs voix ; dans cette société, la pluralité et la diversification des médias sont les meilleurs facteurs permettant aux différentes opinions de s'investir dans un groupe social.

« La société civile ne doit pas se contenter d'être tolérante envers ses différents groupes. Elle doit aussi encourager à se grouper et encourager les groupes à se développer. D'après Jürgen Habermas, philosophe allemand contemporain, la principale caractéristique de la société civile ou démocratique, c'est d'accepter et de reconnaître la diversité des groupes dans divers domaines, intellectuel, racial, linguistique, religieux, culturel, etc. »³⁹⁸

Lorsque les gens peuvent participer et s'exprimer librement dans l'espace public, la presse se développe par voie de conséquence. La première partie de mon exposé présente d'abord l'espace public durant la période des deux premières années de la Révolution, en 1979-1980. Puis nous étudierons les opinions des gouvernants du régime islamique à propos de l'espace public, les changements qu'ils ont effectués dans ce domaine, les relations des acteurs avec la presse et l'influence de ces relations sur la quantité et la qualité des médias. Nous porterons un bref regard sur le parcours de la société civile pendant ces années 1979-1980, sur sa croissance et son déclin, directement liés à l'attitude et à la pensée des gouvernants. L'établissement de la société civile est une étape nécessaire pour la construction du pouvoir politique dans une société. Avec la préparation de la Révolution islamique en Iran en 1979 débute la présence des partis politiques, des associations sociales et des divers groupes. Au point qu'immédiatement après la Révolution islamique, des centaines de partis et de groupes sont fondés. Les partis et groupements politiques ayant des idées différentes apparaissent et jouent un rôle dans la politique.

³⁹⁷-Forghâni Mohammad-Ali. Article intitulé, Réssânéha va jâméyé madani ; naghch va kârkardhayé Motéghâbel, (Les médias et la société civile ; la réciprocité du rôle et du fonctionnement .Fârs news 02 Fév2003

³⁹⁸- Alamdâri Kâzèh. Article intitulé : Kârkardé jâméyé madani dar javâméé démocratique (Le fonctionnement de la société civile dans les sociétés démocratiques)', le magazine Farhangué Tosséé, no 28.1997

« Durant ces deux années, 200 magazines attachés aux partis politiques sont publiés. 160 d'entre eux sont favorables aux groupes de gauche. »³⁹⁹

Cette situation s'est produite en raison de la longue période de répression politique pendant le régime du shâh, qui était un dictateur ; elle est logique, mais dans le même temps, elle pose beaucoup de problèmes au nouveau régime qui est en train de se former.

« Par ailleurs, dans cette nouvelle situation, les organes exécutifs et législatifs n'étaient pas totalement organisés. De ce fait, les partis politiques, les groupes et les syndicats qui se sont formés au début, n'avaient :

- aucune identification
- aucun programme officiel
- pas de déclaration de leur idéologie
- pas de règlement interne
- pas de régularité de fonctionnement. »⁴⁰⁰

Toutefois, certains syndicats actifs sous le régime du shâh comme ceux des Travailleurs, des Ecrivains et de la Presse poursuivent leurs activités. Les règles codifiées et les systèmes administratifs de la République Islamique formés après quelques mois de la victoire de la Révolution ne sont pas suffisamment complets pour diriger une société agitée. En outre, la diversité extrême des partis et des associations engendrée par la Révolution et la volonté de se libérer des diverses forces et puissances sociales et politiques ne sont pas facilement contrôlables. En raison de l'absence de règles et de légitimité, les activités des partis politiques se radicalisent pour la plupart. Par exemple, l'un des comportements du groupe étudiant radical contre le capitalisme est d'attaquer l'ambassade des États-Unis à Téhéran en 1980 et de détenir en otages les employés de l'ambassade pendant 444 jours. Cette prise d'otages ne respectait évidemment pas la loi internationale. Durant cette période, il n'était pas possible de contrôler les groupes et les partis politiques en raison du manque de formation et de connaissance de la diversité radicale de la société ; certains partis politiques avaient même une aile militaire. Les

³⁹⁹ - Bijani Maryam, Livre du Media Research Centre p. 99. 2005

⁴⁰⁰ - Mohammadi Madjid., Moghadameï bar jâméé madanié Iran, ('Introduction à la société civile en Iran') - Conférence sur le site de Tavâna. Avril 2011.

conflits et les litiges entre les partis, les groupes et les fondations sont caractéristiques de cette époque pendant laquelle le pouvoir n'est pas complètement stabilisé, le nombre de fondations de partis et de syndicats augmente dans l'espace public et la presse leur offre une tribune libre. Certains partis et groupes politiques ont leur propre organe et s'expriment par le biais de journaux de même sensibilité. Principalement pendant cette période, ils professent leurs opinions dans le but de s'attribuer une partie du pouvoir, car il s'agit d'une compétition pour le pouvoir. L'émergence et l'activité des diverses associations sociales et des groupes politiques ont culminé du premier au onzième mois de la Révolution islamique Iranienne jusqu'à l'adoption de la loi constitutionnelle.

« Dix mois après la révolution, 130 groupes, partis, centres et associations ont été créés en Iran, la plupart ayant une tendance de gauche. »⁴⁰¹

2-2 La Révolution islamique et la société civile

Divers groupes ont toujours influé sur les événements politiques et sociaux en Iran. La raison de cette diversité s'explique par la croissance du secteur sociopolitique et par l'engagement de divers groupes sociaux dans les affaires politiques, et également par l'entrée de nouveaux courants intellectuels et idéologiques en Iran. Globalement, on peut dire que trois principaux courants politico-idéologiques apparaissent dans l'Iran contemporain : l'Islam, le socialisme et la gauche, et le nationalisme libéral. Chacun de ces courants se traduit par diverses formes sociale, économique et politique. D'un point de vue socioéconomique, ces trois courants ont pris selon le cas une allure conservatrice, réformiste ou révolutionnaire. D'un point de vue politique, ils ont eu des tendances soit autoritaire soit démocratique. S'agissant de leur action politique, ils ont été soit pacifiques soit violents. Ces courants ont joué un rôle important dans certaines périodes historiques, mais ils sont présents pendant toute l'histoire contemporaine de l'Iran.

Immédiatement après la Révolution, tous les groupes et les différentes pensées politiques sont entrés sur le champ de bataille afin d'être présents sur la scène politique et sociale. Ces groupes et courants intellectuels s'inscrivent dans trois catégories : nationale, de gauche et islamiste. Leur idéologie s'est traduite dans le climat de la société. Chacune de ces idéologies se prolonge parmi les étudiants, les ouvriers, les femmes et au sein des

⁴⁰¹ - Mohssenian Rad Mehdi, 'La Révolution, la presse et les valeurs'. (Enghélab Matbouat va Arzeshha) Ed Ministère de la Culture et de l'Orientation, p. 212

centres culturels. Elles s'activent pour acquérir le pouvoir et contribuer aux prises de décision dans diverses affaires. Chacune a son propre journal pour promouvoir son point de vue. Le développement quantitatif et qualitatif des journaux a toujours dépendu de la croissance de la société civile. Nous allons nous attacher à expliquer les tendances intellectuelles des groupes, associations et syndicats qui étaient actifs en Iran pendant les deux premières années de la Révolution. Nous évoquerons les partis politiques, les unions d'ouvriers, de femmes, d'étudiants, les groupes culturels, les groupes de juristes, les associations religieuses et les minorités religieuses et ethniques. Rappelons que pendant les huit premiers mois de la Révolution, les journaux n'avaient pas besoin d'une autorisation gouvernementale pour publier. Chaque groupe ou parti pouvait lancer son propre journal pour lui servir de tribune. La radio et la télévision étaient toutefois sous le contrôle direct du régime islamique, et tous les groupes, partis et associations se sont donc lancés dans le journalisme pour faire passer leurs messages. Les organes des partis, des associations et des organisations non gouvernementales étaient exemptés de l'autorisation gouvernementale.

« Dans la première année de la révolution, 153 journaux appartenaient aux 128 groupes, partis et organisations, et 100 journaux se disaient indépendants. »⁴⁰²

Après l'adoption de la Constitution et la montée en puissance des Islamistes, le développement de la société civile commence à ralentir et le régime islamique s'empare de l'espace public.

2-2-1 Les groupes et partis nationalistes

L'amour pour la culture et la civilisation iraniennes, l'importance accordée aux intérêts nationaux, au respect des droits civils, à la démocratie, à la laïcité et à l'adoption d'une Constitution à l'occidentale figuraient parmi les caractéristiques de ces groupes, nés sous le régime de Reza Shâh en 1930. Un des plus importants effets de cette idéologie sur les événements politiques de l'Iran contemporain est apparu dans le mouvement de nationalisation du pétrole sous le mandat de Mohammad Mossadegh, le célèbre nationaliste iranien. Dans les luttes menant à la victoire de la Révolution islamique, les nationalistes se sont unis avec l'ayatollâh Khomeiny. Au début de la Révolution islamique, le parti d'Iran, le parti du Peuple Iranien, l'association des Juristes iraniens, le Mouvement pour la Liberté de l'Iran, le Centre des Ecrivains, le syndicat des Journalistes, le Barreau et

⁴⁰²-Op.cit .p.96

les groupes féministes et étudiants sont les groupes nationalistes et laïcs les plus influents. Dans les premiers mois de la Révolution, ces nationalistes ont mis en avant le fait que l'instauration d'un gouvernement islamique ne pouvait en aucun cas régler les problèmes de la société. Ils se sont opposés aussi à l'inclusion du principe de "velâyaté faghîh" dans la Constitution.

2.2.1.2. Les partis nationalistes

Soutenus par les propriétaires fonciers, les commerçants du bazar, une partie des Ulémas, les chefs des tribus et l'aristocratie, en particulier la famille royale, les mouvements nationalistes, conservateurs, sont aussi dynamiques que déterminés. Toutefois, une mise au point en ce qui concerne la signification et l'application des concepts "gauche", "droite", "nationaliste", etc. nous semble indispensable. Beaucoup de notions anciennement ou récemment introduites en Iran et dans la langue persane n'ont pas exactement, dans les faits ou dans le langage, les mêmes nuances établies historiquement en Occident par, le plus souvent, les journalistes ou les écrivains transposant ces concepts imprudemment dans leur discours pour rendre compte des situations en Iran. A titre indicatif, le mot "melli" qui est désigné comme synonyme de l'adjectif "national" évoque des notions assez différentes et polyvalentes :

1- melli est utilisé pour qualifier les intérêts nationaux face aux exactions étrangères et surtout contre les exigences des pays expansionnistes : la Grande-Bretagne, l'URSS, les Etats-Unis ;

2- melli signifie "national" par opposition à "khossoussi" qui désigne le concept de "privé" ;

3- melli regroupe des intérêts populaires par contraste avec ceux appartenant au gouvernement ;

4- melli est synonyme de populaire face à élitiste ;

5- on a plus souvent tendance à remplacer le mot patriotisme par le mot nationalisme qui est une signification secondaire de melli.

On constate ainsi que le terme "nationalisme" traduisant le sentiment de patriotisme est généralement partagé par l'ensemble des couches sociales, tandis que le nationalisme exacerbé symbolisant le racisme et la xénophobie n'a qu'une importance limitée. C'est pourquoi nous avons adopté par exemple l'appellation "Front Populaire" à la

place de "Front National" pour désigner "Djebhéyé-Melli", le mouvement lancé par Mossadegh.⁴⁰³ En Iran, la formation des partis politiques, dont le début remonte à 105 années auparavant, était issue du principe de la séparation des pouvoirs répandu en Europe. De nombreux partis nationalistes se sont vus interdire par le régime du shâh en raison de leur opposition à la dictature et de leur appel à la démocratie et à l'application de la Constitution. Suite à la Révolution islamique, ils se sont activés une nouvelle fois.

- **Le Front Populaire d'Iran (FPI)** est né en 1949. Mohammad Mossadegh remet en question la sincérité du scrutin législatif pour la 16^{ème} Assemblée nationale. Cet événement marque la mise sur pied du FPI par Mossadegh et ses alliés. Avant la Révolution, le FPI qui était à la fois nationaliste, démocratique et laïc, s'activait clandestinement. La rencontre de Karim Sandjâbi, un de ses leaders, avec l'âyatollâh Khomeiny en France a marqué la détermination du FPI à jouer un rôle dans l'avenir politique de l'Iran. Cette rencontre va susciter des critiques. Le 13 mars 1979, profitant de l'ouverture politique opérée après la Révolution islamique, Sandjâbi et Kazem Hassibi appellent dans un communiqué à la reconstruction du FPI. Ils invitent les partis nationalistes à se joindre au FPI. Comme d'autres groupes non religieux d'opposition, le FPI refuse de se joindre au Conseil de la Révolution. "Au nom de l'âyatollâh Khomeiny, les âyatollâhs Morteza Motahari et Béhéshti m'invitent à me joindre au Conseil de la Révolution, mais j'ai refusé", déclare Sandjâbi. Pourtant, le FPI est représenté au Conseil des ministres de Bâzargân ; Sandjâbi est ministre des Affaires étrangères, Ali Ardalan ministre des Finances, Dariush Forouhar ministre du Travail et Ahmad Madani ministre de la Défense nationale. Sandjâbi démissionne deux mois plus tard. Le FPI, qui publie alors le journal Payâmé Jebhé Melli (Le Message du Front Populaire), boycottera le référendum sur la Constitution.

- **Le Mouvement pour la Liberté de l'Iran (MLI)** est un parti politique fondé en 1961 par Mehdi Bâzargân, Yadollah Sahabi et l'âyatollâh Mahmoud Tâleghâni après leur dissociation du FPI. Après la victoire de la Révolution islamique en 1979, Bâzargân, secrétaire général de ce parti, est devenu Premier ministre par intérim pendant dix mois. Des membres du MLI étaient présents dans le gouvernement par intérim, le Conseil de la Révolution et le premier Parlement postrévolutionnaire (Assemblée consultative islamique).

⁴⁰³ - Kianvar op.cit. pp.191-192

LE JOURNAL MIZAN

Le MLI publie son journal, Mizân, après la Révolution. Malgré les pressions directes, voire les querelles physiques qui ont lieu au sein du parlement, le MLI n'a cessé de critiquer le Parti de la République islamique PRI, les Islamistes radicaux et les politiques intérieure et extérieure, en particulier la prise d'assaut de l'ambassade américaine ainsi que l'inclusion du principe du "velâyat faghîh" dans la Constitution. Dans les articles qu'il publie, le MLI met en garde contre les conséquences du "velâyat faghîh" absolu. On lit aussi des éditoriaux critiquant la politique étrangère et pro-guerre du PRI pendant la guerre avec l'Irak. Un groupe d'Islamistes attaque le siège de Mizân le 25 novembre 1980. Ils le saccagent et passent à tabac les journalistes. La police intervient pour mettre un terme à la rixe. En juin 1982, le procureur de Téhéran interdit le journal pour avoir incité aux tensions, porté atteinte aux principes islamiques, semé la discorde et fomenté un complot rampant contre la République islamique. Le journal est alors fermé pour toujours.

- **Le parti du Peuple d'Iran (PPI)** est fondé en mars 1955 par un groupe qui s'est dissocié du parti Paniranien. Les pionniers du PPI sont nationalistes, démocrates ou socialistes. Après la Révolution, le PPI relance ses activités mais il n'agit pas ouvertement en raison de la présence de certains de ses membres au sein du gouvernement intérimaire. Le PPI milite pour la liberté politique, sociale et individuelle, et il est favorable à un gouvernement libéral et national. Il s'est contenté de présenter ses propositions au gouvernement en vue de sauvegarder l'unité nationale et d'éviter toute discorde.

LE JOURNAL MARDOM-E IRAN

Ce journal se penche dans ses éditoriaux sur les questions liées aux droits de l'homme, au nationalisme, il se livre à des critiques vis-à-vis du "velâyat faghîh" et de la Constitution rédigée par le Parti de la République islamique.

- **Le parti Paniranien d'Iran**, fondé en 1951 par Masoud Pézéshkpour, s'est divisé en plusieurs branches, en raison des divergences entre le shâh et Mossadegh et du soutien apporté par certains de ses membres au shâh. Le parti est remis sur pied après la Révolution. La doctrine de ce parti repose sur l'unité entre tous les groupes ethniques iraniens. Il est sur la défensive et non pas sur l'offensive, car il sent la nécessité de contrer le panarabisme qui menace la culture iranienne.

Le parti Paniranien présente le 25 mars 1979 dans un communiqué la forme de gouvernement qu'il conseille pour l'avenir de l'Iran en vue de sauvegarder l'unité nationale, l'exercice de la souveraineté nationale sur la politique domestique et étrangère, et de restaurer la justice sociale. Le parti Paniranien a toujours désapprouvé le fait que le régime n'ait pas consulté les groupes ethniques lors de la rédaction de la Constitution.

SON HEBDOMADAIRE, KHALIDJ FARS (Le Golfe Persique) sera interdit en juillet 1979, après la publication de seize numéros. Un an après la Révolution, le parti Paniranien lui-même sera interdit, ses membres arrêtés et jetés derrière les barreaux.

- **Le Front démocratique national d'Iran (FDNI)** est fondé en mars 1979 par l'hedâyatollâh Matine Daftari, petit-fils de Mossadegh. Karim Sandjâbi estimait que l'établissement du FDNI visait à affaiblir le FNI. Mais Daftari répondit : "C'est la soumission de Sandjâbi à Khomeiny qui débouche sur l'effondrement du FNI." (Encyclopédie du monde de l'islam). Contrairement au FNI, le FDNI s'est prononcé pour le 'non' à la République islamique lors du référendum de 1979.

2-2-1-3- LES GROUPES DE FEMMES NATIONALISTES

Les femmes ont lutté coude-à-coude avec les hommes contre le régime du shâh. Pourtant, le régime islamique a modifié en leur défaveur des lois liées aux femmes. L'âge du mariage pour les filles tombe de 18 à 13 ans, le planning familial et le plan de décroissance démographique sont supprimés et les femmes n'ont plus de droit de garde de leur(s) enfant(s) après le divorce. Les hommes bénéficient de plus de liberté en matière de divorce, des religieux sont nommés au sein des tribunaux de la famille et les femmes juges sont limogées sur ordre direct de l'âyatollâh Khomeiny. Enfin, moins d'un mois après la Révolution, Khomeiny oblige les femmes à porter le voile islamique (cf. le journal Keyhân en 1979). Les restrictions imposées aux femmes après la Révolution islamique les poussent à descendre dans la rue pour défendre leurs droits. Tous les groupes féminins de gauche, nationalistes et laïcs manifestent à l'occasion de la Journée internationale de la Femme le 8 mars pour rejeter le port obligatoire du voile islamique. Des groupes de pression vont les charger.

- **Le Groupe de l'Union nationale des Femmes** s'est fait identifier le 28 mars 1979 avec la publication d'un communiqué dans lequel il déclare : "Nous ne coopérerons pas avec les forces et groupes politiques liés à la Chine et à l'URSS. Nous ne coopérerons pas non plus avec les groupes réactionnaires qui mobilisent les femmes dans des

circonstances sensibles pour des raisons illogiques. Nous sommes prêtes à coopérer avec les forces démocratiques nationales et indépendantes, en dépit de leur idéologie. Nous demandons à participer à la rédaction de toutes les lois du pays et des règles relatives à la famille et au travail. Lutter contre l'expansionnisme figure parmi nos objectifs principaux". Ce groupe veut que les femmes soient engagées dans les activités sociales pour faire respecter leurs droits.

LA REVUE BARÂBARI (L'Egalité), publiée par ce groupe, critiquait régulièrement la privation des femmes de l'exercice de leurs droits et la suppression des tribunaux de la famille.

- LE COMITE DES MILITANTES ET LE MAGAZINE PAYKAR-E ZAN (LUTTE DE LA FEMME)

Le Comité des militantes est créé en avril 1979. Dans son magazine, il explique : "L'exigence et l'objectif du Comité des militantes ne diffèrent pas de ceux de tous les Iraniens, femmes, hommes, jeunes et vieux. Le Comité des militantes veut se mobiliser pour mettre sur pied une organisation nationale des femmes." Ce Comité soutient le gouvernement intérimaire de Bâzargân et veut favoriser une république démocratique et nationale qui tolère la liberté d'expression, le droit à la grève, les partis politiques, les groupes ethniques et les minorités religieuses. L'Union démocratique des Femmes, l'Assemblée des Femmes démocratiques, les Femmes de la Justice, l'Union des Femmes kurdes, l'Organisation des Femmes du Front Populaire et l'Assemblée des Iraniennes peuvent être également citées parmi les autres groupes féminins postrévolutionnaires.

2-2-1-4- Les étudiants Nationalistes

Comme d'autres groupes sociaux, les étudiants militent pour le triomphe de la Révolution. Les mouvements estudiantins ont commencé quatre décennies auparavant. Ils sont tous influencés par les intellectuels occidentaux ; le moment venu, ils soutiennent la nationalisation du pétrole en Iran et le mouvement nationaliste. Les étudiants nationalistes luttent pour la sauvegarde de l'indépendance du pays et l'expropriation des sociétés pétrolières étrangères intéressées par les ressources pétrolières iraniennes. Parallèlement à ces groupes d'étudiants nationalistes, des groupes d'étudiants religieux et gauchistes prennent corps. Quelques mois avant la Révolution islamique, l'université de Téhéran est devenue le théâtre de débats politiques et idéologiques. Des groupes d'étudiants se lancent partout dans les discussions. L'université devient le théâtre d'une bataille entre les partis et les groupes politiques qui cherchent des soutiens. Les débats politiques atteignent parfois

une telle tension que les professeurs ne peuvent plus contrôler leur classe. Les actions armées des gauchistes et Islamistes contrastent avec les idées démocratiques des étudiants nationalistes qui appellent à un gouvernement apte à garantir les intérêts nationaux.

Javânâné Enghelâbi (Les Jeunes Révolutionnaires) dirigé par l'Organisation des Jeunes Révolutionnaires, Payâmé Daneshjou (Le Message de l'Etudiant) tenu par l'Organisation des Etudiants du Front Populaire d'Iran, Faryâdé Vatan (La Voix de la Patrie) de l'Organisation des Jeunes du Front Populaire d'Iran, Bé Pish (En avant !) de l'association nationale des Etudiants et Pishtâz (L'Avant-garde) de l'Organisation des Etudiants et Elèves de l'Avant-garde sont les magazines estudiantins nationalistes qui s'adressent à la jeune génération dans le but de l'entraîner à servir les intérêts nationaux.

2-2-1-5- Les groupes culturels, artistiques et médiatiques

Dans les années 1970, il y avait sept associations d'écrivains et d'artistes en Iran. Plusieurs d'entre elles étaient en accord avec le régime du shâh tandis que les autres s'opposaient aux politiques de censure. L'association de la Presse d'Iran iranienne, la Société de la Presse moderne, l'association des Femmes journalistes et la Maison de la Presse iranienne soutenaient le régime du shâh. Leurs fondateurs étaient proches du shâh, et sans eux, ces associations auraient perdu toute influence. Elles s'employaient essentiellement à soutenir les exigences syndicales des écrivains et des journalistes.

« Le Centre des Ecrivains d'Iran, le Conseil des écrivains et artistes et l'Association pour la défense de la liberté de la presse étaient les trois associations s'opposant à la censure des livres et de la presse. Le Centre des écrivains d'Iran, mis sur pied en 1967, était la première association indépendante à condamner ouvertement la censure qui déferlait sur les livres et sur la presse. Il a boycotté le congrès des poètes organisé par la Reine Farah Pahlavi. Deux ans après sa formation, il a fait l'objet de pressions de la part du service de sécurité du shâh, connu sous le nom de la Savak. Il s'est vu interdire pendant 8 ans. Six mois avant la Révolution, le Centre des Ecrivains d'Iran, dont faisaient partie de grands écrivains, reprend son activité, et se tient du côté de la révolte. La domination des Islamistes s'est heurtée à l'opposition farouche du Centre des Ecrivains d'Iran, et à l'instar d'autres associations, ce Centre a été visé par la colère du régime. »⁴⁰⁴

« Le Centre des Ecrivains d'Iran publiait le magazine "La Lettre du Centre des Ecrivains d'Iran. Le syndicat des Chroniqueurs et des Journalistes a été fondé

⁴⁰⁴ - Motamednejad Kazem et Motamednejad Roya, Houghougeh hérféiyé rouznamenégaran, (Les droits professionnels des journalistes) Ed. Markazé motaleaét réssaneh, Téhéran 2008, p 91- 97

en 1962 dans le but d'améliorer les conditions économiques du travail. Ce syndicat, avec 700 membres, se gardait habituellement des affaires politiques afin de pouvoir attirer une aide financière. Pourtant, le syndicat fait la grève en 1977 pour condamner la censure et l'entrée des militaires dans les bureaux des journaux Keyhân et Ettelâât. »⁴⁰⁵

En 1979, le syndicat se tient aux côtés de la Révolution. Mais deux ans après, il demande au gouvernement de cesser sa campagne de purge des journalistes. Le gouvernement fait fi de ces appels. Le syndicat s'oppose au Code de la presse rédigé par le gouvernement intérimaire parce qu'il estime que les journaux devraient pouvoir publier sans avoir à demander une autorisation gouvernementale. En août 1979, le syndicat proteste contre l'illégalité de l'interdiction en masse de 20 journaux. En décembre 1979, il demande au chef de la justice Mohammad Béhéshti d'empêcher l'ingérence des organisations irresponsables dans les affaires de la presse. En 1980, dans une lettre au président Banissadr, le syndicat critique les pressions irresponsables sur la presse.

Âyandégân, Bâmdâd et Peyghâmé Emrouz sont les principaux journaux libéraux, très populaires pendant les premiers mois de la révolution pour leurs critiques contre la gestion inefficace des religieux. Ces journaux ne censuraient rien et cela a poussé la population à leur faire confiance.

2-2-3- Les partis et groupes gauchistes

Les Iraniens font connaissance avec les gauchistes pour la première fois pendant la Deuxième Guerre mondiale. L'idéologie de la gauche a réussi à fonder le parti Toudéhh dont les membres emboîtaient le pas à la politique de Staline. Le Toudéhh était très actif au début du mouvement de nationalisation du pétrole et luttait contre le colonialisme et l'impérialisme aux côtés de Mossadegh. Quelques temps après, il se démarquera du mouvement de nationalisation de Mossadegh. Le Toudéhh sera interdit après le coup d'Etat contre le gouvernement de Mossadegh en 1953, mais l'idéologie de gauche reste toujours vivante. Sous le régime du shâh, l'activité des partis de gauche est interdite et de nombreux membres du Toudéhh sont pendus. Voici les principaux partis gauchistes : le Toudéhh, l'Organisation des Fadaian é Khalgh, l'Organisation Peykar (La Lutte), l'Organisation Toufan (La Tempête), l'Organisation du Gouvernement communiste, l'Organisation des Moudjahidines du Peuple iranien, l'Organisation communiste des

⁴⁰⁵ - Idem p. 102

Ouvriers et Fermiers iraniens, l'Organisation révolutionnaire, l'Organisation des Ouvriers socialistes, l'Organisation des Ouvriers militants, le Comité des Marxistes-léninistes, l'Organisation des Jeunes révolutionnaires et l'Association pour la Liberté des Femmes. Ces associations s'inscrivent dans le cadre de la gauche radicale, communiste et islamiste. L'idéologie islamique et le gauchisme communiste partageaient la revendication d'égalité du peuple, la négation de la culture occidentale et le refus du consumérisme. Avec l'injustice sociale en Iran sous le régime du shâh, l'idéologie gauchiste était fortement soutenue par les jeunes et les intellectuels qui demandaient l'égalité sociale. Les groupes gauchistes luttèrent contre le régime du shâh, certains d'entre eux étant en désaccord avec la religion. Tout au long de la première année de la Révolution, la plupart des journaux appartenaient à la gauche. Sur 250 journaux publiés en 1979, 160 étaient dirigés par les groupes de gauche. Ils ont apporté leur soutien à l'exécution des capitalistes liés au régime du shâh réclamée par l'âyatollâh Khomeiny, et à la nationalisation de certaines sociétés et banques. Ils ont également approuvé la prise d'otage des diplomates américains en novembre 1979 par les étudiants islamistes. Au début de la Révolution cependant, aucun gauchiste n'a été nommé aux postes-clés.

Les journaux Mojâhed (Le Combattant), Kâr (Le Travail), Mardom (Le Peuple) et Kârgar (L'Ouvrier) étaient les plus importants journaux de gauche.

2.2.3.1.- L'Organisation des Fadâians du peuple iranien

au début, ses membres soutiennent l'âyatollâh Khomeiny et la Constitution bien qu'ils aient promu l'idéologie marxiste-léniniste. Les Fadâians sont prêts à s'engager dans la lutte armée et à faire des sacrifices. Cette organisation est à la fois politique et militaire. La promotion de la propriété publique, l'opposition au capitalisme et à la propriété privée, la promotion du socialisme, l'opposition à l'impérialisme, les actions armées et violentes de type révolutionnaire et l'ignorance des méthodes politiques pacifiques figurent parmi les caractéristiques des Fadâians. Après la révolution, ils ouvriront des bureaux dans plusieurs villes pour que les jeunes non pratiquants fassent des activités politiques. Grâce à sa popularité parmi les jeunes et les ouvriers, cette organisation a attiré beaucoup de monde. Le 1^{er} Mai 1981, des centaines de milliers de Fadâians se sont rassemblés sur la place Âzadi. Il a été annoncé que cette organisation politique appartenait aux ouvriers iraniens. Cette organisation avait réussi à attirer 20.000 membres pendant les deux premières années de la Révolution. Les femmes en constituaient un tiers, les ouvriers un

cinquième et les étudiants trois cinquièmes. Les Fadâians, très populaires au début de la Révolution, ont remporté 10 pour cent des voix à la première élection présidentielle.

« Dix mois après la Révolution islamique, ce groupe s'est opposé au projet de Constitution parce qu'il disait que les ouvriers ont été ignorés dans ce projet de loi qui profitait aux riches. Ils jugeaient cette loi impérialiste. »⁴⁰⁶

Dans une lettre adressée à l'âyatollâh Khomeiny, les Fadâians ont écrit : "Notre peuple lutte pour la liberté du peuple et non pour le gouvernement islamique." Les Fadâians veulent la mise sur pied d'une république démocratique du peuple. Ils publient l'hebdomadaire Kâr dont le premier numéro est paru le 10 mars 1979 à un demi-million d'exemplaires. En juin 1980, ils se divisent en deux groupes : la minorité et la majorité. La minorité préconise la lutte armée contre le régime islamique. La majorité dépose les armes et soutient la ligne anti-impérialiste de l'âyatollâh Khomeiny. Elle s'approche des étudiants suivant la ligne de Khomeiny et du parti Toudéhh. Le journal Kâr est publié en deux versions : la 'minoritaire' et la 'majoritaire'. Le "Kâr minoritaire" comporte des slogans sur toutes les pages : "Pour la formation du parti du Travailleur" ; "Le leadership de la classe ouvrière garantit la victoire", "La révolution fait rage encore, préparez-vous pour notre bataille" ; "Indépendance, logement, liberté" ; "Mort au parti !", "Vive les conseils révolutionnaires !", "En marche pour la formation de l'Assemblée constituante". Le Kâr minoritaire demande la nationalisation des grandes industries et des banques, l'administration des instituts nationalisés par les ouvriers, la reconnaissance des conseils d'ouvriers, l'annulation des dettes des ouvriers, des fermiers et des employés envers les banques et instituts étatiques, la mise en place de tribunaux pour juger tous les agents de l'ancien régime, la liberté totale d'expression et de croyance, la liberté de formation des partis et organisations politiques, sociales et culturelles et la formation d'une armée du peuple. L'actualité liée aux étudiants, femmes, ouvriers et leurs grèves s'est reflétée dans ce journal, publié en Iran jusqu'en 1981. Trois ans après la révolution, les Fadâian sont marginalisés avec la mise en place du principe "velâyat-é faghîh". Ses membres sont alors emprisonnés ou bien quittent l'Iran. **Et le Kâr majoritaire ?**

2.2.3.2.- Le parti Toudéh est la principale organisation gauchiste de l'histoire contemporaine de l'Iran. Ce parti soutenait des idées communistes et socialistes proches de l'ex-URSS. Le Toudéh a été fondé en 1920 par les intellectuels gauchistes à Téhéran.

⁴⁰⁶ - Journal Ettelaat 12 décembre 1979

Après le coup d'état de 1953, le régime du shâh réprime le Toudéh. Une centaine d'officiers de l'Armée sont condamnés à mort, ou jetés en prison ou exilés pour leur appartenance à ce parti, qui est interdit en 1948. Les principaux cadres du Toudéh quittent l'Iran. Dans les années menant à la Révolution islamique, le Toudéh et l'âyatollâh Khomeiny ont la même position dans l'expression de leur anti-américanisme, le Toudéh soutenant Sadegh Khalkhâli, le fameux juge des exécutions, pour les élections législatives. Ce parti est même plus radical que celui des Islamistes dans son appel à exécuter les proches du régime du shâh. Le Toudéh favorise toujours les demandes révisionnistes du mouvement féministe de l'Iran. Il encourage les femmes à porter le tchador en signe d'entente avec les religieux au pouvoir, il leur conseille de prendre des cours de couture et de cuisine. Le Toudéh commence à considérer que 'libéral' équivaut à 'contre-révolutionnaire' et à 'traître'. Il s'oppose au gouvernement libéral de Bâzarân qu'il qualifie de représentant de l'impérialisme américain. Au bout de trois années de coopération, les dirigeants du régime islamique naissant interdisent le Toudéh pour son attitude antireligieuse. Les dirigeants du parti sont arrêtés et emprisonnés. Certains d'entre eux accepteront de paraître dans des interviews télévisées, et beaucoup d'autres seront exécutés.

Mardom, le journal du Toudéh, critiquait les libéraux qui préconisaient une relation mutuelle avec les Etats-Unis. Dans l'éditorial de son 127^{ème} numéro, il écrit :

« Les gens qui appellent l'imam [Khomeiny] à la modération s'entretenaient régulièrement avec Brezinski, regrettaient d'avoir fait la Révolution, qualifiaient des tribunaux révolutionnaires de honteux et condamnaient les cérémonies devant le nid d'espionnage américain. Mieux vaut qu'ils disent clairement que les progrès de la Révolution ne leur plaisent pas. C'est le cas de Mehdi Bâzargân qui essaya à maintes reprises d'humilier le guide de la Révolution aux yeux du peuple en disant qu'il regrettait d'avoir été révolutionnaire. Ne se rendait-il pas voir Brezinski à l'insu de l'imam ? Ne qualifiait-il pas des procès révolutionnaires de honteux ? »⁴⁰⁷

2.2.3.3.- Les groupes d'ouvriers : nous avons vu plus haut que les ouvriers ne représentaient pas un groupe important en nombre, ni influent sous le régime du shâh. Mais dans les années précédant la Révolution islamique, ils ont fait des grèves paralysantes, en particulier dans le secteur pétrolier, pour aider à la victoire de la Révolution. Par la suite, le taux de chômage, sans cesse croissant après la Révolution, va pousser les ouvriers à se

⁴⁰⁷ - 127ème numéro du journal Mardom

montrer de plus en plus. De petites et moyennes industries sont au bord de la faillite après la Révolution, en raison de la fuite de leurs propriétaires et du chômage d'un grand nombre d'ouvriers. La prise en otages des diplomates américains à Téhéran a entraîné l'embargo économique qui a fait plonger la production dans la récession. Or les industries dépendent des pays étrangers pour se procurer des matières premières. Le chômage se mue alors en crise qui donne lieu à l'inflation et suscite des grèves. Le chômage des ouvriers après la Révolution a servi de prétexte pour faire descendre les ouvriers dans la rue. Les mouvements de gauche se sont centrés sur les ouvriers et ont parlé principalement d'eux dans leurs journaux. Par leurs nombreuses publications, ces mouvements visaient à promouvoir leurs opinions et à mobiliser les ouvriers. Nous allons exposer un certain nombre d'éléments relatifs aux ouvriers et à leurs associations.

- *L'Organisation Peykâr* (La Lutte) est une branche de l'Organisation des moudjahidines du peuple (islamiste et marxiste). Elle se démarque de l'islam et s'adonne aux idéologies communiste et marxiste. Ce groupe a commencé ses activités avant la Révolution afin de militer pour la liberté des ouvriers. Les membres de cette organisation étaient convaincus que le marxisme allait aider les ouvriers à se débarrasser de l'impérialisme. Les marxistes étaient les plus gauchistes des communistes. L'Organisation Peykâr s'opposa au régime islamique au début de la Révolution parce qu'elle estimait que le gouvernement de Bâzargân était libéral et proche des USA, outre sa coopération avec les religieux petit-bourgeois. En outre, elle était convaincue que les religieux ne méritaient pas de diriger la Révolution en raison de leur appartenance à la bourgeoisie. Cette organisation s'opposait absolument au régime islamique et à son idéologie, rejetait le principe de "velâyaté faghîh", appelait à l'égalité des droits des hommes et des femmes, soutenait les droits des minorités ethniques et religieuses, défendait la liberté de parole et de pensée et s'est opposé à la révolution culturelle. Les soutiens de cette organisation étaient pour la plupart des étudiants, des intellectuels, la classe moyenne et les ouvriers.

Cette organisation publiait l'hebdomadaire Peykâr dans lequel elle critiquait la politique du régime islamique et celle du Parti de la République islamique. Elle appelait à la lutte armée contre le régime du shâh :

« Cette organisation estimait qu'il fallait avertir les masses de la nécessité de la révolte armée avant toute action et pour cela il fallait organiser toutes les masses, dont les ouvriers. »⁴⁰⁸

Les publications de l'hebdomadaire Peykâr se sont penchées pendant deux ans sur les exigences des ouvriers et sur la lutte contre l'impérialisme. Quelques mois après la Révolution, l'Organisation de Peykâr s'est divisée en deux groupes : la Lutte pour l'émancipation des ouvriers, et la Lutte unie pour les idéaux des ouvriers. Ces deux groupes publiaient leurs propres journaux, Nabard (La Lutte) et Armân (L'Idéal).

- **L'Organisation de la Voie des Ouvriers**, connue également sous le nom d'Organisation révolutionnaire des Ouvriers iraniens, était une organisation marxiste et révolutionnaire formée dans les années menant à la Révolution islamique. Elle se fait connaître officiellement le 25 juin 1979 avant de choisir le nom d'Organisation révolutionnaire des Ouvriers iraniens en 1982. Ses membres sont pour la plupart d'anciens soutiens des Fadaïans et des moudjahidines marxistes. Cette organisation communiste lutte pour la chute du capitalisme et la victoire du socialisme. Au début, elle entreprenait des actions armées, mais au bout d'un an, elle change de position et se consacre à la formation des conseils d'ouvriers. Pour elle, la Révolution est le grand réveil des ouvriers et il s'agit d'un début de lutte anti-impérialiste.

Le journal officiel de cette organisation était '*Râh-é Kârgar*' (La Voie des Ouvriers). "Nous devons nous comparer avec le marxisme qui milite pour redonner force au prolétariat", peut-on lire dans le journal. Jusqu'en 1981, '*Râh-é Kârgar*' a joué un petit rôle dans la lutte contre les libéraux islamiques et les islamistes. Mais ensuite, l'organisation s'est divisée et plusieurs de ses membres se sont joints au Toudéhh.

- **Le Parti socialiste des Ouvriers d'Iran** : dans son optique, la chute du régime du shâh devait avoir lieu avant une Révolution socialiste. Estimant que les ouvriers et les fermiers devraient mettre sur pied un gouvernement, le parti s'intéressait à leur mobilisation. Il a commencé à publier l'hebdomadaire Kârgar (L'Ouvrier) deux mois après la Révolution islamique. Dans son premier éditorial intitulé 'Référendum non démocratique', il critique le référendum organisé pour la République islamique. Il critique aussi à la une le port obligatoire du voile islamique en écrivant : "Nous sommes des femmes, des Iraniennes, nous ne voulons pas être enfermées " Le journal appelle au service militaire obligatoire des ouvriers, à l'organisation de noyaux de résistance des ouvriers, à la

⁴⁰⁸ - Le journal Peykâr 43ème numéro

réforme agraire, à la lutte anti-impérialiste et à un plan d'action pour les ouvriers. Il interviewe des membres du parti qui venaient de sortir de prison ou des membres qui s'étaient dissociés de lui. L'hebdomadaire a dévoilé l'exercice de la violence par le régime islamique et s'est opposé au principe de "velâyat-é faghih". Il fut interdit en 1982, après la parution de 128 numéros. Son rédacteur en chef Babak Zahraï, qui était également le porte-parole du parti, a été arrêté et condamné à 6 ans de prison ferme.

- **Le Parti communiste des Ouvriers et des Fermiers** : de nombreux marxistes et anciens membres du Toudéhh en Europe ont fondé ce parti après la survenance d'une discorde entre la Chine et la Russie. Ce parti s'est frayé un chemin qui ne passait ni par la Chine ni par la Russie. Au bout du compte, il choisit le parti communiste allemand. Même après la Révolution, il parlait toujours négativement de la Chine dans son journal Toufân (La Tempête). Après la Révolution, ses leaders sont venus en Iran et ont publié les journaux suivants : Shanbé Sorkh (Samedi Rouge), Sedâyé Sorkh (La Voix Rouge), Sépidé Sorkh (L'Aube Rouge) et Shorâ (Le Conseil).

- **Les groupes marxistes** : quelques années avant la Révolution, de nombreux membres de la Confédération iranienne anti-shâh basée aux États-Unis ont fondé le groupe marxiste 'Pouya'. au bout de quelque temps, une division survient au sein du groupe, amenant la création de l'Union des Communistes iraniens. Dans le même temps, ils publient le journal 'Haghighat' (La Vérité). Ce groupe profita d'une séance de débats de Banissadr à l'université Charif pour se faire connaître dans les milieux politiques et intellectuels, tandis que la branche en exil de l'Union arrivait en Iran pour se joindre à ses alliés sur place. Mais les divisions ne cessent de s'intensifier et une autre filière apparaît sous le nom de 'Union révolutionnaire pour la Liberté des Ouvriers'. Cette Union publie alors le journal 'Zahmat'. Afin d'attirer les élèves et les étudiants, le groupe met en place l'Organisation des Masses révolutionnaires des Etudiants et des Elèves. Cette organisation crée le journal Sétâd. Quant au parti Randjbarân d'Iran, né du marxisme-léninisme, il promouvait ses idées dans son hebdomadaire Randjbar (Prolétaire) et mettait en avant l'unification des ouvriers.

- **L'Organisation de l'Unité de la gauche** s'est fait connaître en 1971 sous le nom 'des Communistes unis'. Après la Révolution, ses membres sont rentrés en Iran afin de rejoindre d'autres groupes maoïstes. Au milieu de l'année 1979, ils se sont divisés et un nouveau groupe, la Gauche unie, est né. Ce dernier préconisait l'action armée, croyant que

le pouvoir sortait du canon. Pendant la guerre Iran-Irak, le groupe a trouvé les conditions appropriées pour s'engager dans l'action armée contre le régime islamique, mais ses membres n'acceptèrent pas de suivre cette voie. Leur dirigeant quitta alors l'Iran. Dans son journal du même nom, le groupe justifiait les actions armées.

2.2.3.4.- Les étudiants gauchistes

Le premier groupe étudiant gauchiste en Iran prend corps après la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la sortie de Reza shâh en 1943, à l'Université de Téhéran, sous la houlette de l'Organisation des Jeunes du parti Toudéh. La pensée marxiste du Toudéh est bien accueillie parmi les étudiants. Mais cinq ans après, le parti est déclaré illégal et l'Organisation des Etudiants de l'université de Téhéran entre alors en contact secret avec leurs alliés à Prague. Au fil du temps, d'autres groupes étudiants gauchistes dans les universités comme les Fadaïans, les Moudjahidines islamiques et les Moudjahidines marxistes voient le jour. Les étudiants de gauche ont commencé leur lutte contre le régime du shâh bien avant les Islamistes, et leurs organes sont mieux organisés que ceux des Islamistes et des nationalistes. Durant les affrontements dans les derniers jours du règne du shâh, ce groupe s'empare des garnisons et lance une lutte armée contre le régime en place. Les étudiants et jeunes gauchistes sont toujours sur le champ de bataille, même après la victoire de la Révolution. Ils tiennent des meetings politiques dans les universités afin de promouvoir leurs idées. Le gauchisme est devenu populaire, à la consternation des Islamistes. Les jeunes du Toudéh, Fadaïans et Moudjahidines du peuple sont les plus actifs des étudiants. Après la Révolution, les jeunes du Toudéh vont contribuer à établir des unions afin de répondre aux besoins des étudiants, des lycéens ou écoliers et des jeunes des quartiers. Les jeunes membres du Toudéh s'affairent également dans la campagne d'alphabétisation et d'aide aux fermiers. En outre, ils se rendent dans les quartiers ouvriers pour leur faire connaître leurs droits. Plus que d'autres groupes, ils ont utilisé les journaux (essentiellement nationalistes et islamistes) dans leurs combats. Voici les principaux magazines des étudiants gauchistes :

1- Azarkhsh, organe des élèves démocrates, devenu populaire rapidement après la Révolution. Il jouait un rôle important dans le développement du savoir politique et social des lycéens. 2- Armân, organe de l'Organisation des Jeunes et des Etudiants démocrates iraniens liée au Toudéh, qui a continué à paraître après la Révolution islamique. 3- Javânân appelait à des changements fondamentaux pour améliorer le niveau de vie du peuple, et pour accorder plus de liberté et des droits égaux aux minorités religieuses. 4-

Sedâyé Daneshjou et Nabardé Daneshjou étaient liés à l'Organisation des Etudiants d'Avant-garde, ou à l'Organisation des Guérilleros (Fadaï) du peuple iranien. 5- Jaraghé, du parti Randjbarân de l'Association nationale des Etudiants 6- 16 Azar du Mouvement des Jeunes et des Etudiants révolutionnaires 7- Daneshjouyân Pishgâm des Fadaïans du Peuple. Ce dernier a suspendu ses activités politiques plus tardivement que les autres, ayant résisté à la politique de fermeture des universités qui a eu lieu dans le cadre de la révolution culturelle.

2.2.3.5.- Les associations des femmes gauchistes

Les groupes gauchistes comptaient toujours sur les femmes comme force aussi influente que les étudiants et les ouvriers. Ils avaient mis sur pied des sous-groupes indépendants pour les femmes ou avaient des petits groupes de femmes. Ils militaient tous pour l'égalité entre hommes et femmes, tout en s'opposant aux symboles impérialistes comme la mode et la beauté. A l'instar d'autres groupes féminins, les femmes gauchistes étaient actives dans les luttes révolutionnaires. Pourtant, elles manifestèrent le 8 mars, Journée Internationale des Femmes, contre le voile islamique imposé par l'ayatollâh Khomeiny.

-L'association pour la Liberté des Femmes était liée à l'Organisation Peykâr qui militait pour l'égalité des droits entre hommes et femmes, surtout chez la classe ouvrière. Les principes de l'association reposaient sur l'égalité de droits homme-femme et sur la coopération avec toutes les organisations et groupes révolutionnaires. Cette association voulait lutter contre les bases de l'impérialisme culturel, économique et politique. Sa priorité était de former des Conseils de femmes. En signe de protestation contre les conditions non démocratiques mises en place dans le pays, elle boycottera l'élection pour l'assemblée des Experts de la Constitution. Dans un article paru dans son journal '*Rahâre Zan*' (Liberté pour la femme) le 8 juillet 1979, l'association met en cause le Code de la presse.

- L'association des Femmes militantes s'est fait connaître en mars 1979 dans le but de soutenir les exigences des ouvriers, de familiariser les femmes avec leurs droits démocratiques, de promouvoir la République démocratique du peuple qui reconnaîtrait la liberté des associations politiques, de mettre en place les conseils d'ouvriers et de demander l'égalité des droits pour toute la population. Cette association publiait le journal *Zané Mobârez* (Militantes). Voici un extrait de son deuxième numéro : "L'Association des

Militantes est un organe à la disposition des femmes militantes iraniennes et n'a aucun lien avec les groupes ou partis en Iran ou à l'étranger. Cette association est démocratique, anti-impérialiste et populaire. Financièrement, elle dépend de ses propres membres et de la vente de ses publications et livres." Dans le même numéro, les hommes étaient invités à se joindre à cette association.

- **L'Union des Militantes** apparaît le 23 janvier 1979. Elle comprenait des ouvrières et cherchait à attirer les fermières, les femmes au foyer, les employées, les étudiantes, etc. Elle a déclaré : "Cette organisation vise les batailles politiques et sociales des femmes pour obtenir leurs droits." Dans le troisième numéro de son journal Sépidé Sorkh (L'Aube Rouge), on pouvait lire : "Nous voulons instaurer une unité fondamentale avec tous les groupes militants dans le but d'établir la démocratie, la liberté et de sensibiliser le peuple aux questions sociales, économiques et politiques." Le journal s'est vu interdire le 21 août 1979.

- **L'association de l'Eveil des Femmes** ; Cette association annonça qu'elle allait militer avec d'autres groupes pour s'émanciper de l'impérialisme et du conservatisme, tout en insistant sur le fait qu'elle ne favorisait pas des libertés illimitées à l'européenne pour les femmes. Dans le numéro 6 de son journal Bidâri Zanân (L'Eveil des Femmes), l'association appelle le gouvernement intérimaire à résister à la sévérité du régime islamique contre les femmes, et à militer pour la réalisation des exigences des femmes qui travaillent.

- **L'association démocratique des Femmes**, liée à l'Organisation des Femmes membres du Parti Toudéh, cette association a vu le jour en 1957. Ses déclarations correspondaient à la politique du Parti Toudéh et se prononçaient en faveur de la République islamique. En saluant l'appel de l'âyatollâh Khomeiny concernant la mobilisation contre l'impérialisme américain, l'association a proclamé : "Nous, les femmes et les mères, sommes prêtes à suivre une formation militaire pour combattre toute invasion de l'impérialisme américain et à nous armer pour défendre la Révolution islamique jusqu'à la dernière goutte de sang." Le 26 novembre 1979, dans un communiqué concernant la Constitution, elle affirmait : "Nous allons nous concentrer sur la victoire de la Révolution. Certains groupes ont critiqué la Constitution pour ses articles sur les droits des femmes. Cela doit se faire au bon moment. Ils veulent évoquer les conditions des femmes dans les circonstances actuelles. Mise sur pied il y a 36 ans, l'Association démocratique des Femmes iraniennes est bien au courant des problèmes juridiques des droits des femmes. En tout cas, nous sommes convaincues que les hommes et les femmes doivent s'unir afin de

pouvoir éradiquer l'impérialisme mondial, surtout celui des États-Unis, et de construire un Iran libre et bien développé." Cette association défendait la politique de la République islamique et avait l'intention de se rapprocher du pouvoir politique.

Après l'instauration de la République islamique, les Islamistes se sont emparés de l'espace public et l'on a assisté à un mouvement de dilution au sein des groupes politiques et sociaux nationalistes ainsi que des groupes gauchistes. Mais on en trouve toujours des traces dans la culture publique du peuple d'Iran. La culture publique des Iraniens est un mélange des cultures nationaliste iranienne, islamique et moderne (occidentale). La majorité des Iraniens, dont les nationalistes et les modernistes, sont portés vers la religion, et la religion est un élément inséparable de la culture de la société iranienne. Tous les Iraniens célèbrent toutefois le Nouvel An le 21 mars, le premier jour du printemps, pour rappeler une culture ancienne préislamique, mais ils récitent à cette occasion des versets du Coran. Une même religion a toujours agi à la fois comme un facteur d'unité ou de dissociation. La religion a joué ce rôle même au sein des groupes nationalistes. À l'approche de la victoire de la Révolution islamique, des nationalistes fidèles à Mohammad Mossadegh s'activaient sous l'égide du Front Populaire, promouvant la démocratie, l'indépendance nationale, les droits de l'homme et le refus de la violence. Quand Mossadegh était Premier ministre, ces mêmes principes étaient en œuvre : suite au coup d'état de la CIA contre lui, il quitte le pouvoir sans effusion de sang et sans avoir recours à la violence. Ses alliés lui emboîtaient le pas au sein du Front Populaire et du Mouvement pour la Liberté de l'Iran. Dans leurs luttes contre le régime du shâh, les nationalistes appuyaient la démocratie, les droits de l'homme et la liberté de parole. Un grand nombre de nationalistes, portés vers la religion, se sont joints à l'âyatollâh Khomeiny dans sa campagne pour la Révolution islamique. Cela a donné lieu à un effondrement au sein du Front Populaire. Mehdi Bâzargân qui était nationaliste et religieux s'était séparé de son camarade Chapour Bakhtiar, le dernier Premier ministre du shâh, et s'était allié à Khomeiny. Mais huit mois après la victoire de la Révolution islamique, le régime islamique a éliminé toutes les forces nationalistes. Au début de la formation de la République islamique, les Iraniens ont cru de façon erronée que la Révolution islamique était la poursuite du mouvement national de Mossadegh pour établir la démocratie. Au cours des manifestations précédant la Révolution islamique, les Iraniens portaient toujours des portraits de Mossadegh. En signe de respect pour cette demande publique, l'âyatollâh Khomeiny nomme Mehdi Bâzargân, un nationaliste religieux, en qualité de Premier

ministre. Bien que son pouvoir se soit affaibli petit à petit du fait de l'ayatollah Khomeiny et des islamistes qui ont eu recours à la violence contre les opposants pour renforcer leur position, Bâzargân a toujours suivi toujours la politique de Mossadegh, en renonçant à toute violence. C'est ainsi les islamistes prennent l'avantage sur les nationalistes, et Bâzargân quitte le pouvoir. En ce qui concerne l'effondrement constaté au sein des gauchistes après la révolution et leur échec dans la société, il faut prendre en compte leurs principes, leurs slogans et leurs plans. Comme on l'a déjà dit, la culture dominante en Iran mélange le nationalisme et l'islamisme. L'idéologie de gauche était soutenue par des diplômés des universités, mais elle n'était pas aussi solide que le nationalisme et l'islamisme. Au début de la Révolution, les gauchistes se sont joints aux islamistes contre l'impérialisme, surtout l'impérialisme américain, et contre le capitalisme. Le parti Toudéhh stalinien justifiait les massacres ordonnés par les tribunaux de la Révolution. Ayant toutefois assisté à l'élimination des nationalistes par les islamistes après la Révolution islamique, des petits groupes gauchistes se sont mis à réviser leur attitude afin de pouvoir survivre. Certains d'entre eux se sont joints aux groupes islamistes au pouvoir. L'effondrement de ces forces prend de l'ampleur alors ; même une partie des Fadâîâné Khalgh, plus influents que le Toudéh, se joignent aux islamistes. Les gauchistes n'ont pas suffisamment de soutien populaire, et de plus le régime islamique met en œuvre leurs slogans, dans le cadre de l'aide aux déshérités, de l'aide aux ouvriers et aux fermiers, par l'idée d'égalité dans le peuple, par la violence, les meurtres et la saisie du capital à l'encontre des riches, dans le cadre de l'islam. Les gauchistes ont été ainsi facilement éliminés par les islamistes. Les gauchistes ont été les derniers groupes politiques éliminés de la scène politique et sociale par le régime islamique. Si on prend en compte la tactique de purge pratiquée par le régime islamique, on comprend bien que le régime, bien conscient de l'esprit nationaliste des Iraniens qui lui faisait peur, a d'abord judicieusement purgé et isolé les groupes nationalistes, avant de procéder à un "nettoyage" de la société des gauchistes.

2-2-4 Les partis et les groupes islamistes

L'islam, reconnu comme la culture politique dominante, a toujours joué un rôle important dans les affaires politiques de l'Iran. Les chiites sont déterminés depuis quatre siècles à prendre le pouvoir afin d'établir un gouvernement islamique et d'exécuter les prescriptions islamiques.

Au cours des derniers siècles, les forces islamistes ont toujours été aux côtés du pouvoir politique. Dans certaines affaires, comme le mouvement de boycottage du tabac, le pouvoir politique (le shâh) a obéi aux religieux. Pourtant, après la Deuxième Guerre mondiale, la politique moderne culturelle, économique et sociale du shâh a suscité des critiques de la part des religieux en raison de leur contradiction avec les principes islamiques. La rapidité de la modernisation en Iran et le manque d'acceptation de celle-ci d'une grande part du peuple ont donné lieu à des schismes au sein de la société au profit des religieux qui s'en sont servi pour s'engager dans la lutte contre le régime du shâh. À partir des années 1950, des groupes islamiques modernes sont apparus en Iran. Les plus importants d'entre eux étaient les Fadaïans de l'Islam, le Parti des Nations islamiques, le Conseil de coalition et la Société du clergé combattant. Le Mouvement pour la Liberté de l'Iran et l'Organisation des moudjahidines du peuple étaient des groupes nationalistes-religieux de l'époque. Les groupes islamiques partageaient l'objectif de la lutte contre la tyrannie et le colonialisme, et celui de l'instauration d'un gouvernement islamique.

« L'Islam commençait à prendre une figure politique dans les années 1950 et était sur le point de devenir une idéologie. L'influence intellectuelle des religieux au sein des journaux populaires ne cessait de croître. En 1958, le premier numéro du mensuel contenant des leçons de l'école islamique à Qôm est paru par l'édition d'une propagande islamique dirigée par l'âyatollâh Mohammad Kazem Chariatmadari. Dans l'introduction du premier numéro, le mensuel se faisait passer pour une digue contre la corruption morale, le non-respect de la religion et l'esprit de matérialisme au sein de la société, surtout parmi les jeunes. Le journal obtint en peu de temps une position remarquable auprès des intellectuels iraniens, à tel point qu'il se vendait à 50 000 exemplaires par mois vers la fin des années 1970. »⁴⁰⁹

Suite à la parution de ce mensuel, un autre magazine est paru à Qôm à l'initiative d'un groupe de religieux partisans de l'âyatollâh Khomeiny. Ce dernier, qui s'appelait l'École du Chiisme, était plus radical que le premier du point de vue politique, bien que tous les deux poursuivent les mêmes objectifs.

« Le magazine commença à paraître en mai 1959 avec un tirage de 10 000 exemplaires. Un mois après, il tirait à 15 000 exemplaires. Les religieux et leurs alliés se joignaient aux centres d'édition afin de promouvoir leurs idées. Selon une enquête réalisée en 1976 par Saïd Amir-Arjomand, Téhéran seul

⁴⁰⁹ - Tchitssâzé Ghomi Mohammad-Djavâd', Nachriyaté Hozavi va Gofteman Ghaléb, (Les publications de l'école coranique et le discours dominant), Ed.Réssâneh 12^{ème} année No 3 2001

comptait 48 éditeurs de livres religieux. Vingt-six d'entre eux avaient commencé leur travail dans les années 1960. »⁴¹⁰

Le soulèvement de juin 1963 et l'exil de l'âyatollâh Khomeiny vers la Turquie ont servi de prétexte aux Islamistes pour se révolter contre le régime du shâh. En mettant l'accent sur le fait que les principes islamistes ne pouvaient être appliqués en l'absence d'un gouvernement islamique, les Islamistes présentaient des idéaux sociaux de l'Islam en tant qu'école de pensée. Ils ont fait de l'Islam une école de pensée. Ils mettaient sur le même plan la Révolution et la prière. En apportant leur soutien à la liberté, à l'égalité, à la justice et à la lutte anti-tyrannie, ils présentaient une image idéale d'une société islamique. Au milieu des années 1970, des penseurs comme Ali Chariati avaient fusionné l'Islam avec les pensées gauchistes tandis que Morteza Motahari présentait les pensées islamiques et l'Ecole de l'Islam comme une idéologie. Tous les deux ont été accueillis favorablement par les jeunes et le peuple. Les débats et tables rondes tenus surtout dans les mosquées par Chariati et Motahari étaient devenus des centres de promotion des pensées islamiques. Les groupes religieux estimaient que l'Islam comportait des prescriptions pour la vie privée, sociale et politique, et ils étaient convaincus que le pays pourrait être géré sur la base de l'Islam. Alors que la plupart des forces anti-shâh étaient mal organisées en raison de leur absence de chef et en raison de leurs divisions, le clergé, sous la houlette de l'âyatollâh Khomeiny, était influent partout dans le pays grâce à ses vastes réseaux. Les forces politiques et intellectuelles islamiques en Iran se sont bien entendues dans leur lutte contre la tyrannie, le colonialisme et le régime de Pahlavi des années 1940 à 1970. Suite à la Révolution islamique, il fallait que ces groupes éclaircissent leurs positions sur les diverses affaires. Le pays constata les divisions au sein de ces groupes. Sur la base de leur interprétation de l'Islam et de leurs sources de référence, les forces islamistes pouvaient appartenir aux groupes suivants : fondamentaliste, traditionnaliste, moderniste, conservateur, modéré et radical. Le Parti de la République islamique, l'Association des Enseignants de l'école coranique de Qôm, l'Association des Religieux combattants de Téhéran, l'Organisation de l'Aube de l'Islam, le Mouvement des Musulmans militants, le Mouvement révolutionnaire du Peuple musulman, l'Organisation des Moudjahidines de la Révolution islamique, le parti Monothéisme et le parti Hezbollah étaient parmi les plus religieux, et ils s'accordaient sur l'obéissance à l'âyatollâh Khomeiny, le soutien à l'Etat

⁴¹⁰- Fozî Yahya, Les Fondamentaux intellectuels des groupes politiques islamistes en Iran avant la révolution, La revue trimestrielle des Etudes de la Révolution islamique 5^{ème} année, no 14 été 2009

de religion, et la suprématie jurisprudentielle du religieux. La victoire de la Révolution islamique préparait le terrain culturel pour les forces religieuses. Ceux qui se faisaient passer pour les propriétaires de la Révolution n'hésitaient pas à mettre sur pied des instituts culturels sans aucune restriction légale ou fiscale. En même temps, la lutte idéologique avec les groupes gauchistes et nationalistes au début de la Révolution obligea les religieux à passer de l'oral à l'écriture afin de renforcer leur communication. Dès les premiers jours de la Révolution, des religieux commencèrent à s'emparer des systèmes administratifs. Deux ans après, les religieux avaient tout le pouvoir dans les mains. Il n'était plus possible de séparer les religieux du gouvernement. Les religieux ont fait des organisations et bureaux du gouvernement des centres culturels servant à la propagande en faveur du régime islamique. Les religieux ont pénétré les bureaux des relations publiques des organisations étatiques. Ces bureaux publiaient leurs magazines qui étaient devenus les porte-parole politiques du régime islamique au pouvoir.

2.2.4.1.- Le parti de la République du Peuple musulman d'Iran (Hezbé Jomhourîé Khalghé Mosalmané Iran) est créé simultanément avec le parti de la République islamique un mois après la Révolution islamique. La promotion et la propagation des enseignements islamiques dans tous les secteurs, l'islamisation de l'économie, le changement du système éducatif du pays et le rejet de toute dépendance culturelle par rapport à l'Occident, la formation d'une armée indépendante et une politique étrangère assortie de respect mutuel figuraient parmi les idéaux de ce parti. Ce parti a été fondé sous la tutelle du grand âyatollâh Kazem Chariatmadari. Il était en faveur du régime islamique mais il s'opposait au principe de "velâyat-é faghih" dans la Constitution, en qualifiant de théocratie un tel principe.

- L'hebdomadaire Khalgh-é Mosalmân (Le Peuple Musulman) était l'organe officiel du parti avec un contenu entièrement islamo-révolutionnaire. Dans ses articles, il s'est opposé au principe de "velâyat-é faghih". Dans son numéro du 25 novembre 1979, il écrit : "La participation au référendum est tributaire d'une révision de la Constitution." Dans un entretien avec l'AFP, l'âyatollâh Chariatmadari a exposé son opposition à la tenue du référendum sur la Constitution en raison du principe "velâyat-é faghih". Voici la réplique de l'âyatollâh Khomeiny à cette déclaration :

« Le principe de 'velâyat-é faqih' est une idée conçue par Dieu et c'est la suprématie du prophète Mahomet. Qu'ils sachent que leurs paroles ne pourront

jamais dévier notre nation. Vous agissez contre l'islam sous le couvert de l'islam. »⁴¹¹

Au lendemain du référendum sur la Constitution, le journal a écrit à la une que les Azerbaïdjanais appelaient à l'invalidation du référendum. Du fait de l'opposition de l'ayatollah Chariatmadari au principe de "velayat-e faghih", le peuple descend dans la rue à la fin du référendum en mars 1979. Des heurts éclatent entre les partisans et les opposants au référendum. Les habitants de Tabriz réussissent à s'emparer des locaux de la radio et de la télévision. L'ayatollah Khomeiny demande à l'ayatollah Chariatmadari de se désengager du parti, dont 10 membres sont condamnés à mort. Le parti est dissout et le journal interdit.

2.2.4.2.- Le parti de la République islamique PRI apparaît deux semaines après la victoire de la Révolution islamique. C'est le parti révolutionnaire le plus important soutenant les religieux, face à d'autres partis politiques comme le Mouvement pour la Liberté de l'Iran, le parti Toudéh et les groupes de gauche ou nationalistes. Le parti de la République islamique est établi sur le modèle du parti dominant de L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). En trois ans, il réussit à prendre le contrôle des pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif. Il joue un grand rôle dans la purge des communistes et gauchistes musulmans comme l'Organisation des Moudjahidines du Peuple iranien et des groupes nationalistes comme le Front Populaire d'Iran. L'ayatollah Mohammad Béhéshti, secrétaire général du PRI, sera assassiné en même temps que plus de 70 membres du parti le 28 juin 1981.

Le journal Jomhuri Eslami (La République Islamique), organe officiel du parti, a débuté le 30 mai 1979, un mois après la Révolution. Il était le porte-parole officieux des organes-clés du régime islamique et était distribué gratuitement dans tous les bureaux gouvernementaux. Le journal existe toujours.

2.2.4.3.- L'association pour la Coalition islamique (Heyaté Motaléfeyé Eslami)
Cette association fait partie des groupes politiques influents de l'Iran contemporain. Elle a commencé ses activités 15 ans avant la Révolution islamique. Ses membres sont pour la plupart des négociants et hommes d'affaires ultra-islamistes. Ils sont en effet à la source des intérêts financiers des religieux : le Bazar est la source financière majeure des religieux ; il est également l'épine dorsale de l'indépendance financière des religieux par rapport au

⁴¹¹- Khomeiny 'Sahifé Nour' (Discours, lettres et messages de l'Imam Khomeiny) Ed. Institut de l'Imam Khomeiny vol.10 p. 25

gouvernement. Le Bazar a beaucoup aidé la Révolution islamique. Après la Révolution, l'association se lance dans l'établissement d'instituts caritatifs, d'écoles islamiques, de fonds de prêts sans intérêt, de fonds d'emploi et de fonds de charité. Sur le plan politique, cette association soutient le gouvernement, mais sur le plan économique, elle favorise une économie de marché ouvert. Le journal Resâlat, organe officiel de l'association, reflète toujours les points de vue du camp conservateur. L'Association pour la Coalition islamique s'est opposée à la politique économique de l'administration du Premier ministre Mir-Hossein Mousavi qui favorisait une économie sous tutelle de l'État. Pendant la guerre Iran-Irak, la distribution de Resâlat sur le champ de bataille a été interdite sur l'ordre direct de l'âyatollâh Khomeiny en raison de ses critiques envers le gouvernement.

2.2.4.5.- Le Mouvement des Musulmans militants (Jonbéché Mosalmânâné Mobâréz) était une branche du Mouvement pour la Liberté de l'Iran, mais plus fervent en matière de religion. Il a été créé un an avant la Révolution et a publié un journal du même nom. Le 18 avril 1979, il a fait paraître l'hebdomadaire Ommat (La Communauté) qui critiquait sévèrement les tribunaux révolutionnaires et leurs actes radicaux. Les fondateurs du journal l'ont suspendu deux ans après sa parution en raison des tensions dans le pays.

2.2.4.6.- L'Organisation des Moudjahidines du Peuple (gauchiste islamiste) : la formation de ce groupe politique, issu à la fois des idéologies marxistes et islamistes, remonte à l'avant-Révolution. Ses membres faisaient l'apologie de la lutte armée. Plusieurs d'entre eux, arrêtés pour action armée contre le régime du shâh, ont été exécutés. À l'approche des années de la Révolution, cette organisation a ajouté la pensée marxiste à son idéologie islamique. Après la Révolution islamique, les moudjahidines ont félicité Khomeiny et la nation iranienne pour la victoire de la Révolution. Ils reconnaissent l'âyatollâh Khomeiny comme imam mais rejettent la Constitution. En bénéficiant de l'ouverture politique, les moudjahidines se sont rapidement développés. Masoud Radjavi, leur leader, s'est présenté à l'élection présidentielle en 1979. Mais sa candidature s'est heurtée à l'opposition farouche des Fadaïans de l'islam. Dans une lettre à l'âyatollâh Khomeiny, les Fadaïans ont demandé si un groupe s'opposant à la Constitution pourrait participer au scrutin présidentiel. "Ceux qui n'ont pas voté oui à la Constitution de la République islamique d'Iran ne sont pas habilités à devenir président de l'Iran" a répondu Khomeiny. Le candidat des moudjahidines a été disqualifié, à l'origine de divergences entre eux et Khomeiny. Leur organe officiel était le journal Modjahéd, devenu populaire en

raison de ses révélations sur les religieux et sur le PRI, le parti de la République islamique. Il tire à 500 000 exemplaires à l'époque et est distribué partout en Iran. Au bout du compte, les moudjahidines appellent à une manifestation contre le régime islamique en faveur du président Banissadr (qui était interdit et son journal suspendu). Plusieurs de ses membres sont arrêtés et emprisonnés. Les moudjahidines sont actuellement le seul groupe armé d'opposition en exil. Ce sont eux qui ont révélé le programme nucléaire iranien en 2001.

2.2.4.7.- Étudiants islamistes

Les premiers groupes islamistes d'étudiants ont vu le jour en 1943 avec l'établissement de l'Association des Etudiants islamistes dans la Faculté de Médecine de l'université de Téhéran. De telles associations ont été formées dans d'autres facultés de l'université. Ces groupes ont été formés pour contenir les pensées gauchistes et communistes qui étaient en contraste avec la culture islamique du peuple d'Iran. Au fur et à mesure que l'on s'achemine vers la Révolution islamique, le terrain devient plus propice aux activités des islamistes dans les universités. Dans les années 1960, l'Association des Etudiants islamistes se forme dans 15 universités ou facultés iraniennes. Le développement des pensées et activités politiques des islamistes a un effet grandissant sur les jeunes et les étudiants. Dans ces mêmes années, des groupes libéraux et nationalistes ont adopté ces pensées politiques pour mettre sur pied le Mouvement pour la Liberté de l'Iran. On constate aussi que l'Organisation des moudjahidines du Peuple islamise ses pensées marxistes. Un an avant la Révolution, le mouvement étudiant était influencé par la classe moyenne qui inclinait vers l'Islam. Voilà la raison du renforcement des mouvements islamistes dans les universités. Huit mois après la Révolution, les étudiants de l'université de Téhéran commémorent les morts du soulèvement du juin 1961. En 1978, des étudiantes portent le voile islamique et des prières collectives se tiennent dans les universités. Les livres du penseur musulman Ali Chariati sont lus par la plupart des étudiants. La propagation de l'idéologie islamiste était une réponse à la laïcité du régime du shâh. Des étudiants religieux et islamistes avaient formé deux groupes étudiants, à savoir l'Union des associations des Etudiants islamistes et l'Organisation des Etudiants musulmans. En outre, des étudiants islamistes en Europe et aux Etats-Unis avaient mis sur pied deux associations islamistes différentes pour s'exprimer contre le régime du shâh. Elles publiaient le magazine 'Islam, école de militantisme' pour les étudiants à l'étranger. De nombreux membres de l'association des Etudiants islamiques en exil ont obtenu

d'importants postes après la Révolution. Au début de la Révolution, les étudiants islamistes se penchaient surtout sur la justice, la lutte contre l'impérialisme, le soutien à l'économie étatique, la saisie des terres des potentats pour les distribuer aux fermiers et villageois, ils soutenaient l'opposition à la culture occidentale et au consumérisme, et les mouvements islamistes de libération partout dans le monde.

Les Étudiants musulmans suivant la ligne de l'Imam (Danéhdjouyané Peyrové Khaté Emam) étaient pour la plupart des étudiants radicaux islamistes qui habitaient dans les quartiers pauvres de Téhéran. Ils ont commencé à lutter contre le régime du shâh sous l'influence des discours des religieux dans les mosquées de leur quartier.

Ils s'appelaient Étudiants suivant la ligne de l'imam Khomeiny. Ils militaient pour l'islam promu par l'âyatollâh Khomeiny et rejetaient l'islam "américain" de l'administration de Bazargan. A leurs yeux, des groupes comme le Mouvement pour la Liberté de l'Iran suivaient l'islam "américain" qui était différent de l'islam interprété par l'âyatollâh Khomeiny. Dans les universités à Téhéran, ces étudiants n'étaient pas aussi populaires que les étudiants gauchistes et ils s'affrontaient physiquement dans la plupart des meetings politiques. Des étudiants islamistes, surtout ceux qui suivaient la ligne de Khomeiny, s'opposaient au capitalisme et à l'arrogance, et militaient pour la justice et l'indépendance. Ils insistaient sur un suivi absolu de l'âyatollâh Khomeiny. Ils se concentraient sur la sauvegarde de la Révolution, sur la construction et la croissance de l'Iran, et sur la lutte contre l'attitude réactionnaire. Dans ces domaines, ils s'entendaient bien avec les gauchistes. Pourtant, les étudiants de la ligne de l'imam ne pouvaient surpasser les pensées gauchistes qui dominaient les universités. Afin de contrer la vague de propagation du gauchisme dans les universités, les étudiants de la ligne de l'imam entreprennent alors deux démarches : la prise d'assaut de l'ambassade américaine à Téhéran et la révolution culturelle.

- **L'occupation de l'ambassade américaine** ; Le 4 novembre 1979 en fin de matinée, quelque 400 étudiants prennent d'assaut l'ambassade des États-Unis à Téhéran sans avoir consulté le gouvernement de Bazargan. Les étudiants venaient des universités Amir-Kabir, Châhid Beheshti, Téhéran et Sharif. La prise d'assaut de l'ambassade américaine résultait d'une dispute entre les groupes idéologiques, surtout entre les étudiants gauchistes et islamistes. Avec cet acte radical, les étudiants suivant la ligne de l'imam voulaient réaliser une action d'éclat afin de gagner en popularité face à l'influence grandissante des étudiants gauchistes. Grâce à la prise d'otage des diplomates américains à

Téhéran, ces étudiants sont restés des héros nationaux pendant des années. Certains d'entre eux ont été élu membres du parlement ou ont été nommés ministres.

- **La révolution culturelle :** avec la victoire de la Révolution islamique, les universités et les étudiants représentaient le défi le plus important auquel les révolutionnaires et les dirigeants de la République islamique ont été confrontés. Les universités étaient pleines d'étudiants liés à la gauche ou groupes laïcs, religieux, libéraux, et même armés. Les dirigeants du régime islamique étaient désarmés face à cette diversité estudiantine et ils ne pouvaient la contrôler. Les étudiants de la ligne de l'imam préconisaient une Révolution culturelle dans le but de purger les autres groupes politiques des étudiants. L'ayatollah Khomeiny s'oppose au début à la révolution culturelle. Mais il donne son accord face à l'insistance des étudiants qui ont organisé des manifestations : le 20 avril 1980, le Conseil de la révolution, mandaté par l'ayatollah Khomeiny, donne trois jours aux groupes politiques des universités pour se retirer. Pendant ces journées, de violents affrontements ont lieu dans l'université de Téhéran et les rues adjacentes. Certains groupes gauchistes comme Pishgâm (Avant-garde) résistent à la fermeture de leurs bureaux. Des heurts éclatent entre Pishgâm et l'association des Etudiants islamistes appuyés par les gardiens de la révolution et les comités de la révolution. Les affrontements durent 24 heures, faisant 5 morts et 700 blessés. En fin de compte, les islamistes s'emparent de l'université. L'ayatollah Khomeiny donne son feu vert à la réalisation de la révolution culturelle et à la fermeture des universités. La révolution culturelle a lieu en juin 1980. Dans le cadre de cette révolution, toutes les universités du pays sont fermées pendant deux ans et quelque 8 000 professeurs qui refusaient de s'aligner sur la même idéologie que les islamistes sont remerciés. Ces professeurs quittent l'Iran et le courant islamique domine ainsi les universités. Sous l'effet de cette révolution culturelle, tous les groupes politiques universitaires sont purgés et seuls les étudiants suivant la ligne de l'imam fréquentent les universités. Suite à la fermeture des universités, la plupart des étudiants islamistes se rendent au champ de bataille et obtiennent des postes au sein du Corps des gardiens de la Révolution islamique, dans les tribunaux révolutionnaires, au sein du Djihad pour la Construction et du Centre des Arts. Les étudiants de la ligne de l'imam n'avaient pas d'organe officiel, mais étant donné leur radicalisme lors de la prise d'assaut de l'ambassade, un acte soutenu par l'ayatollah Khomeiny, les journaux islamistes comme Keyhan publiaient leurs communiqués et les interviewaient afin d'en faire des héros.

2.2.4.8.- Les organisations islamistes des ouvriers

Comme on l'a déjà dit, la première phase des luttes ouvrières commença cinq mois avant la Révolution islamique avec leur grève massive. Les comités de grèves étaient pour la plupart dirigés par des ouvriers militants des trois catégories suivantes : les membres laïcs et expérimentés des unions d'ouvriers, des ouvriers religieux et des ouvriers gauchistes.

« La grève des ouvriers industriels commence en mai 1979. Les exigences des ouvriers étaient essentiellement économiques. En octobre de la même année, soit 5 mois plus tard, ces grèves se politisent...De novembre à février, les grèves étaient entièrement politiques. »⁴¹²

La deuxième phase du développement des mouvements d'ouvriers a consisté en la formation des conseils d'ouvriers après la victoire de la Révolution. Ces conseils étaient issus des trois courants. Ils étaient élus directement par les ouvriers. Ils géraient les usines et prenaient des décisions sur l'emploi, la production, les prix, les revenus et l'investissement. Avec la montée en puissance de ces conseils dans les usines, les groupes politiques gauchistes et islamiques ont pénétré dans les conseils d'ouvriers. Les groupes gauchistes voulaient les remodeler sur le modèle des conseils révolutionnaires communistes de l'URSS alors que les islamistes et le PRI, parti de la République islamique, se basait sur des versets coraniques en essayant d'islamiser les conseils. Pour sa part, le gouvernement intérimaire a effectué un remaniement dans les centres industriels dans le but de pouvoir réaliser sa politique libérale et économique et soutenir l'investissement privé. Cette démarche du gouvernement réduit l'influence des conseils. Le gouvernement installe des inspecteurs dans les usines pour surveiller les activités des conseils. Après la démission du gouvernement intérimaire, le PRI met sur pied des Maisons (d'ouvriers) pour les Ouvriers et les conseils islamiques du Travail afin d'attirer les ouvriers et d'affaiblir l'influence des gauchistes auprès des ouvriers. Afin d'apporter de la convergence à la structure ouvrière dans le régime islamique, le PRI crée les coopératives islamiques assorties de l'idéologie islamiste, du capitalisme légitime et d'une gestion islamique. L'exécution de cette politique était censée discréditer d'autres valeurs que les islamistes qualifiaient de libérales.

Les conseils islamiques du travail publiaient le journal '*Kâr o Kârgar*' qui existe toujours. Les magazines ouvriers musulmans, l'organe de l'Organisation Hezbollah,

⁴¹² - Amir-Ahmad Houshang i, Iran baad az Enghélâb (L'Iran post-révolutionnaire), Ed. Bâz 2006, p 47

L'Ouvrier et l'organe officiel du Conseil des Ouvriers musulmans étaient les autres revues financées par le régime islamique dans les premières années de la révolution.

2.2.4.9.- Les groupes islamistes de femmes se sont activés pour le renforcement de la République islamique, l'exécution des lois islamiques, des lois sur la famille et pour le voile obligatoire. Leurs opinions et attitude se sont heurtées à l'opposition d'autres associations féminines.

- **La société des Femmes iraniennes** estimait que la liberté des femmes dépendait de la liberté de la société tout entière. Pour atteindre ces objectifs, elle se proposait de lutter contre l'impérialisme et surtout les États-Unis et l'URSS, de soutenir l'âyatollâh Khomeiny, de mobiliser les femmes pour contribuer à la rénovation économique, sociale et culturelle, faire adopter des lois justes qui serviraient les droits politiques et sociaux des femmes, renforcer le fondement des familles, lutter contre la corruption et la prostitution, alphabétiser les femmes et soutenir les enfants. L'organe officiel de cette société s'appelait 17 Châhrivar (le 6^{ème} mois du calendrier iranien).

- **La société de la Révolution islamique des Femmes** a été établie par Azam Taleqani, la fille de l'âyatollâh Taleqani. Son organe officiel était Payâm-é Hajar (Le Message de Hejer). Au moment de l'adoption de la Constitution, cette société s'exprimait sur la présidence par une femme (interdite dans la loi), la privation des femmes divorcées de la garde de leurs enfants et l'inégalité homme-femme. Le journal examinait des problèmes sociaux auxquels étaient confrontées des femmes, comme la toxicomanie et la prostitution.

2-2-5 Minorités ethniques et religieuses

L'Iran est un pays comportant une grande diversité de langues, d'ethnies et de religions. Au cours des deux derniers siècles, l'Iran s'est unifié en raison de la répression des mouvements indépendantistes au début des 19^{ème} et 20^{ème} siècles par Mohammad Khan, le fondateur de la dynastie Qajar, et par Réza Shâh. Cette unification de l'Iran s'est accompagnée de nombreuses guerres. Les principales tribus vivant en Iran sont les Perses (provinces centrales), les Turcs (provinces au nord-ouest), les Kurdes (provinces à l'ouest), les Arabes (provinces au sud-ouest), les Turcomans (provinces au nord-est) et les Baloutches (provinces à l'est). Parmi les confessions présentes en Iran, il convient de citer les disciples du judaïsme, du christianisme et du zoroastrisme. La structure ethnique est compliquée, car chaque tribu campe sur sa propre langue et sur ses coutumes, et demande l'autonomie avec l'usage de sa propre langue. Les mouvements indépendantistes ethniques

en Iran ont toujours été une question sécuritaire conséquente qui menacerait l'unité nationale. Voilà pourquoi tous les régimes, y compris le régime du shâh, les ont réprimés. Au début de la Révolution, les minorités ethniques profitent de l'ouverture politique pour répéter leurs exigences. De nombreux journaux kurdes et turcs sont publiés par ces minorités. Les organisations suivantes apportaient leur soutien direct ou indirect à des mouvements indépendantistes : le Comité des Révolutionnaires du Kurdistan iranien ou Komala, le Parti démocrate du Kurdistan d'Iran, l'Organisation du Peuple arabe, l'Union des Turcomans, la Société des Kurdes de Téhéran, le parti de la République du Peuple musulman d'Iran, l'Organisation de l'Unité de la Gauche du Kurdistan, la Clique des Libéraux d'Azerbaïdjan, le Centre des Etudiants démocrates d'Iran et le Conseil de solidarité du Peuple d'Iran au Kurdistan.

2.2.5.1.- Les minorités kurdes

Bahram Valadbeigi, directeur de l'Institut Kurdistan, a indiqué dans une interview au journal Rouz en juillet 2012 : "Grâce à l'ouverture politique survenue pendant les premiers 18 mois de la Révolution, les journaux kurdes ont connu une croissance quantitative et qualitative. Selon les chiffres officiels, quelque 40 journaux étaient publiés dans les régions kurdes d'Iran pendant les deux premières années de la Révolution. Bien que la plupart des journaux aient été dirigé par les partis, l'importance historique de cette période est connue de tous. Ces journaux ont été le début d'une nouvelle ère dans la publication des journaux kurdes et persans. Deux ans après l'instauration du régime islamiste et la répression des ethnies séparatistes et indépendantistes, certains journaux en langue kurde, gérés par différents organismes d'Etat comme Sépahé Pâsdârân (l'Armée des gardiens de la Révolution) et l'organisation de la propagande islamique ont continué à être publiés. D'autres parutions : Âshti, Payâmé Kordestân, Sirvân, Hâvâr, Râssân, Roujhêlât, Âssou, Kéréftou, Didgâh, Rojân etc. appartiennent à ce groupe de journaux. Un hebdomadaire, Sirvân, est publié par la mairie de la ville de Sanandaj dans la province du Kurdistan.

- **Le Comité des révolutionnaires du Kurdistan iranien ou Komala** : pendant l'occupation de l'Iran par l'armée russe au cours de la Deuxième Guerre mondiale, un groupe de Kurdes iraniens appuyés par l'armée russe a mis sur pied un comité communiste sous le nom de Komala. Quelque temps plus tard, ils ont fusionné avec les Démocrates d'Azerbaïdjan. Après avoir évacué l'Iran, les Russes ont apporté leur soutien au comité

démocrate du Kurdistan qui cherchait à établir un gouvernement autonome. Mais le régime du shâh réussit à les réprimer et à en arrêter les membres. Un an avant la Révolution islamique, l'adoption d'une politique d'ouverture par le régime du shâh déboucha sur la libération des indépendantistes kurdes et d'autres prisonniers politiques. Ceux-ci lancèrent le Comité des Révolutionnaires du Kurdistan iranien (Komala). L'organe officiel de Komala était Aso Rouje Lât qui propageait la revendication d'autonomie du Kurdistan ainsi que des idéaux communistes et marxistes. Dès la victoire de la Révolution islamique, Komala s'engage pour la lutte armée. Les opérations de ce groupe étaient commentées dans les journaux de l'Organisation de Paykâr.

- **Le Parti démocratique du Kurdistan** a été établi le 24 octobre 1945 dans la ville de Mahâbâd, une région kurde dans nord-ouest de l'Iran. Le régime du shâh a réprimé ce parti en raison de ses exigences indépendantistes et de sa promotion des pensées marxistes et gauchistes. Après la victoire de la Révolution islamique, il reprend ses activités ouvertement, mais il boycotte le référendum sur la République islamique d'Iran. Il qualifie le référendum d'antidémocratique car il estime que le régime islamique est imposé à l'Iran. Ce parti visait l'autonomie du Kurdistan, la reconnaissance de la langue kurde comme langue du gouvernement autonome du Kurdistan, luttait contre les féodaux et l'impérialisme, et portait assistance aux révolutionnaires. Il publiait le magazine kurde Kurdistan.

« La plupart des éditoriaux portaient sur la nécessité de l'alphabétisation, le développement des écoles, le développement économique et industriel et la réalisation des conditions régionales, surtout au Kurdistan. Dans de nombreux numéros de ce journal, la nécessité de l'unité des Kurdes et l'acquisition de la liberté étaient soulignées. »⁴¹³

Le journal Hivâ était un des rares journaux sans aucun lien avec les partis kurdes. Il se penchait essentiellement sur les questions culturelles. Selon une recherche réalisée par Saïd Moradian sur la presse kurde pendant un siècle, 168 journaux ont été publiés entre 1979 et 1980.

⁴¹³ - Qoreishi Kaveh, 112 années de presse au Kurdistan, sit Rouz, 21 avril 2010
<http://www.roozonline.com/english/news3/newsitem/article/112.html>

2.2.5.2. La minorité turque

Les minorités turques habitent en Azerbaïdjan iranien et dans les provinces adjacentes. Au milieu de la Deuxième Guerre mondiale, les forces nationales démocratiques d'Azerbaïdjan ont instauré l'autonomie azerbaïdjanaise, mais le régime de Pahvali s'y oppose et il la réprime.

« La plupart des Turcs indépendantistes demandaient la reconnaissance de la langue turque dans le système éducatif, judiciaire et administratif de l'Azerbaïdjan et la reconnaissance d'un gouvernement fédéral de l'Azerbaïdjan. Sur le plan économique, ils voulaient que les impôts collectés auprès des provinces turques soient dépensés dans les mêmes provinces. »⁴¹⁴

- **L'association d'Azerbaïdjan** : le 25 janvier 1979, au seuil de la victoire de la Révolution islamique, un groupe d'intellectuels et d'écrivains fondent l'association d'Azerbaïdjan pour soutenir la culture turque, sa littérature ainsi que la publication des livres turcs. Leur organe officiel était Varliq, plus culturel qu'indépendantiste.

- **Le parti du Peuple musulman** est mis sur pied par l'âyatollâh Shariatmadari, l'un des religieux de haut rang turcs en Iran. Le parti millite pour l'autonomie azerbaïdjanaise et turque. Les Azerbaïdjanais manifestèrent massivement pour soutenir ce parti et participer à la lutte contre la dictature. La prise de position autonome de ce parti donne lieu à des divergences au sein du régime islamique. Le 23 avril 1979, le parti est dissout après quelques jours d'affrontements entre ses partisans et les militaires. Plusieurs de ses membres sont emprisonnés par la suite. Son organe officiel porte le même nom. Il s'est opposé au monopole du régime islamique et au principe du "velâyat-é faqih".

Le magazine turc Ouldouz a paru à Tabriz quelques jours après la Révolution islamique. Ouldouz était culturel sans aucun lien avec les partis politiques. Le magazine insistait sur l'instauration des droits culturels des Azerbaïdjanais et sur l'usage de la langue turque. Peu de temps après sont apparus d'autres périodiques : Vârliq, Youldâsh, Molla Nasroddin, Dédé Qourqourd, Kouroughlou, Eishiq, Chenlie Bel et Azerbaïdjan Sesi.

2-2-6- Le paradoxe de la *coexistence d'une société civile et d'un gouvernement islamique*

Dix mois après la Révolution islamique, la Constitution iranienne qui accorde une forte autorité au guide suprême est approuvée. Avec l'adoption de la Constitution, l'Etat

⁴¹⁴ - Zare Shahmorsi, Parviz, Târikhé Zabân Torki dar Âzarbaïdjan, (Le statut de la langue turque en Azerbaïdjân) Ed, Akhtar Tabriz 2005, p70,

religieux éclipse toutes les lois. Le guide suprême se trouve à la tête de toute affaire et est considéré comme successeur du prophète Mahomet. Le principe du "velâyat-é faghih" limite l'activité des groupes sociaux et politiques qui veulent participer aux prises de décisions. Le principe de liberté dans la vie privée et sociale est un fondement intellectuel de la société civile. Cependant, l'islam est une religion qui domine toutes les affaires de la vie privée, sociale et politique des gens. Et du point de vue de l'islam, de telles lois sont inchangeables.

« Une autre divergence entre la société civile et la société religieuse s'inscrit dans la rédaction de la loi. Dans une société chiite, la loi provient de Dieu... En résumé, la légitimité du système politique et la base du gouvernement et des lois islamiques ont une origine divine, alors que dans la société civile, tout repose sur l'être humain. Voilà pourquoi la religion et la société civile se contredisent. Par conséquent, le peuple ne serait pas capable de faire changer les lois en faisant pression sur le gouvernement par le biais des groupes et des associations. »⁴¹⁵

Dans l'optique des islamistes, la société civile est configurée à l'occidentale et soutient les valeurs et la moralité libérales, et les citoyens sont autorisés à s'ingérer dans toute affaire sans aucune restriction. En ce qui concerne l'opposition du gouvernement islamique à la société civile, on peut citer le chef du pouvoir judiciaire:

« La séparation de la société civile du gouvernement va déboucher sur la séparation de l'espace public de l'espace privé et l'affaiblissement du rôle du gouvernement dans la société. Elle va aussi entraver l'exécution de lois par le gouvernement. »⁴¹⁶

L'approbation de la Constitution et la souveraineté du guide suprême ne laissent aucune place à la société civile et parler de la société civile équivalait à l'opposition aux instructions religieuses. Cette définition par le gouvernement islamique de la société civile resserrait l'étau autour des groupes et associations, et le régime islamique s'est emparé de l'espace public et de la société civile. Le principe de "velâyat-é faghih" ignore le rôle du peuple dans les affaires du pays. Cela va à l'encontre des caractéristiques d'un gouvernement national.

⁴¹⁵ - Marefat, Mohammad-Hadi, Djamééyé Madani, (Société civile) .Ed Tamhid. Téhéran p. 53

⁴¹⁶ -Revue Andishé Hozé, 2011

« Les caractéristiques d'un gouvernement national : 1- La loi règne dans le pays. 2- La participation politico-sociale volontaire du peuple – qui est d'ailleurs la base du développement politique – est organisée. Autrement dit, un gouvernement national croit au rôle du peuple dans l'établissement de la démocratie, et c'est ainsi que le gouvernement obtient sa légitimité à l'échelle nationale et internationale. 3- Un gouvernement national interagit avec les dissidents et il ne considère pas comme ennemis ses opposants dans la société ni les intellectuels critiques. 4- Le gouvernement se sent obligé de sauvegarder le pouvoir et il ne se considère pas comme son héritier. 5- Il augmente le niveau de participation sociale du peuple et prépare le terrain pour le développement politique en vue de changements culturels et la hausse de la confiance publique. 6- Il repose sur les droits des citoyens. 7- Il s'oppose au gouvernement absolu et s'achemine vers la séparation des pouvoirs et le pluralisme. 8- Il est en quête de liberté d'expression, de pensée, d'action, de la presse, de réunion et d'association et il les garantit de manière temporaire ou permanente. »⁴¹⁷

LA DÉCADENCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Immédiatement après l'installation du régime islamique, divers groupes, partis et associations se sont formés. La formation de tels groupes était en progression pendant les six premiers mois de la Révolution. Mais six mois après la victoire de la Révolution, on constate une baisse de la présence des partis et groupes dans l'espace public en raison de la prise de pouvoir par les islamistes. Des groupes de pression et milices attaquent systématiquement les réunions des groupes et partis d'opposition. Les locaux du Centre des Ecrivains sont ainsi dégradés et le centre doit limiter ses activités. En outre, il n'y a encore aucune loi sur l'administration du pays faute d'un parlement. L'âyatollah Khomeiny ou le procureur ordonnent en personne la suspension ou l'interdiction des partis et groupes. L'interdiction du Front démocratique national en est un exemple. D'autres facteurs comme le déclenchement de la guerre et la rédaction des lois par le parlement vont ramener l'activité des partis et des groupes à zéro en 1981.

2.2.6.1. La guerre

Avec le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak, le gouvernement et l'âyatollah Khomeiny interdisent toute activité politique en disant que de telles activités allaient perturber l'unité et la sécurité nationales. La plupart des dissidents du régime islamique ont été éliminés, et un grand nombre de partis et groupes ont été interdits. La

⁴¹⁷ - Sattari Soheila, Zivilgesellschaften im Iran: Dr. Mossadeghs Thesen und Errungenschaften, (Pensées et approches de Mossadegh pour la société civile) Hamburg 2010 .Resumé du livre traduit par l'auteur sur le site Gouya

guerre sert de prétexte aux islamistes extrémistes pour concentrer le pouvoir et faire oublier la société civile. Pendant les huit années de guerre, les mosquées et les groupes religieux furent les plus importantes organisations non gouvernementales à s'être lancées dans les activités caritatives comme les fonds de prêt sans intérêt.

2.2.6.2. L'adoption de la loi sur les partis et institutions

Le 9 juillet 1981, soit neuf mois après le déclenchement de la guerre, la loi sur les partis et institutions du peuple a été adoptée par le parlement. Selon cette loi, les partis et associations peuvent se créer avec l'autorisation du ministère de l'Intérieur. C'est le ministère qui décide d'accorder ou non l'autorisation à des partis. Le critère principal pour autoriser les partis politiques est leur reconnaissance du principe "velâyat-é faghîh". C'est après l'adoption de cette loi que le régime islamique déclare tous les partis illégaux et il leur demande de solliciter auprès du ministère de l'Intérieur l'autorisation de reprendre leurs activités. Beaucoup d'entre eux ne recevront pas cette autorisation et l'espace public est ainsi vidé de tous les partis et associations opposés au régime islamique. Seuls les groupes qui propageaient l'idéologie islamiste se sont vus accorder l'autorisation.

L'article 26 de la Constitution dit :

« Les partis, les sociétés, les associations politiques, les unions, les associations islamiques ou les minorités religieuses sont libres à condition de ne pas violer les principes d'indépendance, de liberté, d'unité nationale, les critères islamiques et constitutionnels de la République islamique. »

Cet article explicite impose les restrictions suivantes aux partis :

- toute communication, tout échange d'information, toute collusion avec les ambassades, les bureaux représentant des organes gouvernementaux ou partis étrangers
- la réception de toute aide financière étrangère
- la violation de l'unité nationale
- la violation des critères islamiques et constitutionnels de la République islamique d'Iran
- la propagande anti-islamique et la distribution de livres et journaux des groupes décadents

- la possession d'armes à feu et de munitions sous prétexte d'empêcher les partis de semer la division dans le peuple et de menacer la sécurité nationale.

Le procureur révolutionnaire impose des restrictions selon lesquelles les partis ne sont pas autorisés à appeler le peuple à la grève, au débrayage ou à la manifestation à moins que le ministère de l'Intérieur ne les y autorise. En vertu de cette loi, le procureur révolutionnaire, mandaté par le président de la Cour suprême, ordonne le 7 juin 1981 la fermeture des quotidiens Enghelab Eslami, Mizân, Armân Mellat et Mardom ainsi que le bulletin d'information du Front Populaire d'Iran sans aucun procès légal. Ces journaux sont accusés d'avoir violé l'unité nationale et semé la zizanie. Onze jours plus tard, l'âyatollâh Khomeiny donne son accord à l'interdiction des journaux par cette déclaration :

« Aujourd'hui, les hypocrites, le Front Populaire, le parti démocratique et tous les contre-révolutionnaires ont serré les rangs pour vous détruire et détruire la saine révolution de la nation. Ne voyez-vous pas que chaque jour un groupe se réunit quelque part pour faire des sabotages ? Il faut que vous soyez vigilants et gardiez votre sang-froid afin de pouvoir neutraliser les tentatives des anarchistes. »⁴¹⁸

Après la fermeture de l'espace public du pays, le régime cherche à faire de l'Iran une société totalitaire dans laquelle le guide suprême est le pivot de l'unité de la société sans qu'aucune institution indépendante ne puisse exister.

« La philosophe allemande Hannah Arendt esquisse ainsi la formation de nouvelles communautés pour le mouvement social :

1. Quand le peuple perd son appartenance au groupe, il se sent sans communauté
2. Dans ce cas, les individus s'appêtent à accepter de nouvelles idéologies et cherchent une nouvelle société pour remplacer la société perdue
3. Le totalitarisme s'est créé avec un groupe d'élites à sa tête. En se basant sur la théorie d'Arendt, les religieux sont les élites qui contrôlent le pouvoir en Iran. Le théoricien allemand Jürgen Habermas présente un modèle démocratique lié à l'espace public. Selon ce modèle dans lequel les mouvements sociaux sont les principaux moteurs de l'instauration de la démocratie, les sujets sont définis dans l'espace informel avant d'être considérés par le biais des filières politiques conventionnelles. Selon ce modèle, l'ouverture politique disparaît de l'espace public iranien deux ans après la Révolution islamique. Le gouvernement s'en empare sans avoir

⁴¹⁸ - Hossein Bashirieh, Société civile et développement politique en Iran contemporain : des paroles dans la sociologie politique, première édition, Téhéran, 2009

aucune communication avec le peuple pour régler les affaires de la société et il décide tout seul pour le pays et le peuple. »⁴¹⁹

Conclusion

L'étude des deux premières années de la Révolution amène au constat que la naissance des divers partis et groupes est due au chaos politique de l'époque. Ce qui a constitué des obstacles pour le régime islamique naissant dans sa tentative de contrôler la situation. Le régime islamique n'a pas favorisé le dialogue avec les divers groupes intellectuels et idéologiques, et cette attitude provient de la religion islamique qui exige la soumission. Par conséquent, le régime n'a pas été capable de composer avec toutes les opinions et de les tolérer, et il a décidé de les intégrer afin de pouvoir mieux régner. À ce propos, le principe de "velâyat-é faghih" a été inclus dans la Constitution pour que l'unité du pays soit liée à une seule personne. Ce manque de tolérance a été constaté à l'intérieur même des cercles proches du pouvoir. L'âyatollâh Khomeiny a dissout le parti de la République islamique en raison de divisions entre ses membres, qui étaient pourtant les architectes de la Révolution islamique. Dans le but d'imposer son idéologie, le gouvernement islamique a eu recours à diverses méthodes et il a réussi à s'emparer de l'espace public par l'intimidation et la répression.

⁴¹⁹ - Abazari Yousef. 'Sociologie dynamique' numéro 24 de la revue semestrielle Arghanoun, 2004

Chapitre 3- La Culture politique du peuple

Bien que la centralisation des sources du pouvoir et la faiblesse de la société civile constituent deux principaux facteurs favorisant le non-développement politique et médiatique en Iran, leur étendue dépend aussi du facteur culturel. La culture politique, soit la participation du peuple aux affaires de l'Etat, par la participation aux élections ou l'activité des intellectuels dans la presse, les associations et groupes, pourrait augmenter la contribution du peuple aux affaires du pays si elle se libère des restrictions absolues et se conforme à un développement du pays. Pourtant, si la culture de participation du peuple reste intacte sans que le peuple contribue aux prises de décision, une culture de l'obéissance au pouvoir absolu prendra corps. Dans une telle société, l'élite politique ne prend pas forme et même si elle apparaît, elle ne pourra jamais faire sentir sa présence. Dans ce chapitre, nous nous penchons tout d'abord sur la culture politique de la population iranienne et sur les facteurs qui ont causé la méfiance historique de la population envers le gouvernement. Ensuite, nous parlerons des diverses cultures existant en Iran, dont la culture irano-islamique et la culture moderne. Et nous continuerons à discuter du rôle de la presse dans la création d'une solidarité dans la population, du langage de la presse et de son effet sur la culture sociale.

3-1 La culture d'obéissance en Iran et son histoire

« La culture et la tendance politique des groupes dominants en Iran ont toujours suivi le système patriarcal et c'est pour cela que les dirigeants et le peuple ont toujours reconnu la hiérarchie au sein du pouvoir. En raison d'un tel passé, le peuple se sent obligé d'obéir à ses dirigeants sans avoir souvent le droit de s'exprimer sur les affaires d'Etat. Une telle culture empêche l'émergence des concepts tels que la Constitution, le parlement et le parti politique, et les pouvoirs monopolistes ont renforcé leur influence sous couvert de rénovation telle que l'établissement des partis ou d'un parlement, et ont réussi à renforcer leur mainmise sur le pouvoir. La culture de l'obéissance, qui s'oppose à la culture participative, conforte toujours le pouvoir et le pousse vers l'absolutisme. Les pouvoirs et les gouvernements monopolistes n'ont jamais cherché à affaiblir la culture de l'obéissance, ils l'ont même renforcée. »
420

La culture de l'obéissance considère les dissidents politiques et les critiques du régime comme des ennemis. Les souverains s'évertuent à marginaliser leurs rivaux au lieu

⁴²⁰ - Khanéki, Hadi. op.cit, p 185

de considérer des solutions pour coopérer avec les divers groupes sociaux. Une telle attitude dresse un obstacle au développement politique et donne lieu à une ambiance de méfiance et de pessimisme. Des recherches réalisées sur la culture politique en Iran indiquent qu'au sein des groupes dominants dans le pays, on aurait de la difficulté à trouver des tendances en faveur de la rivalité politique. La méfiance politique en Iran est attribuée en partie aux expériences des régimes autocratiques au cours des siècles.⁴²¹

. Les gouvernements ont toujours pillé la population sous peine de châtement. L'histoire de tels comportements autocratiques a poussé les Iraniens à se méfier de leurs gouvernements en ce qui concerne la sauvegarde de leurs intérêts. Le peuple obéit à son gouvernement par crainte ou flatterie, et il n'y a aucune confiance mutuelle. En outre, le fait que au cours de l'histoire des étrangers ont lancé attaque sur attaque contre l'Iran et contre le débordement de ses dirigeants a réduit la confiance du peuple dans tout gouvernement. Dans de telles circonstances, les liens traditionnels entre le gouvernement et le peuple perdent leur efficacité à restaurer l'ordre social, et de nouvelles règles garantissant des normes sociales n'ont pas été définies. La méfiance de la population envers le gouvernement s'intensifie et le peuple préfère se concentrer sur les affaires personnelles. Au bout du compte, la participation du peuple va diminuer et le gouvernement deviendra un élément indigne de confiance. Une société civile et ses institutions perdront leur force et l'isolement social et politique s'incrusteront.

« La culture politique des élites de l'Iran se résume par les quatre caractéristiques suivantes : pessimisme politique, méfiance individuelle, sensation d'insécurité et abus d'autrui. Pessimisme et méfiance envers le pouvoir politique font partie des caractéristiques de la culture de l'obéissance. Cette culture politique influence profondément la presse et fait perdre le sens aux concepts tels que la rivalité et la participation. En outre, le comportement politique dominant sera un mélange d'opportunisme, d'inaction, de silence, de peur et d'objection cachée... »⁴²²

La structure du gouvernement absolu ne supporte pas la rivalité ni la participation politiques et c'est la raison pour laquelle les organisations et associations indépendantes ainsi que la presse ne sont pas libres. Par conséquent, les couches politiques s'achemineront vers l'inactivité, l'isolement, l'indifférence et la politico-phobie.

⁴²¹ - Cf. Annexe n°1

⁴²² - 'Bashirieh ; Hossein.' Obstacles au développement politique en Iran '(Mavané-é Tossé Siassi dar Iran), Ed. Gamé. Téhéran 2001 p.159

« Voici les principales caractéristiques d'une société dans laquelle la culture politique se solde par l'isolement: le souverain est supérieur aux autres ; le peuple n'a pas de droit de gouverner bien qu'il puisse protester ; dans le cadre de la culture de l'obéissance, le peuple s'attend à ce que le gouvernement se charge de tout. En même temps, on ne compte pas sur les promesses des souverains ; le peuple s'évertue à satisfaire les souverains et cela donne lieu à l'opportunisme et à la flatterie ; peur, individualisme et isolement déferlent sur la société ; les critiques contre le pouvoir sont facilement remplacées à nouveau par l'obéissance. Ces caractéristiques s'appliquent aussi à la presse. »⁴²³

L'ensemble de ces caractéristiques crée une attitude pessimiste envers la participation et une rivalité sur la scène politique. Un gouvernement absolu ne tolère ni la participation ni la rivalité politiques et il ne permet jamais aux partis indépendants, qui manifestent la société civile, de se rendre visibles. La presse, qui est l'exutoire de l'opinion publique et la source d'information, est de plus en plus isolée et elle adopte le langage de l'obéissance au lieu d'être critique et influente.

MÉFIANCE HISTORIQUE ENVERS LE GOUVERNEMENT

Les recherches indiquent que la méfiance politique en Iran résulte de l'accumulation des expériences historiques du peuple, qui s'est muée en vie politique.

Cette méfiance historique vient essentiellement du règne dictatorial des rois et de leurs proches. Ces derniers ont donné une impression de pillage et de tyrannie par leurs comportements.

« Le peuple a toujours eu l'impression que les gouvernements sont des percepteurs ou châtieurs et non des serviteurs. C'est pourquoi il se méfiait toujours de tels gouvernements. En même temps, la structure dictatoriale du pouvoir en Iran a renforcé la culture dirigiste qui a une nature non participative et repose sur l'obéissance, la flatterie, par crainte du régime au pouvoir. Cette culture d'obéissance et non participative s'est formée au fil du temps. Une autre raison expliquant cette méfiance s'inscrit dans le fait que le peuple ne choisit pas le gouvernement au pouvoir. Normalement, il faut qu'une société prenne forme avant que le peuple puisse choisir en son sein certains individus sur la base des accords sociaux pour protéger les intérêts publics et nationaux. Dans l'histoire politique de l'Iran, les gouvernements ont toujours décidé pour le peuple, qui ne faisait pas confiance aux décisions et règlements adoptés par les gouvernements. De plus, l'absence de lois transparentes, le manque de clarté sur les données financières, l'existence d'un réseau de corruption administrative et d'une économie insalubre et opaque ont fait perdre au peuple sa confiance dans le gouvernement lui-même et ont séparé le peuple du

⁴²³ - Khaniki H. op.cit, p 188

gouvernement. En Iran, il faut ajouter que l'ingérence des pays étrangers et la dépendance des hommes politiques ont renforcé la méfiance du peuple envers les politiciens et le gouvernement. » ⁴²⁴

Par ailleurs, cette méfiance issue de la présence de régimes dictatoriaux au pouvoir a engendré la méfiance à l'intérieur même de la population. Sous de tels régimes autoritaires, des gens ont adopté des comportements de flatterie afin de protéger leur sécurité physique et financière et de bénéficier d'avantages de la part du pouvoir. Ces comportements ont provoqué la discorde au sein de la population, entre peuple et organisations, et ont rendu les gens méfiants les uns envers les autres.

3-2 Le multiculturalisme en Iran

Nous évoquons ici les conflits culturels qui sont derrière la dissociation culturelle en Iran. L'ancienne Perse connut la dissociation culturelle pour la première fois durant l'invasion par les Arabes et l'imposition de l'Islam au VI^{ème} siècle. Il a fallu huit siècles aux Iraniens pour qu'ils puissent enfin s'unir autour du chiisme. Jusqu'à il y a 100 ans, le chiisme fut le facteur de l'unité nationale et de la cohésion sociale, mais aussi la base de la légitimité de tout gouvernement iranien. Or, la modernisation de l'Iran à l'occidentale à partir de la fin du XIX^e siècle influença l'unité culturelle au sein de la société, en changeant radicalement la structure sociale. Au cours du siècle précédent, la promotion des idées occidentales pour la rénovation ont opposé le traditionalisme au modernisme et cela a débouché sur la dissociation culturelle au sein de la société. La Révolution constitutionnelle, l'émergence du régime des Pahlavi, l'instruction laïque et les mouvements nationalistes sont tous issus de l'occidentalisation qui mit en plein jour la contradiction entre la culture islamique et la culture iranienne et limita les chances d'unité nationale.

3.2.1- La culture de l'ancienne Perse

La culture perse est très respectée en Iran. Malgré les invasions de l'ancienne Perse par les Arabes, les Turcs et les Mongols à partir du XIV^e siècle, la culture perse a réussi à protéger les us et coutumes, la littérature et la langue. On peut rarement trouver une ethnie dont la langue n'a pas changé depuis quatorze siècles.

⁴²⁴ - L'ingérence russe et anglaise pendant le règne des Qâdjâr et l'ingérence anglaise et américaine pendant le régime des Pahlavi (Khaniki, H.op. Cité p.186)

« ...Convaincu par l'expérience que la meilleure façon de vaincre un envahisseur est encore de lui céder, le Persan a pu subir ainsi successivement le joug des Macédoniens, des Parthes, des Arabes, des Turcs, des Mongols et de quelques autres sans jamais cesser d'être lui-même. Invariablement, le nouveau maître, après avoir fait couper parfois quelques milliers de têtes, découvrait les délices de sa civilisation et ne tardait pas à dépouiller sa barbarie native au contact séduisant de ce peuple dont la meilleure arme a toujours été le plaisir. Une génération plus tard, ses enfants avaient tout oublié de la steppe et pouvaient sans faire sourire se prétendre aussi persans que leurs sujets... »⁴²⁵

Des rituels et des fêtes dans le calendrier iranien témoignent de la survie de la culture perse. C'est pour la même raison que le régime des Pahlavi a tenu sa légitimité de la culture perse. La Célébration des 2 500 ans de la monarchie iranienne, ou les Fêtes de Persépolis, et le retour au calendrier de l'ancienne Perse figurent parmi les moyens auxquels le régime de Pahlavi a eu recours afin de s'approprier la légitimité.

3.2.2. La culture moderniste et occidentale

A partir du XIXe siècle, les intellectuels évoquent des idées modernes et occidentales dans un cadre laïque. La Révolution constitutionnelle s'est déroulée sous l'effet des pensées occidentales et elle garantissait le nationalisme et la laïcité.

Une autre pensée moderne importée en Iran a été le socialisme russe.⁴²⁶ Ces pensées modernes ont été promues par Réza shâh. En Iran, le modernisme a toujours insisté sur le nationalisme, la solidarité nationale, les réformes, la révolution, la souveraineté du peuple, la démocratie et la laïcité.

« ...Les intellectuels modernes et radicaux en Iran – qu'ils soient de gauche ou de droite – sont pour la plupart issus des familles urbaines de la classe moyenne, mécontents des conditions politiques et sociales, désillusionnés et sans aucun attachement religieux. Ces intellectuels se démarquent des us et coutumes de la société et s'attachent au modernisme. Mais au bout du compte,

⁴²⁵ - Kevorkian, A.M.- Siere, J.P., 'Les Jardins du désir, Sept siècles de peinture persane'. Ed Phébus .Paris, 1983. p..12

⁴²⁶ - La Révolution d'Octobre de la Russie survint en 1917 alors que la Révolution constitutionnelle iranienne s'était déroulée 12 ans plus tôt. Or les intellectuels iraniens s'étaient inspirés des mouvements socialistes russes bien avant la révolution russe.

ils se sentent isolés et détachés, un détachement qui se mesure selon leur dépendance par rapport à leur famille, leur ville et leur pays. »⁴²⁷

3.2.3. La culture islamique devenue islamiste

Le chiisme a toujours été considéré comme une confession politique, mais il faut dire que l'islam s'est politisé au début du XXe siècle. Ce fut à partir de ce moment-là qu'il commença à s'ingérer dans les affaires politiques. La politisation de l'islam voici un siècle s'est faite en réaction aux pressions et menaces de la part du modernisme.

Dans toutes les religions, là où le modernisme menace la religion, le mode de vie, le retour aux valeurs religieuses, l'intégrisme survient. L'Iran connaît cette expérience à la fin de la période du régime du shâh.

L'islam devient islamisme, une religion totalitaire qui s'ingère dans la vie individuelle, sociale et politique. On ne peut donc pas séparer les divers aspects de la vie de ceux de la religion. D'autant plus que cet islamisme oblige le gouvernement à obéir aux instructions religieuses. En outre, il s'occupe toujours des communautés et des rituels collectifs et se garde de l'individualisme. La prière collective et le pèlerinage du hadj en sont des exemples. Les objectifs suivis par l'islam ne se limitent pas à la délivrance individuelle, ils comprennent aussi le maintien de la solidarité sociale. Le chiisme est la confession la plus stricte de l'islam, qui autorise les religieux à s'ingérer dans les affaires politiques en tant que représentants du prophète Mahomet. Le chiisme veut que le leadership politique appartienne aux religieux. Face à l'émergence des idées occidentales et à la croissance du modernisme en Iran, les religieux ne peuvent que réagir à ces développements et se défendre contre des pensées qui s'attaquent à la religion. Leur position passe de la défense à l'attaque. Les diverses cultures qui ont dominé l'Iran durant le XXème siècle ont essayé soit de s'unir pendant certaines périodes historiques pour atteindre un objectif politique et social commun, soit de s'éliminer l'une l'autre. Voici des exemples :

- Le mouvement anti-tabac sous Nâsséréddine shâh contre le colonialisme intérieur et étranger grâce à l'unité entre les religieux et les révisionnistes ;⁴²⁸

⁴²⁷ - Bashiriyeh, H. op.cit p 140

⁴²⁸ - Nâsséréddin Shâh, le 21 mars 1890, accorda par un farmân (décret) à une société britannique la concession de l'exploitation et de la commercialisation du tabac iranien. Cet acte, considéré comme le symbole de la capitulation face aux puissances coloniales, provoqua la colère de la population et du clergé. Le haut religieux Hadj Mirza Hassan Chirazi invita la population à boycotter l'usage du tabac et à s'abstenir

- La Révolution constitutionnelle sur le modèle des pays occidentaux, surtout la France et la Belgique, suite à l'union des modernistes et des hauts religieux avec des couches libérales, avant la dissociation de certains religieux dans l'espoir de gagner plus de pouvoir ;

- La nationalisation de l'industrie pétrolière soutenue par l'union des nationalistes, partisans de Mossadegh, des religieux et même du parti communiste Toudeh ; et l'échec ultérieur de cette union qui a entraîné la chute du gouvernement de Mossadegh ;

- La victoire de la Révolution islamique avec la participation de tous les courants politiques dans le mouvement anti-shâh dirigé par les religieux ; et ensuite la purge physique, culturelle et idéologique par les islamistes fondamentalistes de tous les groupes ayant contribué à la victoire de la révolution.

3.2.3.1 Les organes de règlement des différends

Dans la société iranienne qui, d'un côté est en état de transformation, et de l'autre est dotée de fissures ethniques, régionales et religieuses sans parler des langues et des couches sociales, la présence d'un organe pour modérer les conflits sociaux pourrait jouer un rôle déterminant dans le renforcement ou l'affaiblissement de la structure du gouvernement, de la société civile et enfin de la presse. Quand il existe des organes efficaces pour modérer les conflits sociaux, le terrain est préparé pour le dialogue et l'entente dans la société, pour la participation et la rivalité dans la politique ; et la presse devient possible. Au contraire, en l'absence de tels organes, le pouvoir central se centralise de plus en plus.

« Dans la littérature contemporaine, le développement politique est composé du développement administratif, social, culturel et économique qui souligne la contribution de tous les groupes à la formation du gouvernement, de la société civile et des organes de règlement des différends. »⁴²⁹

de fumer. Subitement, avec un ensemble parfait, tous les marchands de tabac fermèrent boutique ; même dans le harem du roi, on démonta et rangea les narghilehs. Il y eut des manifestations massives à Téhéran, Ispahan, Chiraz et Tabriz. L'affrontement entre les manifestants et la police du shâh fit de nombreuses victimes. Finalement, ce grand mouvement de protestation populaire obligea le roi à faire machine arrière et à annuler la Concession du Tabac le 15 mai 1892.

Voir : - Parvaneh Chahnaz, 'La femme iranienne : Tirailée entre la Tradition, la Modernité et la Postmodernité', Ed. L'Harmattan 1 fév.2014, p.53

-Luizard Pierre-Jean, 'Histoire politique du clergé : XVIIIe-XXIe siècle', Ed ; Fayard 26 mars 2014

⁴²⁹ - Kaniki H. op.cit, p 189

Autrement dit, l'absence ou la faiblesse des organes de règlement des différends sociaux peut causer le non développement culturel, la dissociation sociale et administrative et enfin le non développement politique et médiatique. Ceci devient le plus visible dans les sociétés en voie de développement. Dans les circonstances de dissociation culturelle et sociale, l'opposition culturelle des élites à la participation affaiblit la coopération des groupes sociaux. Cela veut dire que la diversité des structures intellectuelles, culturelles et sociales fait disparaître les solidarités bien enracinées parce que le passage de solidarité à diversité ne peut avoir lieu sans tensions et il est difficile de maintenir la cohésion et la solidarité dans la société en l'absence des organes légaux capables de régler les différends. Quand on ne s'accorde pas sur les objectifs et l'exercice du pouvoir politique, l'exercice de la force et la centralisation des sources du pouvoir politique remplacent la solidarité sociale. Dans de telles circonstances, les titulaires du pouvoir en Iran renforcent leur mainmise sur le pouvoir, tout en affaiblissant les organes de règlement des différends. L'inefficacité et la faiblesse de tels organes vont préparer le terrain pour le non développement de la société civile et pour la centralisation du pouvoir. Ces facteurs se renforcent l'un l'autre et le système social se dirige vers une pensée politique qui ne peut être qu'instable parce qu'un régime doit sa stabilité et sa légitimité à l'état de droit. La négligence envers les valeurs culturelles va créer l'indifférence et le désespoir politique. Dans l'histoire contemporaine de l'Iran, l'émergence de dissociations sociales et culturelles et l'absence d'organes de règlement des différends ont toujours fait obstacle au développement politique et médiatique et aussi à la réconciliation nationale. On peut aussi dire que la dissociation culturelle dans la société iranienne est un résultat de la formation d'une société moderne. Dans une société multiculturelle, le régime politique deviendra instable si les méthodes de cohabitation ne sont pas définies dans la loi. Leonard Binder, politologue américain, estime que les lois électorales et les lois gouvernant les partis politiques ne jouent qu'un rôle de symboles de légitimité du régime, au lieu d'être la source de coopération. Ces symboles (le parlement) ne représentent pas un consensus entre divers groupes parce que tous les groupes n'ont pas été impliqués dans la rédaction de la loi, et le groupe ayant eu la haute main a rédigé la loi comme il le désirait. Dans de tels gouvernements, comme en Iran, les nouveaux moyens de la bureaucratie administrative servent plutôt l'autoritarisme.

Le manque de coopération culturelle et l'absence ou l'inefficacité des organes de règlement des différends ont rendu le régime politique et ses institutions culturelles et politiques, comme la presse, dépendantes d'un segment de la société.

3.2.3.2. Mécanismes de règlement des différends

- Niveau de l'attention aux voix du peuple lors des élections
- Niveau de l'obéissance à la loi
- Forces et faiblesses des organes légaux

Avant la Révolution islamique, le gouvernement se chargeait de toutes les tâches et puisque la société et le peuple n'avaient aucun droit, le gouvernement ne se sentait pas responsable envers eux. Après la révolution, le régime islamique a été considéré comme une alternative au régime dictatorial du shâh. Donc, le nouveau gouvernement islamique devait définir des mécanismes afin de réduire le gouffre entre le gouvernement et le peuple. Le premier organe qui pourrait s'avérer efficace était le parlement. Durant les premiers jours de la révolution, les groupes islamistes, libéraux, occidentaux et nationaux sont tombés d'accord sur le projet de Constitution. Lors de la première élection législative en 1979, les candidats de diverses tendances politiques se sont présentés. Le premier parlement fut aussi puissant que le gouvernement et il avait réussi à devenir le centre d'un consensus national malgré beaucoup d'empoignades verbales et physiques entre parlementaires. Les activistes et les élites politiques contribuaient à la législation par le biais de leurs journaux. Mais neuf mois après la victoire de la révolution et la monopolisation du pouvoir par l'âyatollâh Khomeiny, le consensus national commence à disparaître et le gouffre culturel devient plus visible. L'âyatollâh Khomeiny et les islamistes monopolisent le pouvoir. Ce monopole du pouvoir a fait des points de vue de l'âyatollâh Khomeiny la loi.

3-3 *L'influence de la presse*⁴³⁰ sur la solidarité à l'intérieur du peuple avant la Révolution islamique

Lorsque l'âyatollâh Khomeiny, vers la fin de ses 14 années d'exil, reprend ses attaques contre le régime du shâh avec le soutien des religieux, le journal Ettélâât publie le 6 janvier 1978 un article intitulé "Le colonialisme noir et rouge"⁴³¹ dans le but de

⁴³⁰ - Les journaux à grand tirage : Keyhân, Ettélâât et Âyandégân

⁴³¹ - Dans cet article controversé, l'âyatollah Khomeiny qui s'opposait aux réformes agraires du régime du shâh était qualifié d'agent réactionnaire de la religion et de l'URSS. Voici des extraits de l'article : "Les grands propriétaires terriens, dont les propriétés ont été redistribuées à égalité entre les paysans dans le cadre de la Révolution du shâh et du peuple, ont eu recours aux religieux pour protester contre cette mesure du régime du shâh... Face à l'indifférence des dignitaires de l'Islam, les propriétaires terriens ont cherché un autre religieux, un homme aventureux et ambitieux qui serait lié aux milieux du colonialisme pour qu'il puisse réaliser leurs rêves. Ils ont facilement trouvé un tel homme, un homme au passé inconnu et qui était l'agent le plus réactionnaire du colonialisme. Cet homme cherchait une occasion pour s'ingérer dans les

discréditer l'âyatollâh. Mais le résultat fut exactement le contraire de celui recherché, car il s'est déclenché une nouvelle vague de protestation des religieux dans la ville sainte de Qhom. La répression des manifestants par le régime du shâh, qui a fait des morts et des blessés, a donné lieu à des manifestations politiques contre le régime dans les grandes villes. Ces événements ont été censurés dans la presse iranienne et les Iraniens en furent informés par les radios qui diffusaient depuis l'étranger, particulièrement la radio BBC en persan. L'agitation politique et les protestations se propagent dans la plupart des villes. La presse sort du silence suite à l'événement sanglant du 8 septembre⁴³² et elle se joint au peuple en lançant des critiques contre le régime. Pour la première fois, la photo de l'âyatollâh Khomeiny a paru dans le journal Keyhân sous le titre 'Négociations pour le retour de l'âyatollâh Khomeiny'. Contrairement à la révolution constitutionnelle en 1905 où les élites politiques ont utilisé leurs journaux pour encourager le peuple à se révolter contre le régime autoritaire, cette fois c'était le peuple qui encourageait la presse à critiquer le régime au pouvoir. Le principal rôle de la presse était de couvrir les événements de l'époque, faisant fi des censures imposées par le régime. L'infraction à la loi de censure a débouché sur l'entrée des militaires dans les bureaux des journaux importants de l'époque comme Keyhân, Ettelâât et Âyandégân. En réaction à la présence des militaires, les journaux ont fait grève⁴³³ à deux reprises. La grève des journalistes a affaibli leur rôle dans la campagne d'information sur les événements de la révolution et le peuple a dû encore avoir recours au service persan de la BBC, aux messages de l'âyatollâh Khomeiny distribués la nuit, et aux graffitis. Cette grève s'est poursuivie jusqu'au 5 janvier 1979.⁴³⁴ Suite aux 62 jours de grève de la presse⁴³⁵, le peuple, qui avait soif d'actualité, s'est précipité devant les kiosques à journaux. Les maisons d'édition des journaux Keyhân et Ettelâât ont été aussi assaillies par la population. Depuis ces jours-là jusqu'à la victoire de la Révolution islamique le 11 février 1979, Keyhân tirait à 1,2 millions d'exemplaires par jour.

Voici les principaux titres des journaux après la fin de la grève :

Keyhan

Le 7 janvier : 'Deuil national demain'

affaires politiques coûte que coûte afin de s'attirer une grande réputation. Rouhollah Khomeiny était le meilleur choix aux yeux des réactionnaires rouge et noir. (Voir Partie I, point 2.5.2.1) Histoire de la Presse)

⁴³² - Voir la Partie I, point 2.5.2 'l'Histoire de la presse et la Révolution islamique'

⁴³³ - Voir la Partie I, le point 2.5.2 'l'Histoire de la presse et la Révolution islamique'

⁴³⁴ - Voir Idem 'l'Histoire de la presse et la Révolution islamique'

⁴³⁵ - Voir Idem 'la Presse au seuil de la révolution'

Le 8 janvier : 'Grève et protestation générale dans tout le pays'

Le 12 janvier : 'Les membres du gouvernement islamique provisoire sont nommés'

Ettélaât, le 16 janvier : 'Le shâh est parti'

3-4 Rôle de la presse dans la solidarité ou la dissolution de la société aux premiers mois de l'instauration du régime

Suite au départ du shâh et avant la victoire de la Révolution islamique un mois après, le pays est resté plongé dans un tel chaos que la police et le service des renseignements Sâvâk ne pouvaient rien contrôler. Les groupes politiques ont bénéficié de ces conditions chaotiques pour publier leurs journaux interdits par le shâh. Ces journaux ont été accueillis chaleureusement par le peuple. Les quotidiens Keyhân et Ettélaât, qui publiaient l'actualité de la révolution d'une manière neutre durant le dernier mois menant à la Révolution islamique ont conservé la même attitude quelques semaines après la révolution. L'indépendance et la neutralité des journaux Keyhân, Ettélaât et Ayandégân envers les divers groupes politiques, leur présentation des analyses sur les conditions tumultueuses du pays ont attiré de plus en plus de lecteurs. En même temps, le tirage des journaux augmentait. Or, la divergence entre les groupes politiques est apparue quelques jours à peine après l'instauration du régime islamique. La presse a dû prendre position à ce sujet et elle n'était de ce fait plus neutre. Par conséquent, le tirage des journaux, sauf le journal Âyandégân qui est toujours resté neutre, a baissé. Les quotidiens Keyhân et Ettélaât, dont le tirage avait atteint 1,2 millions d'exemplaires par jour, ne tiraient plus qu'à 240 000 exemplaires. Les journalistes de ces deux quotidiens étaient issus de groupes politiques différents et c'est pourquoi ces journaux ne pouvaient être neutres vis-à-vis des événements postrévolutionnaires dans le pays. Par exemple, au sein du comité de rédaction de Keyhân figuraient depuis longtemps des membres des groupes interdits comme Fadâiâné Khalgh, Toudeh, Modjahédiné Khalgh et les Forces musulmanes. Ces activistes n'ont révélé leur identité qu'après la révolution. Cette diversité politique influençait le choix d'actualité et les éditoriaux. Un gouffre commençait à apparaître au sein des groupes au pouvoir, des journalistes et des journaux après l'évocation de la proposition de référendum. Le peuple ordinaire n'était pas épargné par la dissension. Partout il y a eu des débats sérieux sur l'avenir du pays, et ce fut grâce aux journaux, qui évoquèrent les questions importantes. Plus les journaux améliorent la qualité de leurs contenus, plus ils vendent, plus la population s'intéresse aux affaires nationales et sociales. Dans le cas

contraire, la population s'occupe de ses affaires personnelles. Pendant les deux premiers mois de la révolution, le langage critique des journaux et l'achat croissant des journaux par la population indiquent bien que les Iraniens privilégiaient les intérêts sociaux et politiques par rapport à leurs affaires personnelles. La population assistait à des meetings politiques et électoraux afin se mettre au courant des événements courants et des prises de position des divers groupes. Elle était convaincue qu'elle choisissait le gouvernement et que celui-ci était capable de changer. Les journaux rendaient publique l'actualité avec précision sans la censurer. Quelques mois après la révolution, les divisions entre les groupes politiques pour s'approprier le pouvoir apparaissent au grand jour. Petit à petit, les groupes politiques perdent la confiance du peuple et la participation nationale diminue. Huit mois après la révolution, le clergé renforce de plus en plus sa mainmise sur le pouvoir en éliminant les autres groupes politiques. La dépression politique frappe le peuple qui ne se voit plus capable de provoquer des changements. Les élites, pour leur part, optent pour l'indifférence politique. Quand le gouvernement de Bazargân démissionne en raison de ses différends avec l'âyatollâh Khomeiny, personne ne descend dans la rue⁴³⁶. De même, suite à l'interdiction par le Parquet de 20 journaux en août 1980, le pays est plongé dans l'indifférence politique. Afin de garantir leur survie, les journaux ne critiquent plus et ils se gardent de se pencher sur la politique. La population se trouve par conséquent privée de la vérité. Elle se détache de plus en plus des affaires politiques et sociales tandis que les religieux acquièrent de plus en plus de pouvoir.

Le modèle de Bandora (fig. 24)

La confiance politique pendant deux périodes historiques

⁴³⁶ - Le 1^{er} février 1979, soit dix jours avant la victoire de la Révolution islamique, l'âyatollah Khomeiny nomma Mehdi Bazargân Premier ministre par intérim. Cette décision de Khomeiny le jour de son retour d'exil en France intervenait alors que le régime du shâh était toujours au pouvoir. Le lendemain, la Société des Religieux combattants appela le peuple à descendre dans la rue pour soutenir la décision de l'âyatollah. Les Iraniens de toutes tendances politiques marchèrent massivement dans les rues pour apporter leur soutien au gouvernement par intérim de Bazargân. Cette présence massive dans les rues était due à la confiance en soi du peuple qui était convaincu qu'il pouvait apporter des changements au sein du pouvoir. Pour leur part, les journaux avaient rejoint le peuple en couvrant les manifestations à la une.

Période historique	Confiance en soi	Haute	Basse
	Confiance aux changements politiques		
Diffusion du pouvoir (les 8 premiers mois de l'installation du régime)	Haute	Pratique politique avec motivation ⁴³⁷	Manifestations et affrontements armés

Fig. 24

Durant les sept mois qui ont suivi la Révolution islamique, on a pu constater que suite à l'interdiction du journal *Âyandégân*, les manifestants, pleins de confiance en eux, sont descendus dans la rue pour protester contre la fermeture du journal.

PARTICIPATION POPULAIRE GÉNÉRALE CONTRE LA FERMETURE D'AYANDEGÂN

La première manifestation contre la fermeture du journal *Ayandegan* s'est déroulée sept mois après la révolution. Les Iraniens scandaient des slogans contre les politiques monopolistes du régime de Khomeiny. La fermeture du quotidien à grand tirage suscita la

⁴³⁷-Le discours de solidarité de Mehdi Bazargan

« Nous avons tous constaté des exemples brillants de coopération et solidarité. La formation volontaire des comités qui par exemple aidait à la distribution du pétrole et de l'argent ou aidait les blessés en sont des exemples. Il y a quelques jours, quand j'ai discuté avec mes amis, on m'a raconté le cas d'une femme qui a apporté trois pilules calmantes à l'hôpital pour servir les blessés. Une autre personne a porté du pétrole au dispensaire pour chauffer les chambres. Je considère ces déclarations de fidélité à mon gouvernement comme des signes de coopération et solidarité. »

Le 9 février 1979 à la présence des femmes voilées et non voilées dans la grande marche -

Moins d'un mois après la Révolution islamique, les Iraniennes sont descendues dans la rue pour marquer le 8 mars, la journée internationale de la femme. Parmi elles figuraient des femmes voilées et non voilées. Il s'agissait de la première manifestation postrévolutionnaire à laquelle participaient des groupes de diverses idéologies

réaction d'une grande partie des intellectuels iraniens. Le Front démocratique national intervint pour défendre les droits des citoyens et prévenir l'imposition des restrictions sur la liberté de la presse. Le Front invita le peuple à se joindre à une cérémonie contre 'la censure et l'étranglement' le 12 août. Dans un communiqué, le Front avertit le peuple d'Iran qu'il pourrait s'agir de la dernière chance de condamner l'étranglement. "Nous ne pouvons pas fermer nos yeux sur nos principes par crainte des forces de répression (ou des organisations de répression) du régime et nous appelons une nouvelle fois tous les défenseurs de la liberté à se joindre à cette manifestations. En outre, nous exigeons du gouvernement qu'il garantisse la sécurité de la manifestation," dit le communiqué. Qu'est-ce qui s'est passé ce jour-là ? Des heurts ont éclaté entre les supporters et les opposants de la liberté de la presse sur le campus de l'université de Téhéran. Ceux qui soutenaient la fermeture d'Ayandégân qualifiaient les opposants à la fermeture de Voix d'Israël. Mais ces derniers ont averti que la fermeture d'Ayandégân ne serait qu'un début pour priver la presse de toute liberté. Des milliers de gens manifestaient dans l'université. Les Pasdaran (gardiens de la révolution) – qui étaient les militaires liés à l'âyatollâh Khomeiny – ont tiré en l'air pour disperser la foule. Les auto-justiciers islamistes ont chargé les manifestants, blessant un grand nombre d'entre eux. La manifestation durera trois heures. Des défenseurs de la liberté de la presse ont seulement levé leurs mains alors que les membres de l'Organisation des Combattants de la Révolution islamique et les auto-justiciers ont lancé des pierres et des briques, blessant des centaines de manifestants. Le journal Keyhan, qui était d'ailleurs le porte-parole de l'âyatollâh Khomeiny, titra le 13 août à la une *"Manifestation d'un million de personnes en faveur de la fermeture d'Ayandégân."* Pour sa part, le journal Ettelâât écrivit : *"La manifestation contre la fermeture d'Ayandégân s'est soldée par des heurts sanglants. Quelque 600 manifestants blessés légèrement."* Comme prévu, l'interdiction d'Ayandégân divisa les tendances politiques en deux principaux groupes : le FPI, Front Populaire d'Iran, les Guérilleros du peuple, le Front démocratique national, l'association des Ecrivains d'Iran et plusieurs autres d'une part contre d'autre part le Mouvement des musulmans en première ligne, le parti de Tohid (monothéiste) et l'Organisation des Combattants de la Révolution islamique. L'affrontement du 12 août 1979 est le premier heurt entre les islamistes et les libéraux et la première manifestation populaire contre les politiques monopolistes de l'âyatollâh Khomeiny. La présence du peuple dans la manifestation en faveur d'Ayandégân indique que les Iraniens étaient toujours dans un moment de ferveur politique. Un grand nombre de manifestants

furent détenus. Le jour même, l'âyatollâh Khomeiny jugea les leaders du FPI "apostats". À partir de ce moment-là, le FPI fut banni.

Partie III

Chapitre 1- La période pré-Khâtami

Nous nous concentrerons dans ce chapitre sur les conditions de la presse durant les huit années de la guerre avec l'Irak (1980-1988) et sous les deux mandats du président Akbar Hachémi Rafsandjâni, période connue sous le titre de la reconstruction économique. La situation de la presse pendant les deux premières années de l'instauration de la République islamique a été abordée dans le deuxième chapitre. Cette partie étudie les conditions politiques et économiques de la République islamique d'Iran deux décennies après son instauration afin de mieux comprendre les développements ayant mené à la victoire de Mohammad Khâtami, réformiste, lors du scrutin présidentiel. Les raisons de l'émergence de Khâtami ont été créées sous Rafsandjâni dont il était ministre de la Culture et de l'Orientation islamique.

1-1 La presse en période de guerre.

Suite à des différends politiques entre le président de l'époque Abolhassan Banissadr et les membres du parti de la République islamique à propos de l'administration du pays et de la guerre, différends qui avaient attisé les tensions entre les hauts responsables du pays, l'âyatollâh Khomeiny leur interdit de prononcer des discours. Les

journaux aussi se sont vus interdire d'écrire sur ces questions. Et du fait de l'intensification des tensions politiques, le procureur Assadollah Ladjevardi ordonna le 7 juin 1981 la fermeture de cinq journaux importants : Enghelâb Eslâmi du président Banissadr, Mizân du Mouvement pour la Liberté de l'Iran, Armân Mellat du parti de la Nation iranienne, Jebhé Melli du Front national d'Iran et Mardom du parti Toudéh. Ils étaient accusés d'avoir publié des articles polémiques portant atteinte aux principes islamiques et aux droits de la nation révolutionnaire naissante, et d'avoir contribué à une atmosphère empoisonnée suscitant la protestation du peuple.

« De 1979 à 1981, la République islamique a procédé au total à la fermeture de 175 journaux. »⁴³⁸

L'interdiction de ces journaux n'était pas sans rapport avec le déclenchement de la guerre, qui occasionna une véritable crise politique dans le pays. Il faut dire que le début de la guerre a beaucoup aidé les islamistes radicaux à se saisir du pouvoir ; elle a considérablement facilité la fermeture des journaux d'opposition, et dans le même temps l'émergence de journaux liés au régime au pouvoir, ainsi que la répression du pluralisme politique et médiatique dans le pays. Au bout du compte, tous les journaux se sont trouvés sous l'emprise idéologique d'un seul parti :

« Dans aucun des journaux de la période de la guerre, on ne constate de signe d'opposition ou même de différend avec le régime du point de vue politique et économique. Les prises de position officielles étaient publiées dans quatre journaux, dont Keyhan et Ettelâât qui étaient aux mains du régime, le journal Âzadegân qu'on imprimait dans le bureau du journal interdit Âyandegân, et le journal Jomhuri Eslami. »⁴³⁹

(Voir : La Culture politique, Partie II, Chapitre 3 de la thèse)

Parmi les plus importants effets de la guerre sur la presse iranienne figure le photojournalisme de guerre. En temps de guerre, les photographes de presse présents sur le front - pour la plupart liés à la presse gouvernementale - ont eu l'occasion d'acquérir de l'expérience dans le domaine de la photographie de guerre. En envoyant les photojournalistes sur le champ de bataille, le régime a essayé d'exploiter cette activité principalement à des fins de propagande, pour soutenir le moral des soldats. Et la publication de ces photos de guerre a permis au gouvernement de donner une image à

⁴³⁸ - Chahidi Hossein op.cit. p. 63

⁴³⁹ - Chahidi.H, op.cit. p. 61

caractère mystique de martyrs de ceux qui ont combattu et sont morts pour défendre le pays et l'islam.

« Sans doute plus que tout autre média, la presse va être porteuse des tensions entre ces différentes conceptions de la mort et se confronter à la difficile équation de représenter la mort suivant le discours idéologique dominant (le martyre), tout en évitant la puissance de l'effet de réel que comporte la monstration d'un cadavre et les risques de refus qu'il déclenche traditionnellement au sein du lectorat. »⁴⁴⁰

Les journalistes et les photographes étaient présents sur le front, et ils réalisaient des reportages pour leurs journaux. Et la guerre commandait la une des journaux de l'époque : actualité des victoires, opérations militaires, aide financière publique aux combattants et envoi de volontaires au combat. Pendant la guerre, 39 journalistes ont été tués au front. Suite à la Révolution culturelle en 1980 et à la fermeture de la seule Ecole de journalisme en Iran, à l'épuration des anciens journalistes de grands journaux et à l'entrée des islamistes et des paramilitaires inexpérimentés dans les journaux, le corps d'armée des Gardiens de la Révolution (Sépahé Pâssdârân) charge un certain nombre de journalistes islamistes expérimentés d'assurer en même temps le travail éditorial de grands journaux, et aussi apprendre les fondements du journalisme aux nouveaux arrivants. Les bureaux de Keyhan et l'Agence de presse de la République islamique (IRNA) formaient les rédacteurs de presse pendant que les journalistes professionnels, eux, étaient licenciés. A partir de 1983, soit trois ans après le début de la guerre, la population a commencé à se tourner vers les magazines scientifiques ; elle a pris aussi ses distances envers les journaux politiques en marquant sa préférence pour les divertissements, comme les puzzles ou les mots croisés.

« Les rédacteurs des mensuels et des journaux spécialisés ainsi que les auteurs des rubriques de divertissement étaient pour la plupart des anciens journalistes qui, à cause de leurs penchants politiques, n'étaient plus autorisés à travailler pour les quotidiens et hebdomadaires politiques. Dans certains cas, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique n'a pas autorisé à travailler de manière permanente les journaux apolitiques lancés par les journalistes licenciés, et ceux-ci ont été obligés de demander une autorisation pour la parution de chaque numéro. Les journaux Film et Sanaté Hamlo Naghle (l'Industrie des transports) en sont deux exemples. Leurs fondateurs étaient d'anciens journalistes d'Âyandegân. Les rédacteurs de ces deux journaux devaient solliciter l'autorisation gouvernementale pour chaque numéro. Ces

⁴⁴⁰ - Devictor Agnès, "Du cadavre au martyr. La représentation de la mort des combattants dans la presse iranienne lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988)", Questions de communication 2/ 2011 (n° 20), p. 19-48 URL : www.cairn.info/revue-questions-de-communication-2011-2-page-19.htm. DOI : 10.4000/questionsdecommunication.1978

conditions durèrent pendant dix ans avant qu'enfin, le ministère de la Culture leur donne l'autorisation permanente. »⁴⁴¹

À la même époque, d'autres journaux comme les quotidiens Keyhân et Ettelâât ne connaissaient aucun problème économique grâce au soutien du gouvernement. De tels journaux contenaient essentiellement l'actualité, obtenue auprès des filières officielles, et on ne constatait pas de renouvellement dans ces journaux, qui ne répondaient pas bien aux attentes des lecteurs. Dans le même temps, les journaux privés étaient confrontés, eux, à des défis économiques, d'où leur tirage bas. Leurs contenus n'étaient pas attractifs pour la population parce qu'ils n'étaient pas autorisés à critiquer le régime, sous peine d'être interdits. Au début de l'instauration de la République Islamique, à cause de la politique anticapitaliste du régime et de la confiscation des capitaux des industriels proches du régime du shâh, beaucoup d'investisseurs fuient l'Iran, avec pour conséquence la fermeture d'un grand nombre d'usines et de centres de production. Le manque de produits commerciaux justifiant d'en faire la publicité entraîne l'absence de revenus publicitaires des journaux. Par exemple, en 1972 la part de la publicité dans le groupe de presse Keyhân était de 54,47% et celle d'Ételâât de 50,84%, tandis que dans les deux premières années de la Révolution, pour chacun de ces deux groupes, ces pourcentages n'atteignaient même pas le seuil de 1%. En plus du problème financier, les journaux rencontrent le problème de ravitaillement en papier. À cause de la prise en otages des Américains de l'ambassade des États-Unis à Téhéran en 1979 par les étudiants islamistes, l'Iran est sanctionné et soumis à un embargo économique par la communauté internationale. Le papier, l'un des produits importés soumis à ces sanctions, ne rentre plus en Iran. Dans ces conditions-là, il ne pouvait guère y avoir d'investisseurs pour financer les journaux privés. En quelque sorte, c'était au gouvernement de soutenir des journaux pour que la presse reste active dans le pays. Et en retour, les journaux servaient de parfait porte-parole au régime. Les islamistes ayant monopolisé le pouvoir, et les autres groupes politiques ayant été purgés, il ne restait plus d'organisations susceptibles de présenter une demande d'autorisation de publication. Pendant ces années-là, la sécurité professionnelle manquait à la presse et peu de gens auraient risqué leur vie en se tournant vers le journalisme, alors que les journaux pouvaient être fermés par un simple ordre des tribunaux, et que leurs responsables pouvaient être poursuivis. De plus, la crise du manque de papier journal et les prix élevés des matières premières mettaient en difficulté la presse et donc le gouvernement, qui était le seul

⁴⁴¹ - Op. cit. p.68

importateur des marchandises de base, dont le papier. Le gouvernement fournissait du papier à la presse, mais il sélectionnait les journaux qui lui servaient de fidèles porte-parole. En sus du papier journal à bas prix, le gouvernement fournissait aussi des zincs lithographiques aux journaux. Ceux-ci recevaient du papier à un prix sous-évalué, et certains opportunistes proches du pouvoir ont profité de l'occasion : ils sollicitaient l'autorisation de publier un journal dans le but d'acheter à bas prix du papier auprès du gouvernement et de le revendre sur le marché noir à un prix élevé. L'accès à l'impression de journaux ouvert à ces individus non-professionnels a débouché sur une régression de la qualité de la presse.

« En raison de la guerre et du monopole de l'exercice du pouvoir par les Islamistes, le nombre des journaux tombe brusquement de 200 en 1979 à 62 en 1982, soit deux ans après le début de la guerre. En 1983, 70 journaux étaient publiés dans le pays, dont 48 d'entre eux à Téhéran. Un an après, le nombre de journaux s'élève à 97, dont 71 à Téhéran. En 1986, 99 journaux étaient imprimés en Iran, dont 64 à Téhéran ; et en 1987, 80 journaux paraissaient à Téhéran et 41 dans d'autres villes. Une des caractéristiques des journaux de l'époque fut leur tirage très bas. Les journaux ne tiraient pas au-delà de 1 500 exemplaires et 56 pour cent de leurs contenus étaient consacrés aux questions religieuses, idéologiques et politiques. »⁴⁴²

En 1988, 121 journaux – 38 quotidiens et 83 hebdomadaires – sont disponibles en Iran pour les lecteurs de journaux. Les cinq principaux journaux – Ettelâât, Keyhan, Abrâr, Resâlat et Jomhourî Eslami – sont publiés à Téhéran. Les journaux publiés dans d'autres villes couvrent essentiellement des questions scientifiques, sportives et économiques.

1-1-1 Révision du Code de la presse

Pendant la guerre, en 1984, le Code de la presse a été révisé dans le but de restreindre la liberté de la presse. Il a toujours évolué en Iran en fonction des conditions dominant le pays. Si d'autres lois ont été rédigées dans un contexte calme, le Code de la presse a été adopté dans une ambiance différente, et dans le but d'exercer des restrictions sur la presse, celle-ci ayant toujours été influente. Khâtami, qui avait été élu au parlement en 1979, était nommé ministre de la Culture et de l'Orientation islamique en novembre 1982 alors qu'il se trouvait également, sous l'ordre de l'âyatollâh Khomeiny, à la tête du quotidien Keyhân. En raison de sa politique de tolérance vis-à-vis de la presse, les députés, dans un parlement dominé par les conservateurs, décident d'amender la loi afin de rendre

⁴⁴² - Bijani Maryam. ' Le rêve d'une presse libre' (Fekrê Azâdié Matbouât) Markazé Tahghighaté Réssanéha Téhéran 2005 pp. 101,102

les conditions plus dures pour la presse et les journalistes. Dans une interview, Khâtimi avait dit que les dissidents pourraient aussi avoir leur journal en Iran.

« Dans la République islamique, il y a ceux qui s'opposent à la République islamique, mais ils ont leur journal et ils sont libres à condition qu'ils ne propagent pas la corruption. Par exemple, les minorités religieuses publient leurs journaux en Iran. Les livres dans lesquels le Mouvement pour la Liberté de l'Iran a déformé l'histoire et insulté le régime islamique sont déjà publiés et sont en vente dans les librairies. »⁴⁴³

Bien qu'il ait été ministre de la Culture et à la direction du quotidien Keyhân, Khâtimi faisait publier les propos de l'opposition dans ce journal et il leur apportait une réponse. Dans la page culturelle, on lisait des articles de poètes et écrivains non musulmans. Cependant, certains islamistes ne supportaient pas cette liberté de base. Un groupe de parlementaires a convoqué Khâtimi le 7 octobre 1985 pour qu'il réponde à leurs questions au sujet de la liberté de la presse.

« J'ai l'honneur de faire face à cette question de savoir pourquoi tel ou tel journal n'a pas été fermé," dit Khâtimi à l'adresse des députés. "Ce serait une honte pour moi de me demander pourquoi j'ai interdit un journal, fermé une bouche, cassé une plume ou restreint la liberté. [...] Défendre la presse, c'est défendre la révolution. Quand un journal accepte nos principes et les respecte, il ne faut pas le fermer en raison de différends de goût. Si nous sévissons contre les divers points de vue qui ne s'inscrivent pas dans le même cadre, nous ne sauverons pas la révolution," déclare Khâtimi.⁴⁴⁴ "Quand un journal qui tire à des milliers d'exemplaires est fermé, les critiques n'ont plus qu'à s'autocensurer, et le terrain est tout préparé pour les opportunistes et individus à l'esprit étroit, pour flatter leurs supérieurs. »⁴⁴⁵ ajoute-t-il.

Les pressions se sont accrues sur Khâtimi jusqu'à ce que le parlement révise le Code de la presse.

1-1-2 Les changements majeurs dans le Code de la presse en 1985

CHANGEMENT DE COMPOSITION DU JURY

La commission mise en place sous le mandat du gouvernement par intérim, qui avait pour unique charge d'accorder l'autorisation de publication à la presse, est

⁴⁴³ -Chirazi Asghar, Nézamé Hokoumatîé Djomhourîé Eslamié Iran, (Le régime de la République islamique d'Iran) Ed. Tchechmandaz Paris 2009, p. 131

⁴⁴⁴ - Moïnfar Mohommad Reza 'La presse à travers de temps' (Motbouât dar gozaré tarikh) Ed.Markazé Asnadé Enghélabé Eslami Téhéran 2007 p.112

⁴⁴⁵ -Idem

transformée en une commission de surveillance permanente de la presse. Ladite commission comprenait auparavant : 1- Un représentant des propriétaires des journaux ; 2- Un représentant des rédacteurs des journaux ; 3- Un conseiller de la Cour suprême, choisi par le chef de la Cour ; 4- Un professeur de l'université de Téhéran, choisi par le président de l'université ; 5- Un érudit du séminaire de Qôm, choisi par le Conseil d'administration du séminaire ; 6- Un avocat choisi par le barreau ; 7- Le Vice-ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, sans toutefois avoir le droit de vote.

Dans la nouvelle composition, les représentants des journaux sont réduits de deux à un, et le professeur est désormais choisi par le ministre de l'Enseignement supérieur et non pas par le président de l'université. Trois nouveaux chapitres sont inclus dans le nouveau Code de la presse⁴⁴⁶ : les missions de la presse, les droits de la presse et les restrictions de la presse.

Missions de la presse : les missions définies pour la presse consistent à faire réaliser les objectifs de la Constitution de la République islamique, à entreprendre des démarches pour dénier les fausses délimitations qui créent des divisions, à refuser de dresser les classes sociales les unes contre les autres, à combattre la culture expansionniste, à propager la culture islamique et à préserver la politique de l'ingérence extérieure, de l'Ouest comme de l'Est. L'article sur les devoirs de la presse est ambigu car il comprend des objectifs généraux et idéaux.

Droits de la presse : "La presse est autorisée à faire publier des opinions, critiques constructives, propositions, points de vue de la population et des responsables tout en respectant les critères islamiques et les intérêts de la société. Il faut que les critiques constructives se basent sur la raison sans insulter, humilier ni dénigrer", lit-on dans cet article. Cet article obligeant à des critiques "positives et constructives" impose automatiquement des restrictions aux journalistes car ces derniers se trouvent dès lors contraints d'écrire conformément aux critères islamiques. Un autre article de cette loi interdit à toutes les autorités étatiques d'exercer une pression sur la presse en vue de lui

⁴⁴⁶- Voir - Motamed- Nejad Kazem., 'Hoghoughé Hérféi Rouznamehnegaran', (Les droits du journaliste professionnel') vol.1&2 Ed. Markazé Motalaté Réssané, Téhéran 2010
-Motamed Nejad K. , 'Hoghoughé Matbouat' (Les droits de la presse) Ed. Markazé Motalaté Réssané, Téhéran 2007
- Mashayekh Nassir. , 'Djarayem va Takhalofaté Matbouat dar Nazarié va Amal' (Délits et Sanctions de la presse en théorie et en actions) Ed. Markazé Motalaté Réssané, Téhéran 2010

faire publier un article spécifique. Cette loi met ainsi en avant l'interdiction de la censure, mais elle n'envisage aucune punition pour les coupables.

Restrictions imposées à la presse : La presse est autorisée à publier toutes matières sauf celles qui dénigrent les éléments fondamentaux et les instructions de l'islam, ou qui font la promotion du consumérisme, de la luxure et du vice, qui sèment la discorde dans la société et nuisent aux fondamentaux de la République islamique.

1-1-3 Le délit de presse dans le Code de la presse de 1985

Le Code de la presse adopté par le Conseil de la révolution en 1979 a défini certains délits de presse. L'amendement de 1985 fait progresser le nombre des délits répertoriés dans le Code :

Divulgarion des secrets militaires et agitation contre la sécurité nationale ; Article 24 : "Ceux qui divulguent et publient dans la presse des documents et instructions, secrets militaires ainsi que des secrets liés à l'armée et au Corps des gardiens de la Révolution islamique ou les feuilles de route et les fortifications militaires en temps de guerre ou de paix seront traduits en justice." Dans le premier Code de la presse, seule la divulgation des secrets de l'armée constituait un délit. Mais dans la version amendée, ceux liés aux gardiens de la révolution sont inclus. La loi de la presse elle-même ne définit aucune punition pour ces délits et les sanctions dépendent de la décision du juge d'instruction islamique.

Agitation contre la sécurité nationale et propagande contre le régime : ce point n'existait pas dans la première loi de la presse, il est ajouté dans l'amendement. C'est toujours le juge d'instruction qui décide de la punition.

Diffamation de l'islam, des grands âyatollâhs et du guide suprême ; Article 26 : "Quiconque insulte l'islam et ses saintetés par la voie de la presse risque la peine de mort pour avoir propagé l'apostasie ; le juge décidera de son cas." Dans la première loi, insulter toute religion constituait un délit, mais la nouvelle loi s'est centrée sur l'islam. Dans la première loi, insulter l'islam était passible d'une peine allant de six mois jusqu'à deux ans de réclusion criminelle ; aux termes de la nouvelle loi, toute insulte contre l'islam débouchera sur la fermeture du journal et sur la traduction en justice de l'individu considéré comme insultant. Insulter les grands âyatollâhs et le guide suprême constitue aussi un délit qui était déjà passible de la fermeture du journal pour une durée comprise

entre un et six mois sous la première loi, délit qui sera sanctionné par l'interdiction permanente du journal sous la loi amendée.

Division surtout dans les questions ethniques : il incombe au tribunal de rendre le verdict dans le cas de ceux qui sèment la discorde. Ce délit est instruit sans avoir besoin d'un plaignant privé : c'est le procureur général qui se saisit de l'affaire.

Publication des articles anti-islamiques et anti-République islamique : le parlement ajoute ce paragraphe après avoir amendé la loi et charge le tribunal de décider sur ce sujet. Le procureur est saisi directement sans avoir besoin d'un plaignant privé.

Agitation contre la sécurité morale et spirituelle de la société : publier des articles et images contre la moralité et la dignité publique de la société et propager des rumeurs sont passibles de la fermeture du journal, d'un emprisonnement et d'une amende en espèces.

Délits professionnels :

- Plagier
- Copier ou changer le nom ou le logo du journal
- Publier un journal ou un numéro spécial sans autorisation
- Recevoir une aide étrangère et transmettre la licence du journal
- Publier sans mentionner le nom du propriétaire ni l'adresse physique du siège ?
- Refuser de publier les réactions des gens
- Promouvoir des divertissements illégitimes
- Publier des articles dénués de tout sens.

1-1-4 La sanction des délits de presse

Le Code de la presse adopté en 1985 par le parlement établit des punitions particulières pour les rédacteurs des journaux. Cette même loi précise qui doit être tenu pour responsable. On considère que les délits de presse peuvent infliger des dommages matériels et spirituels à la société, et c'est toujours la loi qui institue cette culpabilité. Selon la loi de la presse, le propriétaire, le rédacteur en chef ou d'autres membres du Comité de rédaction peuvent être tenus pour responsables de délits.

Sanctions pour le propriétaire : le propriétaire est celui à qui est accordée l'autorisation de publier le journal. C'est le propriétaire qui décide de la ligne du journal. Mais la loi ne précise pas ce que signifie cette ligne. Le propriétaire du journal peut être jugé pour avoir commis les délits suivants : 1- Non-respect de la ligne du journal 2- Publication du journal sans autorisation, ou en période d'interdiction 3- Similitude du logo ou de la présentation avec d'autres journaux 4- Refus de mentionner les coordonnées du journal 5- Aide financière étrangère au journal 6- Délégation de l'autorisation du journal à une tierce partie.

A titre d'exemples, le journal '*Ayiné Zendegie*' a reçu un avertissement pour avoir changé son logo et changé de nom sans en avoir fait part au Conseil de supervision du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique. De même le journal '*Asemân*', pour avoir publié une seule page.

Sanctions à l'encontre du rédacteur en chef : c'est certes le propriétaire qui est responsable de son journal, mais cela ne signifie pas que les rédacteurs ne répondent de rien. Le propriétaire est moins responsable que le rédacteur en chef à propos des sujets qui paraissent dans le journal. Le propriétaire est responsable de la ligne globale du journal mais le rédacteur en chef doit répondre des analyses, des reportages, des photos et des caricatures. C'est lui aussi qui est responsable des affaires logistiques et de la gestion financière. Dans les milieux politiques et sociaux, on considère que le rédacteur en chef est le numéro un du journal. Selon l'Article 9 du Code de la presse, le rédacteur en chef est responsable de tout ce qui est publié dans le journal. Un plaignant privé ou le procureur général peuvent l'attaquer en justice en cas d'infraction à la loi.

Sanctions à l'encontre des rédacteurs : les rédacteurs sont responsables de ce qu'ils écrivent, surtout quand leurs noms apparaissent en dessous de leurs articles, reportages, photos ou caricatures. En tant que ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, Khâtami s'opposa aux amendements au Code de la presse en ces termes :

« Les concepts utilisés dans la loi ne sont pas appropriés et la loi pourra être facilement manipulée [...] Je préfère tolérer une erreur, une opinion injuste et une objection pour autant qu'en revanche, le droit de la liberté d'expression soit sauvegardé dans le cadre des principes. »⁴⁴⁷

⁴⁴⁷ - Le journal Keyhân, du 20 janvier 1986

La raison de l'instauration de la loi sur la presse en 1979 et par la suite de sa révision en 1984 se trouve dans les conditions sociales et économiques du pays en ces deux moments. En 1979, une loi est rédigée à la hâte et appliquée dans un chaos politique post-révolutionnaire. Mais six ans plus tard, lorsque le régime est bien installé, le gouvernement sent la nécessité de réviser cette loi pour renforcer son pouvoir. Ainsi, à titre d'exemple, le délit d'outrage aux ulémas de la part d'un journal était sanctionné par trois mois de fermeture de celui-ci par la première loi, tandis que selon la loi révisée, le même délit lui coûtera la fermeture définitive. On constate aussi qu'à chaque manifestation de désunion ou d'affaiblissement au sein du pouvoir, le régime imposait plus de rigueur et menaçait de prendre davantage de sanctions pour éviter la propagation par la presse d'informations sur ses divergences internes et sur ses lacunes. En 1984 par exemple, lorsque des désaccords surgissent entre les conservateurs qui détiennent le monopole de l'économie de marché en Iran (les bazari) et le Premier ministre de l'époque soutenu par l'ayatollah Khomeiny, les conservateurs publient un journal intitulé 'Réssalat' (La Mission) pour exprimer leurs opinions et critiquer la politique économique du gouvernement. Les soutiens financiers et les investisseurs de ce journal ont non seulement en main le pouvoir économique, mais font également partie du pouvoir politique. Par crainte que son ordre de fermeture du journal accentue les divisions politiques, l'ayatollah Khomeiny ordonne d'interdire sa diffusion sur les champs de bataille, sous prétexte que ce journal risque de semer la discorde entre les combattants. La publication de ce journal et la révélation de désaccords au sein du pouvoir, ceci en temps de guerre, a conduit le Parlement à réviser la loi de la presse en 1984, et à adopter des articles plus stricts. En 1988, la guerre entre l'Iran et l'Irak s'achève avec la signature d'un cessez-le-feu entre les deux pays. Un an après, l'ayatollah Khomeiny meurt. On entre dans la période d'après-guerre.

1-2 La période d'après-guerre et la reconstruction économique

Après le décès de l'ayatollah Khomeiny, l'ayatollah Ali Khamenei, alors président de la République, devient guide suprême et Akbar Hachémi Rafsandjani lui succède en qualité de président. Rafsandjani s'est penché sur le développement économique. L'administration de Rafsandjani avait fait savoir qu'elle avait besoin de technocrates afin de mettre à exécution ses programmes. Un grand nombre d'experts jadis remerciés sont réembauchés. Des professeurs expulsés sont invités à regagner les universités ou bien à travailler dans de nouveaux instituts de recherche. Pendant les huit années au pouvoir de Rafsandjani, le rôle de l'idéologie islamiste comme condition préalable à un recrutement

universitaire s'affaiblit considérablement. Les étudiants ne subissent plus d'interrogatoires idéologiques, ils doivent s'engager à ne pas défier leurs professeurs. L'administration de Rafsandjani s'évertue à créer une ouverture politique afin de pouvoir recruter des élites dans tous les domaines et pour affaiblir les effets de la révolution culturelle. Après la fin de la guerre, des élites ayant quitté le pays sont invitées à retourner en Iran. En maintenant Mohammad Khâtami au poste de ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, Rafsandjani met en œuvre sa politique de tolérance. De son côté, le Corps des gardiens de la Révolution islamique se prévalait d'avoir défendu le pays pendant la guerre avec l'Irak. Avec la fin de la guerre, les gardiens de la révolution réclament des parts du pouvoir en raison de leurs sacrifices pour le pays. Rafsandjani leur propose de réaliser des projets économiques, à commencer par la reconstruction des villes, des routes et des barrages détruits par les invasions et bombardements dus au régime de Saddam Hussein. Les gardiens de la révolution se sont ainsi engagés dans les projets économiques et se sont mis à amasser de la richesse. En même temps, ils se sont vus accorder un quota de places de 70 pour cent dans les universités. Ce quota leur a permis de pouvoir faire leurs études dans les meilleures universités iraniennes. Les gardiens de la révolution se sont même employés à fonder des universités et écoles dans le domaine de l'ingénierie, la médecine, dans le domaine militaire, des sciences humaines et du journalisme. Les meilleurs professeurs ont été aussi recrutés pour que des forces spécialisées soient formées (cf. la fin de ce chapitre où sera évoquée la promotion du Corps des gardiens à la puissance politique et économique dominante dans le pays).

A la fin de la guerre, les commandants du corps des gardiens de la Révolution 'Sépâhé Passdârân' s'introduisent dans le domaine des médias et de la culture, sous le prétexte de défendre le pays dans une autre guerre, appelée la guerre culturelle ou la guerre douce imposée par l'Occident. Beaucoup d'entre eux commencent à travailler à la Radio et à la Télévision et produisent des programmes télévisés ; la gestion de l'Agence de Presse de la République islamique sera confiée à l'un de ces commandants. La gestion de deux journaux à grand tirage, Hamchahri (Citoyen) et Iran, sera également confiée à d'anciens commandants de Sépahé Pâssdârân. Ces deux journaux, grâce à leurs pages en couleur, leurs articles sur les événements sociaux et leur contenu divertissant atteindront un grand tirage. (Nous allons en parler plus en détail dans les pages suivantes).

En ce qui concerne la presse, Rafsandjani a entrepris des démarches afin d'augmenter le nombre de journaux dans le pays. Mohammad Khâtami est toujours

ministre de la Culture et de l'Orientation islamique ; il est resté en fonction de 1982 à 1993. Il a créé le poste de vice-ministre chargé des affaires de la presse afin de pouvoir améliorer la condition de cette dernière.

« Le vice-ministre de la culture chargé des affaires de la presse faisait partie du Corps des gardiens. Selon lui, le ministère était chargé de : 1- Diversifier la presse de façon quantitative et qualitative 2- Ouvrir le chemin pour la participation de diverses forces sociales et encourager les jeunes gens à s'investir dans le journalisme dans le cadre des objectifs de la révolution islamique 3- Mettre sur pied des unions de journalistes 4- Promouvoir la qualité des journalistes par la mise en place de cours de formation 5- Appliquer les techniques modernes du journalisme. »⁴⁴⁸

Bien que le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique ait promis l'ouverture culturelle, les journaux ont toujours besoin d'obtenir l'autorisation officielle. Mais il est plus facile qu'auparavant de l'obtenir. En outre, la presse bénéficie du soutien financier et syndical et elle fait face à moins de restrictions. Pourtant, la presse est de moins en moins politique et elle ne fait que reprendre les prises de position du régime islamique à l'instar de la radio et de la télévision. De nouveaux journaux paraissent, mais la croissance quantitative ne se traduit pas par une véritable polyphonie dans la société. Le diagramme suivant montre le nombre de parutions de journaux de 1980 à 1990 (Fig. 25)

⁴⁴⁸ - "Perspectives du développement de la presse", discours du vice-ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, Exposés de la première conférence sur la presse iranienne, 1990

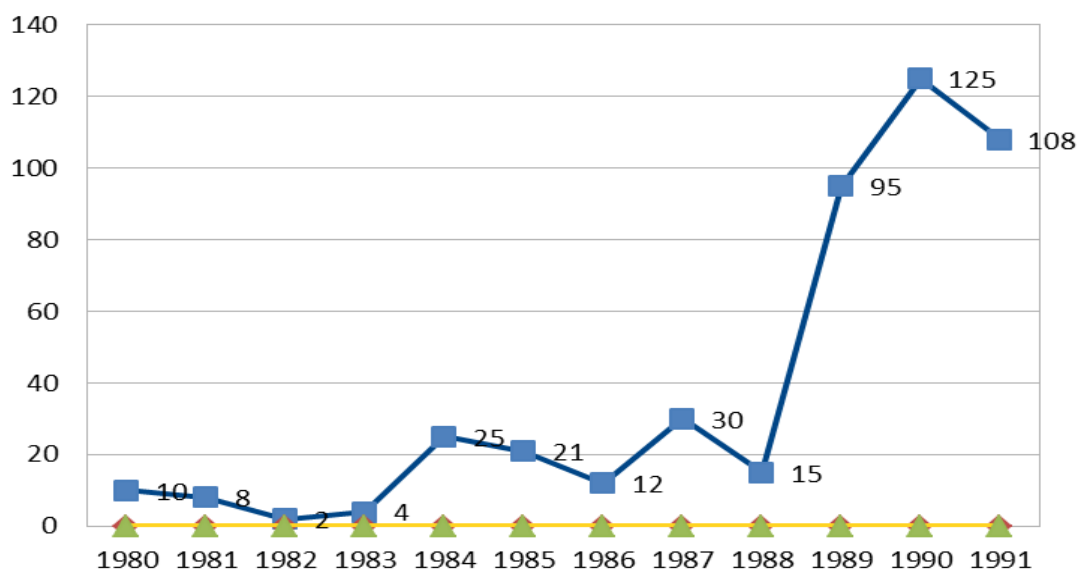


Fig 25 - La guerre entre l'Irak et l'Iran dure de 1980 à 1988

1-2-1 La naissance de la presse critique

La plupart des journaux de cette époque maintiennent un regard positif de l'administration de Rafsandjani sur un plan économique. Les projets économiques, culturels et agricoles du gouvernement font leur une. Nombreux sont les journaux qui paraissent mais il y a toujours des groupes, comme les minorités ethniques, raciales, religieuses et politiques, qui ne sont pas bien représentés dans la société. Cette période d'après-guerre est remarquable en particulier du fait de la parution de journaux indépendants culturels, qui critiquent le gouvernement. Les rédacteurs critiques peuvent publier leurs points de vue dans les mensuels, dont la lecture est moins large que celle des quotidiens. Le gouvernement ne sent aucune menace de la part des mensuels qui cherchent à éclairer l'opinion publique sur certaines politiques. Les mensuels permettent aussi au gouvernement de montrer à la population qu'il tolère la dissidence. Cependant, il est absolument interdit aux journaux de mettre en cause la politique du gouvernement. Le nombre de journaux s'élève à 550 au début des années 1990.

« Durant ces années, la presse a eu la possibilité de critiquer un gouvernement puissant. "On peut dire que neuf pour cent des contenus des journaux – encarts publicitaires exclus – étaient consacrés aux critiques dans le domaine social et culturel mais pas politique. Ce chiffre, par rapport à la période de guerre,

pendant laquelle le volume des critiques dans la presse était proche de zéro, nous indique la montée des critiques dans la presse. Cette mesure est effectuée en analysant le contenu des journaux de l'époque. »⁴⁴⁹

Cela montre que la proportion de critiques influentes reste toujours faible.

Une dizaine de magazines culturels mensuels dans lesquels certains intellectuels parlent de la séparation de la religion et de l'Etat, et de la compatibilité de la religion avec la société civile voient le jour. Certains intellectuels islamiques essayent tant bien que mal de montrer que les instructions religieuses ne contredisent pas les valeurs modernes comme la démocratie et les droits de l'homme. Le fait que ces magazines n'aient pas un nombre important de tirages et de lecteurs, ceux-ci limités essentiellement aux élites politiques, culturelles et à certains étudiants, a amené le régime à être moins strict sur leurs contenus. En fait, ces magazines sont un lieu de dialogue et de débat pour les élites culturelles et politiques, et de critiques du régime avec des élites qui sont au sein ou proches du pouvoir. Avec la présidence de Khâtâmi, ce noyau de dialogue donnera ses fruits et la culture du dialogue prendra de l'ampleur dans la société. La parution de ces magazines mensuels a donné lieu à des divisions entre les responsables culturels du pays, dont certains d'entre eux étaient opposés à ces magazines. Les magazines suivants sont les plus importants organes critiques : le mensuel littéraire Gardoun (Le Virage), le mensuel politique et idéologique Kiân (Notre Terre), le mensuel Zanân (Les Femmes), le mensuel Jâmée Sâlem (Une société en bonne santé), Iran-é Fardâ (L'Iran de demain) et Bayân (L'Expression). Salâm (Bonjour) et Jahâné Eslâm (Le Monde de l'islam) sont, eux, des quotidiens qui critiquent le gouvernement au pouvoir.

Le quotidien Salâm est le plus important des grands journaux à critiquer la politique économique, en particulier la campagne de privatisation entreprise par l'administration de Rafsandjani. Le quotidien recommence à paraître en 1990, soit un an après la fin de la guerre avec l'Irak. Salâm était auparavant l'organe de l'association des Religieux combattants. Le conseil des gardiens de la Constitution avait rejeté la candidature de nombreux membres de cette association lors de l'élection de l'assemblée des Experts et aucun journal n'acceptait de publier la protestation des candidats disqualifiés. La parution de ce journal coïncide avec le départ de Khâtami du journal Keyhân. Les rédacteurs de Salâm sont tous d'anciens collègues de Khâtami à Keyhan qu'ils

⁴⁴⁹ - Mohseniané Râd Mehdi. ' La presse de la critique') Deuxième conférence sur la presse iranienne, Téhéran 1998

ont quitté après la fin du mandat de Khâtami. Salâm devient très vite un des journaux les plus lus. Il doit son succès à sa rubrique 'Allô Salâm' dans laquelle les lecteurs s'expriment.

« Salâm était aussi le premier journal qui faisait la lumière sur les affaires de malversations de la part des autorités du régime de la République islamique. Dans une rubrique intitulée 'Actualité grise', Salâm s'exprimait à propos de la violence, de la délinquance, du crime et de la corruption morale. Avant ça, le régime empêchait toujours la divulgation de tels rapports dans la société et le régime islamique n'était pas désireux de diffuser les informations concernant la délinquance et la criminalité. La République islamique s'est toujours gardée de tenir l'opinion publique informée de l'actualité sur les crimes et la corruption financière. Naturellement, la radio et télévision gardaient le silence à ce sujet. Voici une actualité que Salâm avait annoncée, à la consternation de tous les Iraniens : un jeune de 21 ans ayant violé trois garçons âgés de 11 à 13 ans avant de tuer deux d'entre eux a été condamné à mort par chute d'une falaise. »⁴⁵⁰

De telles actualités ont suscité la réaction furieuse des autorités, sans parler des divisions au sein même du journal. Certains rédacteurs se sont opposés à la parution de telles actualités en disant qu'elles portaient atteinte aux intérêts nationaux. Cette rubrique, la plus lue, n'a duré qu'un mois et demi. Et les enquêtes lancées par Salâm sur les affaires de malversations impliquant de hauts responsables du pays entraînèrent la traduction en justice de son directeur Mohammad Mousavi Khoeiniha ; son rédacteur en chef fut emprisonné, et le journal finalement fermé en 1999.

Le quotidien Jahân-é Eslâm (Le Monde islamique) soutient le contrôle de l'Etat sur l'économie et il est donc critique envers la politique économique et les privatisations de Rafsandjani ainsi qu'envers sa politique culturelle, comme l'ouverture de centres culturels à Téhéran, la tenue de cours de musique et la promotion de la culture occidentale dans le pays. Le journal met l'accent sur la protection des valeurs de la révolution et de l'islam. Jahân-e Eslâm est proche des étudiants radicaux anti-américains qui avaient pris des diplomates américains en otages à Téhéran en 1979. Il fait publier les points de vue des théoriciens révolutionnaires comme l'âyatollâh Morteza Motahari, Ali Chariati, l'âyatollâh Mahmoud Taleqâni, Jalâl Al-é Ahmad et l'âyatollâh Mohammad Behehti. À cette époque-là, le président Rafsandjâni suit une politique de reprise de relations avec les États-Unis. Cette politique ne plaît pas à Jahân-e Eslâm ni aux étudiants islamistes. En février 1995, le quotidien réalise une interview avec le rédacteur en chef du mensuel interdit Bayân, qui

⁴⁵⁰ - Chahidi H. op.cit. p.78

s'oppose à la reprise des relations diplomatiques avec les États-Unis, à propos de la catastrophe aérienne à Lockerbie concernant un Boeing 747 de la compagnie Pan Am en 1988. Il a promis de faire des révélations sur ce sujet dans un avenir proche sur fond d'accusation de l'implication de l'Iran. En réalisant et en publiant cette interview, Jahân-e Eslâm voulait bloquer toute normalisation dans les relations irano-américaines. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique interdit le quotidien, le privant ainsi de la possibilité de faire la lumière sur la question de Lockerbie.

Le mensuel Bayân s'oppose à l'ouverture politique et au libéralisme économique du gouvernement, en objectant qu'il prépare le terrain pour le libéralisme culturel. Il est convaincu que l'administration de Rafsandjani met à exécution un libéralisme et la laïcité à l'occidentale dans le but de pouvoir recevoir des prêts et des aides financières du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Dans l'optique de ce mensuel, la politique de Rafsandjani est en contradiction avec l'Islam et les valeurs de la révolution. Bayân s'en prend surtout à Mohammad Khâtami, qui était alors ministre de la Culture et de l'Orientation islamique. Après 18 numéros, le mensuel a été fermé en mars 1991 en raison du refus des maisons d'édition de l'imprimer, sur l'ordre d'une source inconnue.

Le mensuel Kiân : après la fin de la guerre avec l'Irak, Abdol-Karim Soroush, penseur islamique et chroniqueur du magazine Keyhân Farhangui (culturel), commence à mettre en cause certaines théories religieuses. Les points de vue de Soroush fâchent les religieux conservateurs et radicaux. Afin de pouvoir poursuivre ses activités, Soroush quitte l'institution Keyhân et, avec ses collègues provenant également de Keyhân, il commence à publier le mensuel Kiân.

Le mensuel Zanân (Les Femmes) est créé par un autre groupe de rédacteurs qui ont quitté Keyhân Farhangui. Il s'intéresse aux droits et affaires sociales des femmes. Zanân critique certaines instructions islamiques concernant les femmes et cherche à convaincre les religieux de les réviser. Ce mensuel traite des questions religieuses et demande qu'elles soient révisées dans le but de parvenir à une société civile dans laquelle la démocratie et les droits de l'homme soient respectés.

D'autres magazines comme Iran-é Fardâ (L'Iran de demain), Asr-é Mâ (Notre époque) et Yâ Lesârât al-Hossain (Le sang de Hossain) critiquent les politiques économique et culturelle de Rafsandjani.

LES JOURNAUX LES PLUS CONSERVATEURS

Les milieux conservateurs et partisans du "vélâyat" comptent aussi des intellectuels et des revues, financées par les groupes conservateurs, dont le lectorat est incomparablement plus faible que celui des publications qui prônent une société civile, islamique ou non. Ils poursuivent leur dénonciation de l'intelligentsia "occidentalisée" mais n'ont plus guère d'écho. La télévision iranienne diffuse le dernier jour de la semaine, et à l'heure de grande écoute, un documentaire hebdomadaire intitulé 'Hovéyat' (L'Identité), dédié au dénigrement de la personnalité des écrivains de la presse d'opposition. Au cours de ce programme, en analysant l'identité et la vie d'un de ces écrivains, on essaie de le présenter en tant qu'espion, 'vendu' et agent lié à l'Amérique et à Israël. En parallèle à la télévision, le quotidien Keyhân, le plus virulent des journaux conservateurs, consacre une colonne appelée 'Sotouné Pénhân' (La colonne cachée), pratiquant ainsi une approche similaire à celle de la télévision pour détruire la réputation de ces opposants. De cette manière, le régime procède à une préparation de l'opinion publique en sa faveur, dans le but de donner une forme légale et juridique à l'arrestation et à l'emprisonnement de ces écrivains de l'opposition.

LA POLITIQUE DE RAFSANDJANI VIS-À-VIS DES MAGAZINES CRITIQUES

Sous le mandat de Rafsandjani, les journaux privés (qui sont subventionnés par l'état mais suivent une ligne indépendante) critiquent essentiellement sa politique économique et culturelle. Les journaux étatiques comme Keyhân et Ettelâât, qui sont sous la houlette du guide suprême, suivent les prises de position du guide. La radio et la télévision elles aussi sont sous l'ordre direct du guide suprême. Face à cette situation, Rafsandjani a essayé de faire publier un organe porte-parole Hamchahri, et Iran, tous deux journaux du matin, qui paraissent sous la tutelle du gouvernement. Ayant mis sur pied ces deux quotidiens, Hachémi Rafsandjâni a mis l'accent sur les questions culturelles et sociales, ainsi que sur le divertissement, dans le but de dépolitiser la société iranienne.

Le quotidien Hamchahri (Le Citoyen) commence à paraître en décembre 1992. Ses pages colorées sont une nouveauté dans l'histoire de la presse iranienne.

Les journaux de l'époque publiaient essentiellement des reportages sur les martyrs de la guerre, les questions islamiques et les prises de position des responsables du pays, et une ambiance de tristesse les dominait. Mais Hamchahri paraît avec des articles sur la culture et la vie sociale. Il parle des affaires quotidiennes et devient très vite un journal à

grand tirage. Hamchahri est financé par la municipalité de Téhéran. Son format et la diversité de son contenu lui attirent un grand nombre de lecteurs.

« Le quotidien Hamchahri s'est mué en journal au plus grand tirage en Iran en trois ans, avec 400 000 exemplaires par jour, ce qui était deux fois plus que le tirage de Keyhân et Ettelâât. »⁴⁵¹

La ligne éditoriale de Hamchahri se fonde sur l'ouverture politique pour les jeunes, parce que Rafsandjani est convaincu qu'il faut faire en sorte que la jeune population iranienne reste fidèle au régime islamique. À ce propos, il accorde une liberté contrôlée au cinéma et à l'édition de livres dans le cadre des politiques du régime islamique, afin de ne pas se couper de la jeunesse. Le rédacteur en chef du quotidien est un ancien commandant des gardiens de la révolution. La parution de Hamchahri symbolise plutôt l'adoption de nouvelles politiques par l'administration technocratique de Rafsandjani et c'est grâce à cette politique que Rafsandjani finira par se démarquer des religieux conservateurs traditionnalistes.

Le quotidien Iran fait son apparition en février 1994, à l'initiative de l'Agence de presse de la République islamique (IRNA). Le premier rédacteur en chef de ce journal était lui aussi l'un des anciens commandants des gardiens de la révolution. Iran est censé faire part aux Iraniens des services rendus par le gouvernement et susciter joie et espoir dans la population. C'est également un journal en couleur et sa mise en page ressemble à celle de Hamchahri. Les projets de construction font toujours la une du journal et dès le début, il publie des éditions spéciales pour les provinces. D'anciens journalistes remerciés après la Révolution sont recrutés par Iran. Le trait saillant de ce journal est sa page "Accidents" dans laquelle divers événements sont relatés, assortis de photos. Cette page a attiré beaucoup de lecteurs.

Au début des années 1990, le phénomène le plus marquant de la presse iranienne est la publication par les hebdomadaires d'un grand titre sportif à la une, suivi d'articles sur le sport et le cinéma iraniens et mondiaux. Certains hebdomadaires relatent des histoires d'amour écrites par des anonymes. Durant la troisième année de la fonction présidentielle de Rafsandjani, le nombre et la diversité des journaux en Iran se sont accrus de façon

⁴⁵¹ -Motamed-Nejad Kazem .La deuxième conférence sur la presse iranienne, Téhéran, 1998

remarquable. Cela a aidé beaucoup d'Iraniens qui travaillaient pour une presse sans idéologie politique à gagner leur vie.

« Une recherche réalisée en 1993 sur 2 145 journalistes, dont 278 femmes, montrait que 52 pour cent d'entre eux travaillaient à plein-temps, 27 pour cent à temps partiel et le reste faisait des 'piges'. Plus de la moitié des journalistes dans les journaux gouvernementaux et plus des deux tiers des journalistes étaient diplômés d'Ecoles de journalisme. L'âge moyen des hommes journalistes était de 38 ans et celui des femmes de 32 ans. Le salaire moyen des journalistes à plein-temps était de 77 dollars par mois, de 49 dollars pour les journalistes à temps partiel, alors que les rédacteurs-en-chef recevaient 112 dollars par mois, soit plus de 1.4 fois plus que les journalistes à plein-temps et 2.2 fois plus que les journalistes à temps partiel. »⁴⁵²

1-2-2 Le gouvernement essuie le feu des critiques

La démission de Mohammad Khâtami; Les courants s'opposant au libéralisme culturel sont tous convergents dans leurs critiques envers la politique culturelle de Rafsandjani, exercée par son ministre de la Culture et de l'Orientation islamique Mohammad Khâtami. Cette vague de critiques est dirigée par les Islamistes traditionnalistes de l'école coranique de Qôm et par les négociants influents du Bazar. Les journaux Jomhourî Eslâmi, Keyhân et Resâlat sont pleins des propos de ces courants dont le ton révèle la rigidité d'esprit et l'opposition au modernisme. Ces traditionnalistes ont toujours mis en garde contre le recrutement de rédacteurs de l'époque du régime Pahlavi, contre la parution de livres qu'ils jugeaient décadents comme les romans d'amour, contre la distanciation des intellectuels laïcs envers les valeurs islamiques, contre la présentation d'une image noire de l'Iran et de la révolution dans les films envoyés aux festivals à l'étranger, et contre le manque d'attention aux avertissements du guide suprême l'âyatollâh Ali Khamenei au sujet de la menace d'invasion culturelle de l'Iran. Mohammad Khâtami, ministre de la Culture et de l'Orientation islamique répondait directement ou indirectement à ces critiques.

En mars 1991, s'adressant aux étudiants de l'Université de Téhéran, il déclare : « La stratégie culturelle d'un régime ne peut se fonder sur l'interdiction. Certains estiment incorrectement que les filières officielles sont la seule voie de transmission de la pensée et qu'il ne faut autoriser aucune pensée opposante à se déclarer dans un livre ou un film. C'est une blague, car c'est impossible. »

⁴⁵²- Mohsenian-Rad M. article intitulé : Payâm Avarân-é Matbouât-é Iran (Les messagers de la presse iranienne). Magazine trimestriel "Ressaneh", automne 1993

Les islamistes ne s'opposaient pas aux pensées d'opposition mais ils s'en prenaient tout particulièrement aux livres, à la presse et au cinéma, en se concentrant sur la moralité sociale. Dans ces moments-là, les journaux Keyhân, Jomhuri Eslâmi et d'autres critiquaient les romans prétendument immoraux. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique a aussi essuyé le feu des critiques pour sa tolérance envers le cinéma. Les islamistes estimaient que certains films tournés dans le pays étaient irréligieux et contre-révolutionnaires en raison d'un manque de supervision ministérielle. Ils ont visé surtout 'Les nuits de Zâyandé Roud' et 'Le temps de l'amour' réalisés par Mohsen Makhmalbâf. À leurs yeux, ces films mettaient en cause les valeurs religieuses et sociales et provoquaient le désespoir au sein de la société. Ils estimaient que certains films iraniens portés à l'écran dans les festivals internationaux remettaient en question l'Islam et ses valeurs, et le régime islamique de l'Iran. Pour eux, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique ne faisait aucun effort pour combattre cette tendance, et il aurait même financé la production de tels films. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique était sous le feu des critiques également pour avoir récompensé des comédiens occidentalisés et des écrivains laïcs. Les Islamistes estimaient que le ministère préparait le chemin pour les courants culturels anti-islamiques et contre-révolutionnaires tandis que les artistes et écrivains islamistes n'avaient plus de possibilité de se faire connaître. Khâtami a essayé de répondre à toutes ces critiques. L'âyatollâh Ahmad Jannati, secrétaire du Conseil des gardiens, s'adressa ainsi dans un prêche de la prière du vendredi 17 mai 1991 à Téhéran :

« Aujourd'hui, les pseudo-intellectuels et les apostats, ayant déjà déclaré officiellement leur apostasie, sont rejoints par les artistes et écrivains non engagés, les fêtards et les noceurs, ils nient l'Islam parce qu'Il s'oppose à leurs objectifs [...] Les valeurs islamiques ne portent guère de sens pour ces individus et voilà pourquoi ils s'efforcent de faire retourner la condition des familles, des écoles et des centres de récréation à celle d'avant la Révolution, de les remplir de corruption, et de promouvoir un islam à l'américaine par le truchement du combat contre le voile, par la promotion de musiques obscènes, et par l'édition de livres et magazines anti-islamiques et antirévolutionnaires. Actuellement, l'activité de ces magazines est de combattre la Révolution. »

La politique culturelle du gouvernement fait la une de la presse iranienne en 1991. Les opposants à la politique culturelle ne tolèrent plus de voir des opposants à l'islam et à la révolution aux postes culturels. Voici la réponse de Khâtami :

« Primo, il faut tout d'abord essayer, il faut commettre des erreurs afin de pouvoir distinguer ce qui est juste. Secundo, il faut être tolérant pour pouvoir combattre la menace des satellites qui est devant nous. Tertio, seuls les artistes sont compétents pour s'exprimer sur les questions artistiques ; et quarto, on ne peut pas s'exprimer en sélectionnant quelques pages d'un livre ou en regardant quelques scènes d'un film. »⁴⁵³

Mais les critiques n'ont pas été convaincus, ils sont restés sur leur position, persistant à mettre en garde contre le danger d'une invasion culturelle.

⁴⁵³ -Réssanéha va Richéhâyé Eghtédar, Revue mensuelle Doniâyé Sokhan no 50, 1992

1-2-3 Courants de pensée postrévolutionnaires

Les conservateurs s'opposant à la politique culturelle du gouvernement et surtout à celle du ministre de la Culture et de l'Orientation islamique bénéficiaient de l'appui des milices, connues sous le titre de groupes de pression, qui attaquaient les bureaux des journaux réformistes pour les intimider et les obliger à s'autocensurer. Les groupes de pression ont mis le feu à la librairie 'Morgh Amine' qui vendait essentiellement de nouveaux romans. Les membres d'Ansâr-é Hezbollah ont manifesté contre une caricature parue dans le magazine Fârâd parce que la tête du footballeur caricaturé ressemblait à l'âyatollâh Khomeiny ; ils ont saccagé les bureaux du magazine. Une explosion, attribuée aux groupes de pression, est survenue dans le magazine culturel 'Donyâ-yé Sokhan' pour avoir publié les poèmes d'Iraniens installés à l'étranger. Le bureau du magazine 'Zané Rouz' a été attaqué à cause d'une photo de femme. On peut dire que chaque fois qu'une ouverture a été accordée à la presse, les groupes de pression se sont activés parallèlement. Voici la caricature controversée pour laquelle le magazine Fârâd a été interdit et le dessinateur a été condamné à 10 ans de prison. (Fig. 26)

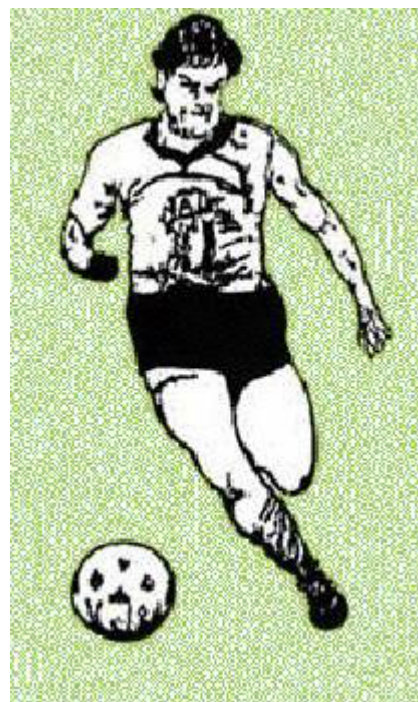


Fig 26

L'état se resserre autour de la presse - et de Khâtami : suite à l'ouverture, limitée, qui est pratiquée en faveur de la presse, l'âyatollâh Ali Khamenei, guide suprême iranien, évoque la nécessité de lutter contre l'invasion culturelle, en demandant aux responsables culturels du pays de contrer cette invasion. Cependant, Khâtami n'est pas en accord avec cette position. Khâtami, figure populaire, surtout chez les gens de culture et les artistes, préfère discuter des critiques directement et éclairer l'opinion publique. Il est convaincu que l'invasion culturelle prétendue est dénuée de tout fondement et qu'il faut admettre une pluralité intellectuelle. Khâtami reste toujours dans un registre culturel dans ses interventions, même avec ses détracteurs. Il se garde de viser des responsables

ministériels. Il résiste aux exigences de l'âyatollâh Khamenei qui lui demande de la sévérité envers la culture. Le 24 mai 1993, Khâtami a dû finalement démissionner en raison de son échec à mettre à exécution les demandes du guide suprême. Dans sa lettre de démission, il se plaint des

"... gens à l'esprit étroit qui imposent leurs points de vue au prix de la fermeture de la pensée et de la négation des libertés légitimes et légales." "Franchir toutes les frontières légales, légitimes, morales et traditionnelles dans la lutte contre les opposants donnera lieu à une ambiance insalubre et tumultueuse et poussera les savants et les artistes vers la désillusion et une sensation d'insécurité", a-t-il déclaré.

Durant son mandat ministériel, Khâtami a toujours suivi une politique modérée, sans péripéties, et en ligne avec les attentes de la société. Il a favorisé les réformes tout en se gardant d'adopter des politiques dures et radicales dans le domaine de la culture.

LES MESURES CULTURELLES DE KHÂTAMI

Les mesures prises dans le domaine culturel sont les suivantes : 1- Établissement du Département de la presse au ministère de la Culture et de l'Orientation islamique ; 2- Adoucissement des restrictions pour obtenir l'autorisation de parution ; 3- Aide financière à la presse par la distribution de papier journal à bas prix ; 4- Accord de prêts à bas taux d'intérêt aux nouveaux instituts de presse pour qu'ils se procurent des équipements d'imprimerie ; 5- Publication du semestriel spécialisé 'Resâné' (Les Médias) ; 6- Tenue de la première conférence sur la presse iranienne en 1990.

Ces mesures débouchent sur la parution de nombreux journaux et magazines à Téhéran et dans d'autres grandes villes iraniennes. De 1981 à 1988, le nombre de journaux était tombé de 300 à 100, mais de 1992 à 1994, le nombre de journaux s'élève jusqu'à 550.

Avec la démission de Khâtami, les conditions culturelles de la société prennent une nouvelle forme, et le slogan de la lutte contre l'invasion culturelle occidentale, qui visait initialement les magazines culturels, devient un slogan national. Après son départ, les groupes de pression se contentent de moins en moins d'attaquer les bureaux des journaux, et le régime se met à purger et à éliminer physiquement les opposants et les intellectuels. Les ministères de la Culture et des Renseignements font ensemble pression sur les dissidents et les intellectuels pour qu'ils acceptent de coopérer avec le gouvernement. Ceux qui refusent de coopérer avec le régime sont systématiquement convoqués à un interrogatoire. À ce propos, la télévision iranienne diffuse à cette époque le feuilleton

'Hoviat' (L'Identité) dans lequel les confessions extorquées sous la contrainte ont été portées au petit écran aux heures où la plupart des Iraniens regardent la télévision. Cette série télévisée cherchait à répandre l'idée d'un lien entre les intellectuels et l'Occident. En 1995, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique décide d'envoyer 40 écrivains en voyage à l'étranger. Quelques années après, il a été révélé que le ministère des Renseignements, de concert avec le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique, avait décidé de faire tuer ces écrivains en faisant plonger leur bus dans un ravin, mais le complot a été déjoué suite à l'intervention de certains occupants du bus. Par ailleurs, les autorités empêchent la diffusion de certains films au cinéma. Des miliciens en moto entrent dans les salles pendant la projection afin d'intimider les spectateurs et de les dissuader de se rendre de nouveau au cinéma.

1-2-4 L'entrée des milices dans le secteur culturel

Après la démission de Khâtami, Ali Laridjâni, qui était adjoint au commandant des gardiens de la Révolution, a été nommé, sur l'ordre indirect de l'âyatollâh Khamenei, ministre de la Culture et de l'Orientation islamique. Laridjâni était un milicien passé ainsi directement du Corps des gardiens de la Révolution islamique au ministère de la Culture. Alors est mis à exécution le projet de lutte contre l'invasion culturelle, invasion qui est une source d'inquiétude pour le guide suprême. À cette époque-là, des lunettes de marque Ray-Ban, les antennes paraboliques, et même le pain sous la forme de baguette étaient considérés comme des signes de l'invasion culturelle. En collaboration avec l'Académie de la Langue persane, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique se met à éliminer les mots étrangers et à leur trouver des équivalents. La radio et la télévision se voyaient ordonner de ne plus utiliser des mots tels qu'ascenseur, hélicoptère, etc. Un autre milicien est nommé vice-ministre de la Culture chargé de la presse. Le Conseil de supervision de la presse a commencé à priver certains journaux indépendants de leur autorisation de parution. Les hebdomadaires Havâdèsse, Payâm-é Dâneshjou, Bahâr et Aftâbgardân ainsi que les mensuels Takâpou et Gardoun sont interdits par le Conseil de supervision de la presse. Cette politique a rendu difficiles les conditions de travail pour les rédacteurs des journaux. La garde à vue du rédacteur en chef du quotidien Salâm prolongée pendant des mois et décidée sans aucune raison précise en est un exemple. Alors que le régime invite les Iraniens fortunés émigrés à l'étranger à revenir investir dans les projets du développement économique de l'Iran, il applique au contraire une politique incitant à la fuite des cerveaux, ou amenant à un isolement à l'intérieur du pays. La politique culturelle

du régime s'emploie à réaliser l'uniformité de pensée du peuple, et les organes officiels du régime sont chargés de promouvoir cette politique.

LES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION S'INGÈRENT DANS LA CULTURE

Le Corps des gardiens de la Révolution comprend des forces militaires et politiques. Au début de sa formation, un mois après la victoire de la Révolution islamique en 1979, ses fondateurs étaient de diverses tendances sociales et politiques. Une première division est survenue au sein des gardiens de la Révolution avant de se reproduire au gouvernement et au parlement. Les pionniers du Corps des gardiens de la Révolution étaient soit gauchistes soit droitistes, et ils s'opposaient les uns aux autres. Cette division, surtout pendant la guerre avec l'Irak, fit très peur à l'âyatollâh Khomeiny qui leur interdit de s'ingérer dans les affaires politiques. Selon un décret de Khomeiny, les forces armées n'étaient plus autorisées à se joindre aux courants politiques. Quelques temps après, le décret de Khomeiny s'appliquera aussi à la police et autres forces de l'ordre.

« Les forces armées étaient censées sauvegarder la souveraineté du régime et protéger l'intégrité territoriale du pays. Le soutien de ces forces aux factions politiques allait entraîner les forces armées dans les divisions politiques qui existaient déjà au sein des groupes politiques. En outre, cela pourrait doter les factions politiques rivales de moyens qui les aideraient à renforcer leur position au sein du pouvoir et à bloquer toute passation de pouvoir. »⁴⁵⁴

Les conditions politiques changent après la guerre. L'opposition a été réprimée durant la guerre, les Moudjahidines du peuple ont subi une grande défaite en envahissant des villes de l'ouest du pays, et les prisonniers politiques ont été massacrés. À l'issue de la guerre, c'est la reconstruction qui est à l'ordre du jour. La position des gardiens de la révolution dans la structure du pouvoir change alors : avec la fin de la guerre, ils s'engagent sur les deux chemins suivants : 1- Le renforcement militaire et l'armement, ainsi que la formation des cadres spécialisés ; 2- Les activités économiques, sous couvert de reconstruction. L'administration de Rafsandjani fournit aux gardiens de la révolution des sommes faramineuses pour qu'ils réalisent leurs programmes. Ali Khamenei, guide suprême iranien, les autorise à tirer d'importants revenus des activités économiques. Il faut préciser que si Khomeiny, le guide de la révolution islamique, bénéficiait d'une légitimité charismatique et traditionnelle, et surtout du soutien du peuple, Khamenei qui lui succédait n'en bénéficiait pas. Le gouvernement et la nation se sont de plus en plus distanciés après

⁴⁵⁴- Saïd Hajjarian , Politisation des forces armées, article publié dans le 'Akhbaré Rouze' du 11 Juillet 2006

la mort de Khomeiny. Des groupes sociaux se sont éloignés de la République islamique, la base sociale du régime s'est affaiblie et sa popularité a chuté. Sous le mandat présidentiel de Rafsandjani, on a pu constater le mécontentement grandissant de divers groupes sociaux. Cela a été visible lors des émeutes survenues dans les villes de Chirâz, Méchéd, Arâk, Ghazvin et Islam Chahr. Les dirigeants de la République islamique, démunis de toute légitimité et popularité, ont eu recours aux gardiens de la révolution pour réprimer les émeutes et les protestations. À l'instar des régimes autocratiques, les dirigeants du régime islamique d'Iran ont balisé le chemin en direction d'un renforcement des gardiens de la révolution, afin de garantir le maintien au pouvoir de ce régime. Les gardiens de la révolution et surtout leurs commandants se sont vus accorder de nombreuses concessions. Après la mort de Khomeiny en 1989, la Constitution a été révisée et la clause prévoyant le principe de 'vélyat-é faghih absolu' y a été incluse. Ali Khamenei, déjà 'vali-é faghih', s'est vu ainsi accorder ce titre de façon 'absolue'. Cette révision a autorisé aussi le guide suprême à procéder à la modification des lois islamiques. Il a même été autorisé à gouverner la vie et les biens de la population. Comme on l'a vu, Ali Khamenei a succédé à l'âyatollâh Khomeiny sans être pour autant charismatique et légitime. Afin de se légitimer, il a eu recours aux militaires. Le guide suprême iranien a jugé l'ouverture culturelle comme une invasion culturelle de l'Occident, surtout des États-Unis, à l'encontre de l'Iran. L'âyatollâh Khamenei était convaincu que l'entrée de la culture occidentale en Iran signifiait l'entrée en Iran des troupes des pays occidentaux, ce qu'il fallait empêcher. Dans son optique, installer les cadres militaires à la tête des organes culturels était la seule solution pour contrecarrer l'invasion culturelle et pour sauvegarder le régime.

1-2-5 La presse après la démission de Khâtami

Après la démission de Mohammad Khâtami, le régime se met à contrôler la presse par les trois voies suivantes :

1- Autorisation : le ministère de la Culture accorde de moins en moins d'autorisations afin de pouvoir mieux contrôler la presse. Les conditions sont si strictes que même Faezé Hachémi Rafsandjani, la fille du président de l'époque, n'a pas pu obtenir l'autorisation. Éluë au parlement en 1996, Faezé Hachémi est une réformatrice qui remet en question le système politique et la politique culturelle du régime. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique refusait d'accorder l'autorisation aux dissidents, et même aux indépendants. Chaque année, 60 à 70 demandes ont été rejetées. Au lieu d'examiner les

demandes d'un point de vue légal, le Conseil de supervision de la presse décidait de son propre gré. Ceux qui s'intéressaient au journalisme se trouvèrent découragés de déposer une demande, sachant par avance qu'elle serait rejetée en raison de l'exercice d'un contrôle strict.

. **2- Financement** : la presse est financée d'une manière discriminatoire. La presse est à l'époque divisée en deux catégories : khodi (l'un des nôtres) et non-khodi. Les khodis bénéficient d'une aide financière systématique alors que les non-khodis sont exclus de toute aide. La politique sélective et idéologique s'applique donc à la délivrance de privilèges discriminants à la presse.

3- Supervision : la supervision de la presse se fait de diverses formes, légales et extra-légales. Les rédacteurs en chef des journaux sont tous fidèles au régime et ils évitent la publication d'articles sujets à controverses qui pourraient entraîner la fermeture de leur journal. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique

« ...exigeait des hebdomadaires et des mensuels qu'ils soumettent leurs pages au ministère avant de les mettre sous presse. Dans certains cas, le ministère de la Culture n'autorisait pas la publication de magazines et leur demandait d'édulcorer les articles. Il s'agissait d'un acte illégal. »⁴⁵⁵

La lutte contre l'invasion culturelle affecte ainsi l'amélioration qualitative de la presse, et au contraire la limite de façon stricte. De ce même fait, compte tenu du contrôle de la presse par le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique, l'intervention de la justice dans les affaires de la presse est peu importante.

« Selon un sondage réalisé auprès de 6 000 personnes ayant assisté au festival de la presse de Téhéran en 1995, 80 pour cent d'entre elles se disaient lectrices régulières des quotidiens et magazines, y consacrant en moyenne 18 minutes par jour. Cette enquête a montré aussi qu'entre 1988 (l'année de la fin de la guerre) et 1994, l'intérêt du peuple pour l'actualité politique a régressé, alors que l'actualité des faits divers et incidents était devenue la priorité des lecteurs de journaux. Les quotidiens Hamchahri, Ettelâât, Keyhân, Salâm et Iran étaient les journaux les plus lus de l'époque. De plus, 50 pour cent des personnes interrogées avaient dit qu'elles accordaient davantage de confiance en la presse qu'aux autorités du pays. Le degré de confiance dans la presse augmentait à proportion du niveau d'étude des lecteurs de journaux. »⁴⁵⁶

⁴⁵⁵ - Saharkhiz Issa, directeur de la presse au ministère de la Culture et de l'Orientation islamique sous Khâtami, entretien au quotidien Etemâd, 2006

⁴⁵⁶ - Chahidi H. op.cit. p. 80

L'Exposition Internationale du Livre et de la Presse en Iran, qui a été lancée en 1995, a lieu chaque année dans un très grand jardin à Téhéran. A cette époque-là, en raison du manque de lieux de loisirs pour les jeunes, cette exposition a donné à ces derniers, filles et garçons, y compris ceux qui n'étaient pas forcément intéressés par la lecture, un endroit pour se retrouver et passer d'agréables moments ensemble sans être constamment dérangés par la police, ici absente, une police qui surveille avec rigueur le comportement des filles et des garçons dans tous les lieux publics.

Une recherche réalisée la même année montre que 70 pour cent de la population de lecteurs de journaux dans le pays étaient âgés de moins de 25 ans et que la presse répondait à leurs attentes seulement à hauteur de 20 pour cent (Cf. Resâné, revue trimestrielle, sixième année, printemps 1995). On peut établir un lien avec le fait que l'actualité politique n'est plus aussi attractive depuis la fin de la guerre en 1988. De plus, sous le mandat présidentiel de Rafsandjani, les journaux servaient de tribune à la disposition d'un gouvernement auquel le peuple ne faisait plus confiance. La jeunesse de la population du pays explique aussi la raison d'un intérêt croissant pour l'actualité, les faits divers. Le ministère de la Culture de l'Orientation islamique réalise une recherche en 1994, sondant 315 journalistes. Cette enquête montre que les pressions sociales, politiques et structurelles sur la presse ont développé un sentiment de désillusion chez les journalistes. Les personnes interrogées, comptant en moyenne huit ans d'expérience, ont critiqué à 75 % (pour cent ?) les neuf points suivants :

- « 1- l'autocensure et la censure ;
- 2- l'absence de créativité ;
- 3- le manque de professionnalisme)
- 4- l'obligation de se conformer à la politique du régime ;
- 5- l'insuffisance de la connaissance des attentes des lecteurs ;
- 6- la transformation des journaux en tribunes de propagande pour certains individus en échange de privilèges financiers ;
- 7- l'indifférence aux vrais problèmes sociaux ;
- 8- l'insécurité professionnelle ;

9- la dépendance (des journalistes) envers les dépêches officielles des agences de presse. »⁴⁵⁷

Conclusion

Dans les dernières années de la guerre, des désaccords commencent à apparaître au sein du pouvoir, à tel point que même l'âyatollâh Khomeiny et l'âyatollâh Hossein Ali Montazéri, pourtant désigné par le premier comme son successeur, n'ont pas été épargnés, et que cela a conduit enfin à la destitution de ce dernier. Montazéri a critiqué les actes illégaux du régime et notamment le massacre de plus de 4 000 prisonniers politiques pro-OMPI (Organisation des Moudjahédines du Peuple Iranien). Ces désaccords ont progressivement créé une division au sein du régime, et en définitive, lors de la présidence de Hachemi Rafsandjani, ceci a fini par dresser les détenteurs du pouvoir l'un contre l'autre. Rafsandjani était pour le développement économique du pays et cherchait à trouver des solutions pratiques pour éliminer les obstacles au développement de l'économie après la guerre. A cette période, de nombreux articles ont été rédigés par certains groupes critiques, surtout à propos des libertés, et en premier lieu la liberté de la presse. Certains journalistes estimaient que les attaques physiques ou médiatiques contre la presse d'opposition avaient comme buts d'appliquer la censure dans le milieu journalistique et d'empêcher les écrivains de l'opposition à évaluer la politique et les actions du régime. Ce groupe d'écrivains avait la conviction que la censure de la presse préparerait le chemin à la circulation de rumeurs et à un déplacement de l'audience au profit de la presse étrangère. Certaines publications d'opposition soulevaient cette question : ne serait-il pas plus raisonnable, plus correct et moins coûteux pour le gouvernement de mettre les gens au courant des affaires du pays par le biais d'une presse libre et responsable, afin qu'ils puissent eux aussi intervenir dans les prises de décisions ?

« Les ex-islamistes n'ont pas le monopole de la critique du système. Ils sont rejoints par un certain nombre d'intellectuels de tradition laïque, surtout venus des sciences sociales (sociologues, économistes, historiens). Leurs critiques du système islamique n'en visent pas les fondements mêmes, car ils n'ont pas la légitimité militante ou religieuse qui le leur permettrait. Ils abordent les problèmes en experts, à partir d'une compétence technocratique que le système leur reconnaît, surtout depuis la présidence de Rafsandjani. Beaucoup ont étudié à l'étranger ou bien suivent de près la production intellectuelle des socio-

⁴⁵⁷ - Chahidi op.cit. p. 75

scientistes américains. Ils prônent la démocratie moins pour des raisons idéologiques que comme moyen de promouvoir le développement économique et social. »⁴⁵⁸

Suite au rapprochement des laïcs et des révolutionnaires islamistes de gauche, qui a causé la naissance des revues d'opposition, les conservateurs ne sont pas restés indifférents. Ils ont répondu aux critiques du régime non seulement par le biais de leurs propres publications et par leurs théoriciens, mais aussi, pour gagner l'opinion publique et mieux affronter leurs critiques, ils ont commencé à monopoliser progressivement la Télévision et la Radio publiques et, en parallèle, ils ont renforcé également les groupes de pression. Nous pouvons donc dire que l'apparition d'un de ces groupes d'opposition causait l'apparition d'un groupe de pression conservateur. Ainsi, lorsque l'audience des groupes d'opposition augmentait, l'hostilité des programmes télévisés à leur égard devenait encore plus rigoureuse.

⁴⁵⁸ - Khosrokhavar Farhad et Roy Olivier "Iran : Comment sortir d'une révolution religieuse", Ed.Seuil, 1999 p.156

Chapitre 2- La présidentielle de Mohammad Khâtami

Dans ce chapitre, nous examinerons la structure du pouvoir politique du gouvernement et du régime ainsi que son effet sur la presse durant le mandat présidentiel de Khâtami. L'administration de Khâtami a poursuivi le développement politique, et le développement de la presse en a été une conséquence. Ici, nous allons donc parler des raisons du développement de la presse. La presse et la politique sont liées l'une à l'autre. Un régime politique développé influence la structure et la fonction de la presse. Réciproquement, la presse, en facilitant le choc des idées, prépare le terrain pour le développement politique. Dans une société en état de transition, la presse pourrait s'avérer efficace, au moins au niveau du discours. En effet, le développement politique dépend de la contribution croissante de la population à la politique, mais aussi de la connaissance des personnalités et des groupes politiques par le biais de la presse. Pour le développement politique, il faut que deux conditions soient remplies. En premier lieu, il faut encourager les gens et les groupes à participer aux affaires publiques, c'est-à-dire leur faire comprendre qu'ils font partie de la nation et qu'ils pourraient décider de leur sort. À ce sujet, les médias de masse et surtout la presse peuvent jouer un rôle effectif. En second lieu, il faut que les institutions en développement soient capables d'exprimer les intérêts et les exigences des divers groupes sociaux ; dans ce but, il est nécessaire que des organisations se créent pour formaliser et transmettre les idées. C'est dans une telle situation seulement que la presse pourrait abandonner les discours manichéens simplistes, et susciter le pacifisme, la coexistence, le dialogue dans la politique intérieure et extérieure, la démocratie, le pluralisme, la reconnaissance des droits civiques et la tolérance, à l'intérieur d'une société civile. Dans une telle situation, les intellectuels et les penseurs modernistes guideraient la presse. Pendant les deux premières années du premier mandat de Mohammad Khâtami (1997-2001), la presse a réussi à prendre des mesures pour le développement politique dans les quatre domaines suivants :

« 1- Une meilleure information du peuple afin qu'il puisse prendre des décisions plus appropriées 2- L'influence du peuple sur la structure du pouvoir

et pour son contrôle 3- L'adaptation du peuple aux changements 4- La création d'un lien entre les diverses institutions utiles au développement du pays. »⁴⁵⁹

Mohammad Khâtami se déclare candidat à la présidentielle au moment où Ali Khamenei a pris la haute main sur le pouvoir et sur les miliciens, qui, appuyés par le guide suprême, se sont emparés des affaires politiques. Un an et demi avant la fin de son mandat en 1995, Hachémi Rafsandjani optait pour l'ouverture culturelle au risque d'être ostracisé par les religieux conservateurs dont fait partie le guide suprême iranien. Les religieux conservateurs ont d'ailleurs refusé d'inscrire sur leur liste les candidats proposés par Rafsandjani pour l'élection législative. Face à une telle opposition, Rafsandjani a mis sur pied le Parti Kargozârân Sâzandegui (les commissionnaires de la construction) et constitué une liste séparée de candidats de son choix, qui étaient pour la plupart des technocrates et libéraux culturels. Le parti Kargozârân fut accueilli chaleureusement par les femmes et les jeunes parce qu'il soutenait les libertés culturelles et promouvait les droits civiques. En plus, les membres de ce parti étaient moins conservateurs que d'autres partis politiques au regard des questions liées aux femmes, comme le port du voile islamique, leur éducation et le sport. Ayant réalisé l'existence de ce gouffre au sein du pouvoir, et la dissociation de Rafsandjani, et ayant peur de la popularité de Kargozârân, Ali Khamenei donne le feu vert pour le retour de l'ingérence des gardiens de la révolution dans les affaires politiques. Khamenei leur demande de ne laisser aucun libéral et technocrate entrer au parlement. S'appuyant sur la carte blanche que Khamenei leur a ainsi donnée, les gardiens de la révolution ont soutenu indirectement les candidats du guide suprême. Convaincus de ne pas être capables de changer au profit des candidats du guide suprême le résultat du vote à Téhéran et dans d'autres grandes villes, les gardiens de la révolution se concentrent sur les petites villes et villages. Ils achètent les votes du peuple et procèdent même au trucage et à l'intimidation dans certaines circonscriptions afin de faire entrer au parlement les candidats favorables au guide. Naghadé, une région habitée par les Kurdes et Turcs dans le nord-ouest de l'Iran, en est un bon exemple. Dans cette circonscription, les bulletins de vote ont été volés, et une personne a été tuée par balles tirées avec l'arme d'un milicien. En définitive, le candidat préféré du guide suprême est élu. Alors le parlement tombe aux mains des conservateurs, et les technocrates ne gagnent qu'un tiers des sièges. Un an après la formation du cinquième parlement, le mandat présidentiel^{de} Rafsandjani s'achève. Rafsandjani soutient la campagne présidentielle de Mohammad Khâtami, qui est populaire

⁴⁵⁹- Mehdizadeh S.Mohammad. Extrait des articles "Premier ,2^{ème} et 3^{ème} séminaires sur la presse en Iran" (Tchékideh Maghâlât) Ed. Markazé Tahghighaté Resaneh Téhéran 2012 p .51

en raison de sa politique culturelle quand il était ministre de la Culture et de l'Orientation islamique. Les Iraniens gardaient un bon souvenir de Khâtamî, qui s'opposait à une société monolithique ; grâce à lui, les conditions de la presse s'étaient améliorées. Les gardiens de la révolution s'en prennent à Khâtamî afin de l'empêcher de remporter le scrutin présidentiel. La radio et la télévision sont contrôlées par les miliciens qui diffusent essentiellement des programmes au profit d'Ali Akbar Nateq-Nouri, le candidat préféré de l'âyatollah Khamenei ; Nateq-Nouri, un religieux conservateur, est le président du parlement. Et à l'approche de l'élection, les miliciens affidés aux gardiens de la révolution ont pris l'habitude d'entraver la campagne présidentielle de Khâtamî en l'empêchant de prononcer ses discours.

LA CLÉ DE LA VICTOIRE DE KHÂTAMI

Mohammad Khâtamî gagne la présidentielle bien qu'il n'ait pas évoqué de changement de la Constitution ou du régime, bien que ses plans économiques n'aient pas été différents de ceux de ses prédécesseurs, et bien que le pouvoir politique et économique du pays soient restés aux mains du guide suprême et des gardiens de la révolution. Les raisons suivantes peuvent expliquer le secret de la victoire de Khâtamî :

-Une rivalité factionnelle : Les factions politiques sont massivement présentes dans cette élection et elles soutiennent certains candidats. La campagne présidentielle se situe au-delà d'un individu ou d'un candidat, elle se fonde sur le statut politique et social des factions ainsi que sur leur pouvoir financier et leur cohésion. Le peuple s'est associé à ce mouvement de rivalité factionnelle. Dans les précédentes élections, les candidats ne s'exprimaient pas très clairement sur la politique interne et externe du pays et se concentraient sur l'économie. Mais Khâtamî se lance dans le domaine politique et évoque des réformes attractives pour le peuple. On évoque aussi la normalisation des relations avec les États-Unis. Si les rivaux de Khâtamî continuent à défendre la position existante concernant la politique intérieure et étrangère du pays, même les responsables exécutifs du pays préconisent des changements. Tout au long de l'élection de 1997, le réformisme, qui était développé par certains intellectuels, s'est mué en un phénomène social. Le réformisme a gagné très vite les esprits et les cœurs, et le régime a été surpris par la voix du peuple. Les déplacements de Khâtamî en bus dans les provinces pendant sa campagne électorale l'ont aussi rapproché de plus en plus du peuple.

- **L'attention aux jeunes et aux femmes** : Khâtimi entre sur la scène de la campagne électorale avec le slogan de tolérance et de flexibilité vis-à-vis des femmes, qui subissent toute la pression de la part du régime islamique. Il les attire en évoquant une liberté (relative) pour le choix de leur tenue vestimentaire. Khâtimi a dû la moitié de ses votes aux femmes. Il s'adresse aussi aux jeunes âgés de 15 à 35 ans, qui représentent alors 70 pour cent de la population iranienne. Il met en avant l'ouverture culturelle, l'implication des jeunes dans leurs propres affaires et l'accord de bourses d'études à l'étranger. Khâtimi souhaite plus de flexibilité envers les jeunes, et sa popularité parmi les jeunes a encouragé les parents qui s'inquiétaient de l'avenir de leurs enfants à aller voter pour lui.

- **Une apparence détendue** : Ce qui démarque Khâtimi des autres religieux c'est la couleur de sa tenue. Les religieux portent normalement des tenues de couleurs foncées, mais lui choisit des couleurs claires. Le régime avait imposé la couleur noire au peuple. La ville et les visages du peuple étaient toujours tristes. Dans les bureaux gouvernementaux comme dans les écoles, seules les couleurs noire, marron, bleu outremer et grise étaient autorisées. De plus, Khâtimi est toujours souriant, à la différence des dirigeants du régime qui se présentent toujours avec un visage sévère. Il sourit dans les cérémonies, et des personnes qui n'approuvaient pas ses slogans et plans l'ont choisi pour son visage souriant. C'est la première fois qu'un gouvernement décide de changer de politique sous l'influence d'un vote du peuple. Il s'agit même d'un fait rarissime dans toute l'histoire politique iranienne parce que les changements politiques se sont toujours produits dans le cadre de l'ingérence étrangère ou de soulèvements populaires. Dans l'élection de 1997, le peuple s'est rendu compte de la possibilité de changer son avenir. Le message issu de cette élection fut le pacifisme, la renonciation à la violence, la tolérance et l'ouverture à l'opposition et aux critiques. Toutefois, après la victoire de Khâtimi, nombre de ses opposants qui étaient par ailleurs proches du guide suprême ont annoncé plusieurs fois que la politique intérieure et étrangère du régime islamique n'allait pas changer. Dans la ville d'Ispahan, le bureau du magazine Navid, qui soutenait Khâtimi, a été saccagé par ses opposants.

2-1 Les plans et l'orientation de Khâtimi

Les plans présentés par Khâtimi pendant sa campagne présidentielle sont conçus pour répondre aux attentes de la population. Réguler la relation entre le régime et le peuple sur la base d'une critique des politiques fait partie des plans de Khâtimi, qui appelle à

respecter les droits du peuple. Khâtami annonce ouvertement que le peuple ne peut plus accepter les méthodes discriminatoires du régime, tout appelant à l'établissement d'une démocratie religieuse.

Voici les grandes lignes des plans de Khâtami en 1997 :

- 1- Respect et exécution de la Constitution ;
- 2- Protection de la dignité humaine et réalisation des libertés légales du peuple ;
- 3- Insistance sur la démocratie religieuse dans le système politique ;
- 4- Établissement de la société civile en promouvant :
 - l'état de droit et la soumission à la loi
 - le renforcement des institutions civiles
 - la participation et une saine rivalité
 - le refus de l'extrémisme
 - une supervision sociale et critique
 - les droits civiques
- 5- Participation légale du peuple :
 - la présence des élites dans les prises de décision
 - la présence du peuple dans les prises de décision
 - la privatisation
 - la présence du peuple dans les institutions civiles pour demander au gouvernement de rendre des comptes
- 6- Renforcement de l'unité nationale et consensus social
- 7- Détente et élargissement des relations internationales, promotion du statut international du régime islamique, restauration de la confiance mutuelle avec les autres pays, renforcement de la sécurité régionale, élargissement des relations avec d'autres pays sur la base du respect mutuel, protection des intérêts nationaux et non-ingérence dans les affaires internes de la part des autres pays
- 8- Promotion de la justice sociale et élimination des discriminations
- 9- Concentration sur les femmes, les jeunes et les élites :

reconsidération des attitudes

création d'opportunités de contribution au développement national

facilités légales

10- Développement culturel :

renforcement de la fondation culturelle

protection des valeurs et de la culture de la démocratie religieuse

11- Établissement d'un système administratif puissant et responsable :

renforcement du respect de la loi dans les affaires administratives

renovation des relations entre le gouvernement et le peuple

responsabilité

satisfaction des attentes de la population par le système administratif

12- Développement économique et réforme des structures :

prise en compte des couches défavorisées dans les décisions économiques

réduction de l'inflation et augmentation du pouvoir d'achat

sécurité économique, investissement et création d'emplois

13- Renforcement de l'autorité nationale et protection de l'indépendance du pays

14- Développement durable.

2-1-1 Points de vue de Khâtami sur la presse

Dans sa campagne présidentielle, Khâtami présente la presse comme étant les yeux, la langue et les oreilles du peuple en affirmant que la presse est nécessaire au renforcement de la société civile. Khâtami soutient la liberté de la presse peut-être aussi en raison de son ancien mandat ministériel, et de sa direction du journal Kehyân.

« Il faut que la presse agisse comme les oreilles, les yeux et la langue du peuple. Elle doit publier les vérités et les critiques. Refléter les vérités de la société et critiquer la performance du gouvernement font partie d'importantes tâches de la presse. La presse le fera au nom du peuple. Chaque journal pourra représenter un courant spécifique ; et si on lui fournit suffisamment d'espace,

la presse pourra représenter toute la société. Il faut donc essayer de faire en sorte que la position de la presse se stabilise, » a déclaré Khâtami.⁴⁶⁰

Il est d'accord avec le principe de supervision des œuvres culturelles et intellectuelles, mais il est convaincu que cette supervision devrait être légalisée pour que chacun sache à quoi s'en tenir.

« ... Secundo, nous avons besoin d'un organe de supervision et il faut surtout éviter d'imposer nos points de vue personnels. Tertio, autant il est nécessaire de protéger les droits civiques et la sécurité culturelle de la société, autant il faut respecter les droits de l'auteur et de l'éditeur. C'est pourquoi un organe de supervision est nécessaire. [...] Il faut essayer d'unir diverses tendances pour mettre sur pied un parti ou une union et les faire connaître pour qu'ils puissent se défendre. Ainsi, le peuple décide de son avenir et toutes les factions politiques et la presse pourraient y jouer un rôle », a expliqué Khâtami.⁴⁶¹

Il qualifie la presse libre de pilier des libertés civiles et légales, qui va aider à défendre les droits et les intérêts du peuple et faciliter leur participation politique. Lors de sa campagne, Khâtami a parlé avec constance d'une société dynamique, en croissance et libre dans le cadre de la Constitution. Il estime que le gouvernement devrait éliminer les obstacles aux libertés légitimes dans la société. À ses yeux, la 'monophonie' ne devrait pas dominer la société et il faut reconnaître la diversité.

« Il faut convaincre le peuple que, malgré la propagande médiatisée, la société civile préconise la polyphonie. Dans une telle société, les éditeurs ne devraient pas attendre longtemps pour obtenir l'autorisation d'édition, la radio et la télévision ne seraient jamais monopolisées et les rumeurs ne seraient pas répandues », a dit Khâtami.⁴⁶²

Les programmes de Khâtami sont accueillis chaleureusement par la majorité de la population. Finit par remporter l'élection de mai 1997 avec l'écrasante majorité de 69,09 pour cent. Aussitôt après sa victoire, il se penche sur le développement économique, social, politique et culturel.

⁴⁶⁰ - Ali-Âbâdi Guiti' Le discours de la révolution et discours électoral' Ressâné, Numéro 77

⁴⁶¹ - Idem

⁴⁶² - Idem

2-2 La presse sous Khâtami

Le 23 mai 1997 fut le début d'un nouveau discours dans l'histoire politique de l'Iran. Le discours de 'la construction' laisse sa place au discours de 'la démocratie de la société civile'. Dans de telles circonstances, la presse jouerait un rôle significatif dans la diffusion de paroles raisonnables sur les questions sociales et politiques. La presse ferait connaître au peuple ses droits et devoirs sociaux, et préparerait le terrain pour la concurrence des idées en vue du développement social. Au début, de nombreux journaux ont vu le jour. Au printemps 2000, leur nombre atteignit 850, avec un tirage total de plus de deux millions d'exemplaires - ce qui était sans précédent depuis les premiers mois postrévolutionnaires. En même temps, pour la première fois, la production intellectuelle entre dans la presse iranienne en l'absence de tout langage excessif.

2-2-1 Un journal pas comme les autres

Avec la parution du journal Jâmée (La Société) six mois après la prise de fonction de Khâtami commence une nouvelle ère dans ce secteur culturel iranien. Le fondateur de ce quotidien est Mohsen Sâzgârâ, qui fut d'ailleurs un des pionniers du Corps des gardiens de la révolution. Il s'est dissocié des gardiens de la révolution pour se lancer dans la publication de livres. Actuellement, il fait partie de l'opposition en exil. Le directeur de Jâmée est Hamid-Reza Jalâïpour, un ancien commandant militaire pendant la guerre Iran-Irak. Après la fin de la guerre, Jalâïpour est parti pour l'Angleterre pour y faire des études de sociologie et a regagné l'Iran afin de fonder une université et de promouvoir l'idée de la société civile en Iran. Son rédacteur en chef, Mâshâllâh Shamsolvâezin, qui a fait des études de théologie sans avoir étudié le journalisme, est entré au quotidien Keyhân après l'expulsion de 20 journalistes dissidents au début de la révolution. Il y était jusqu'à ce que Mohammad Khâtami quitte le journal. Shamsolvâezin crée alors le mensuel Kiân avec un groupe d'intellectuels islamistes qui favorisent la séparation entre l'état et la religion. La plupart des rédacteurs de Jâmée ont travaillé auparavant à Kiân et dans d'autres journaux d'opposition comme Zanân. Le quotidien Jâmée lance un nouveau mouvement dans la société en faveur de la séparation de l'Etat et de la religion. Bien que le journal n'ait survécu que six mois, ceux qui y travaillaient allaient fonder 20 journaux par la suite. Un certain nombre de journaux iraniens suivent toujours le chemin tracé par les journalistes de Jâmée. Les encarts publicitaires avec un seul mot 'Jâmée' annonçant la parution du journal et le choix de ce nom suscitent la protestation des groupes conservateurs qui se sont toujours opposés au pluralisme idéologique dans la société iranienne. Le premier numéro

du journal Jâmée paraît le 5 février 1998 avec un tirage de 100 000 exemplaires et des pages en couleur. En raison d'un large lectorat, le journal tirera à 300 000 exemplaires pour son 30ème numéro.

Qu'est-ce qui distingue Jâmée ? (Fig. 27)



Fig 27

La salle de rédaction de Jâmée accueille des journalistes professionnels et des activistes politiques.

Dans l'éditorial du premier numéro de Jâmée, on lit : « ... Jâmée n'a nullement l'intention de faire sa une avec les paroles du guide suprême et celles des autres hauts responsables du régime. S'il est obligé de censurer une partie d'un article, il le signalera par des points de suspension. Il est prêt à proposer à toutes les factions et tendances une tribune pour qu'elles s'expriment. Si un chroniqueur souhaite rester anonyme, son article sera publié sous la responsabilité du rédacteur en chef. »

À la différence des journaux iraniens qui reprennent des dépêches de l'agence officielle IRNA ou de la radio et de la télévision, Jâmée diffuse l'actualité des coulisses des milieux politiques dans une chronique intitulée 'correspondant privé'. Le quotidien explique en termes clairs les prises de position des factions politiques et fait entendre

toutes les couches de la société iranienne. Il critique ouvertement les responsables et les institutions du régime. Il est franc dans ses entretiens avec diverses personnes. Ses lecteurs gardent toujours en mémoire l'entretien avec Faraj Sarkouhi, écrivain iranien en exil, avec Abbas Amir Entezâm, porte-parole du gouvernement par intérim purgeant sa peine de réclusion criminelle à perpétuité, et avec Mohsen Rafighdoust, ancien chef de la Fondation des Déshérités, accusé de corruption. Des journalistes exclus de la presse antérieure ont trouvé la possibilité de faire publier leurs chroniques dans le quotidien Jâmée, qui reprenait aussi des opinions déjà publiées dans les journaux spécialisés dans les questions culturelles et idéologiques. En ce qui concerne la politique étrangère, Jâmée a pris une position entièrement indépendante de la position officielle de la République islamique vis-à-vis des affaires internationales. Les chroniques du satiriste Ebrâhim Nabavi, sous le nom de 'La cinquième colonne', figurent parmi les chroniques les plus lues du journal. Chaque jour, une caricature remarquable paraît dans le journal, constituant un immense changement dans l'ambiance politique de l'époque. Les noms de tous les rédacteurs du journal sont publiés dans une colonne à droite de chaque page. Autre nouveauté : la parution de la photo de chaque chroniqueur avec son article. Certains jours, le journal Jâmée est imprimé deux fois pour faire face à son succès en kiosque, malgré des problèmes d'impression qui causent quelques retards de parution, cependant sans conséquence pour les ventes. Les bureaux de Jâmée sont différents de ceux des autres journaux. Hommes et femmes travaillent ensemble et l'on voit des jeunes femmes bien maquillées et vêtues de couleur – à la différence des vêtements imposés par le régime. Le quotidien Jâmée ouvre un nouveau chapitre dans la presse iranienne et va donner l'exemple à d'autres journaux réformistes, connus en Iran sous le nom de '2 Khordâd' (le jour de la victoire de Khâtami selon le calendrier persan). Le '2 Khordâd' est devenu un terme politique en Iran, faisant référence aux partisans de Khâtami.

La fin de Jâmée

À la consternation de tout le monde, un tribunal de Téhéran ordonne la fermeture de Jâmée pour avoir perturbé l'opinion publique, mis en cause les saintetés religieuses et insulté les responsables du régime sacré de la République islamique. Le 21 juillet 1998, le tribunal rend son verdict, interdisant le journal et privant son rédacteur en chef du droit d'ouvrir un nouveau journal pendant un an.

La fermeture du quotidien survint après qu'il eut repris des paroles controversées du général Yahyâ Rahim Safavi, qui était à l'époque commandant en chef du Corps des

gardiens de la Révolution islamique. Dans un discours dans la ville sainte de Qom, Safavi avait menacé de couper la langue aux dissidents et critiques. Le journal Jâmée avait mis sur le même plan les propos de Safavi et ceux de dictateurs comme Reza shâh, Saddam Hussein et Pol Pot. Le général Safavi avait porté plainte contre Jâmée. Dans un autre article sur l'opposition du régime à la pratique du cyclisme par les femmes, Jâmée avait écrit : "Les talibans sont nés des textes religieux islamiques. Si les Iraniens agissent de façon traditionnelle, il faut qu'ils empruntent le même chemin tracé par les talibans et cela est déjà arrivé souvent." Jâmée a été attaqué en justice également pour avoir publié des extraits du roman d'amour 'Atash o Doud' (le Feu et la Fumée) de Nasser Irani. Le journal a été accusé d'avoir insulté l'Islam, d'avoir promu la culture occidentale et d'avoir porté atteinte à la moralité. Suite à la fermeture de Jâmée, on a dit que le journal avait adopté un ton radical sans prendre en compte le rythme réel des changements sociaux et politiques. Mais le courage que cela nécessite, et cette vitesse dans le changement ont préparé le terrain pour la naissance de journaux réformistes en Iran. Après l'interdiction du quotidien Jâmée, des religieux et Islamistes de la tendance dure vont attaquer le ministre de la Culture de l'Orient islamique Atâollah Mohâjêrâni pour sa tolérance envers la presse. Le procureur général critique Jâmée et réclame que les auteurs des chroniques soient aussi traduits en justice pour avoir insulté la religion. Quelque temps après, les rédacteurs en chef de Râhé No (Akbar Ganji), Abân (Mohammad Hossein Alipour) et Iran Fardâ (Ezzatollah Sahâbi) sont mis en demeure.

2-2-2 Apparition de nouveaux journaux

Pendant la présidence de Rafsandjani, le régime a appliqué dans les domaines politique et culturel la politique de l'uniformité et de l'unification des opinions ; les médias et la presse officiels étaient chargés de la promotion de cette politique. Pourtant, à la même période comme nous l'avons mentionné précédemment, il y avait des revues mensuelles libres et indépendantes qui, malgré tous les problèmes politiques, continuaient à exprimer leurs points de vue et leurs critiques envers le gouvernement et à essayer de sensibiliser les gens. Avec la présidence de Mohammad Khâtami, les mêmes revues critiques mensuelles, soutenues par la politique pluraliste de son gouvernement, trouvent l'occasion de paraître cette fois-ci sous la forme de journaux. Le gouvernement de Khâtami reconnaît le droit du peuple à la différence de pensée et d'expression. Les journaux reflètent alors cette idéologie, et chacun d'entre eux, avec son propre angle de vue, adopte une position critique

envers le régime. Par exemple, le journal 'Zan' (La Femme) ayant un regard critique, aborde les questions religieuses des femmes et leurs problèmes juridiques et sociaux ; le journal 'Khordâd' est concentré essentiellement sur la contradiction et l'incompatibilité d'un système politique républicain avec un système basé sur le 'Vélâyaté faqih' (la souveraineté et la suprématie de Faqih) ; les journaux 'Touce' et 'Néchat' traitent essentiellement les questions culturelles et la politique étrangère.

2.2.2.1 Les journaux réformistes

Le journal Touce : quelques jours après la fermeture du quotidien Jâmée le 25 juillet 1998, un autre journal paraît avec le même format et le même comité de rédaction. Il s'appelle Touce. Les opposants aux réformes qualifient Touce d'illégal. Un groupe religieux annonça qu'il allait manifester contre la presse qui insultait l'Islam et les dirigeants de la République islamique. Touce avait repris une interview – datée de 1978 – dans laquelle Valéry Giscard d'Estaing, à l'époque président de la France, indiquait que l'âyatollâh Khomeiny avait demandé l'asile politique auprès du gouvernement français pendant son séjour en France en 1978. Ces propos suscitent la colère des conservateurs, poussant les groupes de pression à attaquer le bureau de Touce. Le journal est interdit le 1er septembre après 35 numéros. Les agents du tribunal révolutionnaire apposent les scellés sur les bureaux du journal et arrêtent le rédacteur en chef et son adjoint. Peu de temps après, le dessinateur du journal est placé en garde à vue. Les journalistes de Jâmée et de Touce vont continuer en publiant les journaux - Néshât, Asr-é Azâdégan et Akhbâr-é Eghtéssâd - qu'ils sont tous bien accueillis par la population.

Le quotidien Zan (La Femme) commence à paraître le 8 août 1998 à l'initiative de Faéze Hachémi, la fille de l'ancien président iranien Akbar Hachémi Rafsandjani. Zan, un journal réformateur, est le premier à évoquer des questions liées aux femmes comme le mariage, la dot, le divorce, la garde des enfants, la pension alimentaire et le remariage.

« Ce journal a l'intention d'adopter un ton féminin et d'écrire pour les femmes », annonce le journal dans son premier numéro.

La parution du premier journal féminin dans l'histoire de l'Iran, surtout en République islamique, est un tel événement qu'elle est annoncée par les agences de presse AFP et Reuters. "Le journal Zan a dit dans son premier numéro qu'il ne serait pas un journal féministe et qu'il allait conserver un équilibre entre hommes et femmes. Le journal Zan envisage de faire connaître aux femmes leurs droits sociaux et de remplir le

vide", a dit l'AFP à l'époque. Dans ses premiers numéros, Zan publiait l'interview de femmes réformatrices, mais avec la marche du temps et la modification de l'ambiance politique du pays, il change de ton envers le courant réformiste, en réaction à la campagne lancée par les journaux réformateurs qui ont imputé à Hachémi Rafsandjani l'assassinat d'intellectuels et de dissidents politiques. Chaque jour, le journal répond à des questions juridiques posées par les femmes. En qualité d'ancienne correspondante de Zan, l'auteure de la présente thèse tient à témoigner qu'évoquer les questions féminines dans une société dominée par les hommes était un sujet tabou. Les responsables de l'Iran ne parlaient guère des femmes dans les médias, mais les correspondantes de Zan interviewaient les membres du parlement, qui étaient à 90 pour cent des hommes, sur les questions concernant les femmes. La sensibilité du journal Zan aux questions féminines va pousser les élus à se pencher sur ces sujets et à tenir des séances au sein de la Commission juridique du parlement. Face au suivi par le journal Zan des questions liées aux femmes, les députés décident finalement de mettre en place une Commission des Femmes, une grande première au sein du parlement.

La parution d'une caricature sur la loi islamique à propos de l'inégalité du droit de succession pour les hommes et les femmes met les islamistes en colère, ils la jugent anti-islamique. Et le journal est fermé, juste après avoir publié le message de félicitations de l'ancienne impératrice iranienne Farah Diba à l'adresse des Iraniens à l'occasion du Nouvel An persan le 21 mars 1998. Un tribunal interdit le journal le 6 avril 1998, l'estimant coupable d'avoir insulté l'islam.

Le quotidien Khordâd (3^{ème} mois du calendrier iranien) est publié par le religieux Abdollah Nouri, ministre de l'Intérieur, auparavant destitué par le parlement. Le journal commence à paraître en mai 1998. Les rédacteurs de Khordâd sont pour la plupart liés à l'opposition. Le quotidien s'oppose au régime islamique et il critique la position du guide suprême qui détient la totalité du pouvoir entre ses mains. En tant que correspondante parlementaire et politique de Khordâd, l'auteure de la présente thèse tient à préciser que la plupart de ses rédacteurs étaient des activistes politiques. Les rédacteurs à la tête des rubriques étaient tous des membres de l'opposition, qui avaient trouvé là une tribune pour s'exprimer. Les journalistes qui y travaillaient s'attendaient à chaque instant à ce que le Parquet ordonne sa fermeture (les quatre rédacteurs politiques du journal vivent actuellement en exil sous peine d'être traduits en justice). Khordâd était sévèrement critiqué par les conservateurs, qui ne toléraient aucun point de vue 'révisionniste' sur les

affaires religieuses. Le journal offrait une image tout à fait différente de celle présentée par les conservateurs traditionalistes. Abdollah Nouri, le patron de Khordâd, a fini par être condamné par le tribunal spécial religieux à cinq ans de prison ferme pour avoir insulté l'Islam et propagé des mensonges. Pendant son procès, Nouri a soutenu fermement les réformes. Son plaidoyer a été collecté dans un livre populaire intitulé 'Shokarân' (la Cigüe). Le quotidien est interdit en décembre 1999 après huit mois d'activité. L'équipe de Khordâd publiait aussi le journal Fath (La Victoire), qui a emboîté le pas à Khordâd. Cependant, Fath ne survivra que cinq mois. Le tribunal l'interdit pour avoir perturbé l'opinion publique et propagé des mensonges contre le régime islamique.

Le journal Sobhé- Emrouz (Ce matin) faisait la lumière sur les meurtres en série commis par le régime. Les révélations à ce sujet étaient rendues possibles grâce à l'ancienne fonction du patron du journal : il était vice-ministre des Renseignements sous l'ancien président Rafsandjani. Un autre groupe de journalistes travaillant dans le bureau de Sobhé- Emrouz publiait le journal Aftabé -Emrouz, qui était un journal du soir. Le patron du journal, Saïd Hajjarian, a été blessé grièvement par balles par un milicien radical islamiste devant la mairie de Téhéran. L'assassin présumé a été arrêté, mais libéré quelques mois après sous l'ordre direct des hauts responsables du pays. Après sa mise en liberté, l'assassin est toujours resté un milicien qui a joué un rôle-clé dans les attaques des rassemblements estudiantins. Il a été nommé à un poste important. Ces deux journaux sont fermés en moins d'un an pour avoir insulté l'islam et perturbé l'opinion publique. Les rédacteurs de Sobh-é Emrouz et Aftab-é Emrouz s'unissent alors pour lancer Dorân-é Emrouz avec un ton plus modéré. Mais celui-ci sera également interdit par un tribunal. Puis émerge le journal Bonyân qui ne survit que quelques jours.

Le journal Mochârekat (La Participation) est proche du Front de la Participation à l'Iran islamique, le principal parti réformateur pro-Khâtami. Mochârekat révèle et analyse des événements courants du pays dans le but d'affaiblir l'autorité du guide suprême, et en revanche d'augmenter le pouvoir du président. Le tribunal ordonnera sa fermeture après quelques mois de parution. D'autres journaux réformateurs – Yâs-é No et Vaqâyé Ettetfâqié – sont lancés par les mêmes journalistes, mais eux aussi seront frappés d'interdiction.

Les journaux Aftâb-é Yazd, puis Nasim-é Sabâ ainsi que Hayât-é No sont lancés par l'Association des Religieux combattants, un groupe de religieux réformistes. Tous seront fermés, sur sous les mêmes accusations que les autres. On notera que Hayât-é No était devenu un journal très lu.

2.2.2.2 Les journaux conservateurs

Face à l'expansion des journaux réformistes, les conservateurs s'activent dans le domaine du journalisme, et ils copient les réformateurs afin de pouvoir attirer le public. Les conservateurs lancent de nouveaux journaux en pages colorées, et les journaux déjà existants changent de format.

Le quotidien Jâmé Jam est publié sous forme de pages en couleur, sous la direction du président de la radio et de la télévision, organes directement contrôlés par le guide suprême iranien. Le contenu de ce journal consiste essentiellement en des questions culturelles ou de divertissement, des interviews avec les comédiens iraniens et des comptes-rendus de tournages. La rédaction de ce quotidien s'est fixée pour objectif de dépolitiser le peuple et de distancier l'opinion publique vis à vis des questions politiques, de centraliser l'industrie de l'imprimerie sous l'autorité du régime et de rivaliser avec les journaux réformistes. Le premier numéro du quotidien a paru le 30 avril 2000. En moins de deux mois, il tirait à 150 000 exemplaires par jour. Deux ans plus tard, Jâmé Jam tirait à 440 000 exemplaires par jour et était distribué partout en Iran, devenant le premier journal iranien par son tirage. Il est le seul journal en Iran disposant d'imprimeries dans six provinces, et c'est pourquoi il est disponible tôt le matin partout en Iran. Jâmé Jam publie aussi les éditions spéciales hebdomadaires comme Clique, Châhâr Divâri, Ayyâm, Qâbé Koutchak, Sib, Tapesch et Tchamédân. Ce journal existe encore

Le journal Jomhuri Eslâmi qui avant 1997 campait sur une position indépendante s'est joint au camp conservateur afin de défendre les principes du régime islamique qui avaient été mis en cause. Dans ce but, ce journal ouvre une chronique sous le nom de 'A titre documentaire' pour faire des révélations concernant les réformistes ; cette rubrique attire beaucoup de lecteurs. Ce journal existe encore

De son côté, le quotidien Keyhân continue de soutenir les conservateurs contre les réformistes. Le journal Resâlat commence à paraître sous un nouveau format et en publiant des analyses influentes ; c'était un journal du soir mais il est devenu un journal du matin afin de pouvoir attirer plus de lecteurs. Le journal Entekhâb, adoptant un ton modéré, le journal Javân, essayant d'attirer les jeunes, et le journal Siâsat-é Rouz, critiquant la politique intérieure et étrangère, ont également fait leur apparition.

La plupart des journaux conservateurs sont dirigés par des organes affiliés au guide suprême et aucun organe gouvernemental n'est autorisé à enquêter sur leurs dépenses et

leurs recettes. Le journal Entékhâb est financé par l'école coranique de Qom, Javân par le Corps des gardiens de la révolution islamique et Jâm-é Jam par l'office de radio et télévision. Ces journaux, financés par les organes affidés au guide suprême, ne rencontrent guère de problèmes financiers, et la justice se montre particulièrement tolérante envers eux. Par ailleurs, les employés de ces journaux bénéficient de la sécurité de l'emploi. En revanche, tous les journaux réformateurs dépendent de financements privés. De hauts responsables du régime attaquent régulièrement la presse réformatrice. Dans un prêche à la prière du vendredi, le président du pouvoir judiciaire l'âyatollâh Mohammad Yazdi a appelé le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique à contrôler la presse plus strictement, en affirmant : « Les journaux et les magazines qui poussent comme des champignons ne sont pas bien enracinés, et ils ont pris la plume pour déraciner l'islam. » Il demande au ministre de la Culture et de l'Orientation islamique de sévir contre ces journaux avant que d'autres organes ne s'en chargent.

« Dans les journaux conservateurs, les critiques étaient basées sur le respect de la religion et de l'idéologie religieuse. Les journaux réformistes étaient accusés de qualifier la jurisprudence chiite de dictature et d'avoir dit que les cérémonies de deuil chiites propageaient la violence et le chagrin. Dans l'optique des conservateurs, les journaux réformistes étaient sur la même longueur d'onde que les courants politiques opposés à la République islamique basés à l'étranger. »⁴⁶³

2-2-3 Les traits saillants de la presse en 1998 et 2000

Une activité partisane : le nombre grandissant de journaux suite à l'élection présidentielle montre que la presse est entrée dans une nouvelle phase, en représentant désormais divers groupes et partis politiques. Cela a aidé à conforter la confiance du peuple dans les journaux.

« En général, la presse bénéficiait d'une liberté contrainte et limitée. La liberté a permis aux journalistes de débattre ouvertement des questions sociales, culturelles et politiques au sein de la société. De nouveaux journalistes sont apparus et la lecture de la presse se développait. La plupart de ces journaux étaient privés et ils étaient donc capables de répondre aux attentes du peuple. Selon une recherche réalisée sur la presse, la presse était qualifiée d'auto-

⁴⁶³ - Chahidi Hossein , op.cit. p. 113

censurée avant la prise de fonction de Khâtimi, et de 'libre avec une activité partisane' sous Khâtimi. L'activité partisane de la presse était très visible au cours de ces deux années. »⁴⁶⁴

La victoire écrasante des réformateurs au scrutin législatif est un bon exemple de l'effet des activités partisans des journaux (nous l'exposerons en détail dans le chapitre Culture politique).

Un changement de modèle à suivre : avant la venue de Khâtimi, la presse servait simplement de porte-parole au régime. Chaque fois que le régime a eu besoin du peuple, la presse l'aidait à le mobiliser. Les élections sont un bon exemple de ces moments de mobilisation. Sous la présidence de Khâtimi, de nouveaux journaux font leur apparition et s'engagent sur une voie indépendante. Ces journaux se sentent responsables vis-à-vis des événements sociaux, culturels et politiques dans le pays. Ils font entendre la voix des couches silencieuses et défendent la liberté d'expression.

Des tabous brisés : sous Khâtimi, la presse ose évoquer des sujets tabous dont personne n'osait discuter avant l'arrivée du président réformiste. La presse s'emploie à traiter de façon transparente les affaires principales de la société et elle a été la source de révélations. Pendant le mandat de Rafsandjani, des émeutes contre la hausse des prix avaient éclaté dans certaines villes. Les gardiens de la révolution sont intervenus pour les réprimer. Il y a eu des morts mais ni la radio et télévision, ni la presse n'en ont parlé. Mais sous le mandat de Khâtimi, trois événements marquants : les assassinats en série d'intellectuels et de dissidents politiques, l'attaque sanglante de la cité universitaire de Téhéran et l'attaque par les milices islamistes des étudiants dans la ville de Khorramshâhr ont été évoqués précisément par la presse. Face à la presse, le régime n'avait pas d'autre choix que de répondre. Le ministère des Renseignements a fait savoir que les meurtres en série avait été commis par les tueurs à gages affidés au ministère. La presse s'est éloignée de la posture d'auto-censure et a fait la lumière sur les événements qui se passaient dans les coulisses.

Un rôle critique: le phénomène majeur dans le domaine de la presse durant le mandat de Khâtimi consiste en son courage à exprimer des critiques. Après la montée en puissance de Khâtimi, des journaux commencent à examiner à la loupe l'efficacité des organes du régime, des groupes et des partis, et ils dévoilent l'inefficacité et la corruption de certains

⁴⁶⁴ Bahrapour Chaabânali, *Matbouat dar doré éslâhât*, (La presse dans l'ère de réformes) Ed. Markazé tahghighâté réssané. Téhéran 2003 p. 55

de ces organes. La presse insistait sur le fait que les politiciens devaient rendre des comptes pour essayer d'instaurer l'état de droit dans la société. L'expérience politique des 20 dernières années avait démontré que le pouvoir courait le risque de chuter en l'absence de critique. Le président Mohammad Khâtimi a mis en avant le fait que la critique du pouvoir par le peuple et la presse aidait en fait à renforcer la sécurité nationale et la légitimité du régime, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. L'administration de Khâtimi était convaincue que la presse pourrait unir diverses tendances intellectuelles et politiques et les amener à collaborer. Avant la présidence de Khâtimi, la presse critiquait essentiellement les 'effets' alors que désormais, elle mettait en question les 'causes'. On peut dire qu'avant Khâtimi, la presse se contentait de raconter des faits d'importance relative, un embouteillage à Téhéran, le chômage et la hausse des prix sans en étudier la raison. Durant le mandat de Khâtimi, la presse s'est penchée sur de nouvelles problématiques telles que les méthodes du gouvernement, le principe de la suprématie du docteur en religion, la réduction de l'autorité du guide suprême, la démocratie, la liberté d'expression, les droits de l'homme et la reprise des relations avec les États-Unis. Les journaux ont ainsi mis le feu aux poudres en se lançant dans une critique sur des sujets tabous.

« Selon le ministère de la Culture et de l'Orientation en 1998 39,9% des critiques faites par les journaux visaient les causes sérieuses et sensibles. Ce chiffre est dix fois plus important qu'en 1994 (avant l'arrivée de Khâtimi). Selon le même ministère, la part des magazines dans la publication de critiques a chuté au profit des journaux. »⁴⁶⁵

Avant la prise de fonction de Khâtimi, le régime était tolérant face aux magazines en raison de leur bas tirage ; sous le mandat de Khâtimi, c'est l'ouverture politique et culturelle de la presse qui laisse les magazines dans cette situation.

« Selon le même ministère, la part prise par la critique des pensées et tendances intellectuelles et politiques de diverses écoles a été également multipliée par huit sous Khâtimi [...]. Pendant cette période, les critiques visaient les restrictions imposées à la société civile, la gouvernance religieuse, le manque d'idéologie non-religieuse comme le nationalisme, le manque de liberté d'expression et le manque de respect de droits de l'homme. Avant Khâtimi, les critiques portaient sur les drogués dans la rue, les trafiquants de drogue, les harcèlements et les questions de comportement. »⁴⁶⁶

⁴⁶⁵ - Op.cit.p.52

⁴⁶⁶ - Idem p.54

Une autre particularité du mandat de Khâtimi était la concentration des critiques sur la politique intérieure, au détriment d'une attention à la politique des autres pays. Les journaux ont ouvert à la société des colonnes pour qu'elle s'exprime sur les affaires quotidiennes ; petit à petit, la population a commencé à mettre en cause la politique et l'idéologie. La presse soumettait aussi des solutions aux politiciens. Les journaux qui paraissaient à Téhéran adressaient plus de critiques au sujet des affaires politiques et religieuses que ceux qui étaient publiés dans les provinces. Dans les provinces, les journaux s'intéressaient essentiellement aux affaires culturelles, éducatives et sociales. Une proportion de dix-neuf pour cent des contenus de la presse réformiste était consacrée aux questions sensibles, liées pour l'essentiel aux organes désignés par le Chef Suprême et aux groupes de pression. Analyser et interpréter les événements du pays dans les journaux constituaient un autre développement. Auparavant, l'autocensure empêchait les journaux de traiter des affaires sensibles, et ils préféraient analyser les événements sportifs et évoquer des événements qui se passaient dans d'autres pays. Une recherche réalisée par le Centre des Etudes médiatiques d'Iran en 1994 montre que : « les journaux s'intéressaient alors à l'économie et au commerce, aux violences politiques et militaires, aux événements sportifs, aux arts et aux divertissements ainsi qu'à la politique étrangère. Ils ne parlaient guère de la politique intérieure, des droits de l'homme, de développement, de formation, de religion, de justice, ni même de science et de santé. La même recherche indique aussi que 57,7 pour cent des contenus des journaux concernaient l'Iran, le reste portant sur les événements régionaux et internationaux. De plus, 80 pour cent des contenus des journaux étaient de simples actualités et les analyses n'y avaient aucune part. Mais après l'élection de Khâtimi, on constate que les journaux font preuve d'innovation et d'audace en se saisissant d'affaires que personne n'osait aborder : l'obligation des responsables du pays de rendre des comptes, les droits civiques et la dignité humaine, la tolérance, la renonciation à la violence, l'opposition à toute instrumentalisation de la religion, la liberté d'expression, l'état de droit et la démocratie, la sagesse dans l'administration des affaires d'Etat et la détente dans les relations internationales. Nonobstant toutes les restrictions et menaces légales de la part de la justice et les menaces extra-légales de la part des groupes de pression, les journaux ont accompli leur devoir d'information et se sont distanciés du régime autoritaire. »⁴⁶⁷

⁴⁶⁷- Razavi-Zadeh Nouredin, 'Tahlilé mohtavayé nachriyaté sarasari,' (Analyse du contenu des journaux nationaux), magazine trimestriel Réssané , Téhéran 1980

Dans le même sens, certains hauts responsables de l'administration de Khâtimi ont évoqué des sujets dont personne ne parlait jadis. Voici à ce sujet quelques citations controversées de l'époque, (religion - progrès en Occident - politique - lois - société - homosexualité), extraites de différents journaux : Mohammad Khâtimi, Le Monde du 24 septembre 1998 : "Les États-Unis et les Américains me paraissent extrêmement intéressants." Mohammad Khâtimi, le premier anniversaire de sa victoire, à l'Université de Téhéran, le 23 mai 1998 : "Si la religion s'oppose à la liberté, c'est la religion qu'il faut restreindre et non la liberté."

Mohammad Khâtimi, journal Aryâ du 19 septembre 1999 : "Pour essayer de faire des progrès, vous n'avez qu'à suivre le chemin de l'Occident et le chemin de l'Occident signifie la reconnaissance de la sagesse occidentale."

Mohammad-Reza Khâtimi, Journal Jomouri Eslâmi du 30 août 2000 : "La légitimité se fonde sur le vote du peuple, et dans la République islamique, une interprétation de l'Islam qui reconnaît la voix du peuple est acceptable."

Mohammad-Reza Khâtimi, frère du président (et vice-président du parlement) à l'adresse des femmes du Front de participation d'Iran islamique : "Le Coran se base sur une culture tribale et aujourd'hui on peut critiquer le Coran."

Mohammad-Reza Khâtimi : "On peut critiquer l'imam [Khomeiny] aussi."

Saïd Hajjarian, membre du Conseil municipal de Téhéran, journal Sobh-é Emrouz du 3 novembre 1999 : "Il faut que l'homosexualité dans notre pays soit libre et il ne faut pas l'interdire par la loi."

Ebrahim Asgharzadeh, membre du Conseil municipal de Téhéran, Aftâb-é Emrouz du 24 août 1999 : "Chaque groupe pourrait se rassembler s'il est autorisé par la loi, même contre Dieu."

Hachem Aghâjari, membre du Front de Participation de l'Iran islamique, entretien avec le Washington Post le 5 août 2000 : "Il est grand temps que la religion se sépare de l'état."

Habibollah Paymân, membre du Mouvement pour la Liberté de l'Iran, hebdomadaire Payâm-é Hâjar du 14 décembre 1999 : "Le Coran est critiquable, par sagesse et par expérience."

Abdol-Karim Soroush, philosophe et idéologue : "Les instructions politiques, économiques et légales de l'islam ne sont pas fiables et il faut y renoncer." Et encore : "La culture du martyr est violente."

Ali-Akbar Moïnfar, ministre du Pétrole du gouvernement par intérim, en novembre 1999 : "S'agissant du sort de la révolution, nous avons foré des puits pour obtenir de l'eau, mais nous sommes tombés sur les eaux usées."

Mehrangiz Kâr, avocate et féministe, hebdomadaire Kian, numéro 45 : "Les peines ordonnées par l'islam ne sont pas efficaces et elles propagent de la violence."

Mohsen Kadivar, écrivain, en 2000 : "Il était une fois un peuple qui acceptait ce que disait Jésus. Mais aujourd'hui, même si Dieu dit quelque chose, il faut que cette chose soit conforme à la sagesse du peuple pour être acceptable. Aujourd'hui, Dieu n'est pour rien dans la société. C'est le peuple qui a le dernier mot."

Le journal Sobh-é Emrouz du 5 juin 1999 : "L'authenticité de l'histoire de Joseph dans le Coran est mise en cause."

Le magazine Jâmée Sâlem, numéro 38 : "Sous le régime du shâh, nous avons eu des lois plus progressives."

Mohammad-Kâzem Mohammadi Esfahani, activiste politique, journal Iran du 15 juillet 2000 : "Le peuple a le droit de demander des comptes à tous les responsables et de les critiquer, même si ce responsable est prophète ou imam. On peut même critiquer Dieu et Le juger provocateur."

La presse de l'époque a même abordé des mots et des sujets tabous dont voici des résumés :

- critiquer la République islamique, l'âyatollâh Khomeiny, la révolution islamique et le clergé ; insulter les mouvements islamiques ; promouvoir les idées occidentales, la laïcité ; mettre en cause le mahdisme, l'existence de l'âme ; remettre en question le principe du "vélâyt-é faghîh", l'islam et le chiisme ; promouvoir la théorie de Darwin...

- mots et expressions : vin, enivrement, caniche, viande porcine, musique occidentale, prostitution, sodomie, viol, adultère, homosexualité, masturbation, sexe, draguer, maladies sexuelles, rapport sexuel, plaisir sexuel, relation avec les femmes, soirée mixte...

- les idées de Freud sur le sexe, l'éducation aux questions sexuelles, sadisme, folie sexuelle, avortement, mode de vie occidental, échange de poignée de mains entre garçons et filles,

petit copain et petite copine, prostituée, cravate, nœud papillon, images de danses occidentales comme le ballet, le tango et le rock, jeux d'argent, mots d'amour, coquetterie, baiser, embrassade, etc.

LA CONDITION DES JOURNALISTES DURANT LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES DU MANDAT DE KHÂTAMI (1997-2000)

L'administration de Mohammad Khâtami et plus particulièrement son ministère de la Culture et de l'Orientation islamique qui dirige le développement politique et culturel du pays accorde de plus en plus de permis aux journaux afin de mettre à exécution ses programmes. En même temps, en raison de l'opposition du régime au développement quantitatif et qualitatif de la presse, la justice procède à la fermeture massive sans précédent d'organes de presse. Cette vague de fermetures rend les conditions difficiles et les journalistes de la presse privée ne bénéficient d'aucune stabilité professionnelle. La sévérité de la justice contre la presse indépendante et critique ne permet pas aux rédacteurs en chef de définir des stratégies pour leur avenir. Face à de telles conditions, la presse ne peut pas signer de contrats d'embauche avec les journalistes. De jeunes journalistes travaillent pour les journaux réformistes seulement, car ce métier les passionne bien qu'ils ne bénéficient d'aucune assurance ou retraite. La plupart des journalistes de la presse privée et indépendante sont de jeunes journalistes qui sont obligés de travailler en même temps pour le compte d'au moins deux journaux pour pouvoir vivre. Ils cherchent toujours un troisième emploi par crainte du chômage, car la menace de fermeture plane sur leurs périodiques. Dans ces circonstances, les journalistes ont toujours une sensation d'insécurité professionnelle, politique et sociale. Ils ne peuvent plus prévoir ce qui pourrait leur arriver dans les années à venir. Durant ces années-là, la moyenne de l'exercice du journalisme est de cinq ans. Les journalistes ont changé de métier ou quitté l'Iran. Voilà pourquoi sont rares les journalistes professionnels. De 1999 à 2002, l'auteur de la présente thèse a eu l'expérience de travailler pour deux journaux : de 9 h à 17 h, je travaillais pour le service politique du quotidien anglophone Iran Daily où j'avais à choisir l'actualité politique principale du pays, et également à produire un "papier" en exclusivité comme une interview, un reportage ou une analyse pour couvrir deux pages du journal. A partir de 19 h, je travaillais pour le quotidien économique Abrâr-é- Eghtessâdi (Les meilleurs de l'économie) où je rapportais des informations économiques jusqu'à 21 h. J'interviewais souvent des membres du Comité économique du parlement, au journal. Je passais mon seul

jour férié dans l'hebdomadaire *Âavyé Chomâl* (La voix du Nord) en rédigeant un reportage politique.

2-2-4 La croissance de la presse

Au début de sa carrière, Khâtami met en avant les réformes politiques et culturelles dans le pays et se concentre sur ces sujets. Le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique sont chargés de mettre à exécution les plans du développement politique et culturel. Le ministère de l'Intérieur facilite l'obtention par les partis, associations et syndicats des autorisations nécessaires pour participer aux différentes activités du pays. Face à la présence massive des groupes, partis et syndicats dans les affaires sociales, les journaux sont devenus la tribune de ces groupes (la présente thèse ne fait pas référence à d'autres mesures prises par le ministère de l'Intérieur dans le domaine du développement politique, parce qu'elles sont hors sujet). Pour sa part, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique se charge du développement culturel. À ce propos, il prend en compte les questions concernant la presse. Force est de constater que le développement culturel a précédé le développement politique, et que le gouvernement a été obligé de procéder à ce développement culturel avant de mettre à exécution ses plans de développement politique. L'administration de Khâtami ne dispose à l'époque que de la presse pour propager ses idées, parce que la radio et la télévision sont contrôlées par les conservateurs.

2-2-4-1 Les actions du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique

Libéralisation de l'obtention des autorisations

Le département de la presse du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique s'occupe de la politique culturelle. Cette équipe comprenait des anciens collègues de Khâtami pendant son mandat ministériel et des journalistes de longue date. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique délivrait les permis à la presse dans le cadre des règles, sans tenir compte des tendances politiques des demandeurs. Grâce à cette politique, la délivrance de permis a doublé pendant les six premiers mois par rapport à la période d'avant-Khâtami. Le Code de la presse exige des demandeurs de permis qu'ils remplissent les conditions suivantes : 1- Nationalité iranienne 2- Être âgé de plus de 25 ans 3- Absence de défaillance mentale 4- Absence d'antécédent de banqueroute frauduleuse ou faillite 5- Absence d'antécédent de corruption morale ou de dossier judiciaire 6- Être titulaire d'une

maîtrise ou d'un grade équivalent 7- Adhésion à la Constitution 8- Interdiction de toute activité journalistique pour les Premiers ministres, ministres, gouverneurs, généraux de l'Armée, de la police et de la gendarmerie, les présidents des organes du gouvernement, les dirigeants des sociétés ou des banques d'état, les élus, les ambassadeurs, les maires, les chefs des associations rurales, les responsables de l'ancien régime et ceux qui ont promu l'ancien régime à la radio ou à la télévision 9- Interdiction de devenir journalistes faite aux membres et sympathisants des groupes antirévolutionnaires et des groupes illégaux, aux prévenus reconnus coupables par les tribunaux révolutionnaires d'agitation contre la République islamique d'Iran.

Selon la loi, les demandeurs d'autorisation doivent attendre deux ou trois mois pour l'obtenir ; généralement le processus durait 5 à 7 ans (l'auteur de la présente thèse a dû attendre six ans avant d'être autorisée de publier son propre quotidien Sobh-é Karaj (Karaj matin)

« Au début, l'administration de Khâtimi avait l'intention de présenter au parlement un nouveau projet de loi portant amendement au Code de la presse pour que le système de l'obtention de l'autorisation soit assoupli. Mais le parlement était dominé par les conservateurs, et il était possible que la presse se trouve amenée à faire face à des restrictions encore plus dures. Finalement, Khâtimi a décidé de patienter jusqu'à l'élection du nouveau parlement. Malheureusement, le parlement conservateur a changé le Code de la presse, et le parlement réformiste élu en 2000 a été empêché par décret du guide suprême de reconsidérer la loi. »⁴⁶⁸

Les réunions du Conseil de supervision : Le Conseil de supervision doit tenir une séance par semaine pour examiner les dossiers des candidats. Avant Khâtimi, le Conseil se réunissait tous les deux ou trois mois, mais sous le mandat de Khâtimi (1997-2003), ses réunions se tiendront une ou deux fois par mois. Et plus de réunions se tenaient, plus de permis étaient délivrés.

2-2-4-2 L'aide financière à la presse sous Khâtimi

L'aide financière à la presse remonte aux années de la guerre avec l'Irak. Au cours de la guerre, la hausse du prix du papier journal obligea le gouvernement à fournir les devises étrangères à bas taux de change pour que les journaux puissent acheter du papier à

⁴⁶⁸ - Saharkhiz Issa, 'La presse d'Iran ; le visage pénible et sanglant du quatrième pilier de la République', article publié dans le journal Etémâd 20 avril 2007

l'étranger. Cette mesure rendit la presse dépendante du gouvernement sur le plan financier. En subventionnant les journaux, le gouvernement essayait de maintenir les prix bas pour que tout le monde puisse en acheter. Le papier journal devint une marchandise de luxe pour laquelle le gouvernement allouait un budget annuel, ce qui d'ailleurs existe toujours actuellement. Après la fin de la guerre et la formation du Département de la presse au sein du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique, le gouvernement se concentre sur le développement quantitatif et qualitatif de la presse. Le ministre de la Culture et de l'Orientation islamique devient le seul organe à contrôler l'importation du papier journal et des moyens d'imprimerie. Auparavant, le ministère de l'Industrie et du Commerce étaient chargés d'acheter le papier journal à l'étranger. Sous l'administration de Hachémi Rafsandjani, il n'existait pas de mesures bien définies pour l'aide financière à la presse, et tout se faisait de façon arbitraire ; certains journaux indépendants bénéficiaient de moins d'aides que d'autres. Avec l'arrivée au pouvoir de Khâtami, il est décidé que les journaux bénéficieraient de droits égaux et qu'ils recevraient l'aide financière quels que soient leurs points de vue politiques et idéologiques. L'aide financière porte sur le papier journal gratuit, les devises étrangères, les films et matériaux de zincographie.

Voici les grandes lignes de la politique de l'administration de Khâtami concernant la presse :

- Augmentation du soutien à la presse pour qu'elle bénéficie de façon égale des produits nécessaires ;
- Réduction du budget de la presse en devises étrangères pour que les journaux deviennent petit à petit financièrement indépendants ;
- Transparence de l'action gouvernementale dans le domaine de la presse ;
- Exemption d'impôts, réduction des tarifs de transport, assurance pour les journalistes ; mise sur pied d'un fonds pour soutenir les artistes, journalistes et écrivains ;
- Soutien en faveur des journaux privés : de 1989 à 1997, les journaux gouvernementaux bénéficiaient d'une part de 85 pour cent des devises étrangères accordées à la presse, le reste allant aux journaux privés. Mais sous Khâtami, la part des journaux gouvernementaux s'est réduite à 56 pour cent. Avant l'arrivée de Khâtami en 1997, les journaux privés tiraient trois fois moins que les journaux du gouvernement ;

- Encouragement de la presse à utiliser du papier produit en Iran en échange de l'augmentation de leur part.

« Avant la présidence de Khâtimi, l'Iran achetait du papier journal à l'étranger à défaut de production intérieure. Mais à partir de 1997, l'Iran a commencé à produire du papier dans le but d'économiser les devises. Sous Khâtimi, la presse, grâce à son utilisation de 300 000 tonnes de papier iranien, a économisé 150 millions de dollars US »⁴⁶⁹

⁴⁶⁹ - Jafari Mehrnouché 'Introduction à la stratégie du développement de la presse' (Moghadameï bar rahbordé tosééyé matbouat) Ed. Dastân, 2005. Téhéran, p. 43

La distribution de l'aide financière en USD à la presse de 1989 à 2003 :⁴⁷⁰

Les chiffres sont en millions de dollars.

Année	Aide en dollars aux journaux	Aide en dollars aux journaux (sauf les quotidiens)	Nombre de journaux autorisés	Nombre de journaux écrits	Nombre de journaux bénéficiant de l'aide	Nombre de quotidiens
1989	19,6	-	-	-	3	8
1990	41,7	4	-	-	7	8
1991	69,8	8,2	307	-	10	11
1992	47,6	6,4	367	-	12	12
1993	19,9	-	437	-	4	14
1994	18	-	431	-	8	13
1995	34,1	4,7	652	-	12	15
1996	39,4	2	662	641	19	23
1997	35,4	4,1	800	767	23	32
1998	18,1	4,1	905	851	33	51
1999	19,7	6,4	1018	928	45	55
2000	26,3	7,9	1207	970	48	48
2001	24,6	2,9	1684	1247	43	54
2002	22,2	6	1985	1264	61	66
2003	24,19	4,8	2421	1411	115	69
Totalité	450,59	62,3				

Fig 28

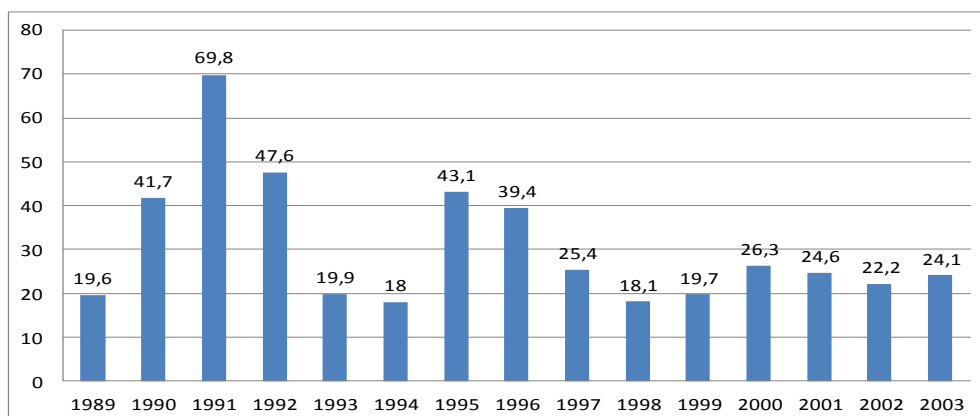


Fig. 29

⁴⁷⁰ - Op.cit. p.44

Voici quelques particularités de la croissance quantitative de la presse :

- Hausse de demandeurs d'autorisation pour les journaux locaux et spécialisés ;
- Hausse du tirage des journaux et de la consommation de papier journal :

les Iraniens constatent que le tirage de la presse a augmenté de façon spectaculaire. Le tirage de journaux est revu à la hausse pour atteindre 3,5 millions d'exemplaires en moins de deux ans après la prise de fonction de Khâtimi. Avant le début de la période de réformes, les journaux tiraient à un million d'exemplaires ;

la consommation de papier journal s'est accrue aussi de 50 000 tonnes par an à 100 000 tonnes en 2004 : "...la consommation par tête de papier journal était de 1,7 kilo contre 2,7 au niveau mondial."⁴⁷¹ "Et les journaux partout dans le pays tiraient à trois millions d'exemplaires..."⁴⁷² ;

- Augmentation du nombre de journaux provinciaux parallèlement à celle des journaux et hebdomadaires nationaux dans les provinces : 31 quotidiens provinciaux paraissent régulièrement ;
- Apparition des journaux spécialisés dans divers secteurs industriels, techniques, médicaux et agricoles, ainsi que les magazines pour enfants et adultes, magazines de divertissement.

En 1998 et 1999, pour la première fois depuis la Révolution islamique, quatre journaux tirant chacun à 500 000 exemplaires étaient publiés dans le pays. En 1999, quelques 50 quotidiens paraissaient en Iran, dont plus de 30 à Téhéran.

2-2-4-3 Le contrôle de la presse

Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique et la justice sont chargés de surveiller la presse. Surveiller la presse a toujours été inévitable et les seules évolutions ont été liées à la méthode de surveillance. Certains articles du Code de la presse précisent les aspects préventifs et punitifs de la surveillance de la presse. Le Conseil de surveillance de la presse et la justice en sont chargés. Sous Khâtimi, en raison du rôle important que jouait la presse, la question du contrôle des activités de journaux devient un sujet de conflit. Le

⁴⁷¹ - Idem, pp.52, 53

⁴⁷² - Jafari Mehrnoush 'Stratégie du développement de la presse' (rahbordé Toseéyé Matbouat), Ed. Réssaneh, Téhéran 2005, p.18

ministère de la Culture et de l'Orientation islamique de l'administration de Khâtami cherche à agir uniquement dans le cadre du Code de la presse, sans tenir compte des instructions extrajudiciaires. Mais la justice, elle, sévit contre la presse ; et face à la souplesse du gouvernement, la justice durcit encore sa position. Singulièrement en ce qui concerne la surveillance de la presse, la justice n'était pas indépendante, elle recevait ses ordres des organes du pouvoir. Dans la plupart des cas, la justice agissait comme l'organe qui faisait fermer les journaux. La justice était plus attentive aux journaux politiques qu'aux autres et elle les suspendait pour des erreurs que personne n'aurait considéré comme un délit. (Fig. 30)

« Sous Khâtami :

1- Les journaux politiques étaient plus en vue que les autres et certains centres détenteurs du pouvoir étaient trop sensibles à leurs contenus ;

2- La surveillance de la presse politique par la justice était souvent si anormale qu'elle visait des journaux même pour les problèmes administratifs ou les faiblesses professionnelles. Dans certains cas, le gouvernement et le parlement ont critiqué la justice pour son injustice envers les journaux ;

3- Avant la prise de fonction de Khâtami, une ambiance d'intimidation et sécuritaire pesait sur la presse. Et si, dans les premières années de son mandat, le Code de la presse était souvent ignoré par le régime en raison de l'opposition de Khâtami à la fermeture des journaux, la presse ne se sentait pas isolée face au régime.

Bien que le soutien apporté par Khâtami à la presse n'ait pas été suffisamment efficace, il a influencé le comportement de la justice vis-à-vis celle-ci et la justice n'a plus été en mesure d'employer la force contre les journaux.

En insistant sur le respect de la loi, le gouvernement donna lieu à une transparence, et la presse a eu la possibilité de se défendre. »⁴⁷³

⁴⁷³ - Op.cit. p. 46

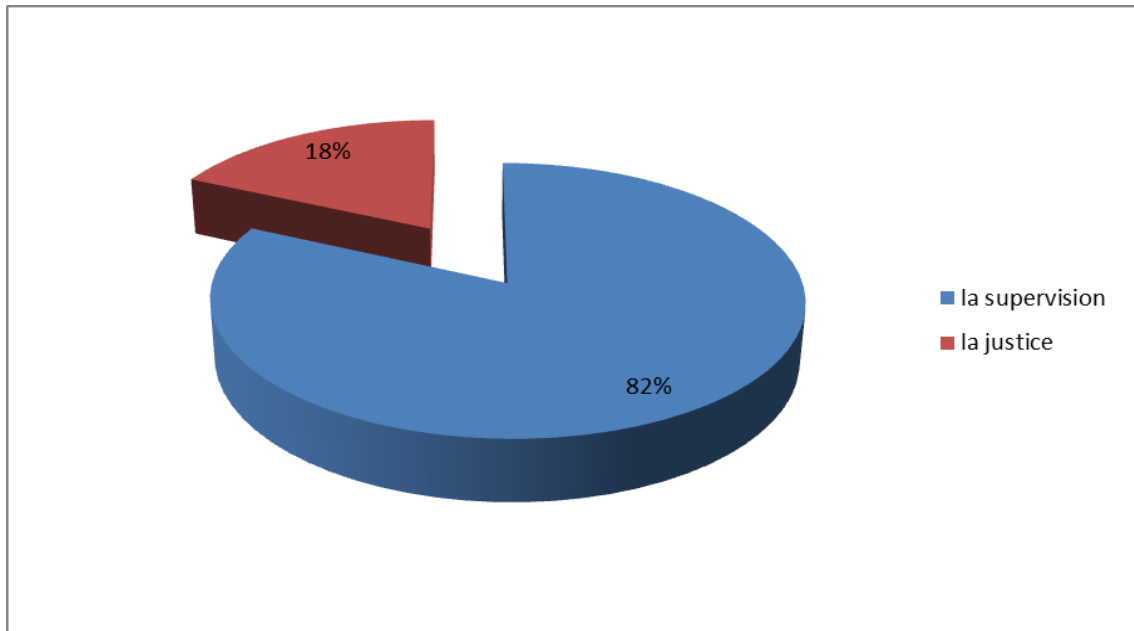


Fig. 30

Le diagramme ci-dessus montre le pourcentage de journaux suspendus par la justice et par le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique (la supervision) de 1996 à 2003.

2-2-4-4 Formation des organes non gouvernementaux de soutien aux journalistes

Sous l'administration réformatrice de Khâdami, le gouvernement a délégué une partie de ses responsabilités aux journalistes.

- **L'Association des Journalistes iraniens** est mise sur pied en septembre 1997. Avec la formation de cette association et de ses comités spécialisés, comme le comité juridique et le comité international, les journalistes bénéficient de plus de soutien de la part du gouvernement. Des associations de photographes, de graphistes et de rédacteurs en chef se sont également formées sous l'autorité de l'Association des journalistes. D'autres organes comme l'Association de défense de la liberté de la presse ont vu le jour à l'initiative des activistes juridiques et politiques. Le gouvernement cherchait à réduire son rôle dans le domaine de la culture et de la presse, en laissant le syndicat de la presse surveiller la presse. Le gouvernement n'avait aucune obligation vis-à-vis de cette association, mais conformément à ses objectifs de formation de la société civile, le gouvernement a aidé à la formation de cette association qui était liée à la fois au ministère de la Culture et de l'Orientation islamique qui surveillait la presse, et au ministère du Travail dont dépendent les syndicats. Le gouvernement a encouragé aussi un grand nombre de journalistes à se joindre à cette association. Cinq ans après sa formation, l'association compte plus de 2000

membres. L'adhésion de la plupart des journalistes iraniens à cette association a poussé les conservateurs à avoir un regard politique vis-à-vis de celle-ci et ils ont mis en place un organe parallèle sous le nom de l'Association des journalistes musulmans, une organisation fermée qui ne laisse pas entrer n'importe qui.

- **Les organes de Surveillance** ; En 1996 et 1997, le gouvernement essaya de mettre sur pied une union des rédacteurs en chef des journaux à fort tirage, mais en raison de l'esprit non participatif des rédacteurs et de l'ambiance politique qui régnait au sein des journaux, le projet a échoué. Au début, les rédacteurs en chef ont salué le projet, mais les défis politiques et culturels ont semé la discorde entre les journalistes réformateurs et conservateurs et chaque camp a emprunté son propre chemin. Les rédacteurs en chef conservateurs se joignent à l'Association des journalistes musulmans afin de s'aligner sur les positions de la justice. En revanche, les réformistes se mettent à fonder un organe de surveillance non-gouvernemental. Avec un groupe des députés, professeurs d'université et juristes, les journalistes réformistes établissent l'Association de défense de la liberté de la presse. Trois ans après sa formation, cinq de ses sept principaux membres étaient condamnés à la réclusion criminelle pour avoir perturbé l'opinion publique contre le régime. Pour leur part, les conservateurs mettent sur pied l'Association des écrivains afin de promouvoir les valeurs islamiques.

- **La coopérative de presse** : sa formation remonte aux années 1980 quand Mohammad Khâtami était ministre de la Culture et de l'Orientation islamique. La coopérative a été établie pour soutenir la presse en lui fournissant des équipements et matières premières comme le papier journal et en accordant des prêts aux investisseurs dans le domaine de la presse. Cette coopérative a accueilli quelque 500 membres jusqu'à 2001. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique distribuait par le biais de cette coopérative des aides financières aux propriétaires des journaux.

- **La Maison de la presse** : sous le mandat de Khâtami, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique décide de mettre sur pied la Maison de la presse ainsi que des succursales dans les provinces. Les Maisons sont chargées de tenir des cours de formation pour les journalistes. Elles sont créées dans 25 provinces jusqu'en 2004. Pendant le mandat de Khâtami, les associations suivantes ont vu le jour :

Association des rédacteurs en chef

Association des journalistes de Téhéran

Association des journalistes musulmans

Association des écrivains

Association des femmes journalistes

Association des journalistes sportifs d'Iran

Association des photojournalistes

Association de défense de la liberté de la presse

Association des rédacteurs de magazines pour enfants et adultes

Association des photographes de guerre

Association des jeunes journalistes.

- Un jury au Tribunal de la presse : L'administration de Khâtimi affirmait la nécessité de présence d'un jury pendant les audiences tenues pour la presse comme l'exige l'Article 168 de la Constitution. La justice l'accepta parce qu'elle cherchait à recueillir les bonnes grâces du public. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique tenta tant bien que mal de choisir un jury qui représentait vraiment l'opinion publique. La présence du jury dans les prétoires a convaincu la population que les verdicts étaient justes et que l'interdiction des journaux ne se faisait pas de façon arbitraire.

- Les points d'affichage de la presse: En coopération avec les mairies des grandes villes, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique met sur pied des points d'affichage des journaux dans les rues fréquentées. Dans ces points, de nombreux journaux

de toutes tendances politiques sont affichés sur les panneaux à l'intention des passants lecteurs de journaux. Ces panneaux sont installés pour la plupart près des arrêts de bus pour que les personnes attendant le bus puissent lire les journaux. La majeure partie des lecteurs sont des jeunes et des étudiants qui ne peuvent pas s'acheter de journaux. Cette démarche a donné l'occasion notamment aux jeunes d'analyser les événements politiques du pays et d'avoir entre eux des échanges sur les contenus de la presse. Grâce aux points d'affichage de la presse, la culture d'échange de points de vue dans les domaines politique, économique et social s'est répandue dans la population.

2-2-5-Les changements dans la structure politique et sociale

Le schisme à l'intérieur du pouvoir (divergence entre Khâtami et le guide suprême à propos de la politique culturelle) et la croissance de la presse

- L'affaiblissement de l'autorité du gouvernement sur la presse : L'administration de Khâtami est convaincue que le gouvernement ne doit pas s'ingérer dans les affaires culturelles. Mais c'est ainsi une divergence qui s'établit entre la politique de l'administration de Khâtami et le leadership de l'âyatollâh Ali Khamenei, guide suprême iranien. Cette divergence donne lieu à des tensions et crée par conséquent des frustrations dans le domaine de la culture et de la presse. Les prédécesseurs de Khâtami avaient l'habitude de s'ingérer dans toutes les affaires et d'exécuter des programmes, ce qui est connu sous le nom de 'gouvernement maximal'. Mais Khâtami estimait que le gouvernement devait s'ingérer seulement dans les prises de décisions majeures, ce qui est connu sous le nom de 'gouvernement minimal'. Nous allons définir à présent le gouvernement minimal et le gouvernement maximal en Iran ainsi que la relation de ces concepts avec la culture.

« Toute discussion à propos de la politique médiatique qui n'évoquerait pas l'ingérence du gouvernement dans les secteurs social, culturel et économique serait incomplète. Nous allons discuter de deux méthodes de prise de décisions par le gouvernement et nous nous concentrerons sur la presse : - Gouvernement maximal : dans un gouvernement maximal, le gouvernement s'impose dans tous les domaines, économique, social et culturel. Le gouvernement pratique le maximum d'ingérence, et c'est à lui seul de prendre les décisions et de gérer les affaires. Dans un gouvernement maximal, les organes et les institutions servent d'outil au gouvernement.

- Gouvernement minimal : le gouvernement adopte les décisions majeures. Il laisse alors les activités de production au secteur privé. Depuis la victoire de la Révolution islamique, le gouvernement iranien a toujours eu une pratique maximaliste dans tous les secteurs, dont la presse. Le gouvernement était l'organe chargé d'accorder l'autorisation à la presse, et les journalistes recevaient leurs cartes de presse du gouvernement. La presse faisait partie des biens propres du gouvernement, qui utilisait les journaux pour promouvoir son idéologie et sa pensée. Si un journal osait ignorer les restrictions, il se voyait interdit. Cette politique a continué jusqu'à la fin de la guerre avec l'Irak. Mais en raison de la distanciation du peuple vis à vis de la politique du régime, les

politiciens qui s'en sont rendu compte ont décidé de réviser leurs principales politiques. »⁴⁷⁴

Après la fin de la guerre et la prise de fonction de Hachémi Rafsandjani, connu pour ses plans de développement, le gouvernement commença à réduire son ingérence. Rafsandjani a favorisé le gouvernement minimal sur le plan économique. À ce propos, s'il a lancé la privatisation économique et a cédé un grand nombre d'usines au secteur privé, il a maintenu verrouillés les secteurs politique, culturel et social. Sous Rafsandjani, malgré des programmes culturels tels que l'ouverture des maisons de la culture, de cours de musique et de salles de sports, aucune démarche n'était entreprise pour réduire l'ingérence du gouvernement dans le secteur médiatique. Le gouvernement restait toujours le seul organe qui distribuait les subventions aux journaux, et c'est lui qui leur accordait l'autorisation de parution. Le successeur de Rafsandjani, Khâtami, se consacre à établir un gouvernement 'minimaliste' : bien que les décisions prises par le Conseil suprême de la révolution culturelle n'aient pas changé, le gouvernement a essayé de minimiser son rôle en matière de culture. De fait, le Conseil suprême de la révolution culturelle déterminant, sous la houlette du guide suprême iranien, la politique culturelle du pays, et le président se trouvant obligé de s'y conformer, durant le mandat de Khâtami la presse a profité de la divergence entre l'administration de Khâtami (qui préconisait un gouvernement minimal) et le guide suprême (qui préconisait un gouvernement maximal) afin de se développer. On a pu constater une croissance relative de la presse en 1998 et 1999. Pendant le mandat de Khâtami, la presse a essayé de jouer son rôle de propagation de l'information, de formation, de divertissement, de défoulement de l'émotion publique, ainsi que de mise en place d'une responsabilité du régime.

- **La croissance démographique de la jeunesse**⁴⁷⁵ : Avec l'émergence de la population jeune et d'une classe cultivée, la demande pour les produits culturels et de divertissement augmentait. En particulier, la demande de parution de journaux a cru de façon significative. À cette époque-là, à hauteur de plus de 70 pour cent, la population iranienne est jeune, et l'émergence de jeunes journalistes rapproche les points de vue des journalistes et des lecteurs. Pour cette raison-là, le nombre de jeunes lecteurs augmentait. En même temps, le recrutement de diplômés des universités par les journaux, et la critique qu'ils exprimaient envers la structure du pouvoir ont attiré des jeunes lecteurs qui cherchaient des réponses à

⁴⁷⁴ - Bahrâmpour Chaabânali, exposé présenté au troisième séminaire sur la presse iranienne, Téhéran, 2005

⁴⁷⁵ - Annexe n°2

leurs questions politiques, sociales et culturelles. L'administration de Khâtami a essayé de faire en sorte que les décisions prises en matière de presse subviennent aux besoins culturels du pays : avec une croissance triplée de la population jeune du pays au cours de deux premières décennies de la révolution, il devenait nécessaire que leurs besoins culturels soient entendus. Et l'administration de Khâtami voulait aussi que les besoins des jeunes en produits culturels soient couverts par les médias nationaux.

- Deux générations travaillent ensemble : En raison de la campagne de purge au sein de la presse après la révolution islamique, de jeunes journalistes inexpérimentés ont été recrutés et ces derniers sont finalement devenus des journalistes professionnels. Dans les premières années postrévolutionnaires, les journalistes de l'époque n'avaient aucune possibilité d'exercer. Mais grâce à l'ouverture culturelle de Khâtami, nombre d'entre eux qui avaient été écartés ont été de nouveau recrutés. Ces journalistes viennent essentiellement de l'Agence de presse de la République islamique et des journaux Keyhân et Ettelâât. Les jeunes journalistes bénéficient alors de l'expérience de leurs aînés ; pendant cette période-là, les journalistes de la nouvelle génération travaillent coude à coude avec la génération précédente.

- La consommation de produits culturels : Le nombre d'étudiants iraniens a cru de 200 pour cent durant les sept années qui ont suivi la fin de la guerre avec l'Irak à partir de 1988.⁴⁷⁶ Avec la hausse du niveau des connaissances de la jeune population iranienne, la demande de livres, de films, de journaux et d'autres produits culturels a augmenté.⁴⁷⁷ Les festivals de cinéma, les salons du livre, les concerts sont accueillis chaleureusement par les jeunes, poussant les responsables culturels du pays à s'intéresser à ces sujets. La production de livres, de films et de musique augmente. Pour la première fois aussi, le gouvernement prend en compte la demande des jeunes en autorisant les chanteurs pop iraniens à produire

⁴⁷⁶ - Bourghânié Farahani Ahmad, Elal va assbabé Tosséyé Matbouât passaz dovomé Khordâd, (Le développement de la presse après le 2 Khordâd), article publié dans l'extrait du 3^{ème} séminaire sur les problèmes de la presse iranienne. Ed. Daftaré Motaléaté Réssané ha, 2012, p.126

⁴⁷⁷ - A cause des erreurs économiques et démographiques commises par le régime dans la première décennie de la Révolution, le pays a assisté à une poussée considérable de la natalité. Au cours de cette décennie, la croissance démographique annuelle a atteint 4%, ce qui aura ultérieurement des répercussions négatives sur le marché du travail des jeunes, saturé.

La montée en flèche de la population dans les premières années de la Révolution iranienne, le manque de planification et d'infrastructure adéquate pour la création d'emplois, la croissance économique faible et des inflations successives, ont conduit le pays deux décennies plus tard à un marché du travail très concurrentiel. En conséquence de cette mauvaise politique, l'obtention d'un diplôme supérieur pour trouver un emploi est devenue essentielle

en Iran. L'administration de Khâtimi décide alors d'établir des centres culturels dans les régions déshéritées du pays, alors que son prédécesseur Hachémi Rafsandjani n'investissait dans l'établissement de centres culturels qu'à Téhéran et dans les grandes villes. Cette mesure du gouvernement de Khâtimi a beaucoup aidé les classes démunies à accéder aux produits culturels. Ce sont le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique et les mairies qui étaient chargés de distribuer les produits culturels partout dans le pays. L'affaiblissement de l'influence de la radio et de la télévision, et la réduction du tirage de la presse pro-régime figurent parmi les effets positifs de cette politique du gouvernement. Il faut ajouter aussi que la croissance économique, la création d'emplois et l'amélioration de la production ont renforcé le pouvoir d'achat de la population, qui pouvait désormais accéder plus facilement aux produits culturels.

- **Un gouvernement responsable** : L'administration de Khâtimi prend ses fonctions avec le slogan de la responsabilité. Elle est convaincue qu'il ne faut rien cacher au peuple. Dans son optique, le peuple devrait surveiller le comportement du gouvernement. Pour la première fois depuis la révolution islamique, Khâtimi nomme un porte-parole qui est tenu de répondre aux journalistes régulièrement chaque semaine. Petit à petit, chaque ministère va nommer son propre porte-parole. Khâtimi estime qu'un gouvernement qui pourrait répondre aux besoins de la société serait puissant.

« Dans de telles circonstances, la société salue la presse qui représentait l'opinion publique. Du coup, la corruption à l'intérieur du régime régressait. Tout le monde se gardait de faire un faux pas. Selon les chiffres fournis par la justice, la corruption administrative a chuté pendant cette période. Tout ça est survenu grâce aux réformes. »⁴⁷⁸

Sous Khâtimi, le gouvernement s'est senti responsable. S'agissant par exemple de l'assassinat en série d'intellectuels et de dissidents politiques pendant le premier mandat de Khâtimi, le président s'est expliqué en reprochant aux agents du ministère des Renseignements d'avoir commis les assassinats.

- **Le gouvernement se rapproche de la nation** : La politique suivie par l'administration de Khâtimi consiste à donner carte blanche aux journaux pour informer le peuple et pour servir au peuple de tribune afin de critiquer le gouvernement. Il cherche à réduire le

⁴⁷⁸ - Entretien avec Issa Saharkhiz, vice-ministre de la Culture et de l'Orientation islamique en 1999, journal Etemâd Melli, 2006

gouffre qui existe entre le gouvernement et la nation, tout en minimisant l'usage par le régime de la force. Dans ce cadre, le département de la presse du ministère s'est employé à soutenir la presse au lieu de la contrôler.

« Les responsables médiatiques de l'administration de Khâtami formulaient les raisons suivantes en faveur de l'ouverture culturelle : le peuple ne fait plus confiance à la presse étatique et mieux vaut qu'il se renseigne sur les affaires du pays par des sources internes plutôt que par des sources d'information étrangères qui ne prennent pas en compte les intérêts nationaux ; en gagnant la confiance des opposants aux journaux indépendants, le marché des rumeurs politiques ferait faillite et cela servira tout le monde ; plus le pays est libre, moins il sera sous la pression étrangère ; la communication entre les médias et les centres intellectuels et culturels, qui sont essentiellement réformistes, débouchera sur le développement quantitatif et qualitatif de la presse. »⁴⁷⁹

La presse servait de quatrième pilier de la démocratie, reliant le gouvernement et la nation. Elle exerçait le droit de la nation de contrôler le pouvoir, et elle réussit rapidement à devenir influente dans le domaine des affaires politiques et sociales. Les journaux sont même devenus plus influents que les partis et groupes politiques. La victoire des technocrates lors de l'élection législative en est un bon exemple.

- Le régime sous le feu des critiques : Les journaux parus durant les mandats de Khâtami appartenaient aux hommes qui faisaient partie dès le début du régime islamique. Mais en raison de la conduite défailante du régime dans divers domaines politiques et économiques, ils sont devenus critiques envers le régime, et l'ouverture politique de l'administration de Khâtami leur a fourni une bonne occasion de se joindre à l'opinion publique. Toutefois, il ne s'agissait que de critique du régime ; il n'était pas question de le faire tomber. Aux yeux des journalistes, le régime risquait de chuter faute de réformes. Ils appelaient donc à la révision des politiques pour la survie du régime islamique. Ils connaissaient bien le régime islamique et leurs critiques réalistes ont été accueillies favorablement par le peuple. La critique lancée par la presse envers le régime au pouvoir a apporté de réels changements. À titre d'exemple, sous le feu de la presse, le guide suprême iranien a dû remplacer deux vieux membres réactionnaires du Conseil des gardiens.

- La diversité des groupes de référence : La victoire de Mohammad Khâtami en 1997 a donné lieu à l'émergence et à la formation de nouveaux groupes de référence. Étudiants,

⁴⁷⁹ - Jaafari Mehrnouche, 'Rahbord va toséyé matbouat' (Stratégie du développement de la presse) Ed. Dastân 2005 p.43

enseignants et professeurs d'université figurent parmi ces nouveaux groupes qui ont remplacé des groupes puissants qui avaient recours aux mosquées, à la prière du vendredi et aux discours religieux pour communiquer avec le peuple. Les nouveaux groupes ont choisi la culture écrite, contre la culture parlée, pour s'adresser au peuple. Journaux, livres et séminaires leur servaient de moyen de communication. Ces nouveaux groupes ont apporté des changements dans les discours de la société, et ces changements ont donné lieu au renforcement de la culture écrite, et tout particulièrement de la presse.

CARACTÉRISTIQUES DE LA PRESSE (1998-2000)

- 1- L'ordre politique existe dans la société, mais en raison des changements dans la structure politique et sociale du pouvoir, la presse iranienne connaît des changements ;
- 2- Avant la prise de fonction de Khâtimi, les journaux critiques étaient essentiellement des hebdomadaires ou des mensuels. Mais sous le mandat de Khâtimi, le régime a dû essuyer le feu des critiques des quotidiens ;
- 3- Changement dans les contenus des journaux, qui comportent désormais des analyses au lieu d'une simple actualité ordinaire ;
- 4- Augmentation des délivrances de l'autorisation de publier un journal par le Conseil de supervision de la presse : avant l'arrivée au pouvoir de Khâtimi en 1997, seuls 57 périodiques étaient publiés dans le pays alors que ce nombre atteint 2330 dans les trois ans suivant sa prise de fonction ;
- 5- Création de l'Association des journalistes iraniens ;
- 6- Hausse de la lecture des journaux et augmentation du tirage des journaux, de 900 000 exemplaires à 2,5 millions ;
- 7- Diffusion rapide et précise de l'information par les journaux nationaux, ce qui en fait des sources fiables pour les médias étrangers ;
- 8- Baisse du tirage de la presse étatique et semi-étatique et réduction de son influence sur l'opinion publique ;
- 9- Hausse de la durée moyenne de lecture de journaux, de vingt-trois minutes par personne à deux heures et demie ;

10- Recrutement par la presse de journalistes professionnels et tenue de cours de formation pour les jeunes diplômés des universités ;

11- Influence de la presse sur l'opinion publique et la structure du pouvoir social ;

12- Affaiblissement de l'influence des médias étrangers en langue persane sur l'opinion publique.

2-2-6 L'automne de la presse

La croissance relative sous le mandat de Khâtami a donné lieu à l'émergence de nouveaux journaux sans toutefois changer la structure du système sécuritaire du pays. Cette période, qu'on peut nommer le printemps de la presse, commence en 1997 et s'achève en 2000. Durant ces années de croissance relative, la presse n'était pas épargnée par l'appareil judiciaire dominé par les conservateurs, et la durée de vie des journaux réformistes était de courte durée. Mais le trait saillant de cette époque consiste dans le fait qu'après la fermeture d'un journal réformiste, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique délivrait un nouveau permis afin que celui-ci reste actif sous un autre titre. Après l'interdiction d'un journal, sa salle de rédaction était utilisée par un nouveau journal. De fait, seul le nom du journal changeait. On peut s'interroger sur la raison pour laquelle la politique du gouvernement de Khâtami dans le domaine de la presse a échoué après deux ans.

2-2-6-1 La divergence entre le guide suprême et le gouvernement sur le rôle de la presse - Un regard sécuritaire sur la presse

Le manque de cohésion entre le pouvoir exécutif, le parlement et la justice sur le rôle de la presse et des interprétations contradictoires de la loi ont eu un effet négatif sur la presse. Certains journaux réformistes ont ouvertement critiqué la politique du régime, le principe de "vélayat é faqih" et la théocratie, pour avoir entraîné le non-développement du pays. La majorité des Iraniens était d'accord avec ces points de vue des journaux. Les analyses des journaux ont réduit la légitimité du guide suprême et du régime islamique aux yeux du public. Face à ces critiques, le guide suprême et les conservateurs ont estimé qu'une partie de l'administration de Khâtami manigançait des complots contre eux. Les manifestations estudiantines en juillet 1999 contre la fermeture du journal Salâm est un exemple de situation qui leur a servi à faire cette interprétation. Ces manifestations se sont rapidement muées en émeute et les gens ordinaires ont profité de l'occasion pour se joindre

aux étudiants qui protestaient contre la politique du régime islamique. Le mouvement de protestation a gagné tout le pays pendant une semaine avant que le régime n'instaure la loi martiale dans certains arrondissements des villes pour réprimer la vague de manifestations. En raison de la méfiance du guide suprême iranien envers les réformistes, le régime s'en est pris à la presse. Le régime ne voulait plus accepter la délivrance d'autorisation aux partis politiques de publier leur journal. Les imams des prières du vendredi et les commandants du Corps des gardiens de la révolution se sont exprimés contre la politique culturelle du gouvernement, en disant qu'il fallait interdire les journaux 'qui pullulaient comme des champignons'. Face aux critiques de la part du guide suprême, le ministre de la Culture et de l'Orientation islamique de l'époque Ataollah Moherjani tombe en désaccord avec son adjoint Ahmad Bourqani au sujet de la délivrance de permis à la presse. Bourqani soutenait l'exécution de la loi, mais Mohajerani voulait apaiser la situation. Dans le but de satisfaire le régime, le ministre assistait aux séances organisées pour discuter des demandes d'autorisation de journal afin de s'opposer à leur délivrance. Mohajerani a également imposé des restrictions sur le quota de papier journal et sur les prêts accordés aux journaux, afin de réduire leur tirage. Bourqani a enfin démissionné un an et demi après. Les politiques adoptées par Bourqani avaient préparé le terrain pour un développement de la presse, mais les conditions se sont de nouveau dégradées en raison de l'absence de cohésion entre le régime et le président au sujet de la presse. Par ailleurs le parlement, dominé par les conservateurs, a lancé des motions de censure contre Mohajerani, qui refusait de s'adapter complètement au régime sur le plan culturel, ceci dans le but de le faire destituer, mais sans toutefois y parvenir. De son côté, dans ses discours, le guide suprême critiquait régulièrement l'invasion culturelle et la culture importée de l'Occident.

« Je me plains de certains ministères du gouvernement. Je l'ai déjà dit. J'estime qu'ils manquent à leurs tâches. S'agissant de notre culture islamique, il y a eu des manquements [...] Monsieur Mohajerani n'est apparemment pas présent dans cette audience. Il veut être tranquille. Cela m'est égal qu'il soit là ou pas. Actuellement, parmi les productions qui sont régulièrement présentées dans les salles gérées par le ministère de l'Orientation, certaines d'entre elles sont cent pour cent contre la religion et la révolution. Si au moins quelques films islamiques étaient également produits pour promouvoir l'islam, je ne protesterais pas. Je ne suis pas content du ministère de l'Orientation. »⁴⁸⁰

Tout en ne tenant pas compte des avertissements du guide suprême, Mohajerani rejetait l'existence d'un complot culturel contre la République islamique en disant qu'une

⁴⁸⁰ - Discours du guide suprême à l'adresse du Conseil des ministres, 2000

illusion était à l'origine d'une telle attitude. Au bout du compte, Mohajerani a dû quitter son poste en septembre 2000 après les protestations de la part du guide et des grands âyatollâhs contre sa gestion culturelle. Le guide suprême iranien regardait la presse d'un point de vue sécuritaire, et dans ses discours il a toujours qualifié la presse de moyen d'invasion culturel. Dans l'optique du guide suprême et de ses partisans, la presse ne sert qu'à la propagande et toute critique de la part de la presse est qualifiée de complot. Pendant les deux premières années du mandat de Khâtami, la presse s'employait à critiquer le régime et le peuple faisait confiance aux journaux. Le régime a eu l'impression que les réformistes en place étaient en train de comploter en vue de la chute de la République islamique. Les Iraniens étaient devenus en même temps des lecteurs réguliers de journaux et ils comparaient l'actualité diffusée par la radio et la télévision avec celle annoncée par les journaux réformistes. En raison des divergences entre le guide suprême et le président Khâtami, les réformistes n'ont pas réussi à convaincre la faction du guide – qui contrôlait les forces militaires et sécuritaires – du fait qu'en réalité, l'expression des critiques allait renforcer la sécurité nationale. Durant cette période (1997-2000), de hauts responsables du régime s'expriment souvent sur la presse. De temps en temps, on lance des avertissements contre l'émergence de journaux que les durs du régime accusent de ne pas être en conformité avec les principes et les valeurs de la révolution, et de chercher à duper le peuple. Pour la justice de Téhéran, chaque interdiction de journal équivalait à abattre un avion de l'ennemi. Face à ces critiques grandissantes, le ministre de la Culture et de l'Orientation islamique de l'époque Ataollah Mohajerani déclare le 23 avril 2000 : "Les rédacteurs en chef de journaux ont proposé que le guide suprême accorde une audience aux journalistes en présence du président pour que les questions de la presse soient discutées de façon amicale avec le guide. Il me semble que les problèmes de la presse pourraient être réglés par le dialogue et par des solutions pacifiques". Le lendemain, la justice interdit 12 journaux dont Fath, Iran-é Farda, Asr-é Azâdegân, Aftâb-é Emrouz, Bâmdâd Now, Aryâ, Payâm-é Hâjar, Gozâresh-é Rouz pour avoir menacé la sécurité nationale. L'interdiction de ces journaux s'est opérée dans le cadre d'un article du Code pénal qui s'applique aux bandits menaçant la sécurité nationale. Cette interdiction massive des journaux entraîne le chômage de plus de 1 500 personnes. (L'auteur de la présente thèse faisait partie des journalistes qui ont perdu leur emploi pour la troisième fois en deux ans à cause de la fermeture des journaux). Suite à cette interdiction, de nouveaux journaux – Irâniân, Nosâzi, Rayé Mardom, Mellat et Bahâr – sont apparus. Mellat a été interdit immédiatement après son premier exemplaire et le journal Bahâr après dix semaines de parution. Tous les

deux ont été accusés d'avoir emboîté le pas aux journaux déjà interdits. Suite à la fermeture en masse des journaux en 2000, le tirage total tombe de 2,5 à 1,6 millions d'exemplaires. Les responsables culturels, dont certains mêmes proches du guide suprême, ont mis en garde contre la chute du tirage des journaux, en affirmant qu'elle amènerait la population à se distancier de la presse. Le défi principal auquel les journaux étaient confrontés fut le rôle ambigu de la presse en ce qui concernait le développement national.

2-2-6-2 La Presse considérée par le régime comme le bras des réformistes

En Iran, il n'est pas facile de se lancer dans la politique en raison des restrictions dans le droit d'expression. Ceux qui souhaitent y entrer préfèrent tout d'abord devenir journalistes, de façon à nouer des liens en vue de leurs activités dans l'avenir. Autrement dit, la presse sert d'échelon à quiconque s'oriente vers l'activisme politique. Durant le mandat de Khâtami, les journaux réformistes ont apporté leur soutien aux réformes. C'est pourquoi le régime a senti le danger et n'a pas hésité à interdire les journaux réformistes.

LA RÉVISION DU CODE DE LA PRESSE

Le Code de la presse, rédigé après la Révolution islamique en 1979, politise la question de la presse au lieu de se pencher sur les vrais problèmes de la presse. Bien que le gouvernement ait soutenu la presse, les journaux étaient tous déstabilisés en raison de changements politiques qui découlaient de l'absence de cohésion entre le gouvernement et le régime islamique. C'est pour cette raison que le parlement a dû changer certains articles du Code de la presse.

« Même Mohajerani, ministre de la Culture et de l'Orientation islamique de l'époque, s'en est pris aux journaux critiques, en disant que les attitudes radicales adoptées par la presse réformiste avaient poussé les conservateurs à changer le Code ; le sixième Parlement, dominé par les réformateurs, ne pouvait plus réviser le Code de la presse. »⁴⁸¹

Les changements dans le Code de la presse pour la troisième fois depuis la révolution sont opérés au moment où les journaux réformistes ont conquis les cœurs et l'esprit du peuple. Le Code de la presse est révisé par les députés conservateurs et sous l'égide de l'âyatollâh Ali Khamenei, guide suprême iranien, en 2002. Ces changements

⁴⁸¹ - Entretien d'Ali-Reza Haghighi, un conseiller du vice-ministre de la Culture et de l'Orientation islamique pendant le mandat de Khâtami, avec le Washington Prism, 2008

imposent de nouvelles restrictions aux journalistes et une ambiance lourde pèse alors sur les activités journalistiques. Selon les termes du Code de la presse, les journaux sont obligés de se soumettre aux supervisions officielles. La loi limite aussi la liberté de la presse. La première édition du Code de la presse, adoptée en 1985, avait mis cinq conditions préalables à la délivrance d'autorisation aux journaux. La révision de 2000 y ajoute une sixième condition qui exige de la presse qu'elle s'attache à la Constitution. Le jury chargé de la presse a pour tâche d'examiner les dossiers. Selon la loi de 1985, ce jury comptait cinq membres mais les amendements de 2000 y ajoutent deux membres. Ces deux nouveaux membres sont un religieux de haut grade et un membre du Conseil suprême de la révolution islamique, étant rappelé que ce conseil reçoit ses ordres du guide suprême. Le jury a deux tâches à accomplir : la première consiste à examiner la compétence des candidats et la deuxième consiste à veiller au respect de la loi par le journal, sous peine de le suspendre. Selon l'Article 27 du Code de la presse, le Conseil de surveillance de la presse du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique est chargé d'interdire les journaux qui insultent le guide suprême ou de grands âyatollâhs. Les amendements ont accordé au Conseil plus de pouvoir d'interdire des journaux. Selon des amendements de 2001, le Conseil de surveillance est autorisé à interdire des journaux qui enfreignent le Code de la presse et à les traduire en justice. De plus, la loi n'impose aucune date limite pour l'instruction du dossier des journaux suspendus, ce qui va placer les journaux dans l'incertitude. Il y a aussi des changements dans la composition du jury du tribunal de la presse. Auparavant, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique choisissait les membres du jury, mais après les amendements, le jury comprend les cinq membres suivants : un représentant du chef de la justice, un chef de l'Organisation de la propagande islamique, le Conseil des imams des prières du vendredi, un représentant du ministre de la Culture et de l'Orientation islamique et le chef du Conseil municipal. La justice, l'Organisation de la propagande islamique et le Conseil des imams des prières du vendredi sont sous la houlette du guide suprême.⁴⁸²

Les amendements et délits ci-dessous introduits dans le Code de la presse ont rendu les conditions de travail encore plus difficiles pour les journalistes :

(1)- Instrumentalisation de personnes (hommes ou femmes) dans les photos et articles, insultes à l'adresse des femmes ;

⁴⁸² - Extraits du séminaire spécialisé sur les droits de la presse, Université de Téhéran, 2009

- (2)- Promotion de la luxure illégitime et illégale ;
- (3)- Propagation de rumeurs, fausses nouvelles et distorsion des articles ;
- (4)- Mise en cause des articles de la Constitution.

Après les amendements, les délits suivants ont été ajoutés au Code de la presse :

- Parution d'un journal sans autorisation de la justice ou pendant sa suspension.
- Publication d'un journal dont le contenu contredit ce que le propriétaire s'est engagé à couvrir.
- Publication d'un journal de façon à ressembler, par le contenu ou le logo, à un journal déjà interdit ou suspendu.
- Publication d'un journal sans mention du nom du propriétaire, du rédacteur en chef ni de l'adresse de son siège et de son imprimerie.

CONTRADICTIONS ENTRE L'ACTION DU RÉGIME ET LA CONSTITUTION

- L'article 3 de la Constitution autorise tous les Iraniens à décider de leur avenir politique et à se mettre au courant des affaires d'état. Mais les contradictions entre l'action du régime et cet article de la Constitution bloquent en permanence sa mise à exécution. Il faut tout d'abord informer le peuple par le biais d'une presse libre. Si le régime ne laisse pas la presse publier toutes les critiques, la population ne pourra pas se tenir au courant des affaires. Ces contradictions empêchent toujours la presse de jouer son rôle dans la société. Vu qu'en Iran, les journaux sont les seuls moyens privés de diffuser l'information (la radio et la télévision sont contrôlées par l'état), la presse est très influente sur l'opinion publique. Un autre article de la Constitution préconise la promotion de la vertu et de la prévention du vice. La mise à exécution de cet article est une obligation pour les musulmans de même qu'ils sont obligés de faire les prières et le jeûne. Ignorer cet article constitue un péché. Le régime a tout pouvoir d'appliquer cet article et d'empêcher le peuple de commettre des actes contre la religion, la vertu et la société. Selon cet article même, le peuple doit aussi pouvoir exprimer ses critiques envers le gouvernement et le régime. Mais afin de s'exprimer, le peuple a besoin d'un moyen, et la presse libre est le meilleur moyen par lequel il peut se faire entendre. Or, en fait aucune critique contre le régime n'est tolérée et tout magazine osant lancer des critiques finira par être interdit. Le peuple n'a donc pas le moyen d'exercer les droits ouverts par cet article de la Constitution. On peut ainsi constater que le régime, en privant la presse de liberté, empêche la mise à exécution de deux

importants articles de la Constitution. Ce paradoxe est bien révélé par le Code de la presse. Selon l'article 3 du Code de la presse, les journaux sont autorisés à faire entendre les critiques, points de vue et propositions constructifs du peuple ainsi que les réponses fournies par les responsables, tout en respectant les principes islamiques et les intérêts sociaux.

- Article 4 : Aucun responsable gouvernemental ou non-gouvernemental n'a le droit de faire pression sur la presse pour qu'elle publie un article, ou de la censurer ou contrôler.

- Article 5 : La presse est autorisée à obtenir et diffuser l'actualité nationale et étrangère dans le but d'augmenter le niveau de connaissance publique, mais toujours en prenant en compte les intérêts de la société.

REJET DE MEMBRES DU JURY DE LA PRESSE

L'article 168 de la Constitution de la République islamique d'Iran prévoit que tout délit politique et médiatique doit être instruit dans une audience ouverte au public et en présence du jury. Mais cet article, comme beaucoup d'autres, a été ignoré jusqu'en 1996 parce que le peuple n'était pas bien informé des lois ainsi que de ses droits politiques et sociaux. Aux termes du Code de la presse, le jury de la presse est nommé tous les deux ans à Téhéran et dans d'autres villes. Le jury compte 21 membres à Téhéran et 14 dans d'autres villes. La séance du tribunal ne sera valide que si au moins un tiers des membres du jury assistent à l'audience. Un groupe de cinq personnes choisit les membres du jury. Le groupe comprend le représentant du chef de la justice, le chef de l'Organisation de la propagande islamique, le Conseil des imams des prières du vendredi, le représentant du ministre de la Culture et de l'Orientation islamique et le chef du Conseil municipal. La population et les journalistes n'ont aucun rôle dans le processus, alors que la justice, l'Organisation de la propagande islamique et le Conseil des imams des prières du vendredi sont directement sous la supervision du guide suprême. Enfin, les membres du jury sont choisis parmi ceux qui ont déjà coopéré avec le régime. Tout cela montre que le jury souffre essentiellement d'une faiblesse structurelle et qu'il ne peut pas représenter l'opinion publique. Avec la prise de fonction de Mohammad Khâtimi et sa lutte pour une presse libre, on constate que les réformistes et les conservateurs s'opposaient même au sein du Jury de la presse. Sept membres du jury étaient réformistes, qui ne pouvaient pas trouver d'accord avec le juge chargé de la presse. Le magistrat supérieur du tribunal de la presse était Saïd Mortazavi, un dur proche du guide suprême. En 1998, il rendit un verdict

annulant la désignation de cinq sur quatorze des membres du jury du tribunal de la presse, pour s'être opposés à ses verdicts hostiles à la presse de Téhéran. De surcroît, il avait déclaré que personne n'avait le droit d'interjeter appel. En rendant ce verdict, il a purgé le jury de ses opposants ; appuyé par le guide suprême, Mortazavi délivrait des décisions de façon extralégale. L'interdiction en masse de nombreux journaux en l'absence de tenue d'audiences, sur la seule base des lois non dédiées à la presse, et le phénomène d'interdiction avant parution ont débouché sur de lourdes peines pour certains journalistes sans qu'ils soient traduits en justice. Mortazavi a aussi condamné des journalistes à de lourdes peines, et des rédacteurs en chef à des peines de prison. En raison de l'indépendance des pouvoirs l'un par rapport à l'autre, le président Khâtimi ne pouvait pas intervenir au profit de la presse. Même le sixième Parlement, dominé par les réformistes, n'a pu prendre aucune mesure après que le guide suprême l'a empêché de réviser le Code de la presse afin de relâcher les restrictions imposées à la presse.

L'AFFAIBLISSEMENT DES UNIONS DE PRESSE

La formation des entités parallèles comme l'Association des journalistes musulmans, l'Association des écrivains, etc. qui contraient l'Association des journalistes iraniens et l'Association de défense de la liberté de la presse, les changements dans le Code de la presse, l'imposition de sévères restrictions à la presse et l'incarcération de membres de l'Association des journalistes iraniens et de l'Association de défense de la liberté de la presse ont empêché ces deux nouvelles unions d'être sources de progrès. De plus, la justice iranienne a ordonné la fermeture de leurs bureaux, en les déclarants illégaux.

Et finalement, après la fin du mandat de Khâtimi et à l'occasion de la prise de fonction d'Ahmadinejad, ces unions ont été officiellement interdites.

DES DIRECTIVES POUR CONTRÔLER LA PRESSE

Une autre mesure entreprise par le régime pour contrôler la presse après 1999 est la délivrance aux journaux de directives par les organes sécuritaires comme le Conseil suprême de la sécurité nationale, la justice, le bureau du guide suprême et les organes militaires et paramilitaires, leur interdisant de couvrir certains événements. Il arrivait même à ces organes sécuritaires de s'exprimer sur le recrutement des journalistes par les rédacteurs en chef.

Il est intéressant de relever à ce propos que l'agence de presse officielle IRNA classait en trois catégories ses dépêches :

- 1- Actualités ordinaires qui ont été publiées par le rédacteur de chaque service ;
- 2- Actualités confidentielles visant à informer certains hauts responsables : cette catégorie comprenait essentiellement des analyses par les médias étrangers ; l'actualité sur les traumatismes sociaux s'inscrivait dans cette catégorie ;
- 3- Actualités à deux destinataires : ces dépêches étaient envoyées uniquement au guide suprême et au président, et les journaux n'y avaient pas accès.

En contrôlant la diffusion de l'information, le régime voulait garantir sa survie.

Au fur et à mesure que la presse bénéficiait d'une petite lueur de liberté, les directives sécuritaires étaient plus nombreuses à être délivrées aux rédacteurs en chef de la presse :

2-2-6-3 L'interdiction de journaux sous Khâtami

L'interdiction de journaux a constitué une question très controversée du mandat de Khâtami. Nombreux sont les organes chargés d'instruire les délits de la presse : Jury de la presse, tribunal de la presse, tribunal pour le clergé, tribunal de la révolution, tribunal militaire et tribunal de première instance. Certains articles dans le Code pénal islamique sont applicables aux délits de presse, et le tribunal condamne alors la presse selon les termes du Code pénal. Durant le mandat de Khâtami, le rôle du jury de la presse était minimisé par rapport à la période de son prédécesseur Hachémi Rafsandjani et c'étaient surtout la justice, le tribunal pour les religieux et le tribunal révolutionnaire qui étaient saisis des dossiers concernant la presse. Puisque le juge est chargé d'interpréter la loi, on pouvait constater que les juges étaient très sévères avec la presse et ne montraient aucune tolérance. En Iran, c'est la justice qui décide quel tribunal doit être saisi d'un délit de presse. L'article 34 du Code la presse précise que le tribunal de première instance, le tribunal révolutionnaire ou d'autres organes judiciaires sont chargés d'instruire des délits de la presse. Par exemple, si un journal insulte quelqu'un, il s'agira d'un délit ordinaire et un tribunal de première instance sera saisi. Mais si un journal insulte l'âyatollâh Khomeiny, c'est un tribunal révolutionnaire qui sera compétent. Si un religieux est rédacteur en chef d'un journal, le cas sera instruit par le tribunal pour les religieux. A titre d'exemple, le rédacteur en chef du journal Khordâd était un religieux et son dossier a été examiné par le tribunal pour les religieux. Aux termes de l'article 168 de la Constitution, les audiences tenues pour les délits de presse doivent être ouvertes à tous, mais si le

tribunal trouve qu'une audience ouverte risque de porter atteinte à la sécurité ou à la ferveur religieuse, l'audience pourra être tenue à huis-clos.

« Le Code de la presse iranien est interprété différemment par les juges d'instruction. La Constitution autorise les juges d'instruction à interpréter le Code de la presse. »⁴⁸³

Par ailleurs, certaines phrases du Code de la presse sont ambiguës et l'interdiction d'un journal est alors liée à l'interprétation du juge. Voici quelques exemples de ces ambiguïtés : perturbation de l'opinion publique, action contre la sécurité nationale, image insultante, sacrilège et instrumentalisation des images. Le parlement a volontairement rédigé le Code de la presse de façon aussi ambiguë dans le but de faciliter la purge de la presse par les juges. La plupart des journaux interdits sous Khâtami faisaient l'objet des accusations suivantes : Perturbation de l'opinion publique, sacrilège, insulte à l'adresse de l'âyatollâh Khomeiny et du guide suprême, propagande contre le régime, publication du mensonge dans le but de perturber l'opinion publique et d'entraîner des émeutes, atteinte à la sécurité nationale.

- Le journal Khordâd fut interdit pour avoir publié un article dont le tribunal affirmait qu'il s'agissait d'une insulte adressée à la religion et au guide suprême. Le journal était aussi accusé d'avoir publié une assertion mensongère pour perturber l'opinion publique parce que 'La cité universitaire ensanglantée' avait fait sa une. Le rédacteur en chef de Khordâd, Abdollah Nouri, fut condamné à cinq ans de prison fermes ; Nouri, un religieux, fut ministre de l'Intérieur dans l'administration de Khâtami.

- Le journal Zan fut interdit à titre définitif après avoir publié le message de félicitations du Nouvel An persan envoyé par l'ancienne impératrice d'Iran Farah, et aussi pour avoir représenté une caricature mettant en cause l'inégalité du prix du sang des hommes et des femmes. Le journal était accusé d'avoir insulté la religion, perturbé l'opinion publique et d'avoir agi contre le régime.

- Le journal Touce réalise une interview avec l'ancien président français Giscard d'Estaing le 14 septembre 1998. Dans l'interview, Giscard d'Estaing affirme que l'âyatollâh Khomeiny avait demandé l'asile politique à son arrivée en France en 1978. Le

⁴⁸³ - Nasir Mashâyekh., Délits de la presse, en théorie et en pratique, Bureau d'études et de planning des médias, Ed. Ministère de la Culture et de l'Orientation

tribunal révolutionnaire a accusé le journal d'avoir insulté l'ayatollah Khomeiny, fondateur de la Révolution islamique, et révoque le permis du journal.

- Le 20 octobre 1999, le journal Azâd était suspendu pour avoir publié une information mensongère. Cette accusation était liée à deux titres à la une du journal : "Le deuxième suspect des meurtres en série se suicide" et "Khâtami : "La politique de la radio et de la télévision porte atteinte à la sécurité nationale."

- Le journal Hayât-é No, juxtapose en janvier 2001 un article intitulé "On n'est pas encore au seuil de désintégration" et une caricature remontant à 65 ans plus tôt. Le tribunal prétend que le dessin caricaturait l'ayatollah Khomeiny. Le journal a été suspendu par le tribunal.

On peut dire avec certitude que durant ces années-là, toutes les diverses accusations formulées par le pouvoir judiciaire contre les journaux réformateurs ne faisaient qu'une. Tous étaient accusés d'avoir propagé le mensonge, d'avoir perturbé l'opinion publique, insulté la religion et les responsables, et d'avoir mené une propagande contre le régime. Tous ces journaux réformistes ont subi le même sort.

Voici le nombre de journaux interdits sous Khâtami (Fig. 31) :

Année	Nombre
1998	7
1999	9
2000	50
2001	15
2002	17
2003	4
2004	1
2005	2
Totales	105

Fig. 31

On constate que la liberté de la presse était à son niveau le plus élevé en 2000, l'année ayant vu le plus grand nombre d'interdictions chez les contestataires. Caractéristiques des situations d'interdiction :

- le gouvernement et la corporation de la presse rejetaient la plupart des accusations formulées par la justice, en les jugeant illégales ;
- mis à part le "journalisme jaune" qui s'était vu interdire par la Commission de surveillance de la presse, la plupart des journaux politiques étaient interdits par la justice ;
- aucun journal financé par le chef suprême ou le régime n'a été interdit, mais au contraire, la plupart des journaux interdits étaient réformistes ;
- les journaux interdits avaient en général une moyenne d'ancienneté d'un an après leur première parution.

2-2-7 L'influence des détenteurs du pouvoir sur la presse

Puisque le développement de la presse pendant les trois premières années du mandat de Khâtami est sous l'influence des changements au sein du pouvoir politique, il convient de se pencher sur les titulaires du pouvoir. Après la fin de la guerre et la mort de l'âyatollâh Khomeiny, Ali Khamenei est élu par l'Assemblée des experts pour lui succéder. Mais Khamenei n'est pas aussi charismatique que Khomeiny et il ne bénéficie pas du même niveau de légitimité. Pour cette raison, il ne réussit pas à gagner la confiance publique. Le gouffre entre le peuple et le gouvernement s'est élargi et le peuple n'était pas

satisfait de l'administration du pays par les religieux. Des émeutes éclatent dans diverses villes contre le régime. Le Corps des gardiens de la Révolution islamique, mis sur pied pour défendre la révolution et le régime, est alors entré en action pour réprimer les manifestations. Dans le but de remplir son vide charismatique, l'âyatollâh Khamenei a eu recours aux forces militaires et s'est mis à appuyer les gardiens de la révolution. Afin de renforcer la base militaire, sécuritaire et défensive des gardiens de la révolution, Ali Khamenei les a laissés libres de s'emparer de l'économie et d'activités lucratives. Après la fin de la guerre, les gardiens de la révolution s'emparent de projets nationaux industriels et économiques, et forment après quelques temps un véritable cartel économique. Des activités économiques avec leurs profits d'un côté et le soutien apporté par le guide suprême aux forces élites de l'autre ont débouché sur une indépendance des gardiens de la révolution vis-à-vis du gouvernement. Désormais, les gardiens de la révolution pourraient même contrer les décisions du gouvernement.

Les gardiens de la révolution, qui étaient un organe militaire, se sont ingérés dans les affaires culturelles, économiques, scientifiques, technologiques, étrangères, défensives, sécuritaires et politiques. Le régime islamique d'Iran avait besoin d'une force militaire pour le protéger contre les menaces internes et externes et il s'était donc senti obligé de renforcer les gardiens de la révolution. Mais ainsi, après le renforcement économique, militaire et sécuritaire du Corps des gardiens de la révolution dans les années 1990, les religieux n'exercent plus de monopole sur le pouvoir. À partir de ce moment-là, on peut dire que le pouvoir est divisé entre les religieux et les gardiens de la révolution. Appuyé par les religieux conservateurs, Ali Khamenei, qui tout d'abord cherchait à entrer dans les bonnes grâces des religieux, se tourne vers les gardiens de la révolution, en particulier face aux mouvements de protestation sous le mandat de Khâtami. Ce changement de politique du guide suprême accorde plus de pouvoir politique aux gardiens de la révolution. À l'approche de l'élection présidentielle de 1997, Khamenei, les religieux conservateurs et les gardiens de la révolution soutenaient Ali Akbar Nategh Nouri qui s'opposait à Mohammad Khâtami. Mais la majorité des Iraniens, surtout les jeunes et les femmes, ont élu Khâtami. Un autre pouvoir s'ajoutait donc. La popularité grandissante de Khâtami et son influence sociale ont obligé les détenteurs du pouvoir à partager ce pouvoir avec lui. Ayant eu peur de l'intention de Khâtami de renouer des liens avec les États-Unis, le Corps des gardiens de la révolution a publié un communiqué l'avertissant de ne pas franchir la ligne rouge sous peine d'avoir à faire face à l'action des gardiens. Les révélations faites en

1998 par Khâtami sur les meurtres en série d'intellectuels et dissidents politiques ont porté un coup lourd à la légitimité des religieux et du Corps des gardiens de la révolution islamique. Suite à la démission du ministre des Renseignements et à la purge des gardiens de la révolution au sein de ce ministère sur l'ordre de Khâtami, un groupe d'entre eux va former une organisation sécuritaire sous l'égide de Khamenei. Le gouvernement n'exerce aucun contrôle sur cette organisation, qui assure des missions de sécurité en parallèle avec le gouvernement. Un autre groupe d'anciens agents des renseignements est recruté par le service des renseignements de la justice, toujours sous le contrôle du guide suprême. L'organisation parallèle dont on a parlé ci-dessus s'en prend aux journalistes, intellectuels, dissidents, blogueurs, étudiants et artistes. De concert avec la justice, elle procède à leur arrestation. Mohsen Mirdâmadi, président du Comité de la sécurité nationale et de la politique étrangère du parlement réformiste, déclarera :

« Les employés du service de renseignements parallèle à Téhéran sont aussi nombreux que ceux du ministère du Renseignement partout dans le pays. »⁴⁸⁴

L'interdiction des journaux, l'arrestation des journalistes et leur condamnation à de lourdes peines de prison et le manque d'autorité de la part de Khâtami pour les défendre ont déçu la population qui l'avait choisi dans l'espoir d'un changement. L'incapacité de Khâtami à répondre aux attentes de l'opinion publique, le projet de marginalisation de Khâtami mis en œuvre dans certains journaux réformistes, et les divisions au sein du camp réformiste ont réduit le pouvoir de Khâtami jusqu'à ce que les deux autres détenteurs du pouvoir l'éclipsent.

« Selon l'ancien ministre iranien de l'industrie Behzad Nabavi, en 1997 seulement 10 à 20 % des centres de pouvoir étaient sous le contrôle de Khâtami au début de son premier mandat ; le parlement démocratique élu est composé de 290 sièges et constitue jusqu'en février 2004 le seul vrai allié de Khâtami au sein des institutions iraniennes. »⁴⁸⁵

« Logiquement, on y rencontre l'imposante panoplie des forces et des services de sécurité soumis à l'autorité du Guide : les comités révolutionnaires islamiques (komitتهی Enghelâbé Eslami), sorte de police urbaine chargée de faire respecter les mœurs islamiques, la Basij, milice de choc d'environ 90 000 hommes particulièrement brutale, les gardiens de la révolution (sepah-e pasdaran), corps militaire d'élite de 120 000 hommes pouvant aussi bien

⁴⁸⁴ - Journal Mochârekat, 2001

⁴⁸⁵ - Tellier Frédéric 'L'heure de l'Iran' Ed. Ellipses p.42

conduire des opérations militaires de grande envergure, de renseignement ou de lutte contre les trafics intérieurs, l'armée régulière de 300 000 hommes, le dispositif de répression iranien est considérable. Ici encore, le dédoublement et le fractionnement sont la règle, corps distincts, structures parallèles dites des "institutions révolutionnaires", 'nahadehay-eenghelab', ces organes déjà opaques sont eux-mêmes soumis au contrôle d'une organisation de l'ombre à l'image du Ansar-e Hezbollah qui infiltre l'état, les organisations publiques et privées et représente un niveau supplémentaire de surveillance particulièrement redoutable car en quelque sorte "légalement clandestin", ainsi qu'à la tutelle du tout puissant ministère du Renseignement qui, fort de ses 30 000 employés, coordonne les activités de ce qui est probablement le plus important service de renseignement du Moyen-Orient, la Vavak ; celle-ci est la fois en charge du contre-espionnage et de l'espionnage offensif et se montre d'autant plus redoutable que ses opérations à l'étranger peuvent se confondre avec des actions de coopération et de rapprochement culturel, à commencer avec celles menées par la puissante organisation pour la culture et les relations islamiques directement soumises à l'autorité du Guide. »⁴⁸⁶

Conclusion

Après l'élection de Mohammad Khâtimi, le régime se rend compte du fait que les slogans des religieux réformistes en faveur d'un dialogue avec le monde et du respect des droits civiques pourraient alléger la pression internationale sur l'Iran, tout en calmant l'opposition interne. Le régime cherche alors à renforcer sa légitimité grâce à Khâtimi. C'est pourquoi le régime l'a dans un premier temps accepté comme pilier du pouvoir. Cependant, peu à peu les idées de Khâtimi vont exercer aussi une attraction sur l'opinion publique et provoquer des affrontements entre factions opposées au sein des dirigeants. Deux ans après, le peuple devenu plus exigeant tient tête au régime, tandis que le guide suprême et les dirigeants conservateurs, devenus méfiants, vont avec l'aide du Corps des gardiens de la révolution et des forces de l'ordre, priver le peuple une nouvelle fois de l'espace qu'ils lui avaient donné.

A l'époque de la présidence de Khâtimi, l'existence d'une liberté d'expression relative dans le pays et le soutien du gouvernement ont permis à la presse d'expérimenter le journalisme critique. Contrairement aux périodes précédentes, comme l'ère constitutionnelle, le début du règne de Mohammad Réza shâh, ou pendant le gouvernement de Mossadegh et le début la Révolution islamique, abordés en détail dans les chapitres précédents, les critiques de cette époque dans la presse adoptaient un langage de raison et de logique sans accusations calomnieuses, diffamation ou invectives. En outre, on peut

⁴⁸⁶ - Idem, pp. 43,44

observer que dans les périodes précédentes, en raison de la répression et de l'oppression causées par le pouvoir, la durée de l'exercice de cette liberté a été très courte ; tandis qu'à l'époque de Khâtimi, bien que le gouvernement ait utilisé diverses méthodes pour limiter la liberté d'expression de la presse, il n'est pas parvenu à empêcher définitivement la publication d'une telle presse. Le développement quantitatif et qualitatif de la presse critique de cette époque a été associé à une augmentation du lectorat, à tel point même qu'un grand nombre de personnes dépourvues d'intérêt pour la presse dans le passé se sont jointes au lectorat. Cette nouvelle presse essayait de fournir à ses lecteurs les informations nécessaires dans le but de les faire participer sereinement aux grands événements participatifs du pays tels que les élections législatives et d'autres élections. L'impact d'une telle vague, composée d'une presse critique et d'un lectorat averti, a été à cette époque tellement profond sur la société iranienne que les efforts post-Khâtimi du régime pour en effacer les effets n'ont pas pu être très efficaces.

Partie III

Chapitre 3 - La société civile à l'époque de Khâtami

Dans ce chapitre, nous allons examiner la société civile et les programmes de Mohammad Khâtami en faveur du développement. Nous nous pencherons tout d'abord sur la situation de la société civile durant la guerre avec l'Irak et après la fin du conflit. On a déjà dit que le déclenchement de la guerre a fourni une bonne occasion aux Islamistes de réprimer l'émergence de la société civile, qui se manifestait par la formation des associations et partis, sous le prétexte de sauvegarder la sécurité nationale, mais dans le but final de s'emparer du pouvoir. Pendant les huit années de guerre, les mosquées et les lieux de tenue des cérémonies religieuses furent les plus importants organes non gouvernementaux qui ont attiré la population grâce à leurs activités caritatives. Les activités des partis et groupes politiques - qui étaient sous le contrôle des religieux - se limitaient aux élections législatives. Après la guerre et au début de la période de reconstruction, les activités politiques ont connu un peu d'ouverture. Les activistes politiques au sein du pouvoir sont alors divisés en trois groupes : droite, gauche et 'Kârgozârân-é- Sazandégui ' (Les constructeurs). Chaque groupe a son journal. L'organe de la gauche est le journal Salâm, l'organe de la droite le journal Resâlat et les organes de Kârgozârân-é- Sazandégui sont les journaux Hamchahri et Iran. Sous le premier mandat d'Akbar Hachémi Rafsandjâni, période connue sous le titre de construction d'après-guerre, le pays bénéficie d'une ambiance politique harmonieuse en raison de la proximité du président et du guide suprême. Les associations et groupes civils ne sont toujours pas autorisés à agir. Après la fin du mandat de Rafsandjâni en 1993, des écrivains bénéficient de l'ouverture culturelle créée par Mohammad Khâtami, ministre de la Culture et de l'Orientation islamique de l'époque se mettent à publier des articles sur la religion, en cherchant à réconcilier religion et démocratie, et à recadrer la religion dans la gestion des affaires de la société. Ayant écrit des articles sur la suppression de l'idéologie de la société civile, la défense des valeurs de la société occidentale et le pluralisme religieux, les auteurs cherchent à mettre la société religieuse et la société civile – considérées incompatibles⁴⁸⁷ –

⁴⁸⁷ - Voir Djalili Mohammad- Reza, 'Iran : l'illusion réformatrice', Chapitre 4. 'La société, L'Etat et l'expérience réformatrice', Ed. Presses de Sciences Po, 2001

sur le même plan. Dans leurs articles, ils insistent sur le fait que la société civile n'a rien à voir avec le sécularisme et qu'elle ne s'oppose pas à la religion.

Khâtami fait partie de ces auteurs. Dans son livre paru après sa démission, il a écrit :

« Une société civile est une société qui se fonde sur la loi [...] La société civile qui est l'état de droit n'a aucun conflit avec la religion [...] Dans la société civile tous les êtres humains sont titulaires de droits dans le cadre de l'ordre et de la loi, et défendre ces droits fait partie des plus importantes tâches du gouvernement. »⁴⁸⁸

Les articles sur la religion sont publiés essentiellement dans les mensuels Payâm-é Emrouz (Le Message du Jour ou du Matin), Kiân, Asr-é mâ (Notre Ere ou Epoque), Jâmée Sâlem (La Santé de la Société) et Iran-é Fardâ (L'Iran de demain ou du Futur). Vers la fin du deuxième mandat de Rafsandjâni, les réformistes (partisans du partage du pouvoir politique et de l'ouverture politique, culturelle et économique) et les droitistes (partisans du pouvoir absolu du guide suprême, économie de marché et restrictions culturelles et politiques) se lancent dans le jeu à l'approche du scrutin présidentiel. Mohammad Khâtami, candidat du camp réformiste, fait la promotion d'un dialogue avec l'opposition, tandis que son rival conservateur Ali-Akbar Nâteq-Nouri soutient l'obéissance au guide suprême et aux principes islamiques. Au bout du compte, c'est Khâtami qui réussit à remporter l'élection de mai 1997 avec 75 pour cent des voix. Il doit sa victoire à ses slogans en faveur du développement politique, de la société civile et de l'état de droit. Le soutien populaire a permis à Khâtami de mettre en œuvre ses plans en vue de la croissance de la société civile et du développement politique. Les promesses de Khâtami pour la société civile se basaient sur les principaux points suivants :

- Etat de droit ;
- Renforcement des entités civiles ;
- Refus de l'extrémisme des groupes ;
- Droits civiques ;
- Contribution du peuple et des élites aux prises de décision ;

⁴⁸⁸ - Khâtami Mohammad, article intitulé, Néssbaté Dine va DjâméeyéMadani' (Relation entre la religion et la société civile), extrait du livre 'Djâméeyé Madani' (La société civile) Ed. Zékr Téhéran 1999 p. 181

- Présence du peuple dans les organes civils, pour obtenir des comptes de la part du gouvernement.

Dans le but de réaliser la société civile souhaitée, Khâtami se penche sur le développement politique, social, culturel et scientifique.

DÉVELOPPEMENT POLITIQUE ET SOCIAL

Dans le cadre du développement politique et social, le ministère de l'Intérieur relâche les conditions préalables à la formation des partis politiques conformément au principe du respect des droits civiques et dans le but d'instaurer l'état de droit et de renforcer les institutions civiles. Ceux qui remplissaient les conditions légales ont été autorisés à mettre sur pied des associations et groupes. Auparavant, le ministère de l'Intérieur accordait les autorisations sur la base des circonstances sans prendre en compte les principes légaux et juridiques. Par un autre geste sans précédent, le ministère de l'Intérieur a autorisé les rassemblements et manifestations. Ces mesures prises par le ministère de l'Intérieur ont permis au peuple d'exprimer librement ses demandes dans le cadre de la loi, tout en restant fidèle aux piliers du régime islamique. Une mesure fondamentale et effective de Khâtami a consisté à convaincre le peuple de coopérer avec son administration dans la tenue de la première élection des conseils municipaux.

ÉLECTION DES CONSEILS DE VILLES ET VILLAGES EN IRAN

La formation des conseils de ville et villages est stipulée dans l'article 100 de la Constitution de la République islamique d'Iran, mais 20 ans après l'instauration du régime islamique, ces conseils ne s'étaient pas encore formés

« Dans le but de faire avancer les programmes sociaux, économiques, culturels et éducatifs et les programmes de développement et de santé publique ainsi que des affaires liées au bien-être avec la collaboration du peuple, en fonction des besoins locaux, l'administration de chaque village, ville, municipalité, et province sera supervisée par un conseil local du même nom. Les qualifications pour l'éligibilité des électeurs et des candidats pour ces conseils, ainsi que leurs fonctions et pouvoirs, le mode d'élection, la compétence de ces conseils, la hiérarchie de leur autorité, seront déterminés par la loi, de manière à préserver l'unité nationale, l'intégrité territoriale, [les intérêts de] le système de la République islamique, et la souveraineté du gouvernement central. »⁴⁸⁹

Selon la loi, dans tous les villages de plus de 20 foyers et d'une population supérieure à 100 habitants, les conseils islamiques seront formés. Ayant tenu l'élection des

⁴⁸⁹ - Article 100 de la Constitution iranienne

conseils de villes et de villages, l'administration de Khâtami fournit une chance au peuple de choisir 207 587 d'entre eux pour intervenir dans les prises de décision sur les questions de la vie quotidienne telles que les transports, la santé et l'éducation. Compte tenu du fait que les conseils consultent la population sur diverses affaires et leurs marchandages avec le régime par le biais des médias, la diversité des points de vue a aidé la presse à améliorer la qualité de ses articles, lui attirant ainsi de plus en plus de lecteurs.

DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET SCIENTIFIQUE

L'administration de Khâtami se penche sur le développement de la presse et sur le renforcement du système de l'information afin de libérer le flux d'informations dans le pays. Malgré tous les problèmes créés à l'égard de l'activité de la presse, Khâtami réussit à faire apparaître une éclaircie dans l'ambiance politique de la société, à faire part au peuple de ses droits et à rendre les puissants organes politiques responsables. Ce processus de flux libre d'informations a encouragé les Iraniens à se tenir au courant des affaires du pays. En même temps, afin de réconcilier la religion avec la liberté de la société civile, le gouvernement a reconnu la diversité culturelle et ethnique afin d'instituer une tolérance culturelle dans la société. Le développement des produits culturels a permis au peuple d'obtenir de l'information. L'augmentation de la part des recherches culturelles et scientifiques dans le budget, la promotion de la position des scientifiques et académiques dans les prises de décision, le développement de cours d'éducation, l'envoi des étudiants à l'étranger, le renforcement des entités civiles dans les universités et la promotion des formations techniques et professionnelles parmi les femmes ont accru le niveau scientifique et culturel de la société.

3-1 Rôle de la presse dans la formation de la société civile sous Khâtami

Avant la prise de fonction de Khâtami en 1997, il n'était pas possible d'évoquer les discours politico-idéologiques liés à la société civile. Dans les médias de masse, il n'y avait aucune place pour parler des sujets controversés comme la reprise de relations avec les États-Unis et Israël, l'autorité du guide suprême, les droits des femmes, la démocratie, la corruption au sein du gouvernement et les défis auxquels était confrontée la jeunesse. Mais l'administration de Khâtami a apporté son soutien au choc des idées et de nouveaux discours pour permettre au peuple de remettre en question certains interdits. Dans ce contexte, on se penchera sur le rôle de la presse dans la réalisation des concepts de la société civile comme l'état de droit, la sagesse, le choc des idées, le dialogue national et

l'entente, les droits et les libertés individuels et le respect de l'humain. Ces concepts ont vu le jour pendant le premier mandat de Khâtimi de 1997 à 2001.

3-1-1 La presse et la culture du dialogue

Dans la société civile, le recours à la force, à la violence et l'imposition de la foi laissent place au dialogue, à la critique, au débat et à l'échange d'idées. Dans une telle société, les communications individuelles et collectives aident aux échanges intellectuels et à la transmission d'informations. Dans ce contexte, les médias - surtout la presse - jouent un rôle effectif et primordial. Essentiellement, les médias amènent les idées, les exigences, les souhaits et les besoins de divers groupes sociaux de l'extérieur vers l'intérieur de l'opinion publique pour que tous ces éléments soient pris en compte. De cette manière, la presse empêche certains groupes d'avoir recours aux méthodes violentes et invasives pour s'exprimer. L'administration de Khâtimi a même accordé l'autorisation de publier un journal aux groupes radicaux qui s'opposaient aux politiques culturelles ainsi qu'à la politique intérieure et étrangère du président iranien. Par ce geste, Khâtimi voulait promouvoir la culture du dialogue dans la société iranienne. Les journaux anti-gouvernementaux étaient aussi nombreux que les journaux pro-gouvernementaux. Les hebdomadaires Jébhé (Le Front de la guerre) et Chalamtché (Le nom d'une zone sur le Front) étaient gérés par les radicaux qui s'exprimaient souvent dans le cadre de groupes de pression. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique soutenait la parution de journaux par les groupes radicaux pour que ces derniers puissent s'exprimer ouvertement sur diverses affaires. Les journaux de l'époque interviewaient également des gens spécialisés qui travaillaient pour les associations non gouvernementales pour qu'ils s'adressent à la population dans un langage accessible. Par conséquent, la communication entre la population et les spécialistes s'est accrue.

3-1-2 La presse et les libertés individuelles

La société civile est une société dans laquelle les droits et libertés individuels sont reconnus et protégés. Les journaux et les journalistes indépendants sont en première ligne de défense des libertés et ils encourent des risques. Pourtant, ils essayent de protéger les droits du peuple. En surveillant le comportement du gouvernement, la presse pourrait aider à l'instauration de la démocratie dans la société. Ainsi, sous le premier mandat de Khâtimi, la presse a soutenu les droits et les libertés du peuple, tout en défendant l'autorité du

gouvernement : durant cette période, les journaux interviewent souvent des experts juridiques et des sociologues pour que les gens ordinaires soient au courant des affaires courantes. Avant l'arrivée de Khâtimi, on ne prenait pas au sérieux le fait qu'un avocat représente les accusés dans la salle d'audience ; mais grâce à la politique de Khâtimi, les tribunaux se trouvèrent obligés de laisser les avocats agir au nom de leurs clients accusés pendant leur procès. Des associations juridiques ont vu le jour pour défendre les accusés gratuitement. L'établissement d'associations pour plaider la cause des femmes condamnées à la lapidation pour adultère a été un événement sans précédent. Les journaux réformistes ont couvert les activités de ces associations.

3-1-3 Les médias et la promotion de l'état de droit

La loi et les règles sociales forment la base de l'ordre et empêchent le chaos et l'autocratie. Les médias peuvent encourager l'état de droit et critiquer le chaos dans la société. Sous le mandat de Khâtimi, la promotion de l'état de droit a éclairci dans une certaine mesure l'ambiance noire qui dominait la politique et l'économie du pays. Les citoyens ont pu dénoncer plus facilement par la presse les violations de la loi par les responsables ; et les journaux ont fait preuve de sincérité en la matière. En raison de la confiance du peuple dans le système judiciaire du pays, des plaintes ont été déposées contre des organes gouvernementaux. Avant cette période, personne n'osait guère attaquer le gouvernement en justice. Les plaintes ont été déposées auprès de la Commission parlementaire prévue par l'article 90 ⁴⁹⁰ de la Constitution, qui n'agissait pas jusqu'à la prise de fonction de Khâtimi, la presse n'étant pas au courant des dossiers examinés par cette Commission. Mais le parlement réformateur de l'époque a examiné les plaintes et a fait publier le résultat de ses enquêtes dans la presse.

⁴⁹⁰ - L'article 90 de la Constitution stipule : "Quiconque souhaite déposer une plainte contre l'Assemblée, le pouvoir exécutif ou la justice pourra déposer sa plainte écrite auprès de l'Assemblée consultative islamique. L'Assemblée est tenue de se saisir de ces plaintes et de fournir des réponses convaincantes. Dans le cas où les plaintes concernent le pouvoir exécutif ou la justice, il faut que l'Assemblée leur demande des comptes. Si les plaintes sont générales, l'Assemblée doit faire part du public du résultat de son enquête." Puisqu'on peut attaquer les organes du gouvernement en justice auprès de la Cour de la justice administrative, puisque des organes judiciaires peuvent être poursuivis en justice auprès de la justice, cet article devient utile quand les plaintes déposées par la population ont échoué ou lorsque quelqu'un souhaite déposer une plainte contre l'un des trois pouvoirs de l'état. Autrement dit, cet article est le dernier recours pour déposer une plainte contre les pouvoirs de l'état. La Commission de l'article 90 a pu s'activer lorsque les réformistes dominaient le parlement iranien. La justice étant toujours contrôlée par les conservateurs, les familles des prisonniers politiques ont eu recours à cette Commission.

3-1-4 Les médias et la responsabilité du régime

Durant le premier mandat de Khâtimi, la presse indépendante n'a cessé de faire part aux responsables du pays de leur devoir vis-à-vis du peuple. Le gouvernement se sentait obligé de rendre des comptes. L'acceptation de ces deux principes – le droit des citoyens à demander des comptes au gouvernement et la responsabilité du gouvernement – ont aidé à restreindre les activités de puissants groupes qui ne se sentaient pas responsables de leurs actes. Par exemple, le Corps des gardiens de la révolution islamique importait illégalement des marchandises par les ports du sud de l'Iran. Les députés réformistes ont fait des révélations à ce sujet et en définitive, on a mis un terme temporaire à ces activités économiques des gardiens de la révolution. Le principe de responsabilité était la priorité de Khâtimi et à ce propos, tous les ministères ont été obligés de nommer un porte-parole. Le porte-parole du gouvernement tenait des conférences de presse chaque semaine. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a tenu aussi des points de presse hebdomadaires. La responsabilité des ministères est une nouveauté instituée par Khâtimi. La justice a été aussi obligée de nommer un porte-parole pour répondre aux questions des journalistes. Tous les organes du gouvernement répondaient aux questions de la population dans les médias. Même après la fin du mandat de Khâtimi, la justice et les organes administratifs ont toujours leur porte-parole. La formation des groupes et associations civils remonte au deuxième mandat de Hachémi Rafsandjâni quand l'idée de la formation des associations non gouvernementales a été évoquée par les mensuels intellectuels comme Kiân, Jâméé Sâlem et Zanân. Mais sous le mandat de Rafsandjâni, l'idée n'était discutée que dans les milieux intellectuels, alors qu'avec Khâtimi au pouvoir, la société iranienne s'en est saisie.

3-2 Associations non gouvernementales

Le président Khâtimi était partisan de la formation des associations non gouvernementales et encourageait le peuple à se joindre aux groupes sociopolitiques non gouvernementaux.

« D'un point de vue intellectualiste, la liberté, la tolérance et le droit à la critique banalisent le terrain pour l'activité des partis politiques et les activités des partis politiques rendent l'ambiance de la société plus transparente et laissent le peuple décider de son sort [...] Principalement, la formation de toute association dans le cadre de la loi est toujours bienvenue, quelle que soit son orientation, parce que cela fera fonctionner les potentiels de la société et légaliser des activités souterraines[...] Les partis se sont fixé pour objectif

d'acquérir le pouvoir et non seulement cet objectif n'est pas rejeté, mais si les partis ne suivent pas cet objectif, ils vont perdre leur identité. Les partis ne sont pas censés jouer le rôle d'un prédicateur ou d'un instituteur. Les partis ont choisi des objectifs et des méthodes pour servir la société, mais ils ont besoin du pouvoir pour y parvenir [...] Pour arriver au pouvoir et y rester, il n'est pas autorisé ni légitime d'avoir recours à n'importe quel moyen. Il faut que le pouvoir soit acquis par les voies légales et légitimes et la lutte doit se faire dans le cadre des règles [...] Un parti se forme pour participer aux élections législatives, un parti se forme pour participer aux élections présidentielles et acquérir le pouvoir. »⁴⁹¹

Dans l'optique de Khâtami, des obstacles ont empêché la formation de partis et groupes politiques en Iran.

« Le peuple ne se sent pas profondément responsable de son sort. Une sorte d'individualisme mystique domine toujours notre culture, ce qui empêche l'émergence de personnes de caractère dans la société ; donc chacun se replie sur soi et cherche en son for intérieur des réponses à ses demandes spirituelles. Tout au long de l'histoire, nous avons eu des régimes autocratiques qui ont entravé le développement de la personnalité et l'identité du peuple. Nous n'avons jamais pratiqué la démocratie. Nous ne supportons pas le dialogue. Nos partis se sont rapprochés de l'étranger ou bien ils ont brillé comme une étoile filante avant de s'en aller. »⁴⁹²

Nous allons traiter maintenant les conditions des sept grandes associations non gouvernementales pendant le mandat de Khâtami.

3-2-1-Les partis et associations politiques

L'efficacité des groupes et associations politiques dans la victoire de Khâtami a donné lieu à une ferveur politique dans le peuple, qui avait désormais envie de participer aux affaires politiques. Les partis politiques ont été ranimés et se préparèrent à approfondir leur influence. Outre les activités électorales, les partis se sont aussi mis à faire entendre les exigences publiques en les évoquant dans la presse ; auparavant, on ne pouvait pas évoquer de tels sujets.

LE CONSEIL DES NATIONALISTES RELIGIEUX D'IRAN

Ce Conseil comptait essentiellement des activistes politiques déjà alliés au Mouvement pour la Liberté de l'Iran du premier ministre par intérim Mehdi Bâzargân. Ils s'activaient en catimini après que l'âyatollâh Rouhollah Khomeiny les eut expulsés des affaires

⁴⁹¹ - Aliâbâdi Guiti, 'Goftémâné Enghélâbé Eslami va Goftémâné Entékhâbâti' (Discours sur la Révolution islamique et les élections) Extraits de discours de Khâtami en diverses occasions, revue Réssâneh no 77,2009

⁴⁹² - Idem

politiques. Bien que le ministère de l'Intérieur ait interdit ces activistes, ils sont entrés de nouveau sur la scène politique sous le nom de Conseil des nationalistes religieux. Ils ont réussi à avoir des députés au parlement. Le journal Khordâd publiait les communiqués, les prises de position et les points de vue de ce Conseil. Ce journal critiquait ouvertement l'autorité du guide suprême et les religieux au pouvoir. Certains rédacteurs de Khordâd étaient membres de ce groupe nationaliste.

LE PARTI ISLAMIQUE DU TRAVAIL

Issu de la Maison du travail, c'est un parti réformiste formé après la victoire de Khâtami. Avec la formation du parti islamique du Travail, il y a eu une sorte de distinction entre les activités politiques et syndicales des travailleurs. Ce parti était responsable des activités politiques et la Maison du travail traitait des affaires syndicales. Autrement dit, le parti islamique du Travail était responsable de prises de décision majeures pour la Maison du travail. Le parti suivait l'objectif de croissance industrielle du pays et de hausse de la production avec la création d'emplois pour les travailleurs. Le parti islamique du Travail était convaincu qu'il fallait que des représentants des travailleurs soient présents dans la structure du pouvoir politique pour suivre les objectifs des travailleurs qui ont enfin réussi à avoir des élus au parlement. Les membres de ce parti soutenaient la tenue de rassemblements par les travailleurs. L'organe du parti islamique du Travail était le journal Kâr ô Kârgar (Le travail et le travailleur), mais des journaux réformistes soutenaient aussi les travailleurs.

LE FRONT DE PARTICIPATION DE L'IRAN ISLAMIQUE

Ce front comptait essentiellement des étudiants islamiques fidèles à l'âyatollah Rouhollah Khomeiny qui avaient pris des diplomates américains en otage en 1979 à Téhéran (voir Partie II. Chapitre 2. Les groupes d'étudiants). Ils étaient tous des jeunes révolutionnaires de la classe moyenne, de tendances islamique et sociale. Après la fin de la guerre avec l'Irak, leur idéologie changea et ils parlèrent d'économie ouverte et de dialogue avec les États-Unis. Ils estimaient que le régime devait changer de méthode et respecter les droits de l'homme dans le but d'instaurer la démocratie dans le pays. Le Front de participation s'est formé en 1999, soit deux ans après l'élection de Mohammad Khâtami. En 2000, ce Front remporte le scrutin législatif. Le Front est dirigé par Mohammad-Reza Khâtami, le frère du président de l'époque. L'organe de ce parti était le journal Mochârekat (La Participation) qui a fini par être interdit par un tribunal en 2000, un an après sa

parution, pour avoir entravé la sécurité nationale et perturbé l'opinion publique. Le Front de participation dominait le parlement mais ses démarches se heurtaient à l'opposition farouche du guide suprême. Quand les députés réformistes ont voulu faire relâcher les restrictions sur la presse, le guide les en a empêché par un décret. Le Conseil des gardiens – l'organe de surveillance – rejetait la plupart des projets de loi adoptés par les députés réformistes. Le parlement était paralysé. La justice a même mis en examen des députés, faisant fi de leur immunité.

LE PARTI DE KÂRGOZÂRAN SÂZANDEGI (LES CADRES DE LA CONSTRUCTION)

Ce parti paraît sous le nom du Groupe de Kârgozâran Sâzandegi durant le deuxième mandat présidentiel d'Akbar Hachémi Rafsandjâni. Ce groupe était partisan de l'économie ouverte et de l'ouverture culturelle pour que le pays ne soit pas limité à la culture islamique. La formation du groupe est survenue à la suite de différends entre Rafsandjâni et les religieux durs et elle a été accueillie chaleureusement par les gens cultivés. Les journaux Iran et Hamchahri soutenaient "les Kârgozârâns". Quand Khâtami arrive au pouvoir, le groupe devient parti. Le journal Kârgozârân est son organe. En 2000, il a été suspendu pour avoir perturbé l'opinion publique.

LE PARTI MARDOMSÂLÂRI (DÉMOCRATIE)

Le parti Mardomsâlâri voit le jour en juillet 2001. Les fondateurs du parti Mardomsâlâri soutiennent qu'aucun responsable du régime ne se cache derrière la formation de ce parti, ils assurent que c'est un parti indépendant issu du peuple. Les principes de Mardomsâlâri comportent nationalisme, islamisme, réformisme et démocratie religieuse. L'organe officiel de ce parti est un journal du même nom. Il a commencé à paraître à partir de mai 2001.

L'ORGANISATION DES MOUDJAHIDINES DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE

L'Organisation des moudjahidines de la Révolution islamique a été établie après la révolution islamique. Au début elle était gauchiste et islamiste et certains de ses membres ont fait partie des preneurs d'otages dans l'ambassade américaine en 1979. Après la fin de la guerre avec l'Irak en 1988, elle change de position et après la montée en puissance de Khâtami, elle a soutenu le respect des droits de l'homme et la démocratie. Les moudjahidines s'exprimaient dans l'hebdomadaire Asr-e mâ portant sur la politique intérieure et étrangère du régime. Grâce à la présence des partis politiques, on pouvait

critiquer le pouvoir, suivre les exigences du peuple et rendre le pouvoir responsable. Pourtant, pour les raisons suivantes, les partis et associations politiques se sont avérés inefficaces :

- Opposition du noyau principal du régime au pouvoir au système multipartite et préférence de ce noyau donnée à un système monopartite obéissant au guide suprême ;
- Formation de partis avec l'aval du régime ;
- Dénégation de certains droits des partis, comme le droit aux rassemblements ;
- Surveillance stricte par le régime des activités des partis ;
- Formation de micro-partis ;
- Refus du noyau des partis de laisser entrer de nouveaux membres : en Iran, ceux qui arrivent au pouvoir fondent des partis afin de rester au pouvoir le plus longtemps possible ; le noyau central - qui compte souvent de 20 à 30 membres - n'a pas envie de partager le pouvoir ;
- Divisions au sein des partis lors des événements politiques importants comme les élections ;
- Activité temporaire durant les événements politiques comme les élections ;
- Pas de transparence sur le poids des partis auprès de la population..

Certains partis se sont formés uniquement pour bénéficier des subsides du gouvernement. Compte tenu du fait que l'administration de Khâtimi se penchait essentiellement sur le développement politique, le ministère de l'Intérieur a accordé des autorisations aux partis politiques afin d'encourager la population à se mêler des prises de décision politiques. Cette politique a poussé même ceux qui n'étaient pas en mesure de fonder des partis politiques à obtenir une autorisation.

« Vers la fin du deuxième mandat de Khâtimi, 250 partis avaient obtenu leur autorisation mais plus de 90 pour cent d'entre eux n'étaient pas actifs. »⁴⁹³

⁴⁹³ - Website Alef, septembre 2010

En raison de l'inefficacité des partis politiques, les journaux proches de leur idéologie se sont lancés dans le jeu, mais ils ont été punis par le régime : les détenus politiques ont été pour la plupart des journalistes qui travaillaient pour les organes des partis politiques dont les chefs et membres, eux, sont restés en liberté !

3-2-2 Les organes juridiques

Les associations et entités non gouvernementales juridiques sont devenues très actives dans le cadre de l'action de l'administration de Khâtami en faveur des droits civiques, et la presse a fait part à la population des activités de ces associations. Le Centre des avocats du barreau est la plus importante organisation non gouvernementale à avoir repris ses activités sous Hâtai, après plus de deux décennies de mise entre parenthèses depuis l'instauration de la République islamique. Le parlement réformateur a donné plus d'autorité au barreau pour qu'il puisse défendre les droits civiques contre les violations de la loi.

« Dans le but d'apporter des soutiens juridiques nécessaires, faciliter l'accès du peuple aux services judiciaires et protéger les droits publics, la justice est autorisée à examiner le dossier des diplômés en droit pour leur accorder l'autorisation d'établir des cabinets de conseils juridiques. Ces conseillers juridiques seront autorisés à être présents dans les tribunaux, les bureaux et les organisations gouvernementales et non gouvernementales pour répondre aux besoins juridiques, » lit-on dans un projet de loi adopté par le parlement en 2000.

Ayant renforcé l'autorité du barreau, le parlement bloque aussi les mesures illégales du pouvoir judiciaire pour que le Barreau puisse prendre la défense de toute personne. Le Centre des avocats du barreau est ranimé afin de restreindre le pouvoir des religieux dans les tribunaux : depuis la révolution de 1979, la justice et les tribunaux étaient toujours présidés par les religieux, et ce centre a cherché à laisser entrer les juristes dans les tribunaux. Le centre a facilité aussi l'accès de la population aux avocats. En raison des activités du barreau partout dans le pays et de la coopération étroite entre le barreau et la presse indépendante, les connaissances juridiques de la population ont augmenté, et tout le monde est devenu sensible à toute atteinte à ses droits. Cela a débouché sur un déclin des dossiers de corruption financière et administrative.

Le succès du Centre des avocats du barreau donne lieu à l'établissement d'autres organes juridiques indépendants :

- le Centre de défense des droits de l'homme

- l'Association de défense des droits de prisonniers
- l'Agence de presse des activistes pour les droits de l'homme en Iran
- l'Organisation des droits de l'homme du Kurdistan.

Mais le régime n'est pas resté silencieux face au Centre des avocats du barreau. Le Conseil des gardiens – organe de surveillance contrôlé par le guide suprême – a rejeté le projet de loi du parlement afin d'éviter que le barreau devienne influent. Le Conseil des gardiens a modifié la loi, exigeant que les dossiers des avocats soient approuvés par une commission constituée par le pouvoir judiciaire, pour confirmer leur compétence. De plus, la fermeture en masse de journaux de 1988 à 2001 a fait perdre aux organes juridiques leur tribune, et le lien entre eux et la population a été coupé.

3-2-3-Les conseils de travailleurs

Tout au long de la guerre et pendant les huit ans de la présidence d'Akbar Hachémi Rafsandjâni, seule la Maison du travail était active. En 1996, soit un an avant l'élection de Khâtami, la Maison du travail a réussi à gagner quelques sièges pour les réformistes. Ces derniers ont critiqué la privatisation des usines après la fin de la guerre. La Maison du travail est restée en soutien à Mohammad Khâtami à l'approche du scrutin de 1997. Grâce à la victoire de Khâtami qui présentait une nouvelle définition de la société civile et favorisait le développement de divers groupes et associations, la Maison du travail s'est mobilisée sur la violation des droits des travailleurs par les patrons qui étaient proches du pouvoir. Le journal Kâr ô Kârgar est l'organe de la Maison du travail, mais les communiqués et les discours des représentants des travailleurs paraissaient pour la plupart dans les journaux indépendants et réformistes.

Les journaux réformistes ont concentré leur attention sur la Maison du travail qui évoque des sujets politiques. Les problèmes des travailleurs sont mis en débat dans les journaux réformateurs. En 1998, les travailleurs ont marqué la journée internationale des travailleurs, ou fête du Premier mai partout en Iran pour exprimer leurs demandes. La tenue d'un tel rassemblement était sans précédent en Iran. Des heurts ont éclaté entre les protestataires et la police et de nombreux travailleurs ont été arrêtés. La presse réformiste a apporté son soutien à ce rassemblement et les travailleurs ont été encouragés à poursuivre leurs demandes. Face à cette vague, le régime a mis sur pied une association parallèle afin de contrer la Maison du travail. En 1999, l'Association de mobilisation des travailleurs a vu le jour. Cette association était un organe paramilitaire et ses membres étaient obligés de

suivre des cours de formation militaire. Elle comptait un million de membres. Cette association reconnaissait le 29 avril comme Jour des travailleurs. En raison de la fermeture ou suspension de la presse, la Maison du travail a perdu son influence.

3-2-4-Les organes culturels et artistiques

Comme nous l'avons déjà mentionné, Mohammad Khâtami, en tant que ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, soutenait des artistes et écrivains. En 1989, la Maison du cinéma a été mise sur pied et quatre ans après, elle reçoit l'autorisation légale. La Maison du cinéma compte des réalisateurs, producteurs et comédiens. C'est à ce moment-là que le cinéma iranien a trouvé sa visibilité pour la première fois au niveau mondial, et des films iraniens ont été mis à l'écran dans les festivals internationaux. Pour la première fois depuis la révolution islamique de 1979, les cinéastes ont financé l'hebdomadaire Cinéma qui reflétait l'actualité du cinéma iranien et étranger. Cet hebdomadaire est l'un des plus lus de l'époque. A l'approche de l'élection présidentielle de 1997, les artistes apportent leur soutien à Khâtami en raison de sa résistance aux pressions de la part des conservateurs pour restreindre la culture et l'art. Sous Khâtami, qui insiste beaucoup sur le développement politique et culturel, un grand nombre de centres culturels sont établis dans le pays. L'administration de Khâtami dépendait des centres culturels et artistes pour réaliser son programme. Les artistes, eux aussi, avaient besoin du soutien du gouvernement. Par conséquent, les associations se sont multipliées. L'Association des écrivains a été ranimée vingt ans après sa fermeture, au cours de laquelle de nombreux écrivains ont été tués ou emprisonnés. Quand Rafsandjâni était toujours au pouvoir, après la démission de Khâtami de son poste de ministre, l'Association des écrivains a publié une lettre, signée par 60 écrivains, pour protester contre la détention inexplicable de Saïd Sirdjâni, écrivain de renom. Cette association, soumise aux pressions durant le mandat de Rafsandjâni, se réunit de nouveau en mars 1998. Avec la reprise des activités de cette association, le front anti-Khâtami se lance dans une nouvelle vague de répression des écrivains. Le meurtre des écrivains tels que Hamid Hâdjizâdé et son fils de 10 ans Karoun, Madjid Charif, Pirouz Davâni, Mohammad Mokhtâri et Mohammad Ja'far Pouyandé en 1998 en sont des exemples. Cette tuerie est connue sous le titre de 'meurtres en série'. En l'honneur des écrivains meurtris, l'Association des écrivains a publié un communiqué, signé par 134 écrivains et poètes, sous le titre de "Nous sommes écrivains" pour déclarer le 3 décembre journée de lutte contre la censure. L'Association des écrivains se penchait sur les affaires salariales des écrivains, poètes et traducteurs, sur les maisons d'édition et la

censure. La presse consacrait une rubrique à la culture, permettant de faire connaître les membres de l'Association des écrivains. Les journaux ont même publié des extraits des livres déjà interdits par les autorités. Pour la première fois dans le pays, le journal Hamchahri (Le concitoyen) va dédier une édition spéciale à l'introduction des livres écrits par les membres de l'Association des écrivains. Cette édition est accueillie chaleureusement par les jeunes. Or, le régime estime que les politiques culturelles populaires suivies par les centres culturels ne sont pas islamiques, mais laïques et issues de la culture occidentale. Pour les contrer, il met sur pied des associations parallèles. Le Centre d'art (vs. Association des écrivains), l'Association du cinéma de la défense sacrée (vs. La Maison du cinéma) et l'Union des producteurs de films (vs. l'Association des cinéastes indépendants iraniens) en sont des exemples.

3-2-5 Les associations estudiantines

Après la révolution culturelle et le début de la guerre avec l'Irak, les étudiants sont partis à la guerre et les associations estudiantines sont inactives dans les universités. Le spectre de la guerre plane sur toutes les universités. Les étudiants et les professeurs se gardent d'évoquer des questions idéologiques qui risqueraient de créer des gouffres entre eux. Après la fin de la guerre, des groupes politiques pro-régime se centrent sur les universités afin d'attirer les jeunes. Des associations estudiantines prennent corps. Voici les plus importantes associations de l'époque :

- Association islamique des étudiants
- Société islamique des étudiants
- Bureau de consolidation de l'unité
- Etudiants basidjis

Certaines associations islamiques des étudiants, surtout le Bureau de consolidation de l'unité, soutiennent l'ouverture politique et culturelle de Khâtami. En raison des différences de vues entre elles, les branches de l'association ont fini par se diviser. Le Bureau de consolidation de l'unité tenait régulièrement des meetings pour que les étudiants posent des questions aux responsables ou activistes politiques. En juin 1999, les forces militaires et paramilitaires ont attaqué un rassemblement estudiantin organisé contre la fermeture du journal réformiste Salâm. Un grand nombre d'étudiants ont été blessés et beaucoup d'autres arrêtés. Cet événement a fait la une des journaux réformistes. En signe

de soutien aux étudiants, les Téhéranais sont descendus dans la rue et ont scandé des slogans anti-régime. La ville de Téhéran s'est trouvée plongée dans le chaos pendant dix jours. En fin de compte, le régime a institué la loi martiale dans certains quartiers de la capitale afin de rétablir le calme. Quelques mois après, les étudiants faisant partie du Bureau de consolidation de l'unité ont réussi à remporter trois sièges au parlement. Devenus députés, ils plaidaient désormais la cause des étudiants. Les étudiants s'exprimaient et prenaient position sur diverses affaires dans les journaux réformateurs ainsi que dans leurs revues estudiantines publiées dans les universités. Les revues estudiantines bénéficiaient désormais de l'aide financière du ministère de la Science, de la Recherche et de la Technologie. Ce ministère a ouvert la Maison des revues estudiantines pour financer les revues des universités, pour mettre en place des cours de formation au journalisme et pour tenir des réunions et conférences. Le nombre de revues estudiantines passe de 150 en 1997 à 2 370 en 2002. En raison de la présence active des étudiants dans les associations universitaires, le régime a échoué dans sa tentative d'islamiser les universités ; la démocratie et les droits de l'homme constituaient les exigences de base des étudiants, et les étudiantes se sont jointes aux mouvements estudiantins. Trois ans après le début du mandat de Khâtami, l'état s'est resserré autour des étudiants. Malgré le soutien du gouvernement aux étudiants et à leurs activités, le régime leur a imposé des restrictions.

3-2-6-Les groupes féminins

On a déjà dit que les femmes, comme d'autres groupes politiques et idéologiques, ont contribué à la victoire de la Révolution islamique en 1979.⁴⁹⁴

Après la victoire de la révolution, les changements immédiats opérés par les Islamistes dans les règles concernant la femme et la famille ont suscité la critique de certains groupes de femmes. Le camp des femmes s'est divisé et leur solidarité s'est affaiblie. Les femmes laïques n'ont pas été épargnées lors de la campagne de purges menée par le régime islamique en 1980 quand le pays entre en guerre avec l'Irak. A l'issue de la guerre, l'administration d'Akbar Hachémi Rafsandjâni se met à réformer certaines lois sur

⁴⁹⁴ - Voir Khosrokhavar Farhad, "L'Iran, la démocratie et la nouvelle citoyenneté", Cahiers internationaux de sociologie 2001/2n° 111, p. 291-317. DO 10.3917/cis.111.0291

les femmes. Les démarches suivantes ont été entreprises par l'administration de Rafsandjâni :

- Etablissement du Centre présidentiel des femmes pour examiner les problèmes des Iraniennes ;
- Légalisation de la présence des femmes dans les salles d'audience en tant qu'avocates ;
- Modification de la loi sur le mariage et sur le divorce ;
- Levée des restrictions sur l'entrée des femmes dans certaines disciplines universitaires comme la médecine et l'ingénierie.

Durant le mandat de Rafsandjâni, les féministes musulmanes et laïques se sont rejointes après des années de séparation absolue pour critiquer les règles islamiques. Ces activistes écrivaient des articles dans les journaux comme *Adiné*, *Donyâyé Sokhan* et *Jâmée Sâlem*. Dans ce contexte, il ne faut pas oublier le rôle de Fâézé Hachémi Rafsandjâni, la fille réformatrice du président, qui militait pour la présence des femmes dans les milieux politiques et sociaux. Mme Hachémi avait gagné la majorité des voix de Téhéran lors de l'élection législative de 1996. Le mensuel *Zanân (Les Femmes)* fut une revue majeure qui favorisait l'égalité et les droits des femmes dans le cadre d'un islam modéré. Ce mensuel cherchait à montrer dans ses articles que l'on pouvait modifier les lois islamiques sur les femmes. Des femmes religieuses et laïques travaillaient ensemble dans ce magazine.

L'ÈRE DE KHÂTAMI

« Khâtami, présentant un visage souriant et charmeur, une élégance vestimentaire et surtout une clarté dans ses discours, a pu attirer une très grande partie des votes en sa faveur. Ses commentaires sur l'état de droit, la tolérance, le développement de la société civile, les droits et le bien-être des femmes et des jeunes ont eu un effet considérable parmi la population instruite, à la fois moderne et traditionnelle, en particulier les jeunes et les femmes. Une femme vêtue en tenue de ski dans la station de ski de Dizine au nord de Téhéran dit en anglais à un journaliste d'une chaîne de la télévision anglaise: "Toutes les femmes sont amoureuses de Khâtami, »⁴⁹⁵

⁴⁹⁵ - Katouzian Homa , *The Persians; Ancient , Mediaeval and Modern Iran* ,Printed in Great Britain by MPG Books Bodmin, Cronwal 2009, Chapter 14

alors que le premier slogan électoral de la campagne présidentielle de son adversaire, Ali Akbar Nâteghé Nouri, un conservateur soutenu par le chef suprême était : "Obéissons au chef suprême et suivons la ligne de l'Imam Khomeïny !" (Fig. 32)



Fig. 32

Les femmes iraniennes ont voté pour Mohammad Hâtai qui soutenait leur présence aux postes clés politiques et sociaux et favorisait l'assouplissement du code vestimentaire. Il a remporté la présidentielle grâce aux femmes et aux jeunes. Khâtami allégea les restrictions à la formation des associations féminines et par conséquent, les femmes ont mis sur pied des associations pour l'environnement, les femmes journalistes, la défense des enfants et les avocates. L'administration réformiste de Khâtami a donné une chance aux femmes activistes d'exprimer leurs exigences face aux inégalités hommes-femmes. Pendant cette période-là, de plus en plus de femmes journalistes se joignent à la presse réformiste. Grâce aux réformes, les jeunes femmes iraniennes brisent le monopole des hommes sur la presse. Les femmes ont réussi à établir des liens avec toutes les couches de la société. Elles écrivent souvent des articles contre la discrimination légale à l'égard des femmes. Beaucoup de femmes ont été élues aux Conseils locaux. Khâtami a nommé une femme à la tête du Département de l'environnement. Les élues dans le parlement iranien désamorcent le dialogue avec les théologiens sur les droits des femmes. Le journal Zan (La Femme) est le premier journal ayant donné aux femmes la possibilité de s'exprimer

légalement chaque jour. Ce journal a servi de tribune à la moitié de la société, qui revendiquait ses droits bafoués pendant 20 ans. Les plus importantes associations établies au profit des femmes furent l'Association islamique des femmes, la Société des femmes de la Révolution islamique, l'Association des femmes journalistes d'Iran, le Forum islamique des femmes, la Société islamique des femmes, la Société des disciples de Fatima, la Société islamique des femmes suivant la ligne de Fatima, la Société de soutien des droits des femmes, la Société des infirmières d'Iran, la Maison des infirmières et l'Association de lutte contre la lapidation. Ces associations ont poussé les femmes des marges de la société vers l'intérieur et les femmes ont obtenu un pouvoir social leur permettant d'orienter leurs forces éparses vers un but précis. Ce qui compte surtout avec les associations féminines, c'est que la majorité des groupes formés étaient liés aux épouses ou filles des politiciens modérés et des religieux au pouvoir. Le journal Zan appartenait à Fâézé Hachémi Rafsandjâni, fille d'Akbar Hachémi Rafsandjâni. L'Assemblée des femmes islamiques a été fondée par Fatémé Karroubi, l'épouse du président du parlement Mehdi Karroubi. L'Association des femmes journalistes d'Iran était dirigée par Djamilé Kadivar, mariée à Ataollah Mohajerani, ministre de la Culture et l'Orientation islamique. A l'instar d'autres groupes civils dans le pays, les associations féminines suivaient toujours des mouvements sociaux et politiques et elles étaient entreprenantes tant qu'elles étaient soutenues par quelqu'un au pouvoir, sinon, leur dynamisme baissait petit à petit jusqu'à leur mise aux oubliettes. Les associations féminines n'acceptaient pas de nouveaux membres, refusaient de s'allier à d'autres groupes et se réunissaient toujours à huis clos afin de pouvoir monopoliser leurs liens avec les organes au pouvoir.

Les mêmes caractéristiques étaient constatées chez d'autres associations civiles dont nous avons déjà parlé.

3-2-7 Institutions civiles religieuses

Depuis la victoire de la Révolution islamique, les religieux au pouvoir se prennent toujours pour les propriétaires de la révolution et ils se permettent toujours de s'ingérer dans les affaires de l'état. Leur ingérence commence avec leur entrée dans tous les organes du gouvernement. Deux ans après l'instauration du régime islamique, les religieux se sont emparés de la plupart des postes au sein du gouvernement. Ils s'estiment toujours supérieurs aux autres et considèrent qu'ils n'ont pas à observer la loi dans la formation des groupes civils.

« Nous ne sommes pas liés aux partis et nous n'avons pas, comme d'autres partis, à obtenir l'autorisation de la Commission de l'article 10 parce que les religieux se positionnent au-delà des partis. Donc, il est hors de question pour nous d'avoir l'autorisation du ministère de l'Intérieur. »⁴⁹⁶

La plupart des associations ecclésiastiques ont été créés avant la révolution islamique ou au début de la révolution avant la saisie totale du pouvoir. 1-Les groupes religieux au début de la révolution : 2-Le Conseil suprême des séminaires coraniques 3-La Société des enseignants du séminaire coranique de Qom 4-L'Assemblée des représentants des religieux du séminaire coranique de Qom 5-L'Assemblée des enseignants et chercheurs du séminaire coranique de Qom 6-La Société du clergé combattant/L'Assemblée des religieux combattants (Tous les deux sont partis politiques) 7-La Société des prédicateurs (Voâz) de Téhéran/La Société des prédicateurs fidèles au guide suprême (Voâzé Valâï)

Avec la saisie du pouvoir, le clergé n'avait plus besoin de l'espace public parce que le gouvernement et l'espace public étaient liés l'un à l'autre. Le clergé s'ingérait même de l'espace privé. On prévenait l'entrée d'autres groupes comme les femmes, les étudiants et les ouvriers dans l'espace public. (Fig. 33) et (Fig. 34)

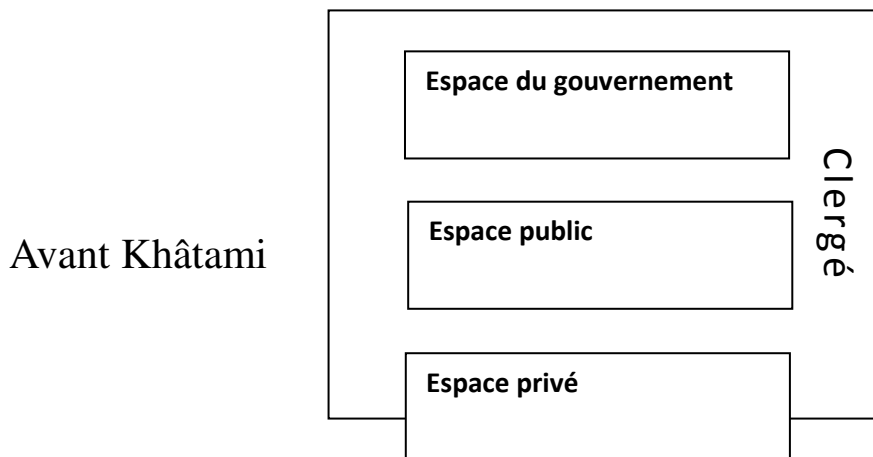
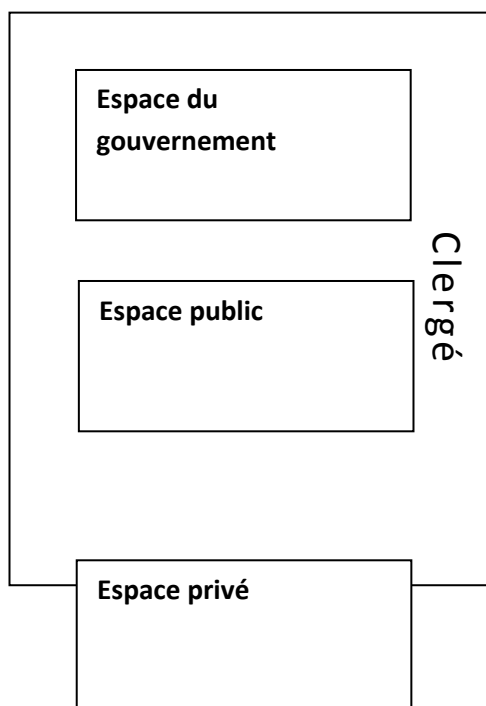


Fig. 33

Sous Khâtami, divers groupes de la société ont été encouragés à être présents dans l'espace public et il les soutenait. Khâtami était convaincu que tous les groupes de la société devaient avoir leur place dans l'espace public pour que la stabilité et la légitimité du régime survivent grâce à une société dynamique. Or, les religieux qui s'opposaient à cette politique, se sont mis à publier ou faire publier des journaux dans le but de redorer leur blason et de fortifier leur position au sein de la société. En termes de journaux, on peut

⁴⁹⁶ - Chodjouni Djaafar, entretien avec l'agence de presse ILNA le 3 janvier 2011

diviser les religieux des séminaires coraniques de cette période en deux groupes : le premier groupe soutenait les prises de position traditionnelles et restait toujours convaincu que les religieux doivent guider le peuple. Le deuxième groupe publiait des journaux spécialisés pour différentes catégories de la société comme les femmes, les enfants, les jeunes, les étudiants, etc. dans le but de promouvoir les pensées modernes progressistes de l'islam et réconcilier toutes les classes de la société avec le régime islamique. Ce groupe a été salué par la population. Durant cette période-là, 20 journaux sont ajoutés aux publications des institutions religieuses. Parmi eux figurait le journal Entékhâb (traduction) qui avait adopté une approche culturelle et modérée.⁴⁹⁷ (Ces publications étaient dirigées par l'école coranique de Qom qui éditait 27 journaux).



Epoque de Khâtimi - Fig. 34

⁴⁹⁷ - Bahrapour Ch. op.cit. pp. 119

Conclusion

Durant sa présidence, en insistant sur la démocratie et l'élargissement de l'espace public, Khâtami a essayé d'accroître la légitimité nationale et internationale du régime, qui était tombée à un niveau très bas. Il cherchait aussi à calmer les vagues de manifestations et émeutes dans diverses villes. Khâtami était convaincu que l'ouverture aux critiques aiderait le régime à connaître ses points faibles et à les réparer.

A cette époque qui suivait vingt années de répression, la société civile a pu se manifester à nouveau. Mais son jeune âge et son manque d'expérience, ainsi que les différentes sortes d'interdictions qui lui ont été imposées par le régime ne lui ont pas donné l'occasion d'avoir une activité significative et fondamentale. Les organisations non gouvernementales sont soit mortes à la naissance, soit restées actives, quoique bien partiellement et de façon limitée.

Chapitre 4 - La culture politique des élites et du peuple sous Khâtami

De 1997 à 2000, soit les trois premières années du premier mandat de Khâtami, un gouffre est apparu au sein du pouvoir deux décennies après la victoire de la Révolution islamique. Le soutien apporté par Khâtami aux groupes politiques et sociaux a fourni une chance à ces groupes marginalisés d'entrer dans les organes élus du pouvoir comme le parlement et les conseils locaux. En même temps, la presse a connu une croissance quantitative et qualitative. Ayant appuyé ces groupes, le peuple a aussi saisi cette chance pour entrer dans l'espace public et faire entendre ses idées dans le cadre des associations, partis et organisations non gouvernementales. Dans ces circonstances, le peuple ouvertement demandait des comptes au gouvernement et ce dernier se sentait obligé de rendre des comptes. La culture politique du peuple se développait. Avant de nous pencher sur la culture politique sous Khâtami, nous allons observer la culture politique des années de guerre avec l'Irak et les années du mandat de Hachémi Rafsandjani.

CULTURE POLITIQUE DURANT LA GUERRE ET SOUS RAFSANDJANI

Deux ans après l'instauration du régime islamique, les islamistes radicaux se sont emparés de tout le pouvoir. Le régime ne supportait pas la présence de divers groupes du peuple dans l'espace public. Les dissidents n'étaient pas tolérés et le régime les purgeait facilement. C'est à partir de moment là que les mots khodi (des nôtres) et non-khodi (pas des nôtres) ont vu le jour au sein de la société sur le système politique.

« Etiqueter le peuple comme "khodi" et "non-khodi" trouve ses racines dans l'inégalité et la dominance d'un seul individu ou d'un groupe sur un autre individu ou groupe. Théoriquement parlant, la dominance se base sur le principe d'avoir raison. A ce propos, un individu ou groupe se prenant pour le bon sens, se permet d'exercer son pouvoir sur les autres et de dicter ce qui lui plait aux autres. Cette logique a toujours créé des ennemis et doit sa survie aux non-khodi. Dans le cadre de cette logique, les autres sont derrière toutes les misères, tous les échecs et problèmes et il faut les éliminer ou les soumettre afin de parvenir au bonheur. En s'appuyant sur cette logique, tout acte de violence contre les autres est permis. Dans une telle société, quand un individu ou groupe accepte de se soumettre, il sera condamné à vivre en marge. »⁴⁹⁸

Cette tendance s'est poursuivie sous le mandat présidentiel d'Akbar Hachémi Rafsandjâni. Puisque ses plans se concentraient sur le développement économique, le

⁴⁹⁸ - Bahrâmpour Chabânali, Gheyr Sâzi dar Nashriât Hezbi, Ed. Centre de recherches des médias, 2005 pp. 68, 69

peuple s'inscrivait dans les catégories khodi (des nôtres) et non-khodi (pas des nôtres) dans le secteur économique. Dans l'application du plan de privatisation, le régime cédait toujours les projets à ses fidèles. Sur le plan politique, on ne constatait aucune trace de tolérance dans le comportement du gouvernement. Les meurtres en série de nombreux intellectuels et dissidents politiques par le régime en sont de bons exemples. Sous Khâtami, le gouvernement, les élites et la presse ont constitué les trois importants facteurs de la croissance de la culture politique. Grâce à la presse, ces trois facteurs échangeaient des idées entre eux.

4 -1 Le Gouvernement

Avec la victoire de Khâtami, des mots clés comme l'état de droit, la société civile et la liberté d'expression se sont répandus à travers la société, d'autant plus que le ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, Atâollah Mohâdjérâni, s'adressant aux élus devant gagner le vote de confiance, a dit qu'il allait poursuivre la tolérance culturelle et médiatique. Khâtami a adopté les trois démarches suivantes dans le cadre de son plan de développement de la culture politique des Iraniens :

- démarche exécutive
- comportement et discours sages
- confiance dans la population.

DÉMARCHE EXÉCUTIVE

Le nouveau gouvernement, qui favorise l'état de droit, soutient la diversité des produits culturels comme les livres, les films, les magazines estudiantins, des tables rondes, les conférences dans les universités, les festivals scientifiques, artistiques et culturels, l'envoi des élites à l'étranger et l'invitation des étrangers pour assister aux conférences en Iran et les voyages estudiantins. Le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique ne se montre pas intransigeant pour délivrer l'autorisation de publication aux journaux afin qu'ils puissent de plus en plus parler des demandes et réclamations de la population. En outre, on constate l'accroissement sans précédent des magazines estudiantins qui ont été autorisés et financés par le ministère de la Science, de la Recherche et de la Technologie. Ces magazines servent de porte-parole à deux millions d'étudiants à l'époque.

COMPORTEMENT ET DISCOURS SAGES

Le discours du pluralisme politique et culturel – issu de concepts tels que la liberté, la démocratie, l'état de droit, la tolérance et le dialogue mesuré – a eu la possibilité de se faire entendre sous Khâtimi parce que les conditions sociales étaient plus que jamais prêtes pour sa reconnaissance. L'accroissement d'une population jeune et les conversations des étudiants avec leurs familles ainsi que le début des communications par Internet figurent parmi les avantages de l'époque. Avec le début des débats sur le pluralisme politique et sa tolérance par le gouvernement, ce discours attire rapidement ses audiences qui sont essentiellement des adolescents, des jeunes, des femmes, des étudiants. Le principe du dialogue et la sagesse qu'a adoptés Khâtimi dans la politique intérieure ont encouragé des groupes marginalisés par le régime à se réanimer. Par exemple, le Mouvement pour la Liberté de l'Iran qui avait été déclaré illégal deux ans après la révolution est sorti de l'isolement pour se lancer dans les activités politiques et sociales. Ce groupe a réussi à remporter deux sièges dans le parlement aux élections législatives de 2000. Khâtimi a aussi agi avec mesure en politique extérieure. Il évoque l'idée du "Dialogue des civilisations contre la Guerre des civilisations" et l'ONU accepte son idée. L'absence d'un cadre équilibré pour les relations de l'Iran avec l'Occident a obligé Khâtimi à choisir une politique de détente avec les pays occidentaux, en particulier avec les États-Unis.

« Au nom de la République islamique d'Iran, je propose que dans un premier temps, l'année 2001 soit appelée par les Nations Unies " l'Année pour le dialogue entre les civilisations" dans l'espoir que ce dialogue sera le premier pas vers la réalisation de la justice et de la liberté universelles. » Khâtimi, 21 septembre 1998 à l'ONU. (Fig. 35)

« ...Nous n'avons pas d'autres solutions ni d'autres choix que d'utiliser les acquis positifs de la civilisation, et notamment ceux de la civilisation occidentale. Il faut regarder vers l'avenir [...] Si le XXe siècle a été axé sur la force de l'épée, avec dans ce parcours des gagnants et des perdants, nous devons savoir que l'axe principal du siècle prochain devra être celui du dialogue, sinon l'épée se transformera en lame acérée, à double tranchant, qui n'épargnera personne... » Extraits du discours de Khâtimi à l'ONU, le 21 septembre 1998.⁴⁹⁹

Dans une interview avec Christiane Amanpour de la CNN, Khâtimi a qualifié les Américains de "cultivés", en disant que la civilisation américaine était le produit des

⁴⁹⁹ - Libération 30 octobre 1999, Jean-Pierre Perrin

combats menés par des gens comme Abraham Lincoln (le président assassiné des USA). Khâtami a aussi indiqué que les Américains sont pacifiques.⁵⁰⁰

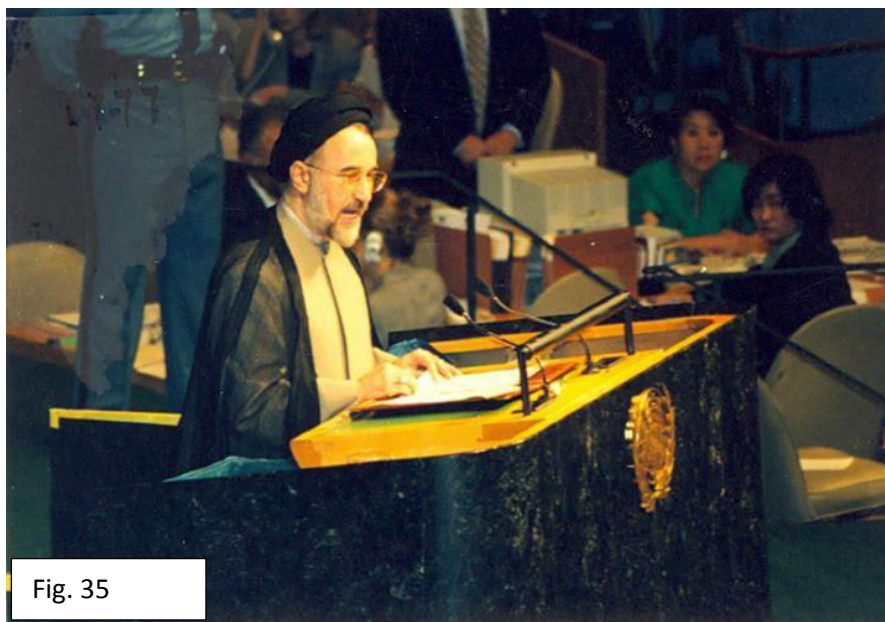


Fig. 35

Mohammad Khâtami à l'ONU, le 21 septembre 1998.

CONFIANCE DANS LE PEUPLE

Le mandat de Khâtami est marqué par ses révélations sur les meurtres en série des intellectuels et dissidents politiques. Ces révélations l'ont rendu populaire. Khâtami a dit ouvertement que les meurtres avaient été commis sous l'ordre du régime par un agent du ministère des Renseignements. Un vice-ministre des Renseignements a été arrêté.⁵⁰¹

Les révélations ont élargi le gouffre entre le guide suprême Ali Khamenei et le président Khâtami. La probité de langage et de comportement de Khâtami a eu un effet considérable

⁵⁰⁰ - A peine deux semaines après la prise de fonction de Khâtami, le président américain Bill Clinton a salué son élection. Grâce à ses prises de position pacifiques, Khâtami a réussi à éviter l'adoption de nouvelles sanctions par le Sénat américain contre Téhéran. De plus, les sociétés pétrolières Total, Gazprom et Petrobras ont été exemptées de l'Acte d'Amato.

⁵⁰¹ - Le ministre des Renseignements de Khâtami, Qorbanali Dorri Najafabadi a été limogé suite aux révélations selon lesquelles des hauts responsables du ministère des Renseignements ont été impliqués dans les meurtres en série des intellectuels. Le ministère des Renseignements était considéré comme l'arrière-cour du guide suprême iranien l'ayatollah Ali Khamenei. Le président iranien choisit toujours son ministère des Renseignements avec l'aval du guide suprême. Bien qu'il soit sous l'autorité du gouvernement, le ministère des Renseignements est obligé d'agir conformément aux avis du guide suprême. Les ministères de poids comme le ministère de l'Intérieur, le ministère des Renseignements, le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique et le ministère des Affaires étrangères sont choisis par le guide suprême.

sur la confiance publique en son gouvernement. Cela a renforcé le sentiment de confiance en soi des Iraniens qui lui ont accordé leur soutien dans l'espoir de voir Khâtimi modifier le climat politique en Iran.

4-2 L'émergence des leaders politiques et groupes de référence

A cause de la répression des gauchistes et libéraux nationalistes par le régime du shâh, la société iranienne était vide d'élites influentes durant les deux premières années de l'instauration du régime islamique. L'âyatollâh Khomeiny avait dirigé les luttes pendant les années menant à la victoire de la révolution islamique. Pensant que cette révolution faisait suite au mouvement nationaliste de Mossadegh 25 ans plutôt, les manifestants iraniens portaient des portraits de Mossadegh et de l'âyatollâh Khomeiny. Quand Khâtimi est arrivé au pouvoir, le régime islamique avait déjà 20 ans. Certains activistes politiques qui proposaient des réformes sont devenus des leaders politiques et sociaux. Ces leaders ont abandonné leur idéalisme et leur radicalisme pour poser un regard réaliste et sage sur les affaires du pays. Ces individus qui ne cherchaient pas la chute du régime ont fait des études pour réformer les affaires de l'état. Tout en bénéficiant de l'ouverture politique grâce à Khâtimi, ils s'exprimaient ouvertement. Ils étaient pour la plupart convaincus que "les problèmes majeurs avec le développement national en Iran sont nés de la structure politique existante dans laquelle on constate la crise de légitimité, la crise de participation, l'absence de l'état de droit et la faiblesse des entités civiles." ⁵⁰²

- MODIFICATION DES GROUPES DE RÉFÉRENCE

A cette époque des groupes d'étudiants, professeurs d'université et artistes bénéficient de l'ouverture offerte par l'administration de Khâtimi pour présenter de nouvelles idées ; ils deviennent des groupes de référence pour les jeunes, les dissidents et les laïcs. Ces groupes entrent dans l'espace public dans les domaines politique, économique, social, étudiantin, féminin et ouvrier pour amorcer des dialogues entre eux mais aussi avec le gouvernement et le régime islamique. Ainsi, la presse se transforme en un espace de débats. Dans son premier numéro, le journal Jâméé Madani a écrit : "Ce journal n'a pas l'intention de consacrer sa une aux discours du guide suprême ou d'autres hauts responsables du pays comme le font d'autres confrères." Alors, un grand nombre de journalistes reviennent au journalisme et le peuple constate l'expression de nouveaux

⁵⁰²- Abdi Abbas, Matbouât va Amniyaté Melli, (La presse et la sécurité nationale), Recueil d'articles de séminaires sur la presse, Ed. Markazé Motaléâté Réssâné Téhéran 2012, p.23

points de vue. Pour disposer d'un éventail d'opinions, la population achète plusieurs journaux - issus des divers groupes - afin de se mettre au courant des affaires du pays. Les réformistes mettent au jour la fameuse théorie "marchander tout en faisant pression". Cette théorie exige que la population insiste sur ses revendications tandis que les élites sont censées les analyser dans la presse afin que les politiciens puissent marchander avec le pouvoir supérieur dans la pyramide du pouvoir.

- OBÉISSANCE À LA LOI

Les leaders et groupes politiques critiquent le pouvoir, voire font des révélations dans la presse, mais toujours de façon pacifique. La population et les leaders politiques sont convaincus que l'on peut aider à réformer les affaires du pays dans le cadre de la loi et des normes. Dans leur quête d'acquiescer des parts du pouvoir, les groupes politiques rivalisent entre eux dans le cadre de la loi, et la presse leur sert de tribune dans leur saine compétition politique. Pendant le premier mandat présidentiel de Mohammad Khâtimi (1997-2001), il est clair que les réformistes ont réussi à remporter des sièges au parlement ; le guide suprême et le régime islamique ont accepté le résultat du scrutin sans s'en mêler. Cela a donné lieu à une sorte d'équilibre entre les trois pouvoirs de l'état. Les pouvoirs exécutif et législatif ont nommé des porte-parole pour faire la lumière sur les ambiguïtés. Quelques temps après, le pouvoir judiciaire leur emboîte le pas.

- TOLERANCE RELIGIEUSE

Dans le développement de la culture politique, les leaders, les intellectuels religieux comme Abdol-Karim Soroush, Emadoddin Bâghi, Hachém Aghâdjari et même des responsables comme le ministre de la Culture et de l'Orientation islamique Atâollah Mohâdjérâni, le vice-président du parlement Mohammad Reza Hâtai, ont adopté la politique de tolérance sur les questions religieuses. Les croyances religieuses ont été critiquées dans des discours qui ont été repris par la presse.

- Voici des extraits des discours de Soroush :

« Dans l'islam, ni les instructions politiques, ni les instructions économiques, ni les instructions juridiques ne sont documentées, il faut donc les mettre à l'écart. »

« La culture du martyr est violente. Si se faire tuer devient facile, tuer devient également facile. »

- Le journal Sobhé Emrouz du 7 septembre 1999 :

«Aucune religion ne peut priver le peuple de choisir une autre religion parce qu'une première religion est déjà choisie. C'est comme si un élu demandait au peuple de ne pas choisir quelqu'un d'autre que lui. »

« Dans le conflit entre les instructions religieuses et les droits de l'homme, ce sont les droits de l'homme qui priment. Malheureusement, nos théologiens ne savent rien en dehors de la religion et ne savent rien de tout ça. »

- Emaddodin Baghi, journal Khordâd, du 10 novembre 1999 :

« Les versets du Coran entérinent clairement le principe de 'Jésus à sa religion, Moïse à la sienne' et ils ne rejettent jamais les suiveurs des livres divins, voire les apostats et les polythéistes. »

- Discours d'Aghâdjari le 14 avril 2002 :

« Quand Marx dit que la religion est l'opium des masses, il ne dit qu'une partie de la vérité. Je dis que dans les gouvernements religieux, la religion est l'opium des masses et des gouvernements. »

- Gholam-Reza Sâlâr Behzâdi, quotidien Sobhé Emrouz du 14 novembre 1999 :

« Le chiisme est la cause de la décadence de notre pays et pose un obstacle à la démocratie. »

- Ahmad Ghâbel, journal Sobhé Emrouz du 16 octobre 1999 :

« Accepter une religion est un droit [de choisir] et non un devoir. Donc, chacun a le droit de changer de religion. »⁵⁰³

- Atâollah Mohâdjérâni, journal Aryâ du 9 décembre 1999 :

« Quand un messager de Dieu comme Abraham met en doute le Jugement dernier et demande à Dieu de lui montrer la voie, comment peut-on interdire à nos jeunes de ne pas mettre en cause des choses ? »

- Le journal Nechât du 23 août 1999 :

« Il ne faut pas toujours désavantager la danse. »

- Mohammad Reza Khâtami, s'adressant aux femmes réformistes :

⁵⁰³ - Aux termes du Code pénal islamique en Iran, un musulman chiite qui change de religion pour en adopter une autre est automatiquement condamné à mort.

« Le Coran promeut une culture tribale et les docteurs Soroush et Mojtaba Shabestari ont raison à dire que le Coran est critiquable aujourd'hui. »

- Le président Mohammad Khâdami, journal Aryâ du 19 septembre 1999 :

« Pour faire des progrès, vous n'avez qu'à suivre le chemin tracé par l'Occident et le chemin de l'Occident consiste à accepter la sagesse occidentale. »

- Saïd Hajjâriân, ex vice-ministre des Renseignements et directeur du journal Sobhê Emrouz, le 3 novembre 1999 :

« L'homosexualité devrait être légalisée dans notre pays. Du point de vue juridique, elle ne doit pas être interdite »

- Le journal Khordâd :

« L'histoire du prophète Joseph dans le Coran est dénuée de toute vérité. »

Sous Khâdami, un élu sunnite a été élu au sein du Conseil d'administration du parlement réformateur. C'était la première fois dans l'histoire du régime islamique qu'une telle position était accordée à un musulman sunnite.

L'administration de Khâdami a éliminé le Département des affaires disciplinaires du ministère de l'Éducation, qui avait été mis sur pied pour l'idéologisation islamique des enfants et des adolescents.

4-3 Effets de la presse réformatrice sur la culture politique populaire

Sous l'administration de Khâdami, la presse a gagné la confiance du peuple par la transparence de l'information. Désireuse de se renseigner sur les programmes de la nouvelle administration ainsi que sur les événements nationaux et internationaux, la population s'est tournée vers les médias étrangers en langue persane et vers la presse réformatrice en Iran.

Une autre raison de ce choix populaire s'explique par le refus de la radio et la télévision d'état de rester neutres. L'arrestation par le régime de jeunes journalistes qui essayaient de diffuser des informations exactes a conduit la population à s'informer en lisant ces nouveaux journaux.

« La stratégie et le thème principal de la presse de l'époque étaient le développement politique et le renforcement des entités civiles, et la conquête

de la société. La presse était convaincue que la restructuration politique du pays était le facteur le plus important du développement national. »⁵⁰⁴

« La presse réformiste qui avait conquis l'opinion publique s'était fixé pour objectif le développement politique du pays. A ce propos, elle avait adopté un langage qui promouvait la participation, la tolérance, la patience, la solidarité nationale, les droits de l'homme et les droits des minorités, la probité, le pluralisme, la sagesse, etc. »⁵⁰⁵

A cette époque, la presse a franchi pour la première fois depuis la Révolution islamique une ligne rouge : critiquer le guide suprême.⁵⁰⁶ En ce qui concerne les effets de la presse sur la culture politique des Iraniens durant le premier mandat de Khâtimi, on peut évoquer les deux événements suivants :

- LA PRISE D'ASSAUT DE LA CITÉ UNIVERSITAIRE

Tout commence avec la protestation par un groupe d'étudiants de l'université de Téhéran contre l'interdiction du journal réformiste Salâm. A la veille de l'adoption du nouveau Code de la presse par le parlement conservateur pour restreindre la presse, le quotidien Salâm attribue le 6 juillet 1999 dans sa une la proposition de changement du Code de la presse à Saïd Emâmi, un haut responsable du ministère des Renseignements qui était d'ailleurs le principal suspect dans les meurtres en série des intellectuels et dissidents politiques. Le journal est interdit par le tribunal. Le rassemblement des étudiants dans la Cité universitaire le soir même de la fermeture de Salâm est assailli très durement par les forces de l'ordre. Au lendemain, les forces de sécurité appuyées par les groupes de pression attaquent un dortoir d'étudiants et passent à tabac un grand nombre d'entre eux. Cela a provoqué une grande vague de protestations dans le pays.

Voici les titres de plusieurs journaux réformistes au lendemain de la prise d'assaut :

Khordâd : « La Cité universitaire de Téhéran ensanglantée »

Sobhé Emrouz : « Réanimation des crises »

Néchâte : « L'opinion publique a le droit de s'interroger : comment se fait-il que les forces de l'ordre et les groupes de pression attaquent la Cité universitaire, faisant des morts et des blessés ? »

⁵⁰⁴ - 'Le rôle de la presse dans le développement national', article écrit par Abbas Abdi, 1998, Centre d'études et de recherches des médias

⁵⁰⁵ - Bahrâmpour Chaabânali 'La presse en Iran pendant la période de réformes', p. 100, Centre d'études et de recherches des médias, 2003

⁵⁰⁶ - Chahidi Hossein, 'Le journalisme en Iran', p. 114

La répression des étudiants par le régime a avivé l'agitation politique et des manifestations anti-régime dans Téhéran et d'autres villes. Cette vague de protestations résulte d'une part de la confiance en soi de la population pour forcer la voie à des changements politiques et sociaux dans le pays et d'autre part de la confiance exprimée par la population aux journaux qui reflètent bien ses points de vue. Ces protestations rappelaient les manifestations populaires en faveur du journal *Âyandégân* au début de la Révolution islamique. Après quatre jours d'agitation politique dans le pays, le régime a enfin réussi à réprimer le mouvement en instaurant une loi quasi martiale dans Téhéran. Nonobstant de nombreuses répressions par le régime, le peuple cherchait toujours des occasions pour protester contre celui-ci. Les agitations à la fin des matchs préparatoires de la Coupe du monde de 2001 en sont un bon exemple. Après les matchs, la population est descendue dans la rue, pour chanter selon le résultat du match, des slogans pour ou contre l'équipe de football iranienne. Les manifestants ont toujours fini par scander des slogans anti-régime. Des heurts ont toujours éclaté entre les manifestants et la police.

- LA VICTOIRE DES CANDIDATS REFORMISTES AUX ELECTIONS LEGISLATIVES

Aux élections législatives de 2000, la presse réformatrice promouvait une liste de 30 candidats pour la ville de Téhéran. Cette liste a remporté le scrutin. C'était la première fois depuis la révolution que la presse présentait une liste électorale. C'est à partir de ce moment là que la presse est devenue un facteur politique influent dans la société. Cette victoire des réformateurs a plu à l'administration réformatrice de Khâtimi et a déplu au régime. Le guide suprême, l'âyatollâh Ali Khamenei, accusait les journaux réformistes d'être les porte-parole d'Israël et des États-Unis et qualifiait leurs méthodes de charlatanisme médiatique.⁵⁰⁷ A partir de ce moment là, le régime adopte des stratégies plus sérieuses contre la presse, dont voici quelques-unes :

- Opposition aux amendements au Code de la presse dans le parlement réformateur qui cherche à accorder plus de liberté à la presse
- Fermeture des journaux
- Arrestation massive des journalistes qui critiquent le régime
- Attaque physique des journalistes par des groupes inconnus

⁵⁰⁷ - Chahidi H. op. cit. p. 107

- Augmentation de la pression par le régime sur le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique pour ne délivrer qu'au compte-gouttes les licences de presse
- Condamnation des journalistes à de lourdes peines de prison
- Parution de journaux conservateurs et apolitiques.

Conclusion

Sous l'administration de Khâtimi, les élites et la presse ont réussi à communiquer facilement et librement. Les différentes idées et les différents points de vue ont été critiqués dans le but de réformer les affaires de l'Etat dans le sens des intérêts nationaux. Cela a donné lieu au développement de la culture politique du peuple et augmenté son niveau de connaissance des affaires politiques et sociales du pays. Le peuple a contribué à certains changements et réformes en Iran. Face à ces circonstances, les centres du pouvoir – hors de l'autorité du gouvernement – ont prêté plus d'attention aux points de vue du peuple et l'état de droit s'est institutionnalisé. La loi et la sagesse sont devenues des moyens pertinents pour le règlement des différends entre les groupes politiques, ce qui a fini par créer un consensus social et par renforcer la légitimité du régime.

Avec la victoire de Khâtimi, des concepts-forces tels que l'état de droit, la société civile, la liberté d'expression, la tolérance culturelle et médiatique se sont répandus à travers la société.

A cette période, grâce à une presse critique et développée, les élites politiques ont eu l'occasion de faire part de leurs idéologies à la population. Les articles critiques publiés dans la presse des réformistes ont encouragé également la population à s'exprimer et à montrer ses mécontentements dans l'espace public. Les critiques publiées dans la presse réformiste ont même dans certains cas franchi des lignes rouges alors considérées comme infranchissables, définies auparavant par le pouvoir et le régime islamique comme faisant partie des fondements du régime. (Voir partis 3 chapitres 4). La jeunesse en particulier renoue alors avec la presse réformiste et la soutient. Un des signes de ce rapprochement est le mouvement de protestation des étudiants de l'université de Téhéran (8 juillet 1999) suite à la confiscation du journal réformiste Salâm (voir chapitre 4 partis 3). Cet événement rappelle le mouvement de la protestation populaire lors de la fermeture du journal Âyandégân en 1979, au lendemain de l'installation de la République islamique, et il manifeste 20 ans plus tard la sensibilisation de la population, réalisée par une presse

engagée ainsi que par les échanges idéologiques entre le public et les élites qui ont eu lieu par le biais de cette dernière.

Conclusion Générale

Comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises au long de cette recherche, l'offre de la presse s'inscrit en Iran plutôt dans une logique stratégique que comme réponse à la demande. C'est à dire qu'il n'y a pas de véritable rencontre entre les objectifs que se donne l'offreur et l'intérêt manifesté par le demandeur. De ce fait, nous pourrions constater une sorte d'amenuisement de l'effet de la presse sur son public au fur et mesure que le décalage grandit entre la logique de l'offre et l'évolution de la demande.

L'apparition au milieu du XIXe siècle d'une presse étatique à la recherche de prestige, sous une monarchie absolue et dans une société fortement hiérarchisée, avait contribué à une division sociale nouvelle. Elle était aussi à l'origine de l'émergence des nouvelles valeurs politiques et sociales. L'effet sans doute le plus remarquable de cette presse, avec par ailleurs la création des écoles, a été la métamorphose de la société iranienne, passant d'un état d'inertie à une situation caractérisée par la politisation des masses et par le développement chez elles d'un esprit de contestation et de combativité.

De fait, le style sophistiqué de la rédaction des journaux étatiques et leur langage exagérément flatteur envers le pouvoir ne répondaient plus à l'exigence d'une société qui changeait progressivement de structure. En sens inverse, les journaux indépendants qui seront publiés par l'intelligentsia moderniste parviendront progressivement à s'adapter à la population hétérogène et multiculturelle iranienne. Cette presse prendra petit à petit du poids et parviendra même à s'introduire dans l'espace public traditionnel. Ainsi, la presse indépendante vient occuper sa véritable place de moyen d'information et de sensibilisation du public. Un public désireux d'obtenir de vraies informations et le flux important des informations ont mis l'Etat dans l'incapacité d'appliquer une censure efficace envers cette presse, qui pouvait désormais être considérée par la population comme un contrepoids vis à vis d'un pouvoir absolutiste. Cette presse prendra progressivement une telle importance et une telle force dans la structure politico-sociale de l'Iran qu'elles lui permettront de jouer un rôle principal dans le mouvement constitutionnel et le changement du régime, de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle. En découvrant le rôle prépondérant et indéniable que peut jouer la presse dans les contestations, les gouvernements totalitaires successifs essaieront désormais d'utiliser différentes méthodes pour la maîtriser. Les élites politiques et l'intelligentsia contestataires, pour la plupart des fondateurs de la presse

indépendante et critique, seront marginalisés, sévèrement réprimés et certains parmi les plus rebelles seront même assassinés sur l'ordre de Rézâ shâh -le fondateur de la dynastie Pahlavi- ou ensuite par son fils Mohammad Rézâ shâh (le shâh), quelques années après sa montée sur le trône. Ainsi ces monarques procèdent au détournement de l'usage de la presse, ou opèrent plus précisément des ajustements à son emploi pour la rendre utilisable pour d'autres buts. Ils l'exploiteront pour l'endoctrinement ou pour la dépolitisation de la société. Elle sera utilisée également comme appareil de propagande pour la légitimation du pouvoir en place.

Toutefois, malgré le manque de liberté d'expression et l'absence de presse critique pendant le règne de ces deux monarques de la dynastie Pahlavi, certaines circonstances ont favorisé le développement relatif de la presse, notamment lors des douze premières années du règne du Mohammad Rézâ shâh (il succéda à son père, un monarque fortement dictateur et autoritaire, lorsque ce dernier fut contraint d'abdiquer en septembre 1941, pendant la Seconde Guerre mondiale, peu après l'invasion anglo-soviétique). Le chaos provoqué par la guerre, et une politique relativement libérale adoptée par le jeune roi inexpérimenté pour donner une image démocratique à la monarchie, donnèrent l'occasion aux élites politiques de s'exprimer, après plus de seize années d'oppression. Ces facteurs favorisèrent l'émergence d'un grand nombre de journaux et l'évolution de la société civile.

Dans les chapitres précédents nous avons constaté l'existence d'un lien entre les différents facteurs sociaux et politiques constituant la structure de la société et du système politique et la presse. Nous avons également remarqué que la construction du gouvernement et de la société civile, la culture politique des élites et les mécanismes du système judiciaire et d'arbitrage, sont d'une part influencés l'un par l'autre, et d'autre part forment un ensemble qui influence la structure de la presse. Autrement dit, le développement et la liberté de la presse sont en relation directe avec le développement du système politique, défini essentiellement par la centralisation ou au contraire par la répartition du pouvoir politique. Naturellement, chacun de ces deux systèmes adopte une structure particulière pour la presse, en harmonie et en coordination avec eux-mêmes. Cette étude nous a démontré que l'évolution politique est un processus dans lequel la structure politique, la structure sociale, le comportement et la culture politique des élites tendent à constituer un ensemble harmonieux et équilibré, alors que la concentration des pouvoirs dans les systèmes politiques autoritaires en Iran a provoqué le non-développement de ces facteurs sociaux.

Dans cette recherche, nous avons étudié les facteurs sociopolitiques, essentiellement la forme du pouvoir politique, qui ont favorisé l'émergence de courte durée d'une presse iranienne indépendante, libre et critique au début de l'installation de la République islamique, et puis vingt ans plus tard, l'apparition d'une presse relativement libre, lors de la présidence de Mohammad Khâtami.

Le début de l'instauration de la République islamique, c'est la période de la transition d'une monarchie, ancrée dans la société iranienne, à une république dont on ne connaît pas encore la forme exacte. Le pays traverse alors une période sociopolitique chaotique. Presque tous les courants politiques opposés à la monarchie, qu'ils soient plus ou moins importants, émergent et cherchent à s'introduire dans la vie politique du pays et à se faire une place au sein du pouvoir politique, en séduisant le guide de la Révolution, l'âyatollâh Khomeiny. Khomeiny et ses islamistes, qui n'ont pas encore totalement conquis le pouvoir, voient comme étant de leur propre intérêt de se prêter au jeu et d'offrir aux leaders de ces groupes politiques, y compris ceux dont l'idéologie est complètement différente de l'idéologie islamique, l'illusion que leur participation au pouvoir dans cette république serait possible. Ainsi, l'âyatollâh Khomeiny réussit à mobiliser tous les groupes politiques en sa propre faveur aux fins de renforcer sa mainmise sur le pouvoir. Mehdi Bâzargân (à la fois nationaliste, 'mossaddéghiste' religieux, technocrate et modéré) est désigné par Khomeiny comme premier ministre d'un gouvernement provisoire. Ce rapprochement éphémère des élites politiques avec les Khomeinistes a conduit à l'émergence d'une société civile plus épanouie. La présence des élites de divers groupes politiques est suivie par l'apparition de différents partis et groupements politiques, associations, et d'un très grand nombre de journaux et de publications de toutes idéologies.

Ces élites croient tellement à ce partage à venir du pouvoir que lorsque l'âyatollâh Khomeiny appelle les Iraniens à participer à un référendum pour dire Oui ou Non à une "République islamique" - sans un mot de plus ni un mot de moins -, elles approuvent cette islamisation de la République tout en ignorant le contenu de la nouvelle loi constitutionnelle qui n'est pas encore rédigée, et la progression évidente du régime vers une monopolisation du pouvoir en faveur des Khomeinistes, ceci dans le but de se rapprocher de Khomeiny et d'obtenir de lui certaines faveurs.

Quelques semaines après la mise en place du nouveau régime de la République islamique, des divergences entre les élites politiques se manifestent ; chaque groupe essaie de discréditer et de marginaliser l'autre dans l'espoir de s'approprier un peu plus de

pouvoir. Les islamistes possédant déjà une grande part du pouvoir profitent de cette occasion pour s'emparer entièrement de celui-ci. Quelques mois à peine après l'installation de la République islamique, le régime commence à sévir contre les groupes politiques et leurs journaux. Ainsi, plusieurs journaux accusés d'atteinte à la sécurité nationale, de conspiration et de publication de fausses informations seront saisis.

Nous analysons le développement quantitatif et qualitatif de courte durée qu'a connu la presse de cette époque comme résultat de l'articulation entre trois facteurs sociaux : la fragilité du pouvoir central postrévolutionnaire, la présence des élites politiques et l'ouverture de l'espace public, dans un environnement politico-social chaotique. Nous constatons que les conditions favorables au début de l'installation de la République islamique, qui ont conduit la presse à un développement, et notamment le chaos sociopolitique provoqué par le changement rapide de système politique d'une monarchie autoritaire à une République inconnue jusque-là, ont été presque identiques à celles des premières années du règne du shâh.

On voit deux ans après qu'avec l'installation du régime islamique et l'acquisition d'un pouvoir absolu par les religieux et les islamistes radicaux, le nombre de groupes sociaux qui représentaient et reflétaient les demandes du peuple s'est peu à peu réduit. L'existence d'une telle situation politique réduit aussi la participation de la population aux affaires politiques et sociales du pays. Avec la répression de la société civile par le pouvoir, l'anéantissement de tout groupe situé hors de la sphère du pouvoir, et l'ingérence du régime jusqu'à l'intérieur de la vie privée des gens, la presse s'est trouvée elle aussi mise en marge. Une pression généralisée et prolongée a abouti inexorablement au développement d'un journalisme conservateur et dépendant de l'Etat, politiquement et financièrement (par le biais des subventions).

Le déclenchement de la guerre Iran-Irak a beaucoup aidé les islamistes radicaux à se saisir du pouvoir ; il a considérablement facilité la fermeture des journaux d'opposition, et dans le même temps l'émergence de journaux liés au régime au pouvoir, et il a ainsi contribué à opérer une répression du pluralisme politique et médiatique dans le pays. Au bout du compte, tous les journaux se sont trouvés sous l'emprise idéologique d'un pouvoir islamique concentré. Mohammad Khâtami, alors ministre de la Culture et de l'Orientation islamique dans le gouvernement de Rafsandjâni, promet l'ouverture culturelle et prend certaines mesures afin d'augmenter le nombre de journaux en Iran, mais la croissance quantitative ne va pas se traduire par une véritable polyphonie dans la société. La

mainmise du pouvoir sur la société est tellement forte qu'à la fin de la guerre, les commandants du corps des gardiens de la Révolution 'Sépâhé Passdârân' s'introduisent jusque dans le domaine des médias et de la culture, sous prétexte de défendre le pays dans une autre guerre, appelée la guerre culturelle ou la guerre douce imposée par l'Occident.

Vingt ans après l'instauration de la République islamique, Mohammad Khâtami, candidat à la présidence de la République, présente la presse dans sa campagne présidentielle comme étant les yeux, la langue et les oreilles du peuple, en affirmant que la presse est nécessaire au renforcement de la société civile. Le 23 mai 1997, Khâtami est élu cinquième Président de la République avec une victoire écrasante sur son rival, un conservateur proche du chef suprême, l'ayatollah Khâmenei. Un nouveau discours débute alors dans l'histoire politique de l'Iran. Le discours de "la construction" de son prédécesseur, Hachemi Rafsandjâni, laisse place au discours de "la démocratie de la société civile". Le gouvernement de Khâtami reconnaît le droit du peuple à la différence de pensée et d'expression. La radio et la télévision étant contrôlées par le chef suprême et les conservateurs, les journaux reflètent alors cette variété idéologique, et chacun d'entre eux, avec son propre angle de vue, adopte une position critique envers le régime. La presse fait connaître au peuple ses droits et devoirs sociaux, et prépare le terrain pour la concurrence des idées en vue du développement social. Deux ans après son élection à la présidence de la République, le nombre de journaux s'élève à 850 avec un tirage total de plus de deux millions d'exemplaires.

Après l'élection de Mohammad Khâtami, le régime se rend compte aussi du fait que les slogans du religieux réformiste en faveur d'un dialogue avec le monde et en faveur du respect des droits civiques pourraient alléger la pression internationale sur l'Iran, tout en calmant l'opposition interne. Le régime cherche à renforcer, grâce à Khâtami, une légitimité fortement érodée. La popularité grandissante de Khâtami et son influence sociale obligent les autres centres du pouvoir à l'accepter comme pilier du pouvoir, mais une divergence idéologique s'établit entre la politique de l'administration de Khâtami et celle de l'âyatollâh Ali Khamenei, guide suprême iranien, et crée des tensions entre eux. Ainsi deux ans plus tard, lorsque le peuple devient plus exigeant et tient tête au régime, les dirigeants conservateurs se sentent menacés, et avec l'aide du Corps des gardiens de la révolution et des forces de l'ordre, ils vont priver le peuple une nouvelle fois de l'espace que l'administration des réformistes lui avait réservé.

Nous constatons que la presse iranienne doit son développement pendant les deux premières années du mandat présidentiel de Khâdami à la répartition, bien que limitée et relative, du pouvoir politique à cette période, tandis que dans les deux périodes précédemment citées, les premières années du règne du shâh et le début de l'instauration de la République islamique, le développement quantitatif et qualitatif de la presse était plutôt la conséquence de la situation politico-sociale chaotique dans laquelle le pays se trouvait, après un changement fondamental du régime politique : les nouveaux régimes fraîchement établis n'avaient pas encore complètement le pouvoir en main et le pays se trouvait de ce fait en présence de différents groupes sur la scène politique.

Bibliographie

- Arâsteh Rézâ ,Education and social in Iran, Ed. J. Brill, Leiden 1962
- Bongrand Michel, Le Marketing politique, Paris, Ed.Presses universitaires de France, 1993.
- Braud Philippe, science politique, Ed. PUF,1986.
- Caruchet William, *Khomeiny, le janissaire de l'islam*, Ed. Saurat, Paris, 1987.
- Castells Manuel ,Communication et pouvoir , (Communication power, Oxford University Press 2009).Traduit de l'anglais par Dr Margaret Rigaud- Drayton ,Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris 2013.
- Chafiq Chahla, Le Nouvel Homme Islamiste- la prison politique en Iran, Ed. Du Félin , 2002.
- Chomsky Noam &McChesney ,Propagande, médias et démocratie , Traduit de l'anglais par Liria Arcal et Lous de Bellefeuille Ed. Ecosociété, Montréal(Québec),2004.
- De La Brosse Renaud, Le rôle de la presse écrite dans la transition démocratique en Afrique, Thèse de doctorat, Bordeaux 3. 1999
- De La Haye Yves , *Journalisme mode d'emploi*, Les éditions littéraires et linguistiques de l'Université De Grenoble III, 1985
- Derville Grégory, Le pouvoir des médias, Mythes et réalités,Ed. Presses Universitaires de grenoble pug 2^{ème} édition 2005
- Djalili Mohammad- Reza, Iran : l'illusion réformiste, Ed. Presses de Sciences Po, 2001.
- Domenach Jean-Marie, La Propagande politique, Paris : Presses universitaires de France, 1979.
- Duverger Maurice, Les partis politiques, Ed. Armand Colin, Paris 1967.
- Enayat H, Modern Islamic Political, Thought London, 1982.
- Geng J.M ,Information Mystification, Ed. Epi, Paris, 1937.

- Ghaffari-Farhangi, Communications traditionnelles et mouvements révolutionnaires en Iran, Thèse de doctorat de Paris VII Jussieu 1991.
- Huntington S. P, Political Order in Changing Societies, New Haven Yale University Press, 1969.
- Huyghe François Bernard, *Maîtres du faire croire. De la propagande à l'influence* 2008.
- Jafarzade Alireza, The Iran threat: President Ahmadinejad and the Coming Nuclear Crisis, Ed.paperback- Bargain Price, 2008.
- Jams Bill, The politics of Iran; Group, Classes and Modernization, Ed.Merrill. Publishing Co., 1972.
- Jullian Marcel, La télévision libre , Ed. Gallimard, Paris 1981.
- Kevorkian, A.M. et Siere, J.P, Les Jardins du désir, Sept siècles de peinture persane. Ed. Phébus, Paris, 1983.
- Khosrokhavar Farhad, *L'Islamisme et la mort : le martyr révolutionnaire en Iran*, éd. L'Harmattan, 1995.
- Khosrokhavar Farhad, *L'Utopie sacrifiée : sociologie de la révolution iranienne*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1993.
- Khosrokhavar Farhad et Roy Olivier , *Iran comment sortir d'une révolution religieuse* , Ed. Seuil,1999.
- Khosrokhavar Farhad, *L'Islam des jeunes*, éd. Flammarion, Paris, 1997.
- Kotobi M et B. Simon ,Khomeiny, Pour un gouvernement islamique, Ed. Fayolle Paris 1979.
- Kyânvar Mohamed Ali ,Média et mouvements sociaux en Iran au vingtième siècle, Thèse de doctorat. Université Stendhal- Grenoble III 1992.
- Lawrence B. defenders of God ; the Fundamentalist Revolt Against the Modern Age, Ed. University of South Carolina Press, 1995.
- Lempen Blaise , *Information et pouvoir, essai sur le sens de l'information et son enjeu politique*, Ed. L'Age d'Homme, Lausanne 1980.

- Lerner Daniel ,The Passing of Traditional Society Society: Modernizing the Middle East , Ed. Free Press, 1956.
- Liazeau Claude, *L'islam de l'Occident*, Paris Ed. Arcantése, 1989.
- Luizard Pierre-Jean, Histoire politique du clergé chiite : XVIIIe-XXIe siècle ,Ed . Fayard, 2014.
- Mahmood M, The Political System of the Islamic Republic of Iran,Ed. Kalpaz, 2006 .
- Mattelart Armand, La communication- mode, Ed. La Découverte, Paris, 1992.
- Meyriat jean, « Information VS Communication ? » dans L'espace social de la communication: concepts et théories, Retz – CNRS 1985.
- Miller W G, Political Organization in Iran: Form Dowreh to Political Party, Middle East Journal, vol. 23, 1969.
- Molajani Akbar, Sociologie politique de la Révolution iranienne de 1979, Ed. Le Harmattan, Paris 1999.
- Nahavandi Firouzeh , Aux sources de la révolution Iranienne, .Ed ; Le Harmattan 1988.
- Nietzsche Friedrich, La Volonté de puissance (tome II) traduit par Geneviève Bianquis, Ed. Gallimard, 1995.
- Nikki R. Keddie, Modern Iran, Roots and Results of Revolution, new Haven , Yale University Press, 2003.
- Noam. Chomsky & Robert W.Mc Chesney, Propagande, médias et démocratie, Ed .écosociété Montréal 2002.
- Noun Jamel, *L'information et le pouvoir dans les pays arabes du Golfe*, Thèse de doctorat, Université Stendhal –Grenoble III, 1992.
- Noun Jamel, *L'information et le pouvoir dans les pays arabes du Golfe*, Thèse de doctorat. Université Stendhal –Grenoble III, 1992.
- Nye Joseph, Bound to Lead: The Changing Nature of American Power 1990.

- Park. Robert, *Le journaliste et le sociologue*, Ed. Seuil Presses de Sciences Po, 2008.
- Parvaneh Chahnaz, *La femme iranienne : Tirailée entre la Tradition, la Modernité et la Postmodernité*, Ed. Le Harmattan 2014.
- Quere Louis, *Des miroirs équivoques*, Ed. Aubier, série RES Babel 1982.
- Richard Yann, *L'islam Chi'ite, croyances et idéologies*, Ed. Fayard, 1991(réédité en 2003).
- Rigaud Jacques, *Médias, pouvoir et démocratie*, Colloque international, Paris 15, 16, 17 mai 1987
- Sattari Soheila, *Zivilgesellschaften im Iran: Dr. Mossadeghs Thesen und Errungenschaften*, (Pensées et approches de Mossadegh pour la société civile) Hamburg 2010. Résumé du livre traduit par l'auteur sur sit Gouya
- Schaal Jean-François, *Le Pouvoir*, Ed. Ellipses, Paris, 1994.
- Servan- Schreiber jean –Louis, *Le pouvoir d'informer* , Ed. Robert Laffont,1972.
- Tellier, Frédéric, *L'heure de l'Iran*, Edition Ellipses, Paris 2005.
- Tezner Nicolas, *la société dépolitisée*, Paris, éd .PUF, 1990
- Volkoff Vladimir, *La Désinformation arme de guerre*, Ed. L'Âge d'Homme, 1986.
- Yakemtchouk Romain, *L'Iran face aux puissances*, Ed . L'Harmattan 2007.

Ouvrages en persan

- Âdamiyat Fereydoun, Andichéyé Taraghi va Hokoumaté Ghanoun, (La pensée du progrès et le gouvernement de la loi) Ed. Kharazmi, Téhéran 1972.
- Ahrar Ahmad, Do gharn Farâz va Nashibé Matbouât va Siassat dar Iran, Two Centuries of Highs & Lows in Iran's Media & Politics' Ed. Ketab Corp. Los Angeles U.S.A 2009.
- Amir-Ahmad Houshang, *Iran baad az Enghélâb*, (L'Iran post-révolutionnaire), Ed. Bâz, 2006.
- Arendt Hannah, *Totalitarisme*, traduit par Salessi, M. Ed. Salesse Téhéran, 2011.
- Ariyanpour Yahyâ , *De Sabâ au Nimâ*, (Az Sabâ tâ Nimâ) ,Ed. Zafar,1993.

- Assadi A ,Naghché Rassaneh-ha dar Pochtibanié Tosséyé Farhanghi Iran, Ed. Pajouhechkadéyé Oloumeh Ertebati va Tosséyé Iran, Téhéran 1976.
- Bachiriyé H. Les racines sociales de la dictature et le développement, (Richéhayé Edjtemaïé Dictatori Va Tosséé), Ed. l'université de Téhéran,1989.
- Bachrié Hossein, Obstacles au développement politique en Iran,(Mavané Tosséyéyé Siassi Dar Iran),Ed. Gâneh No, Téhéran 2009.
- Bahar - Malek-o- Choarâ ,Tarikhé Ahzâbé Siassié Iran, (L'histoire des partis politiques en Iran) Ed. Amir-Kabir Téhéran, vol. 1997.
- Bahrapour Chaabânali, Matbouat dar doré éslâhât, (La presse lors des réformes) Ed. Markazé tahghighâté réssané, Téhéran ,2003.
- Barrington Moore, Richéhayé Edjtemaïé Dictatori va Toséé, (Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World) Traduit par Bachiriyé H, Ed. Markaz nachreh Danéchgah 2006.
- Bashiriyé Hossein, Les leçons de la démocratie pour tous, (darshayé démocrassi barayé hameh) Ed. Négahé Moâsser ,Téhéran 2002 .
- Bijani Maryam ,La pensée de liberté de la presse, (Fekré Azadié Matbouat) Ed.Centre des études et recherches médiatique du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique, 2005.
- Chirazi Asghar, Nézamé Hokoumatié Djomhourié Eslamié Iran, (Le régime de la République islamique d'Iran) Ed. Tchechmandaz Paris, 2009.
- Djafari M, Paris et la révolution iranienne de la liberté à la tyrannie, Ed. Barzavand, Allemagne 2005.
- Djafari M, Rencontre de deux lignes, Ed. Barzavand, Allemagne 2005.
- Djafari M. 'La prise d' otages' et les héritiers de la Révolution' éd Barzavand 2007 Allemagne
- Djavânwardi Yousof, le pseudonyme de l'auteur, Tasskhiré Keyhân, (La conquête de Keyhân), Ed .Tarikhe Moaser , Téhéran 1981.
- Ghassèmi F, Târikh Matbouâteh Iran, (Histoire de la presse en Iran) Ed. Sanieh, 2011.

- Ghazi Zadeh Kâzem, Pensée Jurisprudence, et la politique de l'Imam Khomeiny, Ed. Centre des études stratégiques de la Présidence de la République Téhéran
- Hashémi-Rafssandjani A, Obour az bohran, (Traverser la crise) Ed. Office de l'éducation et des publications de la Révolution islamique , Téhéran 1386.
- Hssan D , Fascisme et la dictature , Ed. Agah Téhéran, 1980
- Jaafari Mehrnouche, Rahbord va toséyé matbouat, (Stratégie du développement de la presse) Ed. Dastân 2005.
- Kasravi Ahmad, Tarikhé Machrouté Iran, Ed. Amir-Kabir, 16^{ème} édition, Téhéran 1984,vol.I
- Katouzian Homyoun, *Les concepts politiques et économiques d'Iran*, Ed. Markaz, 1993.
- Kâtouzian Mohammad-Ali, *Neuf articles sur la sociologie historique de l'Iran*, (noh maghâleh dar moredé Jâmééchenâssi târikhié iran) Ed. Markaz, 2004.
- Khaniki, H, Avaméleh Edjtémaï Tosséé nayaftégui Matbouâté Iran (Les facteurs sociaux dans le non développement de la presse en Iran) thèse Université Allameh Téhéran 1994.
- Khâtami Mohammad, l'article intitulé, Néssbaté Dine va DjâméyéMadani (Relation entre la religion et la société civile), dans le livre intitulé Djâméyé Madani (La société civile) Ed. Zékr Téhéran ,1999.
- Khâtami Mohammad, Relation entre la religion et la société civile, Ed. Zekre ,1999.
- Khomeiny Rouhollâh, Sahifé Nour, (les discours, les lettres et les messages de l'Imam Khomeiny) Ed. Institut de l'Imam Khomeiny vol. 10
- Khomeiny Seyed Rouhollah, Sahifeh Nour, (Ecritures de lumière) , Ed. Institut de l'Imam Khomeiny, volumes 22
- Marefat, Mohammad-Hadi, Djâméyé Madani, (Société civile) .Ed Tamhid. Téhéran.

- Mashayekh Nassir. , Djarayem va Takhalofaté Matbouat dar Nazarié va Amal, (les délits et les sanctions de la presse en théorie et en action) Ed. Markazé Motaléaté Réssané, Téhéran 2010.
- Mehdizadeh S.Mohammad, Extrait des articles Premier ,2^{ème} et 3^{ème} séminaire sur la presse en Iran, (Tchékideh Maghâlât) Ed. Markazé Tahghighaté Resaneh Téhéran 2012.
- Milâni Abbas, Dolat va jamééyé madani, (Le gouvernement et la société civile) Ed. Akhtarâ, Téhéran 2005.
- Mohsenian-Rad M, Payâm Avarân-é Matbouât-é Iran (les messagers de la presse iranienne).Ed. Ressaneh 1993.
- Mohssenian Rad Mehdi, Enghélab Matbouat va Arzeshha, (La Révolution, la presse et les valeurs), Ed. le Ministère de la Culture et Orientation 1996.
- Motaghi, mohsen, Rochanfekrane dini va jame madani, Ed.Zekre ,1999.
- Motamed- Nejad Kazem, Hoghoughé Hérféï Rouznamehnegaran, (le droit professionnel de journaliste) vol.1&2 Ed. Markazé Motaléaté Réssané Téhéran 2010.
- Motamed Nejad K, Hoghoughé Matbouat, (le droit de la presse) Ed. Markazé Motaléaté Réssané Téhéran 2007.
- Motamed Nejad Kazem, Information et Pouvoir en Iran, Annuaire du Tiers Monde, 1979, Berger-Levrault avec le concours du CNRS
- Motamed Nejad Kâzém, Vasâéleh Ertebâte Djami'(Les médias) Ed. Université d'Allâmeh, Téhéran, 1991, Vol I.
- Motamednejad Kazem et Motamednejad Roya, Hoghoughéh hérféiyé rouznamenégaran,(Les droits professionnels des journalistes) Ed. Markazé motaleaét réssaneh, Téhéran 2008.
- Movlânâ Hamid, Seyré Ertébâtâte Edjtemâï dar Iran, (Histoire des Sciences de communication sociale en Iran),Ed. Faculté des sciences de la communication sociale, Téhéran 1979.

- Nabi Ahmad Seyyed Gholam, *'Târikhé va Tahavol Rouznâmé négâri dar Iran'* (L'histoire et l'évolution du journalisme en Iran), Ed Markazé motaleaét réssaneh, 2003.
- Nâmvar Ali-Reza , zohour va ofoulé avaline jamééhayé madani, (L'apparition et le déclin des premières sociétés civiles') Ed . Université de Téhéran 1993.
- Nasir Mashâyekh, Délits de la presse, en théorie et en pratique, Bureau pour les études et planning du média, Ed. Ministère de la Culture et de l'Orientation
- Nik-Gohar Abdol-Hossein .La sociologie de Marx Weber, traduit. Ed. Niâkân, Téhéran, 1983
- Sadr Hâchemi Mohammad, Tarikh Jarayed va Madjalaté Iran (L'histoire des journaux et des revues en Iran) Ed. Kamâl-Ispahan 1984, volume 2
- Safari Mohammad-Ali, Ghalam va Siâssat, (La plume et la politique) Ed. Nâmak, Téhéran 1994, vol. 3
- Sâzmâné Modjâhédiné Khalgh, peydâi tâ Fardjâm (L'organisation des Modjahédins du Peuple, de la genèse à la fin) , Un groupe d'écrivain, Ed. Moasésséyé Motaléat va Pajouhéche hâyé siassi, Vol.II, Partie 3 Téhéran ,2006.
- Shahidi H, rozname neghari dar iran (Le Journalisme en Iran) , en Ling . 2014 2005 <https://www.tribunezamaneh.com/archives/3128>
- Sohofi M, resanhe va takasorgaray, (les médias et pluralisme), Ed. shamsa, 2007
- Téhranian Madjid, *Sakht va naghcheh résanéha*, (Structure et rôle des médias) Ed. Soroush, Téhéran 1985
- Toffler Alvin '*Choc du future*' Traduit par Kâmârâni Héshmatollah, Ed. Khârazmi, Téhéran 1993.
- Wilber Donald D.N," Reza Chah Pahlavi", The resurrection and the reconstruction of Iran, U.S.A. 1975
- Yazdi Ebrahim, shacte sale moghvemat va paydari, (60 ans de résistance et de patience), Ed.neday Azadi 2013
- Youséfi -Echkévari Hassan, Dar Takâpouyé Âzâdi, (Dans la lutte pour la liberté) Ed. Ghalam, Téhéran 2000, Vol II

- Zare Shahmorsi Parviz, *Târikhé Zabân Torki darÂzarbaïdjan*, (Le statut de la langue turque en Azarbïdjân) Ed, Akhtar Tabriz, 2005.

Articles

- Alamdâri Kâzèm. Article intitulé, *Kârkardé jâméeyé madani dar javâméé démocratique*, (Le fonctionnement de la société civile dans les sociétés démocratiques), le magazine *Farhangué Tosséé*, no 28.1997.
- Aliâbâdi Guiti, *Goftémâné Enghélâbé Eslami va Goftémâné Entékhâbâti*, (discours sur la révolution islamique et l'élection), Extraits de discours de Khâtami en diverses occasions, la revue *Réssâneh* no 77,2009.
- Askarilleh Mahmoud, *l'ancien chef du conseil islamique de Keyhân*, Article publié sur le site Internet *Târikhé Irani*, juillet 2012.
- Badî Minou, la journaliste licenciée de Keyhân, Article publié sur le site Internet : *Târikhé Irani (Histoire iranienne)*, juillet 2012.
- Bahrâmpour Chabânali, *Gheyr Sâzi dar Nashriât Hezbi*, Ed.Centre de recherches des médias, 2005.
- Bourghânié Farahani Ahmad, Elal va assbabé Tosséeyé Matbouât passaz dovomé Khordâd,(Le développement de la presse après le 2 Khordâd) article publié dans l'extrait du 3^{ème} séminaire sur les problèmes de la presse iranienne , Ed. Daftaré Motaléat Réssané ha, 2012.
- Cahiers internationaux de sociologie 2001/2n° 111, p. 291-317.DO 10.3917/cis.111.0291
- Chafiq Chahla, *Simone de Beauvoir et l'islamisme. L'expérience iranienne*, *Les Temps Modernes* 1/ 2008 (n° 647-648), p. 265-285.
- Chaliand Gérard, *La persuasion de masse*, Article présenté par Maurice Prestat, *De la guerre psychologique à la guerre médiatique*, Ed. Robert Laffont, Paris 1992.
- Chodjouni Djaafar, entretien avec agence de presse ILNA, le 3 janvier, 2011.
- Delfani, Mohamad, *L'école théologique des Chiites à Najaf en Irak et la question de L'Etat moderne en Iran (1919-1925)* *Eur Orient* No 11, 2002.

- Devictor Agnès, Du cadavre au martyr La représentation de la mort des combattants dans la presse iranienne lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988) , Questions de communication 2/ 2011.
- Forghâni Mohammad-Ali, réssânéha va jâmééyé madani ;naghch va kârkardhayé motéghâbel,(Les médias et la société civile ;la réciprocité du rôle et du fonctionnement) Fârs news 02 Fév. 2003.
- Fozi Yahya, Les Fondamentaux intellectuels des groupes politiques islamistes en Iran avant la révolution, La revue trimestrielle des Etudes de la Révolution islamique 5^{ème} année, no 14 été 2009.
- Ghâssemi Yar Mohammad, Rabétéyé dolat va jamééyé madani dar Iran az manzaré jaméé chenassi Tarikhi, (Le rapport du gouvernement et la société civile en Iran au point de vue de la sociologie historique'), trimestrielle de la science sociale, 7^{ème} année, Université Ferdossi.
- Khosrokhavar Farhad, L'Iran, la démocratie et la nouvelle citoyenneté,
- Magasine, Porsséçh , (L'interogation) n° I Téhéran 1385 Août 2006 .
- Maréfat Hâdi.Article intitulé, Matbouât, dolat va nahâdhâyé Madani, (La presse, le gouvernement et les institutions civiles), Le deuxième séminaire de la presse iranienne 1999.
- Marzbân .F, Djangué Ghalam boud va Sarneïzeh,(C'était la guerre entre la plume et la baïonnette), article no 2, publié sur la site internet ' Peyké Iran'
- Marzbân F. article no 3
- MC Crone D. & Crudde C. Toward a Communication Theory of Democratic Political Development: A Casual Model, American Political Science Review , March 1967.
- Mohammadi Madjid, Moghadameï bar jâméé madanié Iran, (Une introduction à la société civile en Iran) conférence sur le site Tavâna. Avril 2011.
- Qoreishi Kaveh, 112 ans de la presse à Kurdistan, sit Rouz, 21 avril 2010.
- Razavi-Zadeh Nouredin, Tahlilé mohtavayé nachriyaté sarasari,(Analyse de contenu des journaux nationaux), magazine trimestriel Réssané Téhéran 1980.

- Saharkhiz Issa, *La presse d'Iran* ; le visage pénible et sanglant du quatrième pilier de la République, Rozname Etemad 20 avril 2006.
- Saïd Hajjarian, Politisation des forces armées, article publié dans Akhbaré Rouze 11 Juillet 2006.
- Schudson Michael, The news media as political institution, *Annual Review of Political Science* Vol.5
- Sepehr Massoud, dajyagh matbouat dar tahaghoghé djaméyé madanié irani ,(La place de la presse dans la réalisation de l'espace publique iranien) , l'extrait des articles du deuxième séminaire sur la presse, Ed. makazé Motaleaté Ressaneh Téhéran 2012.
- Tâleï Javâd , Matbouâté Iran zir Manguénéyé do Nezâm, (La presse Iranienne sous la pression de deux régimes), Radio Zamane, Fev 2005.
- Tshitssâzé Ghomi Mohammad-Djavâd', Nachriyaté Hozavi va Gofteman Ghaléb, (Les publications de l'école coranique et le discours dominant), Ed. Réssâneh 12^{ème} année No 3 2001.
- TEHRANIAN Madjid, Sakht va naghcheh résanéha (la structure et le rôle des médias) Ed. Soroush, Téhéran, 1985.
- Source des images, WWW.bing.com

Table des matières

INTRODUCTION

1-1 SUJET DE LA RECHERCHE.....	6
1-2 L'ÉLÉMENT MAJEUR DE LA RECHERCHE	10
1-3 L'OBJECTIF DE LA RECHERCHE.....	11
1-4 LES LIMITES DE L'ÉTUDE.....	12
1-5 BRÈVE ÉVOCATION DE QUELQUES THÉORIES AUTOUR DES FACTEURS HISTORIQUES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE IRANIENNE.....	13
1-1-LES MÉDIAS COMME POUVOIR.....	21
1-1-1 CONTRÔLE DES INFORMATIONS DANS LE BUT DE CONSOLIDER LE POUVOIR	25
UTILISATION DU TERME 'GUERRE DOUCE' POUR LE CONTRÔLE DES COMMUNICATIONS :.....	30
SITUATION DE LA PRESSE DANS LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE :	32
1-1-2 LES MÉDIAS COMME UN OUTIL DE LA PROPAGANDE OU DE L'ANTI-PROPAGANDE.....	34
1-1-3 -LA LÉGITIMITÉ	41
LA CRISE DE LÉGITIMÉ.....	45
LA PRESSE ET LA LÉGITIMITÉ SOUS L'ÂYATOLLÂH KHAMENI (GUIDE SUPRÊME).....	47
LE DÉBAT SUR LE VÉLÂYAT-É FAQH.....	48
1-1-4 L'INTÉRÊT COMMERCIAL.....	49
1-2 LE RAPPORT DIRECT ENTRE LE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME POLITIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE.....	51
L'APPARITION DU PREMIER JOURNAL EN PERSAN – KÂGHZEH AKHBÂR.....	64
2-1-1 NÂSSÉREDDINE SHÂHET LA RÉAPPARITION DES JOURNAUX	67
LES PROBLEMES	68
FIN DE VAGHÂYÉ-É -ETTEFÂGHIYEH- APPARITION D'AUTRES JOURNAUX.....	69
LE JOURNAL BILINGUE EN PERSAN-FRANÇAIS VATANNE. (LA PATRIE).....	70
2-1-1-1 LA PRESSE IRANIENNE EN EXIL.....	73
2-1-1-2 LES CHAB-NAMEHS, CES JOURNAUX CLANDESTINS	78
2-2 DEUXIÈME PÉRIODE - LA PÉRIODE CONSTITUTIONNELLE.....	79
LE RÔLE DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE LA RUSSIE DANS LE MOUVEMENT CONSTITUTIONNALISTE .	85
2-2-1 MOHAMMAD-ALI-SHÂH ET L'OPPOSITION AU RÉGIME CONSTITUTIONNEL.....	86
2-2-2 LA PRESSE DE L'ÈRE CONSTITUTIONNELLE.....	89
LA DESTITUTION DE MOHAMMAD ALI SHÂH EN 1909	96
2-2-3 AHMAD SHÂH – LA FIN DE LA DYNASTIE QÂDJÂR.....	96
LE PREMIER JOURNAL POUR LES FEMMES : 'DANÉCHE' (LA CONNAISSANCE)	98
2-3 TROISIÈME PÉRIODE - LA PÉRIODE DE RÉZÂ SHÂH PAHLAVI	98
2-4 QUATRIÈME PÉRIODE.....	102
2-4-1 LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET L'EXPANSION DE LA PRESSE DE 1941 À 1953.....	104
2-4-1-1 L'IMPORTANCE DES MOUVEMENTS DE GAUCHE.....	105
2-4-1-2 LE FRONT POPULAIRE DE MOSSADÉGH	108
2-4-1-3 LA DROITE NATIONALISTE ET L'EXTRÊME DROITE.....	110
2-4-1-4 LES PARTICULARITÉS DE LA PRESSE	110
2-5 CINQUIÈME PÉRIODE (POST MOSSADEGH)	111
2-5-1 L'INDUSTRIALISATION ET LA NORMALISATION DE LA PRESSE	112
2-5-1-1 LA DÉPOLITISATION.....	114
2-5-1-2 CONCENTRATION DE LA PRESSE.....	117
2-5-2 LA PRESSE IRANIENNE AU SEUIL DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE (1979)	124
CHÂPOUR BAKHTIÂR REMPLACE LE GÉNÉRAL AZHÂRI	129
LE SILENCE DE LA PRESSE À PROPOS DE SON ACCORD AVEC BAKHTIAR.....	131

2-5-2-1 LES MOYENS DE COMMUNICATION UTILISÉS PAR KHOMEINY AVANT LA VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION	133
3-1-LA PRESSE APRÈS LE DÉPART DU SHÂH – 45 JOURS AVANT LA VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION.....	137
3-2- CONTENU DES JOURNAUX AU COURS DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DE LA RÉVOLUTION	142
3-3 LA HAUSSE DES PUBLICATIONS DE GAUCHE ET SES ORIGINES.....	149
3-4 LE JOURNAL KEYHÂN (L'UNIVERS).....	150
3-4- 1 KEYHÂN APRÈS LA VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION	153
3-4-1-1 LICENCIEMENT DE 20 JOURNALISTES PAR LE CONSEIL ISLAMIQUE	155
TENTATIVE D'ASSASSINAT DU DIRECTEUR DE KEYHÂN.....	159
CHANGEMENT DE DIRECTION - KEYHÂN PROVISOIEMENT AUX MAINS DES NATIONALISTES.....	160
3-4-2 KEYHÂN AUX MAINS DU PARTI RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE	161
3-4-3--DÉBUT D'UNE ACCALMIE À KEYHÂN DEUX ANS APRÈS LA RÉVOLUTION	162
CONCLUSION	163
1 -LES DÉTENTEURS DU POUVOIR ET LEUR INFLUENCE SUR LA PRESSE	167
SITUATION DES MEDIAS ÉCRITS	169
1-1 L'ÂYATOLLÂH KHOMEINY	172
1-1-1- L'IMPACT DE L'ÂYATOLLÂH KHOMEINY SUR LA PRESSE.....	175
1-1-2 FORMATION DES CONSEILS ISLAMIQUES	177
1-1-3 LE QUOTIDIEN ÂYANDÉGÂN (LA GÉNÉRATION FUTURE) CRITIQUÉ PAR KHOMEINY	179
1-1-4 CONFISCATION DE KEYHÂN ET ETÉLÂÂT, DEUX GRANDS GROUPES DE PRESSE	184
1-1-5 L'ÂYATOLLÂH KHOMEINY, LA RADIO ET LA TÉLÉVISION	186
1-2 LE CONSEIL DE LA RÉVOLUTION	188
- LA PRESSE ET LE CONSEIL DE LA RÉVOLUTION	190
1-3 LE PARTI DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE (PRI)	190
- LA PRESSE CRITIQUÉE PAR LE PRI, PARTI DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE	193
- APPARITION DU JOURNAL " DJOMHOURI ESLAMI "	195
- LES GROUPES DE PRESSION.....	196
1-4 LES TRIBUNAUX DE LA RÉVOLUTION	198
- PREMIER DÉCRET POSTRÉVOLUTIONNAIRE SUR LA SUSPENSION DES JOURNAUX.....	203
- LE POUVOIR DES ORGANISATIONS PARAMILITAIRES	204
1-5 L'INFLUENCE DES GOUVERNEMENTS POSTRÉVOLUTIONNAIRES SUR LA PRESSE	205
1-5-1 LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE	206
- LE PREMIER CODE DE LA PRESSE.....	208
1-5-2 LE GOUVERNEMENT DE BANISSADR	214
- LA RÉVOLUTION CULTURELLE ET LES UNIVERSITÉS.....	219
- ALTERCATION AVEC LE SERVICE DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION	222
- INTERDICTION DES JOURNAUX DES PARTIS POLITIQUES	223
- LE QUOTIDIEN ENQÉLÂB ESLÂMI (APPARTENANT À BANIS SADR).....	229
- LE JOURNAL MARDOM (PARTI TOUDEH)	230
LE JOURNAL ARMÂNÉ MELLAT (NATIONALISTE).....	230
- L'HEBDOMADAIRE JEBHÉ MÉLLI (FRONT NATIONAL)	231
- DESTITUTION DE BANISSADR.....	232
1-5-3 LE GOUVERNEMENT DE RAJAÏ.....	235
1-6 LES MILICES ET LA PRESSE PENDANT LES TROIS PREMIERS GOUVERNEMENTS DE LA RÉVOLUTION. 236	
1-7 LE CONTRÔLE DE LA PRESSE	241
1-7-1 LE CONTRÔLE EXTRALÉGAL DE LA PRESSE	242
1-7-2. LE CONTRÔLE LÉGAL DE LA PRESSE	245
1-7-3. LE CONTRÔLE ILLÉGAL DE LA PRESSE	246

1-7-4 LE CONTRÔLE DE LA PRESSE PAR LA DISTRIBUTION DE POTS-DE-VIN.....	247
L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE.....	248
1-8 LE JOURNALISME AU DÉBUT DE LA RÉVOLUTION.....	249
- LE TIRAGE DES JOURNAUX.....	250
- LE PRIX DE VENTE DES JOURNAUX.....	250
- FRÉQUENCE DES PUBLICATIONS.....	251
- LES SIÈGES.....	251
- NOMBRE DE PAGES.....	251
- LONGÉVITÉ DES JOURNAUX.....	251
- LES DIRECTEURS D'ÉDITION.....	252
-L'AIDE FINANCIÈRE AUX JOURNAUX.....	252
-L'AIDE FINANCIÈRE AU SYNDICAT DES JOURNALISTES.....	253
- INFLUENCE GRANDISSANTE DE LA PRESSE PAR RAPPORT À LA RADIO ET À LA TÉLÉVISION.....	253
CONCLUSION.....	254
SOMMAIRE DES THÉORIES SUR LA CONCENTRATION DES POUVOIRS EN IRAN.....	255
2-1 LES MÉDIAS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE.....	260
2-2 LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE ET LA SOCIÉTÉ CIVILE.....	265
2-2-1 LES GROUPES ET PARTIS NATIONALISTES.....	266
2.2.1.2. LES PARTIS NATIONALISTES.....	267
2-2-1-4- LES ÉTUDIANTS NATIONALISTES.....	271
2-2-1-5- LES GROUPES CULTURELS, ARTISTIQUES ET MÉDIATIQUES.....	272
2-2-3- LES PARTIS ET GROUPES GAUCHISTES.....	273
2.2.3.1.- L'ORGANISATION DES FADÂIANS DU PEUPLE IRANIEN.....	274
2.2.3.4.- LES ÉTUDIANTS GAUCHISTES.....	280
2.2.3.5.- LES ASSOCIATIONS DES FEMMES GAUCHISTES.....	281
2-2-4 LES PARTIS ET LES GROUPES ISLAMISTES.....	284
2.2.4.7.- ÉTUDIANTS ISLAMISTES.....	290
2.2.4.8.- LES ORGANISATIONS ISLAMISTES DES OUVRIERS.....	293
2-2-5 MINORITÉS ETHNIQUES ET RELIGIEUSES.....	294
2.2.5.1.- LES MINORITÉS KURDES.....	295
2.2.5.2. LA MINORITÉ TURQUE.....	297
2-2-6- LE PARADOXE DE LA COEXISTENCE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE ET D'UN GOUVERNEMENT ISLAMIQUE.....	297
LA DÉCADENCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.....	299
2.2.6.1. LA GUERRE.....	299
2.2.6.2. L'ADOPTION DE LA LOI SUR LES PARTIS ET INSTITUTIONS.....	300
CONCLUSION.....	302
3-1 LA CULTURE D'OBÉISSANCE EN IRAN ET SON HISTOIRE.....	303
MÉFIANCE HISTORIQUE ENVERS LE GOUVERNEMENT.....	305
3-2 LE MULTICULTURALISME EN IRAN.....	306
3.2.1- LA CULTURE DE L'ANCIENNE PERSE.....	306
3.2.2. LA CULTURE MODERNISTE ET OCCIDENTALE.....	307
3.2.3. LA CULTURE ISLAMIQUE DEVENUE ISLAMISTE.....	308
3.2.3.1 LES ORGANES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	309
3.2.3.2. MÉCANISMES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	311
3-3 L'INFLUENCE DE LA PRESSE SUR LA SOLIDARITÉ À L'INTÉRIEUR DU PEUPLE AVANT LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE	311
3-4 RÔLE DE LA PRESSE DANS LA SOLIDARITÉ OU LA DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ AUX DE L'INSTAURATION DU RÉGIME	PREMIERS MOIS 313

PARTICIPATION POPULAIRE GÉNÉRALE CONTRE LA FERMETURE D'AYANDEGÂN	315
1-1 LA PRESSE EN PÉRIODE DE GUERRE	317
1-1-1 RÉVISION DU CODE DE LA PRESSE	321
1-1-2 LES CHANGEMENTS MAJEURS DANS LE CODE DE LA PRESSE EN 1985	322
1-1-3 LE DÉLIT DE PRESSE DANS LE CODE DE LA PRESSE DE 1985	324
1-1-4 LA SANCTION DES DÉLITS DE PRESSE	325
1-2-1 LA NAISSANCE DE LA PRESSE CRITIQUE	330
LES JOURNAUX LES PLUS CONSERVATEURS	334
LA POLITIQUE DE RAFSANDJANI VIS-À-VIS DES MAGAZINES CRITIQUES	334
1-2-2 LE GOUVERNEMENT ESSUIE LE FEU DES CRITIQUES	336
1-2-3 COURANTS DE PENSÉE POSTRÉVOLUTIONNAIRES	339
LES MESURES CULTURELLES DE KHÂTAMI	340
1-2-4 L'ENTRÉE DES MILICES DANS LE SECTEUR CULTUREL	341
LES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION S'INGÈRENT DANS LA CULTURE	342
1-2-5 LA PRESSE APRÈS LA DÉMISSION DE KHÂTAMI	343
CONCLUSION	346
LA CLÉ DE LA VICTOIRE DE KHÂTAMI	350
2-1 LES PLANS ET L'ORIENTATION DE KHÂTAMI	351
2-2 LA PRESSE SOUS KHÂTAMI	355
2-2-1 UN JOURNAL PAS COMME LES AUTRES	355
2-2-2 APPARITION DE NOUVEAUX JOURNAUX	358
2.2.2.1 LES JOURNAUX RÉFORMISTES	359
2-2-3 LES TRAITS SAILLANTS DE LA PRESSE EN 1998 ET 2000	363
LA CONDITION DES JOURNALISTES DURANT LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES DU MANDAT DE KHÂTAMI (1997-2000)	369
2-2-4 LA CROISSANCE DE LA PRESSE	370
2-2-4-1 LES ACTIONS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE L'ORIENTATION ISLAMIQUE	370
2-2-4-2 L'AIDE FINANCIÈRE À LA PRESSE SOUS KHÂTAMI	371
2-2-4-3 LE CONTRÔLE DE LA PRESSE	375
2-2-4-4 FORMATION DES ORGANES NON GOUVERNEMENTAUX DE SOUTIEN AUX JOURNALISTES	377
2-2-5-LES CHANGEMENTS DANS LA STRUCTURE POLITIQUE ET SOCIALE	380
CARACTÉRISTIQUES DE LA PRESSE (1998-2000)	385
2-2-6 L'AUTOMNE DE LA PRESSE	386
2-2-6-1 LA DIVERGENCE ENTRE LE GUIDE SUPRÊME ET LE GOUVERNEMENT SUR LE RÔLE DE LA PRESSE - UN REGARD SÉCURITAIRE SUR LA PRESSE	386
2-2-6-2 LA PRESSE CONSIDÉRÉE PAR LE RÉGIME COMME LE BRAS DES RÉFORMISTES	389
LA RÉVISION DU CODE DE LA PRESSE	389
CONTRADICTIONS ENTRE L'ACTION DU RÉGIME ET LA CONSTITUTION	391
REJET DE MEMBRES DU JURY DE LA PRESSE	392
L'AFFAIBLISSEMENT DES UNIONS DE PRESSE	393
DES DIRECTIVES POUR CONTRÔLER LA PRESSE	393
2-2-6-3 L'INTERDICTION DE JOURNAUX SOUS KHÂTAMI	394
2-2-7 L'INFLUENCE DES DÉTENTEURS DU POUVOIR SUR LA PRESSE	397
CONCLUSION	400
DÉVELOPPEMENT POLITIQUE ET SOCIAL	404
ÉLECTION DES CONSEILS DE VILLES ET VILLAGES EN IRAN	404
DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET SCIENTIFIQUE	405
3-1 RÔLE DE LA PRESSE DANS LA FORMATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SOUS KHÂTAMI	405

3-1-1 LA PRESSE ET LA CULTURE DU DIALOGUE	406
3-1-2 LA PRESSE ET LES LIBERTÉS INDIVIDUELLES	406
3-1-3 LES MÉDIAS ET LA PROMOTION DE L'ÉTAT DE DROIT.....	407
3-1-4 LES MÉDIAS ET LA RESPONSABILITÉ DU RÉGIME.....	408
3-2 ASSOCIATIONS NON GOUVERNEMENTALES	408
3-2-1-LES PARTIS ET ASSOCIATIONS POLITIQUES	409
LE CONSEIL DES NATIONALISTES RELIGIEUX D'IRAN	409
LE PARTI ISLAMIQUE DU TRAVAIL	410
LE FRONT DE PARTICIPATION DE L'IRAN ISLAMIQUE	410
LE PARTI DE KÂRGOZÂRAN SÂZANDEGI (LES CADRES DE LA CONSTRUCTION).....	411
LE PARTI MARDOMSÂLÂRI (DÉMOCRATIE)	411
L'ORGANISATION DES MOUDJAHIDINES DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE.....	411
3-2-2 LES ORGANES JURIDIQUES.....	413
3-2-3-LES CONSEILS DE TRAVAILLEURS	414
3-2-4-LES ORGANES CULTURELS ET ARTISTIQUES	415
3-2-5 LES ASSOCIATIONS ESTUDIANTINES	416
3-2-6-LES GROUPES FÉMININS	417
L'ÈRE DE KHÂTAMI	418
CONCLUSION	423
CULTURE POLITIQUE DURANT LA GUERRE ET SOUS RAFSANDJANI.....	424
4 -1 LE GOUVERNEMENT	425
DÉMARCHE EXÉCUTIVE	425
COMPORTEMENT ET DISCOURS SAGES.....	426
CONFIANCE DANS LE PEUPLE	427
4-2 L'ÉMERGENCE DES LEADERS POLITIQUES ET GROUPES DE RÉFÉRENCE	428
- MODIFICATION DES GROUPES DE RÉFÉRENCE	428
- OBÉISSANCE À LA LOI	429
4-3 EFFETS DE LA PRESSE RÉFORMISTE SUR LA CULTURE POLITIQUE POPULAIRE.....	431
- LA PRISE D'ASSAUT DE LA CITÉ UNIVERSITAIRE	432
CONCLUSION	434
CONCLUSION GÉNÉRALE	436
BIBLIOGRAPHIE	442
TABLE DES MATIÈRES	453
QUESTIONNAIRE	459
GLOSSAIRE	473
ANNEXES.....	476

Questionnaire

			Total
Sexe	Homme	52	59
	Femme	7	
Fonction	Éditeur	44	59
	Reporter	15	
Ancienneté dans la fonction	a > 20	55	59
	a < 30		
	a > 31	4	
	a < 35		

Notre méthode de recherche est l'enquête par questionnaire, que nous avons menée auprès des journalistes iraniens travaillant dans six journaux quotidiens nationaux à Téhéran.

Ce questionnaire vise à recueillir des informations pour analyser l'influence des variables (la structure du pouvoir, la société civile, la culture politique des élites et des institutions judiciaires) sur les médias. Les journalistes interrogés ont été sélectionnés parmi ceux qui ont acquis une expérience journalistique au début de la Révolution - pendant le gouvernement provisoire de Mehdi Bâzargân - et également lors de la présidence de Mohammad Khâtimi (19 ans après l'installation de la République Islamique)

Cette enquête a été réalisée au début du mois de mai 2013.

La composition, la taille et la méthode du questionnaire :

Les 59 journalistes interrogés ont été choisis parmi les équipes éditoriales des journaux Hamshahri (journal étatique appartenant à la mairie de Téhéran, semi-conservateur), Chorgh (privé, réformiste, près de douze années d'existence), Ettelâât (sous le contrôle direct du chef suprême, semi-conservateur, sa parution remonte à avant la révolution islamique), Keyhân (sous contrôle direct du chef suprême, conservateur radical, la publication remonte à avant la révolution), Iran (étatique, attaché au ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique, réformiste), et Djomhourîé Eslâmi (privé, organe du Parti de la République Islamique, il a presque 33 ans).

Le questionnaire conçu pour cette étude se composait de 12 questions avec 3 options : d'accord, pas d'accord, et aucun avis. Le questionnaire est formulé sur la base de questions et d'hypothèses qui sont le fondement de cette recherche.

Tableau 1 - La participation politique des institutions et des organisations nongouvernementales (ONG) favorise l'intérêt des gens pour la presse.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	57 96,62%	19,67	37,33	1393,53	70,84
Ils n'y croient	1 1,69%	19,67	-18,67	348,57	17,72
Sans opinion	1 1,69%	19,67	-18,67	348,57	17,72
Total	59	59	0		$\chi^2 : 106,28$
$\chi^2 = 106,28 ; \chi^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$					

Dans ce tableau on note que 96,62% des gens de notre échantillon de journalistes pensent que la participation politique des institutions et des organisations non gouvernementales (ONG) favorise l'intérêt des gens pour la presse. En analysant le test du χ^2 , on accepte le H₂. Le développement qualitatif et quantitatif de la presse est associé au développement de la société civile. Le résultat du test du Khi-deux montre que cette différence est significative à plus de 99% ($\chi^2 = 106,28 ; \chi^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$)

Tableau 2

La diversité des articles ou des sujets abordés dans les journaux était un des indicateurs les plus importants du développement de la presse.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	26 43,9%	19,67	6,33	40,06	2,03
Ils n'y croient	25 42,37%	19,67	5,33	28,40	1,44
Sans opinion	8 13,56%	19,67	-11,67	136,18	6,92
Total	59	59	0		$X^2_{10,39}$
$X^2_{10,39} ; X^2_{(0,99\% \text{ et } df : 2)} = 9,21$					

Dans ce tableau on note que 43,9% des individus de notre échantillon de journalistes pensent que la diversité des articles ou des sujets abordés dans les journaux était un des indicateurs les plus importants du développement de la presse. En analysant le test du X^2 , on accepte le H2

Le développement qualitatif et quantitatif de la presse est associé au développement de la société civile. Le résultat du test du Khi-deux montre que cette différence est significative à plus de : 99% ($X^2_{10,39} ; X^2_{(0,99\% \text{ et } df : 2)} = 9,21$)

Tableau 3

La rencontre entre les diverses tendances politiques est un des facteurs de l'essor de la presse.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	43 72,87%	19,67	23,33	544,28	27,67
Ils n'y croient	12 20,25	19,67	- 7,67	58,82	2,99
Sans opinion	4 6,78	19,67	- 15,67	245,54	12,48
Total	59	59	0		$X^2 : 43,14$
$X^2 = 43,14$ X^2 (0,99% et df : 2) = 9,21					

Dans ce tableau on note que 72,87% des individus de notre échantillon de journalistes pensent que la rencontre entre les diverses tendances politiques est un des facteurs de l'essor de la presse. En analysant le test du X^2 , on accepte le H1

Lorsque le pouvoir a été réparti et que les différents groupes politiques ont été impliqués dans la gestion du pays la presse s'est aussi développée.

Le résultat du test du Khi- deux montre que cette différence est significative à plus de :

$$99\% (X^2 = 43,14 \quad X^2 \text{ (0,99\% et df : 2) = 9,21})$$

Tableau 4

S'occuper de la société civile et suivre son évolution a été un de principaux objectifs de la presse.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	50 84,75%	19,67	30,33	919,90	46,76
Ils n'y croient	2 3,39%	19,67	-17,67	312,22	15,87
Sans opinion	7 11,86%	19,67	-12,67	160,52	8,16
Total	59	59	0		$X^2 : 70,79$
$X^2 = 70,79 > i X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$					

Dans ce tableau on note que 84,75% des individus de notre échantillon de journalistes pensent que s'occuper de la société civile et suivre son évolution a été un de principaux objectifs de la presse. En analysant le test du X^2 , on accepte le H2

Le développement de la société civile est suivi par le développement qualitatif et quantitatif de la presse. Le résultat du test du Khi- deux montre que cette différence est significative à plus de : 99% ($X^2 = 70,79 > i X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$)

Tableau 5

La modification des lois et des règlements relatifs à la presse est un obstacle au développement de la presse.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	37 62,75%	19,67	17,33	300,32	15,29
Ils n'y croient	12 20,31%	19,67	-7,67	58,82	2,99
Sans opinion	10 16,94%	19,67	-9,67	93,50	4,75
Total	59	59	0		$X^2 : 23,03$
$X^2 = 23,03 > X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$					

Dans ce tableau on note que 62,75 % des individus de notre échantillon de journalistes pensent que la modification des lois et des règlements relatifs à la presse est un obstacle au développement de la presse. En analysant le test du X^2 , on accepte le H4

La faiblesse ou l'absence des institutions judiciaires a constitué un obstacle au développement de la presse. Le résultat du test du Khi- deux montre que cette différence est significative à plus de : 99% ($X^2 = 23,03 > X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$)

Tableau 6

La croissance en nombre et en tirage des journaux a été un des indicateurs importants du développement de la presse.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	52 88,14%	19,67	32,33	1045	53,12
Ils n'y croient	2 3,38%	19,67	-17,67	312,22	15,87
Sans opinion	5 8,48%	19,67	-14,67	215,20	10,94
Total	59	59	0		$\chi^2 : 79,93$
$\chi^2 = 79,93$ χ^2 (0,99% et df : 2) = 9,21					

Dans ce tableau on note que 88,14 % des individus de notre échantillon de journalistes pensent que la croissance en nombre et en tirage des journaux a été un des indicateurs importants du développement de la presse.

En analysant le test du χ^2 , on accepte le H2 La présence de différents groupes politiques dans la société civile, avec leurs propres journaux, a joué un rôle important dans le développement de la presse.

Le résultat du test du Khi- deux montre que cette différence est significative à plus de :

$$99\% (\chi^2 = 79,93 \chi^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21)$$

Tableau 7

La formation des associations et des syndicats (étudiants, travailleurs, femmes, etc.) a eu un impact sur le développement qualitatif et quantitatif de la presse.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	50 84,76%	19,67	30,33	919,90	46,76
Ils n'y croient	4 7,49%	19,67	-15,67	245,55	12,48
Sans opinion	5 8,47%	19,67	35,33	1248,20	63,45
Total	59	59	0		$X^2 : 122,69$
$X^2 = 122,69$ $X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$					

Dans ce tableau on note que 84,76 % des individus de notre échantillon de journalistes pensent que la formation des associations et des syndicats (étudiants, travailleurs, femmes, etc) a joué un rôle important dans le développement qualitatif et quantitatif de la presse. En analysant le test du X^2 , on accepte le H1 et 2

L'élargissement de la société civile et le partage du pouvoir entre les différents groupes politiques ont été associés au développement qualitatif et quantitatif de la presse.

Le résultat du test du Khi- deux montre que cette différence est significative à plus de : 99% ($X^2 = 122,69$ $X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$)

Tableau 8

La saisie des journaux et les arrestations de journalistes ont été des indicateurs de l'échec des forces réformistes.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	47 71,19%	19,67	27,33	746,92	37,97
Ils n'y croient	3 5,07%	19,67	-16,67	277,88	14,12
Sans opinion	14 23,74%	19,67	-5,67	32,14	1,63
Total	59	59	0		$X^2 : 53,72$
$X^2 = 53,72$ ($X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$)					

Dans ce tableau on note que 71,19% des individus de notre échantillon de journalistes pensent que la saisie des journaux et les arrestations de journalistes ont été des indicateurs de l'échec des forces réformistes. En analysant le test du X^2 , on accepte le H3 Et H 4

Lorsque le niveau de culture coopérative et de tolérance des élites a augmenté, la presse s'est aussi développée. Par contre l'incompétence et/ou l'absence des institutions judiciaires a été un obstacle au développement de la presse.

Le résultat du test du Khi- deux montre que cette différence est significative à plus de : 99% ($X^2 = 53,72$ ($X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$))

Tableau 9

La divulgation d'informations et la critique dans la presse a été le résultat d'un environnement politique concurrentiel.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	47 79,66%	19,67	27,33	746,92	37,97
Ils n'y croient	9 15,26%	19,67	-10,67	113,84	5,78
Sans opinion	3 5,08%	19,67	-16,67	277,88	14,12
Total	59	59	0		$X^2: 57.87$
$X^2 = 57.87 \quad X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$					

Dans ce tableau on note que 79,66% des individus de notre échantillon de journalistes pensent que la divulgation d'informations et la critique dans la presse a été le résultat d'un environnement politique concurrentiel. En analysant le test du X^2 , on accepte le H3

Lorsque le niveau de culture coopérative et de tolérance des élites a augmenté la presse s'est aussi développée.

Le résultat du test du Khi- deux montre que cette différence est significative à plus de :99% ($X^2 = 57.87 \quad X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$)

Tableau 10

Le journalisme d'analyse et d'interprétation a été l'une des caractéristiques déterminantes de la presse.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	$(O-E)^2$	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	45 73,23%	19,67	25,33	641,60	32,61
Ils n'y croient	11 18,88%	19,67	-8,67	75,16	3,82
Sans opinion	3 5,07	19,67	-16,67	277,88	14,12
Total	59	59	0		$\chi^2 : 50,55$
$\chi^2 = 50,55$ $\chi^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$					

Dans ce tableau on note que 73,23% des individus de notre échantillon de journalistes pensent que le journalisme d'analyse et d'interprétation a été l'une des caractéristiques déterminantes de la presse. En analysant le test du χ^2 , on accepte le H3. Lorsque le niveau de culture coopérative et de tolérance des élites a augmenté la presse s'est aussi développée.

Le résultat du test du Khi- deux montre que cette différence est significative à plus de :99% ($\chi^2 = 50,55$ $\chi^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$)

Tableau 11

La presse écrite est le média le plus important dans l'orientation et le développement idéologique de la société.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	52 88,15%	19,67	32,33	1045,22	53,13
Ils n'y croient	2 3,38%	19,67	-17,67	312,22	15,87
Sans opinion	5 8,47	19,67	-14,67	215,20	10,94
Total	59	59	0		$X^2 : 79,94$
$X^2 = 79,94$ $X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$					

Dans ce tableau on note que 88,15% des individus de notre échantillon de journalistes pensent que la presse écrite est le média le plus important dans l'orientation et le développement idéologique de la société. En analysant le test du X^2 , on accepte le H2. Le développement de la société civile a également conduit au développement quantitatif et qualitatif de la presse.

Le résultat du test du Khi- deux montre que cette différence est significative à plus de : 99% ($X^2 = 79,94$ $X^2 (0,99\% \text{ et } df : 2) = 9,21$)

Tableau 12

L'exaltation et l'avènement politique de la société rend la presse attirante.

Degré d'accord	Résultats O	Effectif théoriques E	(O-E)	(O-E) ²	$\frac{(O-E)^2}{E}$
Ils y croient	34 57,65%	19,67	14,33	205,34	10,43
Ils n'y croient	22 37,27%	19,67	2,33	5,42	0,27
Sans opinion	3 5,08	19,67	-16,67	277,88	14,12
Total	59	59	0		$\chi^2_{2: 24,82}$
$\chi^2 = 24,82$ $\chi^2_{(0,99\% \text{ et } df : 2)} = 9,21$					

Dans ce tableau on note que 57,65% des individus de notre échantillon de journalistes pensent que l'exaltation et l'avènement politique de la société rend la presse attirante. En analysant le test du χ^2 , on accepte le H1

Lorsque le pouvoir a été réparti entre les groupes politiques la presse s'est développée. Le résultat du test du Khi- deux montre que cette différence est significative à plus de : 99% ($\chi^2 = 24,82$ $\chi^2_{(0,99\% \text{ et } df : 2)} = 9,21$)

Les analyses sont basées sur le test du X^2 (prononcez « Khi deux » ou « Khi au carré ») qui fournit une méthode pour déterminer la nature d'une répartition qui peut-être variable discrète ou continue

Il semble, dans notre recherche que le relevé de ces représentations données par les journalistes peuvent nous aider à l'identification des causes qui sous-tendent la dégradation de l'image de la presse écrite

⁵⁰⁸ 1- cette mesure statistique s'appelle le Khi carée et est symbolisée par χ^2 . On l'appelle aussi le Khi deux, le carré de contingence et le Khi carré de Pearson. Cette mesure est manifestement celle qui a eu le succès le plus grand et consiste à rechercher l'existence d'un lien entre les lignes et les colonnes d'un tableau de contingence.

Elle s'applique donc à un tableau croisant deux variables qualitatives. Ce test vise à déterminer si l'on peut raisonnablement rejeter l'hypothèse d'indépendance des lignes et des colonnes de notre tableau. Ce test est très utile pour l'analyse ; notamment quand le nombre de cases est important, et qu'elles peuvent même conduire à une représentation graphique du tableau croisé. Certains points importants sont à prendre en compte quand on interprète le résultat du X^2 :

Le découpage des variables en modalités influe considérablement sur le résultat et peut faire apparaître ou masquer des écarts à l'indépendance.

La valeur du X^2 (et donc du p), est sensible à l'effectif total du tableau : un p inférieur à 5% peut signifier que les effectifs ne sont pas suffisamment importants pour que le lien de dépendance soit statistiquement avéré.

Le résultat du test n'est pas un indicateur de la force du lien entre les deux variables.

Pour cela, on commence par calculer les effectifs qu'on observerait si les lignes et les colonnes étaient parfaitement indépendantes, en tenant notamment compte des contraintes sur les marges du tableau. On obtient ainsi le tableau des effectifs théoriques sous l'hypothèse d'indépendance.

On calcule ensuite les écarts entre les effectifs observés et les effectifs théoriques et on les « standardise » pour qu'ils soient tous positifs et « comparables » : on obtient ainsi le X^2 partiel pour chaque cas du tableau.

La somme de ces X^2 partiels donne la valeur du X^2 pour notre tableau.

A partir de cette valeur et du nombre de degrés de liberté de notre tableau, la statistique nous permet de déduire un p qui n'est autre que la probabilité d'obtenir le tableau croisé observé si nos variables étaient indépendantes. Le tableau suivant donne quelques exemples de valeurs de p que l'on peut obtenir et de l'interprétation qui peut en être faite.

(p) interprétation :

0,7 on ne peut pas rejeter l'hypothèse d'indépendance.

0,15 en toute rigueur, on ne devrait pas rejeter l'hypothèse d'indépendance. Mais il est possible que des effectifs plus importants nous le permettent.

0,05 les variables ne sont pas indépendantes au seuil classique de 5 %

0,0001 L'hypothèse d'indépendance doit être rejetée, il y a un lien entre les deux variables.

0 L'hypothèse d'indépendance est tellement peu probable que le logiciel n'arrive même pas à afficher tous les zéros derrière la virgule.

Ali Zamanifard 'thèses de Doctorat b « La conservation des villes historiques: Une politique de gestion patrimoniale holistique et multidisciplinaire. ».. (Feb 10, 2012) école de Architecture Grenoble .p 310

Glossaire

Ayatollah : titre honorifique d'une "source d'imitation" (*mardja'e taghlid*) de haut rang. L'ayatollah ol ozmâ (grand ayatollah) fait partie de ceux qui sont le plus habilités à être choisis comme sources d'imitation par leurs pairs et par les croyants.

Bassidje : organisation créée juste après la révolution pour lutter contre les contre-révolutionnaires. Intégrée à l'Armée des Pasdaran, elle préserve son identité. Forte de près d'un demi-million de jeunes, elle envoie sur le front durant la guerre contre l'Irak (1980-1988) les volontaires dès l'âge de douze ans. Les jeunes recrues s'appellent Bassidji et se font remarquer par leur esprit de sacrifice.

Comité : quelques mois avant et après la révolution, des groupes d'habitants formés au niveau des quartiers ont pris en main la gestion locale. Après la révolution, ces organisations, souvent autonomes, sont investies par l'Etat. Les comités deviennent progressivement un nouvel instrument de répression aux mains de l'Etat qui en a grandement besoin, la police et les autres instances de répression de l'Ancien Régime étant désorganisées. Dans le langage courant, comité et comité-tchi (agent du comité) ont un sens nettement péjoratif.

Gauchiste : affilié/e à l'une des différentes sensibilités politiques de la gauche, mais il n'y a pas de gauchistes anarchistes en Iran.

Hezbollah : mot à mot "parti de Dieu". L'expression est coranique et symbolise au début de la révolution l'unité du peuple. Elle prend ensuite le sens de fanatique, et dans l'expression hezbollahi (partisan du hezbollah), les gens identifient le partisan intolérant ou l'allié vénal du nouveau pouvoir.

Hosseyn : le troisième imam. Il a souffert le martyre avec ses 72 fidèles à Karbalâ dans une bataille inégale contre l'armée envoyée par le calife omeyyade Yazid. Son martyre est célébré chaque année par les chiites les jours de Tâsou â et d'Achourâ (neuvième et dixième jours du mois de Moharram).Hosseyn, le prince des martyrs (seyyes ol chohadâ), est le parangon de l'assassinat du juste par l'injuste, le cri du désespoir du juste et le témoignage (sens du mot martyre, chahid) de l'illégitimité de l'injustice dans ce monde.

Islam: ensemble des peuples qui professent la religion de l'islam et la civilisation qui les caractérise. L'adjectif "islamique" se rapporte à "islam".

Islamisme : religion musulmane **et** mouvement politique et religieux, l'islamisme, qui prône l'expansion ou le respect de l'islam. L'adjectif "islamiste" se rapporte à "islamisme". Le pouvoir religieux joue sur ces deux tableaux.

Mardja'é taghlid : source d'imitation, hiérarque chiite, docteur de la loi que les fidèles imitent pour les questions religieuses et pratiques. Cette notion et la pratique d'imitation étaient surtout urbaines et n'avaient de sens concret que pour le Bazar et les couches sociales associées. Dans les zones rurales tribales, il y avait seulement la conscience d'une hiérarchie religieuse avant la Révolution Islamique.

Mehdi (mahdi) : le 12^{ème} imam, l'imam du temps, occulté. Sa parousie marquera la fin des temps où il instaurera la justice dans le monde. Il nourrit l'espérance eschatologique des chiites.

Mostakbar : expression coranique signifiant orgueilleux et par extension dans le langage courant, oppresseur. L'expression renvoie à une autre expression coranique *mostaz 'af*, déshérité, qui a pris un sens nouveau, politique, dans la révolution islamique.

Pasdar, pl. pasdaran : mot à mot gardien (de la révolution), membre de l'armée du même nom, fondée en février 1979 pour défendre le pouvoir révolutionnaire face à la contre-révolution.

Peuple : a un sens très large, synonyme de population, et ne se cantonne pas à la couche sociale des défavorisés.

Rahbar : le guide. L'expression sert à désigner Khomeyni. D'autres mots comme imam, âghâ (Monsieur), pichvâ (dirigeant religieux) ont un sens voisin.

Savak : police secrète du régime impérial, connue pour les atrocités qu'elle a commises sur les opposants politiques. Savaki signifie agent de la Savak.

Tâghout : idolâtrie, tyrannie ; expression coranique. Le despotisme est une forme d'idolâtrie puisqu'il contraint l'individu à rendre un culte à un homme ou à un système politique plutôt qu'à Dieu. Dans le langage courant, le mot désigne l'Ancien Régime. Tâghouti, idolâtre, désigne dans le langage courant le partisan aisé du tâghout, le régime impérial.

Towhid : l'unité, l'unicité. L'adjectif towhidi désigne la société qui a recouvré l'unité islamique : l'unité au sein de la communauté islamique, l'union avec la nature et, enfin, avec Dieu. Dans le langage de la charia , la société unitaire (djâmééh yé towhidi) désigne une société islamique unitaire où il n'y aurait plus de différence de classes.

Vélâyaté faghih : la souveraineté des docteurs (doctes) de la loi islamique - ou le gouvernement de juristes islamiques. L'autorité politique revient aux ulémas chiites. L'institution théocratique (l'expression est le titre d'un livre de Khomeyni) est imposée dès la première année de la révolution par l'Assemblée des experts (marjlésé khobréghân), une Assemblée constituante ayant codifié en 1979 la Constitution de la République islamique. Pour les couches populaires, l'expression désigne vaguement le pouvoir de Khomeyni, garant de l'intégrité du mouvement révolutionnaire.

ANNEXES

Annexe n°1(pag309

HISTOIRE DE L'EMPEREUR CYRUS AU PRESIDENT MOHMOUD AHMADINEJAD2005

Les grands événements qui ont façonné l'Iran

VIe siècle av. J-C L'apogée de l'Empire perse sous les souverains achéménides Cyrus II et Darius I^{er}. L'empire perse connaît une rapide expansion. C'est l'époque de la grandeur de Persépolis et l'apogée de la civilisation perse.

Les Arabes vainqueurs à la bataille décisive de Nahâvand (642) ; L'empire iranien Zoroastrien et chrétien des Sassanides est vaincu par les Arabes musulmans de la dynastie des Omeyyades à Nahâvand, dans le sud de l'Iran. L'islamisation du pays se fait assez rapidement, malgré quelques résistances. Pendant près de deux siècles, Iran ne sera qu'une province parmi d'autres dans le gigantesque empire musulman.

Les turcs prennent Bagdad (1055) ; Les Turcs Seldjoukides font leur entrée au Moyen-Orient en s'emparant de la prestigieuse capitale de L'Empire arabe. Les souverains turcophones vont diriger l'Iran presque sans discontinuité jusqu'au xx^e siècle.

Le chiisme, religion d'Etat (1501) ; Avec l'arrivée au pouvoir de la dynastie turcophone des Séfévides, le chiisme est décrété religion officielle de l'Iran et Ispahan devient la capitale de l'empire en 1593

La première et la deuxième guerre russo-persane (1804-1813) et (1826 – 1828.) ; - Dans la première guerre, malgré les bravoures de l'armée iranienne, la supériorité et la modernité de l'armée Russe lui inflige une première défaite. L'Iran conclut la paix avec les russes par le traité de Golstan en abandonnant ses prétentions et en reconnaissant l'annexion de la Géorgie à la Russie. La deuxième guerre et sa deuxième défaite contre la Russie oblige l'Iran à signer le traité de Turkamanchaï, par lequel l'Iran abandonna l'Arménie et l'Azerbaïdjan d'aujourd'hui

La guerre entre l'Iran et la Grande-Bretagne (1856) ;

Suite à cette guerre qui a commencé en novembre 1856 et a duré 5 mois l'Iran a perdu la province de Harat (Afganistan actuel)

La Révolution Constitutionnelle (1905) ; La Révolution constitutionnelle contre le règne despotique du dernier châh Qadjar commença en 1905 et dura jusqu'en 1911. Elle eut pour conséquence la fondation d'un parlement en Iran. La révolution constitutionnelle iranienne est le premier événement de ce genre au Moyen-Orient

Le pétrole jaillit (1908); La découverte de l'or noir au gisement iranien de Masjed-e-Solyman attise l'intérêt des Occidentaux, en particulier des Anglais. En 1909, est créée l'Anglo-Persian Oil Company, devenue la compagnie pétrolière BP.

La dynastie Pahlavi (1925) ; A peine couronné, Réza Châh Pahlavi remplace la coiffure traditionnelle des hommes par un chapeau à l'occidentale. Il interdit également le port du Tchador pour les femmes. Cinquante ans plus tard, au moment de la révolution islamique, le voile devient un symbole de la résistance aux Pahlavi.

Coup d'Etat (1953) ; Le premier ministre Mohamad Mossadegh, qui a nationalisé la compagnie pétrolière tenue par les Anglais, est renversé lors d'un coup d'Etat fomenté par la CIA. sa destitution ouvre la voie aux Américains dans le grand jeu pétrolier du pays.

Un pas vers la modernisation (1963); Mohamad Réza Pahlavi, le nouveau souverain, lance, avec la « révolution blanche » une vague de réformes économiques et sociales

1979 Révolution islamique (1979) ; *L'âyatollâh Khomeiny*, qui a passé quatorze ans d'exil en Turquie et en Irak , puis quelques mois à Neauphle- le château , en France, rentre à Téhéran à peine douze jours avant le renversement du châh

1980-1988 Guerre contre l'Irak (1980-1988) ; Saddam Hussein, qui a pris le pouvoir en 1979, craint que le nouveau régime iranien ne tente d'exporter la révolution islamique en Irak. Il déclare la guerre à l'Iran en 1980, espérant à la fois se débarrasser de l'âyatollâh Khomeiny et gagner du territoire sur son voisin. Après huit ans de guerre, aucun des deux pays ne peut clamer la victoire : le conflit a dévasté l'économie des belligérants et fait 500000 morts.

L'arrivée des réformateurs (1997); L'élection du réformateur Mohamad Khâtami à la présidence du pays illustre un profond désir de changement chez les Iraniens. On assiste à un début d'assouplissement des règles islamiques.

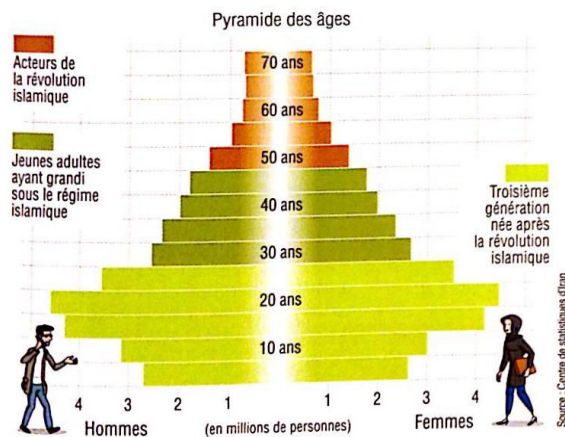
L'Iran en bref

-Nom : République islamique d'Iran.

-Superficie : 1648 000 Kilomètres carrés.

- **Population : 69,5 millions d'habitans.**
- **Capitale : Téhéran**
- **langues : Farsi (persan) 51% ; azéri 20% ; kurde 9% ; Lori 6,6% ; Arabe 2,1% ; turkmène 1,5% ; Baloutchi 1,3% ; Autres 8,5%**
- **Monnaie : Rial**
- **Religions : Islam à 98 % dont 89% de Chiïtes et 9% de sunnites. La minorité juive, chrétienne, zoroastrienne et bahaïe représente toute 2% de la population.**

DÉMOGRAPHIE

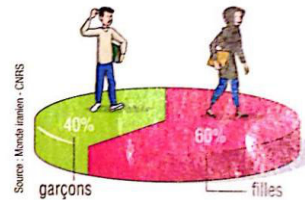


Un pays jeune...

75 % de la population a moins de 40 ans. La grande majorité des Iraniens sont nés après la révolution islamique : ces jeunes, qui ont moins de 25 ans, ont été bercés par la musique diffusée sur MTV plutôt que par des slogans religieux. Une évolution démographique qui explique les paradoxes de la société : d'un côté, une génération plus vieille, qui s'est battue pour faire une révolution islamique, et, de l'autre, une jeunesse éprise de liberté.

Infographies Picabo

Répartition de la population étudiante



... où les femmes sont majoritaires à l'université

Sur les bancs des universités iraniennes, les filles sont majoritaires depuis 2002, représentant 60 % des étudiants. Mais, en dépit de leurs qualifications, les Iraniennes ne trouvent pas leur place sur le marché du travail : elles ne constituent en effet qu'à peine un cinquième de la population active et le taux de chômage des femmes est trois fois plus élevé que celui des hommes.

En étudiant les grands titres de ce journal pendant cette période, nous prendrons la connaissance des événements importants du pays pendant la transition de l'ancien régime vers un gouvernement islamique :

L'année 1979

Au mois de janvier :

Le 16

Le Shâh est parti

Le 17

Les statues du Shâh sont abattues dans tout le pays

Le 19

A l'appel de Imam Khomeïny la plus grande marche de l'histoire a été réalisée

La publication du journal « *Qu'est ce qu'il faut faire* »

Le 31

Le plus grand accueil de l'histoire pour Imam Khomeïny

Au mois de février :

Le 4

La publication du journal « Le combat du peuple »

Le 7

Des millions de personnes participant aux marches ont approuvé le gouvernement de BÂZARGAN

Le 9

Le peuple armé est allé secourir les personnels de l'Armée de Terre

Le 10

Le combat entre les chars et le peuple armé dans les rues.

Le 11

L'armée révolutionnaire a libéré les villes

Le 13

Les membres du gouvernement de BÂZARGAN ont été présentés

Le 15

Quatre complices de l'ex-Shâh ont été fusillés

Le 16

Vingt quatre autres criminels ont été exécutés

Le 17

La publication des journaux : Poste, Editeur, Femme ,Eveillée, Éveil, samedi Rouge, Oldouz,

Arash, Médecine et le médicament, La Gauche, Imam, Le Guide, L'étoile d'Islam, La Patrie

Le 19

Quatre commandants de l'Armée ont été fusillés

Le 24

Avertissement des Modjâhéidin du peuple à propos des lacunes de la Révolution

Le 26

La publication du journal, *Le message d'aujourd'hui*

Le 28

Bâzargân a fortement levé le ton contre les Comité et les groupes extrémistes
Au mois de mars :

Le 2

Le plus grand rassemblement anti-impérialiste devant la tombe de MOSSADEGH
La publication du journal *L'homme d'aujourd'hui*

Le 4

Huit agents accusés de torture et d'assassinats ont été fusillés

Le 5

Dix criminels et exécuteurs d'assassinats ont été fusillés

Le 6

L'imam a fortement critiqué le gouvernement
La publication des journaux : Arman(l'idéal) et Nahibé Azâdi (le cri de la liberté)

Le 9

La publication du journal Bahmané Khounine (Bahman Sanglant)

Le 12

Douze agents de la censure, auteurs de torture et d'assassinats ont été fusillés

Le 13

Carter compote contre la Révolution iranienne
La publication des journaux : Erâdéyé Asia (la volonté de l'Asie) et Mardom(le peuple)
Cinq agents accusés de torture et d'assassinat ont été fusillés

Le 17

La publication du journal Sogand (le serment)

Le 18

Le combat sanglant à Sanandadj (la capitale de Kurdistan iranien)
La publication des journaux
Akhbaré Emrouz (les actualités d'aujourd'hui), Parkhash (le cri)
Donyâyé Bohloul(le monde de Bohloul), Hevdahé Shahrivar(le 17 Shahrivar),
Payamé Khalgh(le message du peuple), Nehzaté Zanan(le mouvement des musulmanes),
Kâr(le travail), Assré Novine (l'ère nouvelle), Azarakshh(la foudre), Sépéhre(le ciel),
Satârkhan, Bâyâghri, Etéhâd(l'union), Zané Mobâre (la femme combattante),
Randjbar(Souffrant),
Kârgaré Téhéran(le travailleur de Téhéran), Khalghé Mossalmân(le peuple musulman),
Etéhâd Kârgar(l'union des ouvriers)

Le 27

Les bagarres sanglantes à Gonbadé- Kâvous⁵⁰⁹

Le 31

Avec 18 millions de votes le régime d'Iran est devenu la République Islamique
Au mois d'avril :

Le 3

La publication du journal Kârgar (le travailleur)

Le 7

⁵⁰⁹ Une ville dans la province du Golestan au nord d'Iran, au bord de la mer Caspienne. Ses habitants sont en majorité de tribus Turkmènes sunnites, descendants des anatoliens pré turc

Neuf responsables des assassinats sont fusillés
HOVEYDÂ ⁵¹⁰ (le Premier ministre du Shâh pendant 13ans) a été fusillé
Cinq agents accusés de répression du peuple ont été fusillés

Le 8

Onze personnes appartenant à l'ancien régime ont été fusillées
La publication du journal Khadang (la flèche)

Le 9

Quatre criminels d'ancien régime ont été fusillé

Le 10

Vingt traîtres au peuple ont été fusillés

Le 11

La publication du journal Djebhéyé Azâdi(le front de liberté)

Le 13

A propos du départ de Ayatollah TÂLEGHÂNI⁵¹¹ de Téhéran

Dix-sept personnes ont été fusillées

Le 14

Deux contre- révolutionnaires ont été fusillés

Dix-sept personnes ont été fusillées

Le 15

SANDJÂBI (Ministre des affaires étrangères) a démissionné

Le 17

Six responsables du massacre ont été fusillés

La publication du journal Ommat (la nation)

Le 18

La publication des journaux : Hezbollah (le parti du Dieu), Kârgarané Mossalmân (les travailleurs musulmans), Andishéyé Azâd (la libre pensée),Azâdi(la liberté), Arâni, Afrâshteh (hissé), Khalgh

510

- Amir Abbas Hoveyda ,Né le 18 février 1919. Son personnage était associé à l'orchidée qu'il portait à sa boutonnière et la pipe qu'il fumait ostensiblement. Il fut Premier ministre du Shâh du 27 janvier 1965 au 6 août 1977. Ensuite il sera ministre de la Cour. Les émeutes violentes à répétition qui ont lieu à Téhéran depuis le 5 novembre 1978 forcent le Shâh à poser "un acte fort". Suivant le conseil des principaux responsables militaires, le monarque ordonne l'arrestation d'Hoveydâ, qui sera d'abord mis en résidence surveillée, dès le 8 novembre, avant d'être incarcéré dans la prison de Ghasr (banlieue nord de Téhéran). Le départ du Shâh signifiant pour les agents de la Savak que la fuite est inéluctable, les geôliers quittent leur poste et Hoveydâ se retrouve ainsi abandonné dans sa cellule. Persuadé qu'il n'a rien à se reprocher et que les révolutionnaires ne lui feront rien, l'ancien premier ministre du Shâh n'est pas tenté par la fuite.

Le 1er avril 1979, la journaliste Christine Ockrint obtient l'autorisation d'interviewer Amir Abbas Hoveyda dans sa cellule pour le compte de la chaîne FR3. Ébranlé par les questions directes évoquant les cas de torture, les méthodes de la police politique du Shâh, il ne semble pas vouloir se défendre. Désabusé et imperturbable, il se considère comme étant le bouc émissaire. Malgré les lettres de protestation et de soutien émanant de l'Occident, il est finalement jugé à huis clos. À l'issue d'un procès expéditif, il est abattu d'une balle dans la nuque, sitôt la sentence prononcée par l'Ayatollah Sâdegh Khâkhâli.

511

- Ayatollâh Mahmoud Tâleghâni (1911-1979) .L'homme politique, un des activistes du mouvement de la nationalisation du pétrole et du mouvement de la résistance nationale, un des fondateurs du Front national

II,un des fondateur du Mouvement pour la liberté de l'Iran et membre de l'assemblée des experts de la constitution.Il était considéré comme ayant des vues modérées, et pensait par exemple que le foulard n'était pas une partie obligatoire du hidjab. Il a été le premier Imam du vendredi à Téhéran. Il s'est écarté temporairement de Téhéran en signe de protestation après l'arrestation de son fils par certains para-militaires islamistes.

(le peuple) Kârgar-Téhéran(travailleur –Téhéran) Azarbâyédjan(Azerbaïdjan),Sarbaz va Enghélab

(le soldat et la révolution), Behrang, Payamé Dânéshamouzan (message aux colégiens), Pishgâm (avant –garde), Zabâné Ashâyer (la langue des tribus) Sangar(la barricade), Shorâ(le conseil), Kârqaran(les travailleurs), VijéyKârgarân(spécial travailleur)

Cinq agents de l'ancien régime ont été fusillés

Depuis ce matin la ville de Sanandadj est agitée

Le 21

Cinq agents de l'ancien régime ont été fusillés

La publication du journal,Cinémayé Ebghlabé Khalgh (le cinéma de la révolution du peuple)

Accrochage sanglant à Naghadeh(ville kurde iranienne)

Le 23

La tentative d'assassinat sur GHARANI (Le chef de l'armée dans le gouvernement provisoire)

Neuf agents accusés de massacre et de l'oppression ont été fusillés

Le 27

La publication des journaux : Bâmdâd (le matin), Peykar (le combat), Rouilledâd (l'événement)

Au mois de mai :

Le 1

Professeur MOTAHARI,membre du conseil de la révolution, a été assassiné

Le 4

Quatre agents de l'ancien régime ont été fusillés

La publication du journal Tehran Times (en anglais)

Le 6

Un agent du régime a été fusillé

Le 7

Vingt et un agents important du régime d'oppression ont été fusillés

Le 8

Huit personnes 'dévouées à d'Israël, à la cour et à la SAVAK' ont été fusillées

Le 11

Quatre agents accusés d'oppression ont été fusillés

Le 13

La publication du journal, Gozâréche hayé Hoghoughi (les rapports juridiques)

Le 14

Un membre de la SAVAK a été fusillé

Le 15

La publication des journaux Assr (le temps) Sedâyé Kârgar (la voix du travailleur)

Armâné Mosstazafine (le désir des déshérités) Azarbaïdjan, Ayandeh (le futur),Azâdié Zan

la libération de la Femme)Barressi(l'investigation) Djomeeh (le vendredi), Sâr (le sang) ,Djangal

(la forêt) Pish gam (avant- garde) , Râhé Zahmatkéchân (la voie des trimeurs), Sedâyé Danéshdjou

la voix de l'étudiant), Moallème(enseignant) Nashriyé Qgom (la publication de Qgom)

Lâleh (la

tulipe), Zan va barâbari (femme et l'égalité)

Le 23

Cinq agents accusés de massacre du peuple ont été fusillés

Le 25

Dans une manifestation nationale des millions de personnes ont condamné l'Amérique

La publication du journal, le guide de consommateur

Attentat contre l'Ayatollah RAFSSANDJANI⁵¹²

Le 26

L'agent accusé de massacre du peuple a été fusillé

Le 27

La publication du journal, Djébhéyé Djonbeshé Azâdegâné Mélli (le front du mouvement des

libéraux nationaux)

Le 28

Cinq agents impliqués dans le massacre de Sartchéhmeh (un quartier au centre de Téhéran) ont été fusillés

Le 29

L'attaque armée de personnes non identifiées contre les offices d'état à Khoramshahr (la ville au

sud d'Iran)

Quatre agents accusés de massacre ont été fusillés

La publication du journal, Nédayé Azâdi (voix de la liberté)

Au mois de juin :

Le 1

La mise en place des forces militaires et des gardiens de la révolution dans les villes de Khoramshahr et Abâdan

La publication du journal, Molla Nassréddine

Le 3

Cinq responsables accusés de massacre du peuple ont été fusillés

Les publications des journaux : Gaud et Ettéhadé Tchapp (l'union de gauche)

Le 6

Le bombardement des villages iraniens par l'Irak

Le 7

Toutes les banques dans tout le pays sont nationalisées

Le 8

La publication des journaux : Djahésh (le bond) Tchérny beyel ,Saman (le jasmin)

Le 9

Quatre personnes sont fusillées

Le 10

La publication du journal, Dâneshdjou (l'étudiant)

Le 11

⁵¹² -Ali Akbar Hachemi Rafssandjani , né le 15 février 1934 est une des figures emblématiques de la République Islamique . En 1980, il est élu président du Majlis(parlement) et réélu en 1984. Le 28 juillet 1989, il est élu président de la République Iranienne puis réélu jusqu'en août 1997. Le 4 septembre 2007 il est élu à la présidence de l'Assemblée des experts. Il est actuellement président du conseil de discernement des intérêts de la révolution .Il est considéré comme l'homme le plus riche du pays ; sa fortune personnelle est estimée à plusieurs milliards de dollars.

Dans une grande marche de protestation les crimes commis par l'Irak ont été condamnés
Le 18

La publication des journaux : Âtaché Chargh (le feu de l'Orient) et Enghélâbé Eslâmi (la révolution islamique)

Le 19

Un agent de l'ancien régime a été fusillé

La publication des journaux : Sâzmâné Méllié Dânechgahiané Iran (l'organisation nationale des Universitaires de l'Iran) Posté Chiraz (la poste de Chiraz), Soot Al Chahid (La voix de martyr)

Le 20

10 millions Rials de récompense pour tuer le Shâh

La publication des journaux : Etéhad va Razmé Dânéchamouz (l'union et le combat des lycéens),

Djahâd Moallème(la guerre sainte des enseignants) Toufâné Khazare (la tempête de la mer

Caspienne) Boultané Zendâniâné Siassi (le bulletin des prisonniers politiques) Payâm Mostazafine (le message des déshérités) Payâmé Moallème (le message des enseignants) Barâbari (l'égalité), Chéytân (le diable), Fadjré Omid (l'aube de l'espoir), Mâléké Ashtar, Honarmandané Khalgh (les artistes peuple) Peyvand (l'union)

Le 23

La publication du journal, Tamouz (l'été)

Téhрани et Ârash (2 agents de SAVAK) ont été fusillés

Le 24

Trois personnes ont été fusillées

Le 25

La publication des journaux Peyk (le messenger), et Nâtéghé Hamédan(l'orateur de Hamédan -une ville en Iran)

Le 27

Le conseil de la révolution a adopté la loi sur la création des conseils régionaux

Au mois de juillet :

Le 3

Les grandes industries ont été nationalisées

Le 5

La publication du journal, Sédâyé Moallème (la voix de l'enseignant)

Le 6

Hâdj Tarhkâni a été assassiné

Le 7

Trente millions Tomans a été versé comme indemnisation aux victimes de la révolution

La publication des journaux: Bâzâré Rouz (marché du jour) et Pâssokh (la réponse)

Ce jour l'Imam a annoncé une amnistie générale

Le 9

La publication des journaux : Khalidjé Fars (golfe Persique) et Payamé Djomeh (le message du vendredi)

Le 10

Sept corrompus appartenant à l'ancien régime ont été fusillés

Le 11

Treize personnes mêlées à la prostitution, au banditismes et à l'assassinat ont été fusillées

Le 12

Dix heures d'échange de feu à Marivân (la ville kurde)

Le 15

Cinq responsables de l'explosion de la mosquée de la ville de Khorramshahr ont été fusillés

Le ministre de la défense nationale a démissionné

Le 17

La réalisation de la marche de l'union avec la participation massive des millions de personnes

Le 18

Des hommes armés ont attaqué le poste de garde frontalière de Khorramshahr

Le 19

La publication du journal, Payâmé Djomeh (le message du vendredi)

Le 20

La fusion entre le gouvernement et le Conseil de la Révolution

La publication des journaux : Nil Kouh (le mont indigo) Ettehâdé Enghêlâbi Barâyé Rahâïé

Kârgar (l'union révolutionnaire pour libérer le travailleur) Djâmêeh va mémâri(la société et

l'architecture)Pâssdârân (les gardiens), Payâmé Âzâdegân (le message des libéraux), Haghghat (la vérité)Dimmtché , Dakho, Rahâï (la libération), Zahmat (la peine) Saneh, Faryâdé good

néchinâne (le cri des bidonvilles) Nédâyé Ekbâtân(le cri de Ekbâtân)

Général Farbod a démissionné

Huit agents accusés de massacre du peuple ont été fusillés

Le 23

Huit contre-révolutionnaires et agents accusés de massacres ont été fusillés

Le 24

Les Azerbaïdjanais armés ont désarmé les gendarmes

Le 25

Deux rebelles opposés à la République Islamiques ont été fusillés

Le 27

La publication du journal, Etéraf (l'aveu)

Le 29

La publication du journal Payâmeh Shahid (le message du martyr)

Au mois d'août :

Le 2

Les élections législatives- Une dernière révision a été effectuée de la loi constitutionnelle

Le 5

La sortie du journal Keyhâné Azâd (Keyhân libre) « ce journal a été publié par les journalistes, précédemment licenciés du journal Keyhân

Le 7

Le journal, ÂYANDEGÂN a été saisi

Huit condamnés à mort par le tribunal de la révolution, ont été fusillés

Le 8

Six personnes appartenant à l'ancien régime ont été fusillées

Le 10

La publication du journal, Négahban Englâbé Eslâmi (le gardien de la révolution islamique)

Le 12

La manifestation à l'Université de Téhéran a laissé des centaines de blessés

Le 13

La publication du journal, Payâmé Iran va Féléstine (le message de l'Iran et la Palestine)

Le 17

Les assaillants armés à Pâveh(ville kurde) ont massacré les civils et les gardiens de la révolution

Trois millions de personnes ont participé à la marche de la célébration de Journée de Ghots (Jérusalem)

Le 18

La révolte à Pâveh a été maîtrisée par la répression des assaillants

Le 19

Sur ordre du procureur 22 journaux et revues ont été saisis

En signe de contestation relative aux événements du Kurdistan le bazar de Téhéran a été fermé

Le 20

Seize personnes accusées d'être les auteurs des assauts de Pâveh ont été exécutées

Le 21

La publication des journaux : Modjâhed (le guerrier) Fadjré Assnâf (l'aurore des syndicats) Sédâyé Zahmatkéchân (la voix des trimeurs) Pichgâm(le pionnier), Djeraghéh (étincelle) Tehran,

Vâhdat (l'union) PayâmeH Hagh (le message de Dieu)

Le 23

Des assaillants ont attaqué le poste de garde frontalier de Nossoud

La publication des journaux : Soroush (la bonne nouvelle) Râhnamayé Rouz (le guide du jour) , Kârmand (Employé)

Le 25

Les directeurs du journal Keyhân ont été tués dans un attentat

Neuf personnes ont été fusillées à Marivân

Le 27

Les rebelles démocrates ont assiégé la ville de Mahâbâd

Le 28

Les démocrates ont attaqué la caserne de Djaldîân situé dans la ville d'Ouroumiyeh

Le 29

Le Premier ministre a 'révélé' que les rébellions en Iran, sont dirigés par l'Israël

Le 31

La publication du journal, Djonoub (le sud)

Au mois de septembre :

Le 1

Ghassem lou⁵¹³ et Hosseiny (2 dirigeants Kurdes) ont officiellement déclaré la guerre avec

⁵¹³ Abdul Rahmân Ghâssemlou(1930-1989) . Il était le chef du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDK) de 1973

à 1989, quand il a été assassiné dans un restaurant à Vienne 'Mykonos' avec deux de ses compagnons par des individus censés être des agents de la République islamique. Son parti avait boycotté le référendum pour la nouvelle constitution. Ce fut le début de la confrontation de la parti et le nouveau régime

le
gouvernement

Le 2

Intense bataille aérienne et terrestre au Kurdistan

Le 3

L'armée et les gardiens de la révolution sont entrés à Mahâbâd et Bâneh

Le 5

La publication du journal, Farmân (l'ordre)

Le 8

Imam amnistie les démocrates

Pour commémorer le 17 Sahrivar(le 7septembre) trois millions de personnes à Téhéran et des

millions dans les provinces ont effectué des marches

Le 9

Ayatollah Tâlégâni est décédé

Le 12

Amnistie générale pour les prévenus et les condamnés pénaux

Le 15

Le procureur de la révolution a démissionné en raison de l'intervention de certaines personnes qui

exercent une pression et perturbent les affaires des tribunaux

Le 21

Les biens de Bakhtiâr, Alam, Anssâri, Gharib et Khayâmi ont été confisqués, en tant que
« les personnages importants de régime du Shâh »

La publication des journaux : Vâhdate(l'union) Dérafsh (le drapeau) Chab Nâmeh (le pamphlet),

Kâré Djonoub (le travail- sud), Vjéyé Honar va Adabiyât, (spécial l'art et la littérature)

Le 23

Trois sénateurs de l'ancien régime ont été fusillés

Le 26

Attaque de véhicules militaires dans les hauteurs montagneuses de Ghéshlâgh

Le 28

Nazih ⁵¹⁴ a été convoqué par le procureur de la révolution

La fondation du ministère du pétrole (Anciennement NIOC –National Iranian Oil Company)

Au mois d'octobre :

Le 5

La publication du journal, Kéchâvarz(l'agriculteur)

Le 6

⁵¹⁴ - Hassan Nazih (1918-2012 Paris) . L'avocat et l'homme politique nationaliste. Au début de la révolution , il a été désigné à la tête de la NIOC à la demande de représentants des cadres et des employés de cette société. Quelques mois plus tard, à la tribune du congrès des avocats il critique Komeïny et ses partisans, en affirmant : « Monsieur Komeïny arrêtez l'islamisation du pays... » « ...La révolution n'avait pas comme objectif de préserver de je ne sais quel danger ! Toute tentative pour l'application de l'Islam dans les domaines politiques, économiques et sociaux n'est réalisable , ni possible ni souhaitable. » ... « Les iraniens ont souhaité la souveraineté nationale et non pas la souveraineté islamique ! »

Il est révoqué de la direction de la société national de pétrole et la « justice révolutionnaire » de Khomeïny menace sa vie. Il a du fuir l'Iran avec sa famille.

Tous les contrats entre l'Iran et les États Unis sont annulés

Le 8

52 gardiens de la révolution sont tués en martyr à Sardasht

Le 10

Le chef du comité révolutionnaire du 13^e arrondissement de Téhéran a été assassiné

Le 16

Deux jours de violence et de fratricide dans la ville portuaire d'Anzali (dans le Nord d'Iran)

Le 20

Dans les affrontements de maison en maison à Mahâbâd 74 personnes ont trouvé la mort

Le 21

La publication des journaux : Mirâsse Eslâmié Râhé Sorkh(l'héritage islamique de la voie rouge)

Chorâyé hambasstégyé Khalghhâyé Iran (le conseil iranien de solidarité des peuples)

Le 23

La culture du pavot a été interdite dans tout le pays

Le 26

A l'occasion d'une marche des millions de personnes ont dit une nouvelle fois OUI à Imam

Le 28

Ministre de la Santé a démissionné en raison de l'hétérogénéité et les tendances sectaires au sein

du Conseil des ministres

L'Imam a attaqué durement les contrats existants entre l'Iran et les États Unis

Le 29

L'approbation du conseil des sages à l'interdiction de la signatures des contrats qui favorisent la

domination des pays étrangers

Le 30

La publication du journal, Râhé Kârgar (la voie de l'ouvrier)

Au mois de novembre :

Le 2

La protestation de l'Iran contre les revendications territoriales de l'Irak sur le Golfe Persique

Le 3

Des millions d'élèves ont participé à la marche nommée l'Union

L'ambassade des États Unis a été occupée par des étudiants suivants la ligne de l'Imam

Le 4

La publication du journal, Faryâdé Khazar (le cri de Caspienne)

Le 5

La démission de Bâzargân a été présentée à l'Imam

Iran a annulé ses contrats de collaboration avec les États Unis

Le 10

La publication du journal, Bidârié Khouzestân (l'éveil de Khouzestân)

Le 12

Dans une attaque faite par 400 agresseurs à Djavân Roud de Kermânshâh 40 gardiens de la révolutions ont été tués en martyr

Le 14

Les États Unis ont bloqué toutes les réserves de devises de l'Iran dans tous ses banques dans le

monde

Le 20

Le grand rassemblement anti-impérialisme d'aujourd'hui

La publication du journal, Pézéshké Emrouz (le médecin d'aujourd'hui)

Le 25

La publication des journaux : Faryâd (le cri), Zour Âbad(force ville), Sorkh Nâme (la lettre

rouge), Bikârân(les chômeurs), (le journal de Turkmensahra), Zahmatkéchâné Shoushtar (les trimeurs de Shoushtar), Shourésh (la rébellion) Djonbéshé Djavânân (le mouvement des jeunes)

Modjâhédé Iran (le guerrier d'Iran), Razmandeh (le combattant), Âvâyé Mâzandarân (la voix de Mâzandarân),Râhé Kârgar (la voie de l'ouvrier)

Au mois de décembre :

Le 2

L'Iran a édicté sa loi constitutionnelle islamique

Le 4

La publication des journaux : Bépish (en avant),et Ârmâné Zahmatkéchân (le désir des trimeurs)

Le 9

Le siège de la Radio Télévision de Tabriz a été Occupé par les membres du parti

République du

Peuple Musulman

Le 16

Les agresseurs irakiens ont ouvert le feu sur 5 postes des gardes- frontières

Le 18

Docteur Mofatteh⁵¹⁵ a été assassiné

Le 19

La publication du journal, Nabard (le combat)

Le 20

La publication des journaux : Djonbéshé kârégari(le mouvement ouvrier), Nabardé

Dânéchâmourz

(le combat des élèves), Pishkâr, Sobhé Eslâm (le matin islamique), Pishtâz (l'avant garde)

Âyédat (les gains),et Sétâd (l'état- major)

Le 21

Des affrontements sanglants à Zâhédân ont laissé 10 morts et 73 blessés

Le 23

La nationalisation du commerce extérieur

L'annulation de l'intérêt bancaire

Le désaccord du ministre des affaires étrangères avec les étudiants suivants la ligne de l'Imam

à propos de la prise en otage des américains de l'ambassade des États Unis

L'année 1980

⁵¹⁵ - Ayatollah Dr Mohammad Mofatteh (1928-1979) . Professeur en théologie . Il a été assassiné avec ses deux gardes du corps devant la faculté de théologie. L'attentat a été revendiqué par le groupe terroriste Forghân.

Au mois de janvier :

Le 4

Des affrontements à Ghom et Tabriz

Des centaines de milliers de personnes ont effectué une marche de protestation aux incidents de Ghom

Le 6

Les affrontements sanglants au port de Léngueh ont laissé 41 morts et 10 blessés

Le 7

Depuis la veille, la ville de Tabriz a été à nouveau troublée

Les forces de l'armée irakienne ont directement attaqué l'Iran

Le 13

Quatre responsables du massacre du 17 Shahrivâr ont été exécutés

Le 19

48 heures de l'accrochage armé à la frontière Iran- Irak

La publication des journaux : Dânéshâmouz Bêpish (élève en avant)et Bêssate (la mission)

Le 20

Quatre condamnés par le tribunal révolutionnaire ont été fusillés

Hâchemi Rafssandjâni : «dans ses discours Bani Sadre veut créer une bipartition »

Le 21

Abolhassan Banissadr est devenu, le Président de la République

Le 28

Six responsables accusés de massacre du peuple ont été fusillés

Le 30

Des affrontements sanglants à l'Ouest du pays ont laissé des dizaines de morts et de blessés

Au mois de février :

Le 2

Des millions de personnes ont effectué des marches pour commémorer l'anniversaire du retour de

l'Imam et prier pour sa santé

Le 5

Le ministre de l'orientation a été arrêté et mis en prison

Le 16

L'armée a réussi à restaurer l'ordre à Gonbad

Le 17

La publication du journal, Bazouyé Enghélâb (le bras de la révolution)

Le 20

La publication des journaux : Etéhâd va Razmé Dânéshâmouz(l'union et le combat de l'élève)

Erchâd (l'orientation) Faryâdé Vatane(le cri de la patrie) Nabardé dânéshdjou (le combat de

l'étudiant), Naghshé Ghalam(le rôle de la plume), Randj Âmouz, Rigai gadal, Mashvérat (la

consultation), Nâzére (le superviseur)

Le 22

A Téhéran l'affrontement entre les Modjahédine du peuple et leurs opposants a laissé des dizaines

de blessés

Le 25

La publication des journaux: Razmandégân (les combattants), et Ghalam (la plume)

Au mois de mars :

Le 1

La zone frontière entre l'Iran et l'Afghanistan a été attaquée par les avions et les hélicoptères

afghans

Le 6

7 pipelines de pétrole et de gaz à Khouzéstân ont été explosés par la contre-révolution

Le 8

La publication du journal, Kârégâré Mossalmân (le travailleur musulman)

Le 10

Le commandant de la gendarmerie de Mâkou, le garde-frontière de Khoï et quatre militaires ont été tués

Le 16

Daryoush FAROUHAR⁵¹⁶ a démissionné

Le 23

La publication des journaux Kâyer et Nounzdahé Dey (19 Dey- le 7 février)

Le Shâh s'enfuit en Egypte

Le 28

Les détails de trois jours d'affrontements sanglants à l'ouest du pays

Au mois d'avril :

Le 9

Les rapports sur la guerre Iran- Irak

Le 11

Le Président de la république a déclaré un état extraordinaire de guerre dans le pays

Hier, le cri de : « Mort aux États Unis » a fait trembler l'Iran

Le 15

L'Iran a posé une plainte contre l'Irak auprès de l'ONU

Le 19

Des centaines de personnes ont été blessées au cours des affrontements dans les universités

Le 20

La publication des journaux : Monâfégh (l'hypocrite), Hadid, Nédâyé Edâlat (l'appel à la justice),

Nâziâbâd

Le 21

L'affrontement sanglant alentour de Sanadadj (la capital de la province du Kurdistan

⁵¹⁶ Daryoush Fatouhar : (1928-1998) ,était le fondateur et leader du Hezbé Méllaté Iran (Parti National d'Iran) et un fervent partisan du Docteur Mossadegh. Il était le ministre du Travail dans le gouvernement provisoire de Mehdi Bâzargân en 1979. plus tard il est devenu un critique du gouvernement islamique . En novembre 1998 lui et sa femme ont été assassinés dans l'un des meurtres en Série commendités par le ministère iranien du Renseignement .

iranienne)

Le 22

Hier, la plupart des villes universitaires ont été les scènes d'affrontements sanglants

Le 25

L'armée et les gardiens de la révolution contrôlent la ville de Sanandadj

Le raid aérien des avions américains sur Tabass (Iran)⁵¹⁷

Le 30

La publication du journal, Bou Ali (Avicène)

Au mois de mai :

Le 6

Sept dévoués à l'ancien régime ont été fusillés

Le 8

Farrokh- Rou PÂRSÂ⁵¹⁸ a été fusillée

Le 11

220 députés du parlement ont été élus

Le 13

L'armée et les gardiens de la révolution ont pris le contrôle de la ville de Sanandadj

Le 17

La publication du journal, Akhbârê Kordéstân (les nouvelles de Kurdistan)

Le 20

La publication des journaux : Âmouzégârân (les instituteurs), Akhbâr Moghâvématé Khalghé Kord

(les nouvelles de la résistance du peuple Kurde)

Le 22

La publication des journaux : Dâmoun et Sedâyé Mihandoustân (la voix des patriotes)

Le 24

22 condamnés par les tribunaux de la révolution, ont été fusillés

Au mois de juin :

Le 2

L'Irak a bombardé 3 points de la ville de Ghasré Shirine

Le 7

Quelques personnes attachées à l'ancien régime ont été fusillées

Le 8

La publication du journal, Soheïl

Le 12

L'Imam a exprimé sa grande préoccupation à l'égard des différends internes

Le 14

⁵¹⁷ Le 20 avril 1980, le Président Carter lance l'opération 'Eagle Claw' , pour essayer de libérer les 60 otages américains prises le 4 novembre 1979 par quelque 400 étudiants islamique

lors de prise d'assaut l'ambassade des États-Unis . Une planification complexe , des problèmes techniques ainsi que des tempêtes de sable imprévues conduisirent à la déroute et l'annulation de l'opération. Trois hélicoptères sur huit tombent en panne, et un quatrième entre en collision avec un avion de transport au sol et s'écrase, faisant huit morts.

⁵¹⁸ - Farrokh Rou Pârsa (1922- 1980) ; Elle a été la première femme ministre en Iran. Elle a été nommée ministre de l'éducation en 1968 par le Premier ministre Amir Abbas Hoveyda. Elle sera exécutée après un procès non équitable devant un comité révolutionnaire le 8 mai 1980.

Des affrontements au cours du meeting organisé par les Mudjahédins du peuple dans le stade,

Amdjadiyeh, ont laissé un mort et des centaines de blessés

Le 15

13 condamnés par le tribunal de la révolution ont été fusillés

Le 16

Les villes kurdes de Saghéz, Bâneh et Divândareh se sont débarrassées de rebelles

Le 17

Abou Sharif, le commandant en chef de l'armée des Gardiens de la révolution

« Pasdaran » a

démissionné, en raison de certains désaccords

Le 18

La publication du journal, Enghélâbé Farhangui (la révolution culturelle)

Le 19

Le désaccord entre le secrétaire du bureau politique du Parti de la République Islamique (Âyate) et le Président de la république

Le 24

Accusées de rébellion contre la République Islamique, et de la corruption, 19 personnes ont été

fusillées

Le 25

Le préfet de l'Azerbaïdjan occidental a été assassiné

Le 26

La publication du journal, Mâhân (une ville au sud de l'Iran)

Le 30

29 personnes condamnées par le tribunal révolutionnaire ont été fusillées

Au mois de juillet :

Le 2

Dans un affrontement avec les contre-révolutionnaires à Islâm Abâd 27 gardiens (Pasdar) se sont

tués en martyr

Le 5

Au cours d'une marche, des centaines de personnes ont manifesté leur allégeance pour l'Imam

Le 7

Une bataille féroce entre l'Iran et l'Irak dans 14 zones frontières

Le 8

17 condamnés par le tribunal révolutionnaire, ont été fusillés

Le 12

Un complot en vue d'un coup d'état a été découvert dans la base aérienne de Nôjet

Le 14

ugés et condamnés par le tribunal révolutionnaire le général Hâtam et un officier de la garde

impériale ont été fusillés

Le 15

Les affrontements aux frontières Iran-Irak

Le 16

14 personnes, jugées et condamnées par le tribunal

Le 20

Un premier groupe putschiste de 5 personnes, ont été fusillées

Le 23

20 Pâsdârs, sont tombés `en martyr` ou blessés à Bâneh

Le 24

L'Irak a attaqué Naft Shahr (pétrole ville)

Le 27

Toutes les universitaires seront fermées, pour le premier semestre de l'année universitaire

Le 28

Le peuple a fêté la mort du Shâh

Dix personnes condamnées par les tribunaux Révolutionnaires ont été fusillées

Le 30

La reprise d'intenses combats dans la zone frontalière entre l'Iran et l'Irak

Le 31

32 condamnés par les tribunaux révolutionnaires ont été fusillés

Au mois d'août :

Le 9

L'une des marches les plus ardentes après la révolution pour la journée de Ghods (Jérusalem)

La publication du journal, Guileh Mârd (l'homme fort de Guilân)

Le 10

Les affrontements armés des Démocrates et des partisans du parti Kouméléh à Mahâbâd et Sardasht

Le 12

La publication du journal, Ghiyâm (le soulèvement)

Le 16

33 putschistes et corrupteurs ont été fusillés

Le 18

Madani a organisé l'unification des féodaux au sud du pays

Le 21

Des agresseurs armés ont attaqué les sièges des Gardiens de la Révolution et l'armée à Kâmiârân

La publication du journal, Nasr (le triomphe)

Le 25

La publication du journal, Andjomamé Mellié Dânesâmouzan (l'association nationale des élèves)

Le 27

La nationalisation de toutes les mines du pays

Le 28

La reprise des affrontements frontaliers Iran-Irak

Le 31

Radjaï (Premier ministre) a présenté les ministres de son gouvernement

Des agresseurs armés ont attaqué plusieurs endroits de la ville de Pâveh

Au mois de septembre :

Le 1

L'Irak a bombardé la ville de Ghassré Shirine

Le 2

La déclaration de l'Imam sur la nécessité de la compréhension entre le Président et le Premier ministre

Le 6

48 heures de guerre entre l'Iran et l'Irak dans les zones frontalières

Le 7

La publication du journal Mizân (la mesure)

Le 10

La réponse de Radjâi, Béhéshti, et Rafssandjâny aux remarques du Président
Sept condamnés par les tribunaux de la révolution ont été exécutés

Le 18

L'armée et les Passdârâns ont fait la conquête de nouveaux territoires dans la ville de Mahâbâd

Le 12

La bataille navale entre l'Iran et l'Irak

L'Irak amplifie ses attaques contre tous les aéroport en Iran

L'étude des titres de Keyhân par thème nous montre que les événements les plus fréquents de cette période était la publication de nouveaux journaux, puis les exécutions des proches de l'ancien régime et des contre-révolutionnaires, commencées dès le début et continuées jusqu'à la fin de cette période. Dès le vingtième jour de la victoire jusqu'à la fin de cette période nous par les titres des journaux le désaccord entre les dirigeants et les meneurs de la révolution. Soixante jours après l'Irak commence à bombarder sporadiquement des villages frontaliers de l'Iran jusqu'à la déclaration officielle de la guerre Iran-Irak. Du 120 ème jusqu'au 340 ème jour d'attentats et d'assassinats de grandes autorités de la révolution.

Annexe n°4
Questionnaire de recherche

Cher interrogé ; le présent questionnaire est préparé dans le but de l'évaluer le développement qualitatif et quantitatif de la presse dans les deux périodes historiques ; au gouvernement provisoire de Mehdi Bâzargân, à la victoire de la Révolution islamique, et vingt ans plus tard à la présidence de Mohammad Khâtami. Compte tenu de votre expérience dans votre carrière de journaliste, veuillez lire attentivement les questions posées et cochez la case correspondante à votre choix.

1- La participation politique des institutions et des organisations non gouvernementales (ONG) favorise l'intérêt des gens pour la presse.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

2- La diversité des articles ou des sujets abordés dans les journaux était un des indicateurs les plus importants du développement de la presse.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

3- La rencontre entre les diverses tendances politiques est un des facteurs de l'essor de la presse.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

4- S'occuper de la société civile et suivre son évolution a été un de principaux objectifs de la presse.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

5- La modification des lois et des règlements relatifs à la presse est un obstacle au développement de la presse.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

6- La croissance en nombre et en tirage des journaux a été un des indicateurs importants du développement de la presse.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

7 La formation des associations et des syndicats (étudiants, travailleurs, femmes, etc.) a eu un impact sur le développement qualitatif et quantitatif de la presse.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

8- La saisie des journaux et les arrestations de journalistes ont été des indicateurs de l'échec des forces réformistes.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

9-La divulgation d'informations et la critique dans la presse a été le résultat d'un environnement politique concurrentiel.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

10-Le journalisme d'analyse et d'interprétation a été l'une des caractéristiques déterminantes de la presse.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

11- La presse écrite est le média le plus important dans l'orientation et le développement idéologique de la société.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion

12- L'exaltation et l'avènement politique de la société rend la presse attirante.

J'y crois

J n'y crois pas

Sans opinion